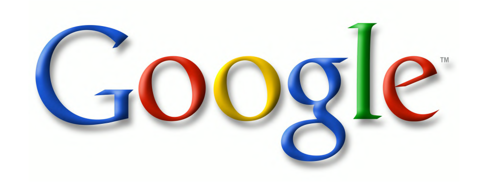




HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Première Serie

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

TOME PREMIER

PARIS
CHEZ ARMAND ANGER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
48, RUE LAFFITTE, 48
MADRID
CHEZ M. CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE, PLACE TOPETE, 8
ET CHEZ M. DURAN, CARRERA SAN GERONIMO, 2
1869

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

DU MÊME AUTEUR:

DE L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE OU DE SECOURS MUTUELS et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°. 7 fr. 50

L'Institut de France (Académie des sciences) a décerné à M. Hubbard une médaille d'encouragement pour cet ouvrage (concours de statistique de 1853).

SAINT-SIMON, SA VIE ET SES TRAVAUX, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1 vol. grand in-18. 3 fr.

Ces ouvrages se trouvent à la librairie GUILLAUMIN et Cie, 14, rue de Richelieu.

Paris. — Typographie HENNUYER ET FILS, rue du Boulevard, 7.

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Première Série

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

TOME PREMIER

PARIS

CHEZ ARMAND ANGER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

48, RUE LAFFITTE, 48

MADRID

CHEZ M. CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE, PLACE TOPETE, 8

ET CHEZ M. DURAN, CARRERA SAN GERONIMO, 2

1869

PRÉFACE.

L'œuvre que je soumets aujourd'hui au jugement du public ne m'a été inspirée ni par une vaine recherche de renommée, ni par une combinaison de librairie, ni par une manœuvre de parti; c'est simplement un effort sincère et consciencieux ayant pour but de faire connaître à la nation française les sentiments, les tendances et les idées d'un peuple voisin chez lequel elle a d'immenses intérêts engagés.

J'ai résidé à Madrid près de douze années, de 1856 à 1868, et pendant ce long espace de temps je me suis trouvé activement mêlé à la vie industrielle et commerciale de l'Espagne, sans intervenir en rien dans sa marche politique. Aussi, spectateur indépendant et impartial, j'ai pu me pénétrer profondément du vrai caractère de la nationalité espagnole, j'ai pu apprécier les éléments de force et de vitalité dont elle dispose encore, et constater en même temps les causes nombreuses qui s'opposent à son développement et à son véritable progrès.

A réserver exclusivement pour moi les enseignements que j'avais pu tirer de cette situation exceptionnelle dans

un pays étranger, à ne pas les réunir et les grouper pour le profit de mes concitoyens, je me serais considéré comme coupable d'égoïsme et de paresse; aussi, alors même que mon labeur serait jugé frivole et inutile, aurais-je encore la satisfaction d'avoir rempli un devoir que m'imposait ma conscience.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a reproché à la France de trop aimer à reposer son attention sur elle-même et de trop dédaigner l'étude des civilisations étrangères. Soyons nous-mêmes, sans doute, mais n'épargnons rien pour connaître les autres. Bien des fautes ne seraient pas commises en politique si l'opinion était assez éclairée pour les prévoir et pour en deviner les fatales conséquences. Nos armées ne seraient pas allées au Mexique, si ce malheureux pays eût été mieux connu et si tous les Français eussent été convaincus dès le principe de l'issue désastreuse de toute expédition tentée avec des moyens impuissants. Dans cette triste époque d'effervescence militaire que nous traversons, qui sait si demain un caprice de nos gouvernants ne cherchera pas tout à coup à nous persuader que les frontières de la France du côté du sud doivent être portées des Pyrénées jusqu'à la ligne de l'Èbre? Eh bien! quand ce ne serait que pour cette conjoncture, il importe que nous sachions bien à l'avance quel est ce peuple espagnol contre lequel nous aurions à combattre; s'il est toujours digne de notre estime ou s'il a perdu ces anciennes qualités chevaleresques qui firent à d'autres époques sa gloire et son prestige; s'il est susceptible d'un grand élan de patriotisme ou s'il faut le considérer comme tout à fait dégé-

néré; s'il a des ressources suffisantes pour lutter par lui-même ou s'il aurait absolument besoin d'un appui extérieur. Il n'y a que des travaux comme le mien qui puissent répondre à ces questions, et c'est un des buts que j'ai désiré atteindre, de fournir aux hommes d'État, aux journalistes et aux administrateurs les moyens de se créer sur chacun de ces points une opinion sage et raisonnable, assise sur un examen attentif des faits.

Une grande solidarité tend aussi à s'établir dans les relations des peuples entre eux, et les partis qui se disputent dans chaque pays la direction des affaires doivent apprendre à se connaître, afin de s'aider mutuellement à faire triompher les principes communs sous le drapeau desquels ils sont ralliés. Je pénètre au milieu de toutes les intrigues des partis espagnols, et les libéraux français, s'ils daignent m'accepter pour guide, apprendront à discerner entre les nombreuses factions qui se partagent l'opinion en Espagne, celles qui méritent d'être soutenues et celles qui ouvertement ou hypocritement continuent à défendre les errements de l'absolutisme.

Il nous importe enfin de n'avoir pas à surveiller les Pyrénées chaque fois que nous avons la guerre à soutenir du côté du Rhin, de la Flandre ou des Alpes, et par suite il nous conviendra toujours de renouveler avec l'Espagne l'ancien pacte de la famille de Bourbon. Or nous ne vivons plus à une époque où les alliances de familles princières suffisent pour assurer la paix entre les nations; il faut donc chercher ailleurs dans des relations plus étroites créées soit par la sympathie des caractères, soit par la similitude des mœurs, soit par le commerce,

des bases plus solides pour l'union des peuples entre eux.

J'ai été, pour ma part, durant toutes mes recherches, animé du plus vif désir de contribuer à cimenter une solide union entre les deux peuples qui habitent des deux côtés des Pyrénées; pendant mon long séjour dans la Péninsule, j'ai pu observer que les Espagnols se plaignent amèrement d'être jugés d'une manière trop superficielle par nos écrivains, et qu'ils sont offensés dans leur amour-propre de se voir toujours représentés comme exclusivement passionnés pour les courses de taureaux et les danses andalouses. Tous mes efforts ont tendu à ne pas encourir ce reproche, et j'ai analysé le vrai caractère du peuple que j'étudiais sans charger ma palette de couleurs trop vives; en séduisant la vue par un procédé facile, j'aurais craint de modifier l'expression exacte et fidèle du portrait que j'aspirais à présenter.

Le caractère du Français, malgré toute sa légèreté, est bien autrement sympathique aux Espagnols que celui du flegmatique Anglais ou du contemplatif Allemand; aussi en nous mettant en garde contre les excès de cette légèreté, en n'abusant pas des progrès que nous avons réalisés pour nous exalter outre mesure; en favorisant par tous les moyens en notre pouvoir le développement d'un peuple frère qui a beaucoup de bonne volonté et peu de ressources, pourrons-nous arriver à nous faire pardonner nos deux malheureuses invasions de 1808 et de 1823, qui eurent pour la Péninsule des résultats si douloureux. J'ai cette espérance et je voudrais la faire partager à tous mes lecteurs.

Il m'eût été plus agréable de borner mon travail à une étude synthétique sur l'état actuel de la civilisation en Espagne, à une peinture des diverses classes qui la représentent, à un examen soigneux de la littérature, de l'art, de la philosophie et des sciences en Espagne; mais avant d'entreprendre cette tâche, il était nécessaire de bien connaître tous les événements qui forment la vie du peuple espagnol, et je n'ai trouvé nulle part une vue d'ensemble sur tous les faits accomplis depuis le commencement de ce siècle. Le beau et consciencieux travail de M. Lafuente comprend bien les événements du règne de Ferdinand VII, mais un oubli inconcevable qu'on ne peut attribuer qu'à la fatigue, lui a fait dédaigner tout ce qui avait trait au détachement des colonies américaines. Il m'a paru nécessaire de relier avant tout examen une masse d'événements si distincts et si hétérogènes, et de les grouper avec soin de manière à pouvoir saisir la vraie loi qui préside à leur développement.

Puisse cette étude faciliter à tous les moyens de connaître cette nationalité si sympathique, si malheureuse qui a tant de peine à sortir du moule où, pour sa perte, voulut l'enfermer le sombre génie de Philippe II. J'ai, pour ma part, la conviction qu'avec ses instincts démocratiques, ses aptitudes généreuses, l'union intime qui règne entre ses diverses classes, pour peu qu'elle consente à mettre dans l'industrie et la science la passion qu'elle a prodiguée jusqu'ici pour la religion et les aventures, de nouveaux jours de grandeur lui sont réservés. Mais pour elle point de demi-mesure, il lui faut la

dignité du républicain, la fierté de l'homme vraiment libre. Ne cherchez point à organiser un vain système de juste milieu, un jeu de bascule et d'équilibre parfait.

L'application des grands principes de la révolution française doit être faite en Espagne avec une extrême simplicité. Le bon sens naïf et simple de Sancho Pança, l'enthousiasme sincère et l'esprit de justice de don Quichotte s'y retrouvent encore aujourd'hui partout; ils y vivent côte à côte et demandent tous deux à être incessamment satisfaits. Avec ces qualités un pays se relève toujours, mais il faut travailler à les compléter l'une par l'autre : elles sont un grand ressort; seulement il faut que la littérature, l'art, la philosophie les mettent en jeu pour déterminer la direction définitive que doit prendre la nation.

Les deux seuls génies espagnols vraiment originaux que l'on aperçoit dans ce siècle, Larra et Espronceda, eurent foi comme nous dans la régénération de leur pays par la révolution; on peut dire d'eux qu'ils ont esquissé la première ébauche d'une nouvelle Espagne; mais devant la distance qui séparait leur pays des autres sociétés modernes, le dégoût et le doute se sont emparés de leur cœur; l'un s'est suicidé de désespoir, l'autre s'est usé dans de folles débauches; ils ont manqué de persévérance et de volonté; ils étaient pourtant dans la bonne voie. Qui reprendra leur œuvre interrompue? Qui délivrera ce pays des viles copies et des honteuses traductions? Qui fera pénétrer dans ces âmes encore superstitieuses l'amour de la science et le goût de l'industrie? Qui donnera un nouvel essor au génie national?

J'aurais plus de confiance dans cette dernière révolution, si elle était accompagnée d'un mouvement fécond dans toutes les branches de la connaissance humaine; mais jusqu'à ce jour le travail préparatoire des esprits ne nous paraît pas encore assez avancé; l'engourdissement n'est pas assez généralement vaincu, on craint encore trop de penser et d'agiter les grands problèmes.

Tant qu'une noble phalange de généreux penseurs n'aura pas fait circuler dans les intelligences de cette race généreuse des pensées plus graves, plus viriles, plus conformes aux idées des temps modernes, un temps précieux se consumera encore en vaines agitations.

C'est dans les couches profondes de sa population que l'Espagne possède les éléments de sa régénération future, et ces couches doivent être conquises à l'instruction, au travail, à la vie intellectuelle et sociale.

Peut-être aurai-je le malheur de paraître parfois aux Français trop indulgent, aux Espagnols trop sévère. Dans tous les cas, mes critiques contre ceux-ci ne viennent jamais d'une mauvaise disposition à leur égard. Fils d'une Sévillane dont les nobles qualités restent gravées dans mon âme en traits ineffaçables et protégeront toujours la nationalité à laquelle elle appartenait contre les défauts et les vices que j'ai dû signaler, je m'irrite de voir ce noble pays de l'Espagne si arriéré dans la voie de la civilisation; et mes reproches n'ont jamais d'autre but que de le faire progresser; je voudrais que mon aiguillon fût assez énergique pour le secouer de sa torpeur. Quant à l'offenser, cette idée est toujours bien

loin de mon cœur; je ne suis pas ingrat, et quoique ardemment désireux de consacrer le reste de ma vie à la belle et chère France, ce paradis du monde qu'on n'apprécie bien qu'après en avoir été exilé, jamais, non jamais je n'oublierai non plus que pendant douze ans que j'ai vécu à Madrid, en contact permanent par des occupations publiques avec toutes les classes de la population, j'ai toujours trouvé que dans les relations sociales le peuple espagnol occupe un rang bien supérieur à celui que depuis des siècles lui assignent en politique l'impuissance et la sottise de ses gouvernements.

Paris, février 1869.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

INTRODUCTION

CHAPITRE I

L'ESPAGNE EN 1808

État social et politique de l'Espagne au commencement du dix-neuvième siècle. — Population. — Finances. — Armée. — Marine. — Colonies. — Insuffisance des forces productives. — Politique intérieure du prince de la Paix. — Longue durée de son influence auprès de Charles IV.— Causes probables qu'on peut lui assigner.— Sympathie du peuple espagnol pour Ferdinand VII. — Les six années du règne de Joseph sont marquées par trois grandes séries de faits : la guerre de l'Indépendance, les sessions des Cortès de Cadiz et la lutte des colonies américaines pour leur émancipation. — Sans passer en revue ces trois séries de faits, on ne peut se faire une idée exacte de l'état de l'Espagne en 1814.

Il a été beaucoup écrit sur l'état général d'épuisement auquel la France se trouva réduite après les désastreuses campagnes de 1813 et l'invasion par les alliés du territoire français en 1814.

Mais qu'était-ce que cet épuisement si on le compare à celui de l'Espagne, notre ancienne alliée d'autrefois, deve-

nue notre implacable ennemie depuis les tristes scènes de Bayonne et la fameuse insurrection de Madrid du 2 mai 1808? Pendant six années, la malheureuse nation espagnole avait eu à soutenir une guerre acharnée sur son propre territoire; privée du monarque qu'elle réclamait avec tant d'opiniâtreté et que le dominateur de l'Europe retenait captif à Valencey, elle avait vu, pendant cette période à jamais fatale pour elle, se délier un à un presque tous les liens qui rattachaient à son sort les grands territoires de l'Amérique centrale et méridionale sur lesquels se basait son antique puissance; et appauvrie par l'absence des revenus coloniaux auxquels elle devait une factice opulence, sans manufactures pour développer sur son sol un travail fructueux, sans voies de communication pour faire circuler les produits de l'agriculture, sans administration pour maintenir le bon ordre et assurer à ses citoyens le libre exercice de leurs droits et de leurs facultés, elle offrait aux regards le plus triste et le plus beau de tous les spectacles, celui d'un peuple entier qui, pour sauver son indépendance, s'est exposé courageusement à la dernière misère, et qui, appelé à choisir entre un esclavage doré et une liberté indigente, a préféré héroïquement sa pauvreté aux chaînes.

Du reste, la terrible secousse qu'elle venait d'éprouver avait eu pour elle un bien important résultat : celui de la faire sortir de l'engourdissement profond dans lequel elle était plongée depuis si longtemps, de lui donner conscience d'elle-même, de la faire réfléchir sur le rôle qu'elle était appelée à jouer en Europe depuis la nouvelle impulsion donnée à la civilisation moderne par la Révolution française, enfin de lui faire comprendre, par la voix des Cortès de Cadiz, qu'elle aussi avait de graves questions à étudier et de difficiles problèmes à résoudre pour améliorer son organisation intérieure.

Si Ferdinand VII, en quittant le domaine de Valençay pour reprendre possession de la couronne de Castille, s'imaginait retrouver, en 1813, le même peuple qui, en 1808, subissait si patiemment le pouvoir absolu des ministres de son père, grande était son erreur.

La guerre d'un côté et de l'autre la nécessité de suppléer l'absence du monarque par l'exercice de la souveraineté populaire avaient répandu dans tout le pays, pendant ces six années, jusqu'au fond des villages les plus reculés, des passions et des idées avec lesquelles il faudrait désormais compter. L'adoration de la royauté, le prestige du trône, la ferveur catholique, la soumission à l'autorité, la crainte de l'inquisition, l'exacte pratique des cérémonies du culte, le goût de l'intrigue, la haine du travail, la passion du jeu et de la loterie, l'envie des puissants, tous les traits saillants de l'ancien caractère espagnol dominaient bien encore dans la grande majorité de la population; mais d'autres types s'étaient fait jour, d'autres mœurs s'étaient révélées. Beaucoup s'étaient fait cette réflexion que, quand le monarque fait défaut, il ne sert de rien d'être un sujet fidèle, tandis que les citoyens dévoués avant tout à leur patrie sont toujours utiles; et ils en avaient conclu que c'est le bien de la nation plus que celui du roi qu'il faut toujours avoir en vue. Un noyau de patriotes avait commencé à se former dans toutes les villes, et, dès lors, on pouvait pressentir que les décrets de la royauté, autrefois obéis sans examen, allaient être désormais examinés et analysés avec un soin minutieux.

L'inquisition avait exercé, pendant des siècles, un pouvoir redoutable avec lequel la royauté elle-même avait été obligée de compter; elle avait autrefois défendu à la raison de venir jamais troubler les élans de la foi, qui devait seule régner en maîtresse absolue sur le sol espagnol, et la raison s'était partout respectueusement inclinée; l'esprit de con-

troverse ayait disparu; l'adoration des images, la superstition des reliques, l'exactitude des pratiques religieuses s'étaient partout substituées au culte d'un seul Dieu et à l'application d'une saine morale; mais ce pouvoir effroyable, qui avait pénétré jusque dans le sein des familles et qui avait voulu envahir jusqu'à la conscience individuelle, avait complétement disparu dans ces six années. Le roi *intrus* que soutenaient les armées de Napoléon avait solennellement répudié l'usage d'une institution aussi barbare; et les Cortès de Cadiz avaient décidé par un vote solennel, après une longue discussion où toutes les opinions s'étaient fait jour, que cet antique palladium de l'orthodoxie devait à jamais disparaître du sol espagnol. C'était, après tant de siècles d'une foi aveugle et irréfléchie, rendre enfin la parole à la raison et à la philosophie; il n'y avait plus à penser que les esprits les plus forts et les mieux trempés se refuseraient systématiquement à l'étude des graves questions qui avaient tant agité l'opinion en France à la fin du dix-huitième siècle. Le voile qui avait toujours couvert en Espagne l'analyse du problème religieux était à jamais déchiré, et le génie de la Révolution, plus heureux que celui de là Réforme, prenait enfin possession de la Péninsule.

Au point de vue de la politique intérieure, le mouvement de 1808 avait eu des conséquences sinon plus profondes, au moins plus immédiates. Au milieu de l'ébranlement causé par l'invasion étrangère, en l'absence de toute action des représentants du principe monarchique, l'élément démocratique avait saisi le pouvoir dans presque toutes les capitales de province et s'était partout présenté comme le véritable boulevard de l'indépendance nationale; il n'avait pas, comme en France, déclaré une guerre à outrance aux classes privilégiées, mais, habitué à vivre côte à côte avec elles, à en être bien traité et à les bien traiter, il avait pu en recevoir tout

le concours qu'elles étaient susceptibles de donner, sans cependant avoir consenti un seul moment à reconnaître l'antique classification dont elles étaient si fières et au maintien de laquelle elles attachaient encore tant de prix. Les Cortès de Cadiz de 1810, comme la Constituante française de 1789, avaient repoussé, dès leurs premières sessions, l'ancien vote par bras et avaient ainsi confondu toutes les classes en une seule représentation; elles avaient aboli toutes les juridictions seigneuriales, supprimé toute espèce de vasselage réel ou personnel, prohibé les preuves de la noblesse, anéanti tous les droits seigneuriaux de chasse, pêche, fourneaux, moulins, pâture, etc., et tout cela s'était fait sans autre opposition que quelques timides protestations, comme si tous avaient conscience du changement apporté dans la hiérarchie sociale par la marche des temps. Par cette importante décision, la noblesse et le clergé disparurent vraiment de la scène comme corps politiques, et si, dans l'avenir, nous les voyons encore jouer un rôle important, ce n'est plus pour s'assurer à eux-mêmes en tant que classe de nouveaux avantages et de nouveaux priviléges, c'est uniquement pour contribuer par l'influence personnelle de leurs membres à faire pencher le char de l'Etat quelquefois du côté de la liberté, mais le plus souvent, hélas! vers l'établissement d'un despotisme absolu.

Que de changements donc dans les six grandes années qui séparèrent le départ de Ferdinand VII pour Bayonne de son retour en Espagne! Au lieu d'avoir affaire, comme ses aïeux, à une population disposée tout entière à l'obéissance sans aucune restriction mentale, il se trouvait en face de citoyens ayant appris à se préoccuper de la chose publique; l'inquisition, sapée dans ses fondements, ne pouvait plus que lui nuire et devait être un obstacle s'il cherchait à s'en faire un auxiliaire. Enfin le clergé et la noblesse ne pouvaient être

séparés du reste de la population depuis qu'ils avaient fait cause commune avec elle. Ils ne constituaient plus de classes spéciales dans l'Etat ayant chacune ses droits et ses priviléges particuliers, et si, dans leurs rangs, la royauté pouvait trouver des amis énergiques pour la défendre, elle pouvait craindre aussi que plusieurs de ses membres ne s'unissent contre elle à tous ces hommes du tiers, qui, en fabriquant une constitution, avaient la prétention de vouloir que les lois fussent assises sur les principes d'une saine justice et servissent exclusivement à développer dans le peuple le goût du travail, le désir du savoir et les habitudes de la moralité.

Dans les dernières années du règne de Charles IV, l'Espagne, quoiqu'après le désastre de Trafalgar son impuissance à relever les débris de sa marine eût déjà manifesté à l'Europe entière le triste état auquel elle était réduite, ne laissait pas sous certains rapports de conserver certains éléments de force et de prospérité.

Ainsi le dernier cens, effectué en 1799 et publié en 1803, accusait pour la Péninsule une population de 10 351 000 habitants, supérieure de 1 million environ à celle du cens de 1777.

Les ressources du trésor public, année moyenne, atteignaient environ 800 millions de réaux, quand les croiseurs anglais laissaient arriver au port de Cadiz le surplus des caisses d'outre-mer, qu'on pouvait évaluer à 200 millions; revenu important qui, s'il avait été administré depuis longues années d'une manière productive, au lieu d'être consacré à étaler dans les palais de Madrid, de l'Escorial, d'Aranjuez et de la Granja un luxe infécond et à nourrir des courtisans faméliques, aurait pu épargner à l'Espagne le poids énorme de la dette qui venait de s'accumuler sur elle. Cette dette, en effet, qui, à l'avénement de Charles IV, dépassait à peine 2 milliards de réaux, atteignait déjà au moment de son abdi-

cation, au dire de Canga-Arguelles, le chiffre de 7 milliards et exigeait à elle seule pour le payement de son intérêt une somme équivalente à tout ce qu'on pouvait retirer d'Amérique dans les bonnes années. Énorme fardeau qui, aujourd'hui encore, écrase ce malheureux pays, non point tant à raison de sa quantité, qu'à cause des expédients de tout genre auxquels, dès le commencement du siècle, l'Espagne s'est trouvée réduite pour ne pas surprendre chaque jour ses créanciers par une banqueroute fatale et conserver au moins un certain droit à réclamer en cas de nécessité le secours du crédit !

On attribuait à l'armée sur le papier, sans y comprendre les milices provinciales et urbaines, un effectif de 117 000 hommes ainsi décomposé : 10 000 hommes de garde royale, 50 000 d'infanterie de ligne, 12 000 d'infanterie légère, 17 000 étrangers au service de la couronne, 16 000 artilleurs, 1 000 hommes du génie, 5 000 de grosse cavalerie et 6 000 de cavalerie légère. Dans ce nombre ne se trouvent point comprises toutes les troupes qui garnissaient les colonies, et dont le chiffre total, suivant les données les plus positives, était évalué à 147 000 hommes, troupes péninsulaires et contingents coloniaux réunis. A une époque où les armées permanentes n'avaient pas encore atteint les chiffres effrayants auxquels elles allaient être portées par les exigences de la politique napoléonienne, c'était un assez beau cadre que celui qui était formé par les ministres de la guerre espagnols; et si la réalité eût répondu aux espérances qu'ils faisaient concevoir, l'Espagne se fût trouvée en état de repousser toute espèce d'invasion, quelle qu'elle fût. Mais d'un côté, la distribution des grades faite toujours par la faveur, au détriment du mérite et des services rendus; d'un autre, l'existence d'un état-major tout à fait disproportionné avec le nombre des soldats réellement disponibles et vivant

sous les drapeaux; enfin le mauvais emploi par les chefs des ressources qui auraient dû être exclusivement consacrées à leur bien-être et à leur bonne tenue, toutes ces causes réunies avaient, depuis longtemps, fait déchoir l'armée espagnole du haut rang qu'elle avait occupé jadis à l'époque du grand-duc d'Albe et de don Juan d'Autriche.

Quant à la marine, il n'y avait plus à compter sur le bel effectif de 64 navires de 60 à 120 canons, de 53 frégates et de 60 autres embarcations de toute espèce dont la nation était si fière vers l'année 1788; une série de désastres avaient miné ce bel édifice qui n'était plus, en 1808, que l'ombre de ce qu'il avait été; 4 grands navires avaient été perdus dans la bataille du cap de Saint-Vincent, remportée sur Cordoba par l'amiral Lewis; la prise de deux autres par les Anglais était venue obscurcir le succès obtenu sur l'amiral Calder dans les environs du cap Finistère; enfin de la flotte de 15 navires qui portait si dignement le pavillon espagnol à Trafalgar, 3 avaient été enlevés par les Anglais; 2 étaient venus échouer dans les environs de Rota et de San Lucar; 3 autres avaient été coulés à fond; le *Principe de Asturias*, vaisseau amiral, immortalisé par la belle conduite de Gravina, le *Santa-Anna* et le *Neptuno* étaient tellement endommagés qu'ils n'avaient pu être sauvés qu'avec la plus grande peine; il n'avait réellement survécu que 4 navires en bon état, et il s'en fallait que ce fussent les meilleurs, car c'étaient les seuls dont la conduite eût laissé à désirer dans cette sanglante et mémorable action.

En outre des débris de Trafalgar réfugiés dans le port de Cadiz, le gouvernement pouvait disposer d'une escadre de 6 navires armés et équipés à Carthagène; mais il avait épuisé dans cet effort ses dernières ressources et ses 3 grands arsenaux, las Carracas, le Ferrol et Carthagène, autrefois pleins de vie et d'animation, s'étaient complétement vidés, tandis

que le mauvais état des finances ne permettait plus de les approvisionner et de fournir du travail aux 20,000 ouvriers qui y trouvaient auparavant leur subsistance et celle de leurs familles.

Si le matériel manquait, il y avait au contraire surabondance dans le personnel ; 50 000 marins étaient inscrits dans les *tercios navales*, l'infanterie de marine comptait 20 000 soldats et l'artillerie près de 3 000, tandis que, pour commander ces forces, l'Etat entretenait un état-major vraiment ruineux dont aucune autre nation, pour puissante qu'elle fût, n'aurait voulu s'imposer la dépense. Au grand détriment des contribuables, et pour la plus grande joie des familles puissantes, il y avait 3 capitaines généraux ou amiraux, 25 lieutenants généraux, 28 chefs d'escadre, 34 brigadiers, 86 capitaines de navire et 136 capitaines de frégate; état-major bien divers, brillant plus par le courage que par la science, comptant dans son sein des Gravina, des Churruca, des Galiano et des Valdès, mais dans lequel les ressources du plus bel héroïsme ne pouvaient jamais compenser au jour du danger les défauts d'une administration toujours imprévoyante.

Rien ne pouvait être plus fatal à l'Espagne que la perte de ses vaisseaux ; car ils constituaient le pont mobile qui établissait les communications entre la Péninsule et le grand empire colonial de l'Amérique du Sud; et la destruction de ce pont devait fatalement amener avec le temps l'émancipation des colonies. C'était pourtant un bien vaste et bien magnifique empire que celui qui avait été créé en Amérique par le génie des Colomb, des Pizarre et des Fernand Cortès. Un territoire occupant 79 degrés du méridien, d'une étendue de 1 600 lieues en ligne droite, comprenant une population d'environ 15 millions d'âmes, riche en productions de toute espèce, susceptible de toutes les cultures par l'étonnante variété de climats qu'il offrait dans ses diverses régions, sil-

lonné par des fleuves majestueux auprès desquels le Tage et l'Èbre méritaient à peine le nom de ruisseaux, pourvu enfin des plus riches mines d'or et d'argent que la nature eût encore découvertes à l'avidité des hommes : tel était l'immense domaine, sollicité par l'ambition de toutes les grandes puissances du globe, que l'Espagne conservait encore intact en 1808 et qu'elle exploitait avec le plus profond égoïsme, en le fermant violemment à toutes les entreprises du commerce étranger, sans se soucier des besoins et des intérêts des populations qui s'y étaient établies.

Le continent américain soumis à la domination espagnole était divisé à cette époque en 4 vice-royautés et 3 capitaineries générales.

Des 4 vice-royautés, la première, celle du Mexique, autrement dite de la Nouvelle-Espagne, à laquelle se rattachait la capitainerie générale de Guatemala, était la plus importante. Bien des souverains en Europe n'avaient ni la puissance ni les richesses du vice-roi de Mexico ; soumis à la juridiction lointaine du conseil des Indes et exposé seulement à subir à la fin de sa domination un jugement de *résidence*, dans lequel tous ses actes devaient être examinés par des magistrats souvent envieux et jaloux, il n'avait sur les lieux où s'exerçait son autorité d'autre contre-poids que celui de l'Audience, qui correspondait directement avec le souverain, et jouissait du droit d'envoyer à la cour des rapports circonstanciés sur l'état du pays soumis à son inspection. Il régnait véritablement sur 6 millions d'âmes et administrait un budget de plus de 300 millions de réaux.

Les 3 autres vice-royautés n'étaient qu'un fractionnement de l'ancien empire du Pérou, qui comprenait dans l'origine toutes les possessions espagnoles de l'Amérique du Sud ; le progrès des pays situés sur la côte méridionale du golfe du Mexique avait d'abord amené, en 1718, la création de la vice-

royauté de la Nouvelle-Grenade, comprenant tous les territoires situés au nord du fleuve des Amazones et ayant pour capitale Santa Fé de Bogota; puis la difficulté des communications à travers la grande Cordillère des Andes en avait fait séparer, dès 1731, la capitainerie générale de Caracas, à laquelle se rattachait la Guyane; la Nouvelle-Grenade et la capitainerie générale de Caracas constituaient un groupe de 3 millions d'habitants.

Les grands intérêts qui commençaient à se former sur la langue de terre qui forme aujourd'hui la république du Chili, et où la population, comptant déjà plus de 1 million, se pressait avec une densité exceptionnelle qui atteignait 70 habitants par lieue, tandis que, dans le reste de l'Amérique espagnole, elle dépassait à peine 50, déterminèrent, au milieu du dix-huitième siècle, la formation de la capitainerie générale du Chili.

Enfin, tout récemment, en 1777, un nouveau centre administratif et politique avait été fondé. La vice-royauté du Pérou avait été conservée avec Lima sa capitale et un territoire assez étendu dans le centre de l'Amérique; mais sa juridiction ne devait plus s'exercer que sur une population de 2 millions, et ses plus belles provinces lui étaient enlevées pour former la belle vice-royauté de Buenos-Ayres dont l'autorité devait s'étendre sur plus de 3 millions d'âmes, dans tous les pays baignés par le Rio de la Plata jusqu'aux célèbres districts du Haut-Pérou, Charcas, la Paz et Potosi.

Cette dernière mesure était pleine de sagesse, car il y avait déjà plusieurs années que la prospérité de Buenos-Ayres et des pays qui l'avoisinent était remarquée par les hommes d'Etat du continent européen; on savait qu'un centre de lumières et un foyer de civilisation commençaient à s'y organiser; et si l'Espagne voulait conserver sa domination sur l'Amérique du Sud, c'était sur ce point que devait se porter

toute son attention, car c'était là que les Anglais avaient dirigé leurs vues ambitieuses, et c'est de là que devait partir l'étincelle destinée à enflammer toute l'Amérique. De graves événements avaient signalé dans ces parages les années 1806 et 1807; l'expédition du général Beresford, son triomphe sur le vice-roi Sobremonte, la glorieuse revanche prise par don Santiago Liniers, la destitution par la municipalité de Buenos-Ayres de Sobremonte et la nomination par le peuple en son lieu et place de l'éminent marin qui avait rétabli la bannière de Castille sur les édifices de Buenos-Ayres, premier acte de désobéissance ouverte exercé contre la mère patrie par les colons de l'Amérique du Sud, l'arrivée d'une nouvelle armée anglaise sous les ordres du lieutenant général Whitelocke, la prise de Montevideo, la belle capitulation imposée par Liniers une deuxième fois vainqueur, tels étaient les faits qui avaient précédé, en Amérique, l'abdication de Charles IV et qui, témoignant à la fois des perfides intentions de l'Angleterre et des tendances des colons à se créer une patrie indépendante, permettaient déjà de prévoir une prochaine émancipation de ces colonies.

A toute l'étendue du continent américain, il faut ajouter, pour bien apprécier les ressources coloniales de l'Espagne en 1808, ses grandes possessions asiatiques, les îles Philippines et Mariannes et les deux reines des Antilles, Cuba et Puerto-Rico, qui n'avaient pas encore atteint tout leur développement et coûtaient à cette époque plus qu'elles ne rendaient, mais dont on commençait déjà à pressentir la prospérité future.

Malheureusement, avec toutes ces ressources, ce trésor, cette armée, cette marine, ces colonies, il n'y avait pas une proportion raisonnable entre la représentation extérieure que l'Espagne mettait à la disposition de ses monarques et ses forces productives; de sorte qu'elle s'épuisait incessam-

ment, comme elle le fait encore aujourd'hui, pour apparaître aux yeux du monde entier plus forte et plus puissante qu'elle ne l'est réellement.

Il a toujours été dans le génie espagnol de préférer le côté brillant des personnes et des choses au côté purement utilitaire; c'est ainsi que la guerre a toujours eu en Espagne plus de partisans que l'industrie, malgré la noble indépendance que donne au caractère la nécessité de lutter chaque jour soit avec les lois de la nature, soit avec les difficultés de la production. Jamais il n'a été accordé en ce pays à l'agriculteur, au commerçant et à l'industriel la juste considération qu'ils méritent; la hiérarchie sociale y a été de tout temps ainsi établie, que le comble du talent a toujours été d'y jouir du plus haut degré de faveur et de puissance en contribuant le moins possible à tous les travaux sur lesquels repose le mécanisme social. Il en résulte que l'agriculture et l'industrie, ces deux grandes sources de richesse, n'ont jamais pu répandre leurs eaux bienfaisantes sur le sol de la Péninsule, que les mamelles de l'Etat n'ont pu se remplir d'un lait fécond, et qu'à toutes les époques de son histoire, l'Espagne a été arrêtée dans le développement de sa civilisation par l'insuffisance de son patrimoine et par l'exiguïté de ses ressources.

Ce n'est pourtant pas que la protection de la part des monarques ait toujours fait défaut aux grands éléments de la prospérité publique; mais cette protection ne fut jamais aidée par les mœurs, et ce que celles-ci ne sanctionnent pas ne peut être solidement créé par la loi.

Il serait facile d'énumérer longuement les nobles efforts qui furent tentés par Charles III pour introduire en Espagne les industries dont le génie de Colbert dota la France sous son aïeul Louis XIV; mais tandis que, de ce côté des Pyrénées, une nation vive, perspicace et laborieuse s'était de suite

emparée pour les faire fructifier des semences qui lui étaient généreusement offertes, de l'autre côté, une population non point seulement paresseuse, mais aussi insouciante et mal disposée par des préjugés religieux, avait vu créer devant elle les plus beaux établissements sans se préoccuper un seul instant du but de leur fondation.

Il faut en ceci rendre justice au prince de la Paix, le ministre dont la domination caractérise principalement le règne de Charles IV; loin d'arrêter, en ce qui dépendit de lui, le mouvement économique et intellectuel que Charles III avait voulu imprimer au peuple espagnol, il chercha à l'accélérer par tous les moyens en son pouvoir; il n'était pas hostile aux lumières, et il y eut pendant toute sa domination quelque chose de vraiment contradictoire et extravagant dans la ligne de politique intérieure qu'il chercha à suivre en face de la Révolution française; d'un côté, il prétendait réprimer toutes les tentatives des esprits entreprenants pour obtenir des modifications politiques dans le sens libéral; de l'autre, il cherchait à mettre fin aux tyrannies de l'inquisition en ouvrant les portes de la patrie à Olavide, en supprimant les auto-da-fé et en diminuant la juridiction du tribunal inquisitorial. Un obstacle infranchissable était opposé à tous les écrits français qui avaient pour but de défendre les grands principes de la Constituante de 89 et de la Convention de 93, tandis qu'une protection ouverte était accordée à tout ce qui pouvait développer la prospérité matérielle du pays, et qu'on laissait entrer tous les étrangers capables d'introduire de nouvelles industries, à quelque religion qu'ils appartinssent; comme si les progrès de la civilisation n'étaient pas en même temps ceux de la liberté, une dernière tentative était faite pour donner un grand essor aux intérêts matériels, alors même qu'on soutenait avec acharnement l'orthodoxie catholique et les principes absolutistes.

Une preuve du vrai désir qu'avait le prince de la Paix d'arriver à l'émancipation intellectuelle du peuple espagnol, c'est que, d'accord avec Charles IV, il s'était franchement dévoué à la réforme de l'instruction primaire; engoué de la méthode de Pestalozzi et dominé par une profonde admiration pour les livres du professeur de Stanz et d'Yverdun, admiration qu'il avait fait partager à son souverain, il avait rêvé la transformation complète de l'enseignement en Espagne. Ce n'était certes pas dans la Péninsule qu'il fallait prêcher le soin du corps, quand il y a toujours obtenu une attention prépondérante sur celui de l'esprit. Néanmoins, en invoquant le fameux précepte de *mens sana in corpore sano*, de nombreux gymnases avaient été institués, une école centrale et normale dite *Institut royal pestalozzien* avait été ouverte à Madrid, des disciples observateurs avaient été formés dans la capitale avec la mission de répandre le nouveau système d'enseignement dans toute la Péninsule, et toutes les forces de l'Etat mises en mouvement dans ce but avaient déjà produit, dès 1808, des résultats d'une certaine importance.

Peut-on oublier encore que de son époque date la création du corps des ingénieurs des chemins et des canaux du royaume, celle de l'école spéciale destinée à les former, qui fut placée sous la direction de don Augustin de Betancourt, et la première impulsion vraiment sérieuse donnée aux travaux publics en Espagne par ce célèbre ingénieur?

C'est encore lui qui fut le promoteur de l'école des sourds-muets, du corps des ingénieurs cosmographes pour l'étude de l'astronomie théorique et pratique, institutions qui, sous des noms différents, fonctionnent aujourd'hui régulièrement en Espagne. Et, sans enlever à don Melchior de Jovellanos la gloire qui lui revient pour la création de l'Institut royal asturien, établi à Gijon pour l'enseignement des hautes

mathématiques, de la minéralogie et de la navigation, il faut bien reconnaître que, sans les subsides de l'État, cette création eût été impossible, et que le prince de la Paix dut intervenir plus d'une fois pour ménager en faveur de Jovellanos l'esprit de Charles IV, trop prévenu contre lui.

Par malheur, le même ministre ne sut pas exécuter une grande mesure, dont il avait cependant compris l'absolue nécessité, s'il faut ajouter foi aux révélations de ses Mémoires : il ne sut pas arrêter le développement prodigieux du clergé régulier, et particulièrement des ordres mendiants. Vers la fin du dix-huitième siècle, on comptait en Espagne plus de 50000 hommes [1] exploitant dans des maisons religieuses la piété des fidèles, vivant d'aumônes, corrompant les familles par leurs habitudes d'hypocrisie, de débauche et de paresse, et les maux provenant du terrible développement de cette gangrène sociale étaient arrivés à un tel état d'intensité, que tout progrès matériel était devenu impossible tant que ce fléau n'aurait point disparu. Le prince de la Paix raconte qu'il lui était venu à la pensée de disperser cette armée de moines mendiants dans les colonies, pour en faire des propagateurs de la foi catholique, et d'ériger les maisons religieuses, propriétaires de grands biens, en asiles spéciaux pour les lettres et les arts, spécialement pour l'industrie agricole, sous la protection directe du gouvernement. S'il avait exécuté cette pensée, en suivant la voie ouverte par le comte d'Aranda lorsqu'il expulsa les jésuites, et si, se mettant d'accord avec Jovellanos, il se fût hardiment déclaré le promoteur de la vente des biens ecclésiastiques, bien autre eût été le jugement porté sur lui par ses

[1] Il y avait au commencement du siècle, en Espagne, 2 051 maisons religieuses d'hommes, 1 075 de femmes ; et le nombre total des individus des deux sexes attachés à ces maisons montait à 92 727.

contemporains et que plus tard l'histoire eût confirmé; au lieu de rester un simple favori, il se fût élevé à la dignité de ministre et d'homme d'État.

Ennemi des grandes choses, enthousiaste des petits moyens, le prince de la Paix croyait avoir fait avancer d'un pas la civilisation par la suppression des courses de taureaux, tandis qu'il ne réussit qu'à se rendre impopulaire en privant ses concitoyens d'un amusement tout à fait national, dont le côté pittoresque enflamme encore aujourd'hui au plus haut degré l'imagination méridionale des Espagnols, malgré les spectacles répugnants qu'il leur offre dans quelques détails.

Il est beau de protéger les lettres et les arts, mais il ne faut pas que les faveurs de l'État soient exclusivement octroyées à ceux qui châtrent leur pensée pour la plier au goût des personnes du jour et aux exigences d'une mode passagère. Le prince de la Paix eut la débilité de protéger plus spécialement les auteurs qui mutilaient par de ridicules arrangements les plus belles productions de la langue castillane; c'est ainsi qu'aucune nature vraiment puissante n'est venue éclairer de ses rayons l'époque littéraire qu'il aspirait à présider en qualité de Mécène. Le doux et harmonieux Melendez, le pur et correct Moratin sont les seules gloires littéraires sur lesquelles il puisse s'appuyer.

L'histoire aime les antithèses, et ce n'est certes pas l'une des moins intéressantes qu'elle puisse fournir que celle de l'existence d'un comte-duc d'Olivarès contemporain de la Révolution française. C'est, en effet, avec ce personnage célèbre que Godoy mérite le mieux d'être comparé, et peu de favoris eurent en Espagne un règne plus long que le sien; car si, aux deux périodes pendant lesquelles il dirigea les affaires directement, la première de 1793 à 1798, alors que commença l'expansion de la Révolution en dehors des frontières de la

France, et la seconde, de 1801 à 1808, alors qu'il avait pour collègues au ministère deux hommes qui devaient précipiter sa chute, Ceballos et Caballero, on ajoute la période intermédiaire de 1798 à 1801, pendant laquelle, quoique retiré de la cour, il ne cessa d'être en relation directe avec Charles IV, on peut dire que, pendant quinze années, Manuel Godoy, duc d'Alcudia, grand amiral, prince de la Paix, fut l'arbitre des destinées de l'Espagne. Son conseil était, dans toutes les occasions graves, celui qui dominait auprès du roi, dont l'existence tout entière se passait au milieu des pompes religieuses, des amusements de la chasse, et de modestes travaux de serrurerie et d'horlogerie, tandis que la reine, également passionnée pour le même favori, entourée de dames fantasques et légères, s'abandonnait aux intrigues d'une vie dissipée, que la discrétion des courtisans ne pouvait cacher aux regards du peuple.

Est-il possible, en dehors des causes secrètes que les chroniqueurs ont pris plaisir à broder, de donner une explication raisonnable de la faveur soutenue dont le prince de la Paix ne cessa de jouir auprès de Charles IV ? Voici celle qui nous paraît la plus légitime.

Placé, dès son avénement au trône, entre les deux anciens ministres de son père, le comte d'Aranda et le comte de Florida Blanca, qui tous deux lui déplaisaient autant par la tournure de leur esprit que par la trempe de leur caractère : ce dernier timide, perplexe, effrayé, au milieu de ses aspirations libérales, par les excès de la Révolution française; le premier altier, impérieux, plein de confiance dans le développement des idées modernes, imbu de la philosophie du dix-huitième siècle, Charles IV ne s'était décidé au fond de son cœur en faveur d'aucun de ces deux ministres. En présence des dangers auxquels il se voyait exposé depuis la mort de Louis XVI, il voulait un homme à lui, qui lui dût

exclusivement son élévation, qui lui fût tout à fait dévoué, un homme qui, n'ayant réellement d'appui dans aucun parti, jugeât tous les événements dans son unique intérêt, dans celui de sa famille et de sa dynastie, un homme enfin qui considérât comme des raisons d'Etat de la plus haute importance ses préjugés les plus enracinés, ses préventions les plus folles.

Florida Blanca et le comte d'Aranda, dont les idées étaient connues et appréciées, qui jouissaient dans la nation d'une haute influence, ne voulaient point pactiser avec ses faiblesses, son point de vue personnel, ses intentions à la fois innocentes et mesquines. Voilà pourquoi Charles IV leur préféra toujours le prince de la Paix, qui caressait tous ses désirs; voilà pourquoi il lui conserva cette étonnante faveur, qu'aucune intrigue ne put atteindre dans les temps de grandeur et de prospérité, et qui s'accrut et s'exalta après l'abdication et pendant l'exil jusqu'à un tel point que la mort seule a pu rompre le lien qui unit dans une même pensée, pendant toute leur existence, Charles IV, Marie-Louise et don Manuel Godoy, prince de la Paix.

L'affection du roi pour son premier ministre contrastait d'une manière étrange avec la haine mortelle que la nation tout entière lui avait vouée; jamais peut-être aucun favori ne parvint au degré d'impopularité qu'avait atteint Godoy en Espagne. Il n'était pas une classe qui lui fût attachée; les grands avaient vu avec dégoût les honneurs s'accumuler sur sa tête en récompense d'une scandaleuse affection; le clergé, tout-puissant, lui gardait une profonde rancune pour les réformes monastiques qu'il avait eu la sottise d'annoncer sans avoir le courage de les effectuer; l'armée et la marine étaient indignées des titres de généralissime et de grand amiral qui lui avaient permis de distribuer les grades à ses parents et amis, sans préoccupation du mérite et des services

rendus; enfin toutes les classes productives souffraient trop du mauvais état des finances et de l'interruption de toutes les relations avec l'Amérique, causées par la guerre contre l'Angleterre, pour ne pas désirer violemment sa chute.

A voir le rôle qu'elle jouait en Europe, la pression constante qu'exerçait l'empereur Napoléon sur son gouvernement, les sacrifices d'hommes, d'argent et de vaisseaux qu'elle avait dû faire sans obtenir en échange la moindre compensation, à connaître le ton d'abjecte soumission qui, après Iéna, avait succédé à une proclamation impolitique dans laquelle on avait cherché à exciter le sentiment patriotique contre la France, à apprendre chaque jour les tentatives de l'Angleterre contre sa puissance coloniale, la nation espagnole se sentait humiliée et malheureuse; un sombre découragement s'était emparé d'elle, et elle s'abandonnait, sans bien s'en rendre compte, à un besoin fébrile de changement qui lui faisait entrevoir avec enthousiasme l'avénement prochain d'un nouveau règne.

Elle avait su, par l'éclatant retentissement du procès de l'Escorial, qu'une inimitié profonde séparait l'héritier de la couronne du favori dominateur de la cour ; et tout entière, par un accord unanime, sans pénétrer les détails, sans analyser l'attitude de ceux qui avaient coopéré à ce drame, elle s'était rangée spontanément autour du prince des Asturies, dont l'unique crime, à ses yeux, avait été de participer de la passion qui l'animait.

Dans un autre pays, en d'autres circonstances, l'effrayant scandale d'un roi et d'une reine accusant hautement, devant leurs sujets, un fils rebelle d'avoir voulu les détrôner, le mettant en jugement et ne lui pardonnant qu'après l'avoir obligé à demander humblement indulgence pour ses fautes et à livrer ses complices, eût sans doute mal disposé l'esprit

général d'un peuple entier en faveur de l'héritier présomptif de la couronne accusé d'une semblable tentative.

En Espagne, au contraire, le dégoût causé par la longue durée de la domination du favori était tel que le procès de l'Escorial avait resserré les liens qui attachaient la nation à son futur roi. S'il est un peuple vif et prononcé dans ses sentiments, c'est sans aucun doute celui-là : or, en voyant que Ferdinand souffrait comme lui du joug humiliant sous lequel il était plongé, une secrète sympathie en sa faveur s'était glissée dans toutes les âmes; Ferdinand, dès lors, n'avait nul besoin d'être intelligent, valeureux, plein de sagacité et de bonnes intentions : il était plus que tout cela, il était aimé.

Parmi les grandes fautes que commit l'empereur Napoléon, lorsqu'en 1808 il commença à jeter les yeux sur la péninsule hispanique et songea sérieusement à chasser de leurs capitales les Bragances et les Bourbons, ce fut une des plus grandes de n'avoir pas laissé s'amortir, par quelque temps de domination, l'amour du peuple espagnol pour le fils aîné de Charles IV.

Le peu de temps que Ferdinand tint le sceptre après les événements d'Aranjuez, qui provoquèrent la chute de Godoy, l'abdication de Charles IV (18-20 mars 1808) et son propre avénement, n'avait permis à personne de formuler un jugement définitif sur la ligne politique qu'il se proposait de suivre. Bien que le maintien de Caballero comme ministre de la justice eût déjà fait pressentir aux esprits les plus éclairés qu'aux dangers de l'absolutisme pouvaient bien s'ajouter, sous le nouveau règne, la haine des lumières et la plus profonde aversion pour l'émancipation intellectuelle; bien que les personnes qui avaient toujours formé l'entourage du prince des Asturies n'offrissent aucune garantie aux âmes généreuses, amies de la civilisation et de la liberté,

bien qu'on le sût trop engagé avec le clergé, auquel il avait promis sa protection quand celui-ci redoutait les tentatives de réforme monastique du prince de la Paix, néanmoins, malgré tous ces indices, un voile obscur était encore étendu sur les véritables intentions du futur monarque.

Ferdinand, après les émeutes d'Aranjuez, après sa renonciation de Bayonne, resta pour son peuple un mythe, un idéal, un être bienfaisant de qui devait découler une source intarissable de prospérités futures. Qu'on juge de la force de résistance que donnait au peuple espagnol, dont tout l'élément démocratique était attaché de cœur à la royauté, cette croyance que le souverain qu'on lui refusait, qu'on lui arrachait et qu'on mettait en captivité, était précisément celui qui était appelé à l'élever à un haut degré de splendeur et à lui faire oublier toutes ses misères passées.

Qu'il est parfois dangereux de se trouver, par son instruction et ses ressources, au-dessus de la généralité de ses compatriotes! Dans les hautes classes de la société espagnole, beaucoup de personnes éminentes avaient pénétré les fâcheuses dispositions du prince des Asturies et désespéraient de lui pour rendre un peu d'éclat à leur chère patrie. Celles-là se tournèrent avec empressement du côté d'une nouvelle dynastie, comptant que son fondateur serait bien obligé d'accomplir leurs vœux les plus chers de progrès économique et moral. Mais elles se trompèrent tout à fait dans leur jugement. Malgré sa bonne volonté, sa droiture, son esprit éclairé et dénué de préjugés, Joseph ne pouvait s'imposer à une nation dont le cœur était déjà pris.

Antipathique à la population, qui ne l'apprécia jamais tel qu'il était réellement et se contenta de le juger d'après les atroces calomnies qui furent répandues à profusion sur ses mœurs et ses coutumes, il ne fut jamais qu'un vain jouet entre les deux grands ennemis entre lesquels se livrait une

lutte héroïque, à savoir, le peuple espagnol, qui voulait son indépendance, et Napoléon, qui voulait l'asservir. Ainsi se trouvèrent frustrés dans leur plus douce espérance ceux qui, prévoyant de trop bonne heure les dangereux penchants du prince des Asturies, accueillirent avec joie une dynastie appuyée sur les baïonnettes étrangères, dans la croyance qu'elle seule pouvait assurer les progrès qu'une mauvaise éducation et des préjugés invétérés ne permettaient pas d'attendre de l'héritier dégénéré de Philippe V et de Charles IV.

Les partisans de Joseph (josephinos) devaient être punis par l'exil, par la confiscation et par le mépris de leurs concitoyens, non pas d'avoir désiré l'amélioration de leur pays, mais de n'avoir pas eu la mâle vertu de concilier dans leur esprit les deux idées d'indépendance et de liberté, qui ne doivent jamais se trouver en désaccord, et de n'avoir pas compris que, sans avoir souffert pour les acquérir, un peuple n'est pas digne de posséder des institutions libres.

Les six années du règne de Joseph (1808-1813) ont été une grande époque d'épreuve pour la nation espagnole; d'un côté, elle eut à supporter sur son territoire, pour garder son indépendance, une guerre longue et meurtrière, dans laquelle s'épuisèrent toutes ses ressources; de l'autre, en l'absence du souverain auquel elle voulait conserver son obéissance, il lui fallait jeter les bases d'un nouveau système politique qui lui assurât de nouvelles institutions, sans lesquelles tout progrès était impossible. Enfin le contrecoup des graves événements qui s'accomplissaient dans la Péninsule devait remuer toutes les colonies d'Amérique, et, tandis qu'en Europe se jouait le sort de son indépendance et de sa liberté, toutes les bases de son opulence commerciale et de sa prospérité étaient ébranlées sur le nouveau continent. Pendant ces six années, les événements n'obéissent pas à l'impulsion d'une seule et unique volonté; c'est

en vain qu'on chercherait, parmi tous les personnages qui y prennent part, un véritable promoteur dont il n'y ait qu'à suivre les pensées pour trouver le fil conducteur qui puisse diriger au milieu de leurs vastes complications. Ni l'empereur des Français, malgré ses nombreuses armées qui occupèrent toutes les provinces de la Péninsule, ni le roi Joseph, dont les ordres n'étaient pas écoutés par les maréchaux français, spécialement soumis au ministre de la guerre de Paris, ni le général de l'armée anglaise, lord Wellington, auquel la susceptibilité castillane refusa longtemps le commandement en chef des armées espagnoles; ni les membres du gouvernement national de Séville et de Cadiz, ni les personnages de la cour de Valencey, complétement isolés de leurs compatriotes par la méfiance de la police française, personne enfin n'a eu une action assez puissante pour qu'on puisse lui rapporter tous les faits qui se sont accomplis dans cette période mémorable. Pour bien apprécier l'état de l'Espagne en 1814, il est donc nécessaire d'analyser sommairement tous les faits qui se rattachent à la guerre de l'indépendance, tous ceux qui ont trait aux réformes politiques tentées par les Cortès de Cadiz, tous ceux enfin qui se rapportent à l'émancipation des colonies américaines. Ce travail accompli, nos lecteurs pourront avec nous se faire une idée exacte de la situation réelle où se trouvait l'Espagne quand Ferdinand VII, ressaisissant le sceptre arraché de ses mains par l'empereur Napoléon, devint une seconde fois l'arbitre des destinées de la nation espagnole.

CHAPITRE II

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

1808—1814

Insurrection du 2 mai 1808 à Madrid. — Toutes les provinces suivent l'exemple de la capitale. — Organisation dans tout le pays de juntes révolutionnaires qui se déclarent pour Ferdinand VII contre l'empereur Napoléon et le roi Joseph.

PREMIÈRE CAMPAGNE (*mai à septembre* 1808). — Les généraux Lefebvre-Desnouettes et Duhesme trouvent une forte résistance dans l'Aragon et la Catalogne. — Siége de Sarragosse. — Expédition du général Moncey sur Valence. — Le général Dupont est envoyé en Andalousie. — Bataille de Rio Seco. — Entrée de Joseph à Madrid. — Devant la résistance qu'il éprouve, Moncey se décide à rétrograder. — Désastreuse capitulation du général Dupont à Baylen. — Cet événement amène la levée du siége de Sarragosse, l'abandon de Madrid par Joseph et la retraite de nos troupes sur l'Ebre.

DEUXIÈME CAMPAGNE (*septembre* 1808 *à décembre* 1809). — Expédition dirigée par Napoléon en personne. — Batailles de Zornoza, Espinosa et Tudela. — Passage de Somo Sierra. — L'empereur à Chamartin et Joseph au Pardo. — Second siége et prise de Sarragosse. — L'armée anglaise du général Moore est poursuivie l'épée dans les reins jusqu'à la Corogne. — Batailles d'Uclès, de Cardedeu et de Molins del Rey. — Expédition de Soult sur Oporto. — Victor et Sébastiani remportent d'importants succès à Ciudad Real et Medellin. — Les Anglais s'avancent de Lisbonne à travers l'Estramadure dans la direction de Madrid ; ils sont arrêtés à Talavera et obligés de se replier sur le Portugal. — Les Espagnols sont battus au pont Del Arzobispo et à Almonacid.

TROISIÈME CAMPAGNE (*décembre* 1809 *à juin* 1810). — Siége et prise de Gerona. — Bataille d'Ocaña. — Occupation de l'Andalousie par le maréchal Soult. — Siége de Cadiz. — Le général Bonnet dans les Asturies. — Première expédition de Suchet dans le royaume de Valence. — Siéges de Lerida, Mequinenza, Morella et Tortose.

QUATRIÈME CAMPAGNE (*juin* 1810 *à janvier* 1812). — Expédition du maréchal Masséna en Portugal. — Siéges de Ciudad Rodrigo et d'Almeida. — Lignes de Torres Vedras. — Retraite de Masséna. — Bataille de Fuentes de Onoro. — Bataille de la Gevora. — Badajoz est pris par les Français. — Suchet achève les siéges de Tortose et Tarragone et entreprend une deuxième expédition sur Valence. —

Bombardement de Cadiz. — Bataille de l'Albuera. — Les Anglais sont forcés de lever le siége de Badajoz. — Bataille de Sagonte. — Prise de Valence.

CINQUIÈME CAMPAGNE (*janvier* 1812 *à mars* 1813). — Les Anglais s'emparent de Ciudad Rodrigo et de Badajoz. — Bataille des Arapiles. — Évacuation de l'Andalousie par le maréchal Soult. — Lord Wellington occupe momentanément Madrid; la réunion des armées françaises du Nord et du Midi l'oblige à se retirer en Portugal. — Joseph rentre dans la capitale.

SIXIÈME CAMPAGNE (*mars à novembre* 1813). — Nouvelle division de l'armée espagnole. — Wellington est nommé généralissime. — Les Français évacuent définitivement Madrid et se retirent sur l'Ebre. — Bataille de Vittoria. — Siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien par l'armée alliée. — Batailles des Pyrénées. — Lignes de Saint-Martial. — Incendie de Saint-Sébastien.

SEPTIÈME CAMPAGNE (*novembre* 1813 *à avril* 1814). — Invasion du territoire français par l'armée alliée. — Passages de la Nivelle, de la Nive et de l'Adour. — Batailles d'Orthez et de Toulouse. — Armistice.

Lorsque les Espagnols en arrivèrent à se persuader que l'armée française, dirigée suivant la foi des traités contre le Portugal, avait pour mission secrète de les subjuguer, ce ne fut dans toute la nation qu'un long cri de saisissement et de colère. Les nouvelles arrivant coup sur coup de l'occupation de Barcelone, Pampelune, Figuières et Saint-Sébastien, moitié de vive force, moitié par la condescendance du gouvernement qui apparaissait comme complice de l'étranger, tandis qu'il n'était que faible et imprévoyant, excitèrent dans toute la Péninsule une profonde alarme.

L'approche d'une grande crise se manifestait de tous côtés, et, les yeux fixés sur le monarque, on attendait impatiemment qu'il donnât le signal de la résistance. Mais rien ne pouvait vaincre l'aveuglement de Charles IV; plus prévoyant que lui, Godoy aurait voulu entraîner toute la cour vers l'Andalousie et s'assurer les moyens de fuir en Amérique, mesure politique qui aurait fait varier toute la face des événements. La faiblesse du roi, les intrigues des partis

ne permirent point de la mettre à exécution ; une faction puissante, celle du prince des Asturies, se mit en rébellion, et elle suscita les émeutes d'Aranjuez, dont la conséquence fut l'abdication de Charles IV et l'avénement de Ferdinand VII (18 mars 1808).

Mais les Espagnols n'étaient déjà plus les maîtres de disposer eux-mêmes de leur destinée. Murat, général en chef des armées françaises, avait déjà franchi le Guadarrama ; il occupait Madrid, et les actes d'Aranjuez n'étaient qu'une vaine cérémonie s'il ne les consacrait par sa sanction et s'il se refusait à les reconnaître. C'était à lui de prononcer la parole décisive entre le père et le fils; et, digne interprète des volontés de Napoléon, se croyant d'ailleurs appelé à ramasser la couronne d'Espagne s'il parvenait à la faire tomber de la tête des Bourbons, il sut si bien diriger les événements que Charles IV et Marie-Louise d'un côté, Ferdinand et ses frères de l'autre, prirent volontairement le chemin de Bayonne pour défendre eux-mêmes leur cause devant l'empereur des Français ; ces derniers débris d'une dynastie expirante croyaient de bonne foi à l'impartialité du soldat couronné et supposaient, avec la plus extrême naïveté, que les armées de Murat garderaient pour eux le trône qu'ils avaient la faiblesse d'abandonner.

Si la diplomatie et la force militaire eussent été au dix-neuvième siècle les forces vraiment prépondérantes, Napoléon, maître à Bayonne de toute la famille royale, se faisant céder par elle tous ses droits à la couronne d'Espagne, occupant déjà Madrid et toutes les places fortes situées au nord de l'Ebre, aurait réussi dans tous ses plans et serait parvenu à établir sa dynastie sur les rives de Manzanarès. Mais le peuple espagnol, que personne n'avait consulté, et dont on disposait à son insu, ne pouvait sanctionner par son silence une semblable usurpation. L'histoire doit lui rendre cette

justice, qu'il ne se montra pas inférieur à ses devoirs, et qu'il sut se faire respecter comme il méritait de l'être.

Madrid donna le signal de l'insurrection le 2 mai 1808 ; et quoique dans cette journée le sang français ait coulé, quoique nos soldats fussent les ennemis contre lesquels fut suscité tout l'élan d'un patriotisme sauvage, nous comprenons que la capitale de la Péninsule ait perpétué par une fête civique le souvenir de cette date mémorable. Ce n'est pas l'hostilité à la France qu'elle représente seulement, c'est aussi le dévouement d'un peuple entier qui se sent asservi et jure de briser les fers qui lui sont imposés.

Malheureuses les nations qui n'entretiennent pas dans leur sein la passion de la liberté et de l'indépendance : tôt ou tard elles seront la proie de la tyrannie et devront subir le joug de l'esclavage !

Le feu se propagea de la capitale dans les provinces avec une étonnante rapidité ; le mois de mai n'était pas encore écoulé que déjà des juntes étaient organisées dans toutes les provinces placées en dehors de l'atteinte immédiate des troupes françaises. Les Asturies, la Galice et Santander, protégées par leurs hautes montagnes, furent les premières qui, rompant toute relation avec le gouvernement, fondèrent sur leur territoire un pouvoir indépendant ; elles créèrent des armées provinciales auxquelles vinrent successivement s'incorporer tous les détachements de l'ancienne armée espagnole sous le commandement de leurs chefs réguliers.

A Valladolid, le capitaine général Don Gregorio de Cuesta, malgré les dangers auxquels l'exposait la situation de cette ville complétement ouverte en un pays plat, fut obligé brutalement de choisir entre la potence ou la direction du mouvement : bien que ses habitudes de forte discipline militaire se conciliassent mal avec l'insubordination des bandes qui se mirent sous ses ordres, il dut mettre son activité au ser-

vice de l'insurrection et servir une cause dont son patriotisme lui démontrait l'excellence, alors même qu'avec son jugement et son bon sens militaire il entrevoyait toutes les difficultés qu'il y aurait à la faire triompher. L'Estramadure et l'Andalousie ne restèrent point en arrière : un comité d'action établi à Badajoz s'occupa d'intercepter toutes les communications entre les Français d'Espagne, qui recevaient les ordres de Murat, et ceux du Portugal, qui les recevaient de Junot, alors véritable souverain de Lisbonne.

A Séville, sous la direction de Saavedra, l'ex-collègue de Jovellanos entre les deux ministères du prince de la Paix, une junte centrale se forma qui, sous le titre de *Suprême des Indes et de l'Espagne*, manifesta dès sa naissance la prétention de donner une impulsion unique à toute l'agitation des provinces; la population de Cadiz, bientôt sûre du concours du général Castaños qui commandait près de 10 000 hommes au camp de San Roque, s'enhardit jusqu'à attaquer la flotte française ancrée dans la rade ; Cordoue et Jaen se soumirent généreusement à l'autorité de la junte de Séville, tandis que Grenade voulut avoir son autorité provinciale et Malaga son général en chef, Reding. Au levant, sur les côtes de la Méditerranée, des hommes importants, Ciscar à Carthagène, Florida-Blanca à Villena, purent, dans certaines villes, se mettre à la tête du mouvement ; dans d'autres, à Valence, par exemple, les passions populaires, excitées par le fanatisme le plus violent, se laissèrent aller aux excès les plus honteux : plus de 300 prisonniers furent massacrés dans cette dernière cité, sans avoir commis d'autre crime que celui d'être Français, un jésuite ignoble, le père Calvo, d'exécrable mémoire, ayant voulu de cette exécution se faire un sanglant marchepied afin de substituer son autorité à celle du père Rico, à la fois plus humain et plus patriote.

Barcelone, occupée par nos troupes, ne pouvait bouger; mais les Catalans, impatients du joug, réunirent toutes leurs forces à Lerida, et cherchèrent à faire de cette place forte le centre de leur activité militaire et administrative. A Sarragosse, un homme s'était trouvé pour offrir un point de ralliement à tous les patriotes, et, en évoquant les anciens *fueros* de l'Aragon, avait violemment agité la fibre patriotique de cette énergique province. Don José de Palafox, appelé à devenir le héros d'un siége fameux, en relation directe avec Ferdinand VII, disposant de toutes les volontés, préparait à lui seul de ce côté une terrible résistance à l'impétuosité de nos armes conquérantes.

Il n'y avait pas jusqu'aux îles Baléares et aux Canaries qui n'eussent, elles aussi, répondu à l'appel de la mère patrie. Seules, la Nouvelle-Castille, les provinces Basques et la Navarre entièrement occupées par les troupes françaises, furent maintenues dans l'obéissance ; mais le silence des villes, la fureur concentrée des habitants, l'émigration de toute la partie jeune et active de la population vers les provinces libres, tout indiquait qu'elles brûlaient de participer comme les autres à l'enthousiasme général, et qu'elles ne manqueraient point de saisir la première occasion pour faire à l'ennemi tout le mal qu'il serait en leur pouvoir de lui causer.

Ainsi se trouva réalisée par cette insurrection la mauvaise chance que prévoyait l'empereur dans sa lettre d'instruction à Murat sur la conduite à tenir en Espagne : ce n'était pas l'armée seule qu'il y avait à combattre, c'était une nation toute entière levée en masse. Dans toutes les villes où le mouvement revêtait une forme populaire, une même cérémonie se pratiquait aussitôt : c'était une déclaration de guerre dirigée par un chef quelconque de la multitude, à Valence un *pajuelero* (revendeur d'allumettes), à la Coregne un *sillero* (rempailleur), aux applaudissements de la foule

furieuse contre le grand Napoléon. Et là où les hautes classes plus éclairées avaient pris dès l'origine la direction des affaires, comme aux Asturies, à Séville, à Grenade, des agents étaient immédiatement partis pour assurer à l'insurrection les subsides et l'appui de l'Angleterre et allaient trouver à Londres l'accueil le plus cordial auprès des hommes éminents placés à la tête du ministère et de l'opposition.

Napoléon, que la lassitude de la plus grande des révolutions avait fait maître de la destinée du peuple français, n'était pas homme à se laisser intimider par les menaces de la nation espagnole. En présence de l'obstacle qui se dressait devant lui, il ne songea qu'à le briser et ne voulut rien diminuer ni de son ambition, ni de ses vues conquérantes. Les comédies de Bayonne furent accélérées : Charles IV et Ferdinand durent signer leur renonciation au trône d'Espagne et furent immédiatement dirigés l'un sur Compiègne, l'autre sur Valencey, lieux de résidence qui leur étaient fixés pour y séjourner durant leur opulente captivité. Enfin Joseph fut solennellement proclamé souverain des Espagnes, et de nouveaux ordres furent donnés pour diriger des troupes vers la Péninsule.

La guerre était commencée, cette longue et terrible guerre de sept campagnes fameuses dont l'Espagne toute entière fut le théâtre, toute pleine d'émotions, de scènes affreuses et d'actes héroïques ; dans laquelle on ne sait jamais ce qu'il faut le plus admirer, ou le dévouement à toute épreuve des armées françaises exposées aux rigueurs du plus rude climat et aux dangers de la lutte la plus meurtrière, ou la persévérance indomptable des Espagnols qu'aucun revers ne put affecter et qu'aucune caresse ne put adoucir.

Le premier effort de la nation espagnole fut heureux, et cette circonstance ne contribua point dans une faible mesure à accroître ses prétentions et son orgueil ; elle crut la

victoire possible, et l'on sait que le soldat qui se croit destiné à être vainqueur l'est déjà à moitié par la seule conscience de sa force que lui donne cette conviction.

Première campagne (mai à septembre 1808).

Les généraux français, placés d'abord sous le commandement en chef de Murat, crurent, dans l'origine, n'avoir qu'une simple insurrection à réprimer; leurs premières opérations consistèrent à étouffer des mouvements partiels comme à Logroño, à Valladolid et à Ségovie. Le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête d'une colonne principalement composée de cavalerie, fut ensuite chargé de disperser les Aragonais qui, déjà organisés par bandes, présentaient les masses les plus compactes; il les battit à Tudela, Mollen et Aragon, et les obligea à se replier sur Sarragosse. Mais quand il voulut pénétrer dans cette ville, il trouva tout à coup une résistance qui l'obligea à demander du renfort et de la grosse artillerie. Il dut prévoir de suite un siége difficile et de longue durée. Bientôt le général Duhesme, établi à Barcelone, maître de la citadelle et de Montjouich, se vit bloqué dans cette grande cité par des bandes de miquelets qui se réunissaient de toutes parts autour de lui, et il se vit obligé de les repousser par des sorties fréquentes afin de maintenir toutes ses communications assurées.

Enfin il fallut empêcher que dans le royaume de Valence et dans l'Andalousie, complétement libres et abandonnés aux juntes insurrectionnelles, des armées régulières ne pussent s'organiser, et deux corps furent préparés afin d'atteindre ce but; l'un, confié au maréchal Moncey, devait se diriger sur Valence et pénétrer dans cette ville importante; l'autre, sous la conduite du général Dupont, devait franchir la

Sierra Morena et courir à Cadiz au secours de la flotte de l'amiral Rosily, qui courait les plus graves dangers entre l'insurrection andalouse et les escadres espagnole et anglaise.

Le général Dupont, à la tête d'une dizaine de mille hommes, presque tous conscrits et encore peu habitués à supporter les fatigues, se mit en marche, traversa la sierra sans difficultés, culbuta les insurgés au pont d'Alcolea et pénétra de vive force dans Cordoue. Cette ville fut livrée au pillage par les soldats rendus furieux par le massacre des blessés et des retardataires, que l'ennemi surprenait isolément sur les routes. Mais après ce succès Dupont dut s'arrêter. Ayant appris la concentration de forces importantes, environ 30000 hommes, sur les deux points de Séville et de Grenade, il ne jugea point prudent de s'avancer davantage et abandonna à son malheureux sort la flotte de Cadiz, qui fut bientôt obligée de se rendre après la plus vive résistance.

Quand Castaños et Reding, les deux chefs choisis pour diriger les troupes de Grenade, commencèrent à se mettre en mouvement, Dupont se décida à faire un mouvement rétrograde pour se rapprocher des défilés de la Sierra Morena et vint prendre position à Andujar ; son but était de tendre la main aux renforts qu'il avait demandés au général Savary, que l'empereur venait d'envoyer à Madrid pour remplacer le grand-duc de Berg, devenu malade et découragé par la profonde douleur que lui avait causée l'avénement de Joseph à un trône auquel il avait cru pouvoir légitimement aspirer.

Savary, instruit des obstacles sans nombre que trouvaient ses lieutenants dans toutes les provinces, écrivit tout de suite à l'empereur pour lui faire comprendre que, sur une surface aussi étendue que la Péninsule, les 80000 hommes qui avaient franchi les Pyrénées étaient tout à fait insuffisants. On lui envoya de France six régiments d'ancienne forma-

tion, trois autres composés de Polonais dits *de la Vistule* et un corps de cavalerie devenu célèbre sous le titre de *lanciers polonais*. Avec ces ressources, des renforts furent envoyés au général Dupont, et Moncey reçut l'ordre de poursuivre ses opérations sur Valence, tandis que dans le Nord, Joseph, à la tête de nouvelles troupes destinées à l'accompagner, se mettait en marche de Bayonne pour prendre possession de sa capitale. Il était exposé à rencontrer sur sa route les contingents de la Castille et de la Galice, déjà groupés par les soins actifs des généraux Blake et de la Cuesta ; heureusement pour lui, ces contingents furent mis en déroute par le maréchal Bessières dans les environs de Rio Seco (14 juillet), et, sous les auspices de cette brillante victoire, Joseph put faire son entrée dans Madrid (20 juillet) et travailler à se faire reconnaître comme souverain par les classes les plus élevées de la population.

Son séjour dans sa nouvelle capitale devait être de bien courte durée; car, à peine y était-il installé, que les plus fâcheuses nouvelles commencèrent à circuler sur les deux corps français envoyés à Valence et en Andalousie.

Le maréchal Moncey, arrêté quelque temps et sans profit à Cuenca pour attendre les troupes auxiliaires que devait lui envoyer le général Duhesme, était parvenu à franchir le défilé de las Cabreras; mais lorsqu'il déboucha en face de Valence, il s'aperçut bien vite qu'il n'était pas en mesure de prendre cette cité, alors habitée par plus de 100000 âmes et disposée à une vive résistance ; il dut se décider à rétrograder et reprendre le chemin de la Manche par les défilés d'Almanza afin d'éviter les gorges de Requena, qu'il n'aurait pu franchir à nouveau qu'avec les plus grandes difficultés. C'était un échec pour l'armée française que cette retraite du maréchal Moncey ; mais au moins son corps n'avait pas été entamé, il avait triomphé chaque fois qu'il était

entré en lutte, et, l'honneur étant sauf, il n'y avait réellement à regretter que le temps perdu en un mouvement inutile.

Les événements d'Andalousie étaient bien autrement graves pour l'honneur de l'armée française. Le général Dupont, maladroitement établi à Andujar, s'était obstiné à garder cette position sans faire protéger suffisamment ses derrières par les deux divisions des généraux Vedel et Gobert : il s'était laissé couper de ses deux lieutenants par une adroite manœuvre du général Reding qui était venu prendre une forte position à Baylen, et quand il avait voulu franchir l'obstacle qui s'opposait à sa retraite à travers les défilés de la Sierra Morena, il avait trouvé en face de lui une résistance invincible, tandis que le général Castaños s'était placé sur ses derrières et le pressait avec acharnement. Ses soldats, trop jeunes encore pour une position si difficile, accablés par une chaleur étouffante de 40 degrés Réaumur, épuisés par des marches et des contre-marches, privés d'aliments pendant trois jours, mourants de faim et de soif, n'avaient pu triompher à Baylen d'un ennemi trop supérieur qui leur barrait le chemin et s'étaient vus condamnés à l'humiliante obligation de mettre bas les armes. Par surcroît d'infortune, le général Dupont, voulant éviter le massacre de ses jeunes soldats, avait consenti à étendre la capitulation aux troupes de ses deux lieutenants ; et la France, par l'impéritie et la faiblesse d'un général auquel on accordait pourtant des talents et du mérite, subissait l'affront de voir 20 000 de ses soldats prisonniers des Espagnols, victimes des plus indignes traitements, exposés aux injures d'une vile populace et traînés de ville en ville par des vainqueurs devenus fous de joie et exaltés par ce triomphe inattendu.

La capitulation de Baylen produisit un immense effet dans toute la Péninsule ; les récits qui s'en propagèrent, exaltés

encore par l'imagination méridionale, persuadèrent facilement au peuple espagnol qu'il était invincible et le remplirent d'une ardeur guerrière qui présageait une lutte terrible dans les annales des nations. Le roi Joseph, déjà mécontent de l'accueil qu'il avait reçu pendant son voyage de Bayonne à Madrid, découragé par le peu d'empressement qui lui avait été manifesté dans sa capitale même, se laissa vivement impressionner par la nouvelle de ce désastre, et, sans tenter un grand effort qui peut-être eût été couronné de succès, il se décida sans délai, d'accord avec le général Savary, à évacuer Madrid et à se retirer sur l'Ebre avec toutes les troupes dont il pouvait disposer.

Ce mouvement, commencé le 30 juillet, fut effectué pendant tout le mois d'août; et au 1er septembre toutes nos troupes étaient concentrées sur la ligne de l'Ebre. Le général Lefebvre avait même abandonné le siége de Sarragosse, malgré les progrès qu'il avait déjà faits dans l'intérieur de la ville et le succès prochain qu'il était en droit d'espérer.

Pour combler tous nos maux, le 30 août 1808 s'était signée à Cintra, en Portugal, une convention honorable pour nos soldats, mais triste pour notre politique. L'armée française, victorieuse à Roliça, mais vaincue à Vimeiro, ne pouvant, en raison de son petit nombre, tenir tête aux insurgés espagnols et portugais qui avaient mis tout le pays en armes ni rejeter à la mer les Anglais qui ne cessaient de débarquer sous le canon de leurs escadres toujours maîtresses de l'Océan, avait dû songer à son propre salut; mais elle avait pu stipuler qu'elle se retirerait avec tous les honneurs de la guerre; qu'elle serait ramenée sur des vaisseaux anglais dans les ports les plus voisins de France, et enfin qu'elle pourrait servir immédiatement. Ce traité obtenu par Junot ne jetait pas sur nos armes une tache fatale

comme la capitulation de Baylen; mais il nous privait de la possession du Portugal, et donnait aux Anglais la disposition d'un royaume tout entier, d'où ils pouvaient préparer contre nous, au détriment de notre domination en Espagne, toutes les expéditions que leur suggérerait leur esprit d'animosité et de rivalité hargneuse contre la France.

Deuxième campagne (septembre 1808 à décembre 1809).

On conçoit combien ces premiers revers, qui retentirent d'autant plus en Europe que jusqu'alors Napoléon avait été regardé comme invincible, durent enflammer l'imagination des Espagnols; ils leur donnèrent aussitôt un grand prestige dans toutes les cours du continent, où publiquement l'on célébrait les louanges de Napoléon, alors même que tout bas on machinait contre lui de sourdes intrigues; et les Anglais, qui s'étaient d'abord contentés d'envoyer des provisions et des armes aux juntes des Asturies, de Galice et d'Andalousie, comprenant tout le parti qu'ils pouvaient tirer dans leur guerre contre la France des ressources de ce nouvel allié, abandonnèrent pour le moment toutes leurs vues sur les colonies de l'Amérique du Sud, offrirent une coopération efficace et promirent d'envoyer des troupes qui s'uniraient loyalement aux armées espagnoles.

Ce concours devait bientôt être nécessaire, car si, à la fin d'août 1808, toutes nos troupes avaient été repliées sur la ligne de l'Ebre, si Joseph avait abandonné sa capitale sur la nouvelle de la déroute de Baylen, si le siége de Sarragosse avait été levé, et si des représentants de toutes les juntes réunis à Aranjuez avaient eu le temps d'organiser un pouvoir central qui prit le nom de *junte suprême*, Napoléon préparait en si-

lence pour cette même année 1808 une nouvelle campagne plus décisive que la première.

Deux corps de la grande armée, le 1er sous le commandement du maréchal Victor, le 6e sous le maréchal Mortier, qui, renforcés des recrues fournies par les dépôts, ne présentaient pas moins de 50000 hommes, trois divisions de dragons, 3000 Hollandais, 7000 Allemands, 7000 Polonais, 16 ou 17000 soldats tirés de l'armée d'Italie, une division de 7 à 8000 hommes confiée à Sébastiani, 4000 hommes de la garde, enfin les restes de l'armée de Portugal débarqués à Rochefort après la capitulation de Cintra, furent dirigés successivement sur les Pyrénées et vinrent appuyer sur la ligne de l'Ebre les troupes de Joseph trop démoralisées par l'état général du pays et la catastrophe de Baylen.

Le moment allait venir où nous pourrions reprendre vigoureusement l'offensive; et alors malheur aux Espagnols s'ils n'avaient pas su profiter du répit que leur avait donné un succès inattendu pour se concentrer, s'organiser et se préparer à la plus vigoureuse résistance. Ils allaient avoir à lutter contre les vieux soldats d'Austerlitz et d'Iéna, contre les premiers généraux du siècle, Lannes, Ney, Soult, Mortier, Lefebvre, Victor, Saint-Cyr, qui marchaient à la tête de leurs terribles bataillons et peut-être aussi contre l'empereur lui-même, que retenaient seulement la crainte d'une déclaration de guerre de la perfide Autriche et le désir d'assister à l'entrevue projetée à Erfurth entre lui et le czar Alexandre, mais qui nourrissait l'intention de reconduire lui-même au delà de l'Ebre son frère Joseph et de le réintégrer sur le trône de Charles III.

Que pouvaient opposer les Espagnols à ces 250000 hommes si bien commandés? Toutes leurs forces furent divisées en quatre corps : le premier, dit *du centre*, fort d'environ 40000 hommes, composé des deux armées d'Andalousie et

de Castille; le commandement en avait été donné au général Castaños, le vainqueur de Baylen, dont l'autorité, si elle était bien établie sur les troupes venues avec lui d'Andalousie, n'était pas aussi bien assise sur les contingents de Castille, mécontents d'avoir été privés par une décision de la junte de leur premier chef, don Gregorio de la Cuesta; le second, dit *de la droite*, sous les ordres du général Vives, formé des anciennes troupes de Catalogne, des îles Baléares, de Grenade et des débris de l'armée qui en qualité d'alliée avait participé à l'expédition de Junot en Portugal, soit de plus de 20000 hommes; il devait bientôt être renforcé par deux divisions de Grenade et d'Aragon commandées par Reding et le marquis de Lazan; le troisième, dit *de la gauche*, comprenait toutes les troupes des Asturies, de Galice et d'Estramadure, soit environ 40000 hommes, et devait s'adjoindre la division de 10000 hommes, miraculeusement échappée en Danemark des serres de Bernadotte et ramenée avec un bonheur inouï par le marquis de la Romana; il avait pour chef provisoire don Joaquim Blake, qui avait déjà manifesté dans la première campagne de grands talents d'organisation, unis à une sage circonspection et à une notable fermeté. Enfin don José Palafox, élevé à la dignité de capitaine général pour sa belle défense de Sarragosse, devait, avec les troupes d'Aragon, de Valence et de Murcie, organiser un quatrième corps *de réserve*, qu'on pouvait difficilement évaluer en raison des éléments variés qui le constituaient, mais qui représentait de 25 à 30000 hommes. C'était en tout une masse de près de 150000 soldats que la junte suprême pouvait mettre en ligne, soldats jeunes, ardents, durs à la fatigue, sans discipline, mais animés du plus pur patriotisme; ayant encore peu d'instruction et de fermeté au feu, mais naturellement disposés pour les fatigues de la guerre et tout prêts à acquérir rapidement les

grandes qualités militaires en luttant contre les vétérans de Napoléon. Derrière ce premier rideau de soldats se trouvaient les populations elles-mêmes, qui commençaient à s'armer, interceptaient les courriers, coupaient les communications, massacraient les détachements isolés et organisaient, sous le nom de *somatenes*[1] et de *guerrillas*, un genre de guerre spécial dont nous aurons plusieurs fois à signaler les terribles effets. Venaient ensuite les troupes auxiliaires : l'armée portugaise qui commençait à se reconstituer depuis la capitulation de Cintra, et enfin les troupes anglaises établies en Portugal, qui, grâce au talent de sir Arthur Wellesley, destiné, sous le titre de lord Wellington, à une si brillante carrière, avaient déjà joué un si grand rôle ; elles venaient de passer sous les ordres du général Moore et avaient reçu l'ordre de se mettre directement en contact avec l'armée espagnole de gauche ; l'effectif disponible de ces troupes s'élevait à plus de 23 000 fantassins et 3 000 cavaliers.

Tout était donc disposé pour la lutte, quand l'empereur, assuré au moins pour quelque temps de la neutralité de l'Autriche qu'il avait intimidée et tranquillisé sur ses derrières par les promesses de sincère amitié qui lui furent prodiguées à Erfurth par Alexandre, annonça, le 25 octobre 1808, au Corps législatif de Paris son prochain départ pour Madrid et quelques jours après se mit en marche pour les Pyrénées, où il était déjà dans les premiers jours de novembre. Il trouva en face de lui toutes les armées espagnoles, car l'effet produit par la catastrophe de Baylen sur l'orgueil castillan avait été tel, que les généraux, dans un conseil de guerre tenu à Madrid, avaient décidé que, pour chasser définitivement les Français de l'Espagne, il suffisait de répéter dans les Pyrénées le coup de main qui avait si extraordinai-

[1] Levées en masse des paysans catalans.

rement réussi dans la Sierra Morena. Blake, avec le corps de gauche, devait pénétrer par la Biscaye sur les derrières de l'armée française, tandis que Palafox et Castaños, avec la réserve et le centre, l'attaquant de face, essayeraient de la forcer. Ni l'un ni l'autre de ces corps ne put remplir le but qu'il s'était proposé. Le malheureux Blake, culbuté dans une première rencontre à Zornoza par le maréchal Lefebvre, vit bientôt toutes ses troupes dispersées à Espinosa par le maréchal Victor; leurs débris éperdus se répandirent sur toutes les routes de Galice, des Asturies, de Leon et de Castille, cherchant à éviter la cavalerie des deux corps qui les avaient désorganisés, à laquelle bientôt vint s'adjoindre celle du maréchal Soult, spécialement chargé d'achever leur destruction et déjà maître de Burgos qu'il avait enlevé après une action éclatante.

C'en était fait pour longtemps de cette armée de gauche dont les juntes de la Corogne et de Santander se montraient si fières; seules, les troupes d'Estramadure, qui n'avaient été qu'entamées à Burgos et qui se trouvaient loin du champ de bataille de Zornoza et d'Espinosa, pouvaient encore offrir quelque résistance. Les deux armées du centre et de la réserve n'étaient guère plus heureuses : vaincues toutes deux à Tudela par le maréchal Lannes, elles eussent pu un moment être complétement écrasées entre celui-ci et le maréchal Ney, si de faux renseignements n'avaient détourné un instant ce dernier de la route qui lui était assignée, et pour échapper à un anéantissement certain, elles durent se séparer; l'une avec Palafox vint se renfermer dans Sarragosse; l'autre se replia sur le centre et le midi de la Péninsule, dégoûtée de son ancien général Castaños dont les lauriers se trouvaient déjà flétris et soigneuse avant tout de se dérober à notre cavalerie, qui avait pour mission de la rejeter du côté de la Méditerranée et de l'éloigner de la capitale.

L'armée de droite avait assez de disputer à nos troupes le territoire de la Catalogne, et les Anglais n'étaient pas encore arrivés sur les plateaux de la Vieille-Castille; une fois vaincues les armées de Blake, de Castaños et de Palafox, Napoléon n'avait donc plus d'obstacles sérieux devant lui : la plus grande moitié de l'Espagne était entièrement conquise; rien ne pourrait arrêter sa marche triomphale, et les obstacles qu'on chercherait à susciter sous ses pas devaient être immédiatement brisés.

Ainsi le malheureux Benito San Juan, déplorable victime de l'indiscipline de ses soldats, qui essaya avec les 12 000 hommes de troupes d'Estramadure de lui fermer le passage de Somo Sierra, lui fournit simplement l'occasion d'un brillant fait d'armes qu'a immortalisé le généreux dévouement des lanciers polonais. Et la ville de Madrid, en fermant ses portes, en essayant une défense impossible, put à peine retarder de quelques heures une capitulation nécessaire. Il n'y avait pas un mois que Napoléon avait franchi les Pyrénées, et déjà il était installé à Chamartin, rédigeant une série de décrets sur l'abolition de l'inquisition, l'abrogation des droits féodaux et la suppression des deux tiers des couvents, disposant seul, à titre de conquérant, du pouvoir législatif et constituant; puis, après cette manifestation de ses droits, respectant en son frère Joseph installé au Pardo le véritable représentant de la monarchie espagnole, agissant en qualité de général étranger qui commandait une armée chargée de soutenir la nouvelle dynastie, il se déclarait tout prêt à rétablir immédiatement le pouvoir du monarque si la nation se soumettait à l'obéissance, mais tout prêt aussi à disposer du pays, même à le démembrer et à en ajouter quelques parties au territoire de la France, si la résistance continuait à se montrer aussi ardente et aussi énergique.

Ah! si l'empereur, modérant ses passions, plus préoccupé d'obtenir définitivement un grand résultat que de courir de triomphe en triomphe, eût pu à cette époque abandonner les guerres continentales dont l'Allemagne et la Russie devaient encore devenir le théâtre et travailler exclusivement à dominer sa nouvelle conquête, sans abandonner la direction de la guerre et le soin de l'administration à des maréchaux envieux et jaloux les uns des autres, avides seulement de richesses et de pouvoir, déjà fatigués de la gloire militaire et plus désireux de conserver les lauriers déjà acquis que d'en acquérir de nouveaux, bien autre eût été le résultat définitif de la lutte, bien différents eussent été l'avenir de la France et celui de cette Espagne dont il voulait être le régénérateur. Mais à peine était-il installé à Madrid, à peine avait-il pu consacrer quelques instants de sa précieuse activité aux affaires purement espagnoles, il fut rappelé d'abord à la tête de son armée pour activer l'expulsion des troupes anglaises, puis bientôt en France, hors de cette Espagne qu'il ne devait plus revoir et qui était destinée à lui consommer tant de trésors et tant de généreux soldats. Il avait, avant son départ, consenti à l'entrée du roi Joseph à Madrid, satisfait des nombreux témoignages de repentir et d'obéissance que ce dernier recevait de tous côtés et de la soumission manifestée par les plus grands seigneurs, par le clergé et par un grand nombre d'autorités civiles. C'était maintenant à Joseph, qui avait le pouvoir entre les mains et à qui les maréchaux étaient invités à obéir en tout ce qui n'était pas en désaccord avec les ordres du ministre de la guerre français, à mener à terme l'œuvre commencée, et à se faire accepter des Espagnols.

Lorsque Napoléon partit à cheval de Valladolid, le 17 janvier 1809, pour retourner à Paris, de grands résultats avaient été acquis ou allaient l'être aux diverses extrémités de la

Péninsule; et dans l'impossibilité de prévoir à l'avance les émouvantes péripéties de cette longue guerre, chacun alors attribuait à ces événements un caractère décisif que l'histoire a dû leur refuser.

En effet, le désastre du général Moore, poursuivi l'épée dans les reins de Benavente jusqu'à la Corogne par le maréchal Soult et perdant plus de 5 000 hommes dans cette longue retraite, mais arrivant à temps à la Corogne pour sauver le gros de son armée, n'empêcha point les Anglais de préparer tout de suite de nouvelles expéditions pour les diriger vers l'intérieur de la Péninsule. Quant à Sarragosse, la prise de cette ville après cinquante jours d'une lutte acharnée où le terrain fut disputé pied à pied par 40 000 assiégés contre 15 000 assiégeants, d'une mêlée furieuse signalée par des détails horribles, par le dévouement de femmes qui venaient d'elles-mêmes s'exposer aux balles ennemies, par la famine, la peste, l'immolation de plus de 50 000 personnes, loin d'abattre le courage des Espagnols, devint pour ces natures indomptables un exemple à suivre qui produisit plus tard les siéges non moins fameux de Gerona et de Tarragone.

Mais dans les premiers mois de 1809 il était naturel de penser que de si beaux exploits, accomplis avec tant d'efforts, amèneraient la soumission définitive de l'Espagne. Qui ne l'aurait cru, en apprenant la victoire d'Uclès gagnée par Victor sur le général Venegas, à qui le duc de l'Infantado, chargé après la Peña du commandement de l'armée du centre, avait confié la plus grande partie de ses forces, opération brillante à la suite de laquelle 13 000 hommes furent obligés de déposer les armes et livrèrent 30 drapeaux avec une nombreuse artillerie? Qui ne l'aurait cru également en apprenant la magnifique campagne du général Gouvion-Saint-Cyr en Catalogne, campagne dans laquelle, après avoir pris Roses, gagné les deux batailles de Cardedeu et de Mo-

lins del Rey, débloqué Barcelone, il força l'armée de Vives et de Reding, réduite à 15 000 hommes, à s'enfermer dans Tarragone et à abandonner à leur sort les deux places fortes de Gerona et de Hostalrich, obligées désormais de ne compter que sur elles seules ?

Et cependant les Français n'étaient vraiment maîtres que des pays qu'ils occupaient immédiatement avec leurs troupes : la grande expédition de Napoléon avait détruit toutes les armées existantes, mais elle n'avait exercé aucune action sur la population elle-même : il n'y avait plus nulle part de corps de troupes espagnol en état d'offrir une résistance sérieuse, néanmoins il y avait partout des ennemis ; l'Espagne était vaincue, elle n'était pas soumise. Par la réunion et la concentration de leurs efforts, les Français avaient obtenu en peu de temps les résultats les plus brillants, mais ils étaient condamnés à s'étendre s'ils voulaient dominer tout le pays ; ils étaient obligés à se disséminer pour chercher de toutes parts un ennemi devenu désormais insaisissable, qui s'obstinait à fuir pour reparaître aussitôt, et cette dissémination, jointe aux énormes difficultés des communications et de l'alimentation des troupes, allait devenir pour eux une cause de faiblesse, pour leurs adversaires un avantage sérieux.

C'est sur Lisbonne que les armées françaises dirigeaient surtout leur attention ; elles auraient voulu, par la possession du Portugal, rendre impossible tout nouveau débarquement des Anglais dans la Péninsule ; aussi tout le plan de campagne de 1809 eut-il pour base deux grandes opérations combinées, dont l'une devait être exécutée au nord par le maréchal Soult, destiné, après sa vigoureuse poursuite du général Moore, à s'avancer par la Galice sur le territoire portugais, et l'autre par le maréchal Victor, qui, à travers l'Estramadure, devait se diriger sur Lisbonne, et, dans le cas où cette ville parviendrait à être occupée par son collègue,

envahir aussitôt l'Andalousie afin de soumettre Séville et Cadiz.

L'insuccès de ces deux tentatives rendit toute la campagne vraiment infructueuse, quoique cependant ce fut un résultat bien important pour les armées françaises que de se maintenir dans presque tout le territoire qu'avait soumis d'un seul coup à leur domination la grande expédition dirigée par Napoléon en personne. Soult, dans le nord du Portugal, trouva soulevées contre lui toutes les populations : ce ne fut qu'au milieu des plus grandes difficultés qu'il pénétra jusqu'à Oporto (27 mars), et, dégoûté par cette résistance inattendue, il n'osa point s'enfoncer plus avant; il séjourna pendant quarante jours dans cette grande cité, qu'il laissa saccager par ses troupes pour la punir de sa résistance, prêtant trop facilement l'oreille aux projets de constitution d'un royaume de Lusitanie septentrionale et laissant se glisser parmi nos soldats un esprit d'indiscipline qui pouvait peut-être favoriser un jour des vues plus ambitieuses que patriotiques. L'arrivée des Anglais vint tout à coup le tirer de cette déplorable et fatale inaction; en apprenant que sir Arthur Wellesley était de nouveau à Lisbonne, à la tête d'une armée anglaise de 30 000 hommes et avec de grandes ressources pour équiper un fort contingent portugais, que cette armée s'était mise aussitôt en campagne et qu'appuyée sur l'insurrection du Portugal tout entier elle marchait contre lui, il comprit qu'il n'était plus en force et se résigna à la retraite, heureux de pouvoir l'accomplir sans perdre trop de monde, quoiqu'en abandonnant une partie des trésors que l'armée s'était appropriés à Oporto et son artillerie tout entière. De retour en Galice, mécontent des autres et de lui-même, Soult aurait dû aider loyalement de tout son concours le maréchal Ney et marcher avec lui contre les troupes du marquis de la Romana, qui, après avoir été chassé des Asturies et

avoir abandonné Oviedo et Gijon livrés à toutes les horreurs de la guerre, était revenu par mer en Galice et s'était fortement établi à Vigo et dans les environs de Santiago et donnait déjà la main aux Anglais; mais loin du maître absolu dont la volonté était toujours respectée, ce maréchal s'était déjà habitué à ne suivre que ses seules inspirations, et il craignait avant tout de perdre l'indépendance de ses mouvements. Il préféra se diriger vers la Vieille-Castille et refaire son armée dans les environs de Zamora, laissant le corps de Ney aux prises avec toutes les difficultés que lui suscitaient le voisinage des Anglais et le triomphe de l'insurrection dans toute la partie occidentale de la Galice. Ney fut obligé, par cet acte d'égoïsme et de mauvaise confraternité, d'abandonner toute la partie occidentale de la Galice et de s'établir fortement à Astorga; puis, comme pour achever de désespérer cette âme héroïque et dévouée, en ce moment difficile, Ney apprit tout à coup que, par une décision prise loin du théâtre de la guerre par l'empereur lui-même, ignorant des résultats de l'expédition du Portugal et tout occupé de la campagne d'Allemagne qui devait se terminer par la grande bataille de Wagram, son corps, celui du maréchal Mortier et celui du maréchal Soult allaient être réunis sous le même commandement, et que la direction suprême en était confiée à celui qui venait de l'offenser si cruellement. Ce n'était pas une mesure propre à rétablir la concorde et l'harmonie entre ces deux personnages, qui tous deux entraînaient chacun dans leur orbite une masse d'officiers de grande distinction et même des corps tout entiers; elle dut pourtant se mettre à exécution, et Soult, en un moment où il aurait dû s'attendre à une disgrâce, eut le bonheur d'obtenir sur ses collègues une suprématie dont il était peut-être digne par son talent, mais dont il abusait certainement par son caractère.

Ce n'était pas sans raison que l'empereur voulait concentrer en une seule main toutes les forces réunies dans la partie septentrionale de l'ouest de l'Espagne ; il était probable qu'après avoir repoussé l'expédition tentée sur Oporto, les Anglais, unis à toutes les troupes espagnoles disponibles, marcheraient sur l'Estramadure et voudraient disputer à Joseph sa capitale ; il fallait donc envoyer des troupes au secours de Victor et les diriger vers le centre de la Péninsule.

Tant que Victor et Sébastiani n'avaient eu devant eux que les deux armées de l'Estramadure et du centre, il ne leur avait pas été difficile de dominer tout le pays qui s'étend du Tage au Guadiana. Sébastiani avait vaincu facilement à Ciudad Real le successeur du duc de l'Infantado et Victor, après s'être successivement emparé de toute la ligne du Tage, avait remporté un grand succès à Medellin sur le vieux général Cuesta, impuissant, malgré son courage, à maintenir ses soldats au feu en présence d'un ennemi auquel l'habitude de la guerre donnait une supériorité incontestable. Mais la situation changea rapidement, dès que l'armée anglaise ramenée d'Oporto sur le Tage s'avança pour donner la main aux deux armées espagnoles d'Estramadure et du centre.

Le roi Joseph put craindre un instant pour sa capitale, qui était menacée de trois côtés différents, et comprenant que les couronnes ne se gagnent que sur les champs de bataille, il voulut participer aux dangers que couraient les soldats de la France. Il appela auprès de lui le corps de Sébastiani, et, accompagné de son chef d'état-major, le maréchal Jourdan, il alla renforcer le maréchal Victor, afin d'opposer une forte barrière aux tentatives des armées alliées. C'est aux environs de Talavera, au confluent de l'Alberche et du Tage, que les Français livrèrent bataille pour la première fois (28 juillet) aux Espagnols et aux Anglais réunis. Si la fortune avait

couronné leurs efforts, ils brisaient dès l'origine cette coalition et forçaient à désespérer du succès des généraux déjà fort mécontents les uns des autres. Mais la précipitation du maréchal Victor, l'indécision de Joseph, la mauvaise volonté du maréchal Jourdan, qui était opposé à la lutte et voulait attendre l'arrivée du maréchal Soult invité à descendre de Zamora par Plasencia sur les derrières des armées alliées, toutes ces causes, en rendant indécise la bataille de Talavera, rendirent aux Espagnols toute leur énergie morale, que les désastres d'Uclès et de Medellin avaient fortement ébranlée. Ils cessèrent de juger nos troupes invincibles et pensèrent qu'avec le temps et appuyés de l'Angleterre, et surtout à l'aide des guérillas qui, se propageant partout, détruisaient tous nos petits détachements et massacraient nos soldats isolés, ils viendraient à bout de nous. Ce fut à ce point de vue un grand malheur que l'indécision de la bataille de Talavera; car, du reste, obligés de se retirer sur la nouvelle de l'arrivée du maréchal Soult par Plasencia, les Anglais abandonnèrent soudain toute la ligne du Tage et s'en retournèrent en Portugal pour y prendre leurs quartiers d'été, tandis que les troupes de Cuesta se faisaient battre au puente del Arzobispo par le maréchal Mortier, et celles de Venegas à Almonacid par le général Sébastiani. Sous l'impression de ces deux faits d'armes, Joseph put rentrer en vainqueur à Madrid, où les généraux espagnols avaient eu le tort de répandre le bruit de leur prochaine apparition, et où sir Arthur Wellesley lui-même avait fait annoncer son arrivée. Par ces assurances qu'ils ne purent réaliser, ses ennemis parvinrent à entourer son douteux triomphe d'un certain prestige.

Troisième campagne (décembre 1809 à juin 1810).

Que faisait pendant ce temps la junte centrale formée en 1808 par les représentants de chacune des juntes provinciales? Elle avait conçu de grandes espérances lorsque sir Wellesley était entré en Espagne par la ligne du Tage, après avoir repoussé d'Oporto le maréchal Soult, et elle s'était crue au moment de rentrer triomphalement à Madrid, lorsqu'à la tête des armées anglaise, portugaise et espagnole elle l'avait vu prendre la direction de la capitale; mais elle avait éprouvé aussi une cruelle déception quand elle avait appris sa retraite après la bataille de Talavera et sa concentration à Badajoz; elle employa alors tous les moyens en son pouvoir pour le décider à reprendre l'offensive et lui envoya députés sur députés afin d'obtenir sa participation à une nouvelle expédition. Mais sir Arthur Wellesley, qui, depuis la bataille de Talavera, avait été élevé par son gouvernement à la pairie d'Angleterre sous le titre de *lord Wellington*, avait trop souffert dans sa première campagne de l'absence complète de provisions pour exposer de nouveau son armée à des privations que les Espagnols, habitués à une excessive sobriété, supportaient avec la plus grande facilité, mais qui, pour les Anglais, forcés par leur climat et leur manière de vivre à une consommation beaucoup plus grande, ressemblaient à une véritable famine.

Bien qu'on eût cherché à flatter son orgueil en le nommant capitaine général dans l'armée espagnole, il refusa absolument d'obtempérer aux désirs de la junte centrale et d'abandonner à la fin de l'année 1809 les frontières du Portugal, soit qu'il aspirât déjà dès cette époque au commandement en chef des armées espagnoles et qu'il pensât à se le

faire offrir pour prix de sa coopération; soit que son gouvernement espérât obtenir la remise de la place de Cadiz qui plus d'une fois déjà avait été sollicitée ; soit enfin que les victoires de Napoléon en Autriche et l'issue de la campagne de Wagram eussent décidé le ministère anglais à modérer pour quelque temps son activité guerrière. La junte voyant sa popularité diminuer, son autorité l'abandonner sous l'impression produite dans le pays par la conduite de Wellington et les nouvelles de la paix avec l'Autriche, aurait voulu signaler par un succès la fin de 1809. Dans cette intention, elle donna une grande importance à un petit triomphe obtenu à Tamames sur le général Marchand par le duc del Parque, commandant en chef de l'armée de gauche, réorganisée après l'évacuation de la Galice par le maréchal Ney, et elle ordonna au sud la concentration des deux armées du centre et d'Estramadure, dont le commandement, retiré à Venegas, fut donné d'abord à Eguia, puis à un jeune général, don Juan de Areizaga, sur le talent duquel on fondait les plus grandes espérances. Par malheur pour elle, son choix ne fut pas heureux : il y avait plus de présomption que de vrai mérite dans ce nouveau commandant en chef, et la terrible déroute d'Ocaña (19 novembre), qui priva l'Espagne de plus de 20000 soldats faits prisonniers et envoyés en France, vint accroître à la fois les revers de la nation espagnole et la déconsidération de la junte. Cette bataille devait avoir de grandes conséquences pour le roi Joseph : elle lui ouvrait en effet tous les défilés de la Sierra Morena, rendait possible toute expédition qu'il voudrait tenter en Andalousie et lui permettait d'étendre son autorité sur cette riche province, à laquelle il était resté jusqu'alors complétement étranger.

Une autre nouvelle très-sensible pour les cœurs espagnols retentit vers cette même époque dans toute la Pénin-

sule. Après un siége fameux qui avait duré sept mois, pendant lequel les habitants, sous la conduite de don Alvarez de Castro, avaient eu à supporter avec le plus rare courage les plus horribles privations, la ville de Gerona avait été forcée de capituler (11 décembre), et cette reddition, que n'avait pu empêcher le général Blake, successeur de Reding, malgré toutes ses tentatives contre Gouvion-Saint-Cyr, injustement remplacé vers la fin du siége par le maréchal Augereau, avait répandu le découragement dans toute la Catalogne. L'armée de droite, chargée de défendre cette province, et assise désormais sur la seule place de Tarragone, avait à lutter d'un côté contre les corps français rayonnant autour de Barcelone; de l'autre, contre les troupes devenues libres en Aragon après la prise de Sarragosse. Ces troupes avaient passé sous le commandement du général Suchet, aussi habile administrateur que bon officier, et elles avaient pris dans l'est de la Péninsule un ascendant qu'elles ne devaient plus perdre jusqu'à la fin de la guerre. Suchet, battu à Alcañiz quand il ne s'était pas encore concilié toute la sympathie de ses soldats, avait bientôt pris de glorieuses revanches à Marie et à Belchite. Son adversaire Blake avait dû lui abandonner la campagne et lui permettait de faire les préparatifs de ces siéges fameux qui ont immortalisé à la fois son nom et la constance espagnole. Ce n'était point l'armée de droite qui gênait le plus Suchet dans ses opérations : les principaux ennemis contre lesquels avait à s'exercer sa patience et celle de ses soldats étaient les guerrilleros, qui, établis dans toutes les montagnes qui bordent l'Aragon, ne cessaient d'arrêter ses convois et interceptaient toutes ses communications avec Madrid et les Pyrénées. Renovalès, Mina, Villacampa, el Empecinado avaient déjà commencé cette longue série de petits combats qui, en décimant par petites fractions l'ar-

mée française, lui causèrent plus de dommages que n'auraient pu lui en faire vingt déroutes en bataille réglée.

La défaite d'Ocaña, la prise de Gerona, un échec du duc del Parque à Alba del Tormes, en terminant d'une manière fatale pour les Espagnols la campagne de 1809, donnèrent le coup de grâce à la junte centrale de Séville. Le 29 janvier 1810, réunie dans l'île de Leon, elle décida sa dissolution immédiate et résigna tous ses pouvoirs entre les mains d'un conseil de régence qui ne devait avoir à son autorité d'autre limite que celle qui serait fixée par les Cortès, dont la réunion fut dès lors impatiemment attendue.

L'Espagne entière réclamait depuis longtemps la convocation d'une assemblée populaire composée des représentants de toutes ses provinces, assemblée qui prît entre ses mains la tutelle de ses plus chers intérêts, et qui, en poursuivant la défense de l'indépendance nationale, préparât en même temps le nouvel édifice social que les progrès du temps réclamaient pour les générations à venir.

Ajournée par la junte de Séville, reculée par le conseil de régence, cette réunion des Cortès ne devait se réaliser que le 24 septembre 1810 dans l'île de Leon, et c'est là qu'elles apparurent pour la première fois sur la scène, dans la période la plus critique, dans celle précisément où la nation, acculée à l'extrémité de la Péninsule, ne possède plus que le coin de terre sur lequel est situé Cadiz, pour y exercer les droits imprescriptibles de sa souveraineté ; mais elles ont l'amour vrai de la patrie, un feu sacré les anime ; rien ne peut les abattre ni les décourager, et elles doivent à la fin recevoir le digne prix de leur énergie et de leur constance.

C'est au son de la canonnade et des boulets qu'eurent lieu leurs premières séances ; car, après la bataille d'Ocaña, rien n'avait pu arrêter la puissance envahissante de l'armée française, et la ville même où avaient lieu leurs délibérations était

assiégée par elle. Joseph et le maréchal Soult, devenu son chef d'état-major, sans songer un instant à l'immense danger qu'il y avait à étendre encore le cercle des opérations de nos troupes avant d'avoir assuré la soumission des contrées déjà occupées, s'étaient laissé séduire par l'idée d'envahir toute l'Andalousie et de s'assurer la possession de cette riche province; ils avaient, par leurs obsessions, arraché de l'empereur Napoléon la permission de réaliser une expédition au delà de la Sierra Morena, permission fatale qui, en empêchant la réussite d'autres projets plus importants pour le but final de la guerre, devait être une des causes les plus immédiates de notre insuccès dans la conquête de la Péninsule.

Dès les premiers jours de 1810, une armée française de 55 000 hommes avait donc franchi les défilés de la Sierra Morena (20 janvier); divisée en trois corps, qui avaient été placés sous les ordres de Victor, Mortier et Sébastiani, elle avait facilement surmonté tous les obstacles que voulaient lui opposer les débris de l'armée d'Areizaga. En peu de jours Sébastiani avait occupé Jaen, Grenade et Malaga, Mortier avait étendu sa domination sur toute la partie qui touche aux frontières de l'Estramadure, et Victor, après être entré en vainqueur dans les deux grandes cités de Cordoue et de Séville, après avoir chassé devant lui le dernier corps de troupes un peu compacte qu'avaient pu sauver de la dispersion l'intelligence et le patriotisme d'Albuquerque, était venu mettre le siége devant Cadiz.

Joseph avait accompagné dans cette expédition le maréchal Soult, qui en fut le véritable général en chef; il éprouva une agréable sensation à se voir accueilli avec une certaine bienveillance par les populations de Cordoue et de Séville, dont les souvenirs de Baylen lui avaient fait exagérer l'animosité; aussi, cherchant à capter leur bienveillance, resta-t-il

en Andalousie jusqu'au mois de mai et voulut-il dater de Séville plusieurs décrets qu'il jugeait de nature à lui assurer quelque popularité. Mais de graves nouvelles le rappelèrent bientôt à Madrid. L'empereur, disposant à son gré de l'Espagne, dont toute la superficie, moins Cadiz, la Galice, quelques villes fortes de l'ouest et certaines places du levant, avait été conquise par ses armées, venait de décider que la Vieille-Castille, Leon et les Asturies devaient avant tout suffire à l'entretien et à la solde des troupes françaises préposées à leur garde, et que la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye seraient placées directement sous l'autorité des généraux français qui, tout en s'entendant, pour les opérations militaires, avec l'état-major de l'armée d'Espagne, devaient, quant à l'administration intérieure et aux revenus, lui en référer directement; c'était enlever à Joseph les ressources des provinces les plus importantes qui, déjà soumises et moins exposées aux ravages de la guerre, pouvaient seules lui être de quelque utilité, c'était réduire à néant son autorité. Mais que pouvait ce pauvre roi intrus contre le génie et la volonté de son puissant frère? Malgré ses réclamations et ses plaintes, la mesure fut confirmée, et elle eut pour résultat d'enlever à la fois tout prestige et tout moyen d'en acquérir à ce malheureux monarque sur qui pesaient toute la responsabilité et la fatigue d'une couronne, sans qu'il en eût ni l'éclat ni la majesté. Il fallait bien, au reste, que l'empereur se montrât indulgent et généreux envers les troupes qu'il envoyait se fondre sous le climat dévorant de l'Espagne : exposées à des périls incessants, toujours en mouvement, ne pouvant prendre un seul instant de repos, elles se fussent entièrement découragées si elles eussent douté un instant du génie protecteur qui veillait sur leurs besoins.

Dans les Asturies, elles avaient dû, pendant la première moitié de 1810, prendre trois fois Oviedo, qui s'échap-

pait de leurs mains sitôt qu'elles étaient obligées de l'abandonner un instant pour repousser des bandes d'insurgés qui apparaissaient sur tous les coins de cette principauté. Dans le royaume de Leon, elles avaient en face d'elles une armée tout entière, que soutenait la province de Galice tout à fait évacuée, et elles voyaient, par l'enthousiasme des habitants, se transformer en forteresses des villes jusque-là ouvertes, comme Astorga, où auparavant elles avaient pu entrer sans éprouver la moindre résistance. Dans le levant, elles avaient cru un instant qu'il leur serait donné de se distraire et de se reposer dans les fertiles plaines du Turia, où Suchet, appelé par certaines intelligences qu'il avait dans la place de Valence, avait espéré un instant se rendre maître presque sans coup férir du point le plus important du littoral de la Méditerranée après Barcelone; mais ses partisans avaient été devancés par le capitaine général, et l'armée française, conduite jusque sous les murs de Valence, n'avait retiré de cette expédition que de nouvelles fatigues sans aucune compensation. Il avait fallu que Suchet reprît un système de siéges qui, meurtrier et fatigant, avait du moins pour effet de consolider fortement notre domination sur les rives de l'Èbre. Lerida avait été pris après la déroute d'Enrique O'Donnell à Margalef, puis Mequinenza, puis Morella, sur les confins de l'Aragon et de Valence, et Suchet avait ensuite commencé les préparatifs du siége de Tortose, qui ne devait se terminer que dans les premiers jours de 1811. L'armée de Catalogne avait de son côté à lutter contre trois ennemis également dangereux, d'abord les somatenes qui, sans jamais livrer de bataille rangée, la tenaient toujours en haleine, se réunissant, se divisant avec la plus grande facilité et ne livrant combat que quand ils se trouvaient dans des conditions d'un succès certain; puis le général Enrique O'Donnell, qui avait su se concilier l'affection de la province tout entière par sa

décision et son autorité, qui à Tarragone avait réuni un congrès catalan par le moyen duquel il s'était procuré d'abondantes ressources, et qui, de cette place forte, ne cessait d'agir avec les troupes espagnoles dont la junte lui avait accordé le commandement en chef; troisièmement, la population de Barcelone, qu'il fallait maintenir avec un corps considérable et qui, toujours frémissante, résistait aussi bien aux sévérités de l'inflexible Augereau qu'aux caresses de son successeur, le maréchal Macdonald, plus disposé à la séduire par une indulgence calculée. Ces trois puissants ennemis suffisaient pour fatiguer et épuiser par des alertes continuelles un corps de près de 30000 hommes.

Enfin dans la Navarre et les provinces basques, des expéditions incessantes avaient été nécessaires pour s'emparer d'un guerrillero, le jeune Mina, dont les exploits, déjà célèbres dans toute la Péninsule, allaient être bientôt effacés par ceux de son oncle, Francisco Espoz y Mina, appelé à jouer un rôle important dans l'histoire de son pays.

L'armée d'Andalousie, après avoir achevé sa conquête, eût bien voulu organiser pour elle à Séville les délices de Capoue; mais les événements, en se précipitant, ne lui laissèrent jamais le temps ni l'occasion de s'endormir dans la mollesse : Sébastiani, depuis Grenade, était obligé d'avoir l'œil sans cesse ouvert sur les démarches des généraux espagnols qui, à Murcie et à Alicante, cherchaient à réorganiser tous les débris de l'ancienne armée d'Areizaga. Mortier, dans la province d'Estramadure, ne tarda pas à se trouver en face d'un corps de 26000 hommes, sous le commandement du marquis de la Romana, qui, appuyé sur les places fortes de Badajoz et de Yelves et donnant la main aux Anglais de Portugal, était assez fort pour le contraindre à la défensive, malgré ses succès à Cantaelgallo et Fuente de Cantos, et pour lui interdire tout nouveau progrès. Enfin Victor,

chargé de suivre le siége de Cadiz, voyait s'amonceler devant lui les difficultés et sentait chaque jour l'impuissance où il allait se trouver de mener à bonne fin la lourde tâche qui lui était incombée : un corps de plus de 15 000 Espagnols était entré dans la place, que défendait en outre une milice urbaine très-dévouée et très-active, d'environ 8 000 hommes. Cadiz comptait encore pour sa défense sur un corps de 5 000 Anglais ayant pour chef le général Graham, sur deux escadres, l'une anglaise, commandée par l'amiral Parvis, l'autre espagnole, commandée par Alava, sur une flotte de canonnières qui pouvait pénétrer dans les petits canaux dont sont sillonnés les marais salins situés aux alentours de las Caracas, sur cet arsenal enfin transformé en forteresse par les soins du génie maritime. Tous ces obstacles étaient venus rendre presque impossible la prise de cette ville, devenue en même temps siége du gouvernement et centre de toutes les ressources de l'Espagne. Il eût fallu à Victor, pour en triompher, l'armée tout entière qui avait effectué la conquête de l'Andalousie ; mais il n'eut jamais à sa disposition qu'un nombre de troupes tout à fait insuffisant, et encore se voyait-il sans cesse menacé sur ses deux flancs, soit du côté de la Sierra de Ronda, où des bandes nombreuses s'étaient formées en s'appuyant sur la position anglaise de Gibraltar qui leur fournissait des ressources de tout genre, soit du côté de la province de Huelva, que les Espagnols défendaient avec opiniâtreté afin de garder par là leurs communications avec le Portugal.

Quatrième campagne (juin 1810 à janvier 1812).

Cependant, en outre de tous ces efforts pour asseoir la domination française dans la Péninsule, un autre plus puissant et plus énergique encore avait été tenté en 1810. L'em-

pereur, qui avait permis, après la bataille d'Ocaña, l'expédition de Joseph et du maréchal Soult en Andalousie, et qui avait peine à comprendre l'énorme résistance que Cadiz opposait à nos armes, plaçait à Lisbonne le nœud gordien de la question; c'était là, selon lui, qu'il fallait vaincre. La Péninsule devait être à nous si nous parvenions à chasser les Anglais du Portugal, le reste n'était plus qu'affaire de temps; avec de la fermeté, de la persévérance et une bonne administration, nous arriverions peu à peu à calmer et à pacifier le pays déjà soumis. Il fallait donc recommencer à nouveaux frais, avec plus de décision que jamais, l'entreprise dans laquelle avaient déjà échoué Junot et Soult; sous un chef plus éminent, pourvu de plus grands moyens, le résultat devait être infaillible, et, une fois Lisbonne soumise, les deux armées de Portugal et d'Andalousie se donnant la main sous les murs de Cadiz, la victoire serait complète et le triomphe définitivement assuré. C'est dans cette intention que fut préparée, dans le cours de l'année 1810, la fameuse expédition du maréchal Masséna en Portugal, expédition dont l'insuccès était appelé à peser d'une manière si fatale sur l'issue de la lutte. Par elle, en effet, notre situation allait être complétement changée; de triomphateurs qui avaient couru jusqu'ici de succès en succès jusqu'à l'apogée de la fortune, nous allions être transformés peu à peu en vaincus, nous nous verrons forcés d'abandonner notre prise; puis, obligés à la retraite, acculés sur nos frontières, nous serons même réduits à défendre pied à pied notre propre territoire.

Masséna, le héros de Zurich et de Gênes, déjà arrivé à un âge avancé, avait une difficile mission à remplir; *enfant chéri de la Victoire*, il n'était certes pas inférieur à sa tâche, et s'il eût obtenu toutes les ressources qui lui avaient été promises, nous ne doutons pas qu'il ne l'eût accomplie avec succès. Mais déjà la politique impériale commençait à s'abî-

mer dans ses prétentions et ses extravagances; elle ne pouvait plus faire face à toutes les haines qu'elle avait amassées contre la France. L'empereur annonçait 80000 hommes à Masséna pour son expédition ; dans la réalité, il n'y en avait que 50000 de disponibles. De plus, l'intendance militaire, les hôpitaux, les moyens de transport, l'artillerie de siége, tout lui faisait défaut ; il n'y avait plus de fonds pour se procurer ce qui était de première nécessité. Enfin le mécontentement produit dans toute l'armée française par la guerre d'Espagne avait produit déjà un relâchement général de discipline qui se sentait dans tous les grades; le général en chef se trouvait en face de trois chefs de corps, Ney, Junot, Regnier, plus disposés à contrôler son autorité qu'à exécuter scrupuleusement ses ordres.

Du côté opposé tout, au contraire, était organisé avec une parfaite unité : un chef, lord Wellington, le duc de Fer, que son gouvernement laissait agir avec une certaine indépendance et pourvoyait en même temps avec la plus grande libéralité, réunissait sous sa main toutes les troupes anglaises et disposait à ce point du Portugal, qu'en outre d'avoir sous ses ordres tout le contingent de l'armée portugaise, il avait pu donner l'ordre aux habitants de brûler toutes leurs récoltes sur le passage des Français et se voyait partout obéi avec la plus scrupuleuse fidélité. Prévenu à l'avance du choc impétueux auquel il devait résister, il avait mis dans un état de défense inexpugnable les lignes de Torres Vedras, situées à 10 lieues en avant de Lisbonne, entre Alhandra, sur le Tage, et Torres Vedras, vers l'Océan, où une armée de 80000 hommes, comme celle qu'il commandait, défendue par trois séries de forts retranchements, appuyée sur 150 forts et 600 canons et soutenue par la plus puissante escadre du monde, se trouvait dans une situation exceptionnellement avantageuse. C'était là qu'il s'était proposé de résister à l'armée

française; ce fut là, en effet, que Masséna fut obligé d'arrêter son élan.

L'unique résultat de cette expédition si coûteuse pour la France fut la conquête, dans les mois de juin et de juillet 1810, des deux places fortes de Ciudad Rodrigo et d'Almeida, mais à peine l'armée française était-elle entrée dans les pays montagneux du Portugal qui avoisinent cette dernière ville (15 septembre) qu'elle avait commencé aussitôt à ressentir les tristes conséquences de la prévoyante tactique du Fabius anglais. Tout lui manquait à la fois : aliments, vêtements, provisions, munitions; les communications s'interceptaient à l'instant sur les derrières; chaque soldat n'avait pour vivre que le fruit de son pillage. Et que restait-il à piller dans des contrées où chaque habitant avait abandonné sa demeure en emportant tout ce qu'il possédait, préférant tout perdre plutôt que de laisser à l'ennemi le moyen de réparer ses forces abattues? Dès le 14 octobre 1810, Wellington avait fait entrer son armée dans les lignes de Torres Vedras; il les y maintint pendant cinq mois, obligeant Masséna à faire des efforts inouïs pour nourrir son armée pendant tout ce temps, et pour attendre avec une patience exemplaire, de la Vieille-Castille et d'Andalousie, des secours qui auraient dû venir et qui firent défaut. Enfin, quand toutes les ressources du pays furent absolument épuisées; quand la patience et l'énergie du soldat appelé à lutter non contre un ennemi invisible derrière ses fortifications, mais contre la faim, les privations de toute sorte, la rigueur du climat, l'absence de munitions, les intempéries de l'hiver eurent accordé tout ce qu'il était humainement possible de leur demander; enfin, quand les chefs, désespérant de voir arriver tout secours, manifestèrent que le dévouement général avait excédé ses limites, il avait bien fallu donner le signal de la retraite (4 mars 1811).

Un mois après cette résolution prise, l'armée française du Portugal prenait ses cantonnements dans la Vieille-Castille et se reposait sur ce territoire soumis des privations de tout genre et des fatigues sans nombre qu'elle avait eu à supporter pour traverser une seconde fois tous ces pays déjà épuisés. Masséna aurait bien voulu s'établir définitivement sur les bords du Mondego, afin de garder en conquérant le nord du Portugal; mais tous ses lieutenants, entre autres le maréchal Ney, dont l'intrépidité dans les luttes d'arrière-garde qu'il eut à soutenir, pendant toute la retraite, contre la masse de l'armée anglaise, ne peut faire pardonner les dégoûts de tout genre qu'il causa par son indiscipline au général en chef, avaient une telle hâte de quitter ces campagnes desséchées, qu'il avait été impossible de retenir l'armée ni à Coïmbre, ni sur les bords de l'Alba : on ne s'était arrêté qu'à l'abri des places d'Almeida et de Ciudad Rodrigo, seul fruit restant à la France du grand effort qu'elle venait de tenter. Il eût été sage, au lieu de disperser les différents corps dans diverses provinces, de les maintenir concentrés pour tenir en haleine lord Wellington, qui, sorti victorieux des lignes de Torres Vedras sans y avoir été attaqué, voyait s'ouvrir devant lui un vaste champ d'opérations et se trouvait désormais en état de pénétrer en Espagne, soit par l'Andalousie ou l'Estramadure, soit par la Castille ou la Galice. C'était bien l'opinion de Masséna; mais le désarroi général de son armée, la désobéissance de ses lieutenants ne lui permirent point de suivre cette conduite. Il ne put empêcher Wellington d'opposer un corps d'armée important au maréchal Soult qui opérait en Estramadure, et de venir lui-même avec la masse de ses troupes investir les deux places d'Almeida et de Ciudad Rodrigo. De ces deux places, Masséna se vit même réduit à abandonner la première après l'avoir fait sauter, tandis que, pour ravitailler la seconde, il li-

vrait la sanglante bataille de Fuentes de Onoro (3 mai), restée malheureusement indécise par suite du manque de cartouches au dernier moment et du peu de concours qu'il rencontra et dans la garde impériale, trop préoccupée des règles de l'étiquette sur le champ de bataille, et dans le maréchal Bessières, commandant en chef des armées de la Castille, qui n'avait amené de Salamanque qu'un contingent tout à fait insuffisant. Ciudad Rodrigo pour cette fois échappa aux serres de l'armée anglaise; quant au malheureux Masséna, que la victoire abandonnait sur le déclin de sa carrière, il apprit bientôt qu'il était tombé dans la disgrâce de son puissant maître, et, rappelé en France, il dut céder le commandement au maréchal Marmont, dont les prochains revers devaient relever plus tard son propre mérite.

Cependant la conduite de Marmont, dans la première époque où il dirigea, en qualité de général en chef, les opérations de l'armée de Portugal, ne laissa pas d'être intelligente et fructueuse; il avait une double tâche à remplir, d'une part donner la main au maréchal Soult en Estramadure, de l'autre s'opposer à tout envahissement de la Péninsule par l'armée anglaise du côté d'Almeida et de Ciudad Rodrigo. Il sut obtenir à la fois ces deux résultats; nous verrons plus loin de quelle grande utilité fut sa présence en Estramadure en un moment difficile. Pendant toute la saison d'été, époque où les chaleurs rendent impossible, en cette partie de l'Espagne, toute évolution militaire, il s'établit sur les bords du Tage, entre Naval Moral et Almaraz, de manière à pouvoir surveiller alternativement toutes les opérations que voudrait tenter lord Wellington; et quand, au commencement de la saison d'automne, celui-ci essaya d'entreprendre le siége de Ciudad Rodrigo, il accourut à temps pour empêcher cette place d'être prise, commettant néanmoins la faute de laisser échapper à Fuente Gui-

naldo l'armée anglaise, qu'avec plus d'effort et de ténacité il pouvait mettre en déroute.

Quoi qu'il en soit, à la fin de 1811, l'armée de Portugal se trouvait réduite à la défensive, obligée de garder contre les entreprises de lord Wellington un territoire considérable, privée de la forteresse d'Almeida, qui aurait pu lui assurer un point d'opération en Portugal, et exposée, le jour où elle s'en éloignerait à une courte distance, à perdre la place de Ciudad Rodrigo, dont la possession devait ouvrir aux Anglais un accès facile dans tout le nord de l'Espagne.

Quelle était à cette même époque la situation de l'armée d'Andalousie? Elle avait gardé dans toute cette province son attitude prédominante, mais depuis la fin de l'année dernière, si l'on en excepte quelques places nouvellement soumises en Estramadure, elle n'avait pu faire de nouveaux pas en avant et s'était vue réduite à conserver toutes les positions acquises sans pouvoir obtenir le dernier succès qui devait la rendre maîtresse de toute la partie méridionale de la Péninsule. Et d'abord, le maréchal Victor, duc de Bellune, n'avait cessé de s'obstiner contre la ville de Cadiz; attaqué par une armée de plus de 20000 hommes, qui avait été formée avec des contingents des troupes anglaises de Sicile et de Gibraltar et avec un corps espagnol, il avait vaillamment défendu sa position malgré l'infériorité du nombre de soldats qu'il pouvait opposer; il s'était maintenu dans les retranchements qu'il avait établis, et après avoir obligé son ennemi à la retaite, il avait continué ses opérations de bombardement et de blocus, toutes deux peu efficaces, d'une part à cause de l'éloignement des pièces d'artillerie destinées à lancer les bombes, et d'autre part à cause des facilités d'approvisionnements maritimes que conservaient les assiégés toujours maîtres de la mer.

Dans le royaume de Grenade, Sébastiani n'avait pas ren-

contré les mêmes difficultés, mais toutes ses entreprises contre la ville de Murcie n'avaient été suivies d'aucun heureux résultat; chaque fois qu'il avait voulu organiser une expédition en règle afin d'accroître de ce côté le territoire soumis à sa domination, des insurrections partielles, fomentées dans les Alpujarras ou les montagnes de Ronda par le comte de Montijo ou des émissaires du gouvernement de Cadiz, l'avaient forcé de revenir à Grenade ou à Malaga et lui interdisaient de quitter les environs de ces deux cités. Si l'un et l'autre avaient toujours eu à leur disposition le montant complet des divisions qui leur avaient été primitivement confiées, ils auraient pu peut-être l'un s'emparer de Cadiz, et l'autre s'avancer jusqu'à Valence, après s'être assuré la possession de Murcie; mais leur général en chef, le maréchal Soult, à l'autorité duquel ils étaient soumis et avec lequel leurs rapports étaient loin d'être toujours aussi bienveillants et aussi amicaux qu'il eût été désirable, se trouvait dans la nécessité de demander à chaque instant des renforts pour le corps d'Estramadure, placé dans la position la plus difficile et la plus périlleuse, en face de l'armée espagnole la mieux constituée et de l'armée anglaise de Lisbonne, qui s'appuyaient mutuellement. Soult, pour aider le maréchal Masséna dans son expédition, aurait dû faire un grand effort, attirer à lui Sébastiani et tout son corps d'armée, peut-être lever le siége de Cadiz et, avec les 50 000 hommes dont il pouvait disposer, accourir sur le Tage et en occuper toute la rive gauche. Il avait reçu, à cet égard, de Paris les instructions les plus pressantes, et il était attendu avec la plus extrême impatience par tous nos soldats, que retenaient en avant de Lisbonne les lignes de Torres Vedras. Mais, toujours mauvais compagnon d'armes et en même temps désireux de paraître obéir aux injonctions du souverain, Soult jugea opportun de dégarnir seulement ses deux

lieutenants et de borner sa coopération à l'expédition de Portugal à l'attaque de diverses places situées sur les frontières, telles qu'Olivenza et Badajoz. A ce triste égoïsme il dut dès l'origine quelques succès importants, la prise d'Olivenza, la défaite d'une armée espagnole sur les bords de la Gevora, enfin la prise de Badajoz; mais qu'était-ce que ces succès auprès de la retraite du maréchal Masséna, obligé d'abandonner les bords du Tage au moment où le canon tonnait contre les forteresses de l'Estramadure? L'expiation ne devait pas tarder; en effet, les Anglais, libres de Masséna, se retournèrent aussitôt contre l'armée d'Andalousie, et, au lieu de jouir en paix de la conquête dont il était si fier, il fallut que le maréchal Soult, ne pouvant plus l'achever, consacrât tous ses efforts à la défendre et demandât de tous côtés des secours qu'il n'avait pas accordés quand on les avait implorés de lui.

La perte de Badajoz n'avait pas ébranlé les Espagnols : ils comprenaient que ce revers était plus que compensé par la retraite de Masséna; aussi tous leurs meilleurs généraux avaient-ils été immédiatement appelés en Estramadure. Le général Blake, qu'une décision des Cortès avait fait entrer dans le conseil de régence, fut choisi pour remplacer le marquis de la Romana, qui venait de mourir; don Pablo Morillo et don Carlos d'España, qui déjà s'étaient fait une grande réputation dans l'armée, furent placés sous ses ordres. Sous leur direction, et avec le concours d'un corps anglais détaché par Wellington avant de commencer la poursuite de l'armée de Masséna, les Espagnols reprirent l'offensive : Olivenza fut reconquis, et le maréchal Soult fut obligé d'accourir des environs de Cadiz, où il s'était porté peu de temps avant au secours de Victor, pour sauver la place de Badajoz, que prétendait lui enlever une armée alliée sous la conduite du général Beresford. Battu auprès du village de la Albuera,

obligé de se retirer à Llerena, il dut abandonner Badajoz à elle-même; mais le gouverneur Philippon, qu'il y avait laissé, était capable de soutenir une longue résistance; il lutta avec la plus admirable énergie pendant tous les mois d'avril, de mai et de juin, de telle sorte que le maréchal Marmont, prévenu des efforts que tentait de ce côté lord Wellington, eut tout le temps d'accourir des environs de Ciudad Rodrigo sur les bords du Guadiana et put, le 20 juin, en compagnie du maréchal Soult, effectuer une entrée triomphale à Badajoz. Ce fut alors que lord Wellington se retira en Portugal pour prendre ses quartiers d'été, tandis que Marmont s'établit sur les bords du Tage, entre Naval Moral et Almaraz.

Du côté de la Méditerranée, les faveurs de la fortune avaient été, durant la campagne de 1811, bien autrement brillantes pour nous que du côté du Portugal. Là, en effet, Suchet, devenu maître de Tortose, s'était vu bientôt en mesure d'attaquer la place de Tarragone, bien que toutes les forces espagnoles de la Catalogne, de l'Aragon et du royaume de Valence restées encore disponibles se fussent liguées pour l'arrêter dans cette entreprise. Renforcé par une division de 16 000 à 17 000 hommes de l'armée de Catalogne, qui passa sous ses ordres, il était parvenu, après une courte période d'un peu plus de trente jours (22 mai au 28 juin), à prendre d'assaut cette place importante, défendue par une garnison considérable, et dès lors toute communication avait été fermée entre les somatenes de Catalogne et les armées organisées du royaume de Valence. Élevé à la dignité de maréchal après ce beau fait d'armes, Suchet avait ensuite reçu de Paris l'ordre de poursuivre ses succès et de conquérir le royaume de Valence, resté jusqu'alors fermé à notre domination. C'était renouveler la même faute qui avait déjà été si préjudiciable à notre occupation après la

bataille d'Ocaña; car, s'il pouvait être utile de s'emparer de Valence, afin de donner la main, par Grenade, à l'armée d'Andalousie, il était bien dangereux de lancer sur de nouvelles provinces un nombreux corps de troupes, alors que partout le manque de soldats commençait à se faire sentir et que de grands désastres pouvaient résulter de leur imprudent éparpillement. Mais le maître avait parlé; Suchet, charmé d'ailleurs de mettre ses talents à l'épreuve sur un plus vaste terrain, après avoir consacré l'été à faire ses préparatifs, prit le 15 septembre 1811, à la tête de son armée, le chemin de Valence. Retenu quelque temps devant l'ancienne Sagonte, il eut le bonheur de réduire ce château, bien défendu, après avoir remporté à ses pieds, sur l'infatigable Blake, une victoire importante, qui le rendit maître de toute la Huerta. Mais, arrivé à quelques lieues de Valence, assailli de tous côtés par des guerrilleros, dont les bandes avaient déjà pris la proportion de véritables armées, il ne se crut pas en mesure d'achever sa conquête sans de nouveaux secours; obtempérant à ses désirs, l'empereur fit entrer en Espagne les derniers renforts dont il pouvait disposer, montant au moins à 60000 hommes; il ordonna au général Decaen, successeur de Macdonald en Catalogne, de mettre immédiatement une partie de ses troupes à la disposition de Suchet. Le général Reille, installé en Navarre, dut pénétrer de suite en Aragon pour l'appuyer dans ses opérations; enfin Marmont lui-même dut envoyer toute sa cavalerie, sous les ordres du général Montbrun, afin de contribuer à son succès. Dès lors, se sentant appuyé, Suchet se hasarda à investir la place de tous les côtés, et, grâce à cette hardie manœuvre, l'armée espagnole, enfermée tout entière dans Valence, se vit forcée, le 9 janvier 1812, de se rendre prisonnière de guerre, abandonnant presque sans coup férir une ville de premier ordre, dont on attendait gé-

néralement une tout autre résistance. L'heureux vainqueur obtint pour prix de cet exploit le titre de duc d'Albufera, et, devenu maître d'une riche et opulente province, il développa rapidement, sur une plus vaste échelle, les qualités de grand administrateur dont il avait déjà fait preuve dans le gouvernement de l'Aragon, et dont la réputation n'avait pas peu contribué au bon résultat de son expédition.

Les succès du duc d'Albufera exercèrent naturellement une influence décisive sur la marche des choses en Catalogne, où le général Lacy et le baron d'Eroles essayaient toujours de tenir la campagne à la tête de quelques bataillons et pouvaient seulement offrir un point d'appui aux somatenes. Figuières, qu'une trahison avait ouverte aux Espagnols, fut totalement bloquée, et la garnison se rendit prisonnière de guerre. Quant à Barcelone, toujours frémissante sous le joug, elle avait payé par un redoublement de sévérité un complot tramé dans son sein pour s'emparer de la forteresse de Montjouich et découvert à temps par le gouverneur Maurice Mathieu ; mais le général Decaen, successeur de Macdonald, n'était plus obligé, depuis la prise de Tarragone, de conduire des convois à la tête d'une armée nombreuse pour la ravitailler.

Ce qui rendait seulement, de tous côtés, de plus en plus précaire et difficile la domination française en Espagne, c'était l'augmentation sans cesse croissante des bandes de guerrilleros qui, en interceptant les communications d'une province à l'autre, rendaient complétement impossible la vie commerciale et industrielle et détruisaient partout la confiance et la sécurité. Les troupes françaises étaient impuissantes à protéger même les pays qu'elles occupaient, et Villacampa, Mina, el Empecinado, Porlier (el Marquesito), à la tête de leurs guérillas, exerçaient sur les habitants une autorité souvent plus grande que Suchet, Reille, le

gouverneur de Navarre, et Bessières, le gouverneur de la Castille : la vie aventureuse de ces chefs excitait l'imagination des jeunes gens, qui accouraient tous en foule sous leurs drapeaux et cherchaient, les armes à la main, à assouvir à la fois leur ardeur de patriotisme, leur goût d'aventures et leurs désirs immodérés de richesse facilement acquise.

Au milieu de ces luttes acharnées, les difficultés de Joseph avec les maréchaux français n'avaient jamais cessé de grandir; elles étaient arrivées, en 1811, à atteindre de telles proportions que, contre la volonté de son frère, Joseph s'était rendu à Paris, afin de conférer avec lui d'une manière décisive sur le véritable rôle qu'on entendait lui assigner. Le prétexte apparent qu'il donna à son départ était le désir d'assister au baptême du roi de Rome; en réalité, il venait exposer à son frère les difficultés extrêmes de sa situation et la nécessité de prendre de nouvelles mesures, en raison des dangers auxquels allait l'exposer l'expédition projetée en Russie, dont les préparatifs s'annonçaient de toutes parts, et qui, en divisant les ressources de la France, allait rendre impossible la domination française en Espagne. Ce voyage ne lui fut point inutile : il obtint d'abord quelques concessions, un subside mensuel, le droit à percevoir le quart des contributions recueillies dans leurs gouvernements par les maréchaux, enfin l'ordre donné à ces officiers, devenus par trop indépendants, de le respecter comme souverain du pays dont ils occupaient seulement le territoire à titre de chefs d'armées auxiliaires. A son retour à Madrid, Joseph essaya bien de faire valoir auprès de la population espagnole tous les efforts qu'il avait tentés en sa faveur, mais déjà le prestige avait disparu depuis la bataille de Talavera et l'insuccès de la campagne de Masséna. On se doutait déjà, en Espagne, des nouveaux embarras que l'expédition de Russie promettait à la politique napoléonienne, on

comptait en retirer les plus grands avantages, et l'on savait que l'ordre avait été donné de faire retourner en France la jeune garde, les régiments de la Vistule, les quatrièmes bataillons et douze régiments de dragons sur les vingt-quatre employés dans la Péninsule. C'étaient 25 000 ennemis de moins à combattre; c'était la sécurité de ne pas voir s'accroître le nombre des soldats qui s'étaient internés au delà des Pyrénées; c'était l'annonce que les ressources de la France commençaient à s'épuiser et que le jour de la décadence allait arriver pour la politique impériale.

Cinquième campagne (janvier 1812 à mars 1813).

Grâce à toutes ces circonstances, la campagne de 1812 s'ouvrit pour les Espagnols avec plus de confiance dans un prochain succès qu'aucune des précédentes; bien que la perte de Valence eût causé une véritable désolation dans toute la Péninsule, ils comprirent que ce succès n'avait été obtenu que par une concentration excessive de forces venues de points très-éloignés, et, loin de se décourager, ils songèrent à tirer profit de cette concentration en attaquant les points dégarnis. Wellington, bien informé, fut le premier à vouloir profiter de l'infériorité relative dans laquelle Marmont, établi sur les bords du Tage, se trouvait par suite du départ, pour les plaines de Valence et d'Alicante, de sa cavalerie sous les ordres du général Montbrun. Dès le commencement de l'année, son armée, bien approvisionnée, se précipita brusquement sur Ciudad Rodrigo, dont elle put s'emparer après un siége de dix jours (18 janvier); puis, tandis que Marmont, pour venir au secours d'une ville déjà prise, imposait à ses soldats une marche infructueuse, et, ne pouvant reprendre Ciudad Rodrigo, se voyait réduit à

fortifier Salamanque, pour avoir dans la Castille un point d'appui sérieux, Wellington, sans perdre de temps, avec une activité qu'on n'attendait guère de son caractère, ordinairement circonspect, et avec une prudence silencieuse, nécessaire pour assurer l'exécution de son plan, fit tout à coup traverser les routes du Portugal à la majeure partie de ses troupes et vint mettre à nouveau le siége devant Badajoz, espérant être aussi heureux en Estramadure qu'il l'avait déjà été en Castille. La fortune lui fut également favorable; Badajoz, quoique défendue par le général Philippon avec un art et un courage qui ne laissaient rien à désirer, fut prise d'assaut le 6 avril et ne fut pas secourue à temps par le duc de Dalmatie. Dès lors, satisfait de cet exploit, lord Wellington, laissant une partie de son armée pour protéger sa conquête, retourna rapidement au nord afin d'arrêter les tentatives de Marmont, qui, pour dégager Badajoz, s'était interné en Portugal avec l'intention d'attirer de son côté l'effort de l'armée anglaise.

Ce fut un terrible coup pour notre occupation en Espagne que la perte des deux places fortes de Ciudad Rodrigo et de Badajoz; après les avoir prises, les Anglais les remirent aussitôt aux mains des Espagnols, dont ils connaissaient la valeur derrière les remparts des villes fortifiées; de manière que, sans avoir à diminuer leurs forces en y tenant garnison, ils se trouvèrent maîtres absolus de la frontière de Portugal, en état d'un côté de s'opposer dans ce pays à toute expédition nouvelle que voudraient entreprendre nos troupes, et de l'autre d'entrer à leur gré dans le territoire espagnol de quelque côté qu'il leur convînt.

Les opérations de l'été ne nous furent pas plus favorables que celles de l'hiver et du printemps. Le maréchal Marmont, attaqué dans les forts de Salamanque qu'il avait construits lui-même avec grande hâte, mal secouru par le roi Joseph

à qui son frère, avant de partir pour sa grande expédition de Russie, avait confié le commandement en chef de toutes les armées françaises servant en Espagne, en lui donnant le maréchal Jourdan pour chef d'état-major, ne sut pas se maintenir dans une prudente réserve jusqu'à l'arrivée des renforts qui lui étaient promis et perdit dans les environs de Salamanque (22 juillet) la bataille des Arapiles, dont les conséquences devaient nous être si funestes. Elle força en effet l'armée du Portugal à se retirer sur les bords de l'Ebre au delà de Burgos, dont nous conservâmes seulement le château fort; elle obligea Joseph, qui était parti de Madrid avec quelques secours dans la direction de la Vieille-Castille, à revenir brusquement dans sa capitale poursuivi par une colonne de l'armée anglaise, puis bientôt après à l'abandonner avec tous ses partisans pour aller rejoindre le corps de Suchet, puissamment établi dans la plaine de Valence; elle causa enfin la levée définitive du siége de Cadiz (24 août) et même l'abandon de toute l'Andalousie. Il en coûta beaucoup au maréchal Soult d'abandonner un pays où pendant longtemps il avait gouverné en véritable souverain; mais, une fois cette résolution prise, ce fut pour lui un véritable succès d'avoir pu réunir à Huescar à toutes les garnisons qui occupaient les principales cités de cette riche province et aux immenses convois qui en portaient les dépouilles le corps de Drouot, comte d'Erlon, qui, dans ce mouvement de retraite, se trouvait exposé aux plus grands dangers en raison de la position qu'il occupait dans le fond de l'Estramadure et des longues et difficiles marches qu'il eut à supporter pour regagner le reste de l'armée. A partir d'Huescar, nos troupes s'engagèrent dans la province de Murcie, puis s'arrêtèrent à l'entrée de celle de Valence, où Suchet, Soult, Drouot et Jourdan célébrèrent une grande conférence à Fuente la Higuera sous la présidence du roi Joseph (3 octobre) et déci-

dèrent un retour offensif vers la capitale en même temps que la conservation de toutes les provinces du littoral méditerranéen encore occupées.

Après le départ du roi Joseph, Madrid avait été immédiatement occupée par les Anglais et par les guerrilleros, qui dirigeaient d'habitude leurs courses dans ses environs. Wellington et el Empecinado y furent accueillis par la multitude avec de chaleureuses acclamations. Décimée par la famine et la misère, la malheureuse population madrilène oublia ses chagrins et ses douleurs dans l'ivresse d'un patriotisme exalté; elle proclama ouvertement la constitution de Cadiz sous les auspices de deux des meilleurs généraux de l'armée espagnole, don Miguel de Alava et don Carlos d'España, et se laissa aller, malgré les horreurs d'une disette restée fameuse, à toute la joie de se voir enfin délivrée de maîtres puissants dont elle avait toujours repoussé les bienfaits pour ne pas avoir à aimer un joug qu'elle n'entendait pas supporter. Wellington aurait bien désiré pouvoir s'établir solidement dans la capitale et y organiser une sorte de gouvernement qui, se mettant d'accord avec la régence de Cadiz, fût bientôt en état de rendre à l'administration, dans tout le nord de la Péninsule, une nouvelle force et une plus puissante énergie; mais nos armées ne lui en laissèrent pas le temps. Clausel, successeur de Marmont blessé dans la journée des Arapiles, eut bientôt rendu à l'armée de Portugal l'énergie qui lui manquait depuis cette fatale journée. Il revint sur ses pas; il recueillit les garnisons de Toro et de Zamora et, s'avançant jusqu'à Valladolid, força bientôt Wellington à se remettre en campagne en menaçant les routes qui menaient à la capitale; ce dernier dut même abandonner Madrid dès le 1er septembre avec la plus grande promptitude; car, tandis que Clausel reprenait l'offensive au nord, Soult et Jourdan au sud oc-

cupaient toute la ligne du Tage, et Joseph se préparait à reparaître bientôt sur les rives du Manzanarès. Peut-être, si nos opérations eussent été conduites avec plus de vivacité et de précision, eussions-nous vu Wellington écrasé entre nos deux puissantes armées du Nord et du Sud ; mais il sut éviter ce danger en se décidant, dès l'origine, à poursuivre un seul des combattants ; il se dirigea vers le nord, puis commit la faute de s'arrêter longtemps devant le château fort de Burgos qui, par une résistance acharnée, parvint à lasser sa patience et celle de ses soldats. Il fallut plier devant le courage du général Dubreton et de ses 2000 hommes. Grâce à cette belle défense, les deux armées de Portugal et d'Andalousie purent se donner la main, et la campagne se termina dans les derniers jours de 1812 par la retraite forcée de lord Wellington aux lieux même d'où il était parti, sous le canon de Ciudad Rodrigo, retraite qui équivalait à une véritable déroute et pouvait presque nous consoler de celle qu'avait eu à opérer dix-huit mois auparavant notre vieux Masséna.

Pendant que l'armée anglaise prenait ses quartiers d'hiver en Portugal, et que Wellington, nommé enfin généralissime des armées espagnoles, allait à Cadiz se mettre en communication directe avec les Cortès et la régence, Joseph, revenu à Madrid, cherchait à raffermir un pouvoir déjà bien affaibli qu'avaient encore ébranlé son premier départ si précipité, la présence du général anglais et la proclamation de la constitution ; il avait surtout à lutter contre l'impression générale qui commençait à se produire dans les esprits à propos des désastres de la campagne de Russie et de l'anéantissement de notre grande armée dans les steppes de l'empire moscovite. La nouvelle s'en était propagée avec la plus grande rapidité, et elle eut pour résultat immédiat de donner partout un nouvel élan à l'ardeur des guerrilleros et au dévouement des soldats espagnols. Tout le monde sentait

dans la Péninsule que l'heure de la délivrance allait approcher ; que l'empereur allait être obligé, pour réparer les pertes prodigieuses que lui avait causées sa fatale expédition, de vider les cadres de l'armée d'Espagne et de rappeler ses meilleurs officiers et ses plus fidèles soldats. On comprenait que, sans coup férir, par la seule nécessité de ramener sur les frontières de la France des soldats dont le nombre, autrefois surabondant, était déjà devenu insuffisant par une série de fatales circonstances, l'Espagne, qui avait toujours à sa disposition ses nombreuses bandes de partisans, que soutenaient deux armées anglaises, l'une internée en Portugal et l'autre fraîchement débarquée sur la côte du levant, qui venait elle-même de donner à toutes ses forces une organisation plus régulière en réduisant à quatre les sept armées entre lesquelles se trouvaient autrefois répartis tous ses soldats, l'Espagne, disons-nous, allait reprendre pleine et entière possession d'elle-même, recouvrer la disponibilité de toutes ses ressources et refouler en dehors de son territoire les étrangers qui l'oppressaient.

Tel devait être en effet le résultat de la campagne de 1813, que nous aurons à esquisser après avoir indiqué sommairement les faits principaux qui s'étaient accomplis pendant l'année 1812 dans les diverses provinces du levant. Nous avions de ce côté un très-habile général dont on ne saurait jamais trop exalter les remarquables succès durant tout le cours de cette longue guerre ; aussi, malgré les nouveaux obstacles qui s'accumulèrent de tous côtés sur ses pas, nous n'eûmes aucun revers sérieux à déplorer. Appelé par l'empereur à joindre le commandement en chef de la province de Catalogne, définitivement réunie à l'empire et divisée en quatre départements, à ceux d'Aragon et de Valence qu'il possédait déjà, le maréchal Suchet au nord de l'Ebre avait à tenir tête à une foule de petits corps qui, sous la direction

de généraux distingués, de Lacy, de Llauder, du baron d'Eroles, se formaient, se séparaient, se réunissaient, souvent vaincus, mais jamais détruits, grâce à leur facilité à se réorganiser après avoir été défaits en bataille rangée. Dans le nord de l'Aragon, il avait eu à se défendre contre le général Saarsfield, qui parvint un moment à s'emparer de Barbastro et osa même tenter une excursion jusque sur le territoire français, où il leva quelques contributions forcées. Dans la province de Valence, il se fit livrer le fort de Peñiscola, qu'il avait négligé lors de sa dernière descente des bords de l'Ebre sur ceux du Turia; plus bas, dans les environs d'Alicante, il vainquit à Castalla le général don José O'Donnell, frère d'un des membres de la régence de Cadiz, don Enrique O'Donnell, comte del Abisbal, et dut ensuite consacrer toutes ses forces à arrêter le général anglais Maitland, qui, à la tête d'une armée anglo-sicilienne, avait débarqué à Alicante quelque temps avant la conférence de Fuente la Higuera et offrait un appui sérieux à toutes les troupes espagnoles échelonnées sur la côte du levant. Inutile de rappeler qu'en outre de ces luttes contre les armées régulières, nos soldats avaient à soutenir une série non interrompue de petits engagements avec les guerrilleros qui infestaient les pays de montagnes, et sortant de retraites sûres, où il était difficile de les poursuivre, apparaissaient tout à coup à des distances énormes du lieu où on les supposait et attaquaient tous les détachements isolés qui, par l'infériorité du nombre, pouvaient leur offrir une proie assurée.

En présence de tant de dangers, c'était beaucoup de s'être maintenu de pied ferme pendant tout le temps de la campagne de Russie. Une fois cette épouvantable calamité connue, il n'était plus sage de prétendre garder pendant la campagne de 1813 toutes les provinces que nous avions conquises; il fallait faire un choix, en abandonner la plus

grande partie, établir une bonne ligne de défense et opposer sur cette ligne une énergique résistance à tous les efforts que pouvaient tenter les armées alliées afin de la déborder et d'entrer en France. Semblable détermination exigeait dans l'esprit du général en chef un coup d'œil prompt et sûr, une grande fermeté et une volonté énergique : par malheur ce n'étaient point là les qualités dominantes de Joseph et de son chef d'état-major, le général Jourdan, destinés à commander en ces graves circonstances. Ne se pénétrant point assez de la difficile situation créée par les désastres de l'expédition de Russie, ils se crurent assez forts pour se maintenir sur la ligne du Duero, alors que leurs forces étaient déjà de beaucoup inférieures à celles dont Wellington pouvait disposer; et, tous leurs préparatifs ayant été disposés en vue de ce plan, il arriva qu'ils devinrent tous inutiles dès que les premières opérations eurent prouvé l'impossibilité de conserver la ligne adoptée.

Sixième campagne (mars 1813 à novembre 1813).

La campagne commença fort tard, dans le commencement du mois de mai seulement. Wellington, qui en pressentait toute l'importance, et qui, en présence du délabrement des armées impériales, comptait déjà sur un résultat décisif, avait voulu employer tout l'hiver et tout le printemps à mettre son armée sur le pied le plus brillant, à se pourvoir de toutes les munitions nécessaires, de nombreuses pièces d'artillerie, d'équipages de pont; il avait obtenu de son gouvernement des subsides considérables, et en même temps, en qualité de généralissime des troupes espagnoles, il avait donné une bonne distribution aux troupes nombreuses que la régence de Cadiz avait mises à sa disposition. Ces troupes se divisaient en quatre corps principaux : le

premier, commandé par don Francisco Copons y Navia, qui avait pour lieutenants le baron d'Eroles et le colonel Llauder, officiers distingués, et fort de 16000 hommes, devait opérer en Catalogne contre Suchet; le second, opposé au même adversaire et ayant pour chef le général Elio, que secondaient Saarsfield, Villacampa, el Empecinado et Duran, devait lutter dans les provinces de Valence et d'Alicante. Tous deux devaient être appuyés par la même armée anglo-sicilienne qui avait débarqué à Alicante, et qui était soutenue par une division de 11000 hommes, organisée dans l'île de Mayorque par le général Wittingham.

Un troisième corps, sous les ordres du duc del Parque, d'environ 28000 hommes, s'apprêtait en Andalousie à bientôt donner la main à celui du général Elio, tandis que le comte del Abisbal dans cette même province, le général Lacy en Galice étaient chargés de former deux armées de réserve. Enfin la masse principale, dite *quatrième corps*, de plus de 30000 hommes, composée des régiments disséminés dans l'Estramadure, la Galice et les Asturies, et commandée par le général Castaños, devait, sous les ordres de Wellington, coopérer à tous les mouvements de l'armée anglo-portugaise. Elle se divisait en trois ailes : la première, celle de la droite, formée de deux divisions, placée sous les ordres de don Pablo Morillo et de don Carlos d'España ; la seconde, celle du centre, formée de trois divisions, dont l'une était commandée par Porlier; la troisième enfin, celle de la gauche, distribuée entre trois chefs dont l'un, Mendizabal, était un général bien connu dans l'armée régulière, et les deux autres, Longa et Francisco Espoz y Mina, s'étaient illustrés dans les luttes de guérillas.

Les ressources en soldats de Wellington étaient considérables, car, indépendamment de tout ce quatrième corps, il disposait de 48000 Anglais et de 28000 Portugais : c'était

une masse imposante dans les circonstances actuelles, car déjà les Français ne pouvaient plus lui opposer qu'un nombre bien inférieur. Comme Napoléon, pour sa nouvelle campagne d'Allemagne, réclamait incessamment des renforts, il avait été impossible de conserver l'ancienne distribution en armées du Nord, du Midi, du Centre et de Portugal. En les réunissant toutes, c'est à peine si Joseph, qui prit le commandement suprême, put disposer de 80000 hommes, avec lesquels il devait résister à 140000. Comme lieutenants, il avait sous ses ordres le maréchal Jourdan, son chef d'état-major, et les cinq généraux Reille, Foy, Gazan, Clausel et Drouot, comte d'Erlon. Napoléon venait de rappeler en France Soult, dont il voulait utiliser les talents dans la nouvelle campagne, et ce maréchal était parti emmenant avec lui 6000 soldats d'élite.

Disséminer les troupes sur une ligne aussi étendue que celle du Duero, en face d'un ennemi très-supérieur en nombre, c'était s'exposer à être débordé et tourné dès le début des opérations. Ce fut en effet ce qui arriva. Wellington fit passer le Duero tout près de la frontière du Portugal à l'armée anglaise, en laissant supposer que l'attaque principale devait avoir lieu par le fait d'une partie du quatrième corps espagnol marchant des bords du Tage contre le quartier général de Joseph, établi à Valladolid. Le résultat de cette manœuvre fut d'obliger l'armée française à se replier immédiatement sur la ligne de l'Ebre et à abandonner toutes les Asturies, Leon, la Vieille et la Nouvelle-Castille. Madrid avait été déjà évacuée par nos troupes dès la fin du mois de mars; un immense convoi, chargé de toutes les richesses qu'on avait pu enlever des palais royaux, avait été dirigé sur Valladolid; quand l'armée française quitta cette dernière ville pour se diriger sur l'Ebre, elle emmena avec elle toutes ces dépouilles et tous ces trophées et se vit en

même temps suivie de tous les malheureux Espagnols qui avaient embrassé la cause de Joseph et qui, se voyant exposés aux plus terribles représailles au milieu d'une population fanatisée par le succès, apercevaient dans l'émigration leur unique chance de salut. La concentration de ce convoi, la réunion de tous ces émigrés donnaient la preuve positive que la lutte était finie, que la confiance dans le succès avait disparu, et que la question se trouvait réduite pour l'armée française à opérer sa retraite définitive dans les meilleures conditions possibles.

Tout se passa bien jusqu'aux bords de l'Ebre. Nos soldats se retirèrent sans perte sensible de Zamora, de Toro, de Castro Urdiales, de Valladolid, même de Burgos, où ils détruisirent le château fort qui, dans la campagne précédente, avait arrêté si longtemps toute l'armée anglaise. Arrivé à Vittoria, Joseph y était maître des trois routes qui conduisent à Bayonne, à Logroño et à Pampelune ; une partie du convoi confiée au général Maucune avait déjà pris les devants et pouvait se considérer comme sauvée. Le général Foy avait été chargé de protéger la route de France dans les environs de Vergara et de Tolosa contre tout corps ennemi qui pourrait déboucher du côté de Bilbao et de Durango. Clausel opérait de manière à éviter toute introduction de corps ennemis du côté de la Navarre. Un effort sérieux, énergique, bien combiné, et si cette campagne devait être pour nous l'abandon de toute cette partie de l'Espagne, notre retraite du moins s'opérait avec bonheur, et tous ces soldats que les circonstances rendaient si précieux pour la France revenaient au moins dans la patrie pour la défendre contre les nombreux ennemis qui allaient l'assaillir.

Mais cette guerre, hélas! devait nous être fatale jusqu'au bout. Profitant de l'absence du général Clausel, Wellington se décida à attaquer l'armée française dans les environs de

Vittoria et lui fit essuyer un déplorable échec (21 juin) qui, en rompant tous les liens de la discipline, convertit en véritable déroute ce qui n'était jusqu'alors qu'une honorable retraite. Les deux routes de Bayonne et de Logroño furent perdues pour nous; il ne nous resta que celle de Pampelune, par laquelle l'armée eut le bonheur de pouvoir s'échapper presque tout entière, heureuse après tant de souffrances de revoir les verdoyantes campagnes de la patrie, mais en même temps honteuse de son humiliation après tant d'exploits inutiles. La partie du grand convoi qui n'avait pas été confiée au général Maucune devint la proie du vainqueur, et des familles entières d'émigrés, femmes et enfants, furent exposées aux plus grands outrages de la part de la pire des soldatesques, la soldatesque anglaise victorieuse. Les deux corps isolés chargés de protéger nos deux ailes, ceux de Foy et de Clausel, dirigés par des chefs hardis et intelligents, surent, dans cette pressante situation, échapper à tout désastre. Foy se maintint sous Tolosa tant que sa présence y fut nécessaire pour assurer le salut du convoi Maucune et la retraite de nos troupes par les vallées du Bastan et de Roncevaux; dès que ce résultat fut acquis, il repassa la Bidassoa et rentra avec peu de perte sur le territoire français. Quant à Clausel, sa position était plus difficile, car il était plus engagé au milieu des armées alliées; il apparut dans la plaine de Vittoria le lendemain même de la bataille, et, jugeant sa coopération désormais inutile, ne songea plus qu'à assurer sa retraite par des marches intelligentes; il descendit l'Ebre jusqu'à Logroño et Tudela, s'incorpora la garnison de cette dernière ville, puis marcha sur Sarragosse, d'où il regagna ensuite la ville française d'Oloron par Jaca et Canfranc, sans être inquiété par les ennemis dont il défia tous les efforts.

En conséquence de toutes ces opérations, dès les premiers

jours de juillet l'armée entière de Joseph avait repassé les Pyrénées. Ce roi malheureux, dont le règne tourmenté était dès lors entièrement fini, et qui ne devait plus revoir l'Espagne, n'avait laissé garnison que dans les trois places de Saint-Sébastien, Pampelune et Santoña, qui toutes trois furent immédiatement bloquées par les alliés.

De si grandes nouvelles ne pouvaient laisser indifférent le maréchal Suchet qui, lui aussi, avait été fortement attaqué durant les six premiers mois de 1813. Aussi, bien qu'il fût sorti victorieux de tous les obstacles qui avaient été semés sous ses pas, bien qu'à Yecla il eût forcé une colonne entière du deuxième corps espagnol à déposer les armes, bien qu'il eût obligé à capituler les défenseurs du château de Villena, qu'il eût tenu tête dans la province d'Alicante à l'armée anglaise de Murray et obligé au rembarquement cette même armée qui, dans l'espérance de l'inquiéter sur ses derrières, avait tout à coup repris la mer pour reparaître dans le port de Salou, tout près de Tarragone, Suchet comprit que l'occupation du royaume de Valence dans les nouvelles conditions créées par la défaite de Vittoria n'était plus possible, et se décida, quoiqu'à regret, à abandonner cette belle province qui lui avait coûté tant de peines et tant d'efforts; sa première intention était de courir à Sarragosse pour la défendre, mais ayant appris que le général Paris l'avait abandonnée et s'était retiré en France par Jaca, il ne songea plus qu'à conserver les autres forteresses qu'il possédait sur la ligne de l'Ebre et les deux grandes villes de Tarragone et de Barcelone qui assuraient sa domination en Catalogne.

Pendant que ces événements se passaient en Espagne, l'empereur Napoléon, plus heureux en Allemagne, avait repris à Lutzen et à Bautzen un ascendant passager sur la Russie et la Prusse. De Dresde, où il avait fixé son quartier

général, les yeux fixés sur l'Autriche qui menaçait de s'unir à ses ennemis, il croyait encore à son étoile, et, loin de se juger vaincu, espérait ramener la fortune sous ses étendards. Dans cette idée, et aussi sans doute pour obtenir aux conférences de Prague des conditions plus avantageuses, il persista à soutenir la guerre en Espagne, et, par un décret du 1er juillet, il nomma le maréchal Soult son lieutenant général et lui donna le commandement de toutes les troupes que Joseph avait si malheureusement dirigées à Vittoria. Soult accourut sur les Pyrénées et, animant de toute son énergie l'armée placée sous ses ordres, entreprit de suite une nouvelle campagne. Son but était de forcer les divers passages des Pyrénées afin de secourir les deux places de Saint-Sébastien et Pampelune, qui se défendaient vaillamment contre les troupes chargées de leur blocus. Mais tous ses efforts furent inutiles : quoique souvent victorieux dans les nombreux engagements que les différents corps de l'armée française livraient dans les Pyrénées, il ne put rompre les lignes anglo-hispano-portugaises, et bien qu'il fût arrivé en vue même de Pampelune, il ne put pas secourir cette place comme il en avait conçu le projet ; il se vit contraint de reprendre bientôt ses premières positions en deçà des vallées de Bastan et de Roncevaux. Pampelune abandonnée devait tôt ou tard tomber entre les mains du vainqueur, et tout ce qu'une habile défense put obtenir fut de retarder la capitulation jusqu'au 31 octobre. Quant à Saint-Sébastien, après la tentative du maréchal Soult pour forcer les lignes de Saint-Martial, tentative qui avait été brillamment repoussée par le quatrième corps espagnol commandé par le général Frère, cette malheureuse ville avait été incendiée et saccagée par les soldats anglais, furieux de la résistance qu'elle leur avait opposée : les habitants expièrent par la ruine totale de leurs foyers le courage et l'intel-

ligence déployés par le général Rey et ses 4000 soldats contre le corps du général Graham.

Septième campagne (novembre 1813 à avril 1814).

Il était prouvé que l'armée française n'était plus en état de garder l'offensive contre les armées alliées ; son rôle dès lors devait se borner à défendre pied à pied le territoire de la France contre les nombreux ennemis qui allaient l'envahir. Ainsi le comprit le maréchal Soult, et ce fut lui à son tour qui, créant lignes sur lignes, chercha à opposer des obstacles infranchissables aux envahisseurs; il songea d'abord à empêcher le passage de la Bidassoa, puis, n'ayant pu réussir sur ce point, il se retira derrière la Nivelle, dont tous les ponts furent détruits, puis il s'occupa de préparer une nouvelle défense sur la Nive et l'Adour pour l'époque où la Nivelle serait franchie.

Jusqu'au 10 novembre les Anglais furent contrariés par les pluies et ne purent entreprendre la marche en avant qu'ils avaient projetée; mais à cette date ils s'avancèrent sur tout l'espace qu'ils occupaient de Saint-Jean-de-Luz à Saint-Pé et, forçant partout le passage, obligèrent le maréchal Soult à s'enfermer dans le camp retranché établi par lui autour de Bayonne et où s'instruisaient 30 000 conscrits arrachés de leurs foyers par une conscription impitoyable, dernière ressource de la France épuisée. Là, il eut le temps de s'organiser un peu pour la défense, car Wellington, en présence de la fatigue de son armée, des difficultés de tout genre qu'elle rencontrait pour s'alimenter et s'approvisionner, jugea prudent de s'arrêter tout un mois sur la ligne de la Nivelle afin de donner à ses soldats un peu de repos et de laisser passer en même temps la saison qui, en rendant les communications difficiles, nuisait à la rapidité de ses

mouvements. Voyant en même temps l'extrême dénûment auquel se trouvaient réduites les troupes espagnoles, il les renvoya dans leur pays en quête de subsistances, ne gardant du quatrième corps que la division Morillo.

La lutte recommença avec la plus vigoureuse énergie vers le 8 décembre, et Soult, avec le plus grand talent et avec une opiniâtreté admirable qui doivent lui faire en partie pardonner tant de fautes commises en Espagne, essaya par une série de chocs successifs tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche, de percer les lignes anglaises : 6 000 hommes de chaque côté furent sacrifiés dans ces combats partiels, et nos soldats luttaient déjà avec l'acharnement du désespoir, sans autre résultat que celui de tenir en échec jusqu'à la fin de l'année l'armée conquérante. Bien triste était alors la situation de cet empire français si brillant quelques années auparavant. Nous venions de perdre la fameuse bataille de Leipzig, où le sang avait coulé à torrents avec une profusion qui effraye l'imagination ; et cette bataille avait décidé à la fois du sort de l'Allemagne et de celui de notre malheureuse patrie, destinée à être foulée aux pieds par les armées coalisées. Aussi, les deux maréchaux qui commandaient sur les frontières d'Espagne n'avaient-ils plus d'autre rôle à remplir que celui d'envoyer vers le Rhin et les Alpes toutes les troupes qui ne leur étaient pas absolument nécessaires. Soult, trop ardemment assailli, ne pouvait se dégarnir; et il avait déjà éprouvé une grande perte par la défection des corps allemands qui faisaient partie de son armée, et qui, sur la nouvelle de la levée en masse de leur pays natal contre l'empire français, avaient abandonné nos drapeaux en vue même de l'ennemi. Suchet, après avoir démantelé Tarragone, avait dû désarmer tous les Allemands de la garnison de Barcelone ; puis il lui avait fallu renvoyer la division Severoli en Italie, faire partir pour Lyon tous les

soldats d'élite qui depuis quatre années combattaient sous ses ordres, et, réduit à une dizaine de mille hommes, il bornait tous ses efforts à conserver les nombreuses places fortes dont l'occupation protégeait nos frontières des Pyrénées orientales contre toute invasion. Il avait perdu, au commencement de 1814, Morella et Denia, mais il lui restait encore, dans la province de Valence, Peñiscola et Murviedro; en Catalogne, Tortose, Barcelone, les trois places de Lerida, Monzon et Mequinenza, et enfin Gerona et Figuières. Grâce à ces forteresses, malgré l'insuffisance de son armée, ni le premier corps espagnol ni le second, ni l'armée anglaise passée sous le commandement de Clinton depuis l'échec subi par Murray aux environs de Tarragone ne purent se frayer le chemin de la frontière française. Mais dans les premiers mois de 1814, jusqu'aux garnisons de toutes ces places nous devenaient indispensables pour la défense de notre territoire. Suchet avait déjà entamé des négociations avec le commandant en chef du premier corps, don Francisco Copons, pour obtenir leur retour en France, lorsqu'une vile trahison, effectuée non par un Français, mais par un officier de marine d'origine belge, Juan van Halen, vint nous enlever les trois places de Lerida, Mequinenza et Monzon, livrées par leur gouverneur sur la foi d'un ordre falsifié, et obliger les garnisons surprises contre la foi des traités à se rendre prisonnières de guerre. Voyant ses forces encore réduites par cette indigne trahison, Suchet démantela Gerona et vint se réfugier sous le canon de Figuières, abandonnant à leur sort les deux places de Barcelone et de Tortose, qui furent immédiatement bloquées, comme l'étaient déjà celles de Peñiscola et de Murviedro, seuls points que nous avions conservés dans le royaume de Valence.

Telle était notre situation du côté des Pyrénées orientales dans le mois de mars 1814. De graves événements s'étaient

accomplis pendant ce temps du côté des Pyrénées occidentales, où Soult avait à lutter contre l'armée anglo-hispano-portugaise de nouveau réunie contre lui; protégé par la mauvaise saison pendant tout le mois de janvier contre tout mouvement des ennemis, il s'était vu attaqué sur la ligne de l'Adour le 14 février. L'armée anglaise réussit à passer ce fleuve et put investir la place de Bayonne avec une partie de ses troupes, tandis que le reste s'acharnait à la poursuite de notre armée qui, dans les environs d'Orthez, accepta la bataille (27 février) et eut le malheur de la perdre, ne pouvant, formée comme elle était en grande partie de conscrits trop prêts à la désertion, lutter contre des vétérans bien conduits par des généraux devenus habiles et expérimentés.

Le résultat de la bataille d'Orthez fut de permettre aux Anglais le blocus de Bayonne, Saint-Jean-Pied-de-Port et de Navarreins, de leur ouvrir la grande route de Bordeaux et de leur livrer les magasins d'Aire et de Mont-de-Marsan. Soult se retira dans la direction de Tarbes, espérant recevoir quelques secours du maréchal Suchet et, à l'aide de ces renforts, reprendre l'offensive dans de meilleures conditions. Mais son collègue ne pouvait disposer d'aucune force; et, bientôt persuadé qu'il attendrait inutilement, instruit d'ailleurs de la marche que venait d'entreprendre vers Bordeaux le maréchal Beresford et de l'accueil empressé que les royalistes du Midi commençaient à manifester au duc d'Angoulême, que Wellington avait reçu dans son quartier-général, Soult remonta vers l'intérieur de la France et vint s'établir à Toulouse, où il espérait encore organiser un centre de résistance à l'invasion étrangère.

L'occasion et la ville étaient mal choisies pour cette résistance, car tout le midi de la France, travaillé depuis longtemps par les menées du parti royaliste, soupirait pour la fin de la guerre et la chute de l'empereur. Quand on apprit à

Toulouse que Bordeaux avait ouvert ses portes au maréchal Beresford, et que le maire de la ville y avait solennellement proclamé la restauration de l'antique monarchie et substitué la cocarde blanche à la cocarde tricolore, les principaux personnages commencèrent à s'agiter et à manifester leur sympathie pour le nouvel ordre de choses qui s'annonçait. On savait en outre que, malgré l'admirable stratégie déployée par Napoléon dans la campagne de France, l'armée coalisée marchait sur Paris et que, sauvée par son énorme masse des défaites partielles qu'éprouvaient ses différents corps, elle avançait à chaque instant sur la capitale et devait bientôt se trouver sous ses murs. Soult néanmoins ne perdit pas courage, et tandis qu'à Paris le maréchal Marmont signait avec le chef de l'armée coalisée la capitulation qui ouvrait à l'ennemi les portes de notre capitale, il se préparait à un dernier effort. Dix jours après ce traité, le 10 avril, quand déjà il pouvait connaître les événements qui s'étaient passés dans la capitale de la France, il livrait à lord Wellington la bataille de Toulouse, après avoir commis la faute de ne pas l'attaquer en un moment où les troupes anglaises, distribuées sur les deux rives de la Garonne, auraient pu être facilement enveloppées. Livrée par 30 000 hommes contre plus de 60 000, cette bataille restera toujours pour notre armée un beau titre de gloire, mais elle ne put empêcher lord Wellington d'entrer deux jours après dans la ville même de Toulouse, et le maréchal Soult dut encore se retirer dans la direction de Carcassonne pour s'unir au maréchal Suchet rentré définitivement en France.

Le moment était venu enfin où devait se terminer cette longue et mémorable guerre dont nous avons signalé les principaux événements. Le 18 avril, lord Wellington signa avec le maréchal Soult un armistice dans lequel fut stipulée la cessation immédiate des hostilités, et le lendemain il en

signa un semblable avec le maréchal Suchet pour régler toutes les conditions suivant lesquelles les garnisons de Tortose, Murviedro, Peñiscola, Barcelone et Figuières devaient être ramenées en France et ces places rendues aux Espagnols.

Après tant d'expéditions, de batailles, de siéges, de sang répandu, une époque de paix et de tranquillité s'annonçait enfin pour la malheureuse Espagne, si longtemps éprouvée et si digne d'une indépendance conquise au prix de tant d'efforts.

CHAPITRE III

CORTÈS DE CADIZ ET CONSTITUTION DE 1812.

Napoléon se présente aux Espagnols comme conquérant réformateur. — Assemblée des notables. — Constitution de Bayonne. — Proclamation de Joseph; son premier ministère. — Durant son premier séjour à Madrid il rencontre une vive opposition dans le conseil de Castille. — Les juntes provinciales, se mettant d'accord, parviennent à constituer un gouvernement national sous le nom de : *Junte suprême centrale gouvernante du royaume*. — Florida-Blanca et Jovellanos. — La junte à Aranjuez et à Séville. — Convocation des Cortès et commission exécutive de cinq membres. — Le marquis de la Romana. — La Centrale à Cadiz. — Conseil suprême de régence. — Bases établies pour la réunion des Cortès. — Elles inaugurent leurs sessions le 24 septembre 1810. — Régence de Blake, Agar et Ciscar. — Réformes votées. — Constitution de 1812. — Les serviles et les libéraux. — Manœuvres du parti antiréformiste. — Régence dite *del Quintillo* (21 janvier 1812). — Décrets sur les couvents et l'inquisition. — Le comte del Abisbal. — Villamil. — Coup d'Etat du 8 mars 1813. — Agar, Ciscar et le cardinal de Bourbon nommés régents provisoires, puis définitifs. — Clôture des sessions des Cortès constituantes le 14 septembre 1813. — Réunion des Cortès ordinaires le 1er octobre 1813. — Elles se transportent à Madrid pour y rouvrir leurs séances le 19 janvier 1814.

Tandis que dans les places fortes et sur les champs de bataille se poursuivait la solution du grand problème de l'indépendance, un autre drame, non moins intéressant, se déroulait simultanément sur le territoire de la Péninsule : la lutte des anciennes idées catholiques et absolutistes contre la civilisation et le libéralisme modernes.

Il nous faut suivre pas à pas toutes les péripéties de ce drame, car le souvenir qui en resta dans le pays fut tel, qu'il arriva jusqu'à dominer les événements postérieurs ; on ne

peut comprendre bien l'histoire des années qui suivent 1814 sans connaître à l'avance tous les efforts qui furent tentés de 1808 à 1812 pour reprendre à nouveau le vieil édifice des institutions caduques de la monarchie espagnole, et le reconstruire sur des bases plus solides et mieux appropriées aux besoins des temps modernes.

C'était le beau côté du rôle que Napoléon s'était proposé de jouer en Espagne, de se présenter aux populations comme le destructeur du système de la monarchie absolue et le fondateur d'un nouvel ordre de choses qui, en laissant une place pour toutes les aspirations au progrès matériel et moral, offrît en même temps des garanties efficaces d'ordre intérieur et de liberté civile et politique. Malheureusement le système qu'il avait inauguré en France avait déjà donné la mesure réelle de ses dispositions intérieures; sous des formes nouvelles il ne cherchait qu'à organiser un nouveau système de despotisme, et pour des gens clairvoyants toutes ses promesses n'étaient que mensonge, toutes ses protestations que vaine comédie.

A peine Murat fut-il installé à Madrid comme président de la junte suprême chargée de gouverner, en l'absence de Ferdinand VII et de Charles IV, qu'il annonça hautement l'intention de convoquer une assemblée de notables, dont la mission devait être non-seulement de se rendre à Bayonne dans le mois de juin 1808 pour y reconnaître le nouveau roi que l'empereur des Français devait lui désigner, mais encore d'y préparer une constitution d'après laquelle devrait se régir dorénavant toute la monarchie espagnole.

Cette dernière idée, en elle-même, était excellente, et on ne peut douter qu'elle fut accueillie en principe avec satisfaction par tous les amis du progrès, qui dans la chute de Godoy saluaient l'aurore d'une ère libérale. Mais comment l'Espagne pourrait-elle jamais adopter avec empressement

une constitution faite sur un territoire étranger, en dehors de sa participation immédiate, soumise à une assemblée qu'elle n'avait pas élue elle-même et qui, devant être avant tout l'expression des besoins nationaux, se présentait exclusivement sous les dehors d'une importation française ? Il n'y avait pas lieu de l'espérer, et en effet la masse du pays, au lieu de s'intéresser chaudement à toutes les fastueuses cérémonies qui devaient s'accomplir au sein de l'assemblée des notables de Bayonne, acclama avec enthousiasme les personnages qui, convoqués par Murat, se dérobèrent sous un prétexte ou sous un autre, à l'honneur de cette convocation, et se refusèrent à prêter la main aux plans de la politique impériale. C'est ainsi qu'elle applaudit au refus du marquis d'Astorga d'accepter la mission qui lui était confiée ; à la fuite précipitée du bailio don Antonio Valdès qui, pour ne pas céder à la violence, dut s'échapper de Burgos et se réfugier auprès de la junte insurrectionnelle de Leon ; et enfin à une lettre dirigée par l'évêque d'Orense au grand-duc de Berg, lettre dans laquelle ce vieillard déclarait solennellement que les renonciations de Ferdinand et de Charles, à la couronne d'Espagne, ne pouvaient être considérées comme faites librement et spontanément et, pour acquérir certaine validité, devaient être ratifiées solennellement par les Cortès générales du royaume. Ce vieillard fanatique, dont plus tard nous aurons à déplorer les coupables intentions contre le principe de la souveraineté nationale, s'en faisait dans cette lettre une arme pour défendre la dynastie qu'il aimait contre les menées d'un monarque étranger : contradiction que le patriotisme doit excuser, mais dont ses adversaires purent à bon droit tirer profit contre lui le jour où il chercha, dans l'intérêt de cette même dynastie, à diminuer l'autorité des Cortès et à restreindre leur pouvoir.

Quel rôle étaient appelés à remplir ceux qui avaient été convoqués à Bayonne par le grand-duc de Berg? Reconnaître solennellement Joseph, dissuader leurs compatriotes de chercher dans l'insurrection la défense de leurs droits, voter une constitution préparée d'avance par le dictateur de l'Europe, donner enfin un caractère légal à toutes les décisions prises par Napoléon relativement à l'ancienne dynastie déchue et à la nouvelle qu'il prétendait asseoir sur le trône de Castille. Or, dans l'état ou se trouvaient les esprits, depuis que l'insurrection de Madrid, du 2 mai, s'était propagée dans toute la Péninsule, l'assemblée de Bayonne eût créé le code politique le plus parfait, le plus approprié aux mœurs et usages de la Péninsule, son œuvre était morte à l'avance, car la question nationale dominait tout désir de réforme, toute tendance de réorganisation intérieure ; si l'on ne voulait rien d'un maître exécré, il n'y avait même pas à examiner les nouveaux dons qu'il offrait sous la forme d'une constitution.

Ces dons, en réalité, se bornaient d'ailleurs à peu de chose : un sénat composé de vingt-quatre personnes, chargé d'assurer la liberté individuelle et la liberté de la presse, une assemblée législative où était conservée la division par bras, une magistrature inamovible, une cour de cassation et un conseil d'État sur le modèle de ceux existant déjà en France, diminution des majorats, réduction des couvents, suppression de la torture, publicité dans les débats des procès criminels. Telles étaient les réformes offertes aux Espagnols. Elles constituaient réellement un progrès sur leurs institutions actuelles, mais ils avaient tant à modifier et à restaurer, qu'ils ne pouvaient voir dans ces larges formules qu'une ébauche de tous les besoins qu'ils avaient à satisfaire, et non la sécurité d'une administration juste et parfaitement régulière. La crainte de s'aliéner le clergé avait décidé en

outre Joseph à user de grands ménagements envers les inquisiteurs présents à l'assemblée de Bayonne, de sorte que ceux-ci pouvaient encore se juger appelés à exercer toute leur autorité sous la nouvelle dynastie et pensaient continuer leur fatal ministère sous le sceptre de la famille Bonaparte comme sous celui des Bourbons

Malgré le dévouement des Daoiz et des Velarde, le 2 mai 1808, malgré l'insurrection générale propagée dans toute la Péninsule, le mois de juin 1808 n'était pas encore tout à fait écoulé, que l'assemblée des notables espagnols de Bayonne avait solennellement reconnu Joseph comme légitime possesseur de la couronne espagnole, fixé la réversibilité de cette couronne sur la tête de Jérôme et de Louis, ses frères, au cas où viendrait à manquer sa descendance directe, et voté enfin une constitution que le chef de la nouvelle dynastie jura solennellement le 7 juillet, deux jours avant de traverser les Pyrénées, pour aller prendre possession de sa capitale.

De combien de misères morales fut alors témoin cette ville de Bayonne à l'époque mémorable de la proclamation du roi Joseph ? Jamais peut-être l'abjection des sentiments, la dégradation des caractères ne sont arrivées à un paroxysme plus effrayant. Ce père qui déshérite son fils, et cède son trône à l'ennemi de son pays et de sa race, plutôt que d'accepter sa propre déchéance ; cette mère qui n'a d'entrailles que pour son amant et souscrit avec joie à une ruine qui entraîne celle de toute sa famille ; ce favori qui, fidèle, il est vrai, à son souverain malheureux, ne sait rien tenter pour rétablir la concorde et la bonne harmonie entre les membres d'une même famille ; ce fils qui a détrôné son père par ses manœuvres séditieuses et qui, devenu souverain adoré d'un grand peuple, au lieu de lui consacrer loyalement sa vie et ses efforts, abandonne le poste de

l'honneur afin d'obtenir des compensations pécuniaires; enfin ces notables, tous indépendants par leur fortune et le haut rang qu'ils occupaient dans leur pays, se soumettant sans pudeur aux exigences d'un usurpateur qu'ils jugent alors tout-puissant et qu'ils se réservent d'abandonner demain si la fortune vient à se déclarer contre lui : tous ces personnages offrent une physionomie vraiment repoussante ; jusqu'au vainqueur lui-même, dont les grands actes séduisent d'ordinaire l'imagination la plus prévenue, perd dans ces scènes odieuses tout son brillant prestige. On ne peut oublier les procédés honteux et perfides au moyen desquels il a semé la discorde entre les membres de la famille découronnée, et les a attirés sur le territoire de la France, pour les réduire en captivité.

Joseph avait déjà appris à Naples à remplir le rôle de monarque ; et, pour ce qui dépendait de lui, il ne manqua à aucune des obligations que lui imposait le nouveau caractère dont il était revêtu ; il évita de s'entourer de courtisans français, et ménagea la susceptibilité espagnole, jusqu'au point d'offenser par ses allures ceux à qui il devait le trône. Dans le ministère auquel il confia la direction des affaires il fit entrer les personnages les plus influents de l'ancienne cour, ceux que l'opinion était le plus habituée à voir manier le timon de l'État : Cevallos, l'ancien collègue de Godoy ; Urquijo, qui avec une sage prévoyance avait donné de si bons conseils à Ferdinand à son passage par les provinces basques avant qu'il n'entrât en France ; don Gonzalo O'Farrill et don Sebastien de Penuela, en possession déjà des deux portefeuilles de la guerre et de la justice ; enfin Jovellanos lui-même, qui refusa, il est vrai, le portefeuille qui lui était offert, mais dont le nom n'en apparut pas moins dans la liste des premiers ministres élus par le nouveau monarque. Les autres personnages choisis furent don Miguel

José de Azanza pour le ministère des Indes, don José de Mazarredo, marin distingué, qui s'était illustré dans plusieurs campagnes, et enfin le comte de Cabarrus, un des principaux fondateurs de la banque nationale de San Carlos, connu pour l'exaltation de son imagination et la fougue entraînante de son éloquence, et que son habitude des grandes opérations financières désignait naturellement au ministère des finances; ces trois derniers ministres devaient rester fidèles à la cause de Joseph et l'accompagner bientôt dans la retraite, au jour prochain où toutes les fidélités douteuses seraient mises à l'épreuve, et où chacun serait forcé de prendre un parti décisif.

Ces choix étaient certainement convenables et satisfaisants à une époque où il s'agissait plus de donner des gages au sentiment d'indépendance, que de déterminer une tendance politique; mais ils ne pouvaient influer en rien sur la marche des événements. Les ministres eurent à peine le temps de prendre possession de leurs portefeuilles; car, entré à Madrid le 20 juillet, proclamé le 25, dès le 30, sur la nouvelle de la capitulation de Baylen, Joseph, accompagné de Savary, successeur du grand-duc de Berg, dut abandonner sa capitale à elle-même, et se retirer avec ses partisans les plus dévoués sur les bords de l'Ebre, où il devait attendre les secours que lui portait Napoléon en personne.

Pendant les dix jours de son installation à Madrid, Joseph avait rencontré une certaine résistance dans le conseil de Castille; ce corps important, composé de vingt-cinq magistrats de l'ordre le plus élevé de l'ancienne administration publique, et considéré comme le gardien des lois fondamentales de la monarchie, aurait bien voulu s'opposer à la publication de deux décrets, dont l'un imposait aux fonctionnaires le serment de fidélité au nouveau monarque et l'autre or-

donnait la mise en pratique de la constitution de Bayonne : ami de l'ancienne dynastie et défenseur des vieux préjugés, il repoussait à la fois et le monarque intrus et les nouvelles réformes qu'il annonçait ; mais son audace n'allait pas jusqu'à une franche opposition, et les formes démocratiques des juntes insurrectionnelles établies dans les provinces lui inspiraient peut-être encore plus d'horreur que le nouveau monarque, auquel il espérait inspirer le goût du despotisme, si naturel chez tous les rois.

Pour échapper à la promulgation de la constitution de Bayonne, le conseil émit l'idée que, n'ayant pas été votée par les Cortès, elle ne pouvait être acceptée par la nation ; mais cette déclaration ne l'empêcha point de la reconnaître définitivement le 26 juillet, après avoir fait un aveu que la nation entière avait recueilli avec avidité.

Nul doute que s'il eût été composé d'hommes plus ardents et plus énergiques, ce conseil n'eût exercé une grande influence sur les destinées de son pays ; mais, par ses menées astucieuses et hypocrites, ses déclarations favorables au peuple, puis ses honteuses soumissions au pouvoir établi et son hostilité aux juntes insurrectionnelles, il ne parvint qu'à se faire détester des deux partis opposés et ne fut pour tous qu'un obstacle, sans être pour personne un auxiliaire utile. Lorsque Madrid se trouva, par le départ de Joseph, abandonné complétement à lui-même, dans les premiers jours du mois d'août 1808, ce fut ce conseil qui d'abord profita de la stupeur causée dans la population par l'assassinat d'un ancien intendant de la Havane, nommé Viguri, dont le corps fut traîné dans les rues par une multitude furieuse; il prit en main les rênes du gouvernement, qu'aucune autorité populaire ne se trouva en mesure de lui disputer. Une fois ce premier avantage obtenu, il chercha ensuite à s'attirer à lui tous les géné-

raux les plus influents; il s'efforça de se réhabiliter dans un manifeste à toute la nation, en s'excusant de n'avoir pu prévoir le succès de Baylen qui rendait tant de courage aux timides ; enfin il voulut même s'imposer aux juntes provinciales, qui jusque-là avaient soutenu à elles seules tout le poids de l'insurrection. Cette prétention était exagérée ; aussi fut-elle fort mal accueillie par les juntes, qui cependant comprenant la nécessité d'un pouvoir central, se mirent en relation directe les unes avec les autres et parvinrent à s'entendre sur la base d'une junte centrale, composée de membres élus par les assemblées provinciales, à raison de deux pour chacune d'elles.

De grands efforts furent tentés par le parti rétrograde pour empêcher cette combinaison ; le conseil usa de toute son influence pour la combattre, et suscita même entre les provinces des luttes de rivalité, dans l'espérance de tirer profit de leur division. Un des généraux les plus importants, don Gregorio de la Cuesta, essaya de persuader à ses collègues qu'il fallait, à l'aide de l'armée, organiser un fort pouvoir militaire et supprimer d'un seul coup toutes les autorités provinciales ; repoussé dans ses étranges prétentions par Castaños et Blake, il osa tenter l'aventure par lui-même et mit en état d'arrestation, à Segovia, le bailio don Antonio Valdès et le comte de Quintanilla qui se rendaient à Madrid, comme représentants de la province de Leon, dans l'intention d'y organiser le pouvoir unique, dont la création était admise en principe. Toutes les résistances furent inutiles ; les juntes qui avaient été les vrais organes de l'opinion publique, depuis le 2 mai, purent mener à bon terme leur projet, et le 25 septembre 1808, le nouveau gouvernement national se trouva définitivement installé dans le palais royal d'Aranjuez, sous le nom de *Junte suprême centrale gouvernante du royaume.*

Vingt-quatre membres constituèrent dans l'origine cette junte ; mais ce nombre s'éleva postérieurement à trente-cinq parce qu'elle voulut renfermer dans son sein des représentants de toutes les provinces de la monarchie espagnole. Ses deux personnages les plus marquants furent le célèbre Jovellanos et le vieux comte de Florida Blanca, âgé de plus de quatre-vingts ans, qu'elle choisit pour président. Elle comptait aussi dans son sein don Francisco de Palafox et don Lorenzo Calvo de Rozas, tous deux Aragonais, illustrés par leur coopération à la défense de Sarragosse ; don Martin de Garay, homme d'Etat distingué, à qui elle confia les fonctions importantes de secrétaire ; le marquis d'Astorga, l'archevêque de Laodicée et le comte de Tilly, personnage remuant, inspirateur des prétentions à l'autorité suprême qu'avait manifestées la junte de Séville. Les autres membres étaient des personnes influentes par leur position, mais d'un mérite secondaire, dont le nom n'a pas retenti dans les événements postérieurs qui eurent l'Espagne pour théâtre.

Grâce au bon sens des populations et à l'esprit généreux dont elles étaient animées, cette junte parvint à se faire reconnaître de tout le pays ; elle fit remettre en liberté les deux membres que Cuesta retenait dans l'alcazar de Segovia et enleva à ce général pour le donner à Eguia, le commandement de l'armée de Castille. Enfin le conseil lui-même se résigna à lui prêter serment tout en faisant des réserves, dont le but était de miner dans l'avenir une autorité qui venait le détrôner et contre laquelle il ne se sentait pas assez fort pour lutter de front. Il prétendait que les lois du pays interdisaient un conseil de régence aussi nombreux, et que le nombre des membres devait être réduit à trois ou cinq au plus ; que les juntes provinciales devaient être dissoutes, et qu'enfin les Cortès générales du royaume devaient être convoquées. Jovellanos, dans le sein de la Centrale

était favorable à la convocation d'une assemblée nationale, et l'aurait obtenue sans la résistance énergique du vieux comte de Florida Blanca, que rien ne pouvait guérir des terreurs extrêmes que lui avait causées notre grande révolution. La majorité de la Centrale se rangea autour de son président, et ce nouveau pouvoir, tout en résistant fortement aux prétentions excessives du conseil et en le forçant de se soumettre à ses lois, ne donna dès son installation aucune satisfaction à l'esprit de réforme qui agitait le pays. Les souvenirs d'Aranjuez, où il était établi, lui portèrent malheur ; il employa un temps précieux à fabriquer des décrets qui lui conféraient le titre de Majesté, donnaient à son président celui d'Altesse, à chacun de ses membres celui d'Excellence, leur assignaient des honneurs et une forte rémunération, suspendaient la vente des biens de mainmorte, nommaient un inquisiteur général, autorisaient la rentrée en Espagne des jésuites expulsés par le comte d'Aranda, entravaient enfin la libre circulation des imprimés.

Ces mesures restrictives contrastaient avec les efforts qui furent tentés pour exciter dans tout le pays l'ardeur patriotique et le sentiment de l'indépendance. La Centrale avait attaché à son secrétariat le poëte Quintana, que ses talents rendaient spécialement propre au rôle de Tyrtée qui lui fut assigné. Mais on parlait beaucoup plus qu'on n'agissait ; ce n'était pas les poëtes qui faisaient défaut ; il eût fallu, dans ce vrai comité de salut public, quelques hommes d'action de la taille de nos conventionnels, s'occupant sérieusement d'organiser les armées, de trouver des ressources, d'exploiter l'enthousiasme universel, surtout de ne pas le laisser refroidir sans aucun résultat, comme il advint à Madrid où les magnifiques cérémonies qui suivirent le départ du roi Joseph et l'élan guerrier de toute la popula-

tion ne produisirent que quelques exercices de jeunes gens dans les cloîtres des couvents et le triste assassinat du marquis de Peralès à l'approche du danger. Comme il arrive dans toutes les grandes occasions, ces hommes d'élite ne se rencontrèrent point en Espagne, et quand Napoléon descendit de Somo Sierra à la tête de sa puissante armée, rien n'était prêt pour la défense de l'intérieur; la junte, dans l'impossibilité de se maintenir à Aranjuez, dut songer à transporter dans une autre ville le siége du gouvernement indépendant.

Après avoir délégué ses pouvoirs à une commission de six membres, dont faisaient partie le comte de Florida Blanca, le marquis d'Astorga, Jovellanos, Antonio Valdès, Contatamina et don Martin de Garay, elle se dirigea d'abord sur Talavera, dans l'intention de se rendre définitivement à Badajoz, qu'elle avait choisi pour sa résidence : puis bientôt, comprenant qu'elle avait besoin de s'appuyer sur un centre plus important de population, elle prit la direction de Séville où elle devait séjourner jusqu'après le désastre d'Ocaña.

A Séville (décembre 1808), loin des souvenirs royaux du cérémonieux Aranjuez, en contact plus direct avec les éléments les plus actifs du mouvement insurrectionnel, la mort ayant enlevé de son sein son vieux président qui exerçait sur elle un fâcheux ascendant et que son origine et ses anciennes habitudes rendaient peu capable de tenir le gouvernail en une époque si agitée, la junte centrale se transforma et prit une tout autre attitude.

Elle s'occupa de recueillir tous les secours que se montraient disposés à envoyer les Espagnols établis en Amérique; elle implora les subsides de l'Angleterre et en tira d'importantes ressources, que cette alliée intéressée voulut se faire payer, en obtenant le droit d'introduire des marchandises anglaises dans les colonies; elle excita toutes les

juntes provinciales à réunir de grandes contributions pour faire face aux frais de la guerre, elle soutint l'activité et l'enthousiasme des généraux et des soldats par un louable système de récompenses qui, s'adressant au courage malheureux, donnait au vaincu plus de confiance en lui-même ; enfin elle chercha à combiner les opérations de toutes les armées et à les faire converger vers un plan unique.

Sous le rapport de la politique intérieure, les fameux décrets rendus par Napoléon, à Chamartin, le 4 décembre 1808, qui supprimèrent l'inquisition et le conseil royal, lui imprimèrent une sorte de secousse électrique ; elle comprit que si elle laissait aux Bonaparte le monopole des réformes libérales, l'opinion publique pourrait bien avec le temps se ranger sous leurs drapeaux, et qu'il fallait présenter aux Espagnols la perspective d'une Espagne libérale, pour les entraîner aux immenses sacrifices qu'allait exiger la conservation de leur indépendance. Ce sentiment apparaît spécialement dans la lettre où Jovellanos répondant à Sébastiani, qui essayait de lui faire comprendre que la prospérité future de l'Espagne dépendait de la reconnaissance de son nouveau roi constitutionnel, s'efforce de lui démontrer que les défenseurs les plus dévoués de l'indépendance sont, en même temps, désireux de modifier l'ancien ordre de choses. Toutefois, le même Jovellanos, Valdès, Calvo de Rozas, qui représentaient dans le sein de la junte l'élément jeune et actif de la révolution et du progrès, devaient encore rencontrer les plus graves difficultés pour y faire triompher quelques-unes de leurs idées, même les moins avancées. Le nouveau président, le marquis d'Astorga, comte d'Altamira, qui avait succédé à Florida Blanca, leur était cependant favorable, et cette circonstance contribuait pour le moment à augmenter leur influence.

Des actes importants signalèrent l'activité de la junte

centrale pendant les premiers mois de 1809 ; elle signa un traité d'alliance avec l'Angleterre, elle publia un décret sur les colonies, par lequel les habitants d'outre-mer furent égalés à ceux de la Péninsule et acquirent le droit de nommer des représentants à toutes les assemblées gouvernementales, droit dont ils se montrèrent aussitôt bien reconnaissants par le dévouement avec lequel ils s'associèrent au sort de la mère patrie et par le contingent de 284 millions de réaux qu'ils envoyèrent en très-peu de temps ; elle régla les attributions des juntes provinciales qu'elle ne pouvait absolument détruire, car elles étaient toujours le levier le plus capable de maintenir toutes les provinces en fermentation ; elle réorganisa le tribunal de sécurité publique chargé de la défendre contre les agents de Joseph et contre les tentatives de nombreux intrigants politiques qui commençaient à pulluler autour d'elle, tribunal qui faisait un triste pendant avec une commission extraordinaire du même genre installée à Madrid par ses adversaires. En outre, tandis qu'elle se maintenait hostile à la liberté de la presse, comme le faisait d'ailleurs Joseph qui avait établi la censure, bien qu'elle fût en opposition directe avec la constitution de Bayonne, elle manifestait une grande sévérité contre les nombreux évêques que la peur de perdre leurs dignités et leurs bénéfices avait inclinés à reconnaître le roi intrus. Enfin au mois de mai, sur les instances de Jovellanos et de Calvo de Rozas, elle promulgua un décret pour annoncer le rétablissement de la représentation légale de la monarchie dans ses anciennes Cortès et leur convocation pour l'année suivante, même pour l'année 1809, si les circonstances le permettaient.

Ce décret eût été accueilli par toute la nation avec le plus grand enthousiasme, si l'on avait pu y voir autre chose qu'une concession nécessaire aux exigences de l'opinion ; mais la majorité de la Centrale l'accompagna de tant de

restrictions, qu'elle ne laissa de place dans tous les cœurs qu'au plus vif sentiment de défiance. Le jour de la convocation n'était pas fixé ; plusieurs corporations devaient être consultées sur le mode de les réunir ; enfin une commission de la Centrale était chargée de tous les travaux préparatoires, c'est-à-dire que l'idée seule de nouvelles Cortès était admise en principe, mais que le gouvernement se réservait encore le droit de les réunir où, quand et comment il lui conviendrait, peut-être même de les ajourner indéfiniment si les circonstances venaient à favoriser ses secrètes intentions. Comme pour justifier cette défiance, la Centrale s'empressa de reconstituer le conseil supérieur de l'Espagne et des Indes, dont l'hostilité à tout esprit de réforme était bien connue et qui, s'il ne pouvait s'opposer aux Cortès après les avoir réclamées lui-même à l'époque de l'installation de la Centrale, devait certainement dans le mode de leur convocation défendre tous les anciens usages par lesquels le pouvoir royal avait entravé leur action dans les époques antérieures.

Pour se faire pardonner ses hésitations et ses faiblesses, il eût fallu à la junte centrale de Séville de grands succès militaires ; mais elle n'avait pas de victoires à opposer pour détruire l'animadversion générale dont elle devenait l'objet, et les partis se voyant aidés par son discrédit s'agitèrent bruyamment autour d'elle. Elle comptait des ennemis jusque dans son sein. Don Francisco de Palafox avait plusieurs fois déclaré que son pouvoir était illégal et qu'il fallait remettre l'autorité entre les mains d'un seul régent, le cardinal de Bourbon, que ses lumières désignaient peu à un poste si difficile. L'infante Charlotte, princesse du Brésil, sœur de Ferdinand VII, avait des partisans secrets et ne cessait de revendiquer de prétendus droits à la régence. Le duc d'Orléans, depuis Louis-Philippe, le comte de Blacas,

au nom de celui qui fut plus tard Louis XVIII, le prince Léopold, au nom de l'ex-roi de Naples, entretenaient des agents dont la mission était de préparer l'opinion en leur faveur et de soutenir les droits qu'en présence des renonciations de Charles IV et de Ferdinand VII, leur qualité de Bourbon leur donnait au trône de Philippe V. Les amis d'une grande réforme constitutionnelle voulaient que la Centrale abdiquât entre les mains de Cortès immédiatement convoquées. Enfin les défenseurs de l'ancien régime, aidés des membres du conseil, se croyaient déjà assez forts pour tenter des attaques directes contre elle et conspiraient presque ouvertement contre son autorité. Un complot, révélé par l'ambassadeur d'Angleterre, qui l'avait lui-même connu par le duc de l'Infantado, la mit un instant à deux doigts de sa perte. Elle comprit alors que sa position n'était plus tenable, et, voulant se décharger de la partie de son pouvoir qui excitait le plus la convoitise, elle se décida, dans les premiers jours de novembre 1809, à nommer une commission qui prît en main le pouvoir exécutif, et déclara solennellement que les Cortès, étant convoquées pour le 1er janvier 1810, inaugureraient leurs sessions dès le 1er mars de cette année.

Une nouvelle satisfaction était donnée par ce décret aux désirs de l'élément réformateur, mais en revanche la composition de la commission exécutive n'était pas de nature à le rassurer sur l'avenir. Le personnage principal de cette commission était le marquis de la Romana, dont la nation s'était engouée parce qu'elle lui attribuait le salut de cette armée du Danemark qu'on avait crue perdue à l'origine de la guerre de l'indépendance et qui était revenue avec tant de bonheur sur des navires anglais partager les périls de la nation espagnole ; le prestige qui s'était attaché à son nom l'avait désigné à tous les regards, et on attendait beaucoup

de son initiative et de ses talents. Mais ce n'était qu'un vulgaire ambitieux ; à peine installé dans sa nouvelle position, il ne songea qu'à user de son pouvoir pour obtenir à son profit l'établissement d'une régence unique, indisposant à la fois par ses menées ambitieuses les défenseurs officieux du vieux régime et ceux qui aspiraient à un nouvel ordre de choses.

Ce n'était pas à son profit que Palafox avait fait une si grande opposition à la Centrale ; aussi, dès qu'il comprit les intentions de son ancien complice, s'empressa-t-il de renouer les complots qu'il fomentait, d'accord probablement avec la cour de Ferdinand VII installée à Valençay. Aidé du comte de Montijo, l'un des principaux auteurs de l'émeute d'Aranjuez, grand seigneur démagogue qui excellait à fanatiser les populaces dans l'intérêt du despotisme, il chercha à soulever les passions populaires contre la commission exécutive et la junte centrale. Mais le marquis de la Romana ne se laissa point intimider; sans égard pour le haut rang de ses deux adversaires, il les fit arrêter et tous deux expièrent pour quelque temps dans une prison l'opiniâtreté de leur opposition.

La Romana ne jouit pas longtemps de son autorité ; un renouvellement partiel établi par le règlement de la junte l'éloigna de la commission exécutive ; on avait espéré de lui après la déroute d'Ocaña, qu'il irait se mettre à la tête des armées et consacrerait toute son énergie à leur prompte réorganisation, mais il s'était montré à ce moment plus occupé des querelles politiques que de la grande lutte de l'indépendance, et cette attitude avait indisposé jusqu'à ses partisans les plus dévoués. Privée de son concours, la commission exécutive n'avait plus assez de prestige pour conserver entre ses mains le commandement ; la junte centrale le comprit et se décida, en présence de la prochaine ouver-

ture des Cortès, à organiser le pouvoir exécutif sur de nouvelles bases.

Le moment était difficile pour elle, dans le commencement de l'année 1810, car on avait déjà, dans le fond de l'Andalousie, des nouvelles de l'expédition projetée par Joseph et le maréchal Soult, et la junte sentait que l'effort des armées françaises allait principalement être dirigé contre elle.

Plus prévoyante que ne l'avait été Charles IV, elle annonça donc, par un décret du 13 janvier, son intention formelle d'abandonner Séville et de se réunir dans l'île de Leon, aux portes même de Cadiz, pour y préparer l'ouverture de ces Cortès si impatiemment attendues, auxquelles elle pensait remettre son pouvoir. L'armée française ne rencontrant aucun obstacle dans le passage de la Sierra Morena, l'exécution de ce plan devait en suivre immédiatement la promulgation, et en effet, dès le 24 janvier, tous les ministres, les membres de la commission, ceux même de la junte, commencèrent à abandonner Séville pour se réfugier sous la protection de la citadelle de Cadiz. Les populations attribuèrent à la peur cette décision que ne justifiaient que trop les meilleures raisons d'Etat et l'impossibilité de résister dans Séville à l'armée conquérante, déjà maîtresse d'une grande partie de l'Andalousie. Aussi, au lieu d'appuyer de tout leur concours les hommes qui jusque-là avaient su dans les moments les plus critiques tenir le drapeau de l'indépendance, elles crurent faire acte de patriotisme en les poursuivant de leurs imprécations et de leurs menaces jusqu'au lieu de refuge qu'ils avaient choisi. A Jerez, une populace furieuse mit en danger la vie de l'archevêque de Laodicée, président actuel de la junte centrale, et celle du marquis d'Astorga, qui l'avait été avant lui. A Séville, une émeute sanglante, probablement suscitée par les amis de Palafox et de Montijo,

signala le départ des membres du gouvernement : la junte provinciale s'érigea elle-même en junte suprême nationale, et, pour se donner un certain relief, elle appela dans son sein les deux nobles prisonniers qui avaient été mis en liberté, puis Eguia et la Romana, puis l'ex-ministre Saavedra, ancien collègue de Jovellanos, à qui elle confia la présidence. Pendant quelques jours, ces nouveaux personnages exercèrent en effet l'autorité suprême et furent généralement obéis, principalement par les chefs d'armée ; mais leur entente éphémère disparut complétement par l'entrée triomphale du maréchal Victor à Séville, qui amena comme conséquence naturelle leur immédiate dispersion. L'événement prouvait que la junte avait agi avec une grande sagesse, et l'opinion, revenue de son injuste jugement, attendit de nouveau de ses anciens chefs les mesures décisives qui pouvaient sauver le pays en cette crise difficile.

La junte centrale sentait qu'elle avait perdu toute autorité : elle crut donc sage et prudent de se démettre absolument de ses fonctions entre les mains d'un conseil suprême de régence, et, par un décret du 28 janvier, rendu dans l'île de Leon, elle résigna ses pouvoirs entre les mains des cinq personnes qu'elle choisit pour constituer ce conseil, ne gardant même pas jusqu'à l'ouverture des Cortès l'autorité législative qu'elle s'était réservée en face de la première commission exécutive.

Quelles étaient ces cinq personnes entre les mains desquelles se trouvait placé le sort de la nation espagnole ? C'étaient d'abord l'évêque d'Orense, rendu célèbre par son refus d'assister à la junte de Bayonne motivé dans la lettre qu'il avait adressée au grand-duc de Berg ; puis le vainqueur de Baylen, Castaños ; le président de la junte de Séville, Francisco Saavedra ; un marin distingué Antonio Escaño ; enfin un représentant des pays d'outre-mer, don Miguel de Lardizabal,

Américain, originaire du Mexique, qui jusqu'alors n'avait pas eu dans les affaires un rôle important, mais qui, par sa souplesse, sa dextérité, était destiné à devenir l'un des membres les plus influents de ce conseil suprême. Tous ces personnages avaient donné des gages à la cause de l'indépendance, et leur patriotisme ne pouvait un seul instant être mis en doute; mais en même temps leur éducation, leur passé, leurs habitudes les tenaient intimement liés à tous les préjugés de l'ancien régime; aucun d'eux n'était partisan sincère des réformes défendues dans le sein de la junte centrale par Jovellanos, Valdès et Calvo de Rozas. C'était le parti de l'ancien conseil qui avait triomphé dans ces choix; une réaction était à craindre contre le courant qui était parvenu à faire triompher l'idée d'une prochaine réunion des Cortès, et en effet elle ne se fit pas attendre longtemps.

Il eût été du devoir de ce conseil, devenu victorieux, de ne pas outrager la mémoire des membres de la Centrale et d'habituer le pays à se montrer reconnaissant des services qu'ils avaient rendus dans des circonstances éminemment critiques; mais en Espagne il sera dit que jamais les inimitiés personnelles ne sauront s'immoler au bien de la patrie. A peine la régence fut-elle entrée en exercice, que le conseil poursuivit devant elle tous les anciens membres de la Centrale qui s'étaient montrés partisans des réformes; il les attaqua dans leurs biens, dans leur honneur, dans leur liberté même, et, grâce à l'appui de la junte provinciale de Cadix, il ne s'arrêta dans cette voie fatale que quand il eut obtenu le bannissement de tous, la captivité de deux d'entre eux, de Tilly et de Calvo de Rozas. C'est ainsi que furent récompensés les bons citoyens à qui l'Espagne était redevable du bel élan de patriotisme dont elle avait donné au monde le spectacle.

Ce n'était pas seulement la satisfaction de sa rancune contre la Centrale que le conseil espérait obtenir des régents;

désireux de renverser tout ce qui avait été préparé dans le sens de prochaines réformes, il fit supprimer une commission établie par la Centrale pour préparer la convocation des Cortès et parvint même à faire ajourner leur réunion, déjà annoncée pour le 1er mars; enfin par ses menées l'inquisition fut également rétablie, comme si le pays tout entier devait se persuader que Napoléon seul était capable de renverser ce vieil instrument du fanatisme catholique.

Mais ces mesures rétrogrades eurent un effet tout contraire à celui qu'en attendaient leurs promoteurs; elles exaspérèrent les juntes provinciales qui ne s'étaient pas dissoutes, et qui exercèrent par leurs réclamations une pression très-forte et très-énergique sur le suprême conseil de régence; celui-ci se vit obligé de pactiser, d'abandonner une partie de son autorité et de céder enfin sur le point capital, la prompte réunion des Cortès.

A Cadiz même existait une junte provinciale permanente, composée des principaux négociants de cette cité, que le monopole du commerce avec les colonies pendant une longue période de temps avait grandement enrichis; ces négociants réunis obtinrent de la régence, moyennant certaines stipulations, le droit d'administrer directement les finances de l'Etat; et ce furent eux qui désormais prirent à leur charge le soin de réaliser toutes les ressources disponibles et de faire face à toutes les dépenses qu'exigeraient à la fois et la défense de Cadiz et la continuation de la guerre. Le but du gouvernement, en accédant à une semblable convention, qui morcelait son pouvoir, était de s'assurer toutes les ressources des colonies qui depuis longues années affluaient dans les caisses de ces négociants et qui menaçaient de lui échapper; en effet, les Américains, comprenant qu'ils avaient plus à gagner à étendre leurs relations avec tout l'univers qu'à s'attacher exclusivement au sort de l'Espagne, songeaient à

profiter des circonstances actuelles pour conquérir leur émancipation définitive.

Quant à la réunion des Cortès, il fallait se mettre d'accord sur le mode de leur convocation; et si l'opinion générale était presque unanime sur le principe, de grandes difficultés se présentaient dans l'application. Il était impossible de s'en tenir aux anciennes formes, car ces formes mêmes étaient différentes suivant les provinces; et c'eût été jeter la discorde entre elles que de préférer, par exemple, les règlements d'Aragon à ceux de Leon et de Castille. La plupart des villes s'étaient révoltées à l'idée de voir concéder à certaines cités les anciennes prérogatives dont jouissaient quelques-unes d'entre elles d'avoir un nombre de députés bien supérieur à celui qui leur revenait en raison de leur population; une prescription fatale de plusieurs siècles pesait sur ces anciens priviléges, et il eût été absurde de prétendre les faire revivre au dix-neuvième siècle. Que représentaient ensuite les membres de l'ancienne aristocratie par eux-mêmes? Mêlés dans le mouvement des cours à des nobles dont les titres avaient été exclusivement obtenus par des manœuvres courtisanesques ou à prix d'argent, ils avaient perdu la consistance et les ressources nécessaires pour former à eux seuls un des pouvoirs de l'Etat. Le temps était passé où l'on consentait à voir des membres du clergé exercer comme corps une influence politique; et si les masses admettaient encore quelquefois à leur tête des moines armés de mousquets, la civilisation était assez répandue dans les classes aisées pour qu'elles répugnassent à reconnaître au clergé une autorité qu'expliquait autrefois l'étendue de son savoir, mais qui n'avait plus de base sérieuse depuis que les lumières s'étaient répandues dans la classe laïque.

Le conseil de régence, obligé de céder aux réclamations des juntes provinciales et voulant au moins paraître le faire

de bonne grâce, appela dans son sein, le 14 juin, don Martin de Garay, ancien membre et secrétaire général de la Centrale et le chargea de résumer dans un rapport les dernières combinaisons auxquelles la junte s'était arrêtée sur le mode de convocation.

Le 18 du même mois, sous les instances de l'opinion chaque jour plus pressante, parut un nouveau décret, ordonnant la nomination des députés dans toutes les provinces et leur réunion pour le mois d'août dans l'île de Leon, où ils devaient commencer leurs séances sitôt que la plus grande partie d'entre eux s'y trouveraient rassemblés.

La grave question de savoir s'il y aurait deux Chambres ou une seule n'était pas résolue; mais les provinces se chargèrent elles-mêmes de la trancher, en nommant pour leurs députés dans certaines localités les mêmes membres qui eussent appartenu par leurs priviléges et leur hiérarchie à la Chambre haute; instruite de ce résultat, la régence s'empressa de consulter sur ce point le grand conseil et s'associa au vœu de la majorité, qui inclinait pour une seule Chambre, tandis qu'une minorité intolérante, composée de l'ancien doyen don José Colon, du comte del Pinar, du duc d'Estrada, de Riega et de Sebastian de Torres, profitait de cette nouvelle occasion pour manifester son antipathie contre toute espèce de représentation nationale. Du reste, dans les discussions qui s'élevèrent à ce sujet, les partisans de la révolution et du progrès se divisèrent plusieurs fois; à côté des défenseurs persévérants de l'élément démocratique et de l'égalité des droits politiques pour tous les Espagnols, des hommes vraiment généreux, comme Jovellanos et don Martin de Garay, insistèrent vivement pour l'établissement en Espagne du système représentatif, avec deux Chambres dont l'une devait représenter le principe aristocratique. Les partisans de ce système anglais furent vaincus, et ils devaient

l'être, car, pour qui connaît bien l'Espagne et l'extrême démocratie de son état social, on ne pouvait rien imaginer de plus inconvenant qu'une Chambre des pairs sur le modèle de celle qui dirigeait les destinées de l'Angleterre.

Les bases de l'élection furent les suivantes : en souvenir des anciennes formes, chaque cité qui jouissait de l'antique droit de *voto en Cortès* fut autorisée à se faire représenter par un des membres de sa municipalité; le même droit fut accordé aux juntes provinciales, en récompense du concours qu'elles avaient apporté à la cause de l'indépendance. De plus, il devait y avoir un député par chaque 50 000 habitants; l'élection était indirecte. Chaque Espagnol âgé de vingt-cinq ans, établi dans le territoire et y ayant maison ouverte, était électeur et pouvait concourir à élire la junte de paroisse; celle-ci choisissait la junte de district, et celle-là à son tour les membres des juntes provinciales, d'où sortaient enfin les députés définitivement élus; tout électeur était éligible; c'était un véritable suffrage universel à trois degrés.

Les colonies, également admises à coopérer à la représentation nationale, devaient nommer un député, non plus par capitainerie générale, comme il avait été convenu en 1809, mais par province; ce député devait être tiré au sort sur une liste de trois membres formée par les municipalités de chaque province, en dehors de l'action du vice-roi.

Enfin, comme, dans plusieurs parties de la Péninsule le territoire étant occupé par les ennemis, les élections pouvaient être absolument empêchées; et comme, si l'on avait attendu les députés d'Amérique, la réunion eût été trop retardée, il fut décidé que l'on formerait à Cadiz, où avaient afflué des habitants de toutes les régions de la vaste monarchie espagnole, des listes de toutes les personnes originaires des provinces occupées ou des colonies. Sur ces listes il serait

fait à Cadiz même une élection de vingt-huit membres, pour représenter les colonies, et d'un membre par chaque province occupée. Les députés, nommés *suppléants*, élus par ce moyen, qui constituait un véritable privilége en faveur des Espagnols résidant à Cadiz, mais un juste privilége, puisque c'était sur eux que pesait particulièrement le poids de la lutte, devaient se retirer au fur et à mesure de l'arrivée des députés d'outre-mer ou de ceux de la Péninsule choisis par une élection régulière après l'évacuation de leur territoire par l'ennemi.

Toutes ces bases une fois accordées, l'élection s'effectua partout avec empressement. Les suppléants furent choisis à Cadiz le 17 septembre, au milieu d'une grande effervescence politique à laquelle prirent une part active toutes les classes de la population, et malgré le mécontentement des conseils : ceux-ci, reconstitués sur leurs anciennes bases par décret du 16 septembre et soutenus par la régence, se préparaient en silence à créer des obstacles à ces Cortès enfin réunies dont le nom seul les glaçait d'effroi, et à arrêter les tendances réformatrices dont le flot les débordait de tous côtés.

Les Cortès avaient été convoquées pour le 24 septembre ; ce même jour, tous les députés présents dans l'île de Leon se rendirent à la municipalité, passèrent de là à l'église, où une messe fut dite par le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, et prêtèrent tous un serment solennel. Ils jurèrent de rester fidèles à la religion catholique sans en admettre aucune autre en Espagne, de conserver dans son intégrité le territoire de la nation espagnole et de n'omettre aucun moyen pour la délivrer de ses injustes oppresseurs, de conserver au bien-aimé souverain Ferdinand VII et, à son défaut, à ses légitimes héritiers tous ses domaines et de faire tous les efforts possibles pour le tirer de la captivité et

le replacer sur le trône ; enfin de remplir fidèlement et loyalement la mission qui leur était confiée de garder les lois de l'Espagne, sans préjudice d'altérer, modifier ou varier toutes celles dont le bien de la nation exigerait la réforme. Telle fut la formule que la régence et les conseils trouvèrent moyen d'imposer aux nouveaux députés, comme par vengeance du serment de convoquer les Cortès que la junte centrale avait imposé aux régents au moment de leur transmettre ses pouvoirs et auquel en grande partie était due la réunion actuelle de ces mêmes Cortès. Il était permis à celles-ci d'être libérales et démocratiques, mais elles étaient dès l'origine obligées de rester catholiques et monarchiques ; c'était pour les ennemis des réformes gagner du premier coup deux immenses questions, que d'éloigner de la discussion les deux problèmes vitaux dont la solution pouvait le plus influer sur l'avenir de l'Espagne ; enchaînées dès l'origine, elles ne purent jamais, malgré tous les efforts, échapper à ce lien fatal dont elles se laissèrent entourer.

Après la messe, les députés se dirigèrent en corps au salon des Cortès et s'installèrent dans le théâtre même de l'île de Leon ; autour d'eux l'enthousiasme populaire était suscité autant par la présence de l'armée considérable qui garnissait la presqu'île de Cadiz, que par la canonnade que ne cessèrent d'échanger pendant toute la cérémonie d'un côté les artilleurs espagnols et anglais défendant leurs redoutes, et de l'autre les canonniers français inondant, quoique avec peu de succès, la place de leurs boulets. La régence, soit qu'elle considérât de son devoir de laisser aux Cortès pleine et entière liberté d'action, soit qu'elle eût la secrète intention, comme on l'a cru, en abandonnant les députés à leur inexpérience, de les pousser à des discussions qui auraient entraîné son propre triomphe et leur discrédit immédiat, n'avait préparé aucune mesure qui dût être soumise à leur examen ; de sa part,

l'inauguration se borna à un simple et bref discours de l'évêque d'Orense, après lequel elle se retira tout entière; elle laissait aux Cortès le soin de dresser elles-mêmes leur règlement et déclarait seulement qu'elle voulait abandonner les rênes de l'Etat et qu'il y avait urgence de choisir un nouveau gouvernement.

Tous les esprits attendaient avec impatience les premiers actes de la représentation nationale; ils furent dignes de la circonstance, dignes de la grande révolution qui venait de s'accomplir en France et qui avait réveillé l'Europe entière, dignes enfin du peuple espagnol dont ils allaient assurer la souveraineté. Après l'élection du bureau, faite en toute règle, un grand citoyen, recteur de l'université de Salamanque, homme de grand caractère, de mœurs pures, sans taches et sans compromis, don Diego Muñoz Torrero, député d'Estramadure, se levant au milieu du plus profond silence, proposa un projet de loi, clair et lumineux, destiné à asseoir sur de solides bases l'autorité de la nouvelle assemblée.

En vertu de ce projet, les députés composant le congrès se déclaraient solennellement constitués en Cortès générales et extraordinaires, dépositaires de la souveraineté nationale; ils proclamaient et juraient de nouveau de reconnaître comme seul et légitime roi Ferdinand VII de Bourbon, et déclaraient nulles, sans droit ni valeur les cessions de la couronne faites en faveur de Napoléon, non-seulement à cause de la violence qui avait présidé à ces actes injustes et illégaux, mais encore parce que le consentement de la nation leur faisait défaut; ils reconnaissaient que les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ne pouvaient rester dans la même main; ils se réservaient seulement d'exercer le premier dans toute sa plénitude; ils établissaient la responsabilité de toutes les personnes qui exerçaient le pouvoir exécutif en l'absence de Ferdinand VII et autorisaient l'actuel

conseil de régence à continuer ses fonctions, sous la réserve de reconnaître la souveraineté de la nation représentée par eux-mêmes; ils confirmaient dans leurs charges et offices tous les tribunaux, toutes les autorités civiles et militaires, et déclaraient enfin leur propre inviolabilité.

Bien soutenu par Antonio Oliveiros, don José Mejia et Agustin Arguelles, ce projet de loi, connu depuis sous le nom de *Décret du 24 septembre*, fut approuvé dans une longue session qui occupa tout le jour et une partie de la nuit; il avait l'avantage de dessiner franchement dès l'origine toutes les situations et de briser à l'avance tous les obstacles que pouvait susciter le conseil de régence; aussi régnait-il partout une inquiétude générale sur la manière dont celui-ci l'accueillerait. Cette inquiétude ne fut pas de longue durée. Des cinq régents, quatre se présentèrent immédiatement à la barre et prononcèrent le serment qui leur était réclamé; un seul s'y refusa obstinément, l'évêque d'Orense, ce même prélat qui en 1808 invoquait contre Napoléon la souveraineté de ces mêmes Cortès qu'il méconnaissait aujourd'hui. Une mesure énergique aurait dû être immédiatement prise contre ce personnage, dont les menées en un pareil moment pouvaient compromettre jusqu'à l'existence de la nation; mais l'assemblée, mue par un sentiment de commisération envers ce vieillard entêté, s'abaissa jusqu'à entrer avec lui en négociation pour obtenir son serment, au lieu de punir de suite par un juste châtiment un refus d'obéissance qui constituait un véritable crime dans la haute position qu'il occupait.

Il ne pouvait y avoir harmonie sincère entre la nouvelle assemblée et les régents qui, loin de se laisser dominer par elle, auraient voulu s'en faire plutôt un instrument de domination. Aussi, voyant la ligne de conduite qu'elle avait prise, commencèrent-ils à travailler efficacement pour re-

couvrer par l'artifice et la corruption le pouvoir qui leur avait échappé; on essaya de gagner un à un les députés, à mesure qu'ils arrivaient de leurs provinces ou des colonies; le ministre de la justice Sierra envoya des émissaires en Aragon pour se faire nommer par l'intrigue, en compagnie de Calomarde, son secrétaire, et de Bardaji, le ministre d'Etat; l'évêque d'Orense fut secrètement encouragé dans sa résistance; enfin les agents du duc d'Orléans et de la princesse Charlotte furent invités à diriger leurs menées vers les députés eux-mêmes.

Pour se défendre, les Cortès déterminèrent le degré de responsabilité des représentants du pouvoir exécutif, imposèrent à leurs membres, sur la proposition du député Capmany, l'obligation de n'accepter aucun emploi jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an après le terme de leur mandat législatif, firent annuler l'élection de Sierra et de ses complices, refusèrent d'écouter les propositions du duc d'Orléans, acceptèrent la démission de l'évêque d'Orense de ses fonctions de régent et de député et l'autorisèrent à rentrer dans son diocèse. La situation devint bientôt tellement tendue que le conseil de régence dut donner sa démission (27 octobre); alors seulement, par la nomination de trois nouveaux régents, les Cortès se trouvèrent en possession du pouvoir exécutif et purent exercer réellement la plénitude de leur souveraineté. Leur choix se porta sur trois hommes également estimés et considérés : l'un, le général Joaquim Blake, dont nul ne pouvait oublier les immenses services rendus à la cause de l'indépendance; le second, don Gabriel Ciscar, chef d'escadre, auteur en 1808 du mouvement qui avait assuré à la cause nationale les ressources de l'arsenal de Carthagène; le troisième, don Pedro Agar, directeur de l'Académie des gardes marines. En l'absence des deux premiers, le marquis de Palacio et le conseiller Puig

furent investis de la régence à titre de suppléants ; mais le premier, ayant voulu dans son serment exprimer une réserve pour la fidélité qu'il avait jurée à Ferdinand VII, fut immédiatement remplacé par le marquis de Castelar.

Dès lors aucune entrave ne s'opposa plus à l'examen approfondi des réformes projetées ; les députés commencèrent à s'organiser en commissions de guerre, de finances et de justice ; un règlement intérieur fut adopté ; un décret fut voté (15 octobre 1810) qui assurait aux Américains une parfaite égalité de droits et aux révoltés des colonies une amnistie générale ; les questions de principe en matière de liberté de la presse, sur l'inquisition, les incompatibilités, commencèrent à être soulevées et à partager les esprits. On songea à préparer une nouvelle constitution, et une commission de quatorze membres, composée des personnes les plus influentes de toutes les opinions, qui devaient être choisies par le président, fut nommée pour en jeter les bases.

Le principe de la liberté de la presse fut brillamment soutenu par don Agustin Arguelles, le *divin orateur*, comme on l'appelait, plus verbeux toutefois qu'éloquent, dont la réputation commençait déjà à s'étendre au milieu de ses collègues ; par Muñoz Torrero, Oliveiros et Gallego, que leur qualité d'ecclésiastiques ne rendait pas hostiles à la liberté ; et enfin par Lujan, Perez de Castro et Mejia, leurs alliés ordinaires dans les luttes oratoires. Il triompha par une majorité de 70 voix contre 30 pour tous les écrits politiques; mais dans l'application, la censure fut maintenue pour tous les écrits touchant à la religion ; elle fut seulement retirée au saint-office pour être donnée aux prélats diocésains. Quelques membres voulaient renvoyer au jury toutes les causes en matière de délit de presse ; les Cortès se contentèrent de créer des juges spéciaux pour résoudre les questions de fait, laissant aux tribunaux ordinaires l'application des peines.

C'était toujours la même situation qui s'était révélée par le décret du 24 septembre, venant immédiatement après la prestation du serment formulé par la régence. L'Assemblée se réservait de tout modifier, moins ce qui serait attentatoire au dogme catholique, comme si un progrès sérieux était possible sans attaquer en face les véritables causes de l'absolutisme et de l'ignorance : il n'y a de souveraineté réelle que quand elle est absolue, et les membres de ces Cortès devaient être dans l'avenir bien cruellement punis de n'avoir pas poussé jusqu'à leurs dernières limites les principes dont ils préconisaient l'excellence sans vouloir en accepter les conséquences.

C'est à l'occasion de cette discussion que commença à se former dans le sein des Cortès et au dehors le parti des serviles ou antiréformistes. Soutenu par la plus grande partie du clergé, par tous ceux qui dans toutes les classes de l'Etat vivaient des vices, des erreurs et des abus de l'ancienne administration, ce parti se groupa, se serra, se disciplina sous des chefs habiles et astucieux, secrètement en rapport avec la cour de Ferdinand VII ; nous le verrons peu à peu profitant de toutes les fautes des libéraux partisans d'une réforme constitutionnelle, s'opposer pendant toute la durée des Cortès aux moindres innovations et reprendre à la fin l'ascendant qu'ils devaient regretter éternellement d'avoir perdu pour quelques instants. A sa tête figuraient dans les Cortès de 1810 don Francisco Gutierrez de la Huerta, don Jose Pablo Valiente, don Francisco Borrull, don Felipe Aner et les ecclésiastiques Jaime Creus, don Pedro Inguanzo et don Alonso Cañedo; au dehors il était dirigé par Palafox, Montijo, le duc del Infantado et les magistrats du grand conseil.

Il est juste de dire, toutefois, que quand il s'agissait de la grande question de l'indépendance nationale, on voyait à

l'instant se fondre toutes les nuances, et le vote apparaissait unanime là où l'honneur du pays se trouvait engagé. C'est ainsi que le bruit s'étant répandu que Ferdinand VII avait demandé à Napoléon la main d'une de ses parentes, les Cortès décidèrent aussitôt, par un décret voté à l'unanimité, le 1er janvier 1811, qu'aucun roi d'Espagne ne pouvait contracter mariage sans le consentement et l'approbation de la nation représentée par les Cortès, et que dans le cas de captivité, tout traité ou convention signée par eux serait nulle de plein droit, si elle n'était sanctionnée de la même manière par le consentement de la nation. Ce décret devenu fameux devait plus tard être opposé au traité de Valençay, et aider le peuple espagnol à repousser les engagements pris contre ce qu'il jugeait alors son intérêt par le monarque qui avait obtenu sa liberté pour prix de sa signature.

L'année 1811 fut véritablement la grande année de travail et de production des Cortès espagnoles. C'est alors qu'après avoir abandonné l'île de Leon pour s'installer à Cadiz dans l'église de San-Felipe de Neri, elles abordèrent successivement toutes les questions d'où dépendait la régénération de la monarchie. Indépendamment de la constitution, dont les deux premières parties commencèrent seulement à se discuter le 18 août, la troisième le 6 novembre et la quatrième et dernière le 26 décembre, l'œuvre entière ne s'étant achevée que le 23 janvier 1812, une foule de projets de lois et de décrets furent promulgués par elles sur toutes les matières civiles, politiques, internationales, administratives, judiciaires, militaires, financières : il semble qu'elles n'aient point voulu laisser dans l'organisation entière du pays un seul point important sur lequel elles n'eussent à dire leur mot et à manifester avec précision leur volonté souveraine. Il faut essayer de passer en revue toutes ces matières.

Dans l'ordre civil son décret le plus important fut celui du 6 août, relatif aux droits seigneuriaux; il touchait à tout l'ordre social, attaquait tous les intérêts et devait être comme la base de la nouvelle société espagnole[1]. Par lui, en effet, tous les droits seigneuriaux furent incorporés à la couronne, le vasselage fut supprimé et comme conséquence toutes les prétentions réelles et personnelles provenant d'un titre seigneurial, sauf celles qui auraient pour origine un contrat libre formé en vertu du droit de propriété. Les privilèges de chasse, de pêche, de fourneaux, de moulins, d'eaux, de pacage, de pâturage furent abolis; et enfin une indemnité fut offerte par la nation à ceux qui possédaient ces droits à titre onéreux, et en vertu de grands services reconnus; c'était une loi rendue absolument nécessaire par la marche de la civilisation, et que l'exemple de la Révolution française imposait à l'Espagne; elle pouvait être considérée comme la juste récompense des efforts tentés par le peuple pour son indépendance, et même, en consacrant pour l'aristocratie un droit à l'indemnité, elle avait l'avantage de la préserver dans l'avenir contre la violence passionnée d'un parti triomphant; cependant les grands réunis à Cadiz réclamèrent contre les tendances de l'assemblée; leurs efforts se brisèrent heureusement contre l'esprit sage, libéral et énergique qui animait la grande majorité des députés. Le représentant de Soria, Garcia Herreros, dont le nom doit rester attaché à cette grande mesure, invoquant le souvenir des défenseurs de Numance, qui jetèrent leurs enfants dans

[1] Un chiffre que nous empruntons à Arguelles (*Examen historique de la réforme constitutionnelle des Cortès de Cadiz*) donnera une idée de l'importance des droits seigneuriaux au commencement du dix-neuvième siècle. Sur 25 820 villages et hameaux que l'on comptait à cette époque dans la Péninsule, 13 309 étaient encore soumis à une domination seigneuriale.

les flammes pour les sauver de l'esclavage, anima ses collègues de son enthousiasme, et sous son inspiration les derniers vestiges de la féodalité disparurent d'un pays qui, disait-il, avait donné tant de preuves d'aimer la liberté et se sentait capable de les renouveler si elle lui était refusée.

Comme conséquence de cette mesure, toutes les preuves de noblesse autrefois exigées pour obtenir l'admission à certains colléges furent également abolies.

Les Cortès de 1810, plus démocratiques que libérales, voulaient réellement l'égalité, et elles tendaient à faire pénétrer ce principe dans toutes les institutions. Dans leurs décrets relatifs à l'Amérique, elles prirent particulièrement plus d'une fois en main la cause des Indiens et tentèrent de les protéger contre les *repartimientos* (distributions de terres) et la *mita* (travail forcé des mines); mais comme en même temps elles voulurent conserver l'ancien système colonial, les créoles qui espéraient avant tout se dégager des chaînes que leur imposait la métropole, ne virent jamais dans les concessions faites aux Indiens qu'un moyen politique pour s'assurer des instruments de domination contre eux-mêmes.

Au point de vue politique, les Cortès surent maintenir le conseil de régence dans une position tout à fait subordonnée; elles firent un règlement provisoire qui imposait au pouvoir exécutif de telles restrictions, que la marche générale des affaires les obligea elles-mêmes à l'enfreindre plus d'une fois. C'est ainsi qu'un régent ne devait jamais commander une armée, et elles chargèrent elles-mêmes don Joaquim Blake de diriger les deux expéditions de Badajoz et de Valence. Elles attachèrent toujours une grande importance à maintenir en éveil la fibre patriotique, et dans cette pensée elles érigèrent en fête nationale les anniversaires du 2 mai 1808; espagnoles avant tout dans leurs relations avec l'étranger,

pour ne pas mériter l'accusation d'avoir abandonné un pouce de terrain, elles refusèrent d'accéder à une proposition de la régence de céder à l'empereur du Maroc les présides de la côte d'Afrique en échange d'une grande fourniture de céréales dont une population affamée aurait béni l'arrivée. En même temps elles restaient exclusivement fidèles à la pensée de haine qui les animait contre Napoléon, et qu'elles étendaient à la France, repoussant toutes les tentatives de Joseph pour entrer en négociations, implorant sans vouloir accorder aucune compensation les secours et les subsides de l'Angleterre, envoyant des agents en Autriche et en Russie[1] pour exciter contre leur adversaire les souverains de ces deux grandes contrées, et ne négligeant enfin aucune des manœuvres secrètes qui pouvaient concourir à la ruine de leur puissant ennemi.

Dans l'ordre administratif et judiciaire, elles consacrèrent leur attention à la division de la Péninsule en divers gouvernements, à l'étendue des fonctions qui devaient être attribuées aux juntes provinciales, à l'organisation d'une surintendance de la police, à l'abolition des tourments et des contraintes corporelles à l'aide desquelles la justice arrachait de fausses révélations aux prévenus ; mais elles ne purent pas résoudre le difficile problème de donner aux citoyens espagnols cette absolue sécurité par laquelle la race anglo-saxonne dans ses institutions sait garantir la liberté individuelle. De tout temps les prisons arbitraires, indéfiniment prolongées, ont été une des plaies de l'Espagne ; quoique la question ait été soumise à leurs délibérations, les Cortès ne surent rien établir contre ce cruel fléau ; il devait après elles

[1] L'agent envoyé à Saint-Pétersbourg, don Francisco Zea Bermudez, encourageait de la part du czar les Cortès à persister dans leur lutte bien avant qu'eussent commencé en France les préparatifs de l'expédition de Russie.

nuire encore au développement du pays comme dans les siècles précédents.

Comment, au milieu des dangers qui les entouraient, auraient-elles oublié de s'occuper des questions militaires et financières? Elles s'y consacrèrent également et non sans succès si l'on tient plus compte des difficultés amassées devant elles que des résultats qu'elles obtinrent. Dès leurs premières réunions elles décidèrent une levée de 80 000 hommes, élevèrent à 170 000 le nombre des soldats qu'elles voulurent réunir sous les drapeaux et ordonnèrent en même temps l'organisation d'une milice civique ; elles fondèrent le corps d'état-major, dont l'utilité est universellement reconnue, instituèrent l'ordre de San Fernando et ordonnèrent pour toute la durée de la guerre l'application aux hôpitaux militaires de tous les fonds destinés aux confréries religieuses et aux œuvres pies.

Toutes les ressources financières avaient déjà été épuisées par la junte centrale et la commission de régence quand elles se réunirent à l'île de Leon ; il fallait cependant en réunir de nouvelles pour continuer la lutte. Voici celles qui furent imaginées. Le consulat de Cadiz fut chargé de négocier un nouvel emprunt de 100 millions de réaux; tous les appointements des fonctionnaires publics et employés furent soumis à un escompte proportionnel; tous les biens des propriétaires qui se trouvaient dans les pays occupés par l'ennemi furent confisqués; une forte contribution de guerre progressive depuis 2 et demi jusqu'à 50 et 75 pour 100 fut établie sur les revenus ; la vente de l'argenterie des églises fut autorisée; une grande loterie nationale fut organisée; enfin il fut décidé que le gouvernement profiterait de tous les bénéfices vacants dans la Péninsule, et qu'il ne serait nommé aucun titulaire pendant tout le cours de la guerre. Ce n'était pas trop de toutes ces mesures, car la situation, à

en croire le premier budget formé en Espagne, et qui fut présenté par le ministre des finances Canga Arguelles, ne pouvait être plus fatale. On était en face d'une dette de 7 milliards, dont les intérêts échus s'élevaient déjà à 219 millions, sans comprendre toutes les énormes dépenses effectuées depuis le commencement de la guerre. Pour couvrir 1 200 millions de dépenses, le ministre n'affirmait qu'une recette probable de 250 millions, bien que les remises d'Amérique et le payement de certaines contributions en produits diminuassent de beaucoup l'énormité du déficit qu'il accusait. Il aurait fallu pouvoir faire appel au crédit, mais il avait complétement disparu au milieu de la crise qui agitait le pays. Les Cortès, pour rétablir la confiance, concentrèrent entre les mains d'une junte spéciale, dite *junte de crédit public*, tout ce qui avait rapport au maniement de la dette publique; elles cherchèrent aussi à rendre la vie à l'ancienne banque de Charles III, qui maintenait à Madrid une existence précaire et contestée, tandis qu'un de ses anciens secrétaires était parvenu à attirer d'abord à Séville, puis à Cadix, auprès du gouvernement national, ses plus précieuses ressources et ses plus importantes relations.

Après avoir ainsi pourvu à tous les intérêts immédiats du pays, les Cortès pouvaient bien, sans être taxées de théoriciennes, se consacrer à la tâche de créer une constitution appropriée aux besoins permanents du pays, qui leur avait confié son sort. Elles s'y dévouèrent en effet avec un soin tout particulier, et voici comment elles comprirent le système politique qui convenait à l'Espagne.

Souveraineté absolue de la nation; une seule religion, la religion catholique, apostolique et romaine, l'exercice de toute autre étant absolument interdit; une monarchie héréditaire en possession du pouvoir exécutif; le pouvoir législatif aux Cortès et au roi, le pouvoir judiciaire aux tribunaux;

les Cortès réduites à une seule Chambre; la population servant de base aux élections à raison d'un député par 60000 âmes; le droit d'élire concédé à tout citoyen de vingt-cinq ans né dans la province ou y demeurant depuis sept ans; l'éligibilité soumise à la condition de posséder une rente provenant de biens personnels; trois degrés dans le suffrage : la paroisse, le district et la province ; l'incompatibilité des fonctions de député établie pour les ministres, les conseillers d'Etat et les fonctionnaires de la couronne; la réunion des Cortès obligatoire tous les ans, mais pendant trois mois seulement; les élections renouvelées tous les deux ans, sans que les mêmes individus pussent être réélus pendant deux législatures consécutives; le droit de *véto* accordé au roi, mais jusqu'à la troisième délibération seulement ; une députation permanente chargée de représenter les Cortès dans l'intervalle de leurs sessions; la succession à la couronne établie par droit de primogéniture et de représentation entre les descendants légitimes, hommes et femmes, de la dynastie régnante de Bourbon, à l'exclusion du plus jeune frère de Ferdinand VII, l'infant don François de Paule, de la reine d'Etrurie, et de l'archiduchesse d'Autriche, éloignés du trône pour le bien de l'Etat[1]; la responsabilité des ministres; un conseil d'Etat composé de quarante personnes inamovibles nommées par le roi sur une liste présentée par les Cortès; un tribunal suprême de justice chargé de décider en dernier ressort tous les procès; des cours d'appel; un tribunal de première instance composé d'un seul juge; tous les magistrats inamovibles, nommés par le roi sur la proposition du conseil d'Etat; les municipalités entièrement confiées aux élus du peuple, com-

[1] Le but de cette exclusion était de rapprocher du trône la princesse Charlotte et de faciliter ainsi dans l'avenir l'union de l'Espagne et du Portugal.

posées d'un ou plusieurs alcades, de plusieurs *regidores*, et d'un ou deux procureurs syndics; les provinces administrées par un chef politique et un intendant nommés tous deux par le roi, avec le concours d'une députation provinciale ayant le droit d'intervenir dans toutes les affaires de la province; la contribution proportionnelle aux ressources de chaque individu; la dette publique formellement reconnue; le service militaire imposé à tout citoyen; des milices nationales instituées dans chaque province, mais ne pouvant être éloignées sans le consentement des Cortès; la liberté de la presse établie en principe; l'instruction publique devant être assurée par la propagation des écoles primaires, une forte organisation donnée aux universités, et une direction générale des études confiée à des personnes d'une instruction reconnue; enfin défense d'introduire dans la constitution aucune réforme sinon huit ans après sa mise en pratique.

Telle est l'œuvre connue sous le nom de *constitution de l'an XII*, œuvre vraiment méritoire malgré ses vices et ses imperfections, et prouvant de la part de ses créateurs beaucoup plus de science et d'érudition que de sagacité et d'à-propos. Les rédacteurs avaient une connaissance parfaite des traditions de leur pays, et des institutions politiques de la France et de l'Angleterre; mais ils ne se pénétrèrent pas assez des dangers dont ils étaient entourés, et de la nécessité de se créer des partisans et des auxiliaires; érudits et savants, ils ne furent pas hommes d'Etat.

L'intolérance religieuse est le défaut le plus capital qui les caractérise, mais pour qui connaît l'Espagne telle qu'elle est encore aujourd'hui il est facile de comprendre que les constituants de 1812, sans compromettre leur crédit, n'auraient pu attaquer directement le fanatisme de leurs concitoyens. L'Espagne s'est endormie dans le catholicisme, et craint de sortir de l'état de langueur où elle s'est plongée; il lui en

coûte de soumettre à un examen approfondi cette religion au nom de laquelle elle a accompli sa grande épopée contre les Sarrasins, et aspiré un instant à la domination universelle sous Philippe II. Elle croit son sort lié à celui du catholicisme, et n'ose point s'en séparer dans la peur de compromettre sa propre indépendance; étrange préoccupation que celle d'un blessé adorant l'épée qui le frappe!

En établissant une seule Chambre face à face du monarque héréditaire, il fallait s'assurer à l'avance ou du caractère du prince appelé à régner, ou des dispositions des hommes qui allaient composer cette Chambre. Les constituants de 1812 négligèrent à la fois les deux termes; d'un côté ils ignoraient ou du moins cherchaient à se dissimuler à eux-mêmes les tendances despotiques de Ferdinand VII, de l'autre ils s'interdirent le droit d'entrer dans les prochaines Cortès. Fatal désintéressement imposé à l'assemblée par les philosophes qui rédigèrent la constitution et que blâmèrent justement tous les hommes d'Etat que l'assemblée comptait dans son sein.

En s'instruisant à l'école des publicistes les plus distingués, les hommes de 1812 oublièrent que leur tâche la plus difficile était d'enseigner eux-mêmes les notions d'apprentissage de la liberté; au lieu de s'organiser en un parti fort et puissant, qui s'emparât des situations administratives, qui étendît le cercle de ses protégés, au lieu de s'asseoir sur des intérêts puissants comme ils auraient pu le faire par la vente des biens du clergé, ils crurent avoir assuré l'avenir, parce que les circonstances leur donnaient l'occasion de faire des lois. Prétendre couper les ailes à la monarchie absolue avant d'avoir lutté sérieusement contre elle, c'est vouloir récolter avant d'avoir semé.

L'absolutisme avec toute sa phalange compacte de courtisans et d'intrigants intéressés est un ennemi qu'il faut

combattre et vaincre ; ce n'est pas un adversaire avec qui on puisse négocier et transiger.

Aussi bien, à peine la discussion de la constitution eut-elle commencé dans l'église de San Felipe Neri, que tous les partisans de l'ancien régime commencèrent à s'agiter avec une recrudescence de passion qui enflamma les esprits jusqu'alors relativement calmes et tranquilles, eu égard aux grands intérêts qui étaient en cause. On vit paraître d'abord un manifeste d'un des anciens membres du conseil de régence, don Miguel de Lardizabal attaquant directement le principe de la souveraineté de la nation et même la légitimité des Cortès; ce fut ensuite une nouvelle protestation de l'évêque d'Orense, puis une consultation du conseil de Castille formulée dans le même sens, et enfin un libelle de don Jose Colon, doyen du conseil royal, également dirigé contre la représentation nationale. Les passions s'exaltèrent, et on eut à craindre un instant que des scènes de violence ne vinssent tout à coup remplacer les luttes oratoires qui seules avaient occupé jusqu'alors les séances des Cortès. Tout se borna heureusement de la part du public des galeries à de vives menaces contre un député, don Pablo Valiente, qui dut chercher son salut sur un vaisseau de guerre dans la rade de Cadiz ; Lardizabal, poursuivi pour son pamphlet, fut condamné au bannissement, le conseil de Castille fut suspendu, et Colon soumis à un jugement.

Vaincus sur le terrain de l'opinion publique, les serviles cherchèrent alors à s'emparer du pouvoir exécutif par les moyens même que leur donnait la constitution, et comme les libéraux s'étaient plus occupés de faire des discours et de fabriquer des décrets que de se créer un parti puissant et influent, ils ne surent pas résister à la pression de leurs adversaires. Il fallait nommer une nouvelle régence pour gouverner suivant la lettre et l'esprit de la constitution ; l'an-

cienne était incomplète depuis la captivité de Blake fait prisonnier à Valence. Les personnes influentes réunies à Cadiz se plaignirent vivement de ce que l'autorité suprême se trouvât entre les mains de personnes qui n'avaient pas un prestige suffisant aux yeux de la nation. De grands efforts furent tentés pour introduire dans la régence une personne de sang royal, principalement la princesse Charlotte, qui réunissait autour d'elle beaucoup de partisans et employait toutes les influences afin de se faire agréer ; mais Calatrava et Arguelles, qui comme rapporteurs de la commission de constitution avaient acquis un légitime ascendant, obtinrent qu'aucune personne royale n'entrerait dans la régence. Leur triomphe sur ce point prouve que si les libéraux se fussent réunis avec plus d'intelligence et de concert, ils fussent parvenus à faire nommer une nouvelle régence qui leur fut aussi favorable que la première : mais ils se séparèrent à tort des députés américains qui portèrent leurs votes aux antiréformistes, et la régence élue le 20 janvier 1812 se trouva composée du duc d'Infantado, des conseillers don Joaquim Mosquera y Figueras, et don Ignacio Rodriguez de Rivas, du lieutenant général de marine don Juan Maria Villavivencio, et enfin du lieutenant général des armées, Enrique O'Donnell, comte del Abisbal; presque tous ces personnages étaient plus inclinés vers le parti de l'ancien régime que vers les réformes consacrées par la nouvelle constitution. Quant aux anciens régents, ils furent appelés à faire partie du conseil d'Etat, dont la création venait d'être décidée, même le malheureux Blake dirigé alors sur la capitale de la France par son heureux vainqueur le duc d'Albufera.

C'était donc, par la faute de ces réformateurs trop érudits et pas assez politiques, une main ennemie qui allait mettre en pratique l'œuvre à laquelle ils attachaient tant de prix. Ceux-là même qui étaient appelés à la renverser se trou-

vèrent chargés le 19 mars de la promulguer ; et cette cérémonie eut lieu à Cadiz au milieu d'une allégresse à laquelle s'associèrent avec enthousiasme le nonce du pape et les ambassadeurs d'Angleterre et de Portugal, ce dernier toujours occupé à soutenir les droits de l'infante Charlotte.

Les serviles ne tardèrent pas à s'apercevoir que les intentions secrètes de la régence dite *del Quintillo* étaient conformes à leurs sentiments intimes; ils firent essai de leurs forces en attaquant dans la presse leurs adversaires avec une certaine violence, et en s'opposant audacieusement à ce que leur sottise et leur hypocrisie fussent vivement mises en relief par un homme d'esprit et de talent, don Bartolomé Gallardo, puis bientôt ils se crurent assez forts pour provoquer le rétablissement du saint-office.

A un jour dit, tous les moines établis à Cadiz inondèrent les tribunes de la représentation nationale, et par une pression violente sur l'assemblée cherchèrent à la faire dévier de la ligne qu'elle s'était tracée ; mais leur manœuvre fut comprise, et en renvoyant à l'examen de la commission de constitution cette grave question, les députés firent comprendre qu'ils entendaient ne pas se déjuger sur ce point des principes qu'ils avaient établis.

Plus dangereuse fut la proposition que les serviles présentèrent pour demander la dissolution des Cortès constituantes, et la convocation des Cortès ordinaires conformément à la constitution. On se décida sur ce point à transiger avec eux, et il fut voté qu'une nouvelle représentation nationale serait élue pour l'année 1813, qu'elle se réunirait le 1er octobre, afin de laisser un espace de temps suffisant pour procéder aux élections et faciliter l'arrivée des nouveaux élus d'outremer, que les députés actuels ne pourraient être réélus, mais continueraient de représenter leurs provinces dans la nouvelle Chambre jusqu'à l'arrivée des nouveaux titulaires, en-

fin que les Cortès actuelles ne devaient pas se dissoudre, mais seulement proroger leur session jusqu'à l'ouverture des nouvelles, afin d'être en mesure de soutenir le gouvernement par leur concours législatif.

Ce n'était point tout ce qu'avaient espéré les serviles; satisfaits néanmoins de voir fixer enfin le jour qui mettrait un terme à cette représentation détestée, ils tournèrent en grande partie leur attention vers les colléges électoraux, et d'accord avec la régence et le conseil minèrent sourdement l'édifice vacillant qui commençait à s'élever. La fortune leur souriait de tous côtés; car déjà avait eu lieu la bataille des Arapiles dont nous avons vu les grandes conséquences : l'abandon de Madrid par Joseph, la levée du siége de Cadiz, et la retraite du maréchal Soult sur Valence. La régence, devenue plus puissante, allait disposer de ressources considérables : des commandements à donner, des bénéfices à pourvoir, des charges à occuper, c'en était assez pour ranger de son côté la foule des solliciteurs qui pendant l'occupation française n'avaient pas obtenu la satisfaction de leurs prétentions. Ce n'était pas le parti qui avait le plus lutté qui allait être appelé à jouir de la victoire : ses adversaires occupaient le pouvoir au moment de se partager le butin.

Parmi les membres de la régence, il en était un qui paraissait plus incliné que les autres en faveur des réformes, et que l'opinion libérale pouvait presque croire bien disposé pour elle ; c'était Enrique O'Donnell, comte del Abisbal, que ses campagnes de Catalogne avaient déjà signalé à l'attention publique. Le soutenir dans la régence était de bonne politique pour les libéraux ; ils le laissèrent cependant donner sa démission à la suite d'une scène fâcheuse dans laquelle fut vivement attaqué son frère don José qui s'était laissé battre à Castalla (28 septembre 1812) par Suchet;

puis ils eurent le malheur plus grand encore de le voir remplacé par don Juan Perez Villamil, auteur du célèbre avis de l'alcalde de Mostolès[1], récemment arrivé de France, dont on ne connaissait pas encore bien les tendances, et qui devait contribuer plus que personne à lancer la régence dans les voies d'une forte réaction.

L'arrivée successive de nombreux députés d'outre-mer et des provinces venant remplacer les membres suppléants, contribuait beaucoup à faire varier l'esprit général qui dominait dans l'assemblée : plusieurs de ces nouveaux personnages étaient imbus des anciennes idées et n'avaient point participé au courant d'idées qui avait circulé dans Cadiz. Aussi trouve-t-on souvent dans les dernières mesures adoptées des décrets qui paraissent incohérents et n'ont entre eux aucune liaison. C'est ainsi que la résolution fut prise de proclamer sainte Thérèse de Jésus patronne de l'Espagne, dans le même moment où disparaissait si justement une dîme prélevée sur presque toute la Péninsule par les chanoines de Santiago, en Galice, et connue sous le nom de *voto de Santiago*. A quoi bon détrôner une superstition pour en élever une autre ?

Il semble aussi qu'avec la victoire les anciens sentiments de haine contre les partisans de Joseph perdaient de leur vivacité ; les Cortès s'occupèrent dans le deuxième semestre de l'année 1812 de réglementer le sort de tous ceux qui avaient pris parti pour le roi intrus, ou avaient exercé des fonctions sous son administration. Cette matière était excessivement délicate, car à peine l'occupation française se terminait-elle dans une province, qu'aussitôt toutes les passions, toutes les haines se mettaient en jeu ; sous le prétexte de frapper un afrancesado ou un josephino, tous les ambi-

[1] Dépêche incendiaire sur les événements de Madrid du 2 mai, qui souleva l'Estramadure et l'Andalousie.

tieux de bas étage travaillaient à s'approprier soit le bien d'autrui, soit la position, l'office ou la fonction que devait un homme laborieux et zélé à l'effort persévérant de toute une existence. La régence, simulant le désir de purifier l'administration, envoyait partout des agents qui se mêlaient dans l'intérieur des familles, et sous le prétexte de s'informer des idées politiques de tous les fonctionnaires, répandaient partout l'inquiétude et la crainte. Pour éviter ces maux, les Cortès dans leurs règlements durent se montrer de plus en plus conciliantes, et restreindre beaucoup les catégories de ceux qui devaient tomber sous le coup de la loi pour le fait de leur adhésion au roi Joseph.

Leur situation par suite de la campagne de 1812 et de la malheureuse expédition de Napoléon en Russie avait bien changé; c'étaient elles autrefois qui sollicitaient l'appui de l'étranger. Maintenant elles se voyaient reconnues et recherchées par presque toutes les puissances de l'Europe : l'Angleterre, toujours mue par un sentiment intéressé, s'offrait comme médiatrice dans leurs querelles avec les Colonies américaines; la Russie signait avec elles le traité de Weliky-Louky et envoyait à Cadiz, en qualité d'ambassadeur, le conseiller d'Etat et sénateur Tatischeff; la Suède et la Prusse suivaient l'exemple de leur voisine, les reconnaissant pour légitimes dans un article de traité, et manifestant spécialement leur adhésion à la constitution qu'elles avaient décrétée et sanctionnée.

Quelques questions intérieures leur restaient à résoudre, et elles ne pouvaient se séparer sans prendre à leur sujet une détermination, bien qu'elles eussent toujours cherché à les éluder : c'étaient celles des biens communaux, *baldios* ou *realengos*, des couvents, des ordres monastiques, et enfin de l'inquisition. Une sage résolution fut prise sur le premier point : l'assemblée opina que tous les immenses ter-

rains vagues appartenant à la couronne, aux corporations et aux communes, et non cultivés, connus sous le nom de *baldios* et *realengos*, devaient être abandonnés à la propriété privée ; qu'une moitié devait en être vendue pour en consacrer le produit à la diminution de la dette ; que de l'autre moitié une partie devait être distribuée en récompenses aux soldats qui justifieraient avoir coopéré à la guerre de l'indépendance, et l'autre être répartie entre les journaliers des communes qui n'auraient pas de terres à cultiver. Première idée de ce qui fut plus tard le désamortissement des biens nationaux.

Sur deux autres questions, celles des couvents et ordres monastiques, un décret du 17 juin 1812 donnait à entendre que les Cortès voulaient profiter de la dispersion de tous les moines et de la suppression des ordres monastiques ordonnée par Joseph, sinon pour arrêter l'immense développement qu'ils avaient pris en Espagne dans les derniers siècles, au moins pour les soumettre à une réforme devenue de première nécessité. Mais c'était là un point sur lequel les antiréformistes, qui considéraient le clergé régulier comme leur auxiliaire le plus utile, étaient décidés à concentrer tous leurs efforts. Ils prévoyaient que toute réforme tentée serait impossible s'ils parvenaient à faire rentrer en possession de leurs biens et de leurs priviléges toutes les corporations que la guerre avait dispersées, et ils insistèrent auprès de la régence pour que dans les provinces recouvrées la réorganisation fût immédiatement accordée à ceux qui la demanderaient. La régence, peu soucieuse de favoriser les intentions des Cortès, s'empressa de réorganiser plusieurs couvents ; et dès lors les uniques résolutions que celles-ci purent prendre furent les suivantes : 1° permettre la réunion des communautés consenties par la régence ; 2° défendre le maintien ou rétablissement des communau-

tés qui n'auraient pas douze individus profès; 3° interdire en un même lieu deux établissements du même ordre; 4° défendre le rétablissement de nouveaux couvents et toute investiture jusqu'à la promulgation de la loi générale que l'on préparait sur la matière.

La dernière question était la plus intéressante; elle se termina par la déclaration définitive que l'inquisition était incompatible avec la constitution: mais que d'efforts et de peines pour obtenir cette déclaration, votée seulement par 90 voix contre 80; les libéraux durent consentir, pour l'arracher de leurs adversaires, à l'établissement de tribunaux dits *protecteurs de la foi*, qui devaient sauvegarder contre toute attaque la religion catholique à laquelle il semblait que l'Espagne devait être toujours immolée.

Pour empêcher que le parti rétrograde ne donnât à leur détermination une signification toute contraire à celle qu'elles lui donnaient elles-mêmes, les Cortès avaient décidé que leur décret d'abolition du saint-office devrait être lu en pleine chaire dans toutes les églises de la Péninsule. Elles rencontrèrent sur ce point une opposition telle que, mécontentes de la conduite des régents qui semblaient encourager la résistance, et qui même avaient remplacé le gouverneur de Cadiz, Cayetano Valdès, dans l'intention de les renverser, elles se virent obligées, pour se faire respecter, de leur enlever le pouvoir et de les remplacer par les trois plus anciens conseillers d'Etat alors présents à Madrid: don Pedro Agar, don Gabriel de Ciscar et le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède. A la suite de ce vrai coup d'Etat (8 mars 1813), et seulement grâce à lui, le clergé obéit malgré l'opposition du nonce Gravina qui, se couvrant de son caractère diplomatique, excitait autour de lui les passions avec toute l'exaltation de son zèle ultramontain; on dut procéder contre lui par la rigueur : un

ordre du ministre d'État, don Pedro Labrador, l'obligea dans le mois de juillet à quitter le territoire espagnol. Malgré la faiblesse d'esprit du cardinal de Bourbon, la fermeté et la sagesse des deux autres régents inspiraient une tout autre confiance aux libéraux que la régence dite *del Quintillo*; aussi s'empressèrent-ils d'enlever à leurs fonctions le caractère provisoire pour lui en donner un définitif; c'était un point d'autant plus important que le moment approchait où les Cortès ordinaires, convoquées pour le 1er octobre, allaient bientôt se réunir, et il importait que dans cette grave circonstance le pouvoir exécutif ne se trouvât point confié à des ennemis de la constitution.

D'un autre côté, Madrid, qui avait tant souffert de l'occupation française, que la famine et la misère avaient décimé en 1811 et 1812, qu'aucune production ne protégeait contre l'absence d'une cour et l'abandon des fonctionnaires publics, réclamait avec instance le rétablissement du gouvernement dans ses murs. Résister à sa demande était difficile, et pourtant la pression du peuple de la capitale n'allait-elle pas être aussi fatale à la liberté que lui avait toujours été favorable la pression de la population vive, intelligente et active de la riche et commerciale Cadiz?

Préoccupée par toutes ces considérations, la majorité décida que Madrid serait le lieu où le gouvernement se transporterait dans le cas où la translation pourrait se faire sans danger pour la cause de l'indépendance, mais que les nouvelles Cortès devaient encore être convoquées à Cadiz. Peu après elle publia ses derniers décrets relatifs au développement de l'agriculture, à la propriété littéraire, à la suppression de la potence et à la fixation du budget de 1814; puis elle vota la clôture de ses sessions le 14 septembre 1813, après avoir nommé la députation permanente qui devait surveiller les actes de la régence dans l'interrègne des deux assem-

blées. Cet interrègne devait être bien court, puisque le 1er octobre était le jour fixé pour la réunion des nouvelles Cortès; il n'en fut pas moins très-agité, car la fièvre jaune s'étant déclarée à Cadiz, et le gouvernement ayant voulu fixer sa résidence de l'autre côté de la rade, à Puerto Santa Maria, la députation permanente et la régence jugèrent convenable de réunir à nouveau les mêmes Cortès qui venaient de se dissoudre et de leur demander leur avis sur ce point important. De longues discussions s'engagèrent au milieu d'une désolation générale, car la peste, loin d'épargner les constituants, compta parmi eux plus de vingt victimes ; et sur l'indication du député Antillon, qui arrivé un des derniers s'était de suite par son éloquence placé au premier rang, on laissa aux nouvelles Cortès le soin de trancher la question.

Celles-ci se réunirent en effet le 1er octobre à Cadiz comme il était convenu, puis se transportèrent quatorze jours après à l'île de Leon avec l'intention de regagner promptement la capitale, au milieu de laquelle elles avaient hâte de s'établir tant pour échapper au fléau de l'épidémie qu'afin de secouer le joug de l'assemblée qui les avait précédées, et dont elles étaient loin de partager tous les errements.

On se rappelle qu'il avait été convenu dans la loi électorale que, pour ne priver aucune province de sa représentation, les députés de la constituante continueraient de représenter dans les nouvelles Cortès ceux des titulaires définitifs qui ne seraient pas encore arrivés; grâce à cette combinaison, les premiers actes de la nouvelle assemblée ne purent altérer l'œuvre qui avait été si difficilement créée. Ce même Antillon dont nous venons de parler, appelé par ce moyen à conserver son siége, fut aidé par de nouveaux et jeunes alliés, entre lesquels se signalèrent don Tomas Isturiz, don Francisco Martinez de la Rosa, don José Canga Arguelles,

don Antonio Cuartero et don Manuel Lopez Cepero ; et il opposa une telle résistance à toutes les menées du parti anti-réformiste, que ses ennemis, ne pouvant triompher de son opiniâtreté, cherchèrent par une tentative d'assassinat à se délivrer d'un obstacle aussi gênant. Comme toujours, cet infâme procédé tourna contre ses auteurs, et l'opinion publique réclama hautement la punition d'un si vil attentat. Désireuse de se réunir dans la capitale, l'assemblée se contenta, dans l'île de Leon, de résoudre quelques questions urgentes, particulièrement de prendre certaines mesures financières d'une nécessité immédiate ; puis, sur la nouvelle des grands succès obtenus dans les Pyrénées par les armées alliées, elle suspendit ses sessions le 29 novembre 1813 pour les reprendre le 15 janvier 1814 à Madrid, où devaient la précéder la régence et tous les membres du gouvernement. C'est dans la capitale de la monarchie que nous trouverons ces Cortès installées, lorsque Ferdinand VII, délivré de sa captivité par le traité signé à Valençay le 8 décembre 1813, se présentera en personne pour leur disputer une autorité qu'elles ne sauront pas défendre.

CHAPITRE IV

ÉMANCIPATION DES COLONIES AMÉRICAINES

(1808 — 1814).

Population des colonies espagnoles du continent américain. — Race indienne. — Péninsulaires. — Créoles. — Sentiment général qui domine ces trois classes. — Système colonial espagnol. — Événements du dix-huitième siècle qui favorisent l'émancipation. — Miranda. — Les Anglais à Buenos-Ayres. — L'invasion française en Espagne détermine l'insurrection.

1° ***Buenos-Ayres*** : sa situation topographique. — Provinces qui se rattachent à cette ville. — Expédition de Beresford. — Sobremonte. — Liniers. — Assemblées générales des 13 août 1806, 10 février 1807 et 1er janvier 1809. — Mesures de Liniers favorables au parti créole. — Opposition d'Elio, Alzaga et de tout le parti gothique. — Cisneros nommé vice-roi. — Triomphe du parti gothique. — Les Créoles au conseil municipal. — Scènes des 24 et 25 mai 1810. — Déposition du vice-roi. — Junte souveraine. — Elan révolutionnaire de cette junte. — Mort de Liniers. — Castelli dans le haut Pérou, Belgrano au Paraguay. — Lutte contre Montevideo. — Relations avec la cour de Rio de Janeiro. — Dissensions intestines. — Elio à Montevideo. Convention entre Elio et le triumvirat de Buenos-Ayres. — Vigodet. — Plan combiné contre Buenos-Ayres. — Insuccès de ce plan. — — Nouveau siége de Montevideo. — Réunion du congrès à Buenos-Ayres. — Proclamation de l'indépendance.

2° ***Pérou et le Haut-Pérou*** : caractère de la population péruvienne. — Etendue de l'ancienne vice-royauté. — Décadence de Lima. — Mouvements dans le Haut-Pérou en 1809. — Goyonèche apaise la première insurrection. — Arrivée des troupes de Castelli. — Deuxième insurrection. — Cochabamba. — Marche triomphale de Castelli. — Suspension d'armes. — Préparatifs de Goyonèche et d'Abascal. — Entrée de Goyonèche à Cochabamba — Retraite de l'armée de Buenos-Ayres. — Soumission du Haut-Pérou. — Expédition sur le Tucuman. — Défaite de Pio Tristan. — Retour agressif de Belgrano. — Nouvelle insurrection du Haut-Pérou. — Pezuela nommé commandant en chef. — Ses succès. — Nouvelle soumission du Haut-Pérou. — Retraite de Belgrano.

3° ***Chili*** : Population du Chili. — Situation géographique. — Dispositions

---

Les graves événements qui se passaient dans la Péninsule pendant les six grandes années qui précèdent le retour de Ferdinand VII devaient exercer une influence considérable sur l'immense territoire qui constituait au commencement du dix-neuvième siècle l'Amérique espagnole. Fermé jusqu'alors par la politique étroite et exclusive du cabinet

de Madrid aux relations de tous les peuples européens, ce pays allait enfin s'ouvrir à la civilisation moderne, au lieu d'être l'apanage exclusif de quelques familles puissantes et privilégiées. De nouveaux peuples allaient surgir pour le plus grand bien de l'humanité, là où une intention machiavélique poursuivie avec persistance durant des siècles voulait seulement conserver des troupeaux d'Indiens, paissant et se développant au profit d'une aristocratie paresseuse et d'un gouvernement affamé.

Dans les quatre vice-royautés du Mexique, du Pérou, de Buenos-Ayres et de la Nouvelle-Grenade, qui existaient au commencement du dix-neuvième siècle aussi bien que dans les capitaineries générales du Chili, de Caracas et de Guatemala, la population se divisait en trois grandes classes ayant chacune leurs instincts, leurs préjugés et leurs tendances; c'étaient les races indiennes, les Espagnols péninsulaires et les créoles. Les premières, écrasées par une soumission de plusieurs siècles, avaient perdu tout à fait l'ancien souvenir de l'époque brillante qui caractérise les deux civilisations *quichua* et *aztèque;* incapables de s'organiser par elles-mêmes, façonnées à l'obéissance, devenues en apparence chrétiennes, mais avec un degré de superstition si intense que leur christianisme pouvait se confondre avec l'idolâtrie la plus grossière, elles ne pouvaient être qu'un instrument aux mains des deux autres races qui devaient se disputer sa domination. Quoique encore la plus nombreuse, cette partie de la nation américaine, dénuée de toute activité et de toute intelligence, avait perdu toute espèce de ressort depuis l'abaissement profond où l'avait plongée l'épée des Fernand Cortès, des Pizarre et des Almagro; elle pouvait donner des bras à une insurrection, mais elle était incapable de lui fournir un principe ou des chefs.

Les Espagnols péninsulaires se trouvaient au contraire

dans une situation exceptionnellement favorable ; depuis la conquête ils avaient toujours joué exclusivement le grand rôle. Aidés par un gouvernement puissant qui avait un besoin urgent de leur coopération et qui pouvait offrir des récompenses considérables à leur ambition et à leur soif de richesse, quelque exagérées qu'elles fussent, ils s'étaient habitués à l'idée que Colomb n'avait découvert l'Amérique que pour la satisfaction exclusive des savetiers de la Castille ou des muletiers de la Manche[1]; tout allait bien pourvu que les colonies restassent éternellement fermées à ces Anglais hérétiques ou à ces Français voltairiens qui avaient l'audace de vouloir offrir aux Indiens des produits de leur travail et de leur industrie et entrer avec eux en négociations régulières et suivies. Certes il eût mieux valu pouvoir compter sur une administration intelligente et efficace qui, au lieu d'envoyer à la métropole toutes les ressources des colonies, en eût gardé une certaine partie pour développer les communications intérieures, créer des hôpitaux, des fabriques, assurer enfin la prospérité du pays où ils étaient installés ; mais toutes les familles riches constituant l'ancienne aristocratie provenant de la conquête avaient leurs ramifications dans la capitale de la monarchie. C'était à elles à savoir intriguer près de leur prince pour faire nommer des vice-rois qui fussent favorables à leurs intérêts ; il suffisait d'un effort bien entendu pour obtenir, soit par un repartimiento, soit par la mita, un accroissement considérable de richesses que vingt années de travail assidu n'auraient jamais procuré. De la liberté municipale, des droits politiques, de l'égalité devant la loi, il n'en avait jamais été question entre eux ; ce n'est pas là ce qu'ils

[1] Paroles textuelles de l'Espagnol Bataller, magistrat de l'Audience du Mexique en 1808.

étaient allés chercher en Amérique : une fortune promptement acquise, voilà surtout ce qu'il leur fallait, et, tant que les grandes sources de richesse qu'offrait le nouveau monde n'étaient point taries, eux seuls devaient en être les maîtres.

Ce n'était pas ainsi que raisonnaient les créoles, c'est-à-dire tous ceux qui par leur origine ou leurs antécédents avaient rompu toute espèce de liens avec la Péninsule et s'étaient tellement attachés au sort du pays qui les avait vus naître, qu'ils s'intéressaient sérieusement à son avenir et à sa prospérité. Ceux-là depuis longtemps étaient habitués à voir se succéder devant eux des représentants du gouvernement espagnol venant s'enrichir à leurs dépens, trafiquer des honneurs et des places, et ils supportaient seulement cet état de choses comme un malheur nécessaire, au prix duquel ils achetaient un certain repos et une sécurité matérielle qui leur permettaient de se livrer à leurs labeurs quotidiens sans la moindre préoccupation. Mais comme leur intérêt se trouvait directement en opposition avec celui des aventuriers faméliques qui, sous l'égide de l'administration espagnole, débarquaient à l'arrivée de chaque convoi pour prendre leur part du riche butin si convoité, provenant des mines du Mexique et du Pérou, ils avaient l'oreille ouverte à tout ce qui pouvait améliorer leur situation personnelle et leur permettre d'intervenir dans la direction de leurs propres affaires.

Le sentiment général propre à chacune des trois classes que nous venons d'énumérer existait dans toutes les provinces de l'Amérique espagnole au commencement du dix-neuvième siècle, mais il ne se manifesta point dans toutes de la même manière, soit à cause des éléments divers qui concouraient à former la population de chacune d'elles, soit en raison de leur situation géographique, qui isolait les unes

et facilitait au contraire les relations des autres avec l'Europe, soit enfin par le caractère des nombreux personnages dont le nom se trouve mêlé à la grande révolution de l'Amérique espagnole.

Au milieu d'une masse d'habitants très-inégalement répartie sur un territoire considérable, sans foyer de lumières, n'ayant aucun centre d'illustration, aucun moyen de propagande, bornée aux signes les plus simples de l'échange primitif, il n'y avait pas à attendre une explosion unanime, un accord prompt et immédiat ; si des besoins d'émancipation venaient à se produire, ils devaient tarder beaucoup à se répandre ; mais leur légitimité était telle qu'une fois manifestés sur un point ils devaient se propager successivement sur tous les autres, et que l'Espagne devait à la fin succomber, aussi bien à cause de leur simultanéité qu'à cause de leur intensité.

Les écrivains espagnols ont essayé en toute occasion de justifier l'excellence de leur administration coloniale, et ils accusent d'ingratitude les colons américains, sans vouloir admettre leurs droits à constituer de nouveaux Etats. Ces efforts et ces accusations sont certainement inspirés par un louable esprit de patriotisme, mais ils sont tellement démentis par les faits, pendant les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, que devant le tribunal de l'histoire la domination de l'Espagne dans l'Amérique du Sud était condamnée à disparaître bien avant que la sentence définitive ait été exécutée. Tout empreint de l'esprit astucieux et dissimulé de Ferdinand le Catholique, le système colonial de l'Espagne a toujours reposé sur la haine des différentes castes : régner au moyen de leur discorde, soutenir les Indiens parce qu'ils étaient les plus dociles, opposer le clergé aux commandeurs, les conseils municipaux à tous les deux, les audienciers aux vice-rois, donner à ces derniers un faste

princier, mais une autorité très-gênée par le conseil des Indes, empêcher par l'extension des majorats la formation d'une classe de paysans libres, interdire toute espèce de relation intellectuelle ou commerciale avec les étrangers, favoriser l'absence de caractère, l'insouciance de l'avenir, l'apathie industrielle, tel a toujours été l'esprit de ce système, et du moment où l'Amérique était appelée à grandir, le jour devait venir où l'enfant devenu homme voudrait secouer une tutelle qui ne lui offrait que des entraves sans lui assurer en même temps aucun bénéfice moral ou matériel. La haine des colons pour les péninsulaires, haine si profonde qu'aujourd'hui encore elle est un des sentiments les plus vivaces de toute l'Amérique du Sud, se retrouve à toutes les époques et dans presque toutes les provinces; si l'administration avait été aussi douce et aussi généreuse qu'on cherche à le faire supposer, quelle cause aurait pu la produire, quelle raison la développer? Le beau idéal d'une colonie est-il un état de choses qui permet à quelques familles de vivre dans la plus grande opulence, tandis que des masses populaires sont maintenues à leur côté dans la plus grossière ignorance et la plus atroce misère, et qui refuse toute espèce de concession aux nombreuses classes qui cherchent uniquement à fonder leur fortune sur le travail et sur l'activité, en leur défendant de commercer avec l'étranger, et de construire ou de posséder toute espèce de vaisseaux?

Comment et par quelle circonstance les colons purent-ils rompre le cercle de fer dans lequel ils étaient enfermés pour se mettre en communication avec le dehors et apprendre au moins comment vivaient les autres peuples? Ils furent favorisés d'abord par la guerre de succession au commencement du dix-huitième siècle, qui ouvrit aux Français les ports du Pérou et du Chili; par la paix d'Utrecht (1713), qui donna aux Anglais le droit d'envoyer un navire de

500 tonneaux à la foire de Puerto Bello, d'établir des factoreries dans le pays et d'en envoyer les agents dans l'intérieur des terres ; puis, par l'établissement dans l'île de la Jamaïque d'une contrebande organisée sur une très-vaste échelle, et enfin par la politique de Charles III, qui abaissa les barrières commerciales entre les diverses provinces et diminua les droits d'entrée. Ces changements, en mettant les colonies en contact avec de nouveaux éléments, leur permirent de se faire une idée exacte de la situation qu'occupait l'Espagne en Europe vis-à-vis la France et l'Angleterre ; bientôt après, le décret relatif à l'expulsion des jésuites vint troubler la foi aveugle qu'une grande partie des masses américaines accordait aux membres de cette puissante corporation ; vinrent ensuite la révolte des colonies de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre et les secours qu'elles reçurent de la France et de l'Espagne coalisées. Après une telle préparation, comment s'étonner que, quand la révolution française commença la prédication de ses grands principes de liberté et d'égalité, elle ait trouvé des échos dans toutes les provinces de l'Amérique, aussi bien dans les pampas de Buenos-Ayres que dans les llanos de Caracas, aussi bien sur les plateaux de la Cordillère des Andes que dans les terres chaudes de la Nouvelle-Espagne.

On s'est trop habitué à croire, sur la foi des auteurs espagnols, que pendant les deux siècles qui précédèrent leur émancipation les pays de l'Amérique du Sud vivaient dans un calme parfait, exempt de tout orage et de toute agitation.

Le Venezuela en 1711, en 1733 et 1749, le Pérou en 1740, Quito en 1765, furent le théâtre de mouvements séditieux, précurseurs de la grande insurrection de Tupac-Amaru (1780) ; c'étaient presque toujours les Indiens qui, sous le

coup des mauvais traitements dont ils étaient l'objet de la part des conquérants propriétaires, cherchaient à se réunir sous un chef et à venger leurs disgrâces. A la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, la scène change tout à coup; dans presque toutes les vice-royautés fermentent les idées de liberté, les principes républicains se propagent, le dogme de l'égalité pénètre au milieu de ces castes si diverses et si haineuses, la foule se range autour des hommes qui manifestent le plus de dévouement à ces nouvelles doctrines. Le jurisconsulte Ubalde expie sur l'échafaud, à Cuzco, un projet de révolution conçu par lui; Nariño à Santa Fé, Miranda à Caracas, Moreno à Buenos-Ayres, organisent de vrais centres d'insurrection, en disant et répétant sans cesse autour d'eux qu'un pays vingt-six fois plus grand que la métropole ne pouvait éternellement lui rester soumis et devait constituer un corps indépendant. Charles IV et Godoy ne répondent à cette tendance qui les alarme qu'en envoyant de nouveaux fonctionnaires se partager les dépouilles de l'Amérique, et en ordonnant une répression sévère à tous leurs vice-rois; mais ce remède empira le mal au lieu de le guérir : les créoles songèrent à passer de la parole à l'action. Une première tentative eut lieu à la Guaira en 1797, sous la direction de Piiornell, et mena à l'échafaud les principaux conjurés; dès lors ils mesurèrent mieux leurs forces et cherchèrent à suppléer par des secours étrangers aux ressources intérieures qu'ils croyaient leur manquer, et dont ils ne pouvaient à l'avance bien connaître la valeur. Miranda, un des généraux au service de notre première république, entama des négociations directes avec l'Angleterre, la France et la Russie relativement à un projet d'insurrection dans les colonies espagnoles. Caro pour le Pérou, Nariño pour la Nouvelle-Grenade suivirent son exemple. Tant que la France fut en

guerre avec l'Espagne elle accueillit ces conjurés avec empressement, mais une fois la paix établie et l'alliance faite entre les deux nations contre l'Angleterre, Napoléon cessa de leur donner la main. C'est alors vers l'Angleterre et l'Amérique du Nord qu'ils dirigèrent leurs menées. Ils trouvèrent dans ce dernier pays beaucoup de promesses, aucun secours effectif. Fatigué d'attendre, Miranda organisa une petite expédition avec ses propres ressources et celles de ses amis; il débarqua d'abord à Ocumare, puis à Coro (1806), et dut se retirer rapidement en présence de l'accueil peu empressé qu'il trouva dans la population.

Cette tentative de Miranda secondée, quoique faiblement, par les amiraux commandants de la station anglaise dans les Antilles, coïncide avec l'expédition dirigée du Cap par lord Popham, contre la ville de Buenos-Ayres; il est certain que des amis de Miranda, rêvant déjà l'indépendance de leur pays, étaient allés au Cap solliciter l'appui de l'amiral anglais; en le leur accordant, celui-ci excéda-t-il les instructions qui lui avaient été données ou ne fit-il que mettre en œuvre les plans secrets du cabinet anglais? La vérité est que quand on apprit à Londres, en 1806, l'occupation de Buenos-Ayres par le général Beresford à la tête de 1 600 hommes, une certaine indignation qui paraissait provoquée par cet acte arbitraire se changea immédiatement en un enthousiasme bruyant qui porta le commerce britannique à inonder de ses produits les bords du Rio de la Plata. On prépara de suite une nouvelle expédition sous le commandement de Whitelocke pour soutenir Beresford et un armement fut même dirigé sous les ordres de l'amiral Crawford pour prendre une forte position dans le Chili afin d'être en mesure d'agiter par là le Pérou. C'est plus qu'il n'en faut pour prouver que le cabinet anglais songeait, à cette époque, à ébranler la domination coloniale de l'Espagne, soit pour

avoir une part dans ses dépouilles, soit pour se faire bien venir des patriotes.

Le général Beresford à Buenos-Ayres aurait dû, au point de vue de son gouvernement, mener une conduite plus prudente et ne pas chercher à substituer du premier coup l'étendard de la Grande-Bretagne à celui de l'Espagne; les indépendants qui l'avaient appelé, encore trop peu nombreux pour s'emparer de l'autorité, ne voulurent pas être accusés par leurs concitoyens d'avoir procuré seulement un changement de maître; aussi, quand Beresford à la tête de ses 1 600 hommes prétendit faire la loi à une population de 30 000 hommes, s'unirent-ils loyalement à un noyau de troupes espagnoles commandées par Liniers, marin d'origine française au service de l'Espagne, et par leur généreux concours forcèrent-ils le général anglais à mettre bas les armes.

Lorsque Samuel Auchmuty se fut emparé de Montevideo (1807) et que Whitelocke, à la tête de 10 000 hommes se présenta pour la seconde fois sous les murs de Buenos-Ayres, les indépendants suivirent la même politique; ils se serrèrent autour du même Liniers, repoussèrent les Anglais avec succès et les obligèrent même à évacuer Montevideo ainsi que tout le territoire. C'est qu'ils avaient fait l'épreuve des dangers qu'il y a toujours à amener l'étranger dans le sein de la patrie; ils ne voulaient plus compter que sur eux-mêmes, et ils avaient mille fois raison, car les circonstances allaient se déclarer en leur faveur, et l'occasion allait se présenter si favorable qu'ils ne pouvaient la laisser échapper.

L'invasion de l'Espagne par l'armée francaise en 1808, le mouvement extraordinaire qui se détermina dans la Péninsule après la journée du 2 mai, la proclamation par toutes les juntes espagnoles de la souveraineté du peuple, tel est le

signal qui a mis en feu toute l'Amérique du Sud et d'où nous devons dater le premier jour de son émancipation. Partout la même cause produisit le même effet ; quand ils apprirent que leur mère patrie était exposée à un asservissement complet, que ce puissant monarque dont on leur exagérait depuis des siècles l'immense pouvoir avait résigné sa couronne entre les mains d'un conquérant voisin, que le pays tout entier se déclarait en insurrection, et que chaque province de la Péninsule s'organisait à part et se revêtait de tous les attributs de la souveraineté, tout le charme, tout le prestige qui recouvrait la vieille machine administrative se dissipa comme par enchantement ; les colons perdirent toute terreur ; ils se crurent les plus forts, ils cherchèrent à le devenir. La révolution fut accomplie dans l'imagination de tous les peuples ; il n'y eut plus qu'à la consacrer dans la réalité des faits ; cette œuvre a été accomplie par chaque province d'une manière spéciale, comme nous allons le consigner en étudiant successivement les diverses vice-royautés et capitaineries générales entre lesquelles se divisaient les colonies hispano-américaines.

Vice-royauté de Buenos-Ayres.

L'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres, détachée en 1770 du gouvernement du vice-roi de Lima, comprenait toutes les provinces espagnoles de la partie centrale de l'Amérique du Sud baignées par le Paraña, l'Uruguay et leurs affluents, fleuves qui un peu avant leur embouchure, forment le grand bras de mer improprement appelé Rio de la Plata, sur les rives duquel s'élèvent à l'ouest la célèbre ville de Buenos-Ayres et à l'est le port de Montevideo. Ces deux cités importantes dominent par leur position les pro-

vinces voisines; mais tandis que la sphère de Montevideo se trouve resserrée par la création du grand empire du Brésil à l'espace compris entre l'Uruguay et le Rio de la Plata, la ville de Buenos-Ayres est appelée à féconder un territoire considérable; du côté du midi elle a devant elle une étendue si vaste de plaines (*pampas*), qu'au nord elles sont bornées par des forêts de palmiers, au sud par les neiges éternelles; ces plaines la séparent de la Patagonie et ne sont limitées à l'ouest que par la grande Cordillère des Andes, qui longe presque l'océan Pacifique et ne laisse sur son versant occidental entre elle et la mer qu'une langue de terre qui constitue le Chili. Encore aujourd'hui ces pampas exclusivement abandonnées au pâturage des bestiaux, et dans lesquelles on peut parcourir des centaines de lieues sans rencontrer la moindre population, offrent aux esprits entreprenants et disposés à la vie nomade le plus beau champ d'aventures qu'ils puissent rêver. C'est le domaine des *gauchos*, ces Européens façonnés à la vie sauvage dont l'existence tout entière se passe à cheval au milieu des bestiaux, ennemis de toute loi sociale, dégagés de tout frein moral, enclins à la superstition, insouciants de l'avenir et n'ayant de respect que pour la force brutale. Au-dessus de ces pampas s'étendent les provinces de Cordoba, de San Luis et de Mendoza, riches en productions des climats tempérés, cette dernière adossée aux Andes et appelée à être le siége des relations de l'Amérique centrale avec le Chili; puis celles de San Juan, de la Rioja de Catamarca, riches en minerais d'argent, de cuivre et d'or; celles de Tucuman et de Salta, où déjà se cultivent la canne à sucre et le café; vers l'est, celles de Santiago del Estero, de Corrientes, d'Entre Rios, produisant la *yerba mate* (le thé américain) et le coton; enfin le Paraguay, dont les habitants s'étaient déjà assouplis à une civilisation despotique grâce aux célèbres missions des pères

jésuites. Telles étaient les provinces faisant directement partie de la vice-royauté de Buenos-Ayres ; il faut cependant y ajouter encore le Haut-Pérou (la Bolivie de nos jours), ayant pour capitale la ville de Charcas, appelée autrefois la Plata, connue maintenant sous le nom de Chuquisaca, et contenant les fameuses mines du Potosi.

Par cette courte description géographique on peut concevoir l'immense intérêt qui se rattachait pour l'Espagne à cette vice-royauté de Buenos-Ayres, par où lui arrivaient tous les minéraux du Haut-Pérou, conduits depuis Potosi à dos de mulet à travers les provinces de Salta, du Tucuman et de Cordoba et embarqués ensuite sur le Paraña et le Rio de la Plata.

En dirigeant son escadre sur Buenos-Ayres, lord Popham savait bien qu'il attaquait sur un de ses points les plus sensibles le domaine colonial de l'Espagne ; il pouvait d'un coup s'emparer du grand entrepôt de toutes les richesses du centre de l'Amérique du Sud, richesses qui s'y étaient agglomérées depuis qu'en 1778 Buenos-Ayres était devenue le siége d'une vice-royauté, et que la liberté de commercer avec la métropole lui avait été accordée.

Le vice-roi, marquis de Sobremonte, quand il avait appris cette première expédition de Beresford, s'était laissé tellement intimider, qu'il n'avait su prendre aucune mesure ni opposer la moindre résistance ; il avait permis à un corps de troupes de 1 600 Anglais de prendre possession d'une cité de plus de 30 000 âmes. Lui-même s'était retiré volontairement à Cordoba pour y établir le siége de son gouvernement ; une telle conduite avait exaspéré les habitants qui, sous la conduite de Liniers, étaient parvenus avec leurs seules ressources à reprendre possession de leur cité ; aussi quand ils se virent libres du joug anglais, il n'y eut plus qu'un cri contre le vice-roi.

Une réunion générale de toutes les personnes notables du pays fut convoquée le 13 août 1806 par la municipalité, et là, malgré les efforts de l'Audience, qui voulait conserver intacte la souveraineté de la mère patrie, les habitants déclarèrent solennellement la destitution de Sobremonte et nommèrent à sa place Liniers, celui-là même qui les avait dirigés contre l'ennemi. Ils ne pouvaient faire un meilleur choix; mais l'acte qu'ils accomplissaient avait une immense portée : c'était la première fois qu'en Amérique la volonté populaire cherchait à se substituer à l'autorité royale. Liniers était un gentilhomme français que les orages de la révolution avaient chassé de sa patrie et qui sous le pavillon espagnol considérait comme le premier de ses devoirs la fidélité au monarque dont il servait la bannière; royaliste sincère et marin soumis à la discipline militaire, il n'était pas dans l'élément qui lui convenait au milieu d'une population agitée qui aspirait à l'indépendance et tendait à établir sa propre souveraineté. Il n'accepta la mission qui lui était offerte qu'après une vive résistance, et ne conserva même dans l'origine que le commandement militaire qui lui fut confirmé directement par Sobremonte, tandis que l'Audience s'emparait de la direction politique et administrative.

Plus tard, après le grand effort qu'exigea l'expédition de Whitelocke, quand la population fut sortie victorieuse du nouveau danger auquel elle s'était vue exposée, il y eut une nouvelle recrudescence à Buenos-Ayres dans les passions populaires, et par un curieux phénomène il arriva que ce furent les plus chauds partisans de la dynastie régnante qui manifestèrent dans ces circonstances le moins de respect pour les représentants de l'autorité péninsulaire. L'alcalde de Buenos-Ayres, le chef de la municipalité, don Martin Alzaga, que nous verrons plus tard se mettre à la tête du parti espagnol contre les indépendants, fut l'auteur réel d'une

nouvelle réunion comme celle du 13 août 1806, réunion qui se célébra le 10 février 1807, et à la suite de laquelle des troupes furent envoyées pour se saisir de la personne de Sobremonte et le ramener prisonnier à Buenos-Ayres.

Il avait fallu pour résister aux Anglais organiser un corps de troupes pris dans le sein de la population ; ces nouveaux soldats, fiers de leur victoire, entourés, caressés par les hommes intelligents qui dès l'origine de ces événements avaient prévu une issue favorable à la cause de l'indépendance, se sentirent bientôt les maîtres de la situation ; et Liniers, devenu vice-roi par la volonté de Charles IV, dut écrire au cabinet de Madrid et au vice-roi du Pérou que, si on ne lui envoyait rapidement un renfort de vétérans espagnols, il ne pourrait plus répondre du maintien de son autorité. Pendant l'occupation anglaise, un grand nombre de familles s'étaient rapidement enrichies en achetant des produits de l'industrie britannique qu'elles avaient revendus avec de grands bénéfices aux provinces voisines ; une fois commencé, ce commerce ne put pas être empêché ; il prit rapidement de grandes proportions, et sous son couvert tous les écrits révolutionnaires de l'Amérique du Nord et de France firent irruption sur les bords du Rio de la Plata. On observa bientôt une attitude toute nouvelle dans l'esprit général de la population. Un certain nombre d'hommes intelligents et résolus, Moreno, Castelli, Belgrano, Balcarce et d'autres encore, formèrent déjà des conspirations secrètes dans le but de renverser le vice-roi et d'établir un gouvernement indépendant.

C'est alors qu'arrivèrent coup sur coup les nouvelles des émeutes d'Aranjuez, de l'abdication de Charles IV, de l'avénement de Ferdinand VII, de son départ pour Bayonne, de la proclamation de Joseph, de l'insurrection du 2 mai et de la formation des juntes provinciales ; tombant sur un terrain

ainsi préparé, ces nouvelles déterminèrent l'explosion, en même temps qu'elles mettaient toutes les passions en jeu par l'incertitude où les autorités se trouvèrent plongées quant au pouvoir central qu'elles devaient reconnaître.

Liniers, en sa qualité de Français, devint immédiatement suspect à tous les représentants du parti purement espagnol ; il tenta, paraît-il, sur les instances de M. de Sassenay, envoyé du roi Joseph, de décider les esprits en faveur de Napoléon ; mais le conseil municipal dirigé par Alzaga, l'Audience, le général Elio, gouverneur de Montevideo, se déclarèrent violemment contre ces tendances, dont ils ne pouvaient cependant donner une preuve positive ; Ferdinand VII fut solennellement proclamé, et Liniers, malgré son royalisme, malgré ses services, se trouva forcé de s'appuyer exclusivement sur l'élément créole, et d'augmenter encore sa prépondérance, bien qu'il en sentît tous les inconvénients.

Pour assurer son autorité que ses adversaires avaient essayé de détruire en fomentant une nouvelle réunion générale le 1er janvier 1809, il dut faire arrêter Alzaga et ses amis et les envoyer en Patagonie; il supprima tous les corps de volontaires biscayens, catalans et galiciens, sur lesquels ils avaient toujours cherché à s'assurer; il essaya enfin de suspendre Elio de ses fonctions de gouverneur de Montevideo, mais celui-ci refusa d'obtempérer à ses ordres et se maintint de sa propre autorité dans le poste qu'il occupait, comptant triompher facilement auprès de ses compatriotes péninsulaires d'un chef dont l'origine française permettait de mettre en doute la fidélité au drapeau espagnol.

Elio ne s'était pas trompé dans ses calculs : la junte de Séville, écoutant les rapports de Goyonèche qu'elle avait envoyé en mission sur les bords du Rio de la Plata, crut devoir enlever la vice-royauté au seul homme qui contenait

encore l'élément créole prêt à déborder; ne pouvant oublier les grands services qu'il avait rendus, elle lui conserva une pension de 100 000 réaux, le titre de comte, et le grade de chef d'escadre, mais elle décida qu'il résignerait ses fonctions entre les mains d'un nouveau vice-roi, don Balthazar Hidalgo de Cisneros.

Par cette résolution le parti péninsulaire se retrouva de nouveau complétement maître de la situation. Elio fut nommé sous-inspecteur général, Alzaga fut ramené en triomphe de Patagonie, et il fut question de rétablir toutes les restrictions qui pesaient autrefois sur le commerce. C'est alors que le parti créole, voyant qu'il ne pouvait compter sur la coopération du vice-roi, entra réellement dans une voie d'hostilité ouverte contre l'Espagne; une énergique requête fut présentée en son nom par Manuel Moreno, personnage qui attirait déjà l'attention, et qui poursuivait déjà avec une politique pleine d'intelligence le plan d'une émancipation immédiate. On chercha à faire entrer dans le sein du conseil municipal des personnes qu'aucun lien ne rattachait aux intérêts de la Péninsule, et on y réussit si bien, qu'au 1er janvier 1810 ce conseil, dont Alzaga avait dès lors refusé de faire partie, se trouvait presque entièrement composé de patriotes indépendants.

Sur ces entrefaites on apprit en Amérique la défaite d'Ocaña, l'entrée des Français en Andalousie, le remplacement de la junte de Séville par une commission de régence. Ce fut un nouveau sujet d'excitation pour les esprits. Il y eut une nouvelle réunion générale des fonctionnaires et des notables, c'est-à dire un *cabildo abierto*, dans laquelle on décida qu'en présence des graves événements qui se passaient dans la Péninsule, les fonctions de vice-roi seraient provisoirement remplies par le conseil municipal, qui à son tour devrait nommer une junte destinée à prendre les rênes

du gouvernement jusqu'à la convocation d'un congrès national.

De cette importante détermination et des faits qui en furent la conséquence date véritablement l'indépendance de Buenos-Ayres; tous les liens qui unissaient cette colonie à la mère patrie furent détruits les uns après les autres, et libre la première, non-seulement elle devint assez puissante pour conserver sa liberté, mais encore elle put aider ses voisines à suivre son exemple.

Dans le premier moment, les Espagnols, espérant encore sauver les apparences, avaient obtenu que le vice-roi Cisneros serait placé à la tête de la junte; mais le peuple refusa de sanctionner cette décision, et d'accord avec les milices provinciales, commandées par Saavedra, il somma le vice-roi de donner sa démission (24 mai 1810). La junte, devenue la vraie expression du mouvement, se trouva réduite à sept membres, parmi lesquels se trouvaient trois personnages marquants, Saavedra, Castelli et Belgrano; elle choisit pour secrétaires Paso et Moreno, l'auteur de la requête sur la liberté commerciale dont nous avons déjà parlé.

Par cette simple modification de personnes la révolution se trouva consommée. La junte déclara bien qu'elle gouvernait encore au nom de Ferdinand VII, mais elle refusa formellement de reconnaître la régence de Cadiz.

Jusqu'ici il n'y avait pas encore effusion de sang; mais un changement si radical ne pouvait s'accomplir sans une forte résistance de la part de l'élément espagnol, auquel on commençait déjà à donner le nom de *gothique* pour le caractériser plus spécialement, et sans de vives divergences entre les vainqueurs, parmi lesquels deux partis allaient se dessiner immédiatement : l'un composé des unitaires, qui comprenaient la nécessité d'organiser à Buenos-Ayres un pouvoir central suffisamment énergique et puissant, voulait

tout en se servant des ressources des provinces, maintenir toute l'autorité entre les mains des révolutionnaires de la capitale; l'autre, composé des fédéralistes, demandait la participation active des provinces au nouveau gouvernement. C'était là une grande difficulté ; car le parti gothique, trop faible par lui-même pour lutter contre la masse de la population, pouvait en la divisant retrouver une certaine force, et peut-être reconquérir tout l'ascendant qu'il venait de perdre.

Les hommes placés à la tête de la junte ne manquaient pas de ressources morales et intellectuelles et d'énergie révolutionnaire; aussi purent-ils faire face à toutes les difficultés et lancer enfin à la mer le beau navire qui portait l'oriflamme de leur nouvelle patrie.

Le plus pressé était de réduire à l'intérieur l'élément gothique dont l'influence était le plus à redouter. Cisneros dépossédé, et les cinq premiers conseillers de l'audience furent arrêtés par le docteur Castelli, l'exécuteur principal des décisions de la junte, et on les fit embarquer pour les îles Canaries. Mais le malheureux vice-roi avait eu le temps avant de s'éloigner de déléguer ses fonctions à son prédécesseur Liniers ; ce dernier, depuis sa disgrâce, vivait paisiblement retiré dans la ville de Cordoba, attendant peut-être le jour où ceux même qui avaient contribué à sa chute seraient obligés de s'appuyer sur sa popularité et sur les souvenirs attachés à ses anciens exploits. Liniers, nous l'avons dit, était un royaliste sincère, et un brave soldat ; placé entre la vice-royauté qui lui était remise par Cisneros, et les prières de la junte de se maintenir tout à fait dans la neutralité, il crut de son devoir d'accepter la difficile mission qui lui était confiée ; mû par un sentiment chevaleresque, il tenta d'organiser à Cordoba une petite armée pour marcher sur Buenos-Ayres. Les manœuvres patriotiques et astucieuses du docteur Funes

qui souleva la province contre lui l'empêchèrent de mettre ce plan à exécution. Il se décida alors à gagner le Pérou à la tête du petit nombre de personnes groupées autour de lui et restées fidèles à la cause gothique, parmi lesquelles on comptait le gouverneur de Cordoba don Juan de la Concha, et l'évêque Orellana.

Cette décision devait lui être fatale ; égaré intentionnellement par les guides au milieu des déserts qu'il devait traverser dans sa fuite, il tomba entre les mains d'un détachement de cent hommes, commandé par Balcarce qu'avait envoyé à sa poursuite Ocampo, général en chef de l'armée que la junte venait d'improviser, et qu'avec un génie vraiment révolutionnaire elle envoyait de suite au secours des insurgés du Haut-Pérou.

La belle conduite de Liniers en 1806 et 1807 devait dans cette pénible situation le protéger contre la vengeance de ses adversaires ; le sauveur de Buenos-Ayres ne méritait pas de tomber sous la balle d'un patriote buenos-ayrien. Il n'en fut point ainsi. A peine la junte eut-elle connaissance de la captivité de Liniers, qu'elle dépêcha au quartier général son terrible agent le docteur Castelli ; et dans le milieu des pampas, à quatre lieues d'un relai de poste nommé Cabeza del Tigre, Liniers, Concha et trois de leurs officiers furent impitoyablement fusillés ; l'évêque et son confesseur furent seuls épargnés. Triste fin d'un loyal chevalier français ! Il aurait pu rendre bien des services à sa patrie natale s'il avait eu au fond du cœur moins de ressentiment, contre notre grande Révolution, mais du moins sa patrie adoptive ne pourra jamais lui témoigner assez de reconnaissance tant pour les services héroïques qu'il lui a rendus que pour son dernier sacrifice ; pouvait-il tirer une plus admirable vengeance du peu de confiance témoigné à sa fidélité ?

L'embarquement de Cisneros, la mort de Liniers portè-

sent un coup décisif au parti gothique dans tout l'intérieur de la vice-royauté de Buenos-Ayres ; la junte, pour ne pas laisser ralentir la fougue révolutionnaire, ne se borna point à des demi-mesures ; elle comprit que le meilleur moyen d'assurer son triomphe était de porter elle-même la guerre au delà de ses frontières et d'occuper sur les territoires voisins tous les ennemis qui pourraient être disposés à inquiéter son indépendance.

Des agents furent donc envoyés au Chili pour soulever de ce côté l'enthousiasme révolutionnaire et promettre toute espèce de secours à ceux qui voudraient secouer le joug de l'Espagne ; tandis qu'on suscitait de ce côté de grands embarras au capitaine-général de cette province, de nouveaux renforts étaient envoyés à Ocampo, chargé dès l'origine de soulever contre le vice-roi du Pérou toutes les populations établies sur les limites de la vice-royauté de Buenos-Ayres et de conquérir, s'il était possible, à la cause de la révolution les quatre provinces du Haut-Pérou : Potosi, la Plata, Cochabamba et la Paz.

Le vice-roi du Pérou, Abascal, marquis de la Concordia, qui depuis longtemps déjà voulait intervenir dans les affaires de Buenos-Ayres, se trouva paralysé par ces deux habiles manœuvres ; il eut assez de se défendre dans l'intérieur même de son territoire, et, obligé en même temps de faire face à d'autres difficultés que lui suscitèrent les soulèvements de Quito et de la Nouvelle-Grenade, il dut abandonner à lui-même ce foyer ardent qui s'était allumé à Buenos-Ayres, croyant sans doute qu'il s'éteindrait rapidement en raison même de son extrême violence.

Profonde erreur ! Les hommes qui dirigeaient le mouvement étaient à la hauteur de leur tâche. Rassurés du côté de Lima par les dangers de tout genre auxquels se trouvait exposé le vice-roi Abascal, ils tournèrent leurs regards vers

les trois seuls points d'où leur pouvait venir un orage, le Paraguay, Montevideo et l'empire du Brésil.

Le gouverneur du Paraguay, Velasco, avait su par une administration facile et commode gagner la sympathie de ses administrés, et il pouvait rallier autour de lui des populations hostiles à la junte; Belgrano, envoyé contre lui, se laissa battre à quinze lieues d'Assomption, et se vit obligé à battre en retraite; mais il avait eu le temps d'exciter les esprits contre son malheureux vainqueur. Le 15 mai 1811, sans qu'il y eût effusion de sang, Velasco fut destitué, et une junte s'établit pour exercer le pouvoir au nom de Ferdinand VII. A la tête de cette junte se plaça de prime abord le docteur Rodriguez de Francia, qui profita de la circonstance pour signer un traité avec Belgrano et faire reconnaître par lui, au nom de la junte, l'indépendance du Paraguay en même temps qu'il l'établissait en fait d'une manière absolue vis-à-vis l'Espagne. Par ce traité Buenos-Ayres perdait une province, mais assurait de ce côté la sécurité absolue de ses frontières.

Restaient Montevideo et la cour de Rio de Janeiro; contre l'une, les armes seules pouvaient décider; contre l'autre, il fallait employer toutes les ruses de la diplomatie et tous les calculs de la politique la plus raffinée.

Montevideo, depuis la déclaration d'indépendance de Buenos-Ayres, était devenue en effet le quartier général de tous les défenseurs de la cause espagnole; sous la vice-royauté de Liniers, son gouverneur Elio avait déjà préparé la population à se considérer comme la rivale et l'ennemie de ces fougueux républicains de Buenos-Ayres qui osaient, de leur propre volonté, destituer un vice-roi nommé par le souverain des Espagnes. Il avait accumulé dans son enceinte toute sorte de munitions de guerre, et il y attirait toutes les familles qui voulaient s'attacher au sort de la

mère patrie et qui fuyaient le contact des patriotes indépendants. Aussi, lorsqu'après le mouvement du 25 mai 1810 la junte de Buenos-Ayres essaya d'établir sa suprématie sur cette ville, elle rencontra une forte résistance, d'autant plus obstinée que tous les amis de la cause espagnole s'y donnèrent de suite rendez-vous. Elio était absent; il était allé en Espagne chercher des secours, défendre la position qu'il avait prise contre Liniers et peut-être aussi préparer sa candidature à la vice-royauté qu'il ambitionnait toujours malgré l'impuissance à laquelle elle était déjà réduite. En son absence, néanmoins, il suffit du bon esprit des soldats, et surtout du corps de la marine, qui avait échappé à tous les piéges que la junte lui avait tendus afin de s'emparer de ses vaisseaux, pour empêcher divers complots qui se tramèrent dans l'enceinte de ses murs dans le but d'arborer le drapeau de l'indépendance. Au commencement de 1811, Elio était déjà de retour revêtu du caractère de vice-roi que la régence, complétement identifiée à ses sentiments et à ses opinions, s'était empressée de lui octroyer, et il se mit activement à l'œuvre pour combiner tous les éléments hostiles à l'indépendance américaine, dont il pouvait disposer autour de lui.

Un de ces éléments les plus importants pouvait être la cour de Rio de Janeiro, qui seule dans ces latitudes et dans ces circonstances disposait d'assez d'argent et de troupes pour écraser dans son origine le nouvel Etat. Mais il aurait fallu une coopération sincère de la part des Portugais du Brésil, et l'ancienne rivalité existant entre les deux nations espagnole et portugaise, rivalité qui avait pris de si grandes proportions sur le territoire américain, faisait voir à ces derniers, avec une certaine satisfaction, la ruine du système colonial espagnol; ils croyaient n'avoir que des bénéfices à en attendre. Depuis l'établissement de la famille royale de Bragance au Brésil, les Portugais n'avaient plus à redouter

l'esprit d'indépendance dans les populations brésiliennes, enthousiasmées par la présence de leurs souverains ; loin de redouter pour eux-mêmes la propagation des principes proclamés à Buenos-Ayres, ils étaient plutôt pour les Espagnols un objet permanent de doute et d'inquiétude. Dans la ville de Montevideo, à tort ou à raison, on attribuait à la cour de Rio de Janeiro l'intention de se mêler activement aux troubles du Rio de la Plata soit pour créer une nouvelle royauté au profit de la maison de Bragance, soit au moins pour s'approprier la colonie del Sacramento et toute la bande orientale située à l'ouest de l'Uruguay. Ces soupçons étaient d'autant mieux fondés que la princesse Charlotte, sœur de Ferdinand VII, et mariée à un prince portugais, sitôt qu'elle eut connaissance des scènes de Bayonne, prétendit hardiment faire reconnaître en Espagne et en Amérique ses droits exclusifs à exercer le pouvoir souverain durant la captivité de son frère. Dans cette difficile situation, Elio ne voulait donc s'adresser à la cour de Rio de Janeiro qu'à la dernière extrémité; loin d'appeler les troupes portugaises, il suppliait le marquis de Casa Irujo, ambassadeur d'Espagne au Brésil, d'obtenir l'éloignement de l'armée réunie sur la frontière de la bande orientale et cherchait seulement à obtenir par son intermédiaire les munitions et les ressources dont il se trouvait totalement privé depuis l'insurrection générale du pays. Aidé par l'influence de la princesse Charlotte qui, dans un moment difficile, dut offrir tous ses joyaux pour subvenir aux besoins des troupes espagnoles de Montevideo, le marquis de Casa Irujo aurait peut-être décidé le comte de Linarès, premier ministre du Brésil, à envoyer quelques subsides en argent et munitions ; mais dès l'origine il fut contrarié dans tous ses efforts par lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre ; celui-ci se montra toujours favorable à la cause de l'émancipation ; persuadé des avantages com-

merciaux que son pays devait retirer de la création d'États indépendants dans l'Amérique du Sud, il ne cessa de protéger l'État de Buenos-Ayres, alors même que les soldats anglais et espagnols luttaient ensemble contre l'armée française sur le territoire de la Péninsule.

Appuyé sur ses seules forces, Elio n'était pas en mesure de tenir tête à toutes les provinces de l'ancienne vice-royauté coalisées contre lui ; malgré ses prétentions de tenir Buenos-Ayres en état permanent de blocus, il ne tarda point à se voir lui-même assailli par toutes les populations de la bande orientale qui, soulevées par les émissaires de la junte, lui enlevèrent successivement plusieurs points d'importance stratégique, le privèrent du concours utile d'officiers distingués tels que Rondeau et Artigas, en les choisissant pour chefs. Il fut réduit à abandonner successivement toutes les villes de la Banda qu'il possédait encore : Mercedes, las Minas, Maldonado ; et, pour ne pas être enfermé lui-même dans Montevideo, il livra deux batailles décisives à San José et à las Piedras, dont le résultat lui fut également fatal. Artigas, à la tête de bandes indisciplinées sur lesquelles il acquit rapidement un ascendant extraordinaire, l'obligea peu après à quitter la campagne jusqu'à ce que Rondeau, qui commandait des troupes plus régulières, vint mettre lui-même le siége devant Montevideo au mois de juillet 1811.

Il fallait de grands efforts pour se tirer d'une situation aussi difficile ; Elio n'en négligea aucun ; il disposait d'une escadre importante. Elle reçut l'ordre de se présenter devant Buenos-Ayres et de le bombarder ; mais la population tout entière supporta les bombes avec résignation et ne songea pas un instant à s'abaisser devant un ennemi dont elle connaissait déjà la situation désespérée ; l'escadre dut se retirer sans avoir obtenu d'autre résultat que d'exciter au plus haut degré l'enthousiasme des femmes elles-mêmes. Un autre

moyen plus efficace restait au vice-roi de Montevideo : c'était de profiter des graves dissensions intestines qui s'étaient élevées entre les patriotes pour produire le désordre au milieu d'eux et pour récolter le despotisme en semant l'anarchie.

Nous n'avons pas ici à pénétrer dans l'histoire intérieure de Buenos-Ayres et à raconter toutes les luttes qui s'élevèrent dans le sein de la première junte; d'abord, entre Moreno et Saavedra, ce dernier chef des fédéralistes, le premier défenseur d'un système radical et unitaire ; puis, après la mort de Moreno qui, revenant d'une mission à Londres où il avait été envoyé comme ambassadeur, succomba dans le trajet, entre ce même Saavedra et le club patriotique devenu le défenseur des idées d'unité; nous n'avons pas à raconter non plus le mouvement du 6 avril 1811 qui amena la dissolution du club et l'épuration de la junte; la chute de Saavedra causée par les défaites de Balcarce dans le Haut-Pérou (23 septembre), la dissolution de la junte, la formation d'un triumvirat, la publication d'un statut constitutif provisoire pour le gouvernement suprême des Provinces-Unies (22 novembre 1811).

Tous ces événements appartiennent déjà à l'histoire de l'Amérique, et non à celle de l'Espagne : il nous suffira de dire qu'au milieu de tous ces faits qui constatent le grand travail d'élaboration intérieure dont ce pays était le théâtre, Buenos-Ayres avait pris en peu de temps l'aspect d'une grande capitale; il s'y manifestait un goût des lumières, un désir de s'instruire, une passion d'atteindre du premier coup au dernier échelon de la civilisation, qui frappaient d'admiration tous les voyageurs attirés sur les bords du Rio de la Plata. Aiguillonnés par le zèle ardent de Moreno, ils s'empressèrent de fonder une bibliothèque nationale, d'améliorer les écoles, de fonder de nouveaux établissements d'utilité publique ; ils restreignirent le nombre des couvents, ils per-

mirent aux Anglais l'exercice de leur culte; enfin ils se montrèrent à tous les points de vue dignes de la liberté qu'ils venaient de conquérir. Aussi tous les efforts d'Elio vinrent se briser contre leur patriotisme; malgré toutes les occasions qui se présentèrent pour exciter les passions publiques, l'opinion était unanime contre la domination espagnole; il fallait, pour sauver Montevideo, employer d'autres ressources.

Ce fut alors, et alors seulement, qu'Elio se décida à appeler les Portugais; il écrivit au marquis de Casa Irujo pour lui manifester le besoin qu'il avait d'un secours étranger et s'empressa de communiquer sa décision au triumvirat chargé du pouvoir exécutif à Buenos-Ayres. Dans l'état d'impuissance où se trouvaient réduits les Espagnols de Montevideo, leur voisinage immédiat valait encore mieux pour les indépendants que celui des Portugais; aussi quand ils apprirent qu'un corps de troupes de cette nation avait pénétré dans la Banda, un armistice fut proposé, et comme de part et d'autre les esprits étaient dominés par un même sentiment de méfiance à l'égard du Brésil, l'entente ne fut pas longue. D'après le traité, auquel lord Strangford prit une large part, l'autorité de Ferdinand VII était reconnue par les deux partis; on fixait avec exactitude les territoires qui devaient être soumis à l'autorité d'Elio et ceux que le triumvirat devait administrer; le vice-roi se portait enfin caution du départ des Portugais (21 octobre 1811).

La nécessité seule avait pu arracher la signature d'un traité qui permettait déjà de considérer Buenos-Ayres comme un Etat semi-indépendant, et le principal objet d'Elio, en y consentant, avait été de gagner du temps pour ravitailler à nouveau la place de Montevideo, destinée à être le siége de toutes les opérations tant que l'espérance ne serait pas perdue de recouvrer le beau fleuron qui s'échappait de la couronne d'Espagne. On s'empressa donc de mettre

le temps à profit, et don Gaspar Vigodet, nommé vice-roi par la régence en remplacement d'Elio, se mit activement à l'œuvre pour réunir des munitions qu'il ne se procurait qu'avec la plus grande difficulté vu l'état de détresse où la Péninsule se trouvait réduite; au contraire l'Angleterre et surtout les Etats-Unis, dont le gouvernement, par son décret de la fin de 1811, s'était déclaré ouvertement partisan des indépendants, pourvoyaient avec abondance Buenos-Ayres de tout ce qui lui était nécessaire pour continuer la lutte avec avantage.

Vers le milieu de 1812, Vigodet se crut en état de tenter à nouveau le sort des armes; il s'était mis en communication avec Goyonèche, qui, après les deux victoires de Guaqui et de Sipesipe, s'était emparé de tout le Haut-Pérou, et qui, maître des deux provinces de Jujuy et de Salta, devait tenter une expédition sur le Tucuman; les Portugais, mécontents du refus d'Artigas d'exécuter le traité du 21 octobre et de traverser l'Uruguay, se montraient disposés à pénétrer de nouveau dans la Banda; une escadre bien approvisionnée maintenait le blocus devant Buenos-Ayres; enfin, dans l'intérieur de cette cité, le chef du parti gothique, Martin Alzaga, osait préparer, avec un certain nombre de conjurés, une contre-révolution dont le vice-roi de Montevideo attendait les plus heureux résultats.

La situation paraissait donc des plus graves et des plus difficiles pour les indépendants, que partageait encore une ordonnance relative à la convocation d'une assemblée générale du pays et qui se préoccupaient vivement des résultats que pouvaient donner des élections faites au milieu de telles circonstances. Le pouvoir exécutif était toujours entre les mains du triumvirat, dont Puyredon était en ce moment le personnage principal; une seule défaillance pouvait compromettre l'avenir du nouvel Etat; il n'y en eut pas,

et Payrédon eut le bonheur et le mérite de préserver sa patrie de tous ces dangers.

La conspiration d'Alzaga fut découverte à temps, et, comme Liniers, il paya de sa vie, avec les principaux conjurés, sa fidélité à la mère patrie. L'expédition contre le Tucuman, préparée par le général Tristan sous les ordres directs de Goyonèche, échoua d'une manière déplorable et dut se replier en désordre dans le Haut-Pérou. L'ambassadeur anglais s'opposa fortement, à Rio de Janeiro, au départ de nouvelles troupes pour la Banda. Enfin la flotte espagnole dut abandonner le blocus pour aller au secours de Montevideo, de nouveau assiégée par les troupes d'Artigas et de Rondeau.

Vers la fin de 1812, la situation avait tout à fait changé pour les patriotes de Buenos-Ayres, et c'était au tour de Vigodet de se mettre sur la défensive. Vaincu le 31 décembre dans une sortie qu'il tenta à la tête d'une importante partie de ses forces, il dut se résigner à soutenir le siége de Montevideo et à abandonner à ses adversaires la possession exclusive de la Banda orientale, conservant seulement la prépondérance sur mer, et en état, grâce à cet avantage, de lutter longtemps encore contre tous leurs efforts.

Tant qu'un vice-roi espagnol était installé à Montevideo, les habitants de Buenos-Ayres comprenaient que leur indépendance était toujours menacée ; aussi ne songent-ils point à cesser les hostilités jusqu'à ce qu'ils aient assuré leur complet triomphe. La nécessité d'une marine une fois bien comprise, ils consacrent tous leurs efforts à se pourvoir d'une escadre et entament des négociations avec des officiers anglais et américains pour opposer des navires à ceux de leurs ennemis.

Ce fut là véritablement leur grande occupation de l'an-

née 1813, tandis que Belgrano, vainqueur de Tristan, perdait, dans sa lutte contre Pezuela, à Vilcapugio et Ayohuma, les lauriers conquis par lui dans les plaines du Tucuman, et que Rondeau et Artigas pressaient activement du côté de terre le siége de Montevideo.

La situation des Espagnols à l'ouverture de l'année 1814 était déjà critique dans le dernier asile qui leur restait de toute l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres. Complétement investis du côté de terre, ils n'avaient plus d'espoir que dans leurs vaisseaux, et déjà commençait à apparaître une flotte ennemie sous les ordres de l'amiral Brown, qui, bien approvisionnée, bien ravitaillée, menaçait de prendre sur mer une prépondérance décisive; tout semblait annoncer qu'ils ne pourraient plus tenir au bout de quelques mois.

De grandes dissensions intérieures auraient pu seules empêcher ce dénoûment; mais le nouvel État apprenait à se diriger au milieu de ses querelles intestines, qui se terminaient le plus souvent sans effusion de sang, et la réunion définitive d'un congrès issu des colléges électoraux des provinces (31 janvier 1813) venait de lui donner une nouvelle force aux yeux des populations.

Dès l'installation de cette assemblée, qui se proclama congrès souverain constituant, le nom de Ferdinand fut proscrit de tous les actes publics; l'indépendance absolue fut proclamée; le peuple des Provinces-Unies du Rio de la Plata eut ses armoiries, ses bannières et sa monnaie. Sous la présidence de Don Carlos Alvear, qui, à l'âge de vingt-quatre ans, fut appelé à en diriger les séances, ce congrès employa toute l'année 1813 à jeter les bases d'un lien fédéral entre toutes les provinces groupées autour de Buenos-Ayres. Sa tâche était difficile; il parvint cependant à la remplir en s'emparant à la fois du pouvoir législatif et

exécutif; mais la haute considération dont il jouissait se trouva tout-à-coup ébranlée par la nouvelle des défaites de Belgrano dans le Haut-Pérou. Sentant alors le besoin de donner au gouvernement une plus grande unité, il se décida à mettre à la tête du gouvernement, à la place des triumvirs qui depuis deux ans dirigeaient les affaires, un directeur suprême, ayant à côté de lui un conseil composé de sept membres (31 décembre). Ce pouvoir fut confié à Gervasio Posadas, et ce personnage était déjà entré en fonctions quand la nouvelle commença à se répandre en Amérique des grandes défaites de Napoléon en Allemagne, du traité de Valençay et du retour prochain de Ferdinand VII dans sa capitale.

Vice-royauté du Pérou et présidence du Haut-Pérou (1808 — 1814).

Lima, la belle Lima, capitale du Pérou, justement célèbre par la douceur de son climat, la grâce et le mérite de ses femmes, n'avait aucune ressemblance avec la ville de Buenos-Ayres dont nous venons d'esquisser l'histoire pendant les six années qui précédèrent la restauration de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne. Elle n'était pas habitée par une population vive, laborieuse, à goûts indépendants, ayant soif de lumières et disposée à entrer en relation avec les pays civilisés; ses habitants, d'origine européenne, endormis dans la richesse, habitués à une vie exclusivement contemplative, appartenaient presque tous à la classe des descendants des anciens propriétaires conquérants ou aux familles des anciens fonctionnaires qui avaient occupé en Amérique les positions les plus élevées. On y voyait beaucoup de nobles Castillans, de dignitaires de l'Église, d'em-

ployés supérieurs. Ces hommes influents dominaient tout le pays par leur mérite personnel ou par leurs richesses. A Lima on comptait environ 20 000 blancs, 6 000 métis, 3 000 Indiens, 12 000 nègres libres et 8 000 esclaves. Il ne pouvait donc y avoir là de centre révolutionnaire ; loin de désirer la chute de la métropole, tous les blancs étaient intéressés au maintien de sa domination. Le danger, si danger il y avait, pouvait exclusivement provenir soit de la part des naturels complétement soumis, mais au fond justement désireux de se venger de toutes les misères que la domination espagnole avait fait subir à leurs ancêtres, soit de la part des agents secrets venant importer dans le pays les passions et les idées du dehors. Les Indiens, qui formaient particulièrement dans la Sierra et dans la région orientale la masse la plus compacte, en apparence indifférents, avaient entièrement perdu le souvenir de l'ancienne civilisation des Incas, dont les voyageurs retrouvent chaque jour des vestiges si intéressants dans les monuments de Cuzco, de Traguanaco et de Cayo. Abrutis par le despotisme et la superstition, libres de nom, esclaves de fait, ils subissaient le joug qui leur était imposé sans avoir la force et l'esprit de s'unir pour le secouer par un violent effort ; ils ne pouvaient servir ni pour l'attaque, ni pour la défense. C'était une cire molle disposée à subir l'empreinte que la force pouvait lui imposer. La lutte, si elle se produisait dans cette province, jusqu'à ce que vînt du dehors un élément assez puissant pour obtenir une prépondérance décisive, ne devait être qu'une longue série de désordres ; rien n'était prêt pour la constitution d'un État indépendant.

Autrefois la vice-royauté du Pérou comprenait toutes les provinces de l'Amérique du Sud, et il est facile de concevoir l'importance qui en résultait pour Lima, unique centre administratif de ces vastes domaines ; mais dès

l'année 1716 une nouvelle vice-royauté avait été constituée à Santa Fé de Bogota, avec mission de gouverner tous les pays situés au nord de l'équateur. Plus tard, vers 1778, on avait encore réduit la vice-royauté du Pérou pour former celle de Buenos-Ayres. Ainsi le grand rôle que jouait autrefois Lima dans l'Amérique du Sud avait été s'amoindrissant pendant tout le dix-huitième siècle. Loin de progresser, le Pérou, depuis que l'exploitation des mines s'était concentrée entre les mains de quelques particuliers et avait cessé d'attirer les aventuriers, voyait peu à peu tomber son antique splendeur et se trouvait déjà dans un état voisin de la décadence.

Lorsqu'on apprit en Amérique les premiers événements accomplis dans la péninsule ibérique au commencement de l'année 1808, les Espagnols du Pérou, satisfaits du commandement intelligent et ferme du vice-roi don José Abascal, marquis de la Concordia, ne songèrent qu'à venir au secours de la métropole et à l'assister par de grands envois d'argent. L'esprit de rébellion se manifesta à peine dans toutes les provinces s'étendant entre les Andes et l'océan Pacifique, depuis Arica jusqu'à Guayaquil, qui constituent le Pérou proprement dit. Cuzco, le siége de l'ancienne civilisation quichua, le berceau des fils du Soleil, la capitale de Manco Capac, terrifiée par l'exécution d'Ugalde en 1805, ne songea point à manifester la moindre hostilité; on savait gré au vice-roi de certaines manifestations bienveillantes qu'il aimait à faire en faveur des indigènes, en visitant leurs familles et en leur donnant des fêtes,

L'explosion révolutionnaire se fit sentir dans le Haut-Pérou (Bolivie), de l'autre côté du Rio Desaguadero qui, aujourd'hui encore, sert de limite aux deux républiques du Pérou et de Bolivie et qui séparait alors les deux vice-royautés de Buenos-Ayres et de Lima; elle s'y développa

à la faveur des discussions qui surgirent dans la ville de Charcas, autrefois la Plata ou Chuquisaca, entre le président de la province, nommé Pizarro, et les membres de l'Audience, dissensions que favorisait naturellement l'état d'impuissance du vice-roi de Buenos-Ayres à la juridiction duquel ils étaient soumis, et qui, de si loin, pouvait difficilement apprécier à laquelle des deux autorités il devait donner raison. Toute la population s'était partagée entre le président et les auditeurs, lorsque l'arrivée du même Goyonèche qui avait porté à Buenos-Ayres les instructions de la junte de Séville et qui se rendait à Lima auprès du vice-roi du Pérou, vint donner le signal des agitations tumultueuses.

Le président s'empressa de reconnaître l'autorité de Goyonèche et voulut mettre à exécution les ordres qu'il apportait. L'Audience résista, sous prétexte que le but du nouvel arrivant était de détrôner Ferdinand VII et de placer la couronne entre les mains de l'infante Charlotte. Cette divergence d'opinion amena un mouvement populaire (25 mai 1809) dont les conséquences furent la destitution et la captivité du président et la constitution de l'Audience elle-même en junte de régence au nom de Ferdinand VII. Si les autres provinces du Haut-Pérou avaient suivi l'exemple de la capitale et l'avaient sérieusement appuyée, cette insurrection aurait pu avoir de graves résultats ; mais de toutes les cités que l'Audience agita, une seule, la plus importante il est vrai, répondit à son appel. La ville de la Paz organisa une junte révolutionnaire dite *tuitiva :* toutes les autres gardèrent une attitude neutre, et les gouverneurs, qui gagnaient à cet état de choses l'indépendance absolue et la privation d'un chef immédiat, ne firent aucun effort pour mettre un terme à l'anarchie que créait une semblable situation. Réduite aux deux places de la Paz et de Charcas, sans autre appui que deux ou trois milliers d'Européens,

assistés, il est vrai, par une masse d'Indiens inconsistants, l'insurrection devait être facilement réprimée. Elle le fut en effet. Goyonèche, chargé des pleins pouvoirs du vice-roi de Buenos-Ayres, appuyé efficacement par Abascal qui s'était empressé de lui fournir des troupes afin d'éteindre un incendie dont les flammes pouvaient se communiquer si facilement à ses propres provinces, et nommé en même temps gouverneur de Cuzco pour qu'il pût exercer une plus grande autorité sur la race indienne, organisa un corps de troupes dans la province de Puno, et, à sa tête, entreprit une expédition contre les insurgés. Il entra sans résistance dans les deux cités. A la Paz, les principaux meneurs eurent le temps de s'échapper et lui abandonnèrent une ville à moitié détruite par le feu de la guerre civile. A Charcas, l'Audience s'empressa de se soumettre. Le président Pizarro fut rendu à la liberté. Un nouveau fonctionnaire, Nieto, nommé par le vice-roi de Buenos-Ayres, se saisit des rênes de l'administration. Ceux des auditeurs qui avaient pris une part plus active à la rébellion furent bannis ; il y eut quelques exécutions, puis une amnistie générale, et la tranquillité parut rétablie dans tout le Haut-Pérou (décembre 1809).

Les événements qui se passèrent à Buenos-Ayres dans le mois de mai 1810 ne permirent pas qu'elle fût de longue durée ; on se souvient en effet que, craignant justement les efforts que pouvait tenter contre elle le vice-roi de Lima, la junte révolutionnaire de Buenos-Ayres, dès son installation (mai 1810), s'était décidée à envoyer un petit corps de troupes dans la province du Haut-Pérou. Ce corps dépassait à peine un millier de soldats, mais il portait avec lui l'étincelle révolutionnaire, et la junte le considérait avec raison comme un noyau autour duquel viendraient se grouper tous les mécontents du Haut-Pérou. Ce fut en effet ce qui arriva : Ocampo, et après lui Balcarce et Castelli, n'eurent

qu'à se présenter; ils virent accourir autour d'eux une foule de mécontents; ils trouvèrent partout une sincère adhésion. Cochabamba se déclara en leur faveur; le gouverneur de la Paz refusa l'obéissance au président Nieto; les quelques troupes royales occupant le Haut-Pérou se virent exposées aux plus grands dangers entre le corps de Balcarce et les masses agitées derrière elles. Elles obtinrent un premier succès à Cotagaita sur le chef argentin, mais bientôt, mises en déroute à Suipacha, elles ne purent empêcher leur ennemi de tendre la main aux villes insurgées. Castelli, l'exécuteur des volontés de la junte de Buenos-Ayres, l'agent principal de la révolution, dont Balcarce devait suivre les inspirations après la victoire, entra en vainqueur à Potosi, s'empara du trésor accumulé dans cette ville, fit fusiller le président Nieto, et chercha à répandre l'esprit d'insurrection, non-seulement dans le Haut-Pérou, mais encore dans toutes les provinces limitrophes du Pérou (décembre 1810).

Le moment était grave et solennel pour la vice-royauté de Lima : dans l'état de faiblesse où étaient réduites les troupes d'Abascal et de Goyonèche, et dans l'état d'exaltation générale où se trouvaient les esprits, si Castelli, poursuivant ses succès, avait franchi le Desaguadero et pénétré directement dans la province de Cuzco, il est douteux qu'il eût trouvé devant lui le moindre obstacle, et peut-être aurait-il arboré le drapeau révolutionnaire jusque dans la capitale. Mais il ne sut pas profiter de l'occasion; entouré, caressé par toutes les cités qui saluaient en lui leur libérateur, il s'endormit dans les plaisirs et alla s'établir à Chuquisaca, la capitale du Haut-Pérou; là, uniquement occupé d'envoyer partout des agents prêcher l'insurrection, il se laissa aller aux douceurs d'une vie molle et efféminée, et se contenta d'intimer au vice-roi de Lima l'ordre de ne pas franchir la limite du Desaguadero. Abascal et Goyonèche dans le

premier moment n'avaient garde de s'aventurer en dehors de leurs frontières ; ils avaient besoin de s'organiser, et tout le temps qu'employa Castelli à Chuquisaca à se rendre odieux aux habitants du Haut-Pérou par un scepticisme voltairien qui contrastait trop avec leur excessive superstition, ils l'employèrent à organiser dans la province de Cuzco, avec les ressources du pays qui leur restait fidèle, une troupe infiniment supérieure à celle de leur adversaire ; puis, une fois leur armée bien pourvue, bien instruite, ils ouvrirent la campagne. Goyonèche, appelé à commander l'expédition, sympathique par sa qualité d'Américain à toutes les populations au milieu desquelles il agissait, avait réuni plus de 8 000 hommes de troupes réglées, nombre considérable dans ce genre de guerre, où il fallait traverser à chaque instant d'immenses déserts dénués de toutes ressources pour l'alimentation des soldats. Avec leur concours, il battit complétement Castelli et Balcarce dans les environs de Guaqui ; et cette première journée, à laquelle il dut le titre de comte de Guaqui, perpétué dans sa famille, lui ouvrit les portes de la Paz ; il se dirigea ensuite sur Cochabamba, et après une nouvelle victoire remportée à Sipesipe, y entra sans rencontrer aucune résistance.

L'armée de Buenos-Ayres, après ces deux échecs, ne se trouva plus en état de tenir la campagne ; elle abandonna tout le Haut-Pérou et revint s'établir dans les provinces de Jujuy et de Salta, où elle commença à se reconstituer, pour opposer une forte résistance au vainqueur dans le cas où il prétendrait les envahir. Mais Goyonèche avait bien assez à faire d'assurer la soumission des provinces abandonnées et de résister à toutes les bandes d'insurgés qui avaient levé la tête de tous les côtés, et en le harcelant sans trêve ni repos, l'empêchaient de suivre aucun plan décisif. Des corps d'Indiens s'étaient réunis, et l'un d'entre eux faillit même s'em-

parer de la ville de la Paz, mal protégée par un corps insuffisant. Goyonèche se défendit contre eux en rattachant à sa cause d'autres Indiens; et, pour arriver à la soumission définitive du pays, il organisa un système de terreur tel qu'en une seule occasion un de ses lieutenants ne craignit pas de sacrifier jusqu'à trois mille victimes. A la fin de 1811 il était déjà maître de la Paz, Oruro, Potosi et Chuquisaca; mais la ville de Cochabamba, réduite après Sipesipe, était de nouveau en état d'insurrection et agitait tout le pays autour d'elle.

C'est à étouffer cette révolte que fut employée la première partie de la campagne de 1812 : la malheureuse ville fut entièrement saccagée; le comte de Guaqui s'était promis de donner une terrible leçon à toutes les cités voisines qui voudraient suivre son exemple, et il tint parole de la manière la plus odieuse et la plus cruelle; il n'accorda le pardon que quand il n'y eut plus de victimes à frapper. Du reste, il lui importait de produire une profonde impression de terreur, car, s'étant mis d'accord avec le vice-roi de Montevideo, il s'était engagé à tenter une attaque générale contre les indépendants de Buenos-Ayres, et devait, par une expédition contre le Tucuman, seconder à la fois l'effort d'une escadre espagnole sur le Rio de la Plata et l'invasion d'une armée portugaise sur le territoire buenos-ayrien. La prudence défendait de se lancer dans cette expédition sans avoir auparavant assuré complétement la soumission du Haut-Pérou.

Après le sac de Cochabamba, l'armée espagnole jugea le moment venu de se porter en avant. Un des lieutenants de Goyonèche, le général Pio Tristan, à la fin d'août, s'était déjà emparé des deux villes de Jujuy et de Salta; il reçut l'ordre de pousser jusqu'à Tucuman et Santiago del Estero; mais une aveugle confiance le porta à trop mépriser son adversaire, le clubiste Belgrano. A quelques lieues en avant

de Tucuman, à Tapia, sa première colonne fut complétement mise en déroute, et quand il prétendit entreprendre le siége de cette même ville de Tucuman, il la trouva disposée à la plus vive résistance et se vit obligé de rebrousser chemin avec le chagrin de voir s'introduire dans ses files un esprit de désertion qui le rendit désormais incapable de s'opposer aux manœuvres de l'ennemi (décembre 1812).

Belgrano, chargé par la junte de la difficile mission de rendre aux troupes de Buenos-Ayres l'élan révolutionnaire et l'ardeur qu'elles avaient perdus dans les délices de Chuquisaca, s'était mis à l'œuvre avec dévouement et succès; il avait emmené avec lui quelques-uns de ces terribles cavaliers gauchos dont le courage et l'adresse étaient déjà redoutés par l'infanterie espagnole, et loin d'imiter le scepticisme de Castelli, il suivit l'exemple de Goyonèche en cherchant des motifs d'ardeur dans l'esprit superstitieux de ses propres soldats. Le succès de Tapia avait rendu l'assurance à ses troupes : il se mit avec elles à la poursuite de Tristan, l'atteignit devant Salta, le mit en déroute et l'obligea à capituler (février 1813).

On vit alors se renouveler les mêmes phénomènes qui avaient marqué la première expédition de Castelli et de Balcarce; aucun obstacle ne put s'opposer à partir de Jujuy à la marche de Belgrano. Tous les indigènes à la solde de Goyonèche se débandèrent et s'enfuirent chacun dans leur localité; il ne resta auprès des chefs et de l'état-major que les vieux vétérans pour qui la fidélité au drapeau était le premier des devoirs. Toutes les troupes reçurent l'ordre de se retirer jusqu'au Desaguadero. L'insurrection se propagea dans les provinces de Chuquisaca et de Cochabamba, qui se préparèrent à tendre la main aux Buenos-Ayriens. Goyonèche lui-même, atteint d'une maladie qui entravait toute sa liberté d'action, résigna le commandement.

Instruit de ces événements, le vice-roi Abascal s'empressa de nommer général en chef le brigadier d'artillerie don Joaquim de la Pezuela; celui-ci, sans perdre un instant, s'occupa de gagner le Desaguadero pour se mettre à la tête de toutes les troupes qui s'y trouvaient réunies, et prenant le commandement d'une main ferme, ce qui lui gagna de suite l'affection des officiers et des soldats, il marcha au-devant de Belgrano, qui n'avait point encore dépassé Potosi.

Les événements extérieurs étaient encore à ce moment favorables à la cause de la révolution, car l'application de la constitution de 1812 avait donné une nouvelle secousse aux esprits, et partout les agents de Belgrano trouvaient le terrain très-bien préparé. Le moindre échec de Pezuela aurait pu compromettre toute la vice-royauté; aussi ce fut avec frénésie que les Espagnols de Lima saluèrent les triomphes du nouveau général, d'abord à Vilcapugio (30 septembre), puis à Ayohuma (14 novembre), et apprirent la retraite de Belgrano dans la province de Salta.

Les malheureuses villes du Haut-Pérou se trouvèrent donc une autre fois exposées à toute la vengeance des Espagnols vainqueurs, qui rentrèrent à Chuquisaca et à Potosi, où ils rendirent le pouvoir à ceux de leurs partisans qui leur étaient restés fidèles et remplirent de crainte et de terreur toutes les familles qui s'étaient montrées bien disposées pour la cause de l'indépendance (décembre 1813). Au commencement de l'année 1814, la situation était donc la suivante : dans le Haut-Pérou, les deux victoires de Vilcapugio et d'Ayohuma n'avaient pas été décisives; ni Belgrano ne se jugeait terrassé, ni les villes révoltées non occupées ne songeaient encore à se soumettre; les troupes de Pezuela n'étaient vraiment maîtresses que du point qu'elles occupaient. Une foule de centres d'insurrection s'organi-

saient de tous côtés; tout détachement de troupes espagnoles rencontrait sur son passage des résistances inattendues au milieu des longues courses auxquelles ce genre de guerre les condamnait. Les Indiens avaient perdu le respect à l'autorité constituée et cherchaient à exercer leurs instincts de pillage au milieu du désordre général.

Le bas Pérou conservait au contraire sa tranquillité, grâce au talent et à la bonne administration de don José Abascal, très-contrarié du reste par les ordres qu'il recevait de Cadix et les mesures impolitiques qui lui étaient imposées. Jusqu'à ce moment aucune faction victorieuse n'avait pu encore relâcher les rênes de l'autorité sur tout ce vaste territoire; quelques symptômes s'étaient bien manifestés à Arequipa et à Cuzco, sous l'impulsion immédiate des manœuvres que les agents de Belgrano ne cessaient de pratiquer; on avait même eu à craindre un instant une révolte des nègres employés dans toutes les grandes propriétés, mais ce danger avait pu être évité et en fin de compte la paix intérieure n'avait pas été troublée.

Ainsi, pour ce qui concerne cette vice-royauté, l'Espagne, pendant ces six années, avait maintenu le Pérou attaché à son sort; elle avait fait plus, elle y avait même trouvé des forces pour lutter contre la révolution; mais l'ennemi était à ses portes et la menaçait par ses attaques incessantes; il ne lui était plus permis de s'endormir dans l'ancienne paresse.

Capitainerie générale du Chili.

De toutes les colonies espagnoles de l'Amérique, celle où la population s'était le plus agglomérée sur un petit espace de terre était la capitainerie générale du Chili, séparée de la vice-royauté du Pérou vers le milieu du dix-huitième siècle.

Comprenant une étendue de 400 lieues de long sur 80 dans sa plus grande largeur, elle comptait déjà au commencement du dix-neuvième siècle 1 million d'habitants, presque tous d'origine européenne; le nombre des nègres y était plus réduit que dans presque toutes les autres colonies et la population indienne avait été refoulée au delà des Andes avec une très-grande énergie. Sauf dans la partie septentrionale, ce n'était pas uniquement l'exploitation des mines qui avait attiré les colons espagnols dans cette province; le travail agricole, largement récompensé, avait invité de bonne heure les populations actives et industrieuses de la Galice et de la Catalogne à y envoyer leurs enfants; et ces rudes travailleurs, pouvant avec facilité écouler leurs produits sur toutes les côtes de l'océan Pacifique, au Pérou, dans la Nouvelle-Grenade et jusque dans la vice-royauté du Mexique, s'étaient rapidement créé par leur industrie une opulence bien acquise dont ils étaient justement fiers. Les familles les plus importantes, au lieu d'envoyer leurs enfants à Lima et de les attacher au char des vice-rois, préféraient les envoyer en France et en Angleterre, d'où ils rapportaient les procédés les plus nouveaux et les idées politiques dominantes en Europe.

Sous l'empire de ces circonstances et en raison des nombreuses relations commerciales existantes entre Valparaiso et Buenos-Ayres, le mouvement d'émancipation au Chili devait être contemporain de celui des bords du Rio de la Plata, et loin de ressembler aux agitations convulsives du Haut-Pérou, il devait se signaler par un caractère de science politique et de culture européenne tout spécial.

La population, pouvant facilement s'entendre et se soulever, se trouvait dans la condition la plus favorable pour secouer le joug d'une métropole éloignée, dont l'action à une grande distance ne pouvait être ni très-rapide ni très-

efficace. Au moment où parvint au Chili la nouvelle de l'invasion française en Espagne, elle subissait tout entière l'influence d'un homme très-distingué, don Juan Martinez de las Rosas, qui, d'abord simple fonctionnaire à la Concepcion, s'était, par un mariage avec l'une des plus riches héritières du Chili, lié d'intérêt avec les familles les plus puissantes de la colonie. Rosas, en correspondance directe avec les coryphées de la révolution à Buenos-Ayres, groupa facilement autour de lui un grand nombre de personnes appartenant à la classe la plus aisée, les frères Prieto, Bernardo O'Higgins, Salas, Eyzaguirre, Infante et autres, et tous commencèrent dès lors à évaluer les avantages que l'indépendance pourrait leur procurer et à combiner les moyens de la réaliser. Leur haute position, leurs richesses, les mettaient en contact direct et permanent avec le brigadier Carrasco, qui remplissait provisoirement les fonctions de capitaine général. Ils profitèrent de quelques querelles suscitées adroitement entre lui et l'Audience, pour obtenir l'entrée dans le conseil municipal de Santiago de douze nouveaux régisseurs sur le concours desquels ils pouvaient compter, et une fois arrivés par ce moyen à participer d'une partie de l'autorité, ils se mirent à travailler sourdement pour étendre leurs attributions. Carrasco, d'abord aveuglé sur leurs dispositions et croyant ne voir en eux que des auxiliaires, en vint enfin à comprendre le danger de sa situation, et à la nouvelle de la déposition de Cisneros à Buenos-Ayres, il fit arrêter Rosas et deux de ses principaux complices et donna l'ordre de les conduire à Valparaiso et de les embarquer pour Lima.

Cette mesure de sévérité intempestive, loin de calmer les esprits, décida le mouvement. Le conseil municipal de Santiago, appuyé par le peuple, demanda, puis exigea le rappel des prisonniers; la troupe fraternisa avec le peuple, il y eut

réunion générale de tous les fonctionnaires et notables du pays, et d'accord avec l'Audience, le *Cabildo abierto* déclara la destitution de Carrasco et son remplacement par le comte de la Conquista, vieillard âgé de quatre-vingt-six ans, sous le nom duquel l'Audience espérait gouverner (11 juillet 1810).

Après quelques mois de cette administration provisoire, les deux partis opposés, les patriotes d'une part et les Espagnols purs ou les Goths comme on les appelait, de l'autre, sentirent à la fois la nécessité d'organiser à nouveau le pouvoir exécutif. Il y eut un nouveau Cabildo; les patriotes y eurent une majorité écrasante. Le comte de la Conquista déposa son pouvoir entre leurs mains et il se forma une junte gouvernementale à la tête de laquelle se trouva placé le même Rosas que l'on avait voulu déporter à Lima (18 septembre 1810).

Une fois maîtresse du pouvoir, la junte, sous l'initiative de Rosas, commença à déchirer le masque dont avaient été couvertes toutes les démarches des patriotes; par l'intermédiaire de l'agent Joute, elle se mit en relations suivies avec le gouvernement de Buenos-Ayres; elle convoqua un congrès de députés de toutes les provinces du Chili et elle engagea tous ses concitoyens à se préparer à la défense sans indiquer le danger qui les menaçait, mais en réalité par mesure de prévoyance contre les expéditions que pourrait tenter le vice-roi du Pérou. Abascal était trop occupé dans le Haut-Pérou par les troupes de Balcarce et de Castelli, pour en détourner un instant son attention; il fut donc obligé d'abandonner à eux-mêmes les patriotes du Chili, qui, d'ailleurs, avaient su faire reconnaître leur junte par le gouvernement de Cadiz, et loin de perdre des moments si précieux, ceux-ci se hâtèrent d'en profiter pour s'organiser en État indépendant.

Les élections du Congrès devaient avoir lieu le 1er avril;

ce jour-là même le parti gothique tenta, par un coup de main, de les empêcher; il ne put y parvenir et ne gagna que le bannissement des membres de l'Audience. Le Congrès se réunit effectivement le 1er juillet et se trouva composé d'éléments à la fois très-modérés pour l'organisation intérieure, et très-décidés pour la cause de l'indépendance. Pendant les quelques mois que durèrent ses sessions, il contribua beaucoup à jeter les fondements d'une nouvelle nationalité, mais trop exclusivement occupé de son rôle législatif, il laissait les ambitieux se disputer l'autorité exécutive, et de là naquirent des désordres intérieurs qui devaient être cruellement punis par une éclipse passagère de l'indépendance. Les trois hommes qu'il mit à la tête du directoire ne surent pas faire respecter leur autorité; ils ne purent empêcher Rosas, qui aspirait à une suprématie absolue, d'organiser à la Concepcion une contre-junte, et furent renversés eux-mêmes le 4 septembre 1811 par un autre ambitieux, don Miguel Carrera, fraîchement débarqué de Cadiz, où il avait été persécuté en sa qualité de patriote américain, et qui, se jugeant supérieur à toutes les intelligences dont il se voyait entouré, se croyait en droit d'aspirer à la dictature pour prix de l'indépendance qu'il s'engageait à affermir.

Carrera, dans l'origine de sa carrière politique, était d'accord avec Rosas qu'il avait fait entrer dans le nouveau directoire. C'est sous leur commune action que furent décidées l'égalité des Indiens, l'abolition de leur tribut, la dotation du clergé par le trésor public, l'élection annuelle des autorités municipales, la défense d'importer des nègres du dehors, et l'émancipation des nègres nés au Chili. Tous deux purgèrent le congrès des membres favorables au parti gothique et maintinrent des relations très-étroites avec Buenos-Ayres; mais lorsque Carrera manifesta la prétention d'organiser un gouvernement tout à fait militaire, lorsqu'à

la tête d'une bande de partisans trop exclusivement dévoués à sa personne il fit sauter le congrès (2 décembre 1811), Rosas se déclara contre lui, et une guerre civile dangereuse parut sur le point d'éclater. Rosas avait établi son quartier général à la Concepcion et croyait pouvoir absolument compter sur l'esprit de cette population bien disposée en sa faveur; mais les troupes qu'il avait réunies, mal payées et mécontentes, se déclarèrent contre lui (juillet 1812), et le forcèrent à se retirer à Mendoza, où il succomba peu de temps après à la douleur et à la mélancolie.

Délivré de ce dangereux adversaire, Carrera put alors s'abandonner à la fougue de son tempérament à la fois révolutionnaire et despotique; les mesures les plus efficaces furent prises par lui pour saper dans leurs bases le clergé et la noblesse hostiles au mouvement; il créa un journal, *la Aurora*, dont le programme était de répandre par tout le pays les principes de la démocratie triomphante; il proclama l'indépendance absolue; il abolit tous les signes de l'autorité royale; enfin, avec le concours de deux politiques distingués, les frères Juan et Mariano Egaña, il donna à ses concitoyens une constitution assez bien appropriée à leurs besoins, mais dans laquelle le pouvoir exécutif, surveillé par un congrès et un sénat, était assez fortement organisé pour lui laisser une autorité presque dictatoriale.

Grâce à ces dispositions, quand vint le jour du danger, quand le brigadier Pareja, chargé par le vice-roi du Pérou de diriger une expédition contre le Chili, se présenta dans les provinces méridionales, Carrera obtint du pays un puissant effort. A peine avait-on connaissance à Santiago du débarquement de Pareja dans l'île de Chiloé, qu'il leva une contribution de guerre de 20 millions de réaux, convoqua toutes les milices, mit en mouvement les quelques troupes organisées qu'il avait à sa disposition et marcha au-devant

de l'agresseur pour lui disputer le passage du Maule (avril 1813).

Les premiers mouvements de Pareja avaient été favorables à la cause qu'il défendait. Parti de Valdivia, il s'était successivement emparé de Talcahuano et de la ville de la Concepcion, la première cité du Chili méridional, point important qu'une vieille jalousie contre Santiago prédisposait à soutenir toujours la faction hostile au parti qui avait triomphé dans la capitale; mais là s'arrêtèrent ses succès. L'arrivée de Carrera et de ses troupes enthousiasmées, la désertion des soldats du pays qu'il avait enrôlés placèrent le brigadier Pareja dans une situation extrêmement difficile; il essaya de soutenir le choc de ses adversaires dans les plaines de San Carlos, mais la vaillance de ses soldats ne pouvait compenser l'infériorité du nombre, et il dut se renfermer dans la ville de Chillan jusqu'à ce que des circonstances plus favorables vinssent lui permettre de reprendre la campagne.

Carrera ne voulut pas de suite entreprendre le siége de Chillan; il aima mieux reprendre possession des villes du littoral dont les Espagnols s'étaient emparés, comme si son intention était de leur fermer la retraite. Enfin Talcahuano et la Concepcion lui rouvrirent leurs portes. Dans la première de ces villes, il eut même la satisfaction de s'emparer d'une frégate chargée d'approvisionnements de toute espèce que le vice-roi du Pérou destinait à l'armée expéditionnaire du Chili. Mais pendant ce temps les Espagnols s'étaient fortement retranchés dans Chillan. La mort ayant frappé le brigadier Pareja, le commandement avait été dévolu au commandant Sanchez, qui, avec la plus grande activité, avait occupé ses soldats à la construction de fossés, de batteries et de toute espèce de fortifications (juillet 1813); aussi, quand Carrera se présenta à la tête de ses

troupes, il trouva la résistance la plus obstinée, et, après plusieurs semaines d'investissement, après un assaut général, il se vit obligé à la retraite (août 1813).

Ce fut le signal de sa chute. Dans le système qu'il avait organisé, tout reposait sur le prestige attaché à son nom, et la confiance dans ses talents et son étoile; mais la moindre défaite devait amener sa ruine, car toute la classe moyenne vraiment républicaine, vraiment libérale, lui était hostile. Pendant qu'il dirigeait les opérations de l'armée chilienne contre le brigadier Pareja, une révolution s'était accomplie à Santiago, et une junte, en partie hostile à ses idées, avait été chargée de la direction du gouvernement. Cette junte, dans le premier moment, avait dû, malgré ses dispositions secrètes, concourir avec lui d'une manière efficace à la défense du pays; après le désastre de Chillan, elle jugea l'occasion venue de lui enlever le commandement de l'armée; elle transféra le siége du gouvernement plus près du théâtre de la guerre, et confia le commandement en chef à don Bernardo O'Higgins dont les talents avaient déjà été mis à l'épreuve en maintes circonstances depuis les premières agitations dont le Chili était le théâtre, et elle fut assez forte pour se faire obéir par tous (novembre 1813). Carrera remit l'autorité militaire entre les mains du chef appelé à lui succéder, et, abandonnant l'armée, il se hâta de se rendre à la capitale pour y renouer des alliances politiques.

Ces discordes intestines avaient permis à Sanchez de s'avancer jusqu'à la côte, de s'emparer du port d'Arauco, et de rétablir avec le Pérou les communications que les événements de la guerre avaient forcé d'interrompre. Le vice-roi Abascal, resté longtemps sans nouvelles, apprit avec joie l'issue du siége de Chillan, et au commencement de l'année 1814, il envoya de nouveaux renforts dans la confiance que

la restauration de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne parviendrait peut-être à réveiller dans le Chili l'esprit de soumission à la métropole qu'il croyait seulement assoupi, mais qui, en réalité, était tout à fait anéanti.

Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade et capitainerie générale de Caracas.

Les contrées de l'Amérique du Sud situées au nord de l'équateur formaient la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, dont la population était évaluée à 3 000 000 d'habitants; elle avait été détachée de la vice-royauté du Pérou vers 1718, et les mêmes causes qui avaient rendu le démembrement nécessaire obligèrent, en 1731, à constituer à part la capitainerie générale de Caracas. Les communications sont, en effet, extrêmement difficiles dans toute la partie occidentale, et il est facile de concevoir que l'administration, en présence d'obstacles qui s'opposaient d'une manière presque insurmontable à la transmission des ordres, devenait presque impossible, à mesure que le pays, en prospérant et se développant, réclamait d'elle une action plus immédiate et plus efficace.

La grande Cordillère des Andes qui, en sortant du Pérou, va toujours se rapprochant de l'océan Pacifique jusqu'à Guyaquil, s'infléchit à l'est à la hauteur de ce port, et forme de vastes plateaux au milieu desquels s'élève la ville de Quito, alors centre de la présidence du même nom, aujourd'hui capitale de la république de l'Équateur; elle se divise ensuite en plusieurs ramifications entre lesquelles s'étend la belle vallée du Magdalena, que domine la cité de Santa Fé de Bogota. Enfin elle sépare, en poussant ses chaînons jusqu'au golfe de Maracaïbo, les affluents du Magdalena de ceux de

l'Orénoque qui coule à travers les *llanos* de l'ancienne capitainerie générale de Caracas, aujourd'hui république de Venezuela.

Le voisinage de l'équateur, la présence de deux grands fleuves, le Magdalena et l'Orénoque, avec leurs nombreux affluents, des montagnes dont les sommets sont couverts de neiges éternelles, de vastes plateaux à une élévation de 2 600 mètres au-dessus du niveau de la mer, le voisinage des climats les plus divers, des déserts sablonneux à côté de prairies marécageuses, la végétation la plus luxuriante à deux pas de la plus complète stérilité, ces diverses conditions contribuent à donner à ces pays une physionomie spéciale. Il faut s'attendre à tout de la part de la nature comme de la part des habitants : les produits les plus variés y peuvent fructifier; les hommes y sont capables des vertus les plus belles et des vices les plus odieux. A côté de l'abnégation la plus pure, vous trouverez à chaque instant la férocité la plus sauvage; à côté du sacrifice, la trahison; après l'activité la plus prodigieuse, la mollesse la plus efféminée.

C'était parmi toutes les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, dans la capitainerie générale de Caracas que les idées d'émancipation prêchées aux États-Unis et les principes de la Révolution française avaient fait le plus grand nombre de prosélytes ; les relations avec les Antilles, la contrebande anglaise, la présence d'un grand nombre d'aventuriers y avaient déposé depuis longtemps des germes révolutionnaires qui avaient fructifié. Les familles les plus importantes de Caracas, les Toro, les Bolivar, les Rivas comptaient dans leur sein de jeunes exaltés qui, dès le commencement du dix-neuvième siècle, avaient déjà prêté la main à un mouvement insurrectionnel contre la Péninsule; l'insuccès de Picornell en 1794, de Gual en 1796, et de Miranda en 1806, loin de refroidir leur ardeur, n'avait con-

tribué qu'à l'exciter ; les vaincus étaient devenus des héros, et les victimes des martyrs. Aussi, quand arriva à Caracas la nouvelle de l'invasion des Français dans la péninsule espagnole, les classes élevées furent les premières qui réclamèrent du capitaine général la création d'une junte provinciale à l'imitation de celles qui s'étaient formées en Espagne ; elle leur fut d'abord accordée, puis retirée. Les patriotes, très-surveillés par le capitaine général Emparan, ne pouvant obtenir la moindre participation dans la marche des affaires, ourdirent une vaste conspiration pour se saisir du pouvoir ; quand ils jugèrent l'occasion propice, sur la nouvelle de la dissolution de la junte de Séville et de la formation du conseil de régence, le 19 avril 1810, ils fomentèrent un mouvement à Caracas et demandèrent violemment la constitution d'un nouveau gouvernement.

Emparan essaya de résister aux exigences de la multitude, mais ses efforts furent inutiles : il dut céder et consentir à la formation d'une junte dont on le nomma d'abord président ; puis, une fois ce premier résultat obtenu, cette présidence même ne dura qu'un jour : dès le lendemain il était déchu de sa dignité, et son arrestation était décrétée ainsi que celle des principaux fonctionnaires espagnols ; ceux-ci furent tous conduits à la Guaira pour de là être transportés aux États-Unis.

La nouvelle junte, radicale dans ses mesures et déployant une grande activité, envoya de suite des émissaires de tous les côtés pour se faire reconnaître et chercha à concentrer en elle la représentation de toutes les provinces qui constituaient la capitainerie générale. Elle agit également au dehors avec la plus grande résolution, en dirigeant ses agents sur Buenos-Ayres, Santa Fé et Quito, dans le but d'y fomenter la révolution, et en se mettant en contact direct avec les grandes nations européennes, la France et l'Angle-

terre. La plupart des provinces composant la capitainerie générale répondirent à son appel; mais aux deux extrémités occidentale et orientale, à Maracaïbo, à Coro et dans la Guyane, les défenseurs de l'autorité péninsulaire trouvèrent de zélés partisans et se sentirent assez forts pour lui refuser toute espèce d'obéissance. Alarmée par cette manifestation, la junte, dirigea une expédition contre les habitants de Coro; mais les quelques troupes qu'elle avait rassemblées furent défaites, et elle se trouva sans ressources pour imposer son autorité à ces provinces récalcitrantes qui offrirent bientôt un asile assuré à tous les Espagnols restés fidèles à l'ancien ordre de choses. Elle s'occupa alors de convoquer un congrès, afin d'unir par un lien plus serré toutes les cités qui s'étaient unies à son sort.

Tandis que les patriotes consacraient à Caracas tous leurs soins à ce difficile travail, la révolution jetait aussi ses racines dans la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade. Dans l'origine, le vice-roi don Antonio Amar n'avait pas eu trop de peine à maintenir son autorité au milieu de l'agitation naturelle produite par la première nouvelle des événements d'Espagne; il était parvenu à faire reconnaître la junte de Séville; il lui avait même envoyé d'importants subsides. La tranquillité avait bien été troublée par le soulèvement de la ville de Quito, qui, au mois d'août 1809, avait mis en état d'arrestation son président, le vieux comte Ruiz de Castilla, et avait essayé de former une junte indépendante; cependant on était venu facilement à bout de cette échauffourée prématurée. Les provinces de Guayaquil, Popayan et Cuença, loin de la favoriser, s'étaient elles-mêmes prononcées contre la capitale, et il avait suffi de préparer contre Quito une expédition de 2 000 hommes pour amener la dissolution de la junte, le rétablissement de l'audience et le retour à la présidence effective du comte Ruiz (9 novembre). A Santa

Fé même, loin de consentir à la nomination d'une junte provinciale, le vice-roi avait été assez fort pour emprisonner les chefs principaux des patriotes; deux d'entre eux avaient été décapités; les autres, et parmi eux don Antonio Natiño, avaient été emprisonnés; mais la situation se transforma complétement sitôt que l'on apprit dans la Nouvelle-Grenade la dissolution de la junte de Séville, l'entrée des Français en Andalousie et surtout la révolution opérée à Caracas dans le mois d'avril 1810. La ville de Carthagène se souleva la première; sa municipalité voulut intervenir dans la marche du gouvernement et remplaça le gouverneur qui prétendait s'opposer à cette intervention; les provinces de Pamplona et de Socorro suivirent son exemple. Ce fut ensuite le tour de Santa Fé. Une querelle élevée dans les rues de la ville entre un Espagnol péninsulaire et un créole du pays amena une sédition populaire (20 juillet 1810) qui eut pour résultat la création d'une junte suprême d'abord présidée par le vice-roi comme à Caracas, puis bientôt exclusivement composée de l'élément américain et patriote. Après ce mouvement, qui se termina sans la moindre effusion de sang, grâce au bon sens de la population, la révolution se trouva effectuée; elle n'en fut pas moins décisive et entraîna au Nord les soulèvements simultanés des provinces de Tunja, Casanare, Antioquia, Choco, Neiva et Mariquita.

Dans le Sud la ville de Quito, où les événements de l'année précédente avaient accumulé un nombre assez considérable de troupes espagnoles, fit aussi une nouvelle tentative. Elle devint le 2 août le théâtre de scènes sanglantes entre ces mêmes troupes et les patriotes, scènes qui laissèrent pendant quelque temps indécis le sort de la présidence tout entière, jusqu'à ce que l'arrivée de don Carlos Montufar, qui se présenta à Quito auprès du comte Ruiz, chargé des pouvoirs de la régence de Cadiz, amena le triomphe de la révolu-

tion par la volonté même de celui qui avait mission de la soumettre (septembre). Les troupes furent renvoyées à Lima, et l'ancienne junte de 1809 fut reconstituée.

Ainsi l'année 1810 n'était pas encore écoulée que la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade avait déjà complétement disparu; ce grand centre de l'administration espagnole avait été détruit, mais il n'était pas remplacé. La junte de Quito n'entendait aucunement relever de celle de Santa Fé; de la même manière celle de Santa Fé rencontrait la plus vive résistance chez les gouvernements qui s'étaient créés aux chefs-lieux de chaque province. La junte de Carthagène avait bien publié dans les premiers jours de septembre un manifeste ayant pour but de soumettre à toutes les provinces de la Nouvelle-Grenade un projet d'union sous la base du système fédéral; mais ce plan n'avait encore été ni étudié ni examiné, et la question n'était pas de celles qui pouvaient se résoudre en un jour.

En attendant, à l'abri des nombreux intérêts que mettait en jeu l'état révolutionnaire du pays, les Espagnols conservaient dans la Nouvelle-Grenade, comme dans la capitainerie de Caracas, des provinces entières qui leur manifestaient la plus grande fidélité et un parfait attachement. Santa Marta, la rivale de Carthagène sur la côte de la mer des Antilles, Popayan et Pasto, sur les limites de la présidence du Quito, aspiraient à jouer dans ces parages le rôle qu'avaient pris Coro et la Guyane vis-à-vis de la capitainerie générale de Caracas. Enfin le successeur du comte Ruiz, Molina, fortement établi à Guayaquil et en communication directe avec le vice-roi du Pérou, trouvait un concours assez efficace dans certaines parties de sa présidence, particulièrement dans la province de Cuença, pour disputer à Montufar l'administration du Quito, que celui-ci avait prétendu s'assurer en rétablissant la junte insurrectionnelle.

Toute l'année 1811 fut employée dans la Nouvelle-Grenade et à Caracas en efforts énergiques, mais pas toujours intelligents, pour s'organiser fortement de manière à pouvoir résister aussi bien aux dissensions intérieures qu'aux tentatives des Espagnols pour reprendre le dessus.

Les patriotes de Caracas, pleins d'ardeur et d'enthousiasme, favorisés par la possession d'un trésor de 60 millions de réaux qu'ils avaient trouvé dans les caisses publiques, résolurent toutes les questions avec une précipitation inconsidérée qui devait plus tard leur coûter bien cher; au lieu de temporiser avec l'élément modéré de la population, qui exigeait pour quelque temps encore certains ménagements et certaines considérations, ils brisèrent du premier coup tous les liens qui les attachaient à la métropole. Le 5 juillet 1811, le congrès de Caracas, formé par les députés des provinces de Caracas, de Bariñas, de Barcelona, de Cumana, de Margarita, de Truxillo et de Merida, qui venait de se séparer de Maracaïbo, déclara formellement l'indépendance absolue du nouvel Etat; les portraits de Ferdinand VII furent arrachés de tous les édifices et brûlés sur la place publique. Pour avoir une armée, il fallait se créer des ressources par l'impôt ou exiger le service militaire : le congrès employa ces deux moyens, mais il créa en même temps des mécontents nombreux; tandis que les jeunes gens des classes élevées, mus par un noble sentiment de patriotisme, se soumettaient généreusement à toutes les exigences de la conscription, il fallait conduire à l'armée, les menottes aux mains, les gens des classes inférieures; une fatale émission de papier-monnaie, en un moment où le crédit du Venezuela n'était pas encore né, vint encore compromettre l'avenir du nouvel Etat. Une constitution fut élaborée avec le plus grand soin; mais faite pour des éléments par trop dissemblables, pour des Européens très-civilisés en

même temps que pour de vrais barbares encore imbus de la vie sauvage, elle ne pouvait satisfaire à toutes les nécessités et devait, même si elle eût été parfaite, rester une œuvre morte.

A la Nouvelle-Grenade on était loin de procéder de la même manière ; la population y était plus calme, plus sensée, plus réfléchie, trop réfléchie même, s'il faut en croire l'épithète de *lanudos* par laquelle ses voisins cherchaient à caractériser une gravité qui leur paraissait due à un manque d'intelligence. Elle avait été la dernière à secouer le joug de son vice-roi; elle fut aussi beaucoup plus longue à trouver la forme définitive sous laquelle elle devait se constituer en nouvel Etat. Santa Fé de Bogota n'avait point l'énergie nécessaire pour imposer son influence aux provinces, comme l'avaient fait avec succès Buenos-Ayres et Caracas ; elle fut contrariée dans tous ses desseins par la ville de Carthagène, qui aspirait aussi à dominer tous les pays baignés par le Magdalena, et elle-même obéissait à deux influences bien distinctes qui chacune comprenaient à leur manière l'avenir du pays. L'une de ces influences était représentée par le premier chef qu'elle mit à sa tête, don Jorge Lozano, homme de bon sens et de saine raison, qui aurait voulu, dans une époque d'agitation révolutionnaire, diriger les masses par la seule conviction de leur intérêt bien entendu. Ce fut lui qui, voyant les provinces montrer une préférence marquée pour le système fédéral, excita ses concitoyens à constituer de suite un Etat spécial sous le nom de *Cundinamarca*, dans la pensée qu'en divisant seulement en quatre Etats tout le territoire qui composait l'ancienne vice-royauté, il lui serait possible de réunir autour de Santa Fé, capitale du Cundinamarca, la plupart des provinces, et qu'une petite partie seulement se rangerait autour des trois autres Etats de Quito, Popayan et Carthagène. Tel n'était pas le système politique

de la seconde influence, qui suivait les errements du vieux patriote Antonio Nariño; celui-ci, favorable à un système centralisateur, s'opposait fortement au régime fédéral et le considérait comme fatal pour la conservation de la liberté et le maintien de l'indépendance en face des dangers qui entouraient la république naissante. Lozano avait d'abord triomphé; l'Etat de Cundinamarca s'était organisé avec sa constitution spéciale, qui avait la forme d'une monarchie démocratique, à la tête de laquelle aurait pu se placer Ferdinand VII s'il avait voulu venir habiter le pays; mais ces idées avaient rencontré une forte opposition dans le congrès des provinces réunies à Ybarra, et lui-même, à la suite d'un mouvement à Santa Fé, avait dû céder la place à Nariño, nommé président pour trois ans (19 septembre 1811). Revêtu du pouvoir par ses concitoyens, Nariño s'efforça de miner sourdement l'autorité du congrès des provinces; mais celui-ci, dirigé par un homme d'une grande intelligence, le docteur Camille Torres, triompha de tous les obstacles et organisa le système fédéral sur la base de l'indépendance absolue de toutes les provinces pour leur administration intérieure, et de leur union contre les ennemis du dehors. Le résultat de cette organisation fut la rupture complète avec l'Espagne : à Carthagène, l'indépendance fut proclamée par le peuple; Cundinamarca abandonna le principe monarchique établi dans sa constitution. Quito retira l'acte par lequel il avait reconnu l'autorité de la régence.

Sur ces entrefaites survint, le 26 mars 1812, le terrible tremblement de terre de Caracas qui renversa les neuf dixièmes des maisons de cette malheureuse ville et ensevelit de neuf à dix mille hommes sous les décombres. Cette catastrophe, dont les effets se ressentirent dans les provinces de Bariñas et de Maracaïbo, et jusque dans la Nouvelle-Grenade, exerça sur les événements une action décisive et

inattendue. Profitant de l'émotion extraordinaire qu'elle produisit sur les esprits superstitieux des pauvres *rotozos* de Caracas, le clergé, qui presque tout entier était favorable à la domination espagnole, s'efforça de propager dans le pays une grande terreur morale, attribuant à la juste vengeance du ciel pour les actes qui s'étaient accomplis le terrible malheur qui plongeait dans la désolation des milliers de familles. En vain le congrès réuni à Valencia, d'où il dirigeait ses opérations militaires contre la province de Coro, chercha-t-il à réagir contre cette disposition des esprits; en vain Bolivar, le grand citoyen de Caracas, dont le nom devait bientôt acquérir une juste célébrité, employa-t-il tout son ascendant pour réveiller la fibre morale de ses concitoyens: un abattement général succéda à l'animation des années précédentes, et devant cette défaillance les armes espagnoles prirent le dessus sans difficulté. Un capitaine de frégate nommé Monteverde, mis à la tête des troupes cantonnées dans les environs de Coro, profitant de cet état de choses, se présenta immédiatement devant plusieurs cités importantes et les occupa presque sans coup férir, sans la moindre résistance de la part des habitants découragés. Le congrès, forcé d'abandonner la ville de Valencia et sentant le besoin d'un chef dont le prestige pût donner un certain relief à sa cause, donna le commandement au général Miranda, celui-là même qui, en 1806, avait tenté un soulèvement prématuré; mais il était déjà trop tard. Le pays tout entier se jetait dans les bras de Monteverde, et tous les efforts, toute la bravoure de Miranda furent complétement inutiles; ses troupes désertaient en masse; Puerto Cabello se soulevait et arborait l'étendard de Castille; les nègres, armés par des agents espagnols, massacraient tous les patriotes; Miranda, pour empêcher le désordre de prendre de plus grandes proportions, crut devoir entrer en négociations

avec Monteverde et signa à San Mateo, le 24 juillet 1812, une transaction par laquelle toutes les troupes de la province se soumettaient aux Espagnols sous la condition que les personnes et les biens de tous ceux qui avaient pris part au mouvement seraient respectés.

Par cette transaction les portes de Caracas s'ouvrirent à l'heureux Monteverde, qui pour prix de ses exploits obtint le titre de capitaine général; tandis que Miranda, victime d'une lâche trahison, au moment de s'embarquer à la Guaira, était livré aux Espagnols qui le traînèrent de cachot en cachot, et, sans aucune considération pour sa vieillesse, le soumirent jusqu'à sa mort à la plus étroite captivité. Il ne devait pas être au reste l'unique victime de la terrible réaction qui a signalé la domination de Monteverde; la plume se révolte à décrire les excès et les cruautés auxquels s'abandonnèrent sous le nouveau chef les principaux représentants de l'autorité espagnole; la capitulation fut violée dans tous ses articles; il n'y eut pas un *chocuto* (tête chauve) un peu considéré dont la vie et les biens fussent respectés; on inventa des conspirations pour décréter en masse les confiscations, le bannissement; le meurtre et le brigandage furent érigés en système. Les campagnes se remplirent de malheureux à qui on avait coupé le nez, une joue ou les oreilles, auxquels on avait cousu les épaules, coupé les jarrets ou écorché les talons. Ces atrocités furent le salut de la révolution : elles décidèrent les modérés à faire cause commune avec les patriotes qui n'avaient pas désespéré du salut de leur pays, et dès lors toute l'attention se porta vers les nobles citoyens qui en cette crise fameuse ne désespérèrent pas de leur patrie : le mulâtre Piar, les deux Bermudez, Santiago Mariño, Rivas, et enfin Bolivar, que sa coupable trahison envers Miranda qu'il contribua, dit-on, à livrer aux Espagnols n'avait pas discrédité vis-à-vis de ses concitoyens,

Il était impossible que l'étonnante réaction suscitée par Monteverde dans la capitainerie générale de Caracas n'exerçât pas une influence immédiate sur la Nouvelle-Grenade. La ville de Santa Marta, restée fidèle à la cause espagnole, prétendit de suite établir sa suprématie sur Carthagène; mais cette dernière ville, où s'étaient réfugiés un grand nombre de patriotes venezolains, repoussa toutes les attaques avec bonheur et resta annexée au congrès. Celui-ci, comprenant le danger qui allait le menacer, chercha à acquérir de nouvelles forces et aspira à soumettre complétement la ville de Santa Fé qui, sous la bonne direction d'Antonio Nariño, tout en s'organisant avec force à l'intérieur, se maintenait dans un isolement préjudiciable à la cause commune des provinces réunies. Une armée fut dirigée contre la ville de Santa Fé, mais grâce à l'ascendant qu'il exerçait autour de lui Nariño put résister à toutes les attaques, et un traité signé par lui et par le représentant du congrès de Tunja reconnut enfin son autorité sans l'assujettir au pacte fédéral (30 mars 1813). Par cette convention, au moins, les troupes fédérales devenaient libres d'agir contre les Espagnols.

Santa Fé, pour sa part, devait avoir assez à faire de résister à l'orage qui se préparait contre elle du côté du Sud; la réaction, pendant l'année 1812, avait en effet complétement triomphé dans la présidence de Quito. Le général Torribio Montès, successeur de Molina, informé du meurtre du vieux comte Ruiz assassiné à Quito dans une émeute populaire, avait, avec les secours du vice-roi du Pérou, organisé à Guayaquil une expédition imposante; il s'était mis lui-même à la tête des troupes qu'il avait réunies, et après avoir emporté le fort de Mocha où la junte avait réuni ses principales ressources, il avait mis le siége devant Quito, était entré par la force (8 novembre 1812) dans cette cité que les Espagnols de-

vaient désormais conserver jusqu'en 1822, avait fait exécuter les deux principaux chefs, et, après avoir réorganisé tout l'ancien système administratif, avait dirigé son principal lieutenant contre les frontières de la province de Santa Fé.

En présence des succès de Monteverde dans la capitainerie générale de Caracas et de Torribio Montès dans la présidence de Quito, ce n'était certainement pas le moment pour les patriotes de se quereller et d'en venir aux mains soit pour des questions d'organisation intérieure, soit pour des rivalités de ville à ville ; ils le sentirent et sans doute ce fut le cri du patriotisme qui amena la réconciliation de Nariño et du congrès de Tunja sous les murs de Bogota, le 30 mars 1813. Il fallait s'unir pour sauver la liberté, concentrée tout entière dans le royaume de la Nouvelle-Grenade et menacée de tous les côtés à la fois, d'autant plus menacée que les nouvelles d'Europe se succédaient à chaque courrier apportant les nouvelles des triomphes de l'armée anglo-espagnole dans la Péninsule et de la campagne de Napoléon en Russie, et que déjà on annonçait à Santa Marta et à Panama des renforts arrivant d'Espagne. Heureusement pour les Américains, il se trouva un homme pour leur faire comprendre cette urgente nécessité et pour prendre l'initiative d'une grande mesure. Cet homme était le même Bolivar que depuis l'origine de la révolution on avait vu prendre une part si grande et chaque jour plus importante à tous les actes qui devaient décider des destinées de sa patrie. Bolivar, après la convention de San Mateo, s'était retiré dans l'île de Curaçao. A la première nouvelle des atrocités commises par Monteverde, son âme généreuse s'exalta, et s'unissant à plusieurs de ses concitoyens il s'embarqua pour Carthagène, devenu le lieu de rendez-vous d'un grand nombre de patriotes. C'est là qu'il publia son fameux mémoire sur les causes qui avaient entraîné la chute du Vene-

zuela, dans lequel il s'efforçait de tracer à ses amis un plan de conduite qui pût assurer le triomphe définitif de la révolution. Ennemi de la théorie pure, il entrait franchement dans la question des voies et moyens, et signalait avec un coup d'œil plein de sagacité la violente réaction de Monteverde comme le tremblement de terre qui devait renverser à son tour l'édifice espagnol. Envoyé en commission par les réfugiés de Carthagène auprès de Torres, le président du congrès de Tunja, il parvint à gagner à ses idées ce personnage important et obtint bientôt du congrès lui-même le commandement des troupes dont il disposait, pour tenter l'affranchissement du Venezuela. Alors l'ardeur patriotique, l'élan révolutionnaire, se propagent de nouveau avec la rapidité de l'étincelle électrique. Des jeunes gens animés de l'enthousiasme le plus noble se rangent autour de lui; Santander, Urdaneta viennent partager ses dangers. A Carthagène des hommes d'action violemment inspirés par leurs passions violentes signent un pacte d'extermination contre toute la race espagnole; les anciens proscrits du Venezuela reparaissent sur la côte les armes à la main, et Nariño prépare à Santa Fé une expédition contre les maîtres de Quito.

C'était au tour de Monteverde de se défendre au milieu du réseau d'ennemis que ses rigueurs impitoyables avaient tressé contre lui; la fortune ne tarda pas à lui être contraire. Il fut battu à Maturin (25 mai 1813) par les deux chefs Piar et Bermudez, qui avaient réuni autour d'eux une bande de guerriers intrépides, et cette défaite ne fut point compensée par la destruction du corps de Briceño et l'exécution de l'auteur du pacte d'extermination. Pendant ce temps Bolivar délivrait de la présence des troupes espagnoles les vallées du Cucuta, soulevait Merida, occupait Trujillo et enlevait la province de Bariñas au général Antonio Tiscar,

nommé vice-roi de la Nouvelle-Grenade, où il ne devait jamais entrer (juin 1813). L'esprit public, déjà réveillé par ces premiers succès, s'exalta bien plus quand on vit Bolivar, avec l'activité la plus admirable, courir au-devant de Monteverde, et après des marches qui auraient épuisé l'armée la plus aguerrie rejoindre les troupes espagnoles pendant qu'elles se retiraient sur Valencia et les mettre en pleine déroute à Tinaquetto. Alors une terreur panique s'empara de tous les partisans de la cause péninsulaire; les soldats disparurent comme par enchantement de leurs régiments; tel corps, se mettant en route le matin avec un effectif de 1 000 hommes, le soir comptait à peine 200 hommes présents. Caracas ouvrit ses portes à Bolivar et obtint une capitulation favorable; quant à Monteverde, il dut se réfugier dans Puerto Cabello. La république de Venezuela était reconstituée et avait secoué de nouveau le joug de la domination espagnole (août 1813).

Après les horreurs qui avaient ensanglanté le triomphe de Monteverde, et sous l'impression du juste ressentiment qui dominait toutes les âmes, il fallait s'attendre à de sanglantes représailles; l'histoire doit dire qu'elles ne firent pas défaut. Les patriotes vengèrent furieusement toutes les atrocités dont ils avaient été victimes, la guerre prit un caractère de férocité qui la rendit véritablement terrible. Ce qui contribua surtout à la dépouiller de tout sentiment d'humanité, ce fut l'arrivée sur la scène d'une classe jusqu'alors étrangère à tous les événements et dont l'intervention devait pourtant être décisive. Les llaneros de Venezuela, comme les gauchos de Buenos-Ayres, vivaient relégués dans leurs vastes savanes, où ils passaient leur existence entière à cheval, sans autres besoins que ceux d'une nourriture que leur fournissaient abondamment les nombreux troupeaux dont ils disposaient, et sans autre distraction que de violents

exercices de corps qui développaient chez eux la force physique au plus haut degré. Deux chefs espagnols, Boves et Yanez, voyant leur cause vaincue, eurent l'idée d'enrégimenter ces vaillants cavaliers en leur promettant les biens des patriotes, et grâce à ce plan infernal exécuté avec habileté ils purent ébranler l'œuvre de Bolivar avant qu'elle eût eu le temps de s'affermir, tandis que toutes les forces de ce chef, auquel l'enthousiasme général avait donné le nom de *Libérateur*, et qui cherchait à réunir tous les éléments épars du gouvernement de 1810, étaient occupées au siége de Puerto Cabello.

Protégés par ces nouveaux auxiliaires, les Espagnols purent continuer à tenir la campagne pendant toute la fin de l'année 1813, et dès le commencement de 1814 ils avaient pris un ascendant qui paraissait promettre le triomphe en leur faveur. Boves avait concentré autour de lui à Calabozo une forte troupe de llaneros, le siége de Puerto Cabello avait dû être levé, Bolivar avait été battu à Barquisemeto, et, quoiqu'il eût pris une glorieuse revanche dans les plaines d'Araure, il se voyait obligé d'implorer le secours d'un de ses compagnons, qui, fortement établi dans la province de Cumana, aurait dû lui accorder un appui plus efficace. Dans la Guyane, un général espagnol exerçait une autorité incontestée, et par les vastes llanos du Sud, où dominaient les cavaliers de Boves et d'Yanez, il se tenait en communication avec un de ses lieutenants, maître tranquille des provinces de Coro et de Maracaïbo et menaçant par de continuelles attaques la province de Bariñas.

La situation pour les Espagnols n'était pas aussi avantageuse dans la Nouvelle-Grenade. Le dévouement avec lequel le congrès de Tunja avait facilité l'expédition de Bolivar lui avait permis d'employer toute l'année 1813 à s'affermir sans avoir aucune agression à redouter. Le centre

du pays avait pu se livrer sans obstacle à tous les travaux de la vie commerciale et industrielle. Dans le Nord seulement la lutte avait continué entre les deux cités de Carthagène et de Santa Marta, dont la première maintenait toujours avec fermeté l'étendard de la révolution, tandis que la seconde obéissait à son gouverneur, nommé par le capitaine général de Panama.

Dans le Sud Nariño avait continué les hostilités contre le président du Quito, et malgré les secours que ce dernier avait déjà pu recevoir de Panama, il avait eu le bonheur de mettre en déroute l'armée espagnole et de s'emparer du Popayan, qui, au commencement de 1814, garantissait de ce côté assez solidement les frontières de la Nouvelle-Grenade.

Vice-royauté du Mexique et capitainerie générale de Guatemala.

Le Mexique était sans contredit la plus importante de toutes les colonies espagnoles du nouveau continent. Habité par une population de 6 millions d'âmes dont le sixième seulement était d'origine exclusivement européenne, dont la moitié était de pur sang indien et le reste appartenait à la classe dite *métis* ou *des castes*, l'élément nègre ne s'y trouvant qu'en une proportion tout à fait insignifiante, ce pays constituait pour la péninsule hispanique le plus vaste champ d'exploitation livré à la cupidité de son gouvernement et à l'avidité de ses habitants.

Les revenus, année moyenne, atteignaient 800 millions de réaux, et comme les dépenses très-réduites se bornaient à 6 millions de pesos fuertes, il restait pour l'État un revenu net de 9 millions de pesos, soit 180 millions de réaux, formant à lui seul la plus grande partie de l'excédant d'outre-

mer. Les tributs imposés aux Indiens, l'*alcabala* ou contribution indirecte, les droits sur les mines d'argent, la loterie et le tabac, telles étaient les principales sources de ces énormes recettes, dont une partie était envoyée aux colonies encore improductives, comme par exemple Cuba et Puerto Rico.

Cette situation exceptionnelle du Mexique était due principalement au mérite et à la valeur spéciale de la race des Indiens Aztèques, qui constituaient toujours la base capitale de la population. On sait que ces Indiens, supérieurs à tous ceux de l'Amérique du Sud, même aux Quichuas du Pérou, avaient su créer une civilisation dont les monuments excitèrent au plus haut point l'enthousiasme de Fernand Cortez et de ses amis au moment de la conquête et sont encore aujourd'hui pour nos érudits un juste sujet d'admiration et d'étude. Or, à quelque dégradation que la conquête et l'oppression aient pu faire tomber cette race, il y avait en elle des éléments trop nobles et trop élevés pour qu'elle restât complétement rétive à la civilisation; si, abandonnée à elle-même, elle avait su créer des villes comme Tenochtitlan (Mexico), ne pouvait-on pas attendre d'elle de nouvelles créations le jour où une nation plus avancée viendrait lui tendre une main amie? Le système colonial espagnol, malgré la commisération menteuse que le législateur semblait vouloir manifester sur le sort des Indiens, était vraiment basé sur leur exploitation, et l'excédant de produit fourni par le Mexique venait de ce que le travailleur produisant davantage donnait naturellement de plus beaux bénéfices. Ce qui n'avait pas encore été obtenu dans les autres colonies, avait réussi dans celle-là; l'Indien avait pu être assujetti non-seulement, comme ailleurs, aux mines où à l'agriculture, mais il s'était même élevé au travail industriel, et au commencement du dix-neuvième siècle, Puebla, Queretaro,

Cholulo, Tlascala et Guejocingo produisaient d'une manière constante des tissus de laine et de coton.

Comment l'Indien, n'étant pas esclave, ne pouvait-il pas, sous la domination espagnole, conquérir par le travail une richesse qui l'eût replacé au niveau de ses conquérants? C'était là le secret de la législation coloniale. La reine Isabelle s'était opposée à l'esclavage, et on y avait d'abord substitué le servage des repartimientos et des encomiendas; plus tard, Charles III avait aboli les mêmes encomiendas, mais l'Indien devant la loi était resté mineur. Pour le soustraire à des actes où, disait-on, la violence se mêlait à la fraude, les indigènes, depuis l'origine, étaient inhabiles à contracter pour toute somme au delà de 5 piastres; c'est-à-dire que, pour qu'ils ne fussent pas dépouillés, on les mettait dans l'impossibilité d'acquérir. Système plein d'hypocrisie et d'horreur, consacrant pour ainsi dire la violence éternelle du conquérant et la faiblesse imbécile du vaincu. L'un avait toujours le droit dans toutes les circonstances d'abuser de sa supériorité; l'autre ne pouvait jamais sortir de l'impuissance et de la misère. Pour la loi, l'Indien était et devait toujours être un être faible, un mineur; pour les mœurs, les blancs formaient une espèce à part, douée de raison, la *gente de razon*; les Indiens n'appartenaient pas au genre raisonnable, ils n'étaient bons que pour travailler dans les mines et cultiver la terre; ils formaient la *gente sin razon*.

Dans l'origine de la conquête, pour ne pas trop exaspérer les vaincus et sans doute aussi par politique, la supériorité des caciques ou Indiens nobles sur les indigènes avait été reconnue par les conquérants; quelques faveurs leur avaient été assurées, et la propriété de leurs terres leur avait été conservée; mais il y avait là un danger. En s'instruisant, ces caciques auraient pu devenir des chefs d'insurrection :

on s'opposa donc dans la pratique à la fondation de tout collége où ils pussent s'instruire, bien qu'ils l'eussent demandé, et les vice-rois évitèrent qu'on leur enseignât autre chose que le catéchisme. L'instruction devait se borner là; le plan des gouvernants était la dégradation intellectuelle poussée jusqu'à l'absence de raison.

Si la bonté du système colonial devait être appréciée en raison de l'abaissement des facultés des Indiens, son excellence ne pouvait être mise en doute. Les Indiens, au commencement du dix-neuvième siècle, étaient littéralement abrutis; comme ceux du Pérou, ils étaient incapables de rien tenter par eux-mêmes, mais cela ne les empêchait pas d'être dangereux, car ils constituaient toujours une force imposante. Tant que les blancs seraient d'accord, ils devaient rester dans la soumission; qu'arriverait-il si quelques blancs levaient l'étendard de la révolte contre la métropole ? Leur concours devait être immédiat et aussi efficace que possible. Or dans toutes les colonies nous avons signalé la présence, au commencement du dix-neuvième siècle, de cet élément créole tendant à l'émancipation par la richesse et voyant d'un œil jaloux l'arrivée des nouveaux péninsulaires qui venaient exploiter le pays qu'ils occupaient.

Au Mexique, cet élément avait acquis déjà certaine force et certaine influence, malgré la présence de très-nombreux fonctionnaires; il s'habituait aux affaires dans les chambres de commerce, auxquelles le pays était redevable de travaux importants, tels que le *desagüe* de Huchuetoca, destiné à dégager le trop-plein des lacs qui entourent Mexico et à préserver cette ville d'inondations qui l'envahissaient périodiquement; la route de la Vera Cruz à Mexico par Orizaba avec embranchement sur Oajaca et l'océan Pacifique; la chaussée de Perote sur la route de Vera Cruz à Mexico par Jalapa; le môle de Vera Cruz; le phare de San Juan

d'Ulloa. Il s'essayait à créer des associations commerciales en organisant la *Mineria;* il prenait goût aux sciences; il fondait à Jalapa une école de dessin, et montrait enfin du goût pour favoriser les arts.

Plusieurs de ces dispositions le rendaient apte à accueillir avec enthousiasme les doctrines d'émancipation triomphantes aux États-Unis, ainsi que les principes de la Révolution française qui avaient pénétré jusqu'à lui malgré tous les efforts des vice-rois ; mais en même temps ses richesses lui faisaient redouter plus que partout ailleurs toute commotion politique qui pourrait amener la race indienne sur la scène. Le nombre des Indiens lui en imposait, et il voyait dans la puissance militaire de la Péninsule le seul frein qui pût le préserver de leurs tentatives.

Une classe avait pris au Mexique une importance considérable, c'était le clergé. Composé d'environ treize à quatorze mille personnes, religieux ou religieuses, il exerçait un ascendant incontestable sur tout le pays à cause des immenses richesses que le temps avait accumulées dans son sein; il percevait une dîme de 10 millions de francs environ, et il était devenu le grand prêteur hypothécaire de toute la propriété foncière [1]. Mais cette richesse était très-inégalement répartie : à côté de prélats fastueusement rétribués, ayant

[1] Voici le calcul que faisait M. de Humboldt de la richesse du clergé mexicain; ces nombres, loin de diminuer, se sont probablement accrus avec le temps :

Dîmes des trois diocèses.......	18	millions de duros.
Capital des biens fonds........	3	—
Capital mobilier converti en prêts hypothécaires..............	44	—
Total.......	65	millions de duros, ou

plus de 325 millions de francs.

des revenus de plus de 2 millions de rente, les curés de village recevaient à peine 2000 réaux. Aussi une profonde jalousie s'était élevée entre les membres du clergé inférieur et leurs supérieurs. Les curés, presque tous originaires du pays, créoles et quelquefois même Indiens, nourrissaient au fond de l'âme une irritation profonde contre leurs chefs, qu'ils traitaient de *gachupines* et qui arrivaient tous de la Péninsule pour jouir de leurs opulents bénéfices; les prélats, du haut de leur grandeur, regardaient avec dédain ces pauvres *guadalupes*, envers lesquels ils jugeaient se montrer suffisamment cléments en ne leur imposant pas la loi du célibat avec toute la rigueur de la discipline ecclésiastique. Si jamais les curés songeaient à se faire du christianisme, qu'ils étaient chargés de prêcher aux Indiens, une arme contre les dominateurs péninsulaires pour qui les cérémonies religieuses étaient devenues un moyen d'asservissement et un marchepied à l'opulence, leur intervention devait être éminemment dangereuse : la puissance dont ils étaient investis leur permettait d'entraîner facilement toute la masse des Indiens vers le but qu'ils se seraient proposé.

C'est au milieu de ces éléments si divers qu'éclata, en 1808, la nouvelle de l'invasion française en Espagne et de l'abdication de Charles IV et de Ferdinand VII au profit de Napoléon. Le vice-roi était alors don José Iturrigaray, un de ces fonctionnaires de cour de la taille du marquis de Sobremonte, de Buenos-Ayres, dont la mission la plus importante était d'envoyer secrètement le plus de capitaux possible au favori régnant; il en imposait peu à ses administrés. Aussi la municipalité de Mexico, suivant l'exemple de presque toutes les grandes villes d'Espagne et d'Amérique, se présenta-t-elle, le 18 juillet, en grande cérémonie devant lui, et lui fit-elle cette représentation solennelle « que par suite des événements accomplis la souveraineté

« était passée aux mains du peuple qu'elle représentait, et « qu'en conséquence toute autorité avait disparu jusqu'à ce « qu'elle en reçût une nouvelle investiture. » Iturrigaray, nommé par Charles IV et Godoy, n'était point pressé de reconnaître Ferdinand VII ; aussi ne s'opposa-t-il point aux représentations de la municipalité avec la vivacité qu'attendaient tous les résidents péninsulaires établis à Mexico. Il se contenta d'en référer à l'Audience, où les assesseurs Bataller et Aguirre prirent chaudement les intérêts de leurs compatriotes. Iturrigaray dut proclamer Ferdinand VII, et après cet acte solennel qui mettait fin à ses longues vacillations, il parut vouloir se rapprocher de l'Audience et mettre à exécution la violente répression que celle-ci lui conseillait contre la municipalité et tous les individus qui, au sein des nombreuses réunions que les événements avaient nécessitées, avaient commencé à manifester des tendances d'émancipation.

Mais ce retour aux vieux errements du système colonial après les premières caresses faites aux créoles indépendants était trop tardif aux yeux des résidents, représentants du parti espagnol ou gothique ; ils avaient perdu toute confiance dans le vice-roi, et ils ourdirent contre lui une vaste conspiration. Trois cents conjurés pénétrèrent dans son palais le 15 septembre 1808, l'arrêtèrent dans son lit, le mirent en prison, et le firent conduire à la Vera Cruz, d'où il fut envoyé à Cadiz à bord du navire *San Justo*, qui emportait en même temps 8 millions de pesos destinés aux avances nationales pour soutenir la guerre de l'indépendance.

L'Audience sanctionna les mesures prises contre Iturrigaray et le remplaça provisoirement par un militaire obscur que l'ancienneté appelait au commandement, don Pedro Garibaï. Elle aurait voulu alors une main énergique pour réprimer les mécontentements causés par la mesure qu'on

venait de prendre, car les créoles avaient bien compris que leurs adversaires avaient précisément voulu punir les quelques ménagements que Iturrigaray leur avait montrés en un moment critique; et comme la violation formelle de la loi, quoique consacrée par l'Audience, donnait ample matière à toute espèce de débats, ils avaient essayé d'organiser une espèce d'agitation légale; mais Garibaï n'avait pas l'énergie nécessaire pour organiser une répression efficace; ce fut donc, sous son gouvernement, l'Audience elle-même qui, avec fermeté, armée du pouvoir judiciaire, leur déclara une guerre à outrance et maintint toutes les prérogatives de la Péninsule.

Sur ces entrefaites on apprit que la junte centrale de Séville, désirant rétablir la paix et la concorde dans la colonie, avait nommé vice-roi l'archevêque de Mexico, don Francisco Xavier de Lizana (juillet 1809). S'il y avait eu possibilité d'éviter un conflit entre les deux partis opposés, ce prélat, maintenu avec fermeté au pouvoir, aurait peut-être pu y parvenir; car, comprenant la nécessité de fusionner les deux éléments péninsulaire et créole, et non de sacrifier l'un à l'autre, il essaya de pacifier les esprits et de ramener la concorde. Les exaltés des deux partis furent également réprimés, quoique avec douceur. Une conspiration patriotique fut apaisée à Valladolid, et l'auditeur Aguirre fut exilé à la Puebla.

Mais pour les résidents, qui voyaient peu à peu les créoles envahir toutes les positions et qui prévoyaient que leur triomphe serait la ruine de tous les avantages et priviléges dont ils jouissaient eux-mêmes, cette modération de Lizana était un crime de lèse-nation; ils la présentèrent ainsi à Séville et à Cadiz, et, par l'intermédiaire des anciens conseils redevenus tout-puissants avec la dissolution de la junte centrale et la création du conseil de régence à Cadiz, ils

firent annuler la nomination de l'archevêque et remettre l'autorité tout entière aux mains de l'Audience.

Une semblable décision, prise à une époque où l'Amérique tout entière était remuée jusque dans ses fondements par la nouvelle de l'invasion des Français en Andalousie et par la concentration à Cadiz des derniers défenseurs de l'indépendance espagnole, devait être et fut en effet le signal de la lutte (commencement de 1810).

Les créoles que leurs richesses obligeaient à maintenir l'état de choses existant pouvaient encore songer à obtenir l'indépendance par la voie pacifique ; mais tous ceux d'entre eux dont pendant deux ans on avait caressé l'ambition en signalant ce noble but à leurs efforts généreux résolurent d'en appeler aux armes et se tinrent prêts à accourir auprès du premier chef qui aurait le courage de donner le signal.

Ce chef était tout prêt ; c'était un de ces curés de village, un des membres de ce clergé inférieur, placés par leur situation entre les orgueilleux prélats qui suçaient toute la vie du Mexique et les malheureux Indiens dégradés par leur humiliante servitude. Don Miguel Hidalgo, curé de Dolorès, doué d'une âme généreuse, créole d'origine, s'était fait aimer de tous ceux qui l'entouraient, Indiens ou créoles, par l'ardeur de sa foi, la conviction de ses paroles, l'autorité de son esprit, son désir d'être utile. L'introduction dans son village de la culture des vers à soie et de celle de la vigne, qu'une administration barbare était venue interdire, l'avait placé dans une haute estime. Plein de rancune contre le système sous lequel son pays gémissait, il couvait une profonde haine contre tout ce qui portait le nom espagnol ; et plus rapproché des Indiens avec lesquels il sympathisait, il n'était pas de ceux qui redoutaient d'agiter leur masse, pourvu que la tempête soulevée fît sombrer le pavillon espagnol. Tandis qu'il cherchait partout des alliés, la fortune

le mit en contact avec un groupe d'officiers créoles appartenant au régiment provincial des dragons de la reine, Allende, Aldama et Abasolo. Une fois les conjurés d'accord, le signal de la révolte fut bientôt donné. Le 16 septembre 1810, Hidalgo pousse dans son village le célèbre cri de douleur contre les Européens (*grito de Dolorès*), et un formidable écho répond soudain à sa voix retentissante.

Le village de Dolorès est situé dans l'État de Guanajuato, à la partie nord du vaste plateau qui constitue la majeure partie du Mexique actuel et qui est formé par l'écart considérable qu'en sortant de l'isthme de Panama affecte la grande Cordillère des Andes. Tout le monde sait l'extrême altitude de ce plateau suspendu au-dessus de l'Océan à une hauteur qui varie entre 1 500 et 2 300 mètres, et d'où s'élèvent les cimes majestueuses de l'Istaccihual et du Popocatepelt, qui s'élèvent à 4 800 et 5 400 mètres. En partant de cette région, l'insurrection pouvait facilement prendre consistance dans l'État de Guanajuato, riche district où la population des mineurs d'argent lui offrait un concours précieux, s'étendre par là sur tout le plateau au milieu duquel s'élève Mexico, en entourant la capitale d'un cercle de feu, puis occuper du côté d'Acapulco d'abord, puis du côté de Vera Cruz toutes les communications avec les deux océans Pacifique et Atlantique, et obliger, par cette série d'opérations, les Espagnols réduits à eux-mêmes dans un court délai à mettre bas les armes. Tel était le plan général que la raison indiquait aux insurgés; mais la nature des éléments qui se joignirent à eux ne leur permit pas de le mettre à exécution. Ils furent débordés de suite par la multitude qui s'attacha à leur drapeau et se virent condamnés à la suivre bien plutôt qu'appelés à la diriger.

Dès le lendemain de son appel à la révolte, Hidalgo eut

autour de lui une force suffisante pour marcher sur les deux villes de Celaya et de Salamanca; il s'en empara sans coup férir. De là il se dirigea sur Guanajuato (28 septembre), qu'il put attaquer à la tête d'une armée de 20 000 hommes, dont il disposait déjà. La résistance qu'il y rencontra n'eut d'autre résultat que d'exciter la fureur de la foule qui l'accompagnait et de la porter aux excès les plus monstrueux, que loin de repousser, il excitait lui-même, sans doute pour les attacher à sa cause d'une manière absolue. Le crucifix à la main et précédé de l'étendard de Notre-Dame de la Guadalupe, Hidalgo poussait les Indiens à la révolte, en invoquant à la fois dans ses discours le nom de la patrie et celui de Ferdinand VII, qu'il accusait les Espagnols d'avoir honteusement trahi. Le pillage de Guanajuato jeta la terreur dans tout le pays et accrut la foule qui suivait Hidalgo. Il était temps pour les Espagnols de l'arrêter, sans quoi l'incendie qui se propageait avec une rapidité extraordinaire allait s'étendre sur tout le Mexique. Un nouveau personnage, Venegas, le vaincu d'Uclès et d'Almonacid, venait de prendre possession de la vice-royauté (14 septembre); c'était à lui qu'il appartenait de réprimer une insurrection qui, dès son origine, prenait de si vastes proportions. Venegas résolut d'arrêter la masse ennemie, qui menaçait l'État même de Mexico, et ordonna à ses deux lieutenants, Calleja et le comte de la Cadena, de s'unir aux environs de Queretaro. Mais pendant qu'ils exécutaient leurs mouvements, Hidalgo avait eu le temps d'entrer en vainqueur dans l'importante ville de Valladolid, où deux régiments provinciaux s'étaient unis à son armée dont ils avaient beaucoup augmenté la force et la solidité (28 octobre). De là, sans perdre de temps et profitant de l'enthousiasme général, il se mit en marche directement sur la capitale; le 28 octobre 1810 il était à Toluca, à 12 lieues de Mexico, à la tête de 100 000 hommes,

après avoir repoussé à las Cruces un corps de troupes qui tentait de lui barrer le chemin.

Hidalgo comptait sans doute sur une révolution à Mexico; il espérait que les défenseurs de l'indépendance dans cette riche cité lui tendraient une main amie et voudraient eux aussi coopérer au triomphe de la cause commune; mais les massacres de Guanajuato et de Valladolid, la présence de l'élément indien en masse innombrable au milieu des quelques régiments provinciaux qui s'étaient soulevés, la peur des 20 000 leperos que contenait la ville, toutes ces causes arrêtèrent l'élan de la population de Mexico. Loin de contrarier les préparatifs de Venegas pour une vigoureuse défense, elle les facilita, et Hidalgo, découragé par les fortifications qu'on avait élevées à la hâte, se détourna de la capitale et marcha vers le Nord, où il devait rencontrer les forces de Calleja et du comte de la Cadena.

Peut être avait-il l'espérance, à la première rencontre, de voir toutes les troupes créoles de ces deux chefs passer sous ses drapeaux et pensait-il plus prudent de les réunir avant d'assiéger Mexico; quoi qu'il en soit, les troupes créoles de Calleja restèrent fidèles au drapeau espagnol; elles facilitèrent le triomphe aisé que ce général obtint à Aculco sur toutes les masses confuses qui suivaient Hidalgo, et ce premier revers décida de toute l'insurrection.

Dès lors, malgré le soulèvement de quelques bandes à San Luis de Potosi et dans les environs de Toluca, malgré la prise de Guadalajara et l'entrée triomphale de Hidalgo dans cette ville, malgré la défaite d'une troupe espagnole aux environs du port de San Blas sur le Pacifique et la conquête de ce même port, les insurgés refoulés sur eux-mêmes, ayant perdu leur force d'expansion, étaient obligés de se tenir sur la défensive. Ils essayèrent de se retrancher au pont de Calderon, mais là ils furent complétement battus

(17 janvier 1811) par Calleja, qui après les avoir mis en déroute s'occupa activement de poursuivre les chefs, dont il tenait surtout à s'emparer. Il y réussit, en effet, après une longue marche à travers les vastes déserts des provinces septentrionales. Trahis par un des leurs, Hidalgo et Allende furent faits prisonniers (21 mars 1811). Allende fut immédiatement fusillé; quant à Hidalgo, son caractère d'ecclésiastique le défendit quelque temps contre la haine dont il était l'objet de la part des Espagnols, jusqu'à ce qu'il succombât lui aussi sous les balles des soldats, non point en se repentant de sa conduite comme on a cherché à le faire croire, mais avec le plus grand calme, comme il convenait à la grande mission qu'il s'était imposée.

Après la déroute d'Hidalgo au pont de Calderon, l'insurrection mexicaine ne se découragea point; seulement elle revêtit de suite un tout autre caractère, comme si elle sentait que la cause effective de sa ruine avait été un appel trop violent fait aux passions sanguinaires et aux instincts de désordre et de rapine; elle travailla sérieusement à s'épurer et, pour ainsi dire, à se civiliser; puis, au lieu d'organiser ses attaques par masse, elle se subdivisa pendant quelque temps en bandes infinies qui se mirent à sillonner le pays en tous sens, jetant partout les racines de la révolution. C'est alors qu'apparaissent simultanément Morelos, curé de Caraguaro, ancien ami d'enfance d'Hidalgo; moins véhément que lui, mais aussi brave, plus humain et comprenant mieux la nécessité de donner une forme organique et durable à la révolution; l'avocat Rayon, ancien secrétaire d'Allende, très-redouté des Espagnols par ses efforts intelligents pour organiser un gouvernement mexicain; Galeana et Matamoros, les deux bras de Morelos; les frères Bravo, dont l'un, Nicolas, s'immortalisa dans l'histoire par un fait que la violence de ces guerres rend encore plus admirable. Son père

ayant été fait prisonnier par Calleja, il s'empressa de lui offrir en échange trois cents Espagnols qu'il avait entre les mains; Calleja les refusa et préféra donner l'ordre d'exécuter son unique prisonnier; c'était décréter la mort de trois cents compatriotes. Mais Nicolas Bravo était une âme d'élite; il ne voulut point déshonorer la cause pour laquelle il combattait et, mû par le plus noble des sentiments, il donna l'ordre de mettre en liberté de suite tous ses prisonniers, car il n'était pas sûr de pouvoir résister longtemps au désir de venger sur eux la mort de son père. Il faut citer encore Guadalupe Victoria, Bustamante, Guerrero, Albino, Garcia, tous personnages qui s'illustrèrent par leur persévérance à maintenir l'étendard de l'indépendance et qui jouent au Mexique le même rôle que les guerrilleros de la Péninsule durant la guerre contre les Français.

Tous ces hommes, instruits par les défaites d'Hidalgo à Aculco et à Calderon, ne se risquent plus à livrer des batailles rangées aux troupes espagnoles, mais pendant les trois années 1811, 1812 et 1813 ils ne cessent de les harceler, de les attaquer en détail; souvent dispersés, ils reparaissent à l'instant avec de nouveaux soldats et suffisent à tenir en haleine l'armée du vice-roi, forcée elle-même de s'accroître en présence de tant d'inimitiés et arrivant à composer un effectif de 80 000 hommes.

Rayon, immédiatement après le désastre de Calderon, s'était retiré à Zitacuaro (juin 1811), et là il avait réuni une junte de gouvernement qui d'après ses avis proposa au vice-roi un traité de paix, daté de Sultepec (16 mars 1812), destiné à circuler dans tout le pays et à créer un point de départ pour l'organisation future de la nation mexicaine. Venegas, justement préoccupé de cette tentative, avait envoyé immédiatement des troupes contre Zitacuaro et avait dispersé la junte; mais il n'avait pu l'empêcher de désigner dans chaque

province les chefs appelés à propager le mouvement et d'investir le curé Morelos d'une espèce de dictature qui contribua beaucoup à accroître son importance.

Le curé Morelos avait choisi les terres chaudes pour base de ses opérations; il s'était dès l'origine donné pour mission de couper les communications de l'armée espagnole avec les deux mers, et dès l'année 1811 il avait commencé par s'emparer de plusieurs points importants situés sur les bords du Pacifique; il avait même mis le siége devant Acapulo, puis il s'était dirigé vers les provinces de Puebla et d'Oajaca, dans l'intention d'atteindre par là le port de la Vera Cruz. On ne le laissa point développer le plan de ses opérations. Calleja, le vainqueur de Calderon et de Zitacuaro, fut envoyé contre lui avec la mission expresse de le détruire, car déjà on craignait qu'il ne se crût assez fort pour marcher sur Mexico. Morelos, qui en effet avait commencé à prendre la direction de la capitale sur les nouvelles favorables qu'on lui avait données de l'état des esprits, s'enferma dans Cuentla Amilpas (aujourd'hui Ciudad Morelos) et là, durant deux mois, il résista à tous les efforts de Calleja, exclusivement dirigés contre lui. Après ce long siége, se voyant enfin à bout de ressources, il fut assez habile pour s'ouvrir un passage avec tout son état-major au milieu des colonnes assiégeantes et retourner dans les montagnes, où il eut bientôt rallié autour de lui une nouvelle armée.

Ce succès sur le principal lieutenant de Venegas accrut tellement sa réputation qu'il put, du consentement général, prendre des allures de dictateur, malgré le nombre considérable de chefs qui dans toutes les provinces couraient sus aux péninsulaires à la tête de bandes dont quelques-unes étaient déjà importantes. Il usa de cette autorité pour convoquer un congrès dans la ville de Chilpancingo, de la province de Mexico. Rayon lui-même, qui conservait à Sultepec

les restes de la première junte et cherchait à conquérir à leur ombre une espèce de suprématie, ne put résister à l'impulsion donnée et dut abdiquer l'autorité qu'il s'était octroyée.

Le nouveau congrès s'assembla le 1er septembre 1813, et son premier acte fut de proclamer l'indépendance du Mexique; il nomma ensuite Morelos généralissime et lui confia le pouvoir exécutif que celui-ci ne voulut accepter qu'en prenant le titre de *Siervo de la nacion;* il consacra enfin tous ses efforts à la rédaction d'une constitution.

Pendant ce temps l'opinion à Mexico avait pris une tournure bien différente de celle que nous lui avons vue lorsque Hidalgo s'était approché de ses murs. En présence du nouveau caractère qu'avait pris l'insurrection, de la consistance que lui donnaient le grand nombre de familles créoles maintenant intéressées à son sort et sous la protection de la liberté de la presse et des autres avantages politiques concédés par la constitution de 1812, l'esprit public s'était tout à fait réveillé; dans toutes les élections le parti créole triomphait avec une majorité écrasante; le peuple acclamait Morelos jusque sous les fenêtres du vice-roi.

Il parut au parti espagnol que Venegas avait perdu toute sa primitive énergie; on demanda sa séparation et la nomination à sa place de Calleja, devenu comte de Calderon, en souvenir de sa mémorable victoire (mars 1813). Le nouveau vice-roi, à peine installé, comprenant le danger de sa position s'il lui fallait soumettre un pays hostile en laissant à sa portée toutes les institutions d'un peuple libre, prit sur lui de reconstituer tout l'ancien système administratif, suspendit l'exécution de tous les décrets qui lui furent envoyés de Cadiz, établit un violent système de terreur et de répression, imposa le silence partout et proposa sans détour à la régence la suspension de la constitution de 1812.

Ces mesures prises vis-à-vis de la capitale, Calleja s'em-

pressa de donner aux opérations militaires une nouvelle vigueur; mais toute l'année 1813 s'était écoulée sans qu'il eût encore obtenu des résultats décisifs. Il était parvenu à s'emparer de trois points fortifiés au moyen desquels ses communications les plus nécessaires étaient facilement interceptées; il avait obtenu par l'offre de *l'indulto*, que beaucoup d'insurgés missent bas les armes. Un de ses lieutenants, d'origine créole, le colonel Yturbide, appelé plus tard à jouer un si grand rôle dans le Mexique, avait détruit une fonderie de canons établie par Rayon; enfin Morelos, par une série d'opérations bien combinées, avait été amené en dehors de ses montagnes favorites jusqu'à Valladolid, dont il trouva les portes fermées, et avait essuyé une défaite sous les murs de cette ville dans la position de Santa Maria (25 septembre 1813). Cependant, au commencement de 1814, on ne pouvait encore prévoir le dénoûment de la lutte engagée, et les éléments hostiles à l'Espagne étaient si nombreux sur le territoire mexicain, qu'il fallait bien des circonstances heureuses pour que les choses pussent y être rétablies sur l'ancien pied; une modification notable se manifestait pourtant dans les esprits depuis que les nouvelles venant d'Europe étaient moins favorables à la politique de Napoléon. Si la réaction était assez forte pour s'établir au dehors, il était probable que le Mexique en subirait l'influence; on ne sentait pas encore là, comme à Buenos-Ayres et à Caracas, un peuple tout à fait mûr pour son indépendance.

CHAPITRE V

ÉTAT DE L'ESPAGNE EN 1814.

Exaltation de l'opinion publique causée par le triomphe sur Napoléon. — Mécontentement contre les Anglais. — Bonne administration de Suchet dans les provinces du Levant. — Insécurité générale. — Habitudes de brigandage produites par les guérillas. — Accroissement extraordinaire de l'armée. — Ses principaux chefs. — Juntes provinciales. — La nation au milieu de la lutte des libéraux et des serviles reste exclusivement monarchique. — Elle est indifférente à la constitution de 1812. — Les Cortès de 1813, bien distinctes de celles de 1810, n'offrent aucune force de résistance contre l'absolutisme. — Le conseil de régence n'en offre pas davantage. — Les députés américains ne sympathisent plus avec leurs collègues depuis les événements d'Amérique. — Besoins de la nation en 1814. — Ce qu'elle attendait de Ferdinand VII.

Si nos lecteurs ont bien voulu suivre avec nous les péripéties des trois grands drames que nous avons exposés sous leurs yeux, ils peuvent déjà se faire par eux-mêmes une idée assez exacte de l'état dans lequel devait se trouver la nation espagnole au commencement de l'année 1814.

L'opinion publique était naturellement exaltée par le triomphe obtenu sur l'empereur Napoléon et sur les armées françaises; et il ne manquait pas de flatteurs pour laisser croire au peuple espagnol que c'était à lui seul qu'on allait devoir le grand résultat de la chute du trône impérial, comme si la campagne de Russie, les armées prussienne et autrichienne, lord Wellington et ses soldats anglais n'y eussent contribué qu'en seconde et troisième ligne. Un excès

d'orgueil est permis à qui se voit enfin victorieux après avoir été exposé à une complète ruine ; comment donc s'étonner que ce même peuple, d'abord si fier de ses premiers succès après la capitulation de Baylen et la prise de la flotte de l'amiral Rosily à Cadiz, puis entièrement découragé après Tudela, Espinosa, Uclès, Medellin et Ocaña, ranimé un instant par la bataille indécise de Talavera et l'héroïque défense de Sarragosse, Gerona et Tarragone, soutenu par la victoire des Arapiles au même moment où il perdait le royaume de Valence, triomphant enfin d'une manière définitive à Vittoria, après avoir passé par tant d'alternatives si diverses, s'enivrât de son succès jusqu'au point de se considérer comme le héros principal dans la lutte gigantesque au milieu de laquelle il s'était trouvé engagé et où son existence même avait été compromise ? Il avait assez souffert pour se donner toute la satisfaction morale du triomphe ; et quant à nous, les auteurs malheureux et coupables de tous ses maux, après plus de cinquante ans écoulés, nous pouvons bien, en raison de l'injustice de tous nos procédés à son égard, lui pardonner la joie et l'allégresse que lui causèrent nos revers d'alors.

En constatant cependant la satisfaction générale du peuple espagnol au moment où la guerre se déclarait définitivement en sa faveur sur le territoire de la Péninsule, l'historien ne saurait oublier de signaler combien lui pesait déjà l'alliance contractée avec les Anglais. Jamais les rapports n'avaient été bien intimes entre les soldats de la Grande-Bretagne et ceux de l'Espagne : tant la manière de vivre, la façon de penser et d'agir, et jusqu'au mode de combattre, étaient différents entre eux ! Ce n'était qu'avec le plus profond dépit que les généraux espagnols avaient obéi au décret du conseil de régence qui donnait à lord Wellington le caractère de généralissime ; et l'un d'eux, un des plus po-

pulaires, Ballesteros, s'était même fait l'écho de toutes les répugnances de ses collègues et avait poussé la désobéissance jusqu'à se faire retirer son commandement plutôt que de baisser pavillon devant le duc de Ciudad Rodrigo. Ballesteros, en agissant ainsi, méconnaissait sans doute la voix du devoir qui l'obligeait pour le bien général à sacrifier toutes ses prétentions, ainsi que l'intérêt bien entendu de son propre pays qui n'avait pas produit pendant toute cette longue guerre un général aussi éminent que lord Wellington ; mais si l'on considère la conduite tenue par les troupes anglaises dans toutes les provinces qu'elles avaient parcourues, ce qui devient le plus digne d'étonnement c'est que l'alliance ait pu durer jusqu'à la fin de la guerre. Les habitants en étaient venus, grâce à la rapacité de la soldatesque anglaise, à redouter bien moins le passage de nos troupes que celui de leurs alliés ; et on avait cru s'apercevoir que les généraux anglais mettaient un soin tout particulier à ravager les établissements industriels qui pouvaient faciliter le mieux la prospérité future du pays. On a peine à croire à une semblable infamie, alors même que la politique anglaise nous a habitués aux procédés les plus indignes et les plus extravagants ; cependant il faut confesser que l'incendie de la fabrique de porcelaine du Buen Retiro et la destruction complète de Saint-Sébastien sont des événements qui froissèrent dans sa fibre la plus sensible la nationalité espagnole, et qui expliquent comment la nation en saluant avec enthousiasme la fin de la guerre se trouvait heureuse non-seulement d'avoir reconquis son territoire, mais aussi d'être délivrée du contact d'un allié dangereux.

Toutes les provinces envahies par nos troupes n'avaient pas eu à se plaindre de l'administration de nos maréchaux. Celles du littoral méditerranéen particulièrement, soumises à la direction ferme et intelligente du duc d'Albufera, mal-

gré les fortes contributions qu'elles avaient payées pour l'entretien de nos troupes, avaient pu se livrer sans danger à tous leurs travaux agricoles et industriels. Le maréchal Suchet, partout où il commandait, imposait de suite des tributs élevés à la population vaincue ; mais, animé d'un grand esprit de justice, il en ordonnait la répartition avec une si parfaite égalité, et il défendait si bien le contribuable pacifique contre les exactions de ses soldats, que les habitants ne tardaient pas à se livrer avec une entière confiance à tous leurs travaux habituels et comparaient souvent avec avantage l'ordre qui leur était imposé par l'ennemi avec celui qu'établissait leur gouvernement national. Quel immense prestige entourerait aujourd'hui le drapeau de la France en Espagne si nous avions eu le bonheur de compter plusieurs Suchet parmi nos maréchaux commandant en chef !

Le sort de Valence et de l'Aragon pouvait bien être envié par la plupart des autres provinces de l'Espagne, car tandis que dans ces pays l'industrie et le commerce, une fois passé le moment de la lutte, avaient repris leur essor accoutumé, partout ailleurs régnait la plus complète insécurité ; la création des guérillas avait développé une habitude de brigandage difficile à déraciner. Sous le prétexte de combattre l'ennemi commun, la partie la plus active de la population avait adopté un genre de vie tout nouveau qui, en lui fournissant les émotions de la carrière militaire, lui avait entièrement fait perdre les habitudes du travail ; la culture était abandonnée ; le commerce avait disparu ; tous les ateliers étaient fermés ; le pillage enfin était devenu le principal moyen d'existence.

Comme la nation avait dû consacrer avant tout l'intégrité de ses ressources à la défense du territoire national, l'armée avait pris un accroissement tout à fait disproportionné avec

les forces productives du pays. Au commencement de la campagne de 1813 on comptait sous les drapeaux plus de 180000 soldats, et certes il avait fallu, après six ans d'une guerre sans relâche, un bien violent effort pour réunir dans la Péninsule une masse aussi imposante. Là du reste était concentrée toute l'élite de la population, et il n'est pas douteux pour nous que si entre les principaux généraux qui la commandaient il y en eût eu un seul qui, par de grands succès, eût attiré sur lui d'une manière exclusive l'attention générale, il n'eût pu influer d'une manière décisive sur les destinées de sa patrie.

Mais si plusieurs chefs militaires avaient atteint certaine réputation qui les désignait aux regards de leurs concitoyens, aucun n'avait obtenu autour de son nom cette auréole de gloire qui seule permet d'aspirer à de hautes destinées. Castaños, après Tudela et durant sa régence, avait perdu le prestige que lui avait un instant donné la capitulation de Baylen. O'Donnell, comte del Abisbal, avait vu ses premiers triomphes fatalement enveloppés dans la déroute de son frère, dont il était devenu presque complice aux yeux de l'opinion. Ballesteros, par son entêtement, son absence de vues politiques et son goût à caresser les préventions de la multitude, s'était fait aimer des soldats, mais rendu peu sympathique au reste de la population. Mendizabal avait eu de grandes preuves de courage personnel à fournir pour se faire pardonner sa déroute sur les bords de la Gevora. Elio, Venegas, Calleja étaient plus connus dans le nouveau continent que dans l'ancien. Don Pablo Morillo et don Carlos de España n'étaient encore que des généraux de division, et il n'était pas facile de deviner ce qu'on pouvait attendre d'eux le jour où ils seraient appelés à commander en chef. Enfin Espoz y Mina, Longa, Porlier et el Empecinado n'étaient que des chefs de bande ; à ce titre,

ils avaient rendu les plus grands services à leur pays, et toutes les campagnes retentissaient de leurs exploits; mais nul ne songeait à eux pour une autre mission que celle qu'ils avaient remplie jusque-là avec tant de succès, et il existait même contre eux dans l'armée régulière certaine prévention que le temps seul pouvait modifier ou faire disparaître.

L'absence de toute administration régulière pendant six années avait beaucoup contribué à maintenir dans une certaine exaltation le sentiment d'indépendance provinciale partout où le germe n'en avait pas été complétement extirpé par la longue domination des deux maisons d'Autriche et de Bourbon; on se souvient, au commencement de la lutte, de l'importance extrême qu'avaient prise les juntes provinciales et de la peine qu'elles eurent à se mettre d'accord pour constituer un pouvoir central. La nomination de la junte gouvernante d'Aranjuez ne les avait pas fait disparaître à l'instant; elles avaient continué de fonctionner, et leur intervention fut même très-efficace et très-active après la déroute d'Ocaña et l'invasion de l'Andalousie par les Français. Mais peu après, surtout quand la constitution de 1812 eut été votée, et par le fait des rivalités personnelles qui surgirent entre leurs membres dans les différentes villes, leur pouvoir avait beaucoup diminué; on ne sentait plus autant leur nécessité; les Cortès, qui pactisèrent d'abord avec elles, peu à peu se sentirent assez fortes pour ne tenir aucun compte de leurs diverses prétentions, et à la fin de 1813 on voyait partout l'autorité revenir aux représentants du pouvoir central.

Nous avons esquissé la lutte acharnée qui s'était livrée à Cadiz entre les deux éléments servile et libéral, dont l'un voulait avec acharnement le maintien des anciens usages, et l'autre tendait à une régénération complète des institutions.

Or quelle part avait prise la nation à cette lutte? Il faut le dire, cette part avait été presque nulle. Le pays avait salué avec joie dans les Cortès l'incarnation de sa propre indépendance, le centre autour duquel il se promettait d'assurer le maintien de sa nationalité; mais sous l'impression exclusive du grand combat qu'il avait à soutenir contre l'armée française, il ne s'était point passionné pour les grandes questions qui avaient agité ses législateurs. On peut dire que durant le vote de la constitution l'animation de la polémique avait à peine dépassé les murailles de la cité où elle se discutait. Il s'était bien formé peu à peu dans les classes éclairées du pays un parti constitutionnel et libéral, mais il s'était créé si vite, dans de telles conditions, qu'il n'avait pas eu le temps de jeter de profondes racines.

La masse de la population en 1808 s'était soulevée au cri de *Vive Ferdinand VII*; puis les Cortès réunies avaient sanctionné cette acclamation en mettant au-dessus de toute discussion la reconnaissance absolue de ce prince comme souverain d'Espagne. Voilà tout ce que savait une grande partie du pays des événements de Cadiz; et comment s'en étonner quand l'éducation politique était dans l'enfance, quand l'occupation d'une grande partie du territoire par l'ennemi s'opposait à la libre circulation des imprimés et que l'action de la presse était forcément réduite à l'enceinte de quelques cités? Loin de diminuer par l'absence, l'amour de la nation espagnole pour Ferdinand VII s'était accru pendant les six années de la lutte, et il s'en fallait de beaucoup que la constitution de 1812 eût jeté dans son cœur des semences en état de contrarier son ancien fanatisme pour la royauté, qui a toujours été un de ses traits marquants. Tous les débats sur la liberté de la presse, la séparation des pouvoirs, la création d'une assemblée unique, la suppression de l'inquisition avaient bien partout rallié quel-

ques penseurs destinés à former école dans chaque localité ; mais pour la masse ils étaient passés inaperçus : ils étaient au-dessus de sa portée ; elle n'était pas encore mûre pour en sentir l'importance. Pour conserver sa constitution de 1812, l'Espagne aurait eu besoin d'une bourgeoisie riche, puissante et intelligente, unie au peuple et en bonne relation sociale avec la noblesse. Or l'élément bourgeois n'avait pas une force suffisante. A son défaut, il aurait fallu que les libéraux de 1812, par de grandes mesures économiques, s'attachassent à la fois les campagnes et l'armée ; mais un semblable radicalisme n'entrait pas dans leur manière de voir. Plus philosophes qu'hommes d'Etat, les Arguelles, les Muños Torrero, les Calatrava croyaient faire plus pour le triomphe de leur cause par le vote d'un principe révolutionnaire que par une mesure radicale qui leur aurait constitué un parti puissant parmi les troupes et les paysans. Aussi leur action ne s'étendait-elle point au delà d'un petit cercle d'hommes lettrés, tandis qu'elle aurait dû pénétrer jusqu'aux hameaux les plus reculés.

Ils avaient commis une faute impardonnable en décrétant eux-mêmes qu'ils ne pouvaient être réélus, car ils devaient savoir combien était réduit le nombre des citoyens notables en état de poursuivre l'œuvre qu'ils avaient commencée ; ils risquaient fort d'être substitués par de nouvelles Cortès où dominerait exclusivement l'élément qu'ils avaient cherché à combattre, celui qui vivait des abus de l'ancien régime.

Ce fut en effet ce qui arriva. Les secondes Cortès, réunies en 1813, avaient déjà un tout autre aspect que les constituantes. Tous les hommes influents qui avaient été frappés par les réformes prononcées, les nobles, certains magistrats, une grande partie du clergé séculier, tout le régulier s'étaient agités dans toutes les provinces pour que les

élections leur fussent favorables, et ils avaient presque partout réussi. Malgré le talent et l'énergie de quelques députés, il n'y avait pas dans leur sein un élément capable de contre-balancer le fanatisme monarchique.

Pouvait-on, du moins, espérer quelque résistance du conseil de régence entre les mains duquel se trouvait le pouvoir exécutif? Le parti libéral était sûr de ne pas être trahi par deux de ses membres qui, dans les moments difficiles, avaient déjà donné des preuves éclatantes de leur loyauté. Les deux régents Agar et Ciscar avaient un sincère désir de mettre en pratique la constitution de 1812; mais plutôt qu'aidés, ils devaient être gênés par leur troisième collègue, le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, dont l'incapacité était notoire, et que d'anciennes habitudes d'étiquette cérémonieuse rendaient inhabile à représenter, dans ces circonstances difficiles, l'élément révolutionnaire. Ni les uns ni les autres n'avaient d'ailleurs dans le pays une influence suffisante pour s'opposer au prestige avec lequel allait apparaître Ferdinand VII. On peut donc dire que le parti constitutionnel et libéral, créateur de la constitution de 1812, n'avait pas su se ménager dans la nation un appui puissant. Il occupait le pouvoir au commencement de 1814, mais il est évident qu'il ne le possédait qu'accidentellement et provisoirement, car il avait lui-même habitué les Espagnols à voir dans le monarque la représentation la plus sincère de leur indépendance, et il n'avait avec lui aucune classe qui lui fût entièrement dévouée; au contraire il avait pour adversaires toutes celles dont il avait attaqué les intérêts.

Pouvait-on fonder quelques espérances sur les députés des colonies américaines, qui, depuis le décret qui les avait égalés aux péninsulaires, auraient pu par leur nombre et leur influence jouer un si grand rôle dans les affaires de

l'Espagne ? Il n'y avait plus à compter avec eux depuis les derniers événements accomplis en Amérique. Le parti libéral, qui avait souscrit avec conviction à toutes les réclamations des Américains dans l'origine, avait peu à peu modifié toute sa manière de voir depuis qu'il avait reconnu que l'émancipation était le but suprême auquel aspiraient toutes les colonies ; il en était à se repentir de toutes les concessions qu'il avait accordées, et il comprenait qu'il n'avait aucun appui à attendre de députés qui venaient en Espagne avec des intentions toutes personnelles et ne représentaient nullement les idées et les intentions des provinces au nom desquelles ils venaient parler. On commençait à sentir pour eux la même haine que les créoles manifestaient, de l'autre côté de l'Océan, pour tous les péninsulaires. D'ailleurs, l'Espagne tout entière était cruellement frappée par les événements d'Amérique, qui non-seulement détruisaient dans sa source sa prospérité commerciale, mais encore attaquaient un très-grand nombre de familles dans leur fortune particulière.

Dans une telle situation, quels étaient donc, en 1814, les besoins du peuple espagnol, et qu'attendait-il de son roi après la terrible épreuve qu'il venait de traverser ?

En premier lieu, il y avait à donner un nouvel essor à l'activité de la nation, à développer l'industrie, l'agriculture et le commerce, à ranimer toutes les forces productives épuisées par une longue lutte de six grandes années, à profiter enfin de la secousse produite par les événements pour ouvrir une nouvelle ère de progrès industriel et social. C'était là la première nécessité, la plus intense de toutes. L'occasion était venue pour l'Espagne : elle était sortie de cette langueur morale dans laquelle elle se débattait vainement depuis deux siècles ; il fallait profiter de cette bonne occasion et la lancer dans les voies de la civilisation moderne.

En second lieu, une scission fatale avait divisé un très-grand nombre de familles dans l'intérieur de la Péninsule; parmi les hautes classes surtout, beaucoup de personnes animées d'excellentes intentions s'étaient prononcées pour la cause du roi Joseph et n'avaient pas craint d'affronter le fanatisme populaire si ardent en faveur de Ferdinand VII. Or une terrible proscription avait atteint ces individus rangés sous la dénomination de *Josephinos* ou *Afrancesados*. Le devoir d'un gouvernement réparateur devait être de rétablir la paix sociale détruite par les divisions intérieures qu'avait engendrées jusque dans le sein des familles ce schisme en faveur d'une nouvelle dynastie. Ferdinand, à son retour dans ses États, ne pouvait mettre en doute la sympathie du peuple en sa faveur, sympathie manifestée par une lutte aussi longue et aussi ardente que celle qui avait été soutenue pour lui; rien ne lui était donc plus facile que de jouer le rôle du monarque clément et juste; l'indulgence ne pouvait être un danger pour lui, et il pouvait recueillir à bas prix tout le mérite de la conciliation.

Maintenir les principales réformes instituées par les Cortès de Cadiz était le troisième service que la nation était en droit d'attendre de son monarque. Même en nous plaçant au point de vue de la royauté, au nom de son intérêt bien entendu, il y avait dans l'œuvre des constituants une quantité de mesures justes, utiles, bienfaisantes qui devaient à tout prix être conservées pour le bien de l'Espagne. Que Ferdinand, désireux de rétablir son pouvoir absolu, modifiât la constitution afin de détruire toutes les entraves qu'elle avait amassées contre lui; qu'il n'eût pas la sagesse d'octroyer lui-même, à l'imitation de Louis XVIII, une charte qui consacrât les droits des citoyens, il n'y avait pas trop lieu de s'en étonner, et le pays était prêt à l'indulgence sur ces deux points. Mais les progrès sociaux accomplis à Cadiz,

la suppression des deux bras, la destruction des droits seigneuriaux, l'abolition des dîmes, du vote de Santiago, l'anéantissement de l'inquisition, il n'y avait point à revenir sur eux; ils devaient à tout prix être consacrés par le nouveau monarque, car ils étaient la base de toutes les espérances de progrès pour le patrie commune. Les attaquer, c'était développer dans la partie la plus saine et la plus éclairée du pays, dans la bourgeoisie qui avait le plus contribué à leur vote, un ferment de mécontentement et de désordre appelé à produire, avec le temps, les plus graves conséquences; le monarque, en y touchant, ne pouvait plus compter sur son appui, et pour peu que la noblesse et les classes éclairées du peuple vinssent à faire cause commune avec le tiers état, il ne lui restait plus dans la nation d'autre appui que celui du clergé et de la populace fanatique. Comme il paraît absurde de supposer qu'un nouveau monarque, en une époque aussi agitée, crût pouvoir se contenter d'auxiliaires aussi impuissants et aussi compromettants, il est vrai de dire que le devoir aussi bien que l'intérêt imposaient à Ferdinand le maintien des principales réformes votées par les Cortès de Cadiz.

La conservation de l'ordre intérieur est la première nécessité de toutes les nations. Les Espagnols, sous ce rapport, attendaient de leur monarque des avantages spéciaux. Mettre fin aux bandes de guerrilleros qui, la guerre finie, ne pouvaient plus être que des instruments de brigandage, assurer sur toutes les routes la sécurité du voyageur isolé, supprimer toutes les autorités illégitimes que l'état anarchique du pays avait créées pendant la lutte de l'indépendance, faire disparaître partout les juntes provinciales qui entravaient l'action du pouvoir central depuis qu'elles avaient cessé d'être la représentation vitale de l'indépendance du pays : telles étaient les mesures que dictait le

bien général et qui devaient être acclamées par un applaudissement unanime, car elles constituaient autant de besoins sociaux de premier ordre.

Quant à l'extérieur, qui pouvait douter un instant de l'indispensable nécessité d'assurer la paix avec toutes les puissances du continent européen? L'Espagne, rentrée en possession de son territoire, n'avait pas un intérêt immédiat à se mêler en 1814 des grandes questions qui agitaient l'Europe. La lutte avec la France terminée, l'alliance avec l'Angleterre, l'absence de points de contact avec les autres nations européennes, tout annonçait une nouvelle période de tranquillité extérieure qu'il était du devoir du monarque de prolonger le plus possible en évitant toute occasion de rupture et tout prétexte de collision.

Sur une question seulement l'état de l'opinion réclamait de Ferdinand VII une action immédiate de la plus grande énergie. Le gouvernement, les familles, le commerce, l'industrie, toutes les classes en Espagne étaient intéressées à la solution des graves problèmes suscités par l'émancipation des colonies américaines; en terminant son démêlé avec la France, la nation espagnole était décidée à faire encore des sacrifices pour conserver les sources de son ancienne opulence. Mais de combien de lumières ne fallait-il pas éclairer ce grave problème! Il fallait dès l'origine prendre un parti décisif, abandonner certains territoires pour en conserver d'autres, calculer avec une sage prévoyance ses forces et celles de ses adversaires, céder si on ne se sentait pas assez fort, lutter avec une énergie désespérante si l'on pouvait croire au triomphe, considérer enfin la guerre d'Amérique comme une question de vie ou de mort pour la Péninsule hispanique. L'Espagne, il est certain, n'eût pas trop cru payer la conservation des Amériques par son esclavage intérieur, tant elle était préoccupée du coup porté à sa grandeur

par l'émancipation de ses colonies. Un grand nombre de familles, par leur correspondance privée, étaient au courant de tous les événements du nouveau continent; on savait que le Mexique, déchu de son antique splendeur, empruntant au lieu d'envoyer des ressources, infesté de bandes, remué par Hidalgo, Rayon, Morelos et une foule d'autres chefs, ne se conservait que par l'énergique attitude de Calleja; on savait que la Nouvelle-Grenade, Buenos-Ayres et le Chili menaient déjà une vie indépendante; que le Venezuela, reconquis un instant par Monteverde, était pour le moment de nouveau reperdu depuis les derniers succès de Bolivar; que le Pérou seul restait soumis et obéissant, mais que cette colonie fidèle était épuisée par les luttes successives dont le Haut-Pérou avait été le théâtre, et qu'elle avait beaucoup à faire par elle-même soit pour maintenir sous le joug la présidence de Quito que ses troupes avaient pu dominer, soit pour tenir en haleine les indépendants du Chili. Nos lecteurs peuvent se faire une idée de la pénible impression que tout cet état de choses devait produire dans la masse de la population espagnole. Avec quel enthousiasme, avec quelle sympathie la nation ne se serait-elle pas rangée sous les drapeaux d'un prince, grand politique, qui, jetant un coup d'œil de génie sur ces vastes territoires, eût su avec sagesse et prévoyance faire la part du feu, découper d'une main ferme les territoires que l'insurrection devait occuper et ceux qui devaient rester attachés à la couronne de Castille! Ce prince avait plusieurs plans à adopter qui tous pouvaient également assurer la grandeur de l'Espagne, mais il fallait avant tout consacrer toute son attention à les étudier; le pays le savait, et il était en droit d'espérer que le monarque saurait choisir celui qui conviendrait le mieux à ses intérêts.

Tel était donc le beau rôle que Ferdinand VII était appelé

à jouer à son retour en Espagne en 1814. Jamais prince n'eut peut-être si belle occasion de conquérir une gloire pure et sans tache; tout lui était facile : l'ignorance des basses classes, les craintes du clergé, les regrets de la noblesse, l'impuissance de la bourgeoisie divisée, l'absence de partis puissants lui donnaient une force immense.

L'histoire de son règne va nous apprendre quels bienfaits il dispensa à ce noble peuple espagnol qui avait tant souffert et qui comptait enfin recevoir la juste récompense de ses nobles efforts.

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

LIVRE I

SIX ANS DE GOUVERNEMENT ABSOLU

1814-1820

CHAPITRE I

FERDINAND LE DÉSIRÉ

(Janvier à mai 1814.)

Ferdinand VII. — Son éducation et son caractère; son premier mariage avec Maria Antonia de Naples. — Sa conduite pendant les événements de l'Escorial, les émeutes d'Aranjuez, les scènes de Bayonne, et durant sa captivité en France. — Traité de Valençay. — Correspondance de Ferdinand avec la régence de Madrid. — Son retour triomphal. — Accueil qui lui est fait par la population à Gerona, Tarragone, Sarragosse et Valence. — Division de ses conseillers. — Attitude des Cortès et de la régence. — Le général Elio à Valence. — Décret du 4 mai. — Représentation des Perses. — Coup d'Etat du 10 mai 1814. — Réaction absolutiste.

Ferdinand de Bourbon naquit à l'Escorial le 14 octobre 1784; il était dans son enfance d'une constitution faible et délicate; sa mère et ses maîtres se plaignaient vivement de son peu de sensibilité; il riait rarement, parlait peu et se plaisait à faire mourir les oiseaux qui lui tombaient sous la

main. C'est injustement qu'on a accusé la reine Marie-Louise et le prince de la Paix d'avoir voulu s'opposer à son développement intellectuel et à son éducation morale; tous les efforts furent tentés pour le mettre par une bonne instruction en état de bien diriger les rênes de l'Etat. Le père Scio, l'évêque d'Oribuela, appelés les premiers à lui donner leurs soins, étaient des personnages dignes à beaucoup d'égards d'une tâche aussi délicate; si le but ne fut pas atteint, il faut, croyons-nous, moins l'attribuer à une trame politique ourdie par sa mère et le prince de la Paix, qu'à la misérable nature de l'élève, aux intentions ambitieuses de ceux qui plus tard furent placés à ses côtés et aux détestables habitudes auxquelles l'étiquette obligeait les héritiers de la couronne de Castille.

Un jeune homme habitué dès ses premières années à voir se plier devant lui toutes les têtes, se courber toutes les échines, dont toutes les paroles, sottes ou non, sont des oracles, et dont les fautes ne sont jamais réprimées avec une autorité suffisante, ne connaîtra jamais les besoins et les souffrances du peuple qu'il est appelé à gouverner; il n'est jamais en contact avec les vrais producteurs; il ne voit que des courtisans incapables en aucune occasion de le traiter d'égal à égal; il se croit tout permis, il ne pensera jamais qu'il peut exister un frein à ses fantaisies. L'éducation des princes, si tant est qu'on n'arrive pas à supprimer ce rouage inutile, ne devrait jamais se différencier en rien de celle des autres citoyens; dès leur jeunesse ils devraient s'imprégner des sentiments, des idées, des passions, je dirai presque des préjugés de la génération au milieu de laquelle ils doivent vivre; ils seraient ainsi plus capables de se laisser guider par l'opinion publique et ne risqueraient point, comme il leur arrive si souvent, de rester de véritables étrangers au milieu de la nation qu'ils gouvernent.

Parmi les personnages qui furent placés auprès de Ferdinand pour perfectionner son éducation, deux parvinrent à exercer sur lui une certaine influence, le duc de San Carlos et le chanoine Escoiquiz. Le premier appartenait par sa naissance à la haute aristocratie; il avait été choisi par Marie-Louise dont il était un des courtisans les plus assidus, pour exercer les fonctions d'*ayo;* mais dès qu'il eut conquis sur le jeune prince un certain ascendant, il ne l'employa que pour peindre sous les plus noires couleurs, ce qui du reste n'était pas très-difficile, le caractère de la reine et celui de son favori. Le second était un chanoine de Sarragosse, traducteur d'Young et de Milton, un de ces abbés du dix-huitième siècle possédés du goût de la littérature, remplis de leur mérite personnel, disposés d'avance à se mêler dans toutes les intrigues de palais, et moins épris du désir de savoir et d'apprendre que d'atteindre aux plus hautes positions de l'Etat en pratiquant avec souplesse le métier de courtisan. Appelé auprès de Ferdinand pour élever et façonner ce jeune esprit, il employa toutes les ressources du faible talent que la nature lui avait départi à se rendre indispensable à son élève et à exciter en lui la passion de la domination exclusive qu'il vit certainement poindre le premier, au cas où il n'aurait pas contribué à la faire naître. Dès l'âge de seize ans, Ferdinand aurait déjà voulu que Godoy lui donnât accès dans les grands conseils de la monarchie, et déjà dès cette époque, avant d'avoir pu apprécier la conduite de son père, il commença à se mettre en état d'hostilité directe contre le favori régnant. Naturellement préoccupé de ces prétentions anticipées de l'héritier de la couronne, celui-ci comprit le danger qu'il y avait à laisser plus longtemps à ses côtés un génie malfaisant qui, en basant toute son ambition sur la désunion de la famille royale, semait les germes de malheurs irréparables. Escoiquiz fut nommé archidiacre d'Alcaraz et éloigné

de la cour. Ce bannissement, loin de rompre les liens qui unissaient déjà le disciple au professeur, ne servit qu'à les resserrer. Ferdinand s'attacha davantage à un homme qui souffrait pour lui, et au lieu de donner raison à son père dans le fond de son cœur, il commença à nourrir l'idée qu'il était de la part de ses parents et du ministre dominant l'objet d'une sourde haine. Escoiquiz et San Carlos ne manquèrent pas de développer devant lui cette idée sous toutes ses faces; elle apparaît dans toute la correspondance qui s'établit entre le maître et le disciple après leur séparation, et devait être l'objet principal de la conversation dans les nombreuses entrevues qu'ils eurent au palais même, où l'archidiacre pénétrait souvent sous un déguisement.

Ferdinand n'avait pas assez d'énergie dans le caractère pour entamer par lui-même la lutte avec ses ennemis, mais il trouva dans sa première femme, Maria Antonia, fille du roi de Naples et de la fameuse Caroline, douée malgré sa jeunesse d'un caractère ferme et d'une forte instruction, un auxiliaire puissant qui l'aida à secouer les derniers scrupules dont il pouvait encore être assailli, et le décida dans le sein du palais même à commencer les longs débats qui devaient se terminer par le procès de l'Escorial et les émeutes d'Aranjuez. Maria Antonia, pendant les quatre années de son mariage, du mois de décembre 1802 au 21 mai 1806, époque où elle expira après avoir passé par toutes les phases d'une cruelle phthisie, ne cessa de forger des plans dont le résultat devait être la chute du favori; peu lui importait de nuire à la politique du pays que son époux était appelé à gouverner. Chargée par sa mère Caroline de la tenir au courant de toutes les combinaisons du cabinet de Madrid, elle lui envoyait avec une soumission filiale et un aveuglement coupable des nouvelles qui, communiquées immédiatement aux ministres anglais, exercèrent plus d'une fois une fatale in-

fluence sur les destinées des escadres espagnole et française. Elle s'était associée avec ardeur à toutes les idées du chanoine Escoiquiz quant à la ligne à suivre contre la reine Marie-Louise et le prince de la Paix; mais, attachée de cœur à la politique anglaise, elle n'aurait jamais autorisé de son vivant aucune négociation avec l'empereur Napoléon.

Les rapports de Ferdinand avec l'ambassadeur français, M. de Beauharnais, commencèrent seulement après la mort de Maria Antonia; le chanoine, qui les initia directement, désirait obtenir pour son élève la main d'une princesse de la famille impériale, pensant par ce moyen que l'influence française, alors toute-puissante en Espagne par le prestige dont y jouissait l'empereur Napoléon, s'exercerait exclusivement en sa faveur et déterminerait Charles IV à abandonner son favori. C'est cette pensée qui décida Ferdinand à écrire secrètement à l'empereur, et, en se plaçant sous sa protection, à commettre l'acte le plus vil qu'on puisse attendre de l'héritier d'une couronne royale envers celui qu'il doit respecter à la fois comme monarque et comme père.

Charles IV était loin de supposer les ténébreux sentiments qui agitaient l'âme de son fils, et lui avait toujours témoigné une véritable affection toute paternelle; mais les fatales circonstances de l'Escorial, en le forçant à examiner par lui-même tous les papiers de son fils, lui donnèrent la triste conviction qu'il avait dans son héritier un rival acharné dont toutes les pensées étaient exclusivement dirigées vers les moyens de rapprocher l'époque où il pourrait prendre possession de la couronne. La vie de saint Hermenegilde, celle de don Sancho, fils d'Alphonse le Sage, celle du prince de Viana, tels étaient les sujets historiques au milieu desquels se complaisait Ferdinand; il avouait lui-même qu'il était disposé à entreprendre la lutte comme Hermenegilde, mais qu'il ne se sentait pas la même vocation au martyre.

Il le prouva bien à cette époque critique où Charles IV parut un moment sortir de sa faiblesse habituelle et sembla vouloir témoigner par l'exercice d'une juste sévérité qu'il n'avait pas encore mérité d'être dépossédé de sa couronne. Sous l'empire de la terreur que lui inspirèrent les premières mesures tentées contre lui, Ferdinand abandonna ses amis, ne songeant qu'à négocier lui-même sa propre réconciliation et consentant à devoir sa grâce à celui contre qui il dirigeait toutes ses manœuvres. Le duc de l'Infantado, le duc de San Carlos, Escoiquiz, Pedro Collado et d'autres qui coopéraient avec lui à ses plans, faillirent payer de leur tête la faute de leur chef; mais déjà l'opinion publique était trop excitée contre le favori pour que cette exécution pût avoir lieu. Le peuple espagnol, par haine contre Godoy, sympathisait avec le prince des Asturies; les juges refusèrent de prononcer aucune condamnation à mort en présence du pardon qui avait été accordé au jeune prince, et pour toute peine les conjurés furent relégués par décrets royaux dans des châteaux et des couvents où ils durent rester jusqu'à l'époque des émeutes d'Aranjuez.

Napoléon avait vivement insisté auprès de Charles IV pour que le nom de son ambassadeur, M. de Beauharnais, ne fût point prononcé dans le procès; au lieu de voir dans cette insistance une simple préoccupation politique, Ferdinand crut y démêler la promesse d'un appui sérieux; aussi ne se laissa-t-il pas décourager par ce premier échec; peu attendri par le généreux pardon qu'il avait reçu, il ne songea qu'à profiter des difficultés de tout genre que suscitait déjà l'ambition de l'empereur pour arriver au but de ses désirs. De nouveaux personnages, l'infant don Antonio, le comte de Montijo s'associèrent à ses vues, l'un prodiguant son argent, l'autre le répandant parmi les classes inférieures de la population; et bientôt on vit éclater les émeutes d'Aranjuez au moment

même où la nation tout entière devait songer avant tout à s'unir pour résister à l'invasion des troupes françaises.

La conduite de Ferdinand durant les journées des 17 et 19 mars 1808 ne laisse pas de doute sur sa coopération effective au tumulte; il sait le jour et l'heure où les mouvements doivent éclater; il donne le signal, il imprime à l'insurrection la marche qui lui convient, il la précipite, il la modère. Tant que Charles IV n'a pas signé son abdication, il est rampant avec lui; à peine se voit-il devenu roi, il devient altier et hautain, il ne songe qu'à reléguer bien loin l'auteur de ses jours. Vis-à-vis Godoy, Ferdinand ne songe qu'à jouir de son propre triomphe et à savourer la joie que lui cause l'extrême abjection à laquelle il l'a réduit[1].

Comment s'étonner après qu'un tel caractère n'ait pas su garder sa dignité dans les scènes de Bayonne et durant la captivité de Valençay?

Ferdinand n'aurait pas dû abandonner sa capitale et courir au delà des Pyrénées mendier une reconnaissance sur laquelle

[1] Le prince de la Paix, poursuivi par une multitude furieuse, dut rester caché pendant trente-six heures dans un rouleau d'*estera* (natte de sparte servant de tapis) sous les combles d'un édifice dépendant du palais d'Aranjuez; la faim et la soif l'ayant forcé après cette longue immobilité de quitter son asile, on se saisit aussitôt de sa personne et on le traîna à la prison qui lui était assignée au milieu des cris de fureur de la population, alors réunie à Aranjuez; il ne pouvait marcher; deux cavaliers soutenaient ses pas chancelants et le protégeaient avec difficulté contre une nuée d'assaillants féroces qui s'exposaient volontiers à recevoir eux-mêmes quelques atteintes des chevaux pour se donner la joie de porter un coup au favori tombé. Après avoir subi ces divers supplices, Godoy resta longtemps dans un état de prostration qui faisait désespérer de ses jours. Ferdinand ne manqua point d'aller repaître ses yeux du spectacle inouï de son adversaire, autrefois si arrogant et si splendide, maintenant couvert de plaies et de blessures et abandonné sur la paille humide d'un cachot comme le plus vil des malfaiteurs.

rien ne lui donnait le droit de compter; une fois proclamé souverain, le premier de ses devoirs était d'exécuter lui-même cette fuite en Andalousie qu'il reprochait si injustement à son père; mais, mal conseillé, il crut pouvoir obtenir par une humiliation honteuse ce qui ne devait être pour lui d'aucun prix du moment où il pouvait compter sur l'amour de son peuple. Puis, quand il dut se persuader que la volonté de l'empereur n'était pas favorable à ses prétentions, on le vit, sous le couvert d'une fausse déférence à la volonté de son père qu'il n'avait pourtant pas l'habitude de respecter, renoncer presque sans effort à la couronne qu'il avait briguée avec tant de persévérance, et se juger trop heureux d'obtenir une riche pension pour prix des droits qu'il abandonnait.

Il est vrai qu'habitué déjà à jouer un double jeu, tandis qu'il paraissait se résigner tranquillement à la perte du trône, des émissaires partaient pour les divers centres d'insurrection et manifestaient à toutes les juntes qu'elles devaient le considérer comme privé de toute liberté d'action, que le peuple espagnol devait entreprendre la lutte pour reconquérir son indépendance, que pour lui il autorisait la réunion des Cortès suivant les anciennes traditions de la monarchie pour constituer la nouvelle autorité chargée de commander en son absence. Il n'est pas douteux que Palafox en soulevant la ville de Sarragosse obéissait à un mandat de son souverain; ce général et Montijo, pendant tout le mouvement qui suivit l'insurrection du 2 mai, furent les agents les plus actifs de ses secrètes volontés.

C'est en son nom, c'est pour lui rendre la liberté et le pouvoir que l'Espagne a combattu pendant tout le temps de sa captivité à Valençay. Et lui, que faisait-il durant toute cette période dans la résidence princière qui lui avait été assignée? Il écrivait secrètement au roi Joseph pour le complimenter au sujet de son avénement au trône d'Espagne, il adressait

à l'empereur lettres sur lettres pour le féliciter de ses victoires dans la Péninsule, il réclamait le grand cordon de l'ordre créé en Espagne par le chef de la nouvelle dynastie napoléonienne, il ambitionnait l'honneur de traîner dans les antichambres des Tuileries sa royauté déchue, il dénonçait enfin aux agents de l'empereur les tentatives du gouvernement anglais pour lui rendre la liberté. Facile à se laisser séduire par des femmes peu délicates qu'un ministre corrupteur envoyait à ses côtés pour surprendre ses secrets, il jouissait mollement du bien-être matériel au milieu duquel on cherchait à l'endormir, sans se soucier un seul instant des malheureux qui combattaient et souffraient pour sa cause. Les Cortès ne reçurent jamais de lui une seule preuve de la sympathie avec laquelle il devait suivre tous les mouvements de la lutte nationale; il semblait en vérité qu'en se dévouant pour lui, chacun en Espagne ne faisait que remplir une obligation, et que pour sa part il n'avait qu'à attendre patiemment le terme que la Providence avait fixé au règne de Napoléon.

C'est l'année 1814 qui devait marquer à la fois la fin de sa captivité et son retour en Espagne.

Déjà, sous le coup de la défaite de Leipzig, en novembre 1813, Napoléon, sentant la nécessité de diminuer le nombre de ses ennemis et voulant arracher l'Espagne à l'influence du cabinet de Londres, avait eu l'idée d'offrir à Ferdinand sa liberté et sa réintégration sur le trône de son père, en y mettant pour unique condition la retraite des troupes anglaises et une neutralité complète envers la France du côté de la frontière des Pyrénées. Le comte de Laforest avait été envoyé à Valençay auprès du prince espagnol avec la mission de mener à bonne fin cette négociation, qui devenait chaque jour plus nécessaire à cause de l'agglomération des troupes alliées sur le Rhin et de leur prochain débordement sur le territoire français.

Ferdinand, dans l'origine, parut vouloir traîner en longueur les conférences et les pourparlers, en se basant sur ce qu'il ne pouvait traiter sans le concours de la régence; mais bientôt, ajoutant foi aux sombres couleurs sous lesquelles lui était peinte la révolution espagnole par le chargé d'affaires de Napoléon, et encouragé par le duc de San Carlos qui fut dépêché auprès de lui, il se décida, le 8 décembre 1813, à signer secrètement à Valençay un traité avec l'empereur des Français, sans s'inquiéter en aucune façon de l'effet qu'une semblable mesure pourrait opérer sur la politique des Cortès et de la régence.

Par ce traité, connu sous le nom de *traité de Valençay*, Ferdinand était solennellement reconnu par Napoléon comme roi d'Espagne et des Indes; les Français rendaient toutes les places qu'ils occupaient dans la Péninsule, mais leur départ devait être simultané à celui des troupes anglaises. Les partisans de Joseph étaient maintenus dans tous leurs droits, honneurs et prérogatives; une pension de 30 millions de réaux était assurée au vieux roi Charles IV et à la reine Marie-Louise, et enfin un traité de commerce devait être préparé pour sauvegarder les intérêts commerciaux de la France et de l'Espagne.

Tel est le résumé succinct des divers articles qui furent signés à Valençay par le comte de Laforest et le duc de San Carlos au nom de leurs souverains respectifs. Ferdinand, en y donnant son adhésion, n'avait eu d'autre but que de recouvrer plus rapidement sa liberté, car il n'était pas sans savoir que les événements récemment accomplis en France et en Allemagne avaient épuisé les ressources de son adversaire, et que par conséquent il pouvait, en attendant avec patience, remonter sur son trône dans des conditions plus favorables. Mais il vivait sous l'impression que les réformes des Cortès, en se consolidant, empiétaient chaque jour davantage sur ses

priviléges et qu'il fallait un retour rapide pour rendre tout son prestige à l'ancienne autorité royale. Puis il se promettait à lui-même, s'il était aidé par les circonstances, de ne point exécuter la clause relative aux josephinos, la seule qui dans le traité avait dû lui être réellement sensible.

Napoléon, cependant, même sur la pente fatale où l'avaient entraîné ses fautes et ses exagérations, n'était pas homme à se contenter de la signature de Ferdinand, si l'exécution du traité ne lui était garantie par le pouvoir exécutif qui avait entre les mains toutes les forces effectives de l'Espagne. Par là, une fois le traité signé, Ferdinand se vit obligé à entrer en relations avec la régence, car il était à craindre que l'empereur, tant qu'il en croirait l'exécution douteuse, ne consentît point à lui rendre sa liberté.

La situation était pénible; d'un côté la régence ne pouvait ratifier le traité, puisqu'elle en était empêchée par le décret des Cortès du 1er janvier 1811 (voir note A); de l'autre, le roi pouvait difficilement apparaître comme ayant signé une convention inexécutable. Un accord était nécessaire entre le monarque captif dont les Cortès avaient toujours reconnu la souveraineté, et les hommes à qui elles avaient confié elles-mêmes le maniement des affaires. Ferdinand, pour ménager cet accord, se décida à envoyer à Madrid le signataire même du traité, le duc de San Carlos, avec la mission secrète d'explorer les âmes, de connaître les vrais partisans de l'ancien système monarchique, et d'obtenir de la régence la non-exécution du décret de 1811. Il y avait à ses côtés, pour suivre les négociations avec l'empereur des Français, deux autres conseillers, Escoiquiz et Macanaz, qui avaient été envoyés auprès de lui dès le jour même où sa qualité de souverain avait été reconnue.

Le duc de San Carlos resta plus d'un mois à effectuer son

voyage; il n'arriva à Madrid que le 14 janvier 1814; il y trouva la régence à peine installée au palais royal depuis le 5 janvier, et les Cortès sur le point de se réunir après avoir tardé deux mois au milieu de circonstances si graves à effectuer leur translation de Cadiz à la capitale.

Le duc de San Carlos avait joué en 1808 un rôle trop important dans les scènes de Bayonne pour être accueilli avec faveur par les hommes qui dirigeaient l'opinion publique et se trouvaient encore sous l'impression des idées de Cadiz. Il ne réussit point dans sa demande officielle et se vengea de cet échec en réunissant autour de lui tous les ennemis de la constitution, les Villamil, Mozo Rosales, Antonio Gomez Calderon, et en leur faisant comprendre que le roi fondait de grandes espérances sur leur coopération comme ils pouvaient compter eux-mêmes sur le ferme désir du roi de reconstituer l'ancien ordre de choses. (Voir note B.)

Palafox, qui vint après lui et fut mieux accueilli en raison des souvenirs du long siége de Sarragosse, ne fut pas plus heureux dans sa médiation. Il ne put obtenir la ratification du traité et la suspension des hostilités. Le congrès, après avoir consulté le conseil d'État, et sur l'avis de ce corps important, décida solennellement le 2 février 1814 que, conformément au décret du 1er janvier 1811, le roi ne serait tenu pour libre qu'après avoir prêté dans le sein de la représentation nationale le serment prescrit par l'article 173 de la constitution. (Voir note C.) On commençait déjà à prévoir que Napoléon pourrait bien mettre Ferdinand en liberté, et en vue de cette circonstance les défenseurs du parti constitutionnel cherchaient à assurer le maintien de leur œuvre. Ils firent donc ajouter dans le décret de février 1814 une foule de dispositions ayant pour but de donner à la régence les moyens de ne livrer le pouvoir à Ferdinand qu'après avoir obtenu de lui un serment solennel, tandis que d'autres fixaient

à l'avance le cérémonial qui devait présider à son entrée sur le territoire espagnol.

Déjà, dans les discussions auxquelles donnèrent lieu cet important décret et le manifeste qui l'accompagna (voir note D), les partisans du pouvoir monarchique absolu avaient commencé à relever la tête. Un député de ce parti, nommé Reina, avait déclaré en pleine chambre qu'à ses yeux Ferdinand, comme héritier de la couronne espagnole, devait user de son droit de monarque absolu dès le moment où il franchirait la frontière; on l'avait expulsé de la salle pour une semblable opinion, mais ses amis allaient partout, propageant la même idée, abusant contre les constitutionnels de l'empressement avec lequel ils avaient toujours présenté aux yeux des Espagnols l'image de leur roi Ferdinand VII. Il eût fallu à ce peuple une grande dose de lumière et de raison pour contenir la joie que devait lui inspirer le retour de son monarque captif, jusqu'à ce qu'on eût eu le temps de lui imposer certaines conditions nécessaires; car on ne joue pas avec l'enthousiasme, et celui qu'il témoignait alors était juste et légitime; puisqu'on avait personnifié en Ferdinand l'indépendance de la patrie, comment ne pas se précipiter à ses pieds le jour où il revenait de sa longue captivité? Puis les Cortès de Cadix n'avaient entraîné en leur faveur aucune classe spéciale de la population, et personne ne pensait que le retour du roi pût le léser dans ses intérêts. Que pouvait donc un décret comme celui du 2 février contre le mouvement qui précipitait la population au-devant d'un monarque désiré? C'était un décret frappé d'impuissance, et les faits ne tarderont pas à nous le démontrer.

Les serviles comprenaient que le courant général de la politique était en leur faveur et que leur triomphe devait être prochain; aussi dans le sein des Cortès essayèrent-ils de mettre en question la reconstitution de la régence; des

agents furent envoyés dans toute la Péninsule pour exciter les masses contre la constitution; la garnison à Madrid était fort activement travaillée pour coopérer à un mouvement; il fut établi par le général Villacampa, qui commandait en chef dans la capitale, que des soldats de la garnison étaient enrôlés à raison d'une *peseta* (1 fr. 20) par jour pour aider en temps opportun à la destruction du système représentatif.

Une répression énergique aurait dû être exercée contre de semblables manœuvres; mais les libéraux espagnols n'étaient pas des hommes d'action. Ils se contentèrent de maintenir les régents au pouvoir; puis, la première période législative des Cortès étant terminée, les députés se séparèrent tranquillement le 15 février 1814, comme si le pays se trouvait dans des circonstances tout à fait normales. La responsabilité du gouvernement pendant quinze jours pleins, du 15 février au 1er mars, date de la réouverture de la session, pesa exclusivement sur la régence, dont le coup d'œil politique n'était pas à la hauteur d'une situation aussi difficile.

On attendait encore avec une vive curiosité l'impression qu'allait produire sur l'esprit de Napoléon le refus de ratifier le traité de Valençay; non qu'on redoutât les conséquences de la guerre, toute à l'avantage de l'armée anglo-espagnole, mais parce que cette mesure entraînerait à des actes qui compliqueraient la politique intérieure du pays. L'empereur ne fit pas attendre sa décision; il comprenait que l'arrivée de Ferdinand avec ses vieilles idées de monarchie absolue allait, en présence des dispositions du parti libéral, produire une forte secousse dans toute la nation, et il était irrité contre les tendances des Cortès à s'associer à la coalition de l'Europe entière contre la France vaincue; il se décida donc à relâcher Ferdinand sans conditions, dans l'espérance de pouvoir tirer parti et des dissensions intestines que son retour allait produire, et du mécontentement qu'exciterait chez les autres

chefs des armées coalisées la signature du traité de Valençay.

Le 7 mars 1814, Ferdinand reçut définitivement ses passeports; redevenu de nouveau maître de sa personne, il commença à songer aux moyens de rentrer dans sa capitale et de retrouver son ancienne puissance, en évitant autant que possible tout ce qui pouvait de sa part assurer une consécration quelconque aux modifications accomplies à Cadiz, qui lui paraissaient autant d'attentats à son autorité souveraine.

Le décret du 2 février pouvait susciter des obstacles s'il était mis à exécution par une main ferme et énergique; entrer en Espagne sans rien promettre était le point essentiel. Les conseillers du roi lui proposèrent d'envoyer à Madrid un chargé de pouvoirs porteur d'une lettre dans laquelle on caresserait avec soin toutes les espérances du parti libéral sans prendre cependant à son égard le moindre engagement.

Ferdinand se rangea de cet avis et chargea le général Zayas de porter à Madrid la nouvelle de son retour immédiat et de remettre à la régence une lettre où se trouvaient ces paroles ambiguës : « Quant au rétablissement des Cortès et à tout ce qui a pu se faire en mon absence d'utile au royaume, mon approbation sera acquise en tant que conforme à mes intentions royales. » Le général partit de Valençay avec cette lettre et se hâta de gagner Madrid, où sa présence causa le plus vif enthousiasme. Les Cortès affectèrent de voir dans le message qu'il apportait un gage de la politique future de leur souverain et s'abstinrent dès lors de toute mesure énergique qui seule aurait pu les sauver.

Pendant qu'elles s'abandonnaient ainsi à leur excessive confiance, Ferdinand s'était hâté de se rapprocher de la frontière d'Espagne par Toulouse et Perpignan; ce fut le 24 mars qu'il traversa le Fluvia, limite choisie par le maré-

chal Suchet pour être le théâtre de la remise solennelle du captif royal aux troupes espagnoles. La cérémonie s'accomplit au milieu de l'enthousiasme général et des populations accourues pour assister à un spectacle si nouveau; et dès ce moment, Ferdinand, réinstallé dans ses prérogatives de souverain, se trouva au milieu des deux courants qui l'entraînaient l'un vers le système représentatif, l'autre vers la monarchie absolue seule conforme à ses désirs et à ses goûts.

Le commandant en chef du premier corps, don Francisco Copons, qui le premier reçut le souverain sur les bords du Fluvia, aurait pu jouer un rôle dans l'histoire de son pays; il fut sondé sur ses intentions par le duc de San Carlos et encouragé à lever le premier l'étendard de la monarchie absolue; mais c'était un militaire honnête, soumis à ses devoirs, sans la moindre initiative d'ailleurs dans les questions politiques. S'il eût été un libéral sincère, il aurait pu obtenir de son armée une attitude qui eût donné à réfléchir au monarque et à son entourage; servile, il eût joué le rôle que représentera plus tard Elio à Valence. Son attitude fut complétement passive; il baissa le genou devant le souverain, suivant les habitudes de l'ancienne cour castillane, mais en même temps il lui remit les décrets du conseil de régence, les fit exécuter en tout ce qui dépendait de lui et s'opposa au retour dans leur patrie des garnisons françaises de Barcelone et de Tortose, bien qu'il eût été consenti par Ferdinand.

En présence d'une telle conduite, on conçoit que ce dernier avait hâte de se délivrer d'une semblable tutelle, d'autant plus que partout, dans toutes les villes qu'il traversait et particulièrement à Gerona où il s'était arrêté quelques jours, une population folle de joie, ivre d'enthousiasme, était venue se jeter à ses pieds, avait traîné sa voiture et s'empressait de lui donner les témoignages les plus éclatants d'obéissance et de soumission. C'était là une compensation

plus que suffisante à la froide inflexibilité d'un général d'ailleurs plein d'égards et de respect.

A Tarragone, à Reuss il trouva le même accueil, le même empressement de toutes les populations ; sûr alors du destin qui l'attendait, il se décida à abandonner la route qui lui avait été fixée de Tarragone à Valence par le décret du 2 février, et sous le prétexte d'accéder à une invitation de la députation générale d'Aragon, il se dirigea directement avec son frère don Carlos, par Poblet et Lerida, sur Sarragosse, tandis que son oncle don Antonio se rendait à Valence pour y organiser, d'accord avec le général Elio, le foyer de toutes les intrigues royalistes.

Pendant ce voyage triomphal du 24 mars au 6 avril, de graves événements s'étaient accomplis en France, et l'on conçoit que Ferdinand, avant de tenter son coup d'Etat, désirât ne pas trop s'éloigner de la frontière, tant qu'il pouvait rester quelque doute sur leur issue définitive. Ces événements lui étaient tous favorables ; c'était l'entrée des alliés dans Paris, la création d'un gouvernement provisoire, l'abdication de Napoléon, son départ pour l'île d'Elbe, enfin la proclamation de Louis XVIII ; leur conséquence immédiate devait être la suppression des hostilités et la fin de la guerre.

Les Aragonais furent aussi frénétiques que les Catalans dans l'expression de leur fanatisme monarchique ; alors même que les autorités restèrent fidèles aux ordres de la régence , la population manifesta un tel enthousiasme à son monarque , que celui-ci ne pouvait plus douter un seul instant qu'il ne lui fût permis de tout oser. Les anciens serviteurs de la couronne, intéressés à la restauration de l'ancienne cour , ne cessaient partout de l'encourager à reprendre l'autorité absolue ; c'était aussi l'avis du duc de San Carlos, du comte de Montijo et de Labrador ; seuls don José de Palafox et le duc de

Frias penchaient dans son conseil pour l'acceptation d'une charte. Le roi, après être resté six jours à Sarragosse, se remit en marche pour Valence par Daroca, Teruel et Segorbe, et dans ces trois villes tint avec ses conseillers de longues réunions où prévalurent enfin les idées de San Carlos, qu'on savait à l'avance partagées par son maître, malgré la dissimulation avec laquelle celui-ci évitait de dévoiler publiquement sa pensée. Le comte de Montijo partit de Daroca pour Madrid dans le but de préparer un mouvement dans cette capitale.

Mais tandis qu'ouvertement s'amoncelait contre elles la tempête qui devait les emporter, les Cortès, toujours dominées par un sentiment de confiance que rien ne justifiait plus, ne cessaient de publier des décrets dont l'unique résultat était d'enflammer l'enthousiasme général en faveur du monarque; la puissante minorité royaliste qui existait dans leur sein avait cessé de faire cause commune avec elles; son chef, Mozo de Rosales, s'était rendu à Valence pour y porter une représentation dans laquelle les événements accomplis depuis six années étaient considérés comme des saturnales passagères semblables à celles que célébraient les Perses dans l'intervalle de deux règnes, et dans laquelle il était dit que l'ordre ne pouvait régner en Espagne que du jour où l'autorité monarchique serait rétablie dans son intégrité. (Voir note E.)

Célébrer avec une grande pompe la fête du 2 mai, décerner quelques récompenses civiques aux soldats qui s'étaient vaillamment battus dans la guerre de l'indépendance, transporter le siége de leurs séances du théâtre de los Caños del Peral au couvent de Doña Maria d'Aragon, décréter la peine de mort contre quiconque demanderait avant huit ans la réforme de la constitution, telles furent les uniques mesures que surent prendre les Cortès, tandis qu'elles atten-

daient avec la plus vive impatience celui qui devait décider de leur sort. Le cardinal de Bourbon, président du conseil de régence, accompagné du ministre d'Etat, don José Luyando, devait se présenter à Valence auprès du monarque, et une commission présidée par l'évêque d'Urgel devait s'avancer au-devant de lui jusqu'aux plaines de la Manche.

Ferdinand était arrivé le 16 avril sur les bords du Turia; il y trouva tout préparé par les soins de son oncle don Antonio, de Macanaz et d'Escoiquiz, auxquels s'étaient joints Villamil et Lardizabal, que leurs échecs à Cadiz avaient remplis d'aigreur et d'amertume contre le système représentatif. La haute noblesse s'empressa autour de lui et lui envoya de riches offrandes pour le mettre en état d'agir sans le concours des Cortès ; le général Elio, trahissant le premier ses devoirs, et oubliant l'obéisssance qu'il devait à la régence, promettait le concours énergique de tout son corps d'armée ; un journal spécial, sous le titre de *Lucindo*, prêchait hautement le retour à l'ancien régime. Le moment était venu d'agir d'une manière efficace.

Ferdinand se mit donc à l'œuvre; il affecta en recevant le cardinal de Bourbon de lui tendre la main et de le forcer à la baiser en signe d'hommage, comme s'il voulait prouver par là que la régence n'avait jamais été qu'une émanation de sa propre autorité ; il accepta d'Elio le bâton de commandement que celui-ci lui présenta en présence des troupes, comme pour enseigner par cet acte aux soldats que l'obéissance était due à sa propre personne ; il accueillit avec empressement la représentation des Perses[1]. Il fit partir pour Madrid, afin de le précéder, un corps de cavalerie commandé par don Santiago Wittingham , et enfin il

[1] On donna le nom de *Perses* aux députés serviles qui avaient signé la représentation dans laquelle la période de 1808 à 1814 était comparée aux antiques saturnales des Perses.

reçut solennellement de tous les officiers de l'armée le serment de le soutenir dans la *plénitude de tous ses droits*.

De tels symptômes étaient décisifs ; une fois devenus publics, il n'y avait plus qu'à exercer directement l'autorité absolue dont on venait de s'emparer. C'est aussi ce qui arriva. Le 4 mai, le roi signait à Valence le fameux manifeste devenu si tristement célèbre dans lequel il consignait que « non-seulement il se refusait à jurer la constitution et à « reconnaître aucun décret des Cortès extraordinaires et « ordinaires, mais encore qu'il déclarait cette constitution « et ces décrets entièrement nuls, sans aucune valeur, ni « aujourd'hui ni jamais, comme si ces faits ne se fussent « jamais accomplis et pussent être effacés du temps. » Puis, sans ébruiter son programme d'absolutisme, il marcha de suite sur Madrid avec les troupes du général Elio, après avoir donné l'ordre au cardinal de Bourbon et à Luyando de se retirer l'un à Tolède, l'autre à Carthagène.

Il paraît impossible que l'arrivée du général Wittingham jusque sous les murs de Madrid n'ait pas ouvert les yeux des députés sur les intentions de Ferdinand ; néanmoins ils ne prirent aucune mesure pour leur sécurité personnelle. L'exécution du décret de Valence avait été confiée au général Eguia nommé capitaine-général de la Nouvelle-Castille, et connu sous le nom de *Coletilla* pour son attachement aux vieilles coutumes et pour son habitude de porter encore ses cheveux attachés en natte sur le derrière de la tête, comme au temps de Charles III. Eguia, qui commandait en chef la première division des troupes d'Elio, et qui précédait le roi de quelques jours seulement, appuyé par la cavalerie de Wittingham et soutenu par les menées du comte de Montijo qui avait soulevé les bas quartiers de Madrid contre les amis du système représentatif, n'éprouva pas la moindre difficulté à exécuter le coup d'Etat qui lui avait

été confié. Aussi, tandis que Ferdinand poursuivait sa marche triomphale de Valence à Madrid au milieu d'une allégresse et d'un enthousiasme déjà préparés officiellement, suscitant autour de lui des cris subversifs qni demandaient la suppression de la constitution et le rétablissement de l'absolutisme, se refusant à recevoir dans la Manche la députation des Cortès envoyée au-devant de lui, tous les vestiges du système précédent étaient avec soin détruits dans la capitale, et une persécution terrible, dont nous allons avoir à enregistrer les tristes détails, s'acharnait sur tous les hommes qui avaient coopéré à l'établissement du système constitutionnel.

Dans la seule nuit du 10 au 11 mai 1814 (voir note F) restée si célèbre dans les annales du parti libéral espagnol, Eguia fit enlever de leur maison et emprisonner tous les membres de la régence, tous les conseillers d'Etat, tous les députés qui s'étaient signalés comme partisans de la constitution, soit dans les Cortès actuelles, soit dans les précédentes. De ce nombre furent les deux régents, don Pedro Agar et don Gabriel Ciscar, les ministres don Juan Alvarez Guerra et don Manuel Garcia Herreros, les constituants Muñoz Torrero, Arguelles, Oliveros, Villanueva, les députés Martinez de la Rosa, Canga-Arguelles et Cepero. Quelques-uns eurent le bonheur de s'échapper ; parmi ceux-là nous devons citer Toreno et Isturiz. Quant aux autres, ils furent surpris dans leurs domiciles. On s'attendait si peu à un tel débordement dans les circonstances au milieu desquelles le pays se trouvait, que nul n'avait songé à prendre les moindres précautions. Il y allait cependant pour tous de la vie même. Villanueva, un des députés emprisonnés, raconte dans le récit qu'il a publié de cette catastrophe, que le lendemain de leur arrestation ils ne cessèrent d'être exposés aux injures de la multitude, qui

reproduisait en Espagne tous les excès de la réaction blanche dans le midi de la France. La populace de Madrid, après avoir arraché la pierre de la constitution de l'édifice où elle avait été placée, se rendit en procession tumultueuse dans la rue éloignée où étaient enfermés les prisonniers; et là, au cri de *meurent les libéraux*, elle sollicitait avec d'effroyables cris la permission de traîner dans la boue leurs cadavres comme elle traînait avec délices la pierre de la constitution.

Ce tumulte était l'œuvre du comte de Montijo et de plusieurs moines qui, voyant déjà poindre à l'horizon le retour de leur prépondérance se hâtaient de reprendre la domination qui leur avait échappé pendant six années; en même temps qu'on publiait sur toutes les places le décret de Valence, on avait vu apparaître une feuille scandaleuse ayant pour but d'organiser la proscription en exaltant les masses contre tous les partisans du système libéral. Enfin le 13 mai 1814 eut lieu l'entrée triomphale de Ferdinand dans sa capitale. Il avait déjà donné à son règne la couleur définitive que l'histoire doit lui signaler : retour acharné aux anciennes idées; proscriptions cruelles contre tous les hommes voués au culte de l'intelligence et doués d'aspirations libérales; agitation des masses par une recrudescence de fanatisme religieux; exaltation du principe monarchique poussé jusqu'à l'absolutisme, rétablissement prochain de l'inquisition, des couvents, du favoritisme et de toutes leurs fatales conséquences.

CHAPITRE II

LES PROSCRIPTIONS.

(Mai 1814 — Mars 1815.)

Ministère du duc de San Carlos. — Lord Wellington à Madrid. — Proscriptions. — Décret contre les Josephinos. — Rétablissement de l'inquisition. — Système de terreur organisé dans toute l'Espagne. — Tentative de Mina. — Rapports de Ferdinand avec ses ministres et ses courtisans. — La camarilla. — Préparatifs d'une expédition en Amérique. — Evénements accomplis dans les colonies depuis le commencement de 1814. — Prise de Montevideo par les troupes de Buenos-Ayres. — Soumission du Chili. — Indépendance de la Nouvelle-Grenade. — Rétablissement de l'autorité royale à Caracas. — Déroute des indépendants au Mexique. — Départ de l'armée commandée par le général Morillo. — Dispositions des grandes puissances de l'Europe vis-à-vis de l'Espagne. — Congrès de Vienne. — Renonciation définitive de Charles IV.

Le décret du 4 mai 1814 (voir note G) dans lequel Ferdinand avait exprimé sa résolution de *supprimer du temps* toutes les décisions prises par les Cortès contenait tout un programme de gouvernement. Malgré ses tendances despotiques, ce prince avait compris qu'il n'était réellement plus possible de parler le langage des siècles précédents et que les tendances générales de l'opinion exigeaient de sa part sinon des concessions réelles, au moins d'hypocrites promesses. Comme tous les tyrans, il savait combien il est facile de payer avec des mots; aussi, dans ce moment critique où il courait encore quelques risques, n'avait-il pas hésité à donner certains gages, afin de rallier autour de lui tous ceux, et le

nombre en était grand, qui, se tenant peu au courant de la politique générale et ignorant les événements de Bayonne et de Valençay, attendaient encore de sa part une politique sincèrement libérale.

En attaquant l'œuvre des Cortès il ne s'appuyait dans son décret que sur les principes qui avaient présidé à leur organisation; du reste il rappelait que lui-même, en 1808, avait signé un décret dans le but de les convoquer; il promettait de les réunir à nouveau et se déclarait solennellement l'ennemi le plus acharné du despotisme.

« Je le hais, et je le déteste, disait-il; d'ailleurs il n'est plus compatible avec les lumières et la civilisation des nations européennes. Les rois d'Espagne ne furent jamais des despotes, et quoique dans notre pays on ait vu, comme partout, de grands abus de pouvoir, inhérents à la nature humaine, qu'aucune constitution ne pourrait prévoir, jamais ils ne furent autorisés par nos excellentes lois, mais ils furent seulement l'œuvre de certaines personnes et doivent être exclusivement attribués aux circonstances fatales qui contribuèrent à les produire.

« Je m'occuperai d'eux avec les députés d'Espagne et des Indes, dans des Cortès légalement convoquées, composées de représentants de la métropole et des colonies, aussitôt que l'ordre étant rétabli, ainsi que les anciens usages institués par nos prédécesseurs avec leur concours, il sera possible de les réunir.

« La *liberté* et la *sécurité individuelle*, quant aux personnes et quant aux biens, seront assurées au moyen de lois qui, tout en garantissant l'ordre et la tranquillité, laisseront à chacun cette *liberté salutaire* dont la jouissance indispensable pour tous les citoyens est le trait caractéristique qui distingue les gouvernements modérés des gouvernements despotiques et arbitraires.

« Tous jouiront aussi de cette même *juste liberté* pour communiquer leurs idées et leurs pensées au moyen de la *presse*, c'est-à-dire dans ces limites que prescrit à tous la saine et souveraine raison pour ne pas dégénérer en licence, pour garder le respect dû à la religion et au gouvernement, et celui que les hommes doivent mutuellement se garder entre eux. »

Il y avait là un engagement positif pris envers le pays; aussi, malgré l'impression produite sur les esprits par les événements de la nuit du 10 au 11 mai, il se trouva encore le lendemain de cette nuit fatale bien des Espagnols qui crurent encore à la bonne foi de leur souverain et attendirent pour le juger l'application complète de son programme. Le coup d'Etat leur paraissait une cruelle nécessité, mais, une fois le prince affermi sur son trône, le régime des lois allait de nouveau être rétabli dans toute sa force et vigueur, et la prospérité renaître comme par enchantement sous le règne du plus acclamé et du plus désiré des monarques.

Leur illusion, hélas! ne put être de longue durée; à peine Ferdinand se vit-il réinstallé dans son palais royal, maître suprême du trésor, de l'armée et de toutes les ressources de l'administration espagnole, qu'il cessa de prononcer le nom de Cortès et ne s'occupa des abus de l'ancien régime que pour les restaurer tous les uns après les autres. Il mit tous ses soins à reconstituer l'ancienne Espagne de Charles II et de Charles IV, ce pauvre char embourbé sur lequel des bœufs étiques et affamés traînent péniblement une masse de courtisans dépravés et de moines abrutis, respectueusement inclinés aux pieds d'un souverain corrompu qui daigne de temps en temps leur jeter l'aumône d'un sourire méprisant.

La France, au milieu de ses crises rapides et violentes, nous a souvent donné le spectacle de ces ignobles curées qui suivent les changements de gouvernement; mais à presque

toutes les époques les représentants du pouvoir suprême, voulant conserver aux affaires une marche régulière, surent réagir contre l'intérêt particulier déchaîné avec la plus violente passion. Rien de semblable n'eut lieu en Espagne en 1814; le monarque, effrayé de ce qui s'était accompli en son absence, présomptueux, inintelligent, s'occupa lui-même d'exciter la cupidité des masses afin d'acheter ainsi un servilisme général, et donnant du premier coup à connaître ses tendances et ses goûts, il révéla à tous que l'unique moyen d'obtenir ses faveurs était de lui désigner un ennemi de ses tendances et de sa politique pour qu'il pût l'appauvrir et le châtier.

Qu'on juge ensuite du débordement général de sentiments bas et misérables qu'une telle disposition dut produire! L'Espagne, pendant la guerre de l'Indépendance, s'était relevée de l'affaissement moral où elle était descendue; 1814 l'y fit retomber; au milieu des misères causées par la guerre de l'Indépendance, l'amour du pays, le sentiment de l'honneur, le devoir militaire, les dangers des combats avaient rendu aux âmes une certaine énergie; tout cela disparut rapidement et fut remplacé par l'hypocrisie, la délation, la vénalité, tous ces hideux satellites du despotisme.

L'emprisonnement des régents, ministres et députés, partisans du régime constitutionnel avait jeté la consternation parmi un très-grand nombre de familles résidant à Madrid; la bourgeoisie, à laquelle ils appartenaient presque tous, se trouvait particulièrement frappée dans ses représentants les plus éclairés et les plus sympathiques. Elle ne pouvait sans quelques efforts se laisser ainsi décapiter; mais quand elle avait la force entre les mains, elle n'avait pas su prendre ses précautions; que pouvait-elle aujourd'hui que la multitude se pressait autour du monarque et que la noblesse et le clergé se groupaient à l'envi autour de lui, comptant sur son con-

cours pour recouvrer leur ancienne importance? Elle essaya d'obtenir quelque soulagement pour ses chefs par l'intermédiaire de lord Wellington qui les avait tous connus et auquel il était difficile de refuser une grâce demandée avec insistance en souvenir des grands services qu'il avait rendus à l'Espagne et à son roi. Mais Ferdinand sut se dérober à toutes les tentatives; il accusait au fond de son cœur les Anglais d'avoir été les vrais fauteurs de l'établissement du système constitutionnel en Espagne; il s'était déjà vu dans l'obligation de promettre à Wellington qu'il n'y aurait pas à son avénement de sang répandu pour cause politique, et il croyait déjà en avoir trop fait en souscrivant à une pareille promesse. Le duc de Ciudad Rodrigo, endormi d'ailleurs par San Carlos, s'en alla sans obtenir la moindre aminstie.

Déjà un peu découragée par ce premier échec, l'opinion publique attendit avec impatience le 30 mai, dans la pensée que ce jour, consacré à la fête du monarque, la Saint-Ferdinand, était signalé d'avance comme celui où la tranquillité et le repos devaient être rendus à toutes les familles vivant depuis le 10 mai sous une impression si pénible. Loin de là, la *Gazette* n'apparut ce jour-là que pour porter le découragement à une classe de citoyens non moins nombreuse que celle qui était déjà frappée. Tous les anciens partisans de Joseph, qui se croyaient protégés par le traité de Valençay, apprirent par le décret du 30 mai qu'ils étaient à jamais bannis du territoire espagnol. Plus de douze mille personnes étaient atteintes d'un seul coup par ce funeste édit qui condamna à l'exil des hommes comme Melendez, Moratin, Conde, Lista, dignes à tous égards de l'estime générale. (Voir note H.)

Pour témoigner ensuite que le système introduit devait se perpétuer, Ferdinand fit connaître la composition définitive de son premier ministère; les affaires étrangères (*el estado*)

étaient données au duc de San Carlos; don Pedro Macanaz, qui avait contre-signé le décret de Valence, eut le portefeuille de grâce et justice; celui de la guerre fut confié au même général qui avait fait opérer les arrestations dans la nuit du 10 mai, au coletilla Eguia; celui des Indes à l'ancien régent Lardizabal; Gongora eut les finances, et Salazar la marine.

Tels furent les hommes appelés par Ferdinand à reconstituer tout l'ancien régime, et ils se mirent à l'œuvre en rétablissant tous les anciens conseils, en détruisant la contribution directe imaginée par les secondes Cortès, en supprimant la division territoriale et les députations provinciales, en rappelant toutes les anciennes municipalités qui avaient disparu en 1808 au souffle de l'élément populaire, en rendant enfin aux capitaines généraux toute cette série de priviléges qui en faisaient dans chaque coin de l'Espagne autant de despotes au petit pied, émanation directe du despote souverain résidant à Madrid.

Les couvents furent immédiatement rendus aux moines qui reparurent de tous côtés, imbus d'un nouvel esprit de prosélytisme; bien entendu qu'on n'accorda pas la moindre indemnité aux acheteurs qui avaient osé mettre un prix à leurs biens; ils furent spoliés sans réparation aucune. Le clergé fut exempté de toutes les taxes que les Cortès lui avaient imposées. L'inquisition fut rétablie sans attendre même l'avis du conseil et des évêques (voir note I); des décrets parurent imposant l'obligation de garder dans les temples une parfaite tenue et de manifester partout aux prêtres le plus grand respect.

On ne pouvait cependant garder trop longtemps en captivité tous les chefs du régime constitutionnel sans prononcer sur leur sort; il fut décidé qu'ils seraient mis en jugement, et le tribunal des alcaldes fut consulté pour savoir s'il y avait lieu à suivre le procès. A la louange de la magistrature es-

pagnole l'histoire doit dire que ce tribunal déclara solennellement qu'il n'y avait pas lieu à suivre; et en effet une ancienne loi de la monarchie stipulait l'inviolabilité des députés pour toutes les idées énoncées aux Cortès, puis il n'était pas possible de mettre tel député en jugement, alors que tel autre se trouvait élevé au faîte des honneurs. Mais Ferdinand ne pouvait souscrire à une semblable indulgence. Deux commissions furent successivement nommées pour reprendre le procès; quoique composées de magistrats dévoués au parti servile, elles s'arrangèrent pour traîner la procédure en longueur sans arriver à formuler une sentence, bien qu'il se fût trouvé un fiscal pour conclure à la peine de mort. Elles servirent seulement pour faire un examen rétrospectif sur les tendances de chaque député, et recevoir les délations souvent intéressées d'une foule de personnages, parmi lesquels le comte de Montijo et le marquis de Lazan, frère de Palafox, ne craignirent pas de jouer le plus triste rôle.

Pendant ce temps les malheureux libéraux pourrissaient dans les cachots, et ceux que la mort épargnait avaient à supporter les plus rudes angoisses; beaucoup d'entre eux étaient pauvres, et leur absence plongeait leurs familles dans le plus cruel embarras, les réduisant même parfois à la misère. Le géographe Antillon, qui s'était illustré dans les secondes Cortès, fut arraché de son lit presque mourant pour être traîné dans la prison de Sarragosse ; le juge voulait un prisonnier : il n'eut qu'un cadavre.

Parmi les exilés un petit nombre seulement purent recueillir quelques débris de leur fortune pour mener à l'étranger une existence décente et honorable ; la plupart durent s'ingénier pour trouver les plus modestes ressources. Un très-grand nombre fut obligé de réclamer de la charité publique ou privée les aliments nécessaires à leur subsistance.

Ce n'étaient pas seulement les chefs que poursuivait avec acharnement la haine du parti servile : tous ceux qui, de près ou de loin, avaient manifesté en Espagne la moindre sympathie pour la constitution de 1812 furent englobés dans la persécution. Les juges résistèrent d'abord, puis, cédant à la pression du parti victorieux, accueillirent les délations les plus indignes. Florez Estrada fut condamné à mort par contumace pour avoir été élu président d'un club à Cadiz pendant le vote de la constitution; un autre, don Pablo Rodriguez, surnommé *le Boiteux*, fut condamné à la même peine pour avoir été un des spectateurs assidus des sessions des Cortès ; l'intervention de l'ambassadeur anglais put seule empêcher l'exécution, et il ne reçut sa grâce qu'au pied même de l'échafaud. Bientôt les prisons se remplirent; les galères d'Afrique furent encombrées; il n'y eut plus nulle part ni liberté, ni sécurité, malgré les pompeuses promesses du décret de Valence.

Ce n'était pas seulement Madrid qui gémissait sous un joug de fer, soumis comme il l'était à l'action directe du ministre de la guerre Eguia et à la brutalité du marquis de Villariezo, l'ancien capitaine aux gardes d'Aranjuez qui, en 1808, avait été un des auteurs les plus actifs de l'abdication forcée de Charles IV. Chaque province avait son mauvais génie que l'obligation de faire du zèle forçait aux sévérités les plus odieuses. Elio à Valence cherchait à imposer l'obéissance la plus absolue à ses décrets, après avoir le premier, en livrant son armée au roi, manqué à tous ses devoirs de militaire et de citoyen. L'Abisbal à Séville intimidait la population, commettait les excès de pouvoir les plus inouïs, afin de conserver le crédit qu'il avait acquis à la cour grâce au coup d'œil de son aide de camp qui, chargé par lui, suivant la ligne que suivrait Ferdinand, de le complimenter de sa part soit comme roi constitutionnel, soit comme

monarque absolu, s'était bien renseigné à temps et avait su, par une adresse opportune, lui concilier les faveurs royales. A Cadiz, Villavicencio avait un rôle plus difficile à remplir : toute la population était là suspecte aux amis du roi, et alors même qu'il se montrait le plus inexorable, bien qu'il eût établi le premier des commissions militaires, on trouvait toujours à la cour qu'il n'en faisait jamais assez. Enfin il tomba en disgrâce ; sa capitainerie générale fut supprimée et réunie à celle de Séville. L'Abisbal dut se rendre à Cadiz avec la mission spéciale de jeter la terreur dans cette cité fameuse dont le nom seul faisait tressaillir les serviles. Il arrive, et son premier acte est de dresser une potence permanente sur la place de Saint-Antoine; il effraye la population par un grand déploiement militaire; il envahit le principal café de la ville; il envoie aux galères tous ceux qui lui sont désignés par les prêtres ; il pénètre enfin dans les églises et fait massacrer tous ceux qui ne s'agenouillent pas avec une ferveur suffisante.

Le redoublement excessif de rigueur qui se manifesta dans le mois de septembre 1814 et qui amena l'arrivée sur le territoire de l'Andalousie d'un émissaire direct de Ferdinand, nommé Negrete, qui avait l'ordre spécial de surveiller la conduite des juges trop disposés à l'indulgence, était dû à la crainte d'une prétendue conspiration organisée à Séville. On n'a jamais su si elle avait été autre chose qu'une pure invention d'Egula; mais elle eut de tristes conséquences. Elle amena en un seul jour l'arrestation de plus de quatre-vingts personnes à Madrid, tandis qu'à Séville et à Cadiz plus d'un millier de familles durent subir les recherches inquisitoriales de Negrete et de ses agents.

Au même moment où dans le midi de la Péninsule on craignait les effets du mécontentement général, au Nord avait lieu le premier mouvement militaire par les soins d'Espoz y

Mina, le même qui avait tant contribué au succès de la guerre de l'Indépendance en harcelant continuellement celles de nos troupes qui gardaient les montagnes de la Navarre. Mina, dont les sentiments nobles et chevaleresques avaient toujours fait un personnage à part au milieu des guerrilleros espagnols, commandait dans sa province même un corps de troupes en qualité de maréchal de camp; on l'informa qu'il allait être privé de son emploi, et que ses troupes étaient destinées à la capitainerie générale d'Aragon; il songea alors à profiter de l'ascendant qu'il avait sur ses soldats pour s'emparer de la citadelle de Pampelune et lever l'étendard de la nation en face de celui de Ferdinand. Mais il ne put entraîner qu'un très-petit nombre de partisans; la majeure partie des officiers resta fidèle au gouvernement; Pampelune, qui devait se soulever, se maintint dans une parfaite tranquillité; ses soldats se rangèrent sous l'autorité du général Palafox; lui-même avec son neveu dut abandonner les environs de Pampelune où il avait séjourné quelque temps. Ils purent non sans peine se réfugier sur le territoire de la France, où Louis XVIII consentit à leur donner l'hospitalité, malgré les représentations de Ferdinand, furieux de se voir enlever des victimes sur lesquelles il avait pu un instant compter.

Il semblerait que ces premiers symptômes de mécontentement auraient dû faire comprendre au roi tout le danger de sa ligne politique; ils présageaient que les populations iraient peu à peu s'éloignant de lui, et que l'armée, la seule force sur laquelle il aurait à s'appuyer, pourrait elle-même devenir l'instrument de sa chute; mais il était tellement aveuglé par la passion, son entourage était si violemment lancé dans la voie d'une réaction impitoyable, que, loin de s'arrêter sur la pente où il était engagé, on le vit y persévérer avec un nouvel acharnement.

C'est en vain qu'on aurait demandé quelque lueur de sa-

gesse et de raison à tous les personnages qui constituaient sa cour, et qui influaient le plus sur ses actions par leurs conseils. Deux infants, son frère don Carlos et son oncle don Antonio, élevés l'un à la dignité de généralissime, l'autre à celle de grand amiral, et confessant hautement leur incapacité notoire pour tout ce qui avait rapport à la guerre et à la marine, n'en étaient pas moins consultés sur tous les choix et n'en exerçaient pas moins la plus déplorable action sur tout ce qui avait trait à ces deux grands ministères. Au-dessous d'eux, pour les mêmes affaires, le bailio Tattischef, ambassadeur de Russie, par l'intermédiaire d'un agent nommé Antonio Ugarte, pour qui plus tard fut créé le poste important de directeur général de toutes les expéditions d'Amérique, jouissait d'une influence occulte devant laquelle devaient s'incliner tous les officiers généraux. Pour les matières ecclésiastiques, rien ne se faisait sans la décision suprême du nonce Gravina et de don Blas Ortolaza, un des chefs les plus fougueux du parti servile à Cadiz, devenu ensuite confesseur de don Carlos, dont il remplit l'esprit de terreurs superstitieuses et de scrupules ascétiques, célèbre par son opulence et sa dissolution, et exposé plus tard à toutes les rigueurs d'un procès inquisitorial par suite des mœurs dépravées qu'il introduisit lui-même dans un couvent de jeunes religieuses dont la direction lui avait été confiée. Le ministre de grâce et justice, don Pedro Macanaz, avait à compter avec tous ces personnages, et dans le trafic général des places qu'il avait organisé sur une vaste échelle par le moyen d'une maîtresse française venue de Paris, et d'un négociant nommé Jaime Dot, chargé de recueillir les présents des solliciteurs, il ne lui était pas toujours facile d'assurer les bénéfices ecclésiastiques et les hautes places de la magistrature à ceux qu'il voulait favoriser. Mais ces conseillers n'étaient pas les seuls

à peser sur les destinées de l'Espagne ; dans les antichambres du palais, entre les domestiques de second et de troisième ordre, il s'était formé, grâce aux habitudes du roi peu scrupuleux sur les formes du langage et peu ami d'une politesse cérémonieuse, une nouvelle puissance qui commençait à s'élever et prenait chaque jour plus de consistance; elle avait envahi successivement toutes les affaires de l'Etat et s'imposait déjà aux ministres. En tête de cette camarilla se plaçait le duc d'Alagon, compagnon de Ferdinand dans les courses hasardeuses que ce prince aimait à se permettre le soir dans les bas quartiers de la ville, auprès des toreros et des manolas; venaient ensuite Pedro Collado, surnommé Chamorro, qu'un langage de truand et une certaine verve comique, cette verve connue en Espagne sous le nom de *sel andalou*, et qui constitue le genre spécial d'esprit qu'on trouve dans la Péninsule, avait rendu particulièrement agréable au roi; ce Chamorro, espèce de bouffon malin, avait pour mission spéciale de surveiller les cuisines et d'empêcher contre son maître toute tentative d'empoisonnement; la confiance qu'il inspirait sur ce point permet d'apprécier le grand degré de faveur dont il pouvait jouir; puis le médecin Regato, l'André Cottier du nouveau Louis XI; puis Ramirez d'Arellano, et enfin Montenegro, le valet de chambre. L'unique distraction du roi était de descendre des hauteurs de son palais au milieu de ses serviteurs ; et là, au milieu des cigares qu'il leur distribuait à profusion, de gros rires, de lazzis lubriques où l'on tirait vanité des excursions de la veille, et où l'on proposait celles du lendemain, toutes les réputations étaient mises en doute ; peu à peu par une pente insensible on en était venu à discuter le choix des ministres, puis les ministres eux-mêmes, puis les grandes affaires d'Etat : la camarilla en un mot était déjà l'âme de la politique espagnole.

Chaque ministre n'avait qu'à se bien tenir : une seule parole prononcée contre lui devenait l'occasion de sa disgrâce. Macanaz en fut la preuve; il fut accusé d'avoir fourni à la presse anglaise les copies de la correspondance que Ferdinand avait eue avec Napoléon, correspondance d'ailleurs publiée dans le *Moniteur*, et qui excitait en ce moment l'indignation de toute l'Europe; sur cette accusation le roi, pouvant d'ailleurs lui reprocher à juste titre la vénalité de son administration, se fit conduire lui-même à sa demeure, enleva de son secrétaire certains papiers dont le contenu est resté obscur, le destitua le lendemain et le fit enfermer au château de Saint-Antoine de la Corogne; il lui donna pour successeur don Tomas Moyano, qui se rendit aussi célèbre par son népotisme que le ministre destitué l'avait été lui-même par le trafic des places (25 novembre 1814). Déjà auparavant don Juan Perez Villamil avait remplacé aux finances Cristobal Gongora; et le duc de San Carlos, publiquement destitué pour cause d'incapacité (cortedad de vista), avait cédé son poste à l'ancien collègue de Godoy, don Pedro Ceballos, le même qui avait contribué à faire signer l'abdication de Charles IV.

Les faveurs de Ferdinand ne laissaient pas d'avoir aussi de terribles conséquences; un de ses anciens serviteurs de Valençay, longtemps son favori, don Juan Amezaga, lui ayant donné un grave sujet de mécontentement, fut arrêté, jeté dans une prison de Sarragosse, condamné à mort, et se suicida de désespoir en ne voyant pas arriver le pardon de son maître vindicatif.

Quelles que fussent, cependant, l'inintelligence et l'ineptie de tous les personnages qui constituaient la cour de Ferdinand, certaines nécessités devaient s'imposer impérieusement à leur esprit et les contraindre à certains sacrifices, pour peu qu'ils voulussent durer quelques années. De ces

nécessités la plus immédiate, la plus pressante était la solution de la question américaine; Ferdinand, qui avait tant suivi la politique intérieure de l'Espagne durant les dernières années du règne de son père, savait fort bien que, sans les ressources venant d'Amérique, le gouvernement espagnol était hors d'état de faire face aux dépenses ordinaires à sa charge ; il ne pouvait se dissimuler que les six années de la guerre de l'Indépendance avaient complétement épuisé le pays; et comme, loin de chercher à développer les forces productives de la nation, tout son système politique était basé sur la protection de deux classes complétement improductives, le clergé et l'armée, il lui fallait à tout prix et le plus tôt possible rentrer en possession de ces excédants d'outre-mer sans lesquels il n'y avait pour lui ni royauté, ni force, ni opulence possibles. Par eux ses ancêtres avaient été grands et florissants, par eux il devait l'être aussi, lui qui s'appliquait avant tout à rétablir les choses sur le même pied où elles avaient existé avant 1808. Il n'était pas sans intérêt d'ailleurs d'éloigner de la Péninsule une foule de ces esprits ardents qui avaient coopéré à la guerre de l'Indépendance et qui manifestaient certaine exaltation de patriotisme; en leur montrant un but national à atteindre, ils ne pouvaient manquer de s'offrir avec empressement, et ainsi non-seulement l'Espagne était délivrée de la partie la plus active et la plus noble de l'élément libéral, mais encore cette partie contribuait à comprimer au dehors l'esprit de la révolution et devait apporter à la métropole les trésors nécessaires pour y faire fleurir l'absolutisme et l'inquisition.

C'était, à ces différents points de vue, une nécessité de premier ordre que de soutenir vigoureusement la lutte entamée en Amérique contre les colonies révoltées; aussi voyons-nous Ferdinand, à peine réinstallé à Madrid, consacrer de préférence son attention à cette terrible question.

Tromper les colons sur la portée de ses intentions politiques fut le premier de ses soins; une circulaire postérieure au décret du 4 mai fut donc envoyée en Amérique pour annoncer formellement l'intention de réunir les Cortès et d'y accepter les représentants des colonies; mais il était douteux que cette circulaire produisît un grand effet, quand tous les efforts et tous les généreux décrets des Cortès n'avaient pu étouffer dans leur germe les idées d'émancipation. On s'occupa donc de préparer une grande expédition militaire, et des avis furent adressés à tous les vice-rois pour la leur annoncer, dans l'espoir que la terreur seule de sa prochaine arrivée déciderait les révoltés à se soumettre.

C'était beaucoup compter sur le prestige des armes espagnoles, au point où les choses étaient déjà arrivées en Amérique.

Une des anciennes vice-royautés, celle de Buenos-Ayres, s'était déjà transformée en État indépendant, et le parti espagnol, après avoir dominé tout le vaste territoire sur lequel elle s'étendait, s'était vu, on s'en souvient, réduit à soutenir dans Montevideo le drapeau de la mère patrie. Longtemps maître exclusif de la mer, il n'avait pu empêcher la nouvelle république de créer une escadre, et le jour était venu où les marins de la Plata, sous les ordres de l'amiral Brown, avaient battu la flotte, s'étaient approchés jusque sous les murs de Montevideo et avaient ainsi bloqué son dernier refuge. Bientôt même, le 23 juin 1814, tandis que des proclamations fastueuses annonçaient qu'avec la rentrée de Ferdinand allait coïncider la soumission des colonies révoltées, Montevideo se voyait obligé de capituler; et l'Espagne, avec une garnison de 5 500 hommes, perdait le dernier territoire qu'elle occupât encore sur toute la côte orientale de l'Amérique du Sud. Si l'expédition projetée était dirigée contre Buenos-Ayres, c'était toute une nouvelle

conquête à entreprendre, non plus contre des Indiens sauvages, mais contre des blancs civilisés, organisés déjà à l'européenne et animés d'un désir ardent d'indépendance et de liberté.

L'échec de Montevideo avait été compensé par les événements survenus en 1814 au Chili. Le brigadier Gainza, chargé par le vice-roi du Pérou de continuer les opérations militaires commencées par ses deux prédécesseurs, Pareja et Sanchez, avait été d'abord assez heureux pour faire prisonniers les frères Carreras et s'emparer de Talca; puis il avait éprouvé quelques revers en luttant contre O'Higgins, et sous les auspices du commodore Hilliars avait signé un armistice avec le nouveau dictateur, don Francisco Lastra élu par l'assemblée chilienne. Mais cet armistice, par lequel le Chili devait reconnaître la souveraineté du roi d'Espagne, tout en continuant à se gouverner par lui-même, n'avait été ratifié ni par le vice-roi du Pérou ni par les Chiliens. Le premier s'était hâté de nommer à la place de Gainza un nouveau chef, le colonel Osorio, et lui avait intimé l'ordre de recommencer les hostilités en lui envoyant en renfort le régiment de Talavera nouvellement arrivé de Cadiz. Les seconds avaient déposé Lastra et s'étaient rangés à nouveau sous les ordres d'un des frères Carreras qui était parvenu à recouvrer sa liberté. O'Higgins avait vainement tenté avec son armée de s'opposer au rétablissement de celui qu'il avait remplacé; tous ses efforts étaient venus se heurter contre la popularité attachée au nom de son prédécesseur. Lui-même s'était vu réduit à faire cause commune avec lui, car Osorio, après avoir débarqué à Talcahuano, s'était avancé rapidement vers l'intérieur du pays et avait su profiter habilement de tous les avantages que lui fournissait la querelle des chefs pour soumettre une grande étendue de territoire et réunir sous ses drapeaux tous les partisans de la métropole. Carreras et

O'Higgins, quoique inférieurs en forces, avaient présenté la bataille à Osorio dans la plaine de Rancagua (1er octobre 1814); ils avaient été mis en déroute, et cette brillante victoire avait rendu le général espagnol maître de Santiago d'abord, puis du Chili tout entier. O'Higgins, les frères Carreras et tous les personnages les plus compromis dans le mouvement d'émancipation purent s'échapper à temps, traversèrent la Cordillère des Andes et se réfugièrent auprès du gouverneur de la province buenos-ayrienne de Mendoza. Les malheureux patriotes qui n'avaient pas imité leur exemple eurent cruellement à s'en repentir : un système impitoyable de terreur et de répression fut établi par Osorio au Chili, sur l'ordre exprès du vice-roi du Pérou. Déjà Ferdinand avait pu communiquer ses instincts gouvernementaux à ses lieutenants d'Amérique, et comme jamais les instruments d'oppression ne font défaut aux tyrans, il se trouva à Santiago un commandant San Bruno pour exécuter de l'autre côté de l'Atlantique les mêmes horreurs que commettait Negrete à Seville.

Il s'en fallait de beaucoup que les événements eussent présenté au Pérou pendant l'année 1814 pour la cause de l'Espagne une physionomie aussi favorable. Les excitations de Belgrano et du gouvernement de Buenos-Ayres, toujours bien accueillies dans le Haut-Pérou, étaient parvenues cette fois à susciter l'esprit d'émancipation, jusque dans les districts où le vice-roi Abascal recrutait ses soldats : les provinces de Cuzco, de Huamanga et d'Arequipa, jusqu'alors parfaitement tranquilles et peu disposées en faveur de l'insurrection, avaient écouté à la fin les suggestions de Belgrano et s'étaient déclarées pour la cause de l'indépendance. Elles mirent, pendant toute l'année 1814, en grand péril l'armée du général Pezuela, qui trouvait en face d'elle, sur les confins du Haut-Pérou, les troupes buenos-ayriennes et la

cavalerie des gauchos, et par derrière tous les insurgés des provinces de la Plata et de Cochabamba, tandis que le vice-roi de Lima, dégarni de troupes par suite de l'expédition de Chili, n'avait point de soldats à leur opposer. Pezuela, qui avait projeté une expédition dans le Tucuman, dut, à son regret, sur la nouvelle de la prise de Montevideo, se retirer à Suipacha et plus tard même à Cotagaita. La fidélité des soldats américains servant sous le drapeau espagnol fut en cette difficile circonstance le salut d'Abascal et de Pezuela : au lieu de se joindre à ceux de leurs compatriotes qui avaient levé l'étendard de la révolte, ces soldats, exclusivement dominés par le point d'honneur militaire, demandèrent eux-mêmes à rétablir l'autorité du vice-roi dans leur pays natal, et bien dirigés par le chef que leur donna Pezuela, le brigadier Ramirez, ils reprirent à l'insurrection les places importantes de la Paz et d'Arequipa qu'elle avait occupées, et par leur décision rendirent au vice-roi une partie du prestige qu'il avait perdu. On put craindre un moment, dans cette année difficile, que la ville de Lima, toujours si fidèle, ne se laissât entraîner à suivre le mouvement ; mais ses riches habitants, comme ceux de Mexico, furent avant tout dominés par la crainte de voir leurs riches propriétés livrées au pillage à la suite d'un débordement des nègres et des Indiens, et, loin de favoriser l'insurrection, ils contribuèrent plutôt de tous leurs efforts à en comprimer l'essor.

Au nord du Pérou, le président de la province de Quito, Torribio Montès, avait obtenu quelques succès ; au commencement de 1814 il s'était vu exposé à une attaque directe de la part de Nariño, l'intelligent dictateur de la république de Santa Fé, et ses soldats avaient été une seconde fois battus à Calibio, comme l'année précédente ils l'avaient été à Palacé. Mais il avait eu le bonheur de ren-

contrer un vigoureux point d'appui dans la résistance qu'offrit aux troupes grenadines la population du Pasto, toujours sincèrement dévouée à la cause de l'Espagne. Nariño s'obstina à s'emparer de la ville de Pasto, malgré l'énergie de tous ses habitants, et paya son obstination de la perte de son armée presque tout entière, de toute son artillerie, de toutes ses munitions et enfin de sa propre liberté. Montès, informé de cette heureuse circonstance, avait de suite envoyé le général Aymerich du côté de Pasto, et il aurait voulu pousser les opérations avec la plus grande rapidité pour reprendre Popayan et envahir même le territoire grenadin; mais loin de tout pouvoir central l'accord entre les chefs était d'une difficulté extrême. Aymerich ne s'entendait point avec Montès, et lui-même ne rencontrait aucune ressource chez les habitants du Pasto, dont la coopération était nécessaire à la réussite de l'entreprise. La plus grande partie de l'année se passa en récriminations réciproques; au mois de décembre seulement les troupes de Montès s'étaient mises en marche sous un nouveau chef et étaient rentrées le 31 décembre dans Popayan, tandis que les indépendants se retiraient pour y continuer la lutte dans la vallée du Cauca.

Puisque le président de Quito avait eu assez à faire de maintenir contre les troupes de Santa-Fé l'intégrité de son territoire, la Nouvelle-Grenade n'avait eu, de ce côté, aucun danger sérieux à courir; elle avait pu concentrer toute son attention sur les événements dont la capitainerie générale de Caracas était le théâtre, et même elle était parvenue à s'organiser définitivement. La défaite de Nariño avait eu pour elle cet important résultat de donner la suprématie au parti fédéraliste et de permettre à Bolivar, capitaine général de toutes les troupes du congrès de Tunja, d'imposer à Santa Fé une obéissance à laquelle cette ville s'était tou-

jours refusée. Sur les côtes du golfe de Mexique, Carthagène, ardemment dévouée à la cause de l'indépendance, avait travaillé avec la plus grande activité à se créer une marine de guerre, mais un coup de main d'un officier espagnol, aidé par les ressources de son éternelle rivale, Santa Martha, avait détruit le prix de ses longs efforts; elle avait perdu en une nuit onze navires, seize pièces d'artillerie, toutes ses munitions et quatre transports, en un mot, toutes ses ressources maritimes.

C'était surtout l'ancienne capitainerie générale de Caracas qui, durant toute l'année 1814, avait été le théâtre de scènes sanglantes et de luttes acharnées ; il semblait que là étaient venus se concentrer à la fois tout l'effort des libéraux indépendants, toute l'énergie de la répression espagnole. On se souvient sans doute de la rapidité admirable avec laquelle Bolivar, grâce au secours que lui avait donné le congrès de Tunja, avait pu délivrer sa patrie du joug pesant sous lequel Monteverde la tenait asservie, après une campagne mémorable où son armée parcourant en trois mois, dans des pays difficiles, un chemin de 250 lieues avait livré jusqu'à quinze batailles rangées.

Par sa constance, son habile politique, son aptitude à trouver chaque fois de nouvelles ressources dans les moments désespérés, en même temps que par la décision de son caractère qui le rendait hostile à tout ce qui était de pure critique et ne tendait pas à une organisation simple et facile, Bolivar était devenu l'idole de la population. La révolution avait enfin trouvé dans ses parages son chef définitif, et cela seul lui donnait déjà une force qu'elle n'avait jamais eue; Bolivar, mis en possession dès sa jeunesse d'une immense fortune, avait de bonne heure conçu le plan qui devait le conduire à la gloire ; comprenant la faiblesse de son adversaire et les ressources immenses qu'on pouvait

tirer de l'Amérique, il s'était juré de ne jamais défaillir, quelles que fussent les difficultés qu'il pût rencontrer sur son chemin ; il avait voyagé, connaissait à fond l'occident de l'Europe, et se tenait assez au courant de la politique des grandes nations pour comprendre tout l'appui qu'un jour il devait attendre de la coopération de l'une ou l'autre d'entre elles. Le plus grand obstacle résidait pour lui dans l'inaction de ses compatriotes qu'il aurait voulu voir tous, sans exception, se compromettre pour la cause de l'indépendance ; et c'est pourquoi on l'avait vu si hardiment tirer parti des atrocités de Monteverde pour organiser contre les Espagnols les représailles les plus sanglantes que l'histoire ait peut-être à enregistrer. Il voulait séparer par un fleuve de sang les deux partis hostiles ; et on peut affirmer qu'il n'y a que trop réussi, si l'on songe qu'aujourd'hui encore, après cinquante ans passés, la haine qui sépare les Américains du Sud et les Espagnols, bien qu'ils parlent la même langue, est encore aussi vivace que le premier jour.

Comme les troubles régnants avaient interrompu tout le commerce de mulets, de suif et de peaux, sur lequel les llaneros basaient toute leur existence, la misère les mettait à la merci du premier aventurier qui saurait les attacher à sa cause. Bolivar eût pu les enrôler sous le drapeau de l'indépendance ; il négligea ce soin, et se laissa prévenir par le royaliste Boves qui s'assura leur concours en leur offrant le pillage de toutes les communes habitées par les patriotes. Stimulés par l'aiguillon de la cupidité, les llaneros se mirent partout en campagne, et, divisés en plusieurs bandes, ils suscitèrent l'alarme dans tout le pays, profitant surtout du découragement auquel les patriotes s'abandonnèrent lorsqu'ils apprirent la marche des événements en Europe.

Bolivar, auquel l'enthousiasme des habitants de Ca-

racas avait décerné le titre pompeux de *Libérateur de la patrie*, avait accepté de nouveau la dictature qu'il avait su se faire offrir une seconde fois après l'avoir modestement refusée. Pour répondre aux premières attaques des royalistes et aux massacres qu'ils avaient ordonnés dans les vallées du Tuy, il fit égorger, au nombre de huit cents, tous les prisonniers espagnols détenus à Caracas et à la Guayra, mesure exécrable dont il chercha vainement à se justifier plus d'une fois ; puis il marcha au secours de ses lieutenants attaqués de tous côtés. Quelques succès répondirent à ses premiers efforts ; la bande de Yanez fut arrêtée et obligée de se disperser par la mort de son chef; Valencia, assiégée par le brigadier Cevallos, fut sauvée d'une ruine imminente par l'arrivée opportune d'un renfort suffisant; le capitaine général Cagigal fut battu à Carabobo ; enfin toutes les tentatives de Boves sur Caracas furent heureusement repoussées.

Mais, malgré ces succès, le refroidissement général de la population en faveur de l'indépendance promettait un prochain revirement ; aucune force nouvelle ne s'adjoignit aux troupes de Bolivar, qui allaient se réduisant chaque jour par la désertion, la maladie et les combats. Les Espagnols voyaient au contraire revenir à eux, par le seul fait de l'impression causée par le retour de Ferdinand, presque toutes les classes ; une seule bataille, perdue à la Puerta par le Libérateur contre Boves, décida la question (15 juin 1814) ; les troupes royalistes dispersées sur un vaste territoire purent opérer leur jonction ; Valencia dut capituler, et le dictateur lui-même abandonnait à ses ennemis la ville de Caracas.

Dès lors le drapeau de Ferdinand put se dresser comme victorieux dans tout le territoire de la capitainerie générale, Bolivar quitta le pays après avoir vainement essayé

de chercher un point d'appui dans une province éloignée ; l'avarice d'un chef d'escadre, l'Italien Bianchi, le priva de tous les trésors qu'il emportait avec lui pour recommencer la lutte, tandis que plusieurs de ses anciens amis l'accusaient hautement de trahison en le voyant se diriger vers la terre d'exil au lieu de s'acharner comme eux à disputer le terrain pied à pied. Mais Bolivar se sentait destiné aux grandes entreprises et comprenait bien que ses menées à l'extérieur pouvaient être plus utiles à sa cause qu'une lutte improductive sur un territoire où momentanément la population était abattue et découragée ; il se retira à Carthagène, d'où nous l'avons vu se mêler aux affaires de la Nouvelle-Grenade et à la tête de l'armée du congrès de Tunja aller soumettre la ville de Santa Fé. Il laissait en présence de Boves divers partisans, Bermudez, Piar, Rivas, bien capables par leur rare énergie de lui tenir tête avec opiniâtreté. Mais dans cette dernière lutte ce n'était plus qu'un courage désespéré, luttant contre une supériorité de forces incontestable. Boves parvint à enfermer les patriotes dans Maturin et était déjà sur le point de leur imposer une capitulation quand une balle partie de leurs rangs l'arrêta au milieu de ses triomphes. L'armée royaliste, dont il était le véritable chef, malgré la présence de Cagigal et de Ceballos, se sentit frappée au cœur par cet événement, et, voulant choisir elle-même celui qu'elle jugeait digne de lui succéder, elle se rangea sous les ordres du Canadien Morales, qui avait partagé la plupart des expéditions de Boves et lui était inférieur en talent et en bravoure, bien qu'il le surpassât en cruauté. Morales, agissant par lui-même, continua le siége de Maturin, parvint à s'en emparer, et poursuivit de repaire en repaire tous les patriotes, de sorte qu'en avril 1815 c'est à peine s'il restait encore deux cents hommes armés dans les montagnes de Chaguaramas, quelques guérillas dans la

Guyane et les llanos, et un petit noyau d'insurgés dans l'île de Margarita. A cela se bornaient les ressources du parti de l'indépendance; mais le triomphe n'était pas entier pour la cause royaliste, car elle avait à compter avec l'armée de Morales, et il était impossible que la cour de Madrid eût vu avec plaisir le chef des llaneros refuser l'obéissance au capitaine général.

Dans le Mexique, dont la soumission était si importante en raison de sa richesse et de l'important tribut qu'il avait toujours payé à la couronne de Castille, l'année 1814 avait été marquée par une série presque non interrompue de succès pour la cause royale. Morelos, défait à Santa Maria dans le mois de décembre 1813, l'avait été une seconde fois à Puruaran dans le commencement de janvier 1814, et il avait eu la douleur de perdre en cette circonstance son lieutenant le plus dévoué et le plus intelligent, son bras droit, le curé Matamoros qui, fait prisonnier, fut exécuté par le vainqueur. Rayon, dans la partie orientale, ne sut pas défendre la cité d'Oajaca, qui retomba aux mains du vice-roi; et sur la côte du Pacifique le port d'Acapulco fut de même repris aux indépendants. Malgré ces revers, les patriotes les plus dévoués continuèrent à tenir la campagne partout où la disposition des lieux leur offrait un refuge facile; le congrès établi par Morelos n'avait cessé de fonctionner, changeant incessamment de résidence et se transportant de Zitacuaro à Atijo, sans défaillir devant les baïonnettes espagnoles. Faisant un pas en avant dans le sens d'une organisation définitive d'une nouvelle république, Morelos publia à Apatzingan une constitution à peu près calquée sur celle de 1812, et s'efforça avant tout d'en assurer la propagation dans tout le pays. Néanmoins, quoique les éléments de l'insurrection ne fussent pas encore complétement détruits, le succès de la métropole n'était plus douteux. Depuis le retour de Ferdinand VII, les

populations avaient repris partout l'habitude de l'obéissance; elles donnaient un concours moins actif aux chefs de bandes et paraissaient plus disposées à leur reprocher de troubler l'ordre, qu'à voir en eux des amis et des libérateurs. Le vice-roi Calleja écrivait à Madrid qu'avec ses seules ressources il se trouvait en état de tenir tête aux insurgés; que ceux-ci pouvaient maintenir certaines provinces en un état de désordre et d'anarchie, mais qu'ils étaient incapables de mettre sa domination en péril.

Telle était donc la situation de l'Amérique espagnole en 1815 : Buenos-Ayres complétement perdu; le Chili et Quito nouvellement reconquis; le Pérou encore agité, quoique dompté; la Nouvelle-Grenade libre; Caracas à peine rentré sous le joug, mais plein d'éléments anarchiques, avec une armée soumise à des chefs d'une fidélité douteuse; le Mexique infecté de guérillas, néanmoins paraissant disposé à rentrer dans l'ordre et à se soumettre à l'obéissance.

Du moment où Ferdinand VII songeait à entreprendre une expédition militaire pour rétablir son autorité en Amérique, une grave question surgissait à l'instant. Vers quelle colonie convenait-il mieux de la diriger? L'escadre devait-elle avoir pour destination Buenos-Ayres, Valparaiso, le Callao, Guyaquil, Puerto Cabello ou Vera Cruz?

Il n'est pas douteux pour nous que le lieu où elle fut envoyée, la Costa Firme, quartier général d'où des renforts pouvaient être dirigés par l'isthme de Panama vers tous les points menacés, ne fût véritablement le point de débarquement indiqué par le bon sens et la raison. Néanmoins des écrivains espagnols ont vivement regretté qu'elle n'eût été dirigée sur Buenos-Ayres, pays plus hospitalier où, en s'appuyant sur le parti gothique qui avait encore de puissantes racines, elle eût pu prendre à revers les colons américains et renverser peut-être la république de la Plata. Nous sommes

loin de partager cette opinion; il est vrai que la nouvelle de cette expédition inspira quelque terreur aux Buenos-Ayriens et décida parmi eux quelques partisans de la forme monarchique à faire des démarches auprès des cabinets de Londres et de Paris pour éviter d'attirer sur leur pays les foudres de la réaction royaliste, si puissante à ce moment en Europe; mais la grande masse du pays resta tout à fait en dehors de ces menées. Le goût de l'indépendance avait fait de rapides progrès à Buenos-Ayres et dans tout le pays; l'arrivée d'une expédition n'aurait fait que l'animer encore davantage, et depuis la perte de Montevideo les Espagnols n'avaient plus dans ces parages aucune ville qui pût leur servir de point d'appui.

Si l'on fit circuler dans les rangs de l'armée réunie à Cadiz le bruit qu'elle était destinée au Rio de la Plata, ce fut pour éviter la fâcheuse impression qu'auraient pu lui causer les nouvelles circulant sur le caractère de la guerre dans la province de Caracas. La lutte engagée sur les bords du golfe du Mexique était réputée si meurtrière, que l'armée, se sachant destinée à ce territoire, se serait à l'avance jugée sacrifiée, et il fallait éviter tout ce qui aurait pu exciter chez elle un grave mécontentement. C'est ainsi que, depuis le général en chef de l'expédition jusqu'au dernier soldat, tous les expéditionnaires croyaient se diriger sur le Rio de la Plata; les instructions définitives ne devaient être ouvertes qu'en pleine mer, et c'est là seulement que le général en chef apprit qu'il devait aborder sur les côtes du golfe du Mexique.

L'expédition, préparée par les soins du ministre des Indes, Lardizabal, et dont l'organisation facilita de honteux détournements qui furent rendus publics par des lettres que publièrent les journaux américains, était aussi considérable que le comportait l'état de la marine et des finances de l'Espagne. Elle se composait d'un vaisseau de ligne, le *San Pedro d'Alcantara*, de trois frégates, de vingt-cinq à trente

bâtiments plus petits et de plus de soixante et dix transports ayant à leur bord 10 642 hommes de troupes de terre. Le commandement en fut confié au maréchal de camp Pablo Morillo, bon militaire, aimé de la troupe, qui s'était signalé par sa bravoure dans la guerre de l'Indépendance, mais totalement dénué du coup d'œil politique et du génie administratif que réclamait une commission de ce genre; il fallait un pacificateur, on choisit un soldat qui ne pensait obtenir de bons résultats qu'en poussant à l'extrême le système de terreur.

Il y avait dans cette expédition un nombre considérable de jeunes hommes dont les noms reparaîtront dans le cours de cette histoire, tels qu'Espartero, Rodil, Linage, qui voyant la carrière des armes fermée par la guerre de l'Indépendance étaient venus ardemment se ranger sous les ordres de Morillo dans l'espérance d'atteindre rapidement les plus hauts postes de la carrière militaire; beaucoup étaient partisans des idées libérales et inspiraient quelque terreur au gouvernement de Ferdinand VII. On a prétendu qu'ils cherchèrent à entraîner Morillo à une rébellion ouverte, et que celui-ci, après leur avoir prêté un instant l'oreille, se réconcilia avec la cour par des manifestations d'un zèle religieux excessif; mais aucun fait n'a confirmé jusqu'à présent cette opinion.

Partie de Cadiz dans les premiers jours de février 1815, l'escadre ne devait aborder sur les côtes de l'île Margarita que le 8 avril; son voyage était suivi avec angoisse par tous les royalistes espagnols qui fondaient exclusivement sur son succès leur prospérité future et n'avaient pas craint d'engager dans cette entreprise toutes les faibles ressources qu'ils avaient pu se procurer.

En conseillant à Ferdinand de poursuivre exclusivement par les armes la soumission de l'Amérique, ses ministres

ne s'étaient nullement occupés de l'impression que cette politique produirait sur les cabinets étrangers; elle contribua à lui en aliéner plusieurs et à maintenir l'Espagne dans un état général de froideur et d'indifférence avec toutes les autres puissances, que mirent bien en relief les conférences du congrès de Vienne.

Le Portugal, croyant d'abord l'expédition dirigée sur le Rio de la Plata, eut quelques craintes pour les frontières du Brésil et, appuyé par l'Angleterre, commença à réclamer avec plus d'insistance la place et le district d'Olivenza, cédés par le traité de Badajoz.

Le cabinet de Londres, dégagé par la chute de l'empereur Napoléon de toute crainte d'un agrandissement de la France, était revenu à sa politique traditionnelle envers les colonies espagnoles, et par une pente presque insensible se trouvait amené à supputer tous les avantages commerciaux qu'il pouvait retirer pour son pays de leur émancipation.

Les États-Unis commençaient à prendre au sérieux toutes les tentatives des colons espagnols pour suivre leur exemple, et autant pour développer leur propre commerce que pour empêcher la piraterie dans les mers que parcouraient incessamment leurs navires, ils montraient des dispositions à reconnaître toutes les colonies assez fortes pour secouer le joug de la métropole. Ils suscitaient des embarras sur les frontières d'El Partido et réclamaient énergiquement le paiement d'une dette contractée à leur égard.

Le plénipotentiaire espagnol envoyé au congrès de Vienne avait, par son attitude fière et arrogante, mécontenté tous ses collègues; aussi, malgré la part prise par l'Espagne à la chute de l'empire français, il n'avait obtenu aucune compensation des efforts tentés par la nation qu'il représentait. Le congrès de Vienne se refusa à reconnaître l'Espagne comme puissance de premier ordre; il décida l'abolition de

la traite des nègres, contre le vœu de Labrador; il reconnut la justice de la réclamation du Portugal sur Olivenza, et s'opposa enfin à la restitution du duché de Parme.

Toutes ces décisions également contraires à la dignité de l'Espagne et à ses intérêts les plus chers auraient dû faire réfléchir Ferdinand sur l'état d'isolement dans lequel il se trouvait en Europe et le pousser à acheter une alliance sérieuse au prix de quelques sacrifices; mais il ne portait pas aussi loin ses vues de bon gouvernement, et son attention était plus sérieusement absorbée par le désir d'arracher à son père Charles IV une nouvelle renonciation au trône d'Espagne, que par la nécessité de s'assurer d'utiles alliés par de bonnes mesures politiques.

Louis XVIII, instruit des détails qui avaient précédé l'abdication d'Aranjuez, détails qui couraient en ce moment toute l'Europe grâce aux révélations de la presse anglaise, avait manifesté au roi Charles IV, retiré à Rome, la nécessité de faire à nouveau dans sa retraite une nouvelle renonciation spontanée, capable de détruire le mauvais effet de celle qu'il avait signée forcément, en 1808, à Aranjuez. Le vieux roi lui répondit qu'il était tout prêt à obtempérer à ce vœu, mais sous la condition qu'il ne fût jamais question avec lui d'un acte qui lui avait été arraché par les moyens les plus indignes. Ferdinand eut connaissance de cette réponse de son père, et, l'attribuant aux intrigues du prince de la Paix qui vivait à Rome auprès de son ancien roi et de la reine Marie-Louise, il voulut causer à ce vieillard respectable le dernier chagrin qu'il lui fût possible de lui faire éprouver, et obtint du pape que Godoy serait obligé de quitter la ville de Rome. Intimidé par cette démarche, Charles IV consentit à adresser à son fils une renonciation pure et simple où il faisait un digne appel à ses sentiments de pitié vis-à-vis tous ceux qui avaient pu prendre part aux troubles

antérieurs; mais il ne songea plus jamais à remettre le pied sur le sol de l'Espagne; il resta en Italie jusqu'à l'époque de sa mort (19 janvier 1819), qui suivit de dix-sept jours seulement celle de la reine Marie-Louise. Ferdinand, qui avait été sans pitié pour eux durant leur vie, eut soin après leur mort de faire transporter en grande pompe leurs cadavres au Panthéon de l'Escorial.

CHAPITRE III

PORLIER ET MORILLO.

(Mars 1815. — Décembre 1816.)

Les cent jours. — Effet produit à Madrid par la nouvelle du retour de Napoléon de l'île d'Elbe. — Ministère de la sûreté publique. — Décret rappelant les jésuites en Espagne. — Développement extraordinaire du clergé ; ses efforts pour recouvrer son ancienne prépondérance. — Acte final du congrès de Vienne. — La Sainte-Alliance. — Insurrection de Porlier. — Décret du 15 décembre 1815 contre les chefs du parti libéral. — Eclaircie passagère. — Décret du 26 janvier 1816. — Conspiration du Triangle. — Supplice et exécution de Richard. — Nouvelles persécutions. — Mariage du roi avec doña Isabel de Bragance, princesse brésilienne. — Espérances de la nation au milieu de la misère générale. — Pizarro et Garay entrent au ministère. — Evénements d'Amérique durant cette période. — Expédition de Morillo ; son arrivée à Cumana. — Soumission de l'île de Margarita et de Caracas. — Licenciement des llaneros. — Siége de Carthagène. — Réduction de la Nouvelle-Grenade. — Bolivar élevé par les insurgés au titre de dictateur. — Des centres d'insurrection se reforment dans le Venezuela pendant le séjour de Morillo à Santa Fé. — Le Chili inquiété par les préparatifs de San Martin à Mendoza. — Le Pérou menacé par les troubles intérieurs et l'armée de Buenos-Ayres. — Ramirez soumet le Cuzco. — Victoire de Pezuela à Viluma sur Rondeau. — Soumission du Haut-Pérou. — Pezuela nommé vice-roi. — Au Mexique, Morelos est fait prisonnier ; il est exécuté. — Dissolution du congrès. — Arrivée du nouveau vice-roi Apodaca. — Indulto. — Pacification presque complète de cette colonie.

Tandis que la réaction absolutiste développait librement ses rigueurs sur toute la surface de la péninsule ibérique, tandis que la flotte de Morillo voguait sur l'océan Atlantique, la nouvelle se répandit tout à coup en Europe que Napoléon, sortant de sa retraite de l'île d'Elbe, avait débarqué à Cannes,

que l'armée française, saluant avec des transports d'enthousiasme son ancien général, l'avait rétabli sur le trône, et que le chef des Bourbons, Louis XVIII, se trouvait une seconde fois relégué en exil (20 mars 1815).

Une nouvelle aussi extraordinaire, et vraie pourtant de tous points, jeta la plus profonde stupeur dans la cour de Ferdinand; ses mêmes conseillers tout à l'heure si arrogants et si implacables furent les premiers à s'adoucir; il avait tout à craindre : au dedans les libéraux, au dehors les anciens partisans de Joseph, qui pouvaient se plaindre à si juste titre de la violation à leur égard du traité de Valençay. Ferdinand comprit alors qu'il avait besoin de se concilier les généraux qui avaient obtenu quelques succès pendant la guerre de l'Indépendance, et il appela auprès de lui Ballesteros et Castaños; au premier il confia le ministère de la guerre, qui ne pouvait être laissé aux mains d'Eguia dans un moment difficile : car si ce général pouvait servir à arrêter quelques députés au milieu de la nuit, on ne pouvait dans une crise périlleuse s'appuyer sur ses talents; le second fut chargé de préparer un corps d'armée pour défendre la frontière des Pyrénées en toute éventualité.

Mais, une fois ces mesures prises, l'attitude générale de l'Europe en face du foudroyant succès de Napoléon vint bientôt rassurer le timide génie de Ferdinand; il apprit par ses agents diplomatiques que tous les représentants des cabinets en ce moment réunis à Vienne étaient unanimement d'accord pour mettre hors la loi l'ogre de Corse et pour fondre sur la malheureuse France. Il recouvra un peu de sérénité, et, persistant dans ses préparatifs militaires, il ne songea plus qu'à couronner son œuvre de répression et à persévérer dans la voie primitive qu'il s'était tracée.

C'est ainsi qu'il confiait à don Pedro de Echevarri un nouveau ministère, qu'il appela *de la sécurité publique*, avec

la mission exclusive de poursuivre tous les libéraux, et surtout les partisans de Joseph qui auraient encore échappé aux tribunaux; les inquisiteurs furent entourés d'un nouveau prestige par la création faite en leur faveur d'une distinction spéciale pour récompenser leurs services; toute espèce de journaux furent supprimés, à l'exclusion de la *Gazette officielle;* les théâtres furent fermés; défense fut faite de se livrer aux divertissements du carnaval; les cours martiales continuèrent d'opérer avec une nouvelle activité dans les provinces. Enfin l'ordre des Jésuites fut rétabli, et, le fameux édit de Charles III contre cette puissante corporation étant révoqué, les portes de l'Espagne furent rouvertes à tous ces terribles ennemis du progrès que le comte d'Aranda avait expulsés aux applaudissements de l'Europe entière. (Voir note J.)

Une seule satisfaction fut donnée à l'opinion publique : le bourreau de l'Andalousie, le cruel Negrete, avec qui le roi entretenait une correspondance directe, et qui avait rempli les prisons de Séville d'une foule de victimes innocentes, fut arrêté par un autre émissaire, nommé Vallejo, qui avait succédé à Villamil dans le poste de ministre des finances, et reçut la commission d'aller châtier au nom de la clémence royale celui qui, en pratiquant l'office de bourreau, n'avait fait qu'exécuter la volonté du monarque.

Comme Ferdinand, le clergé espagnol avait été profondément impressionné par le retour de Napoléon de l'île d'Elbe; mais comme lui il se remit promptement de la panique que cet événement lui avait causée. C'était l'unique classe de la population qui prospérait réellement depuis la chute du régime constitutionnel : on voyait de tous côtés se relever les couvents et les édifices religieux; six mille personnes dans l'espace de six mois s'étaient vouées à la carrière ecclésiastique; on n'entendait de tous côtés que l'annonce de grandes prophéties et de prétendus miracles ordonnant aux

familles de se dépouiller de leurs biens pour rétablir l'Eglise dans son ancienne suprématie. Des sommes considérables étaient envoyées à Rome pour obtenir par leur moyen l'absolution d'une foule d'actes consommés pendant les six années de la guerre de l'Indépendance, sans que personne eût jamais pensé à en suspecter la moralité. Le rétablissement de l'inquisition, le rapide développement qu'elle avait acquis en reprenant toutes ses anciennes allures, et la faveur spéciale dont le roi l'entourait en honorant parfois de sa présence le local même où siégeait à Madrid son tribunal, avaient beaucoup contribué à augmenter le pouvoir de cette classe ; avec le rappel des jésuites elle atteignit à l'apogée de la puissance. Le décret, en effet, qui leur rendit droit de cité en Espagne (29 mai 1814), remit d'un trait de plume à leur disposition des biens immenses qui déjà avaient passé en d'autres mains. On vit tout à coup reparaître à Madrid les Pères les plus influents qui, reprenant possession du collége de San Isidro, n'eurent rien de plus pressé que de supprimer les chaires de physique et d'histoire, jugeant ces deux sciences dangereuses pour la nouvelle génération qu'ils se proposaient de former. Par malheur pour le clergé, ces vieilles reliques d'un autre âge, par un long séjour en Italie, avaient perdu tout moyen d'action sur la population espagnole ; ils essayèrent en vain d'attirer autour d'eux un grand nombre de novices ; leurs goûts raffinés, leur parler italien, leurs habitudes délicates éloignèrent les rudes et fanatiques Castillans : ces jésuites mentaient avec trop d'astuce et de politesse. La classe éclairée avait fait cause commune avec le parti libéral et leur fermait ses portes ; pour agir sur les masses, le rude langage, le fanatisme ignorant et la vie active des Franciscains étaient bien plus efficaces.

Au milieu du débordement de la réaction blanche en Espagne et en France, la période dite des *cent jours* ne fut

qu'une crise passagère, qui, après avoir fait concevoir un instant quelques lueurs au parti libéral, le précipita bientôt après dans une nuit plus obscure. Triste destinée du grand homme que la Révolution française eut la faiblesse de mettre à sa tête, après avoir été son représentant le plus brillant, d'être devenu fatalement la cause la plus efficace de sa chute et de son insuccès! Les peuples ne devraient jamais s'incarner dans un homme; si quelquefois ils ont besoin d'un chef unique, jamais ils ne doivent abdiquer leur personnalité, et remettre leur sort tout entier aux mains d'une individualité, quels que soient d'ailleurs son mérite et son génie.

Nous avons vu que le congrès de Vienne, à la première nouvelle du retour de Napoléon, s'était d'un accord unanime ligué contre la France et avait décidé que toutes les grandes nations du continent européen joindraient leurs armées pour terrasser la nation française. Le plénipotentiaire espagnol, au nom de Ferdinand, s'était empressé de se rallier à ce traité d'alliance du 26 mars 1815; mais il émettait la prétention de faire considérer l'Espagne comme une puissance du premier ordre, et il eut la douleur d'éprouver de la part de ses collègues le refus le plus péremptoire d'accéder à ce désir.

Plus tard, quand le sort de la guerre se fut déclaré à Waterloo contre notre malheureuse patrie, Ferdinand, prêt à combattre quand il n'y avait plus de danger à courir, eût l'idée d'envoyer Castaños au delà des Pyrénées pour essayer de nourrir ses soldats au détriment de nos provinces du Midi, de même que les Prussiens et les Russes épuisaient nos départements du Nord et de l'Est. Mais Louis XVIII sut dédaigner le prétendu appui qui lui était offert; il intima aux Espagnols l'ordre de se retirer; une convention fut signée entre le duc d'Angoulême et le gouvernement de Fer-

dinand VII, et de ce côté notre frontière fut au moins préservée de toute profanation.

Qu'obtint donc l'Espagne dans ce fameux congrès de Vienne, où fut fixé le droit public de l'Europe pour un si grand nombre d'années ? Rien, absolument rien pour elle-même. Elle réclamait la Toscane pour l'infant don Carlos Luis ; elle lui fut impitoyablement refusée par l'Autriche, qui consentit seulement à accorder à ce personnage la principauté de Lucques et une indemnité de 500 000 livres de rente. Ainsi, tandis que tous les autres plénipotentiaires purent rapporter à leurs pays quelques compensations des lourds sacrifices que leur avait imposés leur lutte contre Napoléon, seul le malheureux Labrador fut obligé de refuser sa signature à l'acte qui mettait fin aux délibérations du congrès, et ne put même offrir la moindre satisfaction d'amour-propre à son pays, relégué par la conduite de son souverain en dehors du droit public de l'Europe.

On essaya de pallier le mauvais effet produit en Espagne par cette exclusion en prétendant que Ferdinand n'avait pas voulu adhérer à la Sainte-Alliance, parce qu'il considérait comme une hérésie tout pacte intime avec des souverains anticatholiques. Mais tandis que le clergé se plaisait à propager cette rumeur, des efforts étaient faits auprès de Tattischeff, l'ambassadeur de Russie, pour qu'il fît comprendre à son souverain que la Sainte-Alliance ne devait pas s'étendre seulement à l'Europe, mais aussi à l'Amérique, et qu'un appui sérieux devait être donné au souverain de l'Espagne pour étouffer la révolution de l'autre côté de l'Atlantique ; car il ne fallait pas que là non plus les peuples eussent raison contre les rois.

Du reste les esprits étaient trop préoccupés en Espagne par les questions intérieures pour qu'ils accordassent la moindre attention aux événements du dehors, que d'ailleurs

ils connaissaient à peine, privés comme ils l'étaient de toute espèce de journaux. La nation, muselée, frémissante, cherchait dans les sociétés secrètes et les conspirations l'unique voie de salut qui lui restait sous un régime aussi désolant et aussi abrutissant que celui auquel elle était soumise. Tous les hommes qui dans la guerre de l'Indépendance s'étaient le plus signalés par leur patriotisme, s'empressaient l'un après l'autre de lui indiquer le chemin qu'elle avait à suivre : elle ne pouvait tarder à prêter l'oreille à ces nobles suggestions.

On se rappelle la première tentative d'Espoz y Mina ; un autre guerrillero non moins fameux, et dont les généraux français eurent plus d'une fois à célébrer les vertus morales et le talent militaire, don Juan Martin surnommé *el Empecinado*, avait osé présenter au roi un tableau énergique de la situation de l'Espagne et conclure en demandant une amnistie générale, l'ordre dans les finances, la convocation des Cortès et la suppression des tribunaux extraordinaires. Mais cette représentation, bientôt oubliée, n'avait eu aucun effet : la force seule pouvait triompher des rancunes du parti servile ; il fallait l'employer. C'est ce que tenta un nouveau chef, mais toujours avec ses seules ressources, tandis que pour obtenir un résultat avantageux il eût fallu voir toutes les influences libérales se grouper en un seul faisceau.

Don Juan Diaz Porlier, surnommé *el Marquesito*, beau-frère du comte de Toreno, avait pendant toute la guerre de l'Indépendance joué un très-grand rôle dans le nord-ouest de l'Espagne ; aussi jouissait-il dans cette région d'une réputation incontestable de bravoure et de talent ; c'était une nature héroïque, incapable de supporter le régime honteux que Ferdinand voulait établir ; dès les premiers jours de la réaction il avait été signalé à la haine des serviles ; on avait payé par une condamnation à quatre années de prison ses

nombreux services; les fatigues de la guerre, les rigueurs de la prison avaient détruit sa santé, mais n'avaient pu exercer aucune influence sur son âme. Il était conduit sous escorte aux bains minéraux d'Arteyo, quand l'officier chargé de la garde vint lui offrir au nom de plusieurs de ses compagnons d'armes la direction d'un mouvement insurrectionnel en Galice. Porlier n'écoutant que son devoir, sans se préoccuper à l'avance de l'issue de l'entreprise, accepte l'offre qui lui est faite, et le 18 septembre 1815 se présente avec son escorte aux portes de la Corogne. Il est parfaitement accueilli par les soldats; on le porte en triomphe; le capitaine général et tous les fonctionnaires publics sont mis en état d'arrestation. La constitution de 1812 est solennellement proclamée, toujours associée par une déplorable tendance au cri de : *Vive Ferdinand, vive le roi constitutionnel.* Il semblait déjà que l'Espagne fût à la veille d'une révolution; mais l'exemple de la Galice ne fut suivi par aucune autre province; dans son enceinte même, plusieurs villes se montrèrent décidées à suivre une ligne opposée. Santiago entre autres, la cité métropolitaine, la résidence de tout le haut clergé, se déclara tout à fait hostile au mouvement; les prêtres répandirent l'argent à profusion et parvinrent à s'assurer du concours de la milice provinciale. Porlier comprit qu'il fallait avant tout vaincre cette opposition, et se mettant à la tête de la partie de la garnison sur laquelle il croyait pouvoir compter, il prend hardiment le chemin de Santiago; mais il n'était pas encore en vue de cette cité, que des sergents vendus au parti servile, profitant du moment où il dînait avec ses principaux officiers, se précipitèrent sur lui, s'emparèrent de sa personne et le traînèrent à la prison de l'inquisition de Santiago. La capture du chef entraîna immédiatement la fin de l'insurrection, et en peu de temps la Galice entière se trouva remise sous le

joug. Porlier s'attendait bien à payer de sa vie la courageuse initiative qu'il venait de déployer; mais ses ennemis ne se contentèrent point de sa mort, ils cherchèrent en l'accablant d'outrages à faire considérer comme un vil ambitieux un noble citoyen à qui l'amour de la patrie, et non un sordide intérêt, avait seul mis les armes à la main. C'est à l'histoire qu'il appartient de juger en dernier ressort les grands actes qui influent sur la vie des peuples, et de même qu'elle doit flageller les militaires impurs qui trop souvent en Espagne ont levé, par caprice ou par intérêt, l'étendard de la révolte, elle doit son estime et son admiration aux nobles cœurs qui cherchaient seulement le bien et le bonheur de leur pays. Quoi de plus beau que cette fière réponse de Porlier, quand on lui lut sa sentence! Le juge le condamnait pour traître : « Moi, traître! interrompit-il avec violence. Ah! dites plutôt le fils le plus fidèle de la patrie! »

La mort de Porlier causa une grande émotion dans toute la Péninsule; elle fit comprendre à quelques membres intelligents du parti servile qu'il y avait danger à pousser tout à fait le peuple à bout, et qu'il serait peut-être sage d'entrer dans une nouvelle politique. Ces idées pénétrèrent à la cour, et peut-être exercèrent-elles une influence sur l'esprit de Ferdinand; en tous cas les mesures prises par lui à cette époque permettent difficilement d'apprécier ce qui se passa en son for intérieur. C'est alors qu'il supprima le ministère de la sûreté publique, dont le titulaire Echevarri fut interné à Daimiel; c'est alors qu'il relégua en Andalousie son ancien précepteur, le chanoine Escoiquiz, coupable seulement d'avoir prononcé devant lui le mot de conciliation; c'est alors également qu'il retira à Ceballos le portefeuille des affaires étrangères pour le donner à Vallejo revenu d'Andalousie, où il avait exécuté la mission spéciale qui lui avait été confiée; c'est alors enfin qu'il bannit de sa pré-

sence son ministre de la guerre, Ballesteros, pour le remplacer par un personnage généralement aimé et connu pour ses idées de tolérance, le marquis de Campo Sagrado.

Il n'y a point de conclusion définitive à tirer de mesures aussi diverses, de choix aussi différents, sinon que Ferdinand n'était plus à cette époque tout à fait aussi sûr de la ligne de conduite qu'il avait inaugurée; il commençait à sentir qu'il devait rechercher l'appui de gens plus honnêtes, et que sans leur accorder sa confiance il lui fallait au moins s'en servir comme de paratonnerres, pour que la haine dont plusieurs de ses ministres étaient déjà l'objet ne s'étendît point jusqu'à lui; il comprenait qu'il y aurait du danger à se restreindre à un seul parti, et qu'il fallait se rapprocher un peu des gens les plus modérés et les plus conservateurs en dehors des serviles, s'il voulait maintenir dans une sphère assez élevée le principe de la monarchie.

Toutefois il crut devoir répondre directement à l'insurrection de Porlier par une détermination forte, capable de frapper au cœur le parti libéral, et de l'empêcher d'aspirer de longtemps à la conquête du pouvoir. Tous les libéraux les plus marquants étaient entre ses mains depuis le coup d'État du 10 mai 1814; il résolut, puisque les tribunaux se déclaraient incompétents pour prononcer leur condamnation, de les punir lui-même, et de se délivrer par ce moyen de leur dangereuse influence.

Le 15 décembre 1815, Ferdinand signe un décret par lequel il était définitivement statué sur le sort de tous les hommes d'État arrêtés dans la nuit du 10 au 11 mai 1814; il n'était fait aucune distinction quant à la situation juridique où se trouvait chacun d'eux; que leur cause fût encore soumise à l'instruction, qu'une absolution ou une condamnation eût été prononcée, il importait peu au roi. De sa propre autorité il décida que don Agustin Arguelles, don

José Maria Calatrava, don José de Zorraquin, don Manuel Garcia Herreros, don Francisco Martinez de la Rosa étaient condamnés à huit années de galères; que les ecclésiastiques libéraux qui avaient siégé aux Cortès de Cadiz, Oliveros, Larrazabal, Muñoz Torrero, Villanueva, Gallego, seraient confinés, ceux-ci durant quatre ans, ceux-là durant six années, dans le couvent qui leur était désigné, que d'autres comme Golfin et Feliu seraient enfermés durant dix et huit ans dans les châteaux d'Alicante et de Venasque; enfin que Ciscar, Agar, Guerra, Valdès, Quintanilla, Romanillos, Quintana, et d'autres personnages qui avaient occupé les premières fonctions de l'État, seraient bannis du territoire de l'Espagne. On eut bien soin d'exécuter dans toute sa rigueur le décret avant de le rendre public, et tous ces hommes d'élite furent dirigés vers les galères, la prison ou l'exil, dans la nuit du 17 décembre 1815, laissant leurs familles et toute la population éclairée de Madrid en proie à la plus profonde consternation.

Il n'y a pas dans le langage humain d'expression assez forte pour caractériser l'iniquité de l'attentat commis avec tant de préméditation par Ferdinand et sa camarilla; aussi fut-il réprouvé par l'indignation générale. En Espagne il contribua à élever sur un piédestal tous les hommes de 1812, que l'opinion avait si cruellement abandonnés sitôt qu'elle avait vu réapparaître le monarque désiré au nom duquel la lutte de l'indépendance avait été soutenue; devenus martyrs, ces hommes entourèrent d'une auréole sacrée la constitution qui était leur œuvre, et le sentiment d'admiration qu'ils inspiraient la fit accepter avec enthousiasme par de nouveaux partisans qui n'en connaissaient ni l'ensemble ni les détails. Dans l'Europe tout entière, surtout en Angleterre et en France, l'impression fut telle que, malgré leur tendance peu libérale, les deux gouvernements, anglais et français, se

crurent obligés d'adresser des représentations au cabinet espagnol; Louis XVIII particulièrement lui reprocha avec une certaine vivacité de compromettre par ses fougueuses exagérations la cause de la restauration, et essaya de l'amener à suivre la ligne politique qu'il s'était si judicieusement tracée entre les exagérations du côté droit et les aspirations libérales du reste de la France.

Ferdinand, ainsi directement réprimandé par des souverains étrangers, ne craignit pas, dans un exposé officiel, de justifier sa conduite en prétendant que ses prédécesseurs avaient toujours agi de la même façon, et que de semblables mesures ne pouvaient compromettre en Espagne la sécurité publique; mais quelle que fût sa fermeté apparente, les faits tendent à démontrer qu'il comprit dès lors la nécessité de faire quelques concessions et songea aux moyens d'apparaître un peu moins intolérant depuis qu'il était délivré de ceux qu'il considérait comme ses ennemis les plus dangereux.

Le commencement de l'année 1816 est marqué par un décret, daté du 26 janvier, qui fit tout à coup espérer une nouvelle tendance. Le roi venait de modifier brusquement son ministère; un ami du marquis de Campo Sagrado, Vasquez Figueroa, avait été appelé à la marine; Vallejo, le ministre d'État qui avait remplacé Ceballos, avait été tout à coup destitué et envoyé pour dix ans aux galères comme coupable d'offense directe envers le monarque; son crime était d'avoir commis l'imprudence de dévoiler à des amis indiscrets la correspondance du roi avec Negrete; et le même Ceballos tout à l'heure disgracié était redevenu en un jour ministre des affaires étrangères et de grâce et justice par la destitution de Moyano, ce fonctionnaire rapace qui avait inondé l'administration de ses créatures et placé en un seul jour trente de ses parents; aux finances, Araujo avait été

chargé de remplacer le vieux Ybarra, qui occupait le portefeuille depuis le départ de Vallejo pour l'Andalousie. Ces modifications avaient déjà été vues avec quelque satisfaction; Figueroa donnait dans le ministère une plus forte consistance au marquis de Campo Sagrado qui réunissait assez de sympathies; et Ceballos, par sa longue expérience des affaires, offrait plus de garantie qu'aucun des autres hommes d'État, qui jusqu'alors avaient occupé le premier plan depuis le retour de Ferdinand VII. Quand le 26 janvier apparut un décret qui abolissait les commissions militaires, qui prohibait les dénominations respectives de *serviles* et de *libéraux*, et qui fixait à une période de six mois la conclusion de tous les procès politiques, on crut un instant entrevoir une nouvelle aurore, et les âmes se laissèrent aller pour quelques jours aux plus douces illusions, s'imaginant que le parti de la répression cessait d'être à la cour le plus puissant.

Mais ce parti eut bientôt trouvé un prétexte pour recouvrer toute son influence; en exagérant et en revêtant des plus noires couleurs un projet de conspiration que la police découvrit sur ces entrefaites, il parvint à convaincre le roi que châtier et imprimer la terreur étaient encore les seuls moyens de gouvernement praticables. La conspiration à laquelle nous faisons allusion est connue à la fois sous le nom de son chef apparent, don Vicente Richard, et sous celui du *Triangle*, à cause du mode de groupement des divers membres qui en faisaient partie. Chaque conjuré ne devait être connu que de deux affiliés, de sorte que les divers chaînons constituant l'armée des conjurateurs étaient parfaitement inconnus les uns aux autres; la police pouvait trouver une âme faible pour la prévenir de l'existence du complot, mais le révélateur était dans l'impossibilité de compromettre plus de deux personnes. Vicente Richard

était un ancien commissaire de guerre, libéral ardent, homme d'action énergique, et disposé à ne reculer devant aucune extrémité pour atteindre son but ; il était un des principaux moteurs du complot, et avait été chargé de l'exécution de la partie la plus difficile, qui consistait à s'emparer de la personne du roi pour le forcer à jurer la constitution. Deux sergents de marine devaient spécialement l'aider dans cette tâche, que facilitaient assez les habitudes du roi ; il s'ouvrit à eux peu de moments avant celui qui était fixé pour l'exécution; mais là où il espérait rencontrer un appui sérieux, il se trouva en face de la trahison. Les deux sergents, après avoir révélé l'ouverture qui leur avait été faite, s'emparèrent de Richard au moment où il venait les prévenir de se tenir eux-mêmes sur leurs gardes, et commirent l'infamie de le livrer aux autorités, c'est-à-dire de l'envoyer à la mort. Le malheureux Richard, après avoir héroïquement supporté le supplice de la torture nouvellement rétabli pour lui, sans dénoncer un seul de ses amis, expira sur la potence, laissant pour toute vengeance dans le sein du palais une terreur mystérieuse qui poussa Ferdinand à de nouveaux excès, et fit appliquer la torture à une foule de victimes innocentes.

Pénétrer aujourd'hui le fond de cette conspiration pour en connaître les vrais instigateurs serait une tâche difficile à cause de l'obscurité profonde qui pèse sur tous les événements de cette période lugubre, où une seule ligne écrite avec imprudence pouvait conduire un homme à l'échafaud. Il est cependant très-probable que l'idée en était née dans une de ces nombreuses sociétés secrètes dites *loges de maçons* ou *ventes de carbonari*, qui pullulèrent pendant toute la restauration en Espagne comme en France. C'était là que la liberté s'était réfugiée en l'absence de toute presse ; là se discutaient toutes les questions d'avenir, toutes les réformes

politiques, tous les événements extérieurs; là encore il y avait des citoyens. Partout ailleurs on ne rencontrait que des serviles ou des fanatiques. Les loges recrutaient leurs adhérents dans toutes les classes de la société; des ouvriers, des commerçants, des employés, des militaires, même des courtisans se coudoyaient sous le pied de la plus parfaite égalité dans ces réunions secrètes. Le *Grand Orient*, ou vente suprême, était, disait-on, installé à Grenade, sous la protection du capitaine général le comte de Montijo, devenu protecteur des libéraux après avoir soulevé en 1814 la populace madrilène contre les Cortès. Van Halen, Torrijos, Lopez Pinto, Romero y Alpuente, dont les noms reparaîtront plus d'une fois dans le cours de cette histoire, tenaient le fil qui unissait toutes ces sociétés; elles s'étaient répandues avec profusion à Carthagène, à Alicante, à Murcie, à Valence et en Catalogne, et allaient bientôt constituer un nouveau pouvoir dans l'État par la force qu'elles puisaient dans leur organisation intérieure.

La police et l'inquisition, mises en éveil par le procès Richard, ne tardèrent pas à être sur leurs traces et les poursuivirent avec acharnement; mais elles déployaient tant de sagacité, elles trouvaient tant d'appui dans toutes les classes de la population, que dans leur lutte contre l'autorité royale elles avaient souvent l'avantage; malgré ses menaces, malgré les récompenses décernées aux délateurs, la cour ne pouvait se tenir au courant de leurs intentions et vivait dans une alarme permanente.

L'état général du pays se prêtait d'ailleurs admirablement aux tentatives des hommes hardis qui auraient voulu faire jaillir du désordre l'étincelle de la révolution; la misère était universelle et exerçait des ravages dans toutes les classes de la société; le trésor épuisé devait à tout le personnel de l'administration des années entières de traite-

ment [1]; pour obtenir quelques ressources, les favoris du roi se faisaient remettre des délégations directes sur des services spéciaux et obtenaient le privilége de toucher directement l'argent du contribuable. Des faillites se déclarèrent de tous côtés, surtout dans les deux cités de Séville et de Cadiz, spécialement affectées par les guerres d'Amérique. Le brigandage sur les grandes routes avait pris des proportions inouïes et était devenu une véritable profession.

La marine espagnole n'était plus en état de surveiller les propres côtes de la Péninsule; le gouvernement avait dû signer un traité spécial avec les Pays-Bas afin d'être protégé par eux contre les entreprises des Barbaresques chaque jour plus entreprenants.

Enfin, pour tout dire, le roi lui-même commençait à sentir la gêne, et désirant trouver deux vaisseaux pour envoyer chercher à Rio de Janeiro une princesse brésilienne dont il avait sollicité la main, il ne put se les procurer et dut se résigner à la faire voyager sans la moindre pompe, afin d'éviter des dépenses que le Trésor eût été hors d'état de satisfaire.

Dans les États despotiques le mariage du souverain devient toujours un événement de la plus haute importance. Le peuple, en voyant entrer dans le palais une jeune princesse qui peut arriver à exercer sur son époux une influence salutaire, se persuade facilement que son espérance de-

[1] L'anecdote du général Castaños mérite d'être citée comme trait de mœurs. Un jour, au cœur de l'hiver, le roi Ferdinand le vit arriver à la cour en costume d'été. « Avez-vous oublié, général, lui dit le roi, que nous sommes en plein décembre? — Non vraiment, Sire, lui répondit Castaños; mais le budget en est encore au mois de juillet. » Ferdinand ne put s'empêcher de sourire et de donner des ordres pour qu'on fournît à l'habile courtisan les moyens de se procurer un costume d'hiver.

viendra une réalité; s'il est malheureux et opprimé, il compte sur elle comme sur un bienfaiteur inattendu qui pourra sécher ses larmes et l'aider à supporter son oppression. C'est ainsi que, quand la nation apprit le mariage projeté entre Ferdinand et son frère don Carlos d'une part, et d'autre part deux princesses brésiliennes, filles de l'infante Charlotte, l'une doña Isabel, l'autre doña Francisca, elle ne songea pas un instant à se préoccuper de la portée politique de ce mariage et de l'utilité qu'il eut de pacifier les relations alors très-tendues entre les deux cabinets de Lisbonne et de Madrid à cause de leurs prétentions respectives sur Olivenza et la Banda orientale de Rio de la Plata; elle accueillit avec enthousiasme la jeune princesse dès son débarquement à Cadiz, sema d'arcs de triomphe et de fleurs son long voyage des bords du Guadalquivir à ceux du Manzanarès, et prodigua pour elle toute l'expansion de son caractère méridional, ne lui demandant en échange que de substituer son influence à celle de la camarilla.

La reine Isabel, bien différente de sa sœur Francisca, avait toutes les qualités nécessaires pour se faire aimer; de moyenne stature, de physionomie noble, avec des yeux bleus pleins d'une gracieuse expression, aimable, expansive, elle se dévoua franchement à l'étude de tout ce qui pouvait lui captiver l'affection de son mari, et quelle que fût l'impression produite sur elle par les goûts matériels et dépravés de Ferdinand, elle chercha à relever ce moral corrompu et à lui inspirer des idées plus conformes au rang qu'il occupait. Tous ses efforts furent inutiles; il ne lui fallut pas longtemps pour se persuader que, quand la corruption est arrivée à un certain degré, elle devient tout à fait irrémédiable; ainsi elle ne tarda pas à savoir, au bout de peu de temps, que les courses nocturnes de Ferdinand avaient recommencé et que rien ne pouvait le détacher soit des aventures où le lançait

le caprice du duc d'Alagon, soit de la joie que lui causaient le gros rire et les saillies de Chamorro : elle demanda leur renvoi ; le roi n'eut pas de peine à sacrifier l'affection de la reine aux plaisirs qu'il trouvait dans cette étrange compagnie. Dès lors, sentant son impuissance, elle commença à s'enfermer dans la tristesse et le chagrin, laissant sa sœur Francisca, douée au contraire du caractère le plus entier et le plus dominateur, prendre sur tout le palais un ascendant qui ne devait jamais être employé dans le sens du bien public.

L'enthousiasme du peuple espagnol ne se trouva pourtant pas avoir été inutilement dépensé, car, soit que le contact d'une nature élevée eût dessillé un peu les yeux de Ferdinand, soit que la gêne pécuniaire se fût fait sentir avec une intensité qui l'eût vivement frappé, il fut question à la cour, vers la fin de l'année 1816, de mettre dans les finances un ordre nouveau et de donner à l'administration du pays une marche plus régulière. Parmi les hommes que protégeait spécialement la camarilla, aucun n'était capable de remplir une pareille tâche ; il fallait chercher au dehors une intelligence plus spéciale et plus honnête. C'est alors (23 décembre 1816) que le roi se décida à offrir le portefeuille des finances au seul personnage que lui désignât l'opinion publique comme étant à la hauteur d'une œuvre aussi difficile, à l'ancien secrétaire de la junte centrale, disciple et ami de Jovellanos, à don Martin de Garay. Comme dans le ministère, à côté du marquis de Campo Sagrado et de Figueroa, bien connus par leurs tendances conciliatrices, on avait déjà vu entrer, le 30 octobre, aux affaires étrangères, en remplacement de Ceballos tombé cette fois définitivement et chargé de l'ambassade de Vienne, un autre homme d'État sympathisant aussi avec eux, don José Garcia de Leon Pizarro, l'opinion publique fut vivement agitée par la nomina-

tion de Garay et crut cette fois entrer en jouissance de cette nouvelle ère que lui avait fait espérer un instant le décret du 26 janvier 1816. Nous aurons à analyser avec soin tout ce qu'il fut permis, au dedans et au dehors, aux nouveaux ministres d'entreprendre pendant leur ministère; mais auparavant il faut examiner ce qui était advenu en Amérique depuis le mois de mars 1815, et comment les troupes espagnoles résistaient de l'autre côté de l'Atlantique aux colons révoltés.

L'armée expéditionnaire, partie de Cadiz vers la mi-février, était arrivée au commencement d'avril 1815 en vue de Cumana; elle se composait de six régiments d'infanterie, d'un bataillon de chasseurs, du régiment des hussards de Ferdinand VII, de celui des dragons de l'Union et d'un escadron d'artilleurs. A peine entré à Cumana en relation directe avec Morales, l'ancien chef de llaneros, qui avait substitué son autorité à celle de Cagigal, le général en chef Morillo résolut de faire le premier essai de ses armes contre l'île de Margarita, dont la possession était de la plus haute importance pour le maintien de l'autorité royale sur la costa firme; cette île, en effet, située à 8 lieues seulement du continent et de la ville de Cumana, habitée par une population qui sous la direction du mulâtre Arismendi s'était dévouée tout entière à la cause de la révolution, pouvait faciliter aux révoltés les moyens de se créer une marine dans le port de Pampatar et tenir constamment en échec les trois provinces de la Guyane, de Cumana et de Barcelona. Ses instructions ordonnaient d'ailleurs à Morillo d'assurer avant tout son autorité dans cette île, où, avec Bermudez, s'étaient réfugiés quelques-uns des chefs les plus hardis du mouvement révolutionnaire.

Morillo, encore sous l'impression des idées de l'Europe civilisée, au lieu d'écouter les avis de Morales, qui dès l'ori-

gine voulait l'entraîner dans la voie des rigueurs et des persécutions, voulut se faire précéder d'une proclamation annonçant l'oubli complet de tout ce qui s'était passé. Cette conduite eut un plein succès. La population de l'île se montra disposée à se soumettre, et tandis que Bermudez et ses amis les plus inflexibles quittaient l'île, Arismendi et les indigènes arboraient le drapeau parlementaire et reconnaissaient de nouveau l'autorité royale.

Après avoir obtenu ce premier résultat, Morillo, descendant sur le continent, s'occupa de pacifier complétement les provinces de Barcelona et de Cumana, puis se dirigea sur Caracas, où il entra le 4 mai 1815. Là il avait à lutter avec un élément puissant auquel Ferdinand VII devait la soumission de toute la capitainerie générale, et qui, fort de son nombre et de son énergie, n'avait pas craint de substituer ses chefs aux représentants directs de l'autorité royale; c'était l'armée des llaneros, celle qui sous Boves, Yanez et Morales avait véritablement vaincu les patriotes dans toutes les plaines du Sud, à la Puerta et à Maturin.

Fière de ses succès, elle attendait avec confiance les récompenses qu'elle pensait avoir méritées et comptait sur les distributions de terres au moyen desquelles sa cupidité avait été enflammée. Une cruelle déception l'attendait. Morillo, habitué à la discipline des armées européennes, quand il vit le désordre de ces troupes américaines dont les soldats à moitié nus, ou tout déguenillés, se faisaient gloire d'avoir parcouru dans cet accoutrement l'immense territoire qu'ils avaient soumis, ne songea qu'à les licencier. Beaucoup furent renvoyés à leur domicile sans aucune précaution, emportant pour tout salaire de leurs grandes fatigues le mépris des péninsulaires qui, avec leur présomption ordinaire, ne cessaient de répéter : « Si tels sont les vainqueurs, que sera-ce donc des vaincus? » Nous aurons bientôt occasion

de voir reparaître toute cette ancienne milice sous les ordres d'un vaillant capitaine, don José Antonio Paez; mais, désabusée sur la gratitude du gouvernement espagnol, elle sert alors la cause de la révolution et deviendra pour elle l'instrument le plus efficace du succès définitif.

Pour que Morillo ne fût pas obligé dès son arrivée de lever de trop fortes contributions sur un pays exténué, le cabinet de Madrid avait mis à sa disposition des sommes importantes que portait dans ses flancs le seul vaisseau de ligne de l'escadre, le *San Pedro d'Alcantara;* mais, par une fatalité inconcevable, un terrible incendie avait détruit ce vaisseau dans la rade de l'île de Coche, près de celle de Margarita, et à peine arrivé Morillo se vit obligé d'imposer à Caracas une contribution forcée de 200 000 pesos. Cette exaction nouvelle n'était pas de nature à lui rallier la population; néanmoins, comme il disposait de forces très-imposantes eu égard à celles qu'on pouvait lui opposer, il ne lui fut pas difficile d'établir solidement son autorité, et quand il la vit suffisamment assise, il se rembarqua à Puerto Cabello pour les districts de Santa Marta et de Carthagène, laissant à Caracas le lieutenant général Cagigal et emmenant avec lui l'ancien chef des llaneros, le farouche Morales, qui, effacé pour le moment, entrevoyait déjà dans le caractère de Morillo l'époque prochaine où la rigueur et les proscriptions viendraient remplacer les paroles d'oubli et d'indulgence.

A Santa Marta, où ils débarquèrent, les Espagnols reçurent l'accueil le plus enthousiaste; on se souvient des sacrifices sans nombre que cette ville avait toujours prodigués à la cause royale; en ce moment ses habitants comprirent qu'ils allaient enfin triompher de Carthagène, cette rivale détestée contre laquelle ils étaient en état permanent d'hostilité, et ils ne songèrent qu'à faciliter la tâche de

l'armée expéditionnaire. Morillo, qui songeait à réduire d'abord Carthagène, puis toute la Nouvelle-Grenade, devait encore trouver un puissant appui dans les divisions sans nombre qui agitaient Carthagène et toutes les provinces de la république contre laquelle allaient maintenant se diriger ses efforts Il entretenait des relations aveo les royalistes de Santa Fé, et par eux il comptait s'ouvrir presque sans coup férir les portes de cette capitale. Deux hommes pouvaient seuls lui opposer une résistance intelligente : c'étaient Camillo Torres, le président du congrès, et Bolivar, le général en chef à qui avait été confiée la direction de l'armée fédérale. Mais ces deux hommes perdirent toute leur influence dès qu'on vit s'approcher le moment du péril. Torres, à Santa Fé, se vit obligé de céder l'autorité au révolutionnaire Madrid, qui se contentait de prononcer de violents discours alors qu'il fallait seulement agir ; et Bolivar, avec son armée, ne put obtenir des habitants de Carthagène l'entrée dans leurs murs : plus préoccupés de maintenir leur indépendance vis-à-vis le congrès de Bogota que de repousser l'armée espagnole qui s'avançait contre eux, ils refusèrent obstinément de participer à aucune combinaison générale qui aurait pu empêcher l'établissement de Morillo dans la Nouvelle-Grenade. Dans une situation si fausse, Bolivar, qui d'abord avait voulu conduire ses soldats contre Castillo, le chef qui dirigeait Carthagène dans cette voie fatale, crut plus prudent d'éviter dans un pays qui n'était pas le sien tout prétexte de discorde, et privé d'ailleurs de tout appui par la retraite de Camillo Torres, il s'embarqua pour la Jamaïque, abandonnant la Nouvelle-Grenade au malheureux sort qui l'attendait.

La ville de Carthagène était destinée à subir une bien cruelle expiation de son manque de concours au salut commun ; elle attira contre elle tout l'effort de l'armée de Mo-

rillo, et dès le mois d'août 1815 commença à subir les rigueurs d'un long siége qui est resté célèbre dans les annales de la révolution américaine. Un étroit blocus enferma peu à peu dans son enceinte une nombreuse population qui se trouva bientôt réduite à la plus affreuse misère ; tout ce qu'on raconte des souffrances et de la détresse de Gerona et de Sarragosse se renouvela sur ce coin du golfe du Mexique ; les défenseurs, à la tête desquels vint se placer l'infatigable Bermudez, tinrent pendant quatre mois en échec l'armée espagnole ; et quand ils eurent reconnu l'impossibilité de continuer plus longtemps leur défense, ils s'échappèrent sur un brigantin et ne laissèrent à leurs vainqueurs pour assouvir leur fureur qu'un petit nombre de prisonniers et une multitude affamée et agonisante qu'il fallut songer à secourir plutôt qu'à châtier.

A peine Morillo se vit-il maître du port de Carthagène, qu'il songea à pénétrer décidément dans la Nouvelle-Grenade et à la soumettre à son autorité. Il divisa tout son corps d'armée en cinq colonnes, afin de rendre leur approvisionnement plus facile au milieu des montagnes et des solitudes qu'elles auraient à traverser ; l'une d'elles devait longer les côtes du Darien et pénétrer dans le pays par le fleuve Atrato, mais elle rencontra une telle résistance qu'elle dut rebrousser chemin. Une seconde partant de la province de Casanare, située à l'extrémité occidentale de la capitainerie de Caracas, devait entrer par cette frontière, sous le commandement du colonel Calzada et traversant la Cordillère des Andes pénétrer aussi avant que possible dans l'intérieur de la république. Les trois autres devaient occuper les provinces d'Antioquia, Medellin et Pamplona, en remontant jusqu'aux environs de Santa Fé le fleuve Magdalena. Le colonel Calzada réussit parfaitement dans sa campagne et parvint à se réunir aux troupes du brigadier

Latorre, chargé des principales opérations sur les rives du Magdalena ; quand cette jonction fut opérée, les Grenadins ne se trouvèrent plus en situation d'opposer aucune résistance. Vaincus à Cachiri, ils manifestèrent de suite l'intention de se soumettre et cessèrent de contribuer aux derniers efforts que tenta un aventurier français nommé Manuel Serviez, élevé par le congrès, avant sa dissolution, au titre de général des armées de la république.

Le brigadier Latorre entra à Santa Fé le 6 mai 1816 ; il était appelé par une députation de la municipalité, et dans son ardent désir de pénétrer dans cette capitale il offrit au nom de son général en chef et de son souverain une amnistie générale et un oubli complet du passé. Rassurés par cette promesse, les habitants attendirent avec certaine impatience l'arrivée de Morillo, que son lieutenant avait précédé environ d'un mois ; ils comptaient que le rétablissement de l'autorité royale se ferait dans leurs murs de la même manière qu'il s'était opéré à Caracas l'année antérieure. Mais les temps étaient bien changés ; Morillo n'était plus le même homme : circonvenu par Morales, Enrile, Moxo et d'autres ambitieux qui ne cessaient de plaider auprès de lui le système de la terreur, il avait complétement oublié son rôle de pacificateur, et ne songeait déjà plus qu'à marcher sur les traces de Monteverde. La nouvelle d'une insurrection nouvelle organisée par Arismendi dans l'île de Margarita et la certitude que, tandis qu'il s'occupait de la conquête de la Nouvelle-Grenade, tous les chefs du parti libéral profitaient de l'occasion pour fomenter à leur aise l'insurrection dans la capitainerie de Caracas, le remplissaient d'inquiétudes sur la stabilité de son œuvre ; il comprenait déjà que sa mission n'aurait qu'un éclat passager, et ne pouvait aboutir qu'à un résultat insignifiant si de nombreux secours ne lui étaient envoyés,

et il se proposa de suppléer à son manque de soldats par la crainte et la terreur qu'il inspirerait. (Voir note K.) Nous aurions aimé à ne pas voir ce général, qui pendant le siége de Carthagène avait déployé de grandes vertus militaires, ternir ses lauriers par son indigne conduite à Santa Fé ; mais Morillo, qui pouvait s'abriter sous la promesse donnée par le brigadier Latorre aux habitants de Santa Fé, ne se préoccupa que de l'éluder et ne craignit même pas de la violer ouvertement. Suivant les instructions données par Ferdinand, la vengeance royale devait négliger les petits et les faibles et s'acharner exclusivement contre tous ceux qui, par leurs lumières et leurs richesses, avaient contribué à entraîner le pays dans les voies de l'insurrection. Elles furent suivies à la lettre. Morillo à Santa Fé, passant des journées entières à lire les archives fédérales, fit emprisonner tous ceux qui avaient voulu contribuer à l'œuvre d'émancipation de leur patrie. Un tribunal de purification et une junte de séquestration furent nommés, et pendant plus de six mois il se passa à peine une semaine sans qu'on fusillât de trois à quatre personnes appartenant aux classes les plus instruites. Camillo Torres, Lozano, Torices, Cabal, Baraja, le mathématicien Caldas, Mejia et autres scellèrent de leur sang les tendances politiques qu'ils avaient manifestées. Plus de deux cents personnes appartenant à l'ordre civil, et qui n'avaient pas été prises les armes à la main, furent ainsi froidement exécutées. On exila dans les provinces les plus éloignées les familles de toutes ces nobles victimes ; elles y étaient réduites à la plus complète misère par la confiscation de tous leurs biens.

Tel fut le système inauguré par Morillo dans la Nouvelle-Grenade ; il s'imaginait faire assez pour le pays, après en avoir supprimé les intelligences les plus élevées, en rétablissant les anciens tribunaux et en essayant, avec des res-

sources insignifiantes, d'ouvrir quelques voies de communication : son régime exclusivement basé sur la force ne devait durer qu'autant de temps qu'il pourrait maintenir la concentration de ses bataillons.

Mais tandis qu'il rétablissait le drapeau espagnol dans tout le territoire de la Nouvelle-Grenade, de nouveaux embarras surgissaient dans la capitainerie de Caracas ; ils étaient suscités par le même ennemi qui, si souvent déjà, avait tenu en échec les officiers espagnols, et qui déjà une fois avait été salué du titre de *libérateur de la patrie*. Bolivar, à l'époque du siége de Carthagène, s'était réfugié à l'île de la Jamaïque ; là il n'était pas resté oisif. Un instant il put espérer mettre Carthagène sous la protection du gouvernement anglais, mais les négociations échouèrent au moment même où elles paraissaient sur le point d'aboutir. Repoussé de ce côté, il avait essayé d'agir auprès des négociants mêmes de la Jamaïque, mais il échoua également ; rebuté, mais non découragé, il se rendit alors dans l'île d'Haïti auprès du président Péthion, au Port-au-Prince, et là il parvint à intéresser à sa cause le chef de cette petite république de nègres. On lui fournit les moyens nécessaires pour une nouvelle entreprise, et bientôt dans la petite ville des Cayes il put rallier autour de lui tous les réfugiés de son pays, et même un certain nombre d'étrangers que le goût des aventures et le désir d'une rapide fortune décidèrent à s'enrôler sous ses drapeaux. Un riche négociant hollandais, nommé Brion, possesseur d'une grande fortune et maître d'une petite escadre ordinairement consacrée au commerce, vint lui apporter le puissant appui de son crédit et de ses richesses. Avec ces éléments, Bolivar résolut d'abord de venir au secours d'Arismendi, révolté dans l'île de Margarita; il y trouva les Espagnols complétement vaincus et l'insurrection triomphante. Une assemblée générale de tous

les insurgés proclama alors la république de Venezuela une et indivisible et l'élut pour chef suprême (7 mars 1816). Une fois investi par ce titre de l'autorité suprême, il chercha à rallier autour de lui tous ceux qui avaient conservé quelque ascendant, Marino et Piar dans la Guyane, Paez dans les llanos de Casenare, et tenta successivement deux débarquements, l'un à Carapano, l'autre à Ocumare, Son intention était d'exploiter le mécontentement général causé par les mesures du capitaine général Moxo, qui avait décrété une taxe de 10 pour 100 sur le revenu net de tous les capitaux et avait poussé la cruauté jusqu'à faire assassiner un convoi de cinq cents prisonniers patriotes, ce qui avait suscité les plaintes de l'Audience elle-même. Mais ses premières tentatives ne furent pas heureuses : il se vit obligé de retourner à Haïti chercher de nouvelles ressources, et ce ne fut que vers la fin de l'année qu'il put décidément pénétrer dans la province de Barcelona pour aider ses lieutenants plus heureux que lui dans les opérations qu'ils avaient inaugurées contre l'autorité royale. L'unique résultat de ces premières démarches avait été l'introduction, sous la conduite de l'Écossais Mac Gregor, d'une petite troupe de six cents hommes bien déterminés qui était allée en Guyane accroître les ressources de Piar et de Marino. En apprenant ces graves nouvelles, Morillo se décida à abandonner à l'ancien vice-roi Montalvo le gouvernement de la Nouvelle-Grenade et à diriger la plus grande partie de son armée vers le Venezuela, où la campagne de 1817 promettait d'être acharnée et sanglante.

Pendant les années 1815 et 1816 la province de Quito fut également le théâtre de quelques scènes militaires. Le général de l'armée de Santa Fé, le Français Serviez, avait fait éprouver sur les bords du Palo une grave déroute aux troupes de Montes (4 juillet 1815) ; il avait pu leur reprendre la ville

de Popayan, qu'il conserva jusqu'à l'arrivée des colonnes du général Morillo du côté de Santa Fé. Mais alors, pris entre deux feux, il dut abandonner la conquête, et ce ne fut qu'avec les plus grandes difficultés qu'il put effectuer sa retraite jusque sur les bords de l'Apuze, dans la province de Casenare, où les bandes de Paez offraient un appui sérieux à tous les partisans de l'indépendance. Moins heureux que Serviez, les derniers défenseurs de la république grenadine, qui après la prise de Santa Fé avaient voulu chercher un refuge du côté de Popayan, rencontrant de ce côté les troupes de Samaño, le lieutenant de Montes, furent complétement défaits à Tambo le 29 juin 1816; et leur déroute assurant les communications de Morillo et de Montes permit à ces deux chefs d'asseoir leur autorité d'une manière incontestable sur tous les pays formant l'ancienne présidence du Quito et l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade.

En résumé, l'expédition de Morillo avait été couronnée de succès; mais, comme ce général n'avait développé aucun plan de pacification administrative, il n'avait réellement extirpé des provinces qu'il occupait aucun des germes d'insurrection : il n'était maître que du territoire que ses troupes foulaient aux pieds. Les seuls ennemis qu'il n'eût plus à craindre étaient ceux qu'il avait exterminés; tous les autres, loin de se décourager, manifestaient la plus ferme intention de continuer la lutte et ne cessaient d'imaginer de nouveaux plans et de nouvelles combinaisons pour reprendre l'avantage. Morillo sentait déjà qu'il avait besoin de renforts pour conserver sa position et ne cessait d'écrire en ce sens au cabinet de Madrid.

Préoccupé par toutes les difficultés qu'il avait à surmonter en Amérique, le ministère n'avait pu jusqu'ici en envoyer, car il lui fallait également diriger son attention sur le

Mexique, le Pérou et le Chili, où il avait de très-graves intérêts en jeu.

Nous ne parlons plus de Buenos-Ayres, car depuis la perte de Montevideo toutes les rives du Rio de la Plata étaient réellement perdues pour la couronne espagnole. L'année 1815 avait été une époque de rudes épreuves pour la république de la Plata; tourmentée par la discorde intestine, agitée par les bandes d'Artigas qui désolaient toute la Banda orientale, menacée de dislocation par les tendances des provinces chaque jour moins disposées à subir le joug de la capitale, redoutant à la fois l'arrivée d'une nombreuse escadre espagnole et d'une armée brésilienne, exposée, par les succès du général Pezuela dans le Haut-Pérou et par l'occupation du Chili par le colonel Osorio, à se voir envahie sur ces deux frontières, elle avait pu se croire un instant à deux doigts de sa perte. Mais dans des circonstances si difficiles elle avait trouvé d'inépuisables ressources dans son patriotisme; sous la direction d'un chef intelligent, Puyredon, elle avait vu comme par enchantement, pendant l'année 1816, disparaître successivement tous les dangers qui la menaçaient. Un congrès général réuni à Tucuman établit de nouvelles bases d'organisation propres à sauvegarder tous les intérêts et à rétablir la concorde. Artigas ne put étendre son influence en dehors de la Banda; l'escadre espagnole fut dirigée sur la Costa firme; les Brésiliens restèrent impassibles sur leur territoire; l'armée buenos-ayrienne du Haut-Pérou se réorganisa promptement; enfin, sous l'active influence du gouverneur de la province de Mendoza, grâce au concours de tous les réfugiés du Chili, il se forma sur cette frontière une armée nombreuse qui éloignait pour elle toute espèce de danger. Cette république en se consolidant se trouvait appelée par le besoin de sa propre conservation à tendre la main à toutes les colonies révoltées. Déjà Puyredon avait

établi d'actives communications avec O'Higgins et avec Bolivar : le faisceau contre lequel allaient se briser toutes les forces de l'Espagne en Amérique commençait à se former.

Aucun fait notable n'avait signalé au Chili l'administration d'Osorio et de son successeur Marco del Pont; durant les deux années 1815 et 1816 ce pays souffrait avec résignation le système de persécutions organisé par le commandant San Bruno; mais le feu couvait sous la cendre; il n'était question sur toute la surface de cette province que d'une expédition que préparait de l'autre côté des Andes le gouverneur de la province de Mendoza, Saint-Martin, dont on vantait le talent administratif et la haute capacité. Ce dernier, fortement appuyé par le gouvernement de Buenos-Ayres dont il était un des fonctionnaires, avait pris chaudement parti pour un des coryphées de la révolution chilienne, O'Higgins, et s'était débarrassé, en les envoyant à Buenos-Ayres, des frères Carreras dont il craignait l'ascendant et l'ambition excessive. Il avait noué ensuite des relations avec tous les propriétaires un peu influents du Chili et par ce moyen entretenait sur toute la surface de cette province une agitation qui ne permettait pas au président Marco del Pont de le gêner dans ses préparatifs. Son projet de faire passer les Andes à une armée entière avait d'abord paru d'une réalisation impossible à cause de l'extrême difficulté qu'offrait la nature des lieux à une semblable expédition; mais en le voyant persévérer avec une ferme opiniâtreté dans ce plan, on s'était peu à peu habitué à y croire, et à la fin de 1816 le Chili tout entier s'attendait à voir déboucher de la haute Cordillère des Andes l'armée libératrice qui lui avait été annoncée durant deux années consécutives.

Pour résister efficacement aux dangers qui le menaçaient du côté du Sud, il eût fallu que le vice-roi du Pérou pût disposer d'une partie de son armée et la diriger sur Valpa-

raiso; mais, bien loin qu'il en fût ainsi, il avait déjà dû retirer du Chili, en 1815, quelques-unes des troupes qui avaient aidé Osorio dans sa brillante expédition, et lui-même se trouvait toujours en butte aux attaques de ses ennemis intérieurs qu'aucune défaite ne pouvait dompter. Nous avons laissé vers la fin de 1814 le général Ramirez occupé à soumettre à l'aide des troupes indigènes la révolte de la province du Cuzco ; vainqueur des principaux chefs dans la bataille de Humachiri, il avait pu après ce succès opérer son entrée triomphale dans la capitale de la province, puis il s'était hâté d'aller rejoindre son général en chef Pezuela, qui avait à lutter avec un faible contingent contre les soldats de Buenos-Ayres. A la tête de ces troupes ennemies se trouvait le général Rondeau, qui, poursuivant l'ancien système de Belgrano, entretenait une correspondance suivie avec tous les chefs de bandes insurgées du Haut et Bas-Pérou, et, forçant les Espagnols à se diviser en nombreuses colonnes pour maintenir tout le pays dans l'obéissance, les empêchait de contrarier ses propres progrès en lui opposant un corps assez nombreux.

Pezuela, trop affaibli, dut lui abandonner les provinces de Potosi et de Chuquisaca; mais bientôt arrivèrent à son quartier général les troupes qui avaient contribué à l'expédition du Chili, puis avec le général Ramirez celles qui avaient pacifié le Cuzco. Alors il se décide à reprendre l'offensive, bien que le vice-roi l'eût engagé à attendre l'arrivée prochaine de nouveaux renforts venant d'Espagne; et l'échec qu'il inflige à ses ennemis dans les environs de Viluma vient justifier la justesse de son coup d'œil (29 novembre 1815). Rondeau, à la suite de cet échec, se vit forcé à la retraite, et les troupes espagnoles recouvrèrent à nouveau tout le territoire qu'il avait occupé. Chuquisaca, Potosi, Cochabamba eurent encore une fois à souffrir toutes les rigueurs d'une

violente réaction, qui ne manquait jamais d'accompagner le moindre triomphe de l'armée espagnole.

Quelle que fût cependant l'importance de la victoire de Viluma, les adversaires de Pezuela ne perdirent point courage, et tandis qu'il se mettait lui-même à la poursuite de Rondeau, que son avant-garde sous le commandement d'Olañeta marchait en avant dans la direction de Salta, une colonne d'insurgés reformée dans le Haut-Pérou bloquait la ville de Chuquisaca (12 février 1816).

Cette nouvelle tentative faite sur ses derrières avait pour but de le maintenir en haleine, pour qu'il lui fût impossible d'envahir les provinces de Salta et de Tucuman et de se mettre en communication avec le Chili, comme il en avait conçu le projet. Malgré cet obstacle il poursuivait néanmoins son plan avec acharnement, quand il apprit son élévation au poste de vice-roi et la nomination au grade de général en chef de l'armée du Pérou du maréchal de camp don José de la Serna, qui arrivait à la tête de quelques renforts. Pezuela n'eut alors rien de plus pressé que de retourner à Lima (7 juillet) pour y saisir les rênes de la vice-royauté qu'Abascal avait prise dans un état si florissant et quittait surchargée d'une dette de 11 millions de duros, entourée de tous côtés d'ennemis, et menacée même d'insurrections militaires comme celle qui venait d'avoir lieu dans la capitale où trois régiments s'étaient soulevés en réclamant l'arriéré de leur solde.

Le nouveau vice-roi, à peine entré en possession de ses fonctions, s'occupa de donner aux affaires la plus vigoureuse impulsion; il renforça l'armée du Haut-Pérou qu'il destinait à une invasion dans le Tucuman; il donna des ordres sévères pour dissiper toutes les bandes; il dirigea sur le quartier général tous les renforts que la métropole ne cessait d'envoyer; il chercha à se procurer de nouvelles ressources

en émettant un emprunt de 500 000 pesos; enfin, craignant déjà l'apparition sur les côtes de l'escadre de Buenos-Ayres, il travailla assidûment à s'organiser une flotte avec laquelle il pût faire respecter le pavillon espagnol sur les rivages du Pacifique et même envoyer des troupes auxiliaires au Chili, qu'il savait menacé par l'expédition projetée de Saint-Martin. C'est au milieu de tous ces soins qu'il employa les derniers mois de l'année 1816, tandis que la Serna dans son quartier général cherchait à se concilier l'affection des officiers et des soldats avant d'entreprendre une nouvelle campagne.

De toutes les colonies américaines le Mexique était celle où l'autorité royale allait se rétablissant avec le plus de succès; une certaine amélioration se notait déjà dans les quantités d'or et d'argent qui se présentaient pour être frappées à la monnaie, et le revenu des douanes subissait un notable accroissement; le plus important des guerrilleros, le curé Morelos, depuis qu'il était parvenu à organiser un congrès et à proclamer une nouvelle constitution, considérait sa tâche comme terminée et croyait que la force des armes n'était plus aussi indispensable qu'une bonne ligne politique pour assurer la cause de l'indépendance, et il agissait sous cette impulsion au moment même où l'autorité de Ferdinand VII reprenait partout le dessus et s'imposait avec une nouvelle énergie aux populations. Tandis que le moment était venu de continuer la lutte avec plus d'acharnement que jamais, il ne songeait qu'à se maintenir sur la défensive, et il employait toutes ses ressources à protéger le congrès contre les coups de main que Calleja ne cessait d'ordonner contre lui à ses lieutenants les plus actifs. Les provinces de Puebla et d'Oajaca étant celles où l'insurrection comptait toujours le plus grand nombre de partisans, Morelos avait voulu que le congrès s'y transportât, et il s'était décidé à l'escorter lui-même dans la longue route qu'il avait à suivre pour se rendre

d'Uruapan (province de Valladolid) à Tehuacan. Mais le vice-roi, informé à temps de cette détermination, songea à profiter de la nécessité où se trouvait Morelos de faire traverser à son convoi les défilés des montagnes voisines de Mexico, pour faire converger contre lui toutes les forces qu'il avait à sa disposition; Calleja sentait la nécessité de dissiper à tout prix ce fantôme de gouvernement national; ses mesures furent prises avec le plus grand soin, et Morelos, au moment où il croyait déjà avoir réussi dans sa tâche, se vit exposé aux atteintes d'une colonne imposante commandée par le colonel don Manuel de la Concha. La résistance était impossible; néanmoins, Morelos tenant avant tout à assurer le salut du congrès, ordonna à son lieutenant Bravo de prendre les devants et voulut lui-même tenir tête aux forces qui s'avançaient contre lui : « Ma vie, disait-il, est de nulle conséquence pourvu que le congrès soit sauvé. » Son vœu fut exaucé, le congrès échappa, et sous la conduite de Bravo arriva heureusement au terme de son voyage; mais dans le combat qu'il avait engagé Morelos fut fait prisonnier (16 novembre 1815), et sa captivité, bientôt suivie de son exécution, porta à la cause nationale un coup plus terrible que n'aurait pu le faire l'emprisonnement de tous les députés.

En raison de l'ascendant qu'il avait pris sur tous les chefs de guerrillas, de l'enthousiasme que son nom seul excitait dans toute la Nouvelle-Espagne, de ses succès, de son courage, de son dévouement à l'organisation d'un nouvel Etat mexicain, des nombreuses relations qu'il entretenait à Mexico même et jusque dans le palais du vice-roi, Morelos était l'âme véritable de la révolution; sa mort, qu'on a cherché à ternir en laissant supposer qu'il avait abdiqué aux derniers moments les idées qui lui avaient mis les armes à la main, fut encore pleine de noblesse et de résignation, mais elle porta le dernier coup à l'émancipation du Mexique.

Après lui les divers chefs ne purent pas s'entendre ; il n'y eut plus le moindre accord entre leurs mouvements, et chacun n'agissant qu'avec ses seules ressources, les troupes royales prirent un ascendant irrésistible. Bravo, Teran, Rosaing, Guadalupe Victoria se livraient entre eux presque autant de combats qu'ils n'en livraient contre les soldats de Calleja, et au milieu de leurs luttes frénétiques, de leurs aspirations illégitimes à une dictature à laquelle leur mérite personnel ne leur donnait aucun droit, le congrès, privé de toute autorité, jouet des ambitions militaires, fut bientôt contraint à une dissolution forcée.

Une bonne décision du cabinet de Madrid donna le coup de grâce à l'insurrection; après l'exécution de Morelos, Calleja avait eu l'idée d'offrir un indulto général à tous ceux qui mettraient bas les armes; cette promesse fut accueillie avec tant d'empressement par tout le pays, que dans un seul district cinq mille factieux se présentèrent en un jour à l'indulto et firent leur soumission à l'autorité royale. (Voir note L.) Informé de cette disposition des esprits, le gouvernement central résolut de mettre à la place de Calleja un personnage qui offrît toute espèce de garantie aux Mexicains par la trempe de son caractère, et pût gagner les esprits par l'indulgence et la modération. Il fixa son choix sur don Juan Ruiz d'Apodaca, ancien gouverneur de l'île de Cuba, et lui recommanda spécialement pendant quelque temps l'emploi de la clémence, comptant par ce moyen forcer jusqu'aux plus rebelles à mettre bas les armes; ce système réussit complétement, et après quelques mois de séjour à Mexico Apodaca, qui avant d'arriver à la capitale (24 septembre 1816) avait dû avec son escorte se faire jour à travers les factieux, avait déjà obtenu que la tranquillité fût complétement rétablie dans un certain nombre de provinces; les chefs les plus violents et les plus compromis restèrent seuls les armes à la

main, mais chaque jour quelques-uns d'entre eux succombaient sous la persécution active des troupes ou se rangeaient à l'indulto. On pouvait déjà considérer la révolution comme terminée au Mexique.

La nomination d'Apodaca à la vice-royauté du Mexique, aux lieu et place du comte de Calderon Calleja, était un signe de plus des nouvelles tendances du roi; coïncidant avec la création du ministère Pizarro-Garay, elle manifestait que Ferdinand comprenait enfin que dans la politique d'une grande nation il y avait autre chose à faire qu'à châtier, réprimer et persécuter; qu'on pouvait obtenir par l'indulgence et une bonne administration des résultats bien autrement importants que par l'emploi unique de la force; que d'ailleurs cette dernière ressource exigeait le sacrifice permanent de trésors immenses et devenait entièrement inefficace l e jour où l'argent venait à manquer pour payer des soldats.

Ainsi donc, à l'avénement du ministère Pizarro-Garay, si la misère la plus extrême affligeait la Péninsule, quelques ressources semblaient apparaître du côté des colonies. Le Mexique était pacifié presqu'entièrement; la Nouvelle-Grenade était rentrée sous le joug; le Pérou et le Chili étaient soumis à l'autorité de Pezuela et de Marco del Pont; dans le Venezuela il n'y avait que des bandes d'insurgés contre lesquelles Morillo allait diriger tous ses efforts. On aurait vraiment pu supposer que Ferdinand était appelé à prononcer le dernier mot dans la lutte contre les colonies.

CHAPITRE IV

GARAY ET SAINT-MARTIN.

(Décembre 1816. — Septembre 1818.)

Ministère de Garay, Pizarro et Figueroa. — Situation des finances à la fin de 1816. — Plan de Garay. — Loi du 30 mai 1817. — Etablissement d'une contribution directe. — Classification de la dette publique. — Achat à la Russie de cinq vaisseaux et trois frégates. — Rapports avec la Russie, l'Angleterre et les Etats-Unis. — Conspiration de Lacy; sa mort. — Expédition de Saint-Martin contre le Chili. — Passage des Andes. — Bataille de Chacabuco. — Arrivée d'Osorio.— Bataille de Maypu.— Indépendance définitive du Chili. — Dissensions intestines dans l'armée du Haut-Pérou. — Tranquillité du Bas-Pérou, de la présidence de Quito et de la Nouvelle-Grenade.— Les insurgés du Venezuela. — Paez, Arismendi, Bolivar, Marino, Piar. — L'île de Margarita ne peut être soumise par Morillo. — Piar occupe la Guyane. — Campagnes de Morillo contre Bolivar et Paez. — Expédition de Mina le Jeune au Mexique. — Arrestation et bannissement des trois ministres Garay, Pizarro et Figueroa.

Si jamais il y eut au monde une tâche difficile, c'était celle qu'avait à remplir le nouveau ministre des finances; il avait devant lui un monarque avant tout jaloux de son autorité et ennemi né d'un homme d'Etat que les circonstances lui imposaient; une camarilla toute-puissante, habituée à faire passer par tous les moyens que permettait une administration corrompue toutes les ressources du pays dans le trésor du roi, et à se les partager sous le titre pompeux de *faveurs royales;* des expéditions nombreuses à préparer pour la continuation de la grande lutte engagée en Amérique; une opinion publique incertaine, capricieuse, peu éclairée, bien

disposée en sa faveur, mais exigeant des résultats immédiats et absolument incapable d'apprécier les difficultés qu'il y avait à vaincre.

Quoique bien convaincu à l'avance qu'il lui serait impossible de nettoyer les écuries d'Augias, don Martin de Garay était trop bon patriote pour ne pas se mettre à l'œuvre ; en vrai républicain, disposé à élever le droit et la justice au-dessus de toute espèce de considération personnelle, on le vit pendant près de deux ans consacrer les plus nobles efforts à rétablir l'équilibre du budget et à restaurer le crédit de l'Espagne.

L'état dans lequel se trouvaient les finances espagnoles à son avénement au ministère des finances est ainsi exposé dans le mémoire qui fut adressé par lui au conseil d'Etat.

Le revenu annuel de l'Espagne était évalué à environ 600 millions de réaux qui provenaient des ressources suivantes : les douanes, aussi appelées *rentes générales*, produisaient une somme de 107 millions ; les rentes provinciales, qui comprenaient une foule d'impôts établis sur les objets de première consommation, tels que vin, eau-de-vie, vinaigre, suif, savon, soude, glace, et connus sous les noms d'*alcabalas*, *cientos* et *millones*, donnaient 141 millions ; le droit sur les laines assurait au trésor un revenu de 70 millions. Les fermes du tabac et du sel donnaient chacune environ 80 millions ; on tirait 13 millions de la loterie, 14 du papier timbré. Les premiers contribuables de chaque paroisse, soumis à l'impôt d'un dixième, payaient environ 20 millions ; on prélevait sur les dîmes ecclésiastiques, sous les noms de *neuvième* et de *tiers royaux*, d'*annates* et de *mensualités ecclésiastiques*, environ 40 millions. L'exploitation du soufre, de la poudre, du mercure, procurait environ 9 millions. Le restant, soit 26 millions, représentait le produit de divers enregistrements spéciaux, le revenu net des

biens des anciennes maîtrises, des grands ordres de Santiago, Alcantara, Calatrava et Montesa, incorporés à la couronne depuis longues années, ainsi que la vente des bulles autorisées par le souverain pontife, connues sous le nom de *bulles de la sainte croisade*, et dont le montant ne s'élevait pas à moins de 17 millions.

D'un autre côté, les dépenses atteignaient le chiffre de 830 millions et se décomposaient ainsi : la maison royale en absorbait à elle seule 56; la guerre, 473 ; la marine, 84; les finances, 186. Il restait 18 millions pour le ministère del Estado ou des affaires étrangères, et 12 pour celui de grâce et justice.

Il résulte de ce simple examen un déficit normal de 230 millions ; mais en outre chaque année le trésor avait à payer environ 150 millions sous le titre vague et commode de *dépenses extraordinaires*, et de plus les seuls intérêts des capitaux empruntés sous forme d'avances et montant déjà à plus de 708 millions exigeaient un déboursé annuel de plus de 70 millions. C'était donc en tout un découvert de 450 millions, auquel il fallait à tout prix faire face dès l'année 1817. N'oublions point, pour achever le tableau, qu'aucune disposition n'ayant été prise par le roi depuis son avénement pour faire face aux intérêts des anciennes dettes contractées par les gouvernements antérieurs, le crédit public était complétement anéanti, et qu'il n'y avait pas la moindre possibilité de demander des ressources à l'emprunt.

Le pays devait trouver en lui-même les moyens de résister à une situation aussi embarrassante, et cela en un moment où l'Amérique, loin de laisser des excédants, exigeait incessamment de nouveaux sacrifices. En choisissant un ministre que les libéraux ne pouvaient facilement répudier, Ferdinand VII entendait se servir de lui comme d'une

amorce pour obtenir des contribuables un violent effort, quitte à rejeter l'orange aussitôt qu'il en aurait exprimé tout le jus.

Garay ne chercha point à faire illusion à son pays, il plongea hardiment le fer dans la plaie et proclama avec résolution que pour sortir du mauvais pas il n'y avait que deux ressources à employer : de grandes économies et une nouvelle contribution. Les économies devaient, avant tout, peser sur le ministère de la guerre, car là était, comme il est encore, le vampire qui suce le sang de la malheureuse Espagne et l'empêche de se mettre au niveau des autres nations civilisées. Que pouvait-il advenir d'un pays qui, disposant d'une recette effective de 600 millions, en consacrait pendant des années consécutives 486 au soutien de son armée? Il faut lire et relire les éloquentes pages du mémoire où Garay montrait par quels chemins souterrains la cour de Ferdinand VII entraînait à l'abîme toutes les ressources du pays :

« Il semble qu'un emploi militaire de 40 ou 50 000 réaux ne signifie rien pour l'Etat; mais réfléchissez, Sire, que c'est le résultat de la sueur de tout un village de trois ou quatre cents habitants qui toute l'année n'ont cessé de travailler pour apporter cette obole dans les coffres de l'Etat. Pourquoi, ajoutait-il, cette exubérance d'officiers généraux, ces doubles appointements sous un faux prétexte de commission, ces gratifications excessives pour célébrer les fêtes royales, tandis que les veuves des militaires morts sur le champ de bataille sont privées de leur modeste pension? »

En concluant, Garay voulait faire descendre le budget de la guerre de 486 à 325 millions, tandis qu'il élevait celui de la marine à 100 millions et exprimait le plus vif regret de ne pouvoir le doter davantage. Il ne rabattait rien sur le budget de grâce et justice, mais aux affaires étrangères il

imposait une réduction de 3 millions. Quant à la maison royale, avec un roi comme Ferdinand VII, il n'était guère facile de songer à diminuer son revenu; il la maintenait à son chiffre primitif. Pour son propre ministère il donnait lui-même l'exemple de la plus stricte économie et ne demandait que 110 millions au lieu des 186 qui lui avaient été assignés jusque-là. Au moyen de toutes ces réductions, les dépenses de l'Etat devaient se limiter à 618 millions.

Relativement aux dépenses extraordinaires Garay demandait au roi leur suppression entière et absolue, déclarant l'impossibilité où il serait de rétablir l'ordre si les ministres ne se maintenaient point dans les strictes limites du budget qui leur était fixé.

Par ces divers moyens, tout en consacrant 10 millions de réaux pour développer les entreprises utiles à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, qu'une nation civilisée ne doit jamais oublier, et en faisant face aux intérêts de la dette publique, le découvert normal se trouvait réduit à un peu plus de 100 millions, qu'on pouvait couvrir en établissant une contribution directe sur le plan de celle qui avait été imaginée par Porcel dans les Cortès de 1813, mais beaucoup plus douce et plus légère, et n'ayant point comme elle la prétention d'être seule et exclusive et de remplacer tous les autres impôts.

Comme pour la première année ce chiffre de 100 millions pourrait peut-être se trouver disproportionné avec les ressources de la nation, Garay proposait que le clergé, appuyé par la noblesse, fût imposé durant six années d'une somme de 30 millions qu'il répartirait lui-même entre les principaux dignitaires, après qu'on aurait obtenu sur ce point l'approbation du souverain pontife, et que les employés touchant plus de 8 000 réaux supportassent aussi pendant six ans un escompte proportionné à leur traitement; il arriverait par là

à ne réclamer du contribuable qu'une somme de 70 millions, et encore, pour lui rendre la charge plus légère, il proposait dans les rentes provinciales une réforme très-importante, dont l'objet principal était de faire racheter par l'État toutes les gabelles, maladroitement aliénées à des fermiers, dont les criantes persécutions excitaient les justes plaintes de toute la nation.

Telle est l'esquisse de cette combinaison financière connue en Espagne sous le nom de *plan de Garay.* Elle prouve la force d'âme et la justesse de coup d'œil de son auteur, et sut pour toujours lui mériter l'estime et l'affection des patriotes espagnols. On n'était pas habitué dans la cour de Ferdinand à entendre un langage aussi mâle et un avocat aussi énergique ; mais la misère était aux portes, et il fallait trouver des ressources pour continuer la guerre d'Amérique.

Aussi, malgré son profond dépit, la camarilla dut baisser la tête ; des démarches furent faites auprès du pape pour obtenir son adhésion à la contribution des 30 millions, et Ferdinand, suivant avec docilité les inspirations du nouveau ministre, signa le 30 mai 1817 un décret qui leur donnait force de loi.

Garay était donc triomphant ; il put faire sortir de prison une des victimes du coup d'État du 10 mai 1814, Canga Arguelles, justement réputé pour ses lumières en matière de finances, et l'appeler auprès de lui pour s'aider de ses vastes connaissances dans l'application de son système. Mais, hélas ! à peine Ferdinand eut-il assuré son existence pour quelques mois par l'établissement de la contribution directe et le subside du clergé que le pape avait autorisé, qu'il commença à susciter les plus graves difficultés dans l'application de toutes les mesures qui lui étaient antipathiques.

Tout le plan de Garay reposait sur les économies du mi-

nistère de la guerre, dont le portefeuille était confié au marquis de Campo Sagrado, personnage capable de coopérer à ses vues ; la camarilla obtint sa destitution (19 juin 1817) et le fit remplacer par Eguia. Dès lors elle eut dans le ministère un auxiliaire très-puissant, en position d'empêcher la réussite générale de la combinaison projetée ; déjà elle avait pu y introduire un de ses membres, Estéban Lozano de Torres, impudent flatteur du monarque, auquel il faisait accroire qu'il était doué d'un tempérament si semblable au sien, qu'ils devaient toujours éprouver les mêmes sensations. Avec ces deux éléments elle ne tarda pas à contrecarrer les tentatives de réformes de Garay, qu'aidaient de tous leurs efforts Pizarro et Figueroa ; le vaisseau de l'État oscilla pendant quelque temps entre ces deux tendances absolument opposées, jusqu'au jour néfaste où la camarilla triomphante redevint à nouveau seule maîtresse de la situation.

Le ministre des finances ne bornait pas son ambition à trouver des ressources suffisantes pour rétablir l'équilibre du budget ; il aurait également voulu restaurer le crédit public tombé à un si bas degré depuis le commencement du siècle. Les derniers ministres de Charles IV, qui contribuèrent tant à augmenter la dette de l'Espagne, avaient cependant de 1800 à 1808 fait de grands efforts pour amortir une partie des titres de l'Etat en circulation sous le nom de *vales reales ;* ils en avaient durant cette période éteint pour 315 millions. Pendant la guerre de l'Indépendance les Cortès avaient manifesté le désir de persévérer dans cette voie, et 40 millions furent rachetés par elles de 1808 à 1814 ; c'était une bien faible quantité pour une dette spéciale qui dépassait déjà 2 000 millions. Néanmoins l'opinion avait vu cette tendance avec satisfaction, et le cours des vales qui en 1811 impliquait une perte de 90 à 96 pour 100 sur la valeur no-

minale, était remonté au point de ne plus constituer qu'une perte de 56 pour 100 en 1813. La restauration de Ferdinand VII, loin d'être favorable à ce mouvement de hausse, lui avait été au contraire extrêmement préjudiciable : comme en 1815 on n'avait rien amorti, comme en 1816 12 millions à peine avaient été retirés de la circulation, les vales étaient de nouveau arrivés à perdre 80 pour 100, et ce cours si fatal à tous les créanciers de l'État ne permettait pas au gouvernement de faire la moindre tentative pour contracter un nouvel emprunt.

Garay voulut améliorer cette déplorable situation : il éleva à 53 millions l'amortissement de 1817, à 41 millions celui de 1818, et il prépara une classification générale de la dette publique qu'il parvint à faire approuver par le roi. Suivant les dispositions du décret du 5 août 1818, la dette devait se diviser en deux catégories : celle qui produirait intérêt et celle qui n'en produirait pas. Distinction fâcheuse qui cacha la banqueroute sous une fausse apparence d'honneur et de loyauté, et au moyen de laquelle on se réserva de ne jamais payer, tout en confessant l'obligation [1].

Les revenus échus de 1808 à 1815 devaient être payés en papier ; les anciens vales étaient divisés en consolidés et non consolidés : les uns donnant un intérêt de 4 pour 100, les autres devant être rachetés par des tirages annuels et se trouvant garantis par trente-huit contributions spéciales, et par la plus grande partie des biens de l'État. Pour que ces mesures, appuyées par une bulle du pape du 26 juin 1818, qui avait autorisé le gouvernement espagnol à appliquer durant deux ans les rentes et revenus ecclésiastiques des bé-

[1] On attribue ce mot à Ferdinand VII au moment de la création de la dette sans intérêts : « Mas bien quisiera deberte toda mi vida que negarte mi deuda un solo istante. » — (J'aimerais mieux te devoir toute la vie que de te nier ma dette un seul instant.)

néfices vacants à l'extinction de sa dette et ordonné pendant six ans la vacation des bénéfices de libre collation, avec l'application de leurs revenus au même objet, produisissent tout leur effet, il eût fallu le maintien aux affaires du ministre des finances qui en avait pris l'initiative; mais comme il ne fut pas appelé lui-même à les mettre à exécution, elles n'inspirèrent aucune confiance. Le cours des vales ne put remonter; et les 12 milliards, chiffre auquel on évaluait généralement la dette de l'État, continuaient à peser de tout leur poids sur le crédit de la nation. (Voir note M.)

Les mesures financières ne sont pas les seules qui donnèrent quelque éclat à ce ministère légèrement réformateur. De bonnes dispositions furent également prises contre le brigandage; on abolit tous les priviléges qui gênaient la pêche sur les côtes de la mer et sur les bords des fleuves; enfin une loi détruisit l'exemption accordée à la noblesse pour le recrutement. Mais, par un contraste qu'explique suffisamment la présence de Lozano et d'Eguia dans le ministère, cette époque est aussi marquée par une distribution de croix et d'insignes de toute espèce, à laquelle l'intrigue et la bassesse cherchèrent inutilement à donner une certaine importance et qui n'aboutit qu'au ridicule. Des ordres spéciaux furent créés pour récompenser les conspirateurs de l'Escorial, les compagnons du roi pendant sa captivité de Valençay, les Perses, les vainqueurs de Porlier. Il y en eut aussi pour tous les militaires qui avaient assisté à chacune des principales batailles de la guerre de l'Indépendance ou de la guerre d'Amérique; Ferdinand fonda enfin les décorations d'Isabelle la Catholique et de Saint-Hermenégilde. Son despotisme, tempéré par l'impuissance, ne pouvant plus se concilier des créatures en s'adressant à la cupidité par la distribution des richesses, cherchait par la vanité à recruter de nouveaux auxiliaires au milieu d'une population natu-

rellement disposée à se laisser séduire par l'éclat des uniformes et les vives couleurs des rubans de décorations.

C'est aussi pendant cette même période que la Russie parvint à vendre à l'Espagne appauvrie, moyennant une somme qui dépassait 57 millions de réaux (15 millions de francs), cinq vaisseaux de ligne et trois frégates, qui, à peine arrivés à Cadiz, furent reconnus hors d'état de servir. Figueroa, le ministre de la marine, n'avait pas eu la moindre connaissance de ce contrat malheureux, décidé par une correspondance secrète qui s'était établie entre Ferdinand et Alexandre, et passé à son insu entre Tattischeff, l'ambassadeur de Russie, et le ministre de la guerre Eguia, aidé d'Ugarte, le directeur des expéditions d'Amérique. L'indignation générale excitée dans le pays par cet achat fut telle, que le czar dut envoyer trois nouvelles frégates en échange de deux vaisseaux de ligne, et que tous ceux qui avaient coopéré à cet acte s'efforcèrent de décliner leur coopération.

Quant à Ferdinand, il s'estimait trop heureux d'avoir pu être agréable à l'empereur Alexandre pour accorder la moindre importance à ce mesquin détail; détourné de l'Angleterre par sa haine contre les insulaires britanniques auxquels il attribuait la propagation des idées libérales dans la Péninsule, il tenait toute son attention fixée sur la Russie. D'elle et de la France il attendait un appui sincère; il les sollicitait avec ardeur pour obtenir la permission de s'adjoindre le Portugal en échange de Montevideo et de la Banda orientale que le Brésil voulait s'approprier, pour ne pas céder la forteresse d'Olivenza que l'Angleterre demandait en faveur de la maison de Bragance, et enfin pour réclamer des puissances continentales un appui énergique dans sa lutte contre les colonies révoltées.

L'Angleterre n'avait pas tardé à connaître le mauvais vouloir que témoignait à son égard la cour de Madrid; et,

tandis que dans les conférences de Paris et au congrès d'Aix-la-Chapelle elle s'opposait avec acharnement à toutes les prétentions de Ferdinand, nous la verrons permettre dans son sein de nombreux enrôlements de volontaires et laisser recruter pour Caracas et pour le Chili ses officiers et ses soldats. Déjà lord Wellington avait proposé directement au cabinet de Madrid un plan de pacification générale des colonies, et lord Castlereagh avait déclaré qu'il fallait reconnaître leur indépendance en leur donnant pour souverain un membre de la branche cadette de la famille royale. La camarilla, encouragée d'ailleurs par l'ambassadeur de Russie et par M. de Montmorency, le représentant de Louis XVIII à Madrid, n'avait pas compris la sagesse de cette idée et avait répondu par un refus péremptoire aux insinuations des ministres anglais. Si elle avait été en état de faire triompher le pavillon espagnol, rien de plus justifiable que ce refus; mais quand elle voyait en quel état la nation se trouvait déjà réduite pour avoir soutenu la guerre pendant deux années consécutives, la sagesse réelle eût consisté à reconnaître humblement son impuissance et à ne pas pousser plus loin une lutte dont les conséquences pouvaient devenir si fatales.

Ce n'était pas seulement l'Angleterre qui commençait à prendre fait et cause pour les colonies. Les Etats-Unis engageaient fortement les puissances continentales de l'Europe à s'abstenir de toute intervention armée en Amérique et laissaient prévoir une forte opposition de leur part si leurs conseils n'étaient pas écoutés. Ils allaient même plus loin, et tandis qu'ils entamaient une contestation au sujet des frontières d'El Pardido, ils réclamaient les deux Florides comme compensation d'une ancienne dette contractée par l'Espagne à leur égard. Les colons insurgés, obligés de se réfugier sur leur territoire, y trouvaient, en même temps

qu'un asile sûr, de nouvelles ressources pour recommencer la lutte.

En présence de ces dispositions de l'Angleterre et des Etats-Unis, la Sainte-Alliance, quel que fût son désir d'arrêter en Amérique les progrès de la révolution, n'osa point tendre la main à Ferdinand et dut l'abandonner à ses propres ressources; à l'intérieur et au dehors il ne devait compter que sur lui-même pour réprimer le libéralisme et pour soumettre les colonies.

La première tâche était facile tant que l'armée lui resterait fidèle, car avec l'énorme accroissement donné en Espagne à la classe militaire, et devant la prépondérance dont elle jouit, elle seule était en mesure de se faire redouter et de triompher en cas de lutte. Les sociétés secrètes, les loges maçonniques, les ventes de carbonari étaient capables de préparer une conspiration, l'armée seule pouvait tenter une révolution et imposer un changement de système.

Ce qu'il y avait de plus dangereux dans la position de Ferdinand VII, c'est que ses ennemis s'étaient vivement pénétrés de cet état de choses et que tous leurs efforts tendaient déjà à semer dans l'armée les germes de la révolte. Les nouvelles venues d'Amérique, et propagées par les familles des officiers et soldats qui concouraient à l'expédition de Morillo, avaient rendu dans ses rangs très-impopulaire la lutte contre les colonies, et le mécontentement était déjà si universel, que Garay, chargé de recueillir des ressources pour envoyer de nouveaux renforts à Caracas et au Pérou, avait vivement recommandé au roi de ne pas concentrer les troupes dans un même port, mais de les diviser sur un grand nombre de points. Eguia et Ugarte avaient traité cet avis d'alarme intempestive et avaient passé outre sans y accorder la moindre attention, mais l'avenir devait bientôt se charger d'en prouver la justesse. Leur sotte impré-

vision était d'autant plus incompréhensible, que l'année 1817 avait été marquée par une nouvelle tentative qui était venue se briser contre l'esprit de fermeté et de discipline de quelques officiers supérieurs, mais qui n'en avait pas moins contribué à agiter fortement les populations.

Parmi les officiers qui s'étaient le plus distingués dans la guerre de l'Indépendance, fort peu s'étaient acquis une estime aussi universelle que le général Luis de Lacy; à la bataille d'Ocaña, au siége de Cadiz il s'était signalé par une bravoure à toute épreuve et une grande intelligence des opérations militaires. Durant la lutte, il était parvenu à gagner à la pointe de l'épée le plus haut poste de la carrière, et au retour de Ferdinand en 1814 il exerçait déjà les fonctions de capitaine général de la Galice; il n'avait point caché ses sympathies pour la cause libérale, et pour prix de sa franchise il avait été relégué au fond de la Catalogne. Son nom était si répandu et il exerçait par sa renommée un tel ascendant sur la troupe, que plusieurs jeunes officiers pleins d'ardeur et d'enthousiasme songèrent à le mettre à leur tête et à organiser, en se rangeant sous ses ordres, une vaste insurrection dans la province même où il était confiné. Le général don Francisco Milans, d'accord avec eux, offrit sa maison pour point de ralliement, et il fut décidé que, tandis que le général Lacy se trouvait aux bains de Caldetas, plusieurs officiers appartenant aux divers régiments de la Catalogne soulèveraient les corps qu'ils commandaient et viendraient successivement se ranger sous ses ordres à Caldetas même.

Le 5 avril était le jour fixé, mais la trahison s'était glissée entre les conjurés. Castaños, capitaine général de la Catalogne, fut prévenu à temps et retint la plupart des troupes dans leurs quartiers; deux compagnies, quelques amis isolés se trouvèrent seuls au rendez-vous. Avec ces faibles res-

sources, Lacy et Milans tentèrent cependant l'aventure; mais à peine les soldats eurent-ils la connaissance de l'isolement auquel ils se trouvaient réduits, qu'ils abandonnèrent aussitôt les nouveaux chefs qu'ils s'étaient donnés; Lacy et Milans furent réduits à chercher le salut dans la fuite. Le second eut le bonheur de gagner la frontière; mais, retenu dans une maison de campagne où il s'était réfugié avec la confiance la plus imprudente, oubliant, dit-on, trop facilement le danger auquel il était exposé sous le charme du plus doux des sentiments, peut-être aussi se croyant peu compromis en raison du peu de participation qu'il avait pris au complot, Lacy se laissa prendre, et bien qu'on lui eût fait presque violence pour l'obliger à se mettre à la tête du mouvement, il fut enfermé les fers aux pieds dans les cachots de la citadelle de Barcelone.

Le capitaine général, appelé par la loi à prononcer la sentence qui devait décider de son sort, tout en déclarant qu'il n'y avait point de preuves positives qu'il eût contribué à former la conspiration, tout en rappelant ses anciens services et s'en rapportant à la clémence royale, le condamna à mort. Pareille sentence semblait le plus sûr présage d'un prochain pardon, mais Eguia et Ferdinand VII ne l'entendirent point ainsi; dans la crainte d'un soulèvement à Barcelone, où la population manifestait une trop vive sympathie au malheureux Lacy, il fut embarqué secrètement pour l'île de Mayorque, et là, dans un fossé du château de Bellver, il dut commander le feu contre lui-même pour la dernière fois à ces mêmes soldats qu'il avait si souvent conduits à la bataille contre les ennemis de son pays.

Il n'est pas besoin de dire que le général Lacy mourut avec le calme et le sang-froid du plus brave chevalier; ce n'était pas un ardent politique visant à la conquête du pouvoir, c'était un brave citoyen qui, justement fier d'une réputation

acquise au prix des plus nobles efforts, s'était laissé séduire par l'idée seule que son nom pourrait suffire à produire un grand revirement politique ; on peut dire de lui qu'il fut plutôt victime des ardentes machinations du parti auquel il appartenait, qu'instigateur du complot et chef réel du petit nombre de conjurés qui étaient venus se ranger sous ses ordres. L'armée, quelle qu'eût été sa participation au complot, reçut comme une injure qui lui était faite la nouvelle de l'exécution d'un général qui avait toutes ses sympathies ; plus d'un jura au fond de son cœur de le venger ; et loin d'intimider par ce cruel châtiment, Ferdinand ne réussit qu'à accroître la haine dont son gouvernement était l'objet. Autant une clémence opportune est favorable au prestige des rois, autant une lâche sévérité qui applique ses arrêts loin des regards du public excite la haine et appelle la vengeance.

Il aurait fallu à Ferdinand de grands succès en Amérique pour distraire l'attention publique de la misère générale, de l'esclavage et de l'intolérance sous lesquels gémissait la nation ; mais déjà le mouvement qui après 1814 permit de croire pendant quelque temps à une soumission prochaine de toutes les colonies, s'était arrêté. Dès 1817 on voit partout la fièvre de l'indépendance reprendre avec une nouvelle énergie ; les populations se sont décidées, elles ont pris leur parti ; toutes elles veulent suivre l'exemple de Buenos-Ayres ; à voir l'attitude prise par le représentant direct du souverain, le général Morillo, elles sentent que de la Péninsule elles n'ont à attendre que le régime le plus sévère et les abus les plus tyranniques, et elles préfèrent courir la chance de s'organiser elles-mêmes, à attendre du dehors une protection trop intéressée et trop dure.

Ferdinand VII, dès ce jour, n'aura plus à recevoir d'Amérique que les nouvelles les plus tristes et les plus désespé-

rantes; chaque année lui apprendra la perte d'un de ces vastes empires qui faisaient l'orgueil et la force de ses prédécesseurs.

L'indépendance de l'Etat de Buenos-Ayres était déjà un fait consacré sur lequel il n'était plus possible de revenir; pendant l'année 1817 le Chili parvint à s'émanciper définitivement du joug espagnol et à poser les bases de sa nationalité.

Nous avons laissé, sur la fin de l'année 1816, l'opinion publique vivement préoccupée dans cette capitainerie générale d'une expédition projetée par le gouverneur de la province buenos-ayrienne de Mendoza. Le chef qui devait la conduire, don José de Saint-Martin, alors âgé de quarante ans, ancien colonel au service de l'Espagne, avait acquis une grande réputation dans les luttes que la république de la Plata avait soutenues aux environs de Montevideo et sur le territoire du Haut-Pérou. Officier distingué, organisateur éminent, politique habile, diplomate réservé et profond, il avait toutes les qualités nécessaires pour grouper autour de lui en un seul faisceau les nombreux partisans de l'indépendance déjà compromis au Chili dans la lutte contre les Espagnols, et pour créer avec les ressources les plus modiques une armée suffisante. Le président de la république de Buenos-Ayres, Puyredon, était en connivence avec lui et favorisait sa tentative autant que le lui permettaient les faibles moyens dont il pouvait disposer et la nécessité de tenir tête à l'armée de la Serna. C'étaient là des conditions de succès, mais Saint-Martin avait à nourrir sa petite armée dans la pauvre province de Mendoza, et il lui fallait ensuite faire traverser à cette armée les montagnes des Andes à travers lesquelles il n'existait aucune voie de communication qui pût en faciliter le passage. Là était surtout la grande difficulté de l'expédition, et elle était tellement grave, que les troupes de

Santiago et le gouverneur du Chili se refusaient à croire à une tentative aussi hasardeuse; les rapports des espions devinrent cependant bientôt si précis, que Marco del Pont dut songer à se mettre sur la défensive et divisa son contingent de manière à garder toutes les issues par où pouvait déboucher l'armée ennemie. C'était là justement ce qu'attendait Saint-Martin avec la plus grande impatience; il se savait exposé dans la difficile traversée des Andes à perdre la moitié de son corps de troupes, et il craignait de tomber avec des soldats épuisés et languissants sur une armée fraîche et bien approvisionnée qui les aurait facilement taillés en pièces; aussi garda-t-il jusqu'au dernier moment le secret le plus absolu sur le chemin qu'il avait choisi, et fut-il impossible à Marco del Pont de prendre les précautions nécessaires pour empêcher l'invasion.

Voici la description que fait un voyageur espagnol de la route qu'eut à suivre l'armée expéditionnaire, dont le mérite, dit-il, dépasse infiniment celui de l'armée française traversant le mont Saint-Bernard. En sortant de Mendoza s'ouvrait devant elle un désert de sable de 10 grandes lieues; après l'avoir franchi elle dut pénétrer dans les premiers défilés des montagnes, pour gagner, après avoir traversé la sauvage vallée de Villavicencio, un plateau de 10 lieues, situé déjà à 8000 pieds au-dessus du niveau de la mer, où se trouve encore aujourd'hui la douane frontière du Chili et de la république argentine. Elle eut à suivre ensuite pendant près de 4 kilomètres les bords du Rio Mendoza, entre un rocher presque perpendiculaire et un précipice de plus de 60 mètres, sur un chemin tout contourné qui laisse à peine passage à un seul mulet et où le voyageur, encore aujourd'hui, avant de s'y engager, fait toujours résonner le son du cor pour avertir toute personne qui viendrait du côté opposé, car il est impossible d'y passer deux de front.

La température de ces parages est toujours dans la bonne saison (novembre à mai) au-dessous de zéro ; le froid, l'âcreté du vent y exercent sur le tempérament l'action la plus fatale. Le Mendoza se passe sur un pont formé par la rivière elle-même, puis il faut atteindre le faîte de la Cordillère, situé à 13 500 pieds au-dessus du niveau de la mer, et cette difficile opération terminée, il reste à effectuer une descente dont on peut apprécier la rapidité par ce seul fait que 150 milles séparent seuls le sommet des Andes du niveau de la mer.

Un grand nombre d'hommes périrent de froid dans cette atmosphère raréfiée et glaciale qu'il fallut traverser; des prodiges de courage et de dévouement durent être opérés pour le transport des bagages et de l'artillerie ; l'armée, en partant de Mendoza, comptait 9 281 mulets ; elle n'en avait plus que 4 300 de l'autre côté des Andes, et sur 1 600 chevaux il n'en survivait que 500.

Mais enfin l'obstacle fut surmonté ; Saint-Martin à la tête de ses troupes déboucha dans la vallée de Putaendo, où il occupa les villes d'Aconcagua et de Santa Rosa, tandis qu'un de ses lieutenants, Rodriguez, le seul chef carrériste qu'il eût conservé auprès de lui, franchissait le défilé de Planetas, et que deux petits corps de troupes simulaient des attaques sur Coquimbo au nord et sur Talca au sud.

L'accueil empressé et enthousiaste que firent les Chiliens à l'armée de Saint-Martin permit dès l'origine de présager le succès de l'expédition. Marco del Pont, mal renseigné, ayant dispersé toutes ses troupes, n'en avait plus autour de lui en quantité suffisante pour arrêter l'invasion ; il envoya le colonel Maroto avec 2 000 hommes pour s'opposer à l'ennemi dont les troupes se grossissaient de tous les mécontents et patriotes du Chili ; mais, renversé dès le premier choc à Chacabuco, Maroto, après avoir perdu toute son artillerie,

ses bagages et six cents prisonniers, se retira rapidement sur Santiago, où la nouvelle de sa défaite acheva de jeter le désordre et la confusion dans tout le parti espagnol. Marco del Pont jugea tout perdu; il ne pensa de suite qu'à abandonner la capitale pour fuir à Valparaiso et de ce port gagner le Pérou. Cet exemple devint contagieux, et toutes les personnes dévouées à la cause royale cherchèrent à se soustraire à la vengeance des patriotes, qui ne pouvaient avoir oublié les terribles traitements qu'ils avaient eu à supporter.

Saint-Martin ne perdit pas un instant; il atteignit Marco del Pont dans sa fuite, et après l'avoir fait prisonnier il entra dans Santiago deux jours après la victoire de Chacabuco (14 février 1817); puis il se hâta de rétablir l'ordre dans la ville de Valparaiso, que les soldats espagnols avaient livrée au plus affreux pillage dans un moment de désespoir; ces derniers, en l'absence de tout chef supérieur, se voyaient à la merci du vainqueur pour la plus grande partie, car les vaisseaux qui se trouvaient dans le port n'avaient offert un asile qu'à une colonne d'environ 2000 hommes que Maroto put ramener au Pérou; tout le reste dut se disperser ou s'enrôler sous les étendards victorieux.

Le nord et le centre du Chili, après la bataille de Chacabuco, se soumirent de suite sans la moindre résistance au nouveau gouvernement établi par O'Higgins sous le patronage militaire de Saint-Martin; mais les troupes espagnoles cantonnées dans la province de la Concepcion purent se réfugier dans le port de Talcahuano, et là, sous le commandement du brigadier Ordoñez, elles entreprirent de se défendre vigoureusement afin de garder un pied à terre et de permettre au vice-roi du Pérou de renouveler l'expédition d'Osorio qui avait si bien réussi une première fois.

Les Chiliens sentaient de quelle importance était pour eux l'expulsion complète de leurs anciens maîtres; aussi vinrent-

ils mettre le siége devant Talcahuano, et pendant neuf mois la cause de l'indépendance fut débattue sous les murs de cette place.

Les assiégeants étaient dirigés dans leurs opérations par un ancien général des armées de Napoléon, le général Brayer, et par plusieurs officiers étrangers qui étaient venus spontanément offrir leur épée à la nouvelle république. Il y eut le 6 décembre 1817 un assaut vigoureux dans lequel Brayer à la tête des troupes chiliennes essaya d'emporter les positions principales. Ordoñez, qui s'était vaillamment défendu pendant les neuf mois, en sortit victorieux après avoir fait perdre à l'ennemi plus de 600 hommes. Bientôt l'arrivée d'Osorio (janvier 1818) à la tête d'une nouvelle expédition obligea les Chiliens à se retirer vers le nord, d'abord à la Concepcion, puis à Santiago, où Saint-Martin et O'Higgins durent concentrer toutes leurs forces afin de défendre le territoire qu'ils venaient de conquérir.

L'arrivée d'Osorio avec ses nouvelles troupes rendit pendant quelque temps à la cause espagnole un certain éclat; Ordoñez se réunit à lui avec tous les soldats qui avaient supporté le siége de Talcahuano et le colonel Sanchez, qui avait parcouru toute l'extrémité méridionale de la province, lui amena également un contingent précieux de cavaliers araucanos apportant dans la lutte contre les patriotes la même haine qui sous Boves avait distingué un instant les llaneros de Caracas. Avec ces éléments, les Espagnols comptaient recouvrer leur ancienne prépondérance momentanément perdue, et il n'était question dans leur camp que de cueillir une seconde fois les lauriers de Rancagua; mais ils avaient affaire à des adversaires bien unis, bien organisés et bien autrement conduits que ceux qu'ils avaient si facilement défaits en 1814.

Malgré une surprise nocturne sur les bords du Maule, qui

jeta la plus grande confusion dans son armée, Saint-Martin se trouvait en force lorsqu'Osorio et Ordoñez lui présentèrent la bataille près du gué de Maypu, non loin de Santiago (5 avril 1818). La mêlée fut courte, mais sanglante ; elle se termina par une déroute complète des Espagnols, qui perdirent plus de 2000 hommes, leurs bagages et presque toutes leurs armes. Parmi les chefs, Osorio et Rodil purent seuls se retirer à Talcahuano; les autres, et parmi eux Ordoñez, dont l'imprévision et la témérité étaient la principale cause du revers, furent faits prisonniers et internés à San Luis.

Les résultats de la bataille de Maypu furent décisifs; ils ont assuré l'indépendance des Chiliens, qui depuis lors ne se contentent plus de défendre leur propre territoire, mais d'accord avec les Buenos-Ayriens songent à aider de tous leurs efforts les colonies encore soumises.

On se ferait difficilement une idée des transports de joie avec lesquels la population de Santiago accueillit la nouvelle de cet éclatant succès ; il y eut dans cette ville un tel enivrement, que plusieurs individus devinrent littéralement fous, et qu'un citoyen tomba roide mort en écoutant le premier récit d'un aussi heureux événement.

De même que Pezuela, en apprenant la réussite de l'expédition de Saint-Martin, avait immédiatement commencé ses préparatifs pour envoyer Osorio à la tête de nouveaux renforts, de même le cabinet de Madrid, justement alarmé, avait de son côté décidé l'envoi d'une escadre ; malgré les distances, dans un autre pays bien organisé, on aurait eu soin de faire coïncider ces deux éléments de succès et de les faire converger vers un même but. Ce fut une ligne tout opposée qui fut suivie en cette circonstance. Osorio était arrivé à Talcahuano en janvier 1818 ; il eût dû y attendre les renforts annoncés de Cadiz ; il n'en fit rien, et dès le lendemain de son arrivée il s'empressa d'ouvrir les hosti-

lités : au mois d'août nous le voyons déjà vaincu à Maypu et obligé de se retirer à nouveau à l'abri des fortifications de Talcahuano. Le plus simple bon sens, si l'Espagne ne désespérait pas de conserver le Chili, lui imposait alors l'obligation d'attendre dans ce port fortifié l'arrivée de l'escadre partie de Cadix dans le courant du mois de mai, et de concentrer toutes ses ressources jusqu'à ce qu'il fût en état de reprendre l'offensive. Au contraire, Osorio reçut dans le mois de septembre 1818 l'ordre du vice-roi de Lima de démanteler Talcahuano, et pour retourner au Callao il abandonna avec précipitation ce poste important, juste au moment où allait arriver l'escadre, dont nous aurons plus tard à raconter le triste sort. Les catholiques les plus sincères pouvaient facilement se persuader que la main de Dieu abandonnait l'Espagne, en voyant sous la direction d'un roi tout-puissant se commettre, de la part des ministres et des généraux, des fautes aussi grossières.

Le vice-roi du Pérou, pour empêcher l'expédition de Saint-Martin à travers les Andes, avait insisté vivement auprès du général la Serna pour qu'il fît entrer dans le Tucuman l'armée du Haut-Pérou et forcât par cette puissante diversion le gouverneur de la province de Mendoza à la défense de son propre territoire. Mais la Serna n'avait aucune confiance dans la possibilité de cette diversion, et, préoccupé avant tout du salut des troupes placées sous ses ordres, il ne marcha en avant que pour feindre l'obéissance aux ordres qui lui étaient transmis, et dès qu'il fut parvenu au delà des frontières, jusqu'aux deux places de Jujuy et de Salta, sous le prétexte que Saint-Martin ayant heureusement effectué le passage des Andes son expédition n'avait plus d'objet, il s'arrêta en mai 1817 et s'empressa de revenir sur ses pas. Une nouvelle insurrection, suscitée par les agents de la république de Buenos-Ayres, et qui agitait de nouveau tout le

Haut-Pérou, couvrit sa retraite d'un motif plausible ; ses soldats d'ailleurs eurent bien assez à faire de maintenir dans l'obéissance Potosi et Chuquisaca, où les nouvelles du Sud avaient fait concevoir de nouvelles espérances. Toute la campagne de 1817 fut donc bornée pour l'armée de la Serna à une simple démonstration sur les frontières et à une active poursuite des bandes de rebelles et d'Indiens qui ne cessaient de tenir en haleine les troupes espagnoles dans les provinces situées au sud du Desaguadero.

En revanche, le Cuzco et le Bas-Pérou jouirent durant cette période d'une tranquillité complète. Le vice-roi put se dédier aux soins de l'administration intérieure. Pour la première fois depuis 1808 les rentes publiques remontèrent à leur niveau, et les intendants se trouvèrent en mesure de payer leur cote ordinaire. Satisfaits de cette situation intérieure, les commerçants de Lima s'offrirent spontanément à supporter une grande partie des frais de l'expédition d'Osorio, et Pezuela dut à leurs efforts de pouvoir devancer les renforts qui arrivaient de la métropole. Le Chili eût été exposé aux plus graves dangers si Pezuela eût pu ajouter aux troupes qu'il avait détachées du corps de la Serna, au grand mécontentement de ce général, celles de l'escadre de Cadix et un secours de 2 000 hommes qui devait lui arriver par l'isthme de Panama sous les ordres du brigadier Canterac. Mais nous avons déjà vu comment Osorio en précipitant ses manœuvres s'était laissé battre à Maypu sans attendre l'arrivée de l'escadre ; quant aux 2 000 hommes de Canterac, Morillo les retint sur la Costa Firme pour faire face aux ennemis qui l'assaillaient de tous côtés, et ne laissa partir pour Lima, après avoir utilisé ses services, que leur chef, accompagné de quatre officiers et de cinquante soldats. L'impuissance de l'Espagne à faire face de tous côtés à la fois aux inimitiés qu'elle s'était créées devenait chaque jour plus

apparente. L'arrivée de Canterac dans le Haut-Pérou, où il prit de suite les fonctions de chef d'état-major général aux lieu et place de Cayetano Valdès qui les avait remplies par intérim, vint en outre augmenter l'esprit de discorde qui commençait à surgir entre les chefs. On savait déjà au milieu de l'armée qu'une sourde opposition régnait entre le vice-roi et le général la Serna; et chaque officier supérieur se croyant obligé de faire un choix entre ces deux puissantes autorités, il en résultait que tous commençaient à se regarder les uns les autres avec jalousie et à se diviser en coteries distinctes. Canterac et Valdès d'un côté, Olañeta de l'autre inspiraient des sympathies toutes spéciales à leurs subordonnés, et les chefs de corps, tels que la Hera, Espartero, se croyaient en droit, en vertu de ces divisions, d'apprécier eux-mêmes la portée des ordres qu'ils recevaient, avant de les exécuter. Bientôt la situation de la Serna, qui avait toujours besoin de soldats pour soumettre les bandes insurgées du Haut-Pérou, et à qui Pezuela durant toute l'année 1818 ne cessa d'en retirer sous le prétexte de protéger les côtes qu'il disait menacées par l'escadre de Buenos-Ayres et par des frégates qu'on voyait déjà apparaître avec le drapeau chilien, devint absolument insoutenable; il refusa de garder le commandement dans ces conditions et demanda avec insistance à en être relevé.

Telle avait été la situation du Pérou pendant les deux années 1817 et 1818. La présidence du Quito et la Nouvelle-Grenade pendant toute cette période avaient joui aussi d'un assez grand calme; les partis au lieu d'en venir aux mains travaillaient secrètement à faire diriger l'administration intérieure dans un sens favorable à leurs vues et à leurs intérêts.

A Santa Fé le vice-roi Montalvo avait continué pendant quelque temps le régime de sévère répression inauguré par Morillo; mais au moment où, par un certain esprit de justice,

il commençait à rendre son administration presque supportable, il fut remplacé par le maréchal de camp don Juan Samaño, vieux militaire presque aveugle, d'un caractère dur et inflexible, dénué de toute instruction, sans tact politique, et tout à fait incapable de remplir le poste éminent qui lui était confié (novembre 1817). Entre des mains aussi inhabiles la vice-royauté devait bientôt redevenir le théâtre de nouvelles luttes : le mécontentement y était général; la terreur néanmoins retint quelque temps sous le joug les révolutionnaires même les plus ardents, et l'année 1818 se passa sans accidents graves, bien qu'un observateur sérieux pût facilement pressentir l'approche d'une nouvelle crise.

Le président Torribio Montes, au Quito, après avoir assuré son autorité, au lieu de se laisser aller à une réaction violente dans le sens royaliste, avait pris le parti de transiger avec les anciens chefs de la révolution; il ne craignait pas de leur confier certains postes, et de réclamer même à Madrid des honneurs et des décorations pour les personnes les plus influentes, quelles que fussent leurs opinions. Suivi avec intelligence, ce système politique lui avait créé dans le pays un grand nombre de partisans et lui permettait de tenir avec certaine fermeté les rênes du gouvernement. Mais les péninsulaires fougueux et les royalistes exaltés voyaient avec dépit une semblable conduite; ils intriguèrent à Madrid et obtinrent enfin le rappel de Torribio Montes (fin 1817).

En ayant la faiblesse d'accéder à ces réclamations, le cabinet de Ferdinand sut pourtant éviter tous les maux qui pouvaient résulter de l'éloignement de ce prudent magistrat par le choix de son successeur. Le brigadier Ramirez, qui s'était déjà distingué par la manière dont il avait apaisé précédemment la révolte de Cuzco, eut l'intelligence de comprendre l'utilité du plan de Montes, et en le suivant avec

précaution il maintint le pays dans une certaine tranquillité jusqu'en 1820.

Le Venezuela avait offert pendant la même période une physionomie bien différente de celle du Pérou, du Quito et de la Nouvelle-Grenade. La révolution avait, nous l'avons vu, recommencé la lutte ouverte dès l'année 1816 sous la direction suprême de Bolivar. Profitant habilement de l'absence des troupes espagnoles qui avaient été entraînées à la conquête de la Nouvelle-Grenade, elle avait jeté des racines profondes dans plusieurs provinces du Venezuela, et elle se trouvait parfaitement en état de résister à Morillo lui-même, lorsque ce général résolut de quitter la vice-royauté de Santa Fé pour diriger la lutte contre Bolivar et ses adhérents.

Parmi les chefs insurgés, celui qui après Bolivar avait acquis le plus de célébrité, était le capitaine José Antonio Paez, le plus brave des llaneros; par son caractère loyal et généreux, il était devenu l'idole de toutes ces natures sauvages que leur admiration pour Boves avait entraîné auparavant sous le drapeau de Ferdinand VII. Paez n'avait jamais pu être réduit dans les plaines de l'Apure, et ses troupes, quoique manquant de tout, vêtements, provisions et munitions, fermaient l'entrée de ces pays à toutes les colonnes qui y avaient été envoyées. On racontait de lui les exploits les plus extraordinaires, et de son vivant il avait déjà passé du domaine de l'histoire dans celui de la légende; il chassait, disait-on, l'infanterie espagnole tantôt en lâchant sur elle des bœufs sauvages, tantôt en incendiant les steppes; s'il pénétrait seul dans une bande de fuyards, il donnait à haute voix des ordres comme s'il avait derrière lui ses terribles cavaliers, et achevait la déroute par la seule terreur qu'il inspirait; on racontait que dans les eaux de l'Apure il avait pris plusieurs canonnières à la nage, avec ses hommes

à cheval; il tuait, disait-on, dans la mêlée jusqu'à quarante ennemis de sa propre lance et tombait ensuite épuisé en proie à des attaques d'épilepsie. Il était en même temps plein de loyauté avec ses amis, modeste, affable, gai et jovial avec ses soldats, dont il partageait les amusements et les exercices; aussi exerçait-il un ascendant dont n'avaient jamais pu triompher les nombreux lieutenants envoyés pour le détruire par le capitaine général de Caracas.

C'est contre lui que Morillo, à son retour de la Nouvelle-Grenade, dirigea ses efforts; le chef de l'avant-garde, Latorre, reçut ordre de s'acharner à sa poursuite, et l'atteignit enfin dans la plaine de las Mucuritas (28 janvier 1817). Paez n'avait que 1100 cavaliers et se trouvait en face de près de 4000 hommes d'excellentes troupes; bien loin de se décourager, c'est lui qui attaque, et l'infanterie de Latorre, réunie en carré, est obligée de supporter quatorze charges consécutives sans pouvoir arrêter par un feu bien nourri l'héroïque constance de ses adversaires. A un signal donné, Paez fait ensuite retirer ses llaneros, et peu de temps après l'armée espagnole se trouve prisonnière dans un vaste cercle de feu et de fumée, où elle est menacée de périr tout entière. Heureusement le général parvint à sortir des hautes herbes au milieu desquelles il était engagé, et sauva le reste de ses troupes d'une destruction totale en les faisant entrer dans un marécage voisin.

C'est le lendemain de ce terrible drame que Latorre fut rejoint par Morillo; et tous deux vivement préoccupés du caractère qu'avait pris l'insurrection en leur absence, reconnurent la nécessité d'abandonner Paez au milieu de ses vastes déserts et de regagner les provinces de Cumana et Barcelona, et surtout la Guyane, où étaient apparus des ennemis non moins dangereux.

C'est dans la province de Barcelona que Bolivar était

descendu à son retour de l'île d'Haïti; là, poursuivant avec patience son plan de donner à l'insurrection une marche régulière, et de faire reconnaître son autorité dictatoriale par tous les chefs insurgés, il avait rangé auprès de lui, malgré de très-vives résistances qui se traduisaient chaque jour en scènes violentes, les chefs les plus importants, Piar, Bermudez, Marino, Arismendi, et il cherchait d'accord avec eux à organiser diverses expéditions susceptibles d'aboutir enfin à un résultat décisif; celle qui lui tenait le plus à cœur, parce qu'elle avait une portée politique plus immédiate, était une marche rapide sur la capitale; il voulut la tenter en soulevant les nègres des grandes plantations, mais étant tombé dans une embuscade qui lui avait été préparée, il échoua misérablement, et dut revenir à Barcelona après avoir de nouveau perdu son prestige au milieu de tous ses compagnons d'armes. Dès lors ceux-ci l'abandonnèrent et se mirent chacun de leur côté à poursuivre des opérations qui leur paraissaient plus importantes. Marino essaya d'emporter Cumana, et fut repoussé dans son attaque contre cette cité. Le mulâtre Piar, dont l'ambition et les talents préoccupaient à certain degré la jalousie de Bolivar qui craignait en lui un rival futur, fut plus adroit et plus heureux; il traversa l'Orénoque, s'empara des missions du Caroni, la partie la plus peuplée et la plus riche de toute la Guyane; et une fois maître de ce district important, après avoir ordonné impitoyablement le massacre de tous les pères capucins qui le dominaient depuis longues années et s'étaient fait détester des Indiens, il assura pour toute la campagne aux insurgés la base d'opérations qui leur faisait défaut sur le continent.

Morillo et Latorre se trouvaient encore bien loin, à San Fernando d'Apure, lorsque ces événements se passaient sur les bords de la mer et à l'embouchure de l'Oré-

noque. En leur absence, le capitaine général Moxo décida qu'une colonne partirait immédiatement de Caracas pour reprendre possession de la ville de Barcelona. Celle qui fut envoyée parvint jusque sous les murs de cette cité; mais trompée par une ruse de Bolivar qui sut se faire passer pour beaucoup plus fort qu'il n'était réellement, elle revint de sa longue et difficile campagne sans avoir obtenu le moindre résultat. Une autre colonne repartit immédiatement sous le commandement d'Aldama et parvint à entrer dans la ville; mais déjà Bolivar et Arismendi s'étaient échappés pour aller dans la Guyane achever l'œuvre commencée par Piar; et les soldats d'Aldama à leur retour, après dix jours consécutifs de marche au milieu d'un véritable désert, faute de s'être mis en mouvement avec des provisions suffisantes, eurent à souffrir les dernières extrémités de la soif et de la faim.

Une fois de retour à Caracas, Morillo dut jeter un regard bien douloureux sur tout ce pays qu'il s'imaginait avoir reconquis; l'île de Margarita était occupée par l'insurrection triomphante; Marino et Bermudez parcouraient les provinces de Barcelona et de Cumana, Piar s'était emparé des missions de la Guyane, Paez dominait dans l'Apure, Zoraza dans les hautes plaines de Caracas, et toute la province de Barinas était inondée de bandes et de factions.

Quelle marche allait suivre Morillo pour venir à bout de tous ces ennemis? Le plus nécessaire lui parut être de fermer toutes les communications des insurgés avec les nations qui, comme l'Angleterre et les États-Unis, commençaient à leur envoyer d'importantes ressources en hommes et en argent, et il résolut de tenter lui-même une nouvelle expédition dans l'île de Margarita, tandis que Latorre pénétrant dans la Guyane chercherait à la reconquérir pour fermer les bouches de l'Orénoque à la flottille de l'amiral Brion.

Ces deux tentatives échouèrent également. Morillo, après avoir rétabli la tranquillité sur toute la partie de la côte située en face de l'île, s'embarqua pour son expédition avec le général Canterac qui, le 21 mai, avait posé le pied sur le continent américain à la tête de 2000 hommes destinés à l'armée du Pérou. Dans les circonstances où il se trouvait, Morillo crut devoir conserver auprès de lui ce renfort et l'entraîna dans l'île qu'il voulait soumettre. Le débarquement eut lieu le 15 juillet à la pointe de Mangles; mais les insurgés se défendirent avec tant de ténacité et de courage, ils surent si bien tirer parti de l'aspérité des lieux, des défenses naturelles que leur offraient des bois épais et des rochers escarpés, ils furent si unanimes à refuser le pardon qui leur fut offert et à n'accorder aucune espèce de vivres et de provisions, que l'armée expéditionnaire, après s'être emparée de Pampatar, et avoir éprouvé devant la capitale de l'île, Assuncion, un sérieux échec qu'elle chercha à venger par le massacre de six cents insurgés dans les marais du fort Griego, se décida à leur abandonner la possession de leur île et à se retirer sur le continent (août 1817).

Pendant ce temps le général Latorre, suivant le plan convenu, était descendu de San Fernando jusqu'à Angostura, capitale de la Guyane; de là il s'était dirigé de suite à la rencontre de Piar, mais battu dans la journée de Saint-Félix, il avait été obligé de se réfugier à Angostura, où il fut bientôt assiégé par son adversaire lui-même (mai 1817). Il était là parfaitement en sûreté tant que la marine espagnole resterait maîtresse des bouches de l'Orénoque; mais Bolivar, comprenant la situation, appela de suite la flotte de Brion et à la suite d'un combat brillant les navires venezolains purent remonter le fleuve et se présenter jusque sous les murs de la capitale; cette circonstance décida du sort de Latorre. Il dut évacuer la province entière de la Guyane et en abandon-

ner la possession au chef que Morillo redoutait le plus, à l'intelligent Bolivar.

Ce dernier, dont l'autorité dictatoriale avait été fortement ébranlée par les échecs successifs qu'il avait éprouvés devant Caracas, voulut profiter du prestige répandu sur son nom par la prise d'Angostura pour assurer d'une manière définitive la subordination de tous ses compagnons à ses ordres suprêmes. Piar et Marino avaient manifesté audacieusement le désir d'organiser un nouveau pouvoir en face du sien; ils avaient réuni une espèce de congrès qui avait élu de nouveaux gouvernants. Bolivar les fit arrêter, renvoya le second dans l'île de Margarita, et réunissant une cour martiale composée de ses partisans les plus dévoués, fit comparaître le premier devant elle comme coupable de désobéissance, de désertion et de conspiration. Piar fut condamné à mort et exécuté (16 octobre). Une mesure aussi sévère et aussi rigoureuse pouvait aliéner au dictateur une grande partie de l'armée, qui avait une profonde admiration pour le caractère et les qualités de ce chef malheureux, que tourmentait, il est vrai, une inquiète ambition. Bolivar, pour éviter ce danger, promit aux soldats comme récompense de leurs services qu'un don de terres leur serait fait à la fin de la guerre, et il régla à l'avance les bases de cette distribution. Grâce à cette promesse et aussi parce que tout le monde sentait la nécessité d'une direction unique, l'exécution de Piar produisit une certaine intimidation et arrêta l'anarchie. Chacun se montra plus disposé à obéir à un chef suprême qui dès l'origine manifestait ainsi son profond désir de reconnaître les services rendus à la cause nationale.

Morillo, à son retour de l'île Margarita, se tint pendant quelque temps sur la défensive, dans l'idée que ses adversaires, fiers de leurs succès, viendraient l'attaquer dans le territoire qu'il occupait encore; mais voyant qu'ils préféraient

se consolider dans leurs nouvelles conquêtes, il établit son quartier général à Calabozo, et après avoir envoyé le général Latorre contre Zoraza dans les hautes plaines de Caracas, il se chargea lui-même du soin d'attaquer les troupes de Paez. Informé de ces intentions, Bolivar se hâta de remonter l'Orénoque pour accourir au secours de ses deux compagnons d'armes; mais à son arrivée, l'un d'eux, Zoraza, s'étant laissé battre au Hato de la Hogaza, le 2 décembre, par le général Latorre, était en pleine déroute; quant à Paez, devant les troupes supérieures de Morillo, il s'était prudemment esquivé, il avait franchi l'Apure et s'était rendu complétement insaisissable.

Morillo, après une course inutile, revint à son quartier général de Calabozo, et désespérant déjà de pacifier le pays par la force il essaya de le désarmer en promettant une amnistie générale. Mais la conduite des habitants de l'île Margarita était encore trop récente, ils avaient refusé l'indulto et conservé leur indépendance. Les habitants du Venezuela ne pourraient-ils pas être aussi heureux? L'indulto fut rejeté par la population, et il ne se présenta personne pour en réclamer le bénéfice.

Après la défaite de Zoraza, Bolivar avait recueilli les débris de ses troupes, puis avait descendu l'Orénoque afin de reparaître à Angostura et de se remettre en communication avec les nombreux agents qui travaillaient en Angleterre à lui recruter des soldats. Grâce à son étonnante activité, il se fut bientôt reconstruit une armée, et Morillo le vit reparaître dans les environs de Calabozo à la tête de 2000 fantassins et 3000 cavaliers, au moment même où il le croyait à plus de 300 lieues de distance (février 1818). Calabozo est situé au milieu d'une immense plaine, éloignée de plus de 25 lieues d'un pays de montagnes où l'armée espagnole pouvait seulement trouver un refuge contre les terribles

cavaliers venezolains; il fallait effectuer la retraite dans les conditions les plus difficiles. Morillo eut le mérite de vaincre tous les obstacles, et ayant ramené sain et sauf dans les montagnes son corps d'armée, il reprit bientôt l'avantage à Sombrero. Ce fut alors à son tour à tendre des embûches à son adversaire; il l'attira adroitement dans la vallée d'Araguas, et après avoir habilement réuni toutes ses troupes qui se trouvaient dispersées, il remporta sur Bolivar une victoire signalée à la Puerta, près de Cura; mais peu s'en fallut qu'il ne la payât de sa vie même; une blessure dangereuse le força de laisser le commandement au général Latorre et d'abandonner la direction de la campagne au moment même où il venait d'en décider l'issue (15 mars 1818).

Bolivar avait déjà prouvé bien des fois qu'aucun échec n'était capable de le décourager; il alla demander des secours à Paez qu'on cherchait à lui opposer comme rival et qui, après un long siége, était enfin parvenu à s'emparer de la ville de San Fernando; tous deux vinrent ensuite présenter la bataille à leur adversaire près de la ville d'Ortiz; ils furent de nouveau défaits et se séparèrent mécontents l'un de l'autre. Paez se réfugia d'abord dans sa vallée de prédilection; quant à Bolivar, il continua à tenir la campagne jusqu'à ce qu'il se laissât surprendre à Rincon de las Torres, où il dut pour la seconde fois à sa bonne étoile de ne pas être assassiné durant son sommeil par des soldats hardis qui avaient pu pénétrer jusqu'à son hamac. Après cette fatale surprise suivie d'une déroute générale de ses soldats, tout le poids de la guerre retomba sur le brave Paez. Celui-ci se défendit avec éclat à Cogède, puis il fut forcé de battre en retraite; mais il en avait assez imposé par sa hardie contenance pour ne pas être poursuivi (2 mai 1818).

Cette action fut la dernière de cette sanglante campagne, où les troupes espagnoles gardèrent toujours l'avantage, à

Sombrero, la Puerta, Ortiz, Rincon de las Torres, Cogède, mais sans pouvoir, malgré tous ces succès, venir à bout de leurs ennemis dont les ressources et les moyens de résistance semblaient au contraire s'accroître avec chaque revers. Ce n'était plus comme à l'origine une simple lutte d'une armée régulière contre des bandes factieuses; avec l'introduction des officiers étrangers appelés par Bolivar, les troupes vénezolaines s'étaient grandement perfectionnées et acquéraient tous les jours les qualités des soldats européens. Morillo et Latorre, qui tous deux avaient scellé de leur sang leur dévouement à leurs devoirs et à la patrie absente, voyaient avec désespoir que tous leurs efforts étaient inutiles; leur triomphe les épuisait, tandis que leurs adversaires paraissaient trouver de nouvelles ressources jusque dans leurs plus terribles défaites. Au mois de septembre 1818 Paez était toujours maître des vallées de l'Apure, Bolivar réunissait à Angostura un nouveau congrès, et Marino, revenu de l'île de Margarita, parcourait une autre fois la province de Cumana à la tête d'une faction imposante.

Le Mexique, qui en 1816 paraissait enclin à se pacifier sous la prudente administration de son vice-roi Ruiz d'Apodaca, avait été de son côté vivement agité à la suite d'une expédition qui y avait été tentée par Javier Mina le jeune, neveu du fameux guerrillero Francisco Espoz y Mina qui en 1814 se souleva le premier contre le système absolutiste de Ferdinand VII. Cet intrépide aventurier, oubliant dans son ardeur révolutionnaire les égards qu'on doit toujours à sa patrie, même dans ses égarements et ses excès, s'était uni d'abord en France et en Angleterre avec des négociants spéculateurs, et avec leur concours avait réuni autour de lui une bande d'hommes déterminés à la tête desquels il comptait assurer l'indépendance du Mexique.

A Baltimore, puis à la Nouvelle-Orléans, comme à Paris

et à Londres, il trouva des amis riches et influents qui mirent quelques sommes importantes à sa disposition, et le 24 avril 1817, après plusieurs tentatives inutiles sur différents points, il débarque à Soto la Marina à la tête de 300 hommes, quelques-uns Français, mais la plupart Américains.

Dans son naïf enthousiasme, Mina pensait à la première nouvelle de son débarquement voir arriver autour de lui tous les chefs de bandes qui tenaient encore la campagne, les Rayon, Bravo, Victoria; mais il ne tarda pas à être cruellement désabusé. Il eut d'abord le chagrin de voir disperser par la flotte du vice-roi les quelques navires qui avaient conduit sa première troupe, puis un fort qu'il avait rapidement construit au lieu même de son débarquement fut immédiatement détruit; il était obligé de s'interner. Alors il s'élance au travers de la première colonne qui lui était opposée, et par une marche hardie de plus de 200 lieues se rend dans le Bajio, afin de tendre la main au père Torres et à d'autres chefs insurgés qui lui faisaient espérer le concours des nombreuses populations minières du district de Guanajuato. Son arrivée fut en effet accueillie avec enthousiasme, et plus de 2000 hommes se rangèrent sous ses drapeaux, tandis que les factions reprenant un nouvel essor apparaissaient de tous côtés plus actives et plus audacieuses que jamais. Mina menaçait déjà les villes de Guanajuato et de Leon, quand l'arrivée du général Liñan à la tête de plus de 10000 hommes vint l'arrêter dans ses triomphes (juillet 1817).

Mina avait fortifié avec soin la place de Comanja, où il comptait établir la base de ses opérations, tandis qu'il se réservait à lui-même le soin de courir le pays et d'augmenter par des appels incessants le nombre de ses partisans. Mais les défenseurs de Comanja eurent beau déployer les efforts les plus généreux et les plus persévérants, ils durent céder au nombre

et à la tactique, et Liñan entrant en vainqueur dans cette place s'appropria en quelques jours toutes les ressources de l'expédition (septembre 1817). Mina se trouva alors réduit à courir la campagne, privé de tout point d'appui vraiment sérieux. Il se laissa battre dans les environs de Guanajuato, et atteint dans sa fuite au hameau dit du *Venadito*, il eut le malheur de tomber prisonnier, et par les ordres de Liñan il fut immédiatement fusillé le 11 novembre 1817.

Il n'y eut plus après sa mort aucun chef de bandes en état de tenir tête dans le Mexique pacifié aux troupes du vice-roi Apodaca; tous durent succomber ou se soumettre. Le père Torres, chassé du fort de San Gregorio qu'il supposait le boulevard de l'indépendance mexicaine, périt assassiné à une table de jeu au milieu d'une querelle. Les Bravo furent faits prisonniers et obtinrent la vie en considération des nobles sentiments qu'ils avaient déployés en toute circonstance. Victoria ne voulut pas accepter les honneurs qui lui étaient offerts et préféra mener pendant plusieurs années dans le fond des montagnes la vie d'une bête fauve.

Ainsi donc, pendant le ministère de Garay et de Pizarro, parmi les colonies américaines le Chili avait été totalement perdu et le Venezuela restait sérieusement compromis, tandis que le Mexique, la Nouvelle-Grenade, Quito et le Pérou reposaient un peu des violentes secousses par où ils avaient passé.

Ce qu'il y avait de plus grave dans l'aspect général de l'Amérique espagnole, ce sont les rapports qui s'étaient établis d'un côté entre les divers chefs insurgés, et de l'autre parmi ces chefs et les nations étrangères. Puyredon et Saint-Martin avaient été les véritables auteurs de la conquête du Chili; ils marchaient dans toutes leurs mesures d'accord avec O'Higgins et Bolivar. Tous les quatre entretenaient à Londres des agents de toute sorte avec la mission de con-

tracter des emprunts et de recruter des hommes au nom des républiques qu'ils représentaient, et ces agents favorisés par l'opinion publique, très-hostile en Angleterre au règne de Ferdinand VII, réussissaient dans toutes leurs tentatives. Dans son expédition de la Guyane aux llanos de Calabozo, Bolivar avait déjà réuni autour de lui trois bataillons de soldats ainsi recrutés, commandés par d'excellents officiers d'une bravoure à toute épreuve; et loin de diminuer, ces envois d'hommes et d'argent promettaient de continuer sur une plus vaste échelle.

Si Ferdinand VII tenait à conserver l'Amérique, il fallait donc qu'il préparât encore de nouvelles expéditions; les 2000 hommes partis avec Canterac avaient été absorbés par Morillo et n'avaient pu arriver au lieu de leur destination; l'escadre dirigée sur le Chili pouvait à peine compenser, si elle arrivait à bon port, les malheureuses victimes de la défaite de Maypu; les 10000 hommes du général Morillo avaient en grande partie succombé aux maladies, aux fatigues et à la guerre. Un nouvel effort était de toute nécessité, ceux qui avaient été tentés jusqu'ici étant complétement inutiles et insuffisants.

Il avait donc été décidé dans le conseil du roi qu'une armée aussi nombreuse que le permettrait l'état des finances serait immédiatement réunie à Cadiz; Eguia et Ugarte s'étaient mis à l'œuvre pour réunir dans ce port tous les soldats disponibles dont l'Espagne pouvait disposer pour cette expédition lointaine; mais ils étaient arrêtés dans tous leurs efforts par l'insuffisance du Trésor. Au lieu de s'en prendre à leur propre système, ils rejetaient toute la faute sur les trois ministres dont les fausses promesses n'aboutissaient à aucun résultat.

Il n'était plus d'usage dans la camarilla d'accorder la moindre valeur aux opinions émanant de Garay et de ses

amis, tous compromis par leur tendance libérale; elle connaissait trop bien le caractère du roi pour croire à leur maintien au ministère, et quand elle voyait qu'ils avaient déjà duré vingt mois, elle ne doutait pas que le moment de leur chute ne fût très-proche. Le jour vint en effet où Garay, contrarié dans toutes ses mesures par le ministre de la guerre, confessa au roi l'impuissance absolue où il était de réunir les fonds qu'on exigeait de lui pour la guerre d'Amérique. Cet aveu fut le prétexte de sa condamnation.

Dans la nuit du 14 septembre 1818 Garay, Pizarro et Figueroa furent tout à coup arrêtés et envoyés en exil; sans aucun avertissement, sans jugement, ils furent arrachés de leurs lits, enlevés à leur famille, au milieu des larmes de leurs femmes et de leurs enfants et, sous l'escorte de forts piquets de cavalerie, conduits jusqu'au lieu qui avait été fixé pour leur résidence.

Ferdinand VII ne se crut jamais obligé d'expliquer une mesure aussi violente; il se contenta de choisir de nouveaux ministres et donna le portefeuille des finances à don José Imaz, le ministère d'Etat au marquis de Casa Irujo, ancien ambassadeur au Brésil, et celui de la marine à don Balthasar Inigo de Cisneros, l'ancien vice-roi de Buenos-Ayres en 1810, celui-là même qui avait été embarqué pour les Canaries par la junte révolutionnaire le jour où elle avait solennellement déclaré l'indépendance de la république de la Plata. Au moment où il s'agissait de sauver les colonies, le timon de l'Etat était remis au même vice-roi qui avait laissé s'accomplir sous son gouvernement le premier acte d'émancipation.

CHAPITRE V

L'ARMÉE D'ANDALOUSIE.

(Septembre 1818. — Décembre 1819.)

Exaspération des libéraux. — Conjuration de Vidal. — Système des proscriptions repris sur une plus vaste échelle. — Mort de la reine Isabelle. — Ferdinand épouse en troisièmes noces la princesse Amélie de Saxe. — Lozano est remplacé par Mozo Rosalès devenu marquis de Mataflorida. — La nation est obligée à un prêt forcé de 60 millions. — Les Etats-Unis et l'Angleterre manifestent des dispositions chaque jour plus favorables aux colonies. — Accord qui s'établit entre les colonies américaines. — Manifestes de Bolivar; ses relations avec les grandes nations européennes et avec les Etats indépendants de l'Amérique. — Son influence à la Nouvelle-Grenade. — Traité entre Buenos-Ayres et le Chili. — Destruction d'une escadre espagnole partie de Cadiz pour Valparaiso. — Apparition de lord Cochrane dans la mer Pacifique à la tête d'une flotte chilienne. — La mésintelligence continue au Pérou entre Pezuela et la Serna. — Bolivar entreprend en 1819 la délivrance de la Nouvelle-Grenade. — Bataille de Boyaca. — Création de la république de Colombie. — Tranquillité du Mexique. — Concentration dans les environs de Cadiz d'une armée destinée aux colonies. — Coup de main du Palmar de Puerto Santa Maria. — Attente d'une prochaine révolution.

La brutale destitution des trois ministres qui avaient marqué leur passage aux affaires par des tendances libérales devait avoir pour résultat d'exaspérer encore davantage les esprits, déjà si violemment surexcités par la ligne politique suivie depuis 1814 et par les abus de la camarilla.

Aussi vit-on apparaître de tous côtés des symptômes de mécontentement; les libéraux de Madrid établissaient de secrètes relations avec leurs amis des provinces; des centres d'activité, des souscriptions s'organisaient pour préparer des

mouvements et entraîner les soldats en une circonstance décisive. La franc-maçonnerie surtout avait établi un grand réseau de loges qui se correspondaient d'un bout à l'autre de la Péninsule; elle se trouvait en mesure de communiquer rapidement de Cadiz à Barcelone, et de Malaga à la Corogne, malgré les difficultés des communications, un même mot d'ordre, et de le faire exécuter dans presque tous les centres de population un peu importants.

La police était partout à la recherche des sociétés secrètes, et croyait toujours par la sévérité et la répression venir à bout de leurs menées souterraines; mais comme l'indignation était assez générale, comme le nombre des familles atteintes par la réaction était considérable, les persécutions ne faisaient qu'augmenter le mal; la dispersion d'une société amenait la création immédiate de trois ou quatre autres.

Déjà une fois, après avoir découvert la constitution d'un Grand Orient à Grenade, la police s'était flattée d'avoir trouvé le vrai comité directeur des loges maçonniques; mais sa stupéfaction fut grande lorsque peu de temps après elle sut qu'il s'était reformé à Murcie. De nouvelles arrestations eurent lieu dans cette ville; le brigadier Torrijos, Romero Alpuente, Lopez Pinto, désignés comme les nouveaux directeurs, furent enfermés dans le château d'Alicante, bien qu'il n'existât contre eux que de graves présomptions. En même temps on avait emprisonné un officier nommé Juan van Halen, personnage au reste peu sympathique, et connu par la trahison au moyen de laquelle, en falsifiant le chiffre de Suchet, il avait facilité aux Espagnols la prise de Lerida, Mequinenza et Monzon. Ce dernier, traîné devant le tribunal de l'inquisition, au lieu de se maintenir comme ses collègues dans un silence absolu relativement aux plans de la franc-maçonnerie et au nombre de ses adhérents, imagina de se poser en dénonciateur et de déclarer qu'il avait de

grandes révélations à faire, mais qu'il ne voulait les faire qu'à Ferdinand VII en personne. Les juges en recevant cette déclaration crurent devoir diriger le prévenu sur Madrid, et communiquèrent au roi le vœu du prisonnier. Ferdinand étonné, ordonna alors que van Halen fût conduit en sa présence, et se montra disposé à accueillir les révélations qui lui étaient annoncées; mais, profitant de l'occasion, le prévenu se contenta de lui faire un terrible tableau de la situation générale du pays et du pouvoir de la franc-maçonnerie; il indiqua au roi que le plan des francs-maçons n'était point de le renverser, mais seulement d'établir une forme de gouvernement plus en harmonie avec le système adopté par les autres nations européennes; et termina enfin sa harangue en engageant le roi à se mettre à la tête de la franc-maçonnerie au lieu d'entrer avec elle dans une lutte où il serait infailliblement vaincu avec le temps.

Le discours de van Halen fit, paraît-il, une assez vive impression sur le roi, et contribua beaucoup à augmenter les terreurs dont il vivait assiégé; mais elle ne le décida point à rien changer dans son système de gouvernement. Van Halen, remis aux inquisiteurs, eut à subir le supplice du bracelet, et, enfermé dans un cachot humide, il aurait sans doute succombé aux mauvais traitements dont il était victime, si le concours des francs-maçons de Madrid, et le dévouement d'une jeune fille de treize ans, en facilitant son évasion, ne lui eussent permis d'échapper aux haines violentes dont il était devenu l'objet de la part des courtisans par sa ferme apostrophe au roi.

De toutes les provinces où les furieux partisans du système de répression exerçaient leurs rigueurs, aucune n'était plus à plaindre que la belle Huerta de Valence, arrosée par le Turia. Là dominait le cruel Elio, qui avait obtenu de Ferdinand VII les pouvoirs les plus étendus, et qui exerçait le

despotisme le plus absolu, sans se soucier ni des droits de la propriété, ni des lois du pays, ni de l'organisation des tribunaux; tandis qu'il essayait de se faire pardonner son régime arbitraire en continuant les efforts tentés par Suchet pour la construction des routes, l'établissement du canal de Cullera et la répression du brigandage, il s'était façonné un tribunal spécial au moyen duquel il disposait à son gré de tous ceux sur qui venait à peser le moindre soupçon de libéralisme. L'Audience de Valence avait en vain réclamé contre ces abus de pouvoir; il lui avait été répondu de Madrid, qu'elle devait aider et non entraver l'action du capitaine général. Dans le château de Murviedro les prévenus avaient à subir toutes les rigueurs de la torture, et leurs fausses révélations compromettant chaque jour de nouveaux personnages, entretenaient le deuil dans toutes les familles. Un jurisconsulte, Navarro, avait déjà tenté en 1817 d'organiser une conspiration; sa tentative fut le prétexte d'une foule de condamnations, et bien des victimes innocentes furent sacrifiées en même temps que lui par le fougueux proconsul de Ferdinand. Comme ils gagnaient chaque jour du terrain en raison de ces mêmes iniquités, les libéraux, à la fin de 1818, se crurent assez forts pour renouveler la tentative de Navarro : don Diego Calatrava et le colonel Vidal, ayant groupé autour d'eux quelques officiers et quelques braves jeunes gens des meilleures familles, résolurent de tenter un coup de main pour s'emparer d'Elio au théâtre même de la ville, et de lever l'étendard constitutionnel, une fois délivrés de cet importun tyran. Par malheur les représentations furent suspendues, à cause de la nouvelle de la mort de la reine Isabelle, et une nouvelle réunion des conjurés devant avoir lieu au Porche, près de la place de Carlet, pour modifier les bases du premier plan, Elio fut averti par un infâme dénonciateur de la trame projetée contre lui, et

immédiatement, avec le caractère de décision impétueuse qui le signalait, il se mit à la tête d'un petit détachement, il marcha directement sur le Porche, et pénétra dans la salle même où les conjurés étaient réunis. A sa vue tout le monde se disperse; seul le brave Vidal tire son sabre, et le lève sur la tête de l'ennemi qui venait s'offrir à ses coups; mais son effort était mal calculé et le sabre est arrêté par le châssis de la porte. Elio, ainsi sauvé, frappe alors de son épée le colonel, et l'étend presque sans vie à ses pieds. Pendant ce temps ses soldats poursuivent les conjurés et en arrêtent la plus grande partie.

Il fallut treize victimes pour satisfaire la rage causée au capitaine général, par cette tentative qui avait failli réussir; on entraîna au gibet le pauvre Vidal dans un état si déplorable, qu'il expira dans le moment même où le bourreau le revêtait de la fatale tunique; le jeune Bertran de Lis, sortant à peine de l'adolescence, subit avec héroïsme le dernier supplice; toute la population, effrayée par cette terrible hécatombe, eut la douleur de voir le cruel Elio insulter à la défaite de ses ennemis en venant se promener dans le plus riche de ses carrosses au-dessous des cadavres encore suspendus au gibet (22 janvier 1819).

Pour s'épargner la vue de ces cruels supplices, la nation avait fondé de grandes espérances sur le caractère doux et généreux de la reine Isabelle. Mais cette consolation même devait disparaître; cette malheureuse princesse était morte le 26 décembre 1818, et on vient de voir que la nouvelle inopinée de sa mort fut l'événement qui empêcha la réussite du complot Vidal[1].

[1] Comme témoignage des regrets que laissa dans le pays l'infante Isabelle, il nous suffira de citer l'élégie écrite à l'occasion de sa mort par don Juan Nicasio Gallego, un des anciens députés des Cortès en 1810, et l'une des victimes de la réaction en 1814. Les quelques

Il ne resta aucune descendance d'elle pour en rappeler le souvenir à son époux; elle avait eu la douleur de perdre le premier fruit de son mariage onze mois avant le jour qui devait mettre un terme à son existence. Au moment de l'agonie, elle était enceinte, et s'il faut en croire les bruits qui circulèrent alors, des chirurgiens inhabiles procédant à l'enlèvement de son enfant déjà mort, avant qu'elle eût rendu le dernier soupir, accrurent inutilement les angoisses de ses derniers instants. Les bruits d'empoisonnement ne furent pas épargnés, et le caractère de Ferdinand étant connu, la douleur qu'il manifesta ne suffit point à les dissiper; mais il n'y a point de fait précis sur lequel on puisse s'appuyer pour le charger d'un crime aussi odieux. Il est plutôt probable que Ferdinand n'ayant pas su s'élever au niveau d'une épouse dont il appréciait le caractère et le mérite, éprouva le plus sincère regret lorsqu'il s'en vit à jamais privé.

Peu de temps auparavant, avait également disparu de la scène l'infant don Antonio, un des instigateurs les plus ardents de l'absolutisme; sa mort laissait le champ entièrement libre auprès du roi à l'infant don Carlos, autour duquel se groupaient déjà avec empressement les plus ardents champions du parti ultramontain en Espagne, les anciens

vers que nous reproduisons donnent une idée exacte des sentiments qui animaient le poëte en les composant :

De ti esperaba el fin a los prolijos
Y acerbos males que discordia impura
Sembró con larga mano entre sus hijos.
  No pocos, ay ! no pocos, en oscura
Mansion, al deudo y la amistad cerrada
Redoblan hoy su llanto de amargura.
Otros gimiendo por su patria amada
El agua beben de estrangeros rios
Mil veces con sus lagrimas mezclada.

amis du nonce Gravina, rappelé à Rome le 1er août 1817. Nous avons déjà parlé du caractère impérieux de la princesse Francisca, la femme de don Carlos; pendant quelque temps après la mort de sa sœur, elle se trouva à la cour le centre de tous les hommages, d'autant plus empressés qu'elle venait de donner à son époux un héritier qui paraissait appelé, en l'absence de toute postérité de Ferdinand, à porter un jour la couronne d'Espagne. Mais bientôt deux nouvelles princesses vinrent lui disputer la suprématie; à savoir, la fille du roi de Naples, la princesse Charlotte, qui au commencement de 1819, épousa don François de Paule, le plus jeune frère du roi, infant sur lequel le parti libéral avait les yeux fixés, et qui eût joué un grand rôle, s'il s'en fût montré digne par ses qualités morales et intellectuelles; et la fille de Maximilien de Saxe, la princesse Marie-Amélie, que Ferdinand fit demander en mariage peu après la mort d'Isabelle et dont les noces somptueuses furent célébrées à Madrid le 20 octobre 1819. La nouvelle reine, élevée dans un cloître, timide, privée de toute expérience du monde n'était nullement à sa place, au milieu des passions ardentes et désordonnées de la cour de Madrid; à peine y fut-elle arrivée qu'elle se soumit sans murmure au rôle passif qui lui fut attribué, n'ayant aucune prétention à changer les mœurs dépravées et à modifier le caractère faux et hypocrite de celui qui lui avait donné sa main. Elle n'était donc appelée à exercer aucune influence, et la camarilla put conserver tout son pouvoir, sans avoir à redouter aucune espèce de censure.

Il était dans les habitudes de ce pouvoir occulte de ne pas laisser longtemps dans les mêmes mains les portefeuilles des différents ministères. Elle en vint ainsi à se lasser de son plus fidèle partisan, Eguia, et elle le fit remplacer par don José Maria Alos, tandis qu'au ministère des affaires étran-

gères le marquis de Casa Irujo se voyait substitué par don Manuel Gonzalez Salmon (12 juin 1819), et plus tard ce dernier par l'incapable Melgarejo, duc de San Fernando (septembre 1819). Le ministre de grâce et de justice, Lozano de Torres, qui devait son élévation à la faveur exclusive du roi, et cette même faveur à l'adoration servile qu'il manifestait pour Ferdinand avec un empressement tout spécial, vit aussi s'écrouler le brillant édifice de sa fortune. Le roi en faisant examiner ses papiers apprit qu'il avait toujours été la dupe de la flatterie de ce vil personnage; il lui enleva son portefeuille, le bannit de la cour, et défendit que jamais son nom fût prononcé devant lui. On donna sa succession à l'un des chefs du parti servile dans les Cortès de Cadiz, l'auteur de la représentation des Perses, don Bernardo Mozo Rozales, devenu marquis de Mataflorida, en échange des services rendus au roi contre la liberté de son pays. C'était, pour les libéraux, tomber de Charybde en Scylla.

La magistrature et la justice du pays passaient entre les mains de l'homme qui s'était le plus signalé par sa haine contre les institutions que la nation s'était données en 1812; aussi à partir du mois de septembre 1819 voit-on les proscriptions continuer partout avec une nouvelle ardeur; elles sont réglementées avec plus de discipline; l'espionnage devient l'occupation favorite de la moitié des habitants du royaume; on signale aux capitaines généraux le bel exemple donné par Elio, et la nation entière se trouve ainsi prévenue qu'il n'y a aucune issue possible pour arriver au bien-être par la voie d'un gouvernement juste et raisonnable et qu'elle doit opter entre l'esclavage ou la révolution.

Le successeur de Garay au ministère des finances, don José Imaz, pour donner au roi les ressources que réclamait l'organisation d'une nouvelle expédition en Amérique, n'a-

vait pas fait de grandes dépenses d'imagination; la commission militaire établie à Cadiz ayant déclaré qu'il lui fallait 70 millions, un emprunt forcé de cette même quantité avait été immédiatement décrété le 19 janvier 1819. Le ministre s'inquiéta peu de savoir si le pays, dans l'état de misère auquel il était réduit, était en mesure de supporter cette nouvelle charge; mais le gouvernement éprouva de très-grandes difficultés à recouvrer des contribuables la partie de leurs biens dont il s'arrogeait ainsi indûment la propriété; le roi crut alors qu'en éloignant du ministère celui qui avait contre-signé le décret d'emprunt forcé il serait dégagé de toute l'impopularité qui accompagnerait exclusivement le ministre disgracié, et don José Imaz fut remplacé par don Antonio Gonzalez Salmon; mais ni le premier ni le second n'étaient responsables réellement de la misère et de la pauvreté du pays; il ne fallait en accuser que le système suivi par le roi et sa camarilla, et des changements de personnes dans les hautes fonctions ne pouvaient en rien modifier la cruelle maladie de langueur dont l'Espagne était attaquée.

Si à l'intérieur la situation était aussi difficile, elle n'était pas moins pénible dans tout ce qui concernait les colonies d'Amérique.

Celles-ci, enivrées de leurs premiers succès, s'étaient déjà hasardées à entreprendre la guerre offensive et ne se contentaient plus de défendre leur territoire; on se plaignait vivement dans la Péninsule de l'apparition sur les côtes de la Corogne et dans les environs de Cadiz de corsaires américains; et cette apparition avait achevé de porter le dernier coup au commerce espagnol déjà fortement ébranlé par la misère intérieure.

Les colonies étaient ouvertement favorisées par les Etats-Unis, qui tenaient vis-à-vis du cabinet de Madrid le langage le

plus insolent, et continuaient à le menacer d'une guerre immédiate s'il ne se hâtait pas de leur livrer les deux Florides. L'ambassadeur espagnol à Washington, don Luis de Onis, reconnaissant la justice de leurs prétentions, ou plutôt appréciant mieux le péril d'une rupture, leur avait cédé définitivement ces provinces par le traité du 2 février 1819, mais Ferdinand ne voulut pas exécuter cette convention; il aimait à se répéter qu'il était le seul monarque dont les empires fussent assez vastes pour que le soleil ne fût jamais couché sur leur surface, et, sous l'empire de cette puérile satisfaction, il se refusait d'une manière systématique à tout démembrement, quelque difficulté qu'il y eût à gouverner des provinces aussi éloignées. Le diplomate qui avait signé le traité du 2 février vit peser sur lui les soupçons d'avoir été séduit par l'or américain, et les Etats-Unis mécontents donnèrent à leurs menaces une nouvelle énergie et appuyèrent les indépendants par une coopération plus active et plus efficace.

L'opinion publique, si puissante en Angleterre, s'était aussi ouvertement déclarée favorable aux prétentions des colonies et poussait le gouvernement anglais à prendre des mesures qui assurassent leur indépendance définitive. L'agent de Bolivar à Londres, don Luis Lopez Mendez, chargé de contracter des emprunts et de recruter des soldats au nom du Venezuela, avait vu affluer auprès de lui l'argent et les hommes. Dès le commencement de 1817 six corps de troupes s'étaient embarqués dans les ports d'Angleterre en destination du golfe du Mexique; plus tard, au commencement de 1819, le colonel English et le capitaine Elsom avaient ramené à Costa Firme deux autres corps de douze à treize cents hommes. Enfin le faux général Devereux avait recruté à Liverpool et Dublin un grand nombre de vagabonds qui parvinrent en août 1819 à l'île de Margarita. Il y avait

certes parmi ces recrues une foule de gens sans aveu et sans bravoure qui s'enrôlèrent sans prévision, dans l'unique but de toucher les primes offertes à leur cupidité; mais à côté d'eux se trouvaient aussi des vétérans de la guerre d'Espagne et de jeunes enthousiastes qui apportèrent un sérieux appui aux Venezolains. Le cabinet de Madrid, instruit de ces enrôlements qui se faisaient publiquement, s'en plaignit vivement au gouvernement anglais et demanda qu'ils fussent arrêtés. Les ministres anglais laissèrent longtemps les opérations se poursuivre, puis firent passer devant le parlement un bill spécial sous le nom de *foreign enlistment bill*, et ne répondirent d'une manière satisfaisante aux réclamations du cabinet de Madrid que quand le bill eut été adopté comme loi. C'était la continuation de la même politique qui poussait le cabinet de Londres à soutenir effectivement les colonies, tout en affectant une neutralité apparente.

On avait connaissance en Amérique des efforts qui se faisaient en Espagne pour disposer une seconde expédition à l'instar de celle qui était partie en 1815 sous la conduite du général Morillo; mais tandis que la nouvelle des premiers préparatifs avait jeté le découragement dans les pays révoltés et inspiré une certaine terreur même à la république de Buenos-Ayres, déjà organisée et maîtresse de son sort, en 1819 les Américains ne songeaient plus qu'aux moyens de repousser et de vaincre les nouveaux ennemis qui se présenteraient; il n'y avait plus chez eux de fausses alarmes, de découragements anticipés; ils se préparaient à la lutte avec la même résolution que la Péninsule avait manifestée pendant la guerre contre les armées de Napoléon.

Le Venezuela attirait dans son sein jusqu'à neuf mille étrangers pour entamer contre Morillo une guerre tout à fait régulière et posséder une armée permanente avec laquelle on pût entreprendre des opérations plus suivies.

Les deux républiques du Chili et de Buenos-Ayres signaient entre elles un traité formel, afin de s'aider mutuellement, d'attaquer le Pérou et de chasser s'il était possible les Espagnols du continent de l'Amérique méridionale (5 février 1819). O'Higgins entretenait de fréquentes relations avec Bolivar et lui offrait de combiner avec lui tous ses plans de campagne, pour doubler leurs forces par une entente sagement établie. Le dictateur du Venezuela, quelles que fussent les difficultés que lui suscitât dans l'intérieur de son pays la présence de Morillo à la tête d'une armée qui dépassait encore 12000 hommes en comptant les contingents recrutés dans le pays même, ne cessait pas un instant d'avoir les yeux fixés sur la Nouvelle-Grenade, où il entretenait les relations les plus suivies et où son influence était déjà très-solidement assise.

Devant cette attitude décidée des populations et de leurs chefs, les représentants de l'autorité royale en Amérique, n'ayant à leur disposition que des forces insuffisantes, étaient hors d'état de reprendre l'avantage à moins qu'il ne leur arrivât de la Péninsule de nouveaux renforts.

Sous le ministère de Garay, en 1818, un effort immédiat avait été tenté lorsqu'on avait appris dans la Péninsule la perte de la bataille de Chacabuco et la déclaration d'indépendance du Chili proclamée par Saint-Martin et O'Higgins. Nous avons laissé cette expédition partir de Cadiz dans le courant du mois de mai 1818; elle était composée de neuf transports et comptait 2000 hommes de débarquement sous la conduite du commandant don Dionisio Capaz; une frégate de guerre, la *Maria Ysabel*, l'escortait. Aux îles Canaries, un des transports se trouva hors d'état de continuer sa route; au lieu de laisser les soldats à Ténériffe, le commandant ordonna de les distribuer sur les huit autres navires, et cette mauvaise mesure amena le développement du

scorbut parmi les troupes embarquées. Ce ne fut pas le seul incident pénible de la traversée : quand déjà l'escadre était à la hauteur de Montevideo, les hommes qui se trouvaient sur le transport *Trinidad* se révoltèrent, massacrèrent leurs chefs et, faisant voile pour le Rio de la Plata, livrèrent aux ennemis de leur pays et le navire qui les portait et les ordres donnés par le gouvernement espagnol aux chefs qu'ils avaient assassinés. Il ne fut pas difficile au gouvernement buenos-ayrien d'aviser le dictateur du Chili du danger qui le menaçait; aussi quand au mois d'octobre, un mois après le départ d'Osorio de Talcahuano, don Dionisio Capaz arriva en vue de cette place, O'Higgins et Saint-Martin avaient eu le temps de prendre toutes leurs mesures pour s'opposer à son débarquement.

Si dans la formation de l'armée qui entreprit l'invasion du Chili l'esprit d'organisation de Saint-Martin brille de la manière la plus éclatante, il n'est pas moins juste d'admirer la rapidité avec laquelle dans l'espace de quelques mois le Chili sut se procurer une marine capable de tenir tête aux vaisseaux dont l'Espagne pouvait encore disposer sur les côtes du Pacifique. Il avait d'abord acheté un simple brick de 14 canons, le *Puyredon*; puis il s'enhardit et lui adjoignit l'*Araucano*, de 16, et le *Chacabuco*, de 22 canons. Bientôt les capitaines Guise et O'Brien vinrent lui offrir leurs services, l'un avec le *Galvarino*, de 18, et l'autre avec le *Lantaro*, de 50. Cette petite escadre de cinq navires, renforcée en juin 1819 du *Saint-Martin*, de 64 canons, et confiée au vice-amiral don Manuel Blanco Encalada, officier d'artillerie qui avait servi dans la marine espagnole, était toute armée au mois d'octobre 1818 et put sortir de Valparaiso pour s'opposer au débarquement de don Dionisio Capaz.

Un grand succès l'attendait dans les eaux de Talcahuano;

quand elle y arriva, des huit transports qui formaient l'expédition, trois avaient pu débarquer leur personnel et s'étaient remis immédiatement en route pour le Pérou. La frégate l'*Isabel* se trouvait seule dans le port, où elle attendait le reste de la flottille. Blanco Encalada comprend aussitôt l'avantage de sa situation; il donne avec promptitude les ordres à ses lieutenants et tous ses navires se précipitent sur la frégate, s'en emparent, arborent sur elle le drapeau chilien et l'entraînent loin de la terre d'où les troupes avaient vainement dirigé sur eux des feux impuissants. Ce premier succès fut suivi d'autres avantages non moins importants. Des cinq transports restants, quatre furent surpris avant d'arriver à leur destination, et un seul put échapper, et encore, au lieu d'arriver à Talcahuano, dut-il se réfugier au Callao.

Les Chiliens donnèrent à leur prise le nom d'*O'Higgins*, en l'honneur du dictateur qui avait été par sa persévérance et ses soins le véritable fondateur de leur marine; puis ils offrirent le commandement de leur escadre à lord Cochrane, membre du parlement anglais, marin distingué dont on leur avait vanté le talent et dont l'arrivée excita au plus haut point leur allégresse. Ils pensaient déjà à envahir le Pérou, et ils étaient si pleins de cette idée, que tandis que Cochrane avec sa flotte se préparait à attaquer le Callao et Guayaquil, ils laissèrent quelque temps le colonel Sanchez, renforcé par les troupes débarquées à Talcahuano, occuper la Concepcion et se fortifier tranquillement dans la province dont cette cité est la capitale.

Le vice-roi de Lima tenait beaucoup, et avec juste raison, à ce qu'une armée espagnole continuât à tenir la campagne dans toute cette partie méridionale du Chili; mais comme avec ses excitations il n'envoyait presque pas de secours, la tâche de Sanchez était fort difficile à remplir; il dut bientôt abandonner Concepcion, se retirer encore plus au sud dans

la forte ville de Valdivia, et même concentrer ses principales ressources dans les îles Chiloé, laissant à un aventurier, Bermudez, le soin d'inquiéter avec une colonne volante les ennemis qui chercheraient à l'inquiéter dans ses dernières positions. Grâce à ces mesures, les Espagnols gardaient encore à la fin de 1819, à Valdivia, un pied à terre qui leur pouvait permettre, les circonstances devenant favorables, de tenter de nouveaux efforts contre le Chili. Il leur coûtait d'autant plus d'abandonner ce pays, qu'il fournissait au Pérou une très-grande quantité de produits agricoles de première nécessité.

Pendant quelque temps on avait songé à organiser à Santiago une grande expédition qui fût en mesure d'envahir le Pérou du côté d'Arica et d'Arequipa, tandis que la flotte de lord Cochrane, par une attaque dirigée sur le Callao, mettrait en péril la ville de Lima elle-même, et que l'armée de Buenos-Ayres tiendrait en respect le général la Serna. L'âme de ce projet était le même Saint-Martin à qui était due l'indépendance du Chili; mais son plan ne pouvait être mené à bonne fin qu'au moyen d'une entente cordiale entre les deux gouvernements de Buenos-Ayres et de Santiago. Cette entente était facile tant que le pouvoir sur les bords de la Plata restait entre les mains de Puyredon, et continuait au Chili d'être réservé au dictateur O'Higgins; mais une de ces révolutions si fréquentes dans les pays libres ayant amené la chute de Puyredon, il fallut abandonner l'idée d'une attaque commune contre le Pérou. Saint-Martin ne pouvant plus compter que sur le concours du Chili, remit à des temps meilleurs l'exécution de ce plan, sans s'en désister complétement, avec le caractère et l'opiniâtreté qui le caractérisaient.

Par suite de ce contre-temps, tout l'intérêt de la campagne de 1819 dans l'Amérique méridionale se borna aux

expéditions qui furent tentées par lord Cochrane sur les côtes du Pérou à la tête de l'escadre chilienne confiée à sa suprême direction.

Partie de Valparaiso le 14 janvier 1819, cette escadre composée de 7 vaisseaux et de 220 canons, osa se présenter devant la place de Callao, et essaya de s'emparer par surprise de ce point important dont la prise eût amené la reddition de Lima. Mais le vice-roi Pezuela avait pressenti le danger; la place était défendue par 165 canons, et il y avait dans la rade 2 frégates de 40 canons chacune, l'*Esmeralda* et la *Venganza*, 6 brigantins de 30 à 16 canons et près de 30 chaloupes canonnières. Cochrane échoua dans les deux tentatives qu'il essaya, et se borna à occuper quelque temps l'île de San Lorenzo. Obligé de reculer devant des forces supérieures, il entreprit alors de fatiguer et de harceler l'ennemi en opérant sur tous les points de la côte une série de débarquements inattendus, qui permettaient à ses soldats de penétrer assez avant dans les terres, et de revenir ensuite sur les navires chargés des plus riches dépouilles. C'est ainsi que Huacho, Paita, Supe, Guambacho, furent successivement le théâtre de ses déprédations; il fallut que Pezuela donnât des ordres pour mettre toute la côte en état de défense et former des gardes urbaines en armant tous les employés et officiers retirés pensionnés de l'Etat.

En juin, lord Cochrane retourna à Valparaiso dans l'intention de fabriquer des fusées à la Congrève et des brûlots au moyen desquels il pût incendier l'escadre ennemie dans la baie de Callao, et au mois de septembre il reparut dans les mêmes parages à la tête de son escadre et d'une armée de débarquement commandée par les colonels anglais Charles et Miller, avec l'intention d'utiliser les nouveaux engins qu'il avait confectionnés. Pezuela était de nouveau préparé, et se disposa à la plus vive résistance; en vain lord Cochrane,

par un défi où il excitait la fierté castillane, essaya-t-il de l'attirer en dehors de ses lignes, le vice-roi ne voulut pas accepter le combat singulier qui lui était offert et préféra attendre l'attaque dont on le menaçait. Les moyens mis à la disposition de lord Cochrane étaient en effet insuffisants, ses fusées, ses brûlots ne produisirent aucun résultat, et l'escadre chilienne avertie de la présence d'une frégate espagnole qui avait apparu dans le Pacifique et pouvait être appuyée par d'autres navires, abandonna pour la seconde fois, vers la fin d'octobre, la rade de Callao sans avoir obtenu le moindre succès.

La frégate annoncée était en effet un navire de guerre de la marine espagnole, de 50 canons, nommé la *Prueba;* elle faisait partie d'une nouvelle expédition partie de la rade de Cadiz en 1819, et que composaient en même temps qu'elle deux vaisseaux de ligne, l'*Alejandro* et le *San Telmo*. Que d'efforts n'avait pas coûté au Trésor espagnol l'armement de cette petite escadre, et cependant elle ne fut comme celle de 1818 d'aucune utilité au vice-roi du Pérou. L'*Alejandro*, arrivé à la hauteur de l'Equateur, dut rebrousser chemin ; il avait éprouvé de telles avaries qu'il était devenu indispensable de le remettre sur les chantiers. Le *San Telmo* s'était perdu au cap de Horn; seule la *Prueba* avait pu arriver jusqu'au Callao, et encore elle était menacée comme l'*Isabel* de tomber entre les mains des ennemis; mais l'officier qui la commandait sut prévoir le danger, et en se voyant fermer par l'escadre chilienne l'entrée de la rade où il voulait aborder, il se dirigea vers le havre de Guayaquil pour y chercher un abri.

Lord Cochrane ne songea pas de suite à la poursuivre; il alla débarquer à Pisco pour y tenter une nouvelle excursion et perdit aux environs de cette ville le colonel Charles, son principal lieutenant. Puis, après avoir exercé de ce côté ses

ravages, il renvoya à Valparaiso deux de ses navires dont les équipages étaient décimés par une fièvre cérébrale connue dans ces parages sous le nom de *chavalango*, et se dirigea ensuite (22 novembre) vers la ria de Guayaquil, où il espérait opérer des prises importantes. Il put en effet s'emparer de deux navires de 800 tonnes chargés de bois de construction, l'*Aquila* et la *Bergoña*; et à la fin de l'année 1819 il était de retour à Valparaiso avec l'*O'Higgins* et la *Lantaro*, après avoir laissé le reste de son escadre en observation devant Guayaquil, avec ordre de suivre avec attention tous les mouvements de la *Prueba*.

En présence des dangers qui menaçaient le Bas-Pérou il n'eût pas été prudent de laisser l'armée du général la Serna s'aventurer dans les déserts du Tucuman; elle fut rappelée dans les environs d'Oruro, d'où elle pouvait, par une marche rapide, se rapprocher des points importants d'Arequipa et d'Arica, tandis qu'elle continuait de menacer les provinces de Cochabamba, la Paz et Potosi, où des bandes que le *Journal officiel* prétendait toujours vaincues reparaissaient toujours sans jamais se lasser.

L'oisiveté était dangereuse pour cette armée, car déjà nous avons signalé les jalousies et les rivalités qui la minaient, et le jeu s'était aussi développé dans ses rangs avec beaucoup d'acharnement; pour l'occuper, Canterac et Olañeta furent dirigés sur Jujuy avec la mission de faire une razzia de bestiaux, mission facile dont ils s'acquittèrent avec le plus grand succès, tandis que des officiers dont les noms reparaîtront souvent dans cette histoire, Seoane, Loriga, Ametller, Espartero, poursuivaient au fond de leurs montagnes les chefs insurgés dont l'apparition suffisait à propager dans le Haut-Pérou le feu de la révolte. Toutes ces opérations étaient déjà presque entièrement terminées, lorsqu'on apprit à la fin de septembre 1819 que le cabinet de Madrid avait

accepté la démission du général la Serna, que celui-ci était rappelé dans la Péninsule, qu'il était remplacé dans le commandement de l'armée par don Juan Ramirez, président de Quito, et que, jusqu'à l'arrivée de ce nouveau chef, l'autorité supérieure devait être exercée par le général Canterac, militaire d'origine française, dont les talents et la loyauté étaient généralement appréciés. Sous les ordres de ce chef, comme Buenos-Ayres, travaillé par des dissensions intestines et prévoyant la nécessité de réunir des troupes sur le Rio de la Plata au cas où l'expédition armée à Cadiz serait dirigée de ce côté, n'envoyait pas de nouvelles forces au Tucuman, le Haut-Pérou acheva de se pacifier complétement et l'armée resserra les liens de sa discipline.

Pendant ce temps de graves événements très-défavorables au drapeau de l'Espagne s'étaient accomplis dans le Venezuela et dans la Nouvelle-Grenade. Nous avons laissé en septembre 1818 Morillo maître de la côte depuis Carthagène jusqu'à Puerto Cabello, toujours en possession de Caracas, mais menacé à la fois du côté de l'Apure, du côté de la Guyane, et par les bandes des provinces de Barcelona et de Cumana.

Morillo ne voyait pas de dangers plus lointains, mais son adversaire principal, l'infatigable Bolivar, doué d'un sens politique plus profond, avant d'entamer avec lui une lutte définitive, songeait à s'approprier toutes les ressources de la Nouvelle-Grenade, qu'il savait dépourvue de moyens de résistance. Aussi, pendant cette année 1819 le voyons-nous entreprendre une campagne qui le mettra en possession de Santa Fé, tandis que Morillo use toutes ses forces à lutter contre des bandes isolées dont la dispersion ne peut produire aucune conséquence décisive pour l'issue de la guerre.

Le principal obstacle que le général espagnol apercevait au

rétablissement de l'autorité royale dans tout le Venezuela, était le centre de résistance organisé par Paez entre les deux rivières de l'Arauca et de l'Apure. C'était là que ce terrible guerrillero venait se concentrer après toutes ses campagnes; c'était là qu'il réparait ses pertes au milieu des llaneros fanatisés, grâce aux nombreux troupeaux de bétail qui paissaient à son profit dans les immenses savanes qui s'étendent aux bords de ces fleuves. Malgré les difficultés de tout genre qu'on devait rencontrer à le poursuivre dans ces déserts, malgré les fatigues, les souffrances, la faim, la soif, le soleil, l'humidité, les insectes vénimeux qu'il y aurait à endurer, Morillo résolut de l'atteindre au milieu même de ses llanos, comptant que son extermination serait le signal de la pacification du pays. Le général Latorre, envoyé à l'avant-garde, reprit d'abord San Fernando et fut rejoint par le commandant en chef au moment de passer l'Arauca où devaient commencer les plus graves difficultés (février 1819). L'armée espagnole parvint à les vaincre toutes; elle traversa le fleuve à Marrereno, recueillit une grande quantité de bestiaux et de chevaux, enleva plusieurs redoutes que l'ennemi songeait d'abord à défendre et qu'il abandonna ensuite ; mais là s'arrêtèrent ses exploits. Paez, avec ses Numides, se retirait toujours devant l'infanterie disposée en carré, mais il la harcelait sans cesse, et tout fantassin qui s'échappait un peu des rangs tombait aussitôt sous la lance de ses soldats ; il arrêtait tous les convois, coupait les communications et prenait plaisir à tourmenter les Espagnols, les condamnant à toutes les souffrances de la vie la plus misérable sans leur donner la satisfaction de le vaincre en bataille rangée.

Apprenant l'attaque dirigée contre les llanos de l'Arauca, Bolivar se hâta de remonter l'Orénoque et avec un régiment anglais commandé par Epsom, il vint au secours de Paez; mais déjà Morillo avait décidé sa retraite, et vers l'époque

où commencent les inondations, c'est-à-dire au mois de mai, il avait repris ses quartiers d'hiver à Calabozo.

Nulle détermination ne pouvait mieux servir les plans de Bolivar, qui, décidé à se rendre dans la Nouvelle-Grenade, tenait avant tout à en éloigner le corps principal de l'armée espagnole. Pour cela il fallait paraître porter tout l'effort de la guerre vers les provinces orientales du Venezuela. Il fut décidé qu'Urdaneta, un des lieutenants du dictateur, entreprendrait avec la flotte de Brion une expédition contre les côtes de Caracas, tandis que Paez envahissant le Barinas, essayerait d'interrompre toutes communications entre Caracas et Santa Fé, dans la direction de Cucuta et de Pamplona. Pendant ce temps, renouvelant les exploits de Saint-Martin, Bolivar devait franchir la Cordillère des Andes à la tête de son armée, et opérer sa jonction avec la troupe de Néo-Grenadins insurgés que devait lui amener son dévoué partisan, le jeune Santander, qui depuis un an travaillait secrètement à remuer tout le pays en sa faveur.

Le plan réussit en ce sens que Morillo ne put en rien entraver l'expédition de Bolivar dans la Nouvelle-Grenade. Quant aux mouvements tentés dans le Venezuela même, ils furent tous facilement réprimés. Paez perdit un grand nombre de ses plus braves cavaliers à l'attaque de la Cruz dans la province de Bariñas; une colonne de 1200 Anglais débarquée à Barcelona sous le commandement du général English fut, après de vaines attaques sur Cumana, obligée d'entreprendre vers la Guyane une longue et pénible retraite pendant laquelle plus de la moitié succomba aux fatigues et aux souffrances d'une marche forcée à travers des déserts arides et des marais fangeux. Bermudez, abandonné par Urdaneta, vit toutes ses troupes dispersées. Mais qu'importaient tous ces échecs? L'intérêt de cette campagne n'était point là : il était exclusivement dans le passage des

Andes, où était Bolivar en personne. Plus encore que celui de Saint-Martin on aurait pu le taxer de folie, car il s'agissait de le tenter au milieu de la saison des pluies, époque où tout voyageur se garde bien dans ces pays d'entreprendre semblable excursion. Bolivar avait ensuite avec lui plusieurs corps anglais, les dragons de Rooke, les voltigeurs de Pigott et de M'Intosh, et l'artillerie du colonel Ferrier. Comment ces étrangers, transportés sous un climat si différent du leur, pourraient-ils supporter les fatigues qui les attendaient dans une semblable entreprise?

Bolivar ne douta de rien, et sous sa propre direction, vers le mois de mai 1819, ses troupes se mirent en marche depuis Montréal pour la ville de Pore, capitale de la province de Casenare, qui avait été complétement ravagée, à la suite des ordres récents émanés du vice-roi de Santa Fé. Ce trajet dura vingt-six jours et pendant ce temps l'armée eut à traverser les hautes plaines du Bariñas, désertes, arides et couvertes de plantes épineuses. Les Anglais, nullement habitués à de telles marches, éprouvèrent les sensations indescriptibles de la soif la plus cruelle, qui se traduisaient par un resserrement très-douloureux du gosier et de l'estomac, et par l'irritation du palais; ils avaient à lutter contre une respiration trop fréquente, et l'introduction du sable dans la bouche. Au delà de Guardalito se présentèrent des plaines inondées, que les troupes durent traverser, en marchant pendant des heures entières jusqu'à mi-corps dans l'eau, exposées à souffrir la morsure douloureuse du *carribi*, et à tomber dans des trous que l'œil le plus exercé ne pouvait deviner dans ce sol marécageux. Quand on fut arrivé au pays des montagnes, le chemin fut barré par des torrents gonflés par les pluies et dangereux à franchir; plus d'une fois les fantassins durent entrelacer solidement leurs bras pour opposer un obstacle à la violence du courant et ne pas se laisser en-

traîner par lui. Les cerros ou contre-forts des Andes s'élèvent de ce côté à une hauteur prodigieuse; les chevaux des plaines, quand ils eurent essayé de les gravir, furent bientôt épuisés par ce difficile travail auquel ils n'étaient pas habitués; presque tous succombèrent; les lanciers de Rangel, montés sur des chevaux de la province montagneuse de Merida, purent seuls résister à cette cruelle épreuve. Au delà de Pore, il restait à franchir le défilé qui conduit de Pisbe à Tunja; ce chemin était d'abord formé par des sentiers étroits, établis au milieu d'immenses forêts échelonnées sur de hautes montagnes, bordés de précipices, et fréquemment interrompus par d'énormes abîmes qui se traversaient au moyen du *taravita*[1]. Il se continuait ensuite à travers des plateaux élevés et nus qu'entourent partout les pics inaccessibles des Andes. La traversée de ces plateaux ou *paramos*, où l'on est exposé au froid le plus glacial, fut particulièrement fatale à l'armée de Bolivar; le bois manquait, une violente tourmente s'était élevée, point de feu; il fallut s'accroupir comme des moutons pour se réchauffer les uns les autres; plusieurs soldats, dans cette terrible situation, subirent l'impression spéciale de somnolence et de fatigue que causent les altitudes et tombèrent dans un engourdissement qui les conduisit à la mort (*emparamados*); après soixante et dix jours de souffrances on arriva au faîte, et l'armée commença à descendre le versant occidental des Andes dans la direction de

[1] Le *taravita* est une espèce de hamac pouvant contenir deux hommes et suspendu à deux cordes parallèles formées de courroies tressées, qui sont attachées à deux arbres solides en deçà et au delà du ravin, et sur lesquelles glissent les attaches du hamac qu'on fait passer et repasser en le tirant par de longs cordeaux.

Le *tavarita* est très-répandu dans toute l'Amérique du Sud; c'est le moyen dont se servent les Indiens de ce continent pour traverser les grands fleuves qui le sillonnent.

Tunja; mais elle était dans l'état le plus affreux : plus d'armes ni de matériel de guerre, les chevaux et les mulets avaient péri, les hommes marchaient comme hébétés et privés de sentiment. Il fallut, malgré les dangers que pouvait occasionner ce retard, que Bolivar accordât trois jours de repos pour que les troupes reprissent la physionomie militaire qu'elles avaient tout à fait perdue.

A l'expiration ce délai les hostilités commencèrent de suite; mais, comme au Chili, elles furent de bien courte durée : le pays était très-mécontent de l'administration du vice-roi Samano, dont les mesures sévères et maladroites avaient arrêté toute la vie commerciale; sous le prétexte de changer la monnaie dite *montalvine*, Samano avait imposé une contribution de 1 et demi pour 100 sur la propriété et accumulé dans les coffres de l'État plus de 700 000 pesos; cette quantité retirée subitement de la circulation avait arrêté toutes les transactions, et il n'y avait qu'un cri dans toute la province contre l'administrateur qui avait ordonné une mesure si préjudiciable à tous les intérêts. On avait aussi à se plaindre de plusieurs exécutions politiques qui avaient eu lieu, et particulièrement de celle de la célèbre Policarpa Salavarrieta, appelée *la Pola*, qui avait été fusillée à Santa Fé pour entretenir une correspondance avec les rebelles de la province de Casenare. Aussi quand Bolivar se présenta, les secours et les renforts lui affluèrent de tous côtés. Santander le rejoignit d'abord avec un corps de 2 400 hommes, puis engagea le premier la lutte avec le colonel Barreiro, envoyé par Morillo pour se mettre à la tête de l'armée de la Nouvelle-Grenade. Une première rencontre auprès de Gameza resta indécise; mais une seconde affaire s'étant engagée près du marais de Vargas, l'avantage resta à Bolivar et dès lors le succès de la campagne fut entièrement décidé.

Bolivar, en trompant son adversaire par une habile manœuvre (3 août), se jeta sur Tunja dont il fit la garnison prisonnière, puis il attira l'armée de Barreiro dans un défilé, près du pont de Boyaca (7 août), et l'ayant enfermée, il la tailla en pièces. Tous les soldats espagnols qui survécurent à ce désastre, 1600 environ sur 3000 hommes, avec 39 officiers, le général lui-même, tous les bagages et tout le matériel tombèrent entre les mains du vainqueur.

C'était une victoire signalée, d'autant plus importante qu'il n'y avait pas dans tout le royaume de la Nouvelle-Grenade un autre corps de troupes en état de tenir la campagne; aussi les conséquences en furent-elles considérables. Le vice-roi Samano, à la nouvelle du désastre, jugea tout perdu, s'enfuit à Honda, abandonna la capitale, les archives, les papiers d'État et tout le numéraire qu'il avait accumulé dans le trésor. Bolivar put donc dès le 10 août entrer en vainqueur dans Santa Fé, et là il eut la joie de pouvoir distribuer aux soldats anglais, qui avaient tant contribué à son triomphe, une partie de son énorme butin.

En un instant les provinces de Tunja, del Socorro, Pamplona, Mariquita, Neyva, Chocó et Antioquia, se voyant libres de tout soldat espagnol, acclamèrent leur libérateur. C'est à peine si le colonel Calzada, se dirigeant avec une petite troupe vers la présidence de Quito, put maintenir le Popayan dans l'obéissance; quant à Samano, il dut bientôt abandonner Honda et se retirer sous les canons de Carthagène pour demander des secours au gouverneur de Panama, le général Hore, qui avait sauvé Porto Bello d'une attaque de l'Écossais Mac Gregor, et au malheureux Morillo dont tout le prestige se trouvait désormais détruit par la perte de sa principale conquête.

A peine installé à Santa Fé, Bolivar se hâta de profiter de l'impression causée par son étonnant succès, pour mettre

à exécution un plan qu'il nourrissait depuis longtemps; il proclama la fusion en un seul État de tous les pays qui s'étendent depuis Guiria jusqu'à Guayaquil, sous le nom de *République une et indivisible de Colombie;* et ce plan ayant été accepté par les Néo-Grenadins, il s'empressa de retourner à Angostura (11 décembre) pour le faire également approuver par le congrès venezolain. Il rencontra là de nouvelles difficultés qui lui furent suscitées par ses anciens rivaux; mais enfin, à l'ombre des lauriers qu'il venait de cueillir, les rancunes s'effacèrent, et le congrès d'Angostura reconnut comme un fait accompli la fusion des deux Etats.

Ce résultat obtenu, Bolivar se hâta de retourner de nouveau dans la Nouvelle-Grenade, afin de préparer une forte résistance aux attaques de tout genre que les Espagnols, partant de Carthagène, Santa Marta, Panama et Caracas, devaient diriger, en 1820, contre sa nouvelle conquête, dans le but de recouvrer le vaste territoire qui venait de leur être enlevé.

De toutes les colonies du continent américain, la seule qui eût réellement offert quelques consolations à Ferdinand VII, pendant l'année 1819, était le Mexique; là de nouvelles bandes avaient bien reparu dans les provinces de Queretaro, Vera Cruz, Guanajuato et Acapulco, mais elles avaient été immédiatement dispersées; un seul chef, Guerrero, se maintenait encore dans les repaires les plus inaccessibles des Terres chaudes; mais les quelques restes d'insurrection n'empêchaient point l'œuvre générale de la pacification de continuer partout sous les meilleurs auspices. L'indulto, accordé avec franchise et loyauté par le vice-roi Apodaca, ramenait dans les rangs de la societé un grand nombre de personnes qui, pendant plusieurs années, s'étaient complétement affranchies de ses lois; on paraissait avoir

confiance dans un avenir de calme et de tranquillité. La plupart des chefs de bandes graciés avaient été incorporés dans l'armée, et des villages spéciaux avaient été organisés sous la surveillance des commandants militaires pour être habités par les soldats rebelles et leurs familles. Le vice-roi n'avait pas craint d'établir dans toutes les provinces des milices qui étaient chargées du soin de maintenir l'ordre et de réprimer les factions, dans toute l'étendue du district confié à leur surveillance. Il avait retiré jusqu'à présent les plus grands avantages de cette combinaison, quoiqu'il y eût bien quelque danger à charger d'une semblable mission des habitants du pays, que le moindre courant d'opinion pouvait entraîner en dehors des intérêts de la Péninsule. Jusqu'à présent toutefois on n'avait qu'à s'en louer, et le Mexique donnait le curieux exemple de se soumettre avec le plus de facilité, au même moment où les opinions étaient le plus surexcitées dans tout le continent de l'Amérique du Sud.

Tel était donc l'état de la guerre dans les colonies de l'Amérique espagnole, tandis que Ferdinand VII faisait préparer à Cadiz la grande expédition destinée, dans son esprit, à les ramener à l'obéissance et à consolider pour toujours le joug qu'elles prétendaient secouer.

Près de 22 000 hommes se trouvaient déjà réunis au commencement de 1819 dans les environs de Cadiz, et l'imprévision du roi en décrétant cette réunion avait été telle, que tout le personnel était déjà rassemblé sans que les navires de transport fussent disponibles, sans que les corps fussent organisés et équipés. Les officiers surabondaient, et chaque régiment en comptait presque le double de ceux qui lui étaient nécessaires; beaucoup avaient le titre d'attachés ou de surnuméraires, c'est-à-dire qu'ils n'avaient d'autre service actif que de surveiller les postes à leur tour de

garde. Rien n'était plus capable de briser la discipline la mieux établie que cette réunion de jeunes gens oisifs, ambitieux, sans moyens de subsistance, puisqu'ils ne recevaient point leur solde, et déjà récompensés avant d'avoir entrepris leur expédition, puisqu'ils obtenaient l'avancement d'un grade par le seul fait d'être appelés à en faire partie. En revanche, on manquait de soldats : effrayés par les bruits qui circulaient sur le caractère des guerres coloniales, surexcités par les récits terribles et les peintures sombres que les blessés de Costa Firmé répandaient dans les hôpitaux de Cadiz sur la témérité des cavaliers de Paez, et l'astuce des officiers de Bolivar, en même temps que sur la fermeté des soldats anglais accourus à son secours, les volontaires ne se présentaient plus pour une guerre aussi impopulaire; on gardait indûment sous les drapeaux des soldats qui auraient dû être licenciés en 1817, et la seule annonce d'un prochain départ rendait furieux ces hommes injustement retenus loin de leurs foyers. L'état des finances ne permettait pas pour les remplacer de s'adresser à l'appât du gain, qui eût été si puissant en Espagne; et, tandis que le gouvernement se trouvait dans cette impuissance, les agents américains répandaient l'or à profusion pour décourager les officiers et les soldats. Ils faisaient cumuler des manifestes, où l'on retraçait avec les plus noires couleurs la haine profonde qui séparait déjà les Américains des péninsulaires, et la volonté absolue des colonies d'asseoir définitivement leur indépendance.

Ajoutons à toutes ces observations que les constitutionnels et les libéraux, qui depuis 1814 avaient basé sur l'armée toutes leurs espérances de modifications politiques, avaient parfaitement compris le parti qu'ils pouvaient tirer des germes de mécontentement qui couvaient dans l'armée d'Andalousie; quelques-uns de leurs chefs se réunissaient

à Cadiz dans la maison d'un riche négociant, don Javier Isturiz, frère de Tomas Isturiz, un des proscrits de 1814; et là on discutait avec chaleur tous les moyens de produire un mouvement décisif.

Le président du comité directeur de la franc-maçonnerie, le colonel Arco Agüero, faisait partie de l'expédition; il propagea avec le plus grand succès les loges maçonniques dans tous les corps de l'armée, et bientôt compta parmi ses adhérents de nombreux officiers, O'Daly, Rotten, Quiroga, Ponte, les deux frères San Miguel et autres. Informée de ces succès, la réunion d'Isturiz crut devoir tenter quelques ouvertures auprès du général en chef de l'armée, ce même Enrique O'Donnell, comte de l'Abisbal, que nous avons vu en 1814 également prêt à se déclarer pour l'absolutisme ou la constitution. Le comte ne ferma point l'oreille aux insinuations qui lui furent faites par son médecin Arejula; mais il se garda de donner une réponse favorable, dans la pensée qu'une occasion pouvait se présenter où il lui serait peut-être possible d'atteindre à une dictature militaire. On sonda également le général Saarsfield, dont l'influence était également à redouter, et de ce côté on conçut encore quelques espérances. L'effet de ces premières démarches fut de donner aux conjurés une confiance très-grande dans leurs propres forces; ils cessèrent de se cacher et conspirèrent pour ainsi dire au grand jour. Plusieurs sociétés se formèrent à Cadiz dans le but de créer une entente cordiale entre les libéraux et les officiers : il y eut le *Chapitre souverain* (Soberano capitulo), l'Atelier sublime (*Taller sublime*); et là, sous l'inspiration spéciale de deux hommes appelés plus tard à une célébrité bien différente, l'un comme orateur, l'autre comme financier, don Antonio Alcala Galiano et don Juan Alvarez Mendizabal, les esprits s'exaltèrent; les militaires firent le serment de consacrer leur épée, non pas à maintenir

l'esclavage des colonies, mais à détruire le joug sous lequel gémissait leur patrie.

Le sort de l'Espagne était à ce moment entre les mains du comte de l'Abisbal; mais celui-ci, soit qu'il ne jugeât point l'occasion encore mûre, soit qu'il crût que la cour pouvait triompher de ses adversaires, soit qu'il eût appris que la conspiration était déjà connue à Paris et à Madrid, soit enfin qu'il craignît de se voir enlever le commandement avant d'avoir suffisamment assuré la réussite de son plan, prit tout à coup une attitude énergique vis-à-vis les conjurés. Il appelle auprès de lui le général Saarsfield et décide avec lui dans une longue conférence la conduite à tenir; puis il remplace la garnison de Cadiz, sur laquelle il ne pouvait déjà plus compter, et l'envoie à une certaine distance dans l'endroit connu sous le nom de *Palmar del Puerto Santa Maria*. Ces premières mesures, exécutées sans difficulté le 7 juillet 1819, il sort de Cadiz à la tête des nouveaux régiments d'infanterie et d'artillerie qu'il y avait réunis, et se dirige sur le Palmar, tandis que Saarsfield partait de Jerez à la tête de la cavalerie et marchait vers le même point. Tous deux arrivent au lieu désigné, et là, au milieu d'un grand déploiement de troupes, ils font arrêter tous les colonels et principaux officiers qu'ils savaient déjà en connivence avec les libéraux de Cadiz. Tous les chefs que nous avons cités, Arco Agüero, Quiroga, San Miguel, O'Daly, Rotten, furent emprisonnés, et bientôt après enfermés dans des châteaux forts. Après cet exploit, Abisbal retourna à Cadiz en proclamant qu'il ne voulait poursuivre personne ; mais les libéraux ne pouvaient plus avoir en lui la moindre confiance ; Isturiz s'enfuit, Galiano se réfugia à Gibraltar, et Mendizabal eut soin de se cacher.

Le coup de main d'Abisbal avait été exécuté par lui pour gagner les faveurs de la cour, et probablement pour dissiper

les soupçons que Ferdinand VII avait déjà conçus ; le comte espérait qu'en le voyant ainsi compromis avec les conspirateurs la camarilla le maintiendrait dans le commandement, et qu'il lui serait plus facile ensuite de se capter à lui seul toute la volonté de l'armée sans avoir à compter avec les exigences des hommes qui avaient jeté les premières racines du complot. Mais son calcul fut déjoué par Ferdinand VII : il reçut pour prix de sa conduite la grand'croix de Charles III, en même temps que la nouvelle que lui et Saarsfield étaient déchargés de leur commandement, et que la direction de l'armée était confiée à l'ancien vice-roi du Mexique, Calleja, comte de Calderon.

En voyant leurs trames déjouées par le coup de main du Palmar, la première impression des conjurés avait été d'abandonner l'entreprise et d'attendre des temps meilleurs ; mais ils s'aperçurent bientôt que la sévérité première du général en chef n'avait été qu'un leurre à l'égard de la cour, et quand le nouveau chef arriva ils reconnurent que l'âge avait entièrement brisé son ancienne énergie, et que s'il n'y avait pas à compter sur sa coopération il n'y avait pas non plus à redouter son activité.

Les fils rompus se renouèrent donc de tous les côtés : les libéraux reparurent à Cadiz, les sociétés se reformèrent et les loges maçonniques s'agitèrent à nouveau.

Une grande préoccupation pendant tout l'automne domina l'état-major supérieur de l'armée et lui fit alors oublier tout autre danger : c'était la fièvre jaune qui avait envahi l'île de Leon, et qui enlevait tous les jours de trente-cinq à cinquante-sept victimes. Il fallait lutter contre cette terrible épidémie, et comme les transports n'étaient pas encore prêts, des ordres furent donnés au mois de septembre pour distribuer dans l'intérieur, entre Cadiz et Séville, tous les régiments, qu'ils fussent ou non suspects de libéralisme.

L'armée se trouvait donc, dans les derniers jours de l'année 1819, répartie sur divers points entre Séville et Cadiz : à las Cabezas, Correderas, Arcos. Elle était mécontente de sa longue oisiveté, de la perspective qui l'attendait, sans confiance dans ses chefs supérieurs, décimée par la maladie. L'indiscipline avait fait de grands progrès dans ses rangs, et les officiers emprisonnés au mois de juillet avaient conservé le plus grand ascendant sur leurs anciens soldats. Quoique privés de la liberté, ils n'avaient pas été mis en jugement et communiquaient facilement avec le dehors ; déjà compromis, ils aspiraient à une solution immédiate, et, d'accord avec les libéraux de Cadiz, ils préparaient tout pour entreprendre le mouvement, car ils étaient prévenus de l'arrivée prochaine du ministre de la marine Cisneros qu'on attendait à l'île de Leon pour surveiller l'embarquement des troupes.

Si, détournant les regards de l'armée, on considérait à cette même époque la situation générale du pays, tout y annonçait la maladie et la défiance, prélude des grandes commotions sociales. La misère était générale et affectait toutes les classes : parmi les employés et les militaires ceux-là seuls étaient payés qui pouvaient compter sur des influences de premier ordre ; les veuves et les pensionnaires étaient oubliés. On avait trouvé dans les rues du Ferrol un marin mort de faim qui, depuis plusieurs années, n'avait reçu aucun appointement de l'État tout en continuant son service ; les routes étaient infestées de brigands, et il n'y avait plus moyen de les poursuivre. Depuis la chute de Garay les anciennes dépenses extraordinaires avaient recommencé, et on ne s'occupait plus de combler le déficit constant qui allait toujours s'accumulant ; l'État s'était emparé de tous les fonds des particuliers qui lui avaient été remis en dépôt, et avouait hautement son impuissance à les leur rendre ; le cours des vales, celui des actions de la Banque étaient re-

tombés au chiffre des plus mauvaises années; les contributions indirectes donnaient chaque jour des produits moindres dans les grandes cités, à Barcelone, à Madrid et à Cadiz, et nul ne voyait luire l'espoir d'une nouvelle ère. En face du corps social ainsi menacé de dissolution, tout mouvement ayant quelque chance de réussite devait forcément dégénérer en une grande crise politique; car la nation, se sentant humiliée et malheureuse, voulait à tout prix changer d'état; elle en était venue à désirer la pire de toutes les révolutions : une révolution militaire.

FIN DU LIVRE PREMIER.

NOTES.

NOTE A.

DÉCRET DU 1er JANVIER 1811.

Sont déclarés nuls tous les actes et traités signés par le roi pendant son oppression, soit au dedans, soit au dehors de l'Espagne. — Nouvelle protestation de ne pas déposer les armes avant d'avoir obtenu l'entière liberté de l'Espagne et du Portugal.

Les Cortès du royaume, générales et extraordinaires, conformément aux décrets datés du 24 septembre de l'année passée qui ont déclaré nulles et sans valeur les renonciations faites à Bayonne par le roi légitime d'Espagne et des Indes, Ferdinand VII, non-seulement parce qu'elles n'ont pas été prononcées librement, mais encore parce qu'il leur manque l'essentielle et indispensable circonstance du consentement de la nation,

Déclarent qu'elles ne reconnaîtront pas, qu'elles tiendront et tiennent pour nuls et sans aucune valeur tous acte, traité, convention ou transaction, de quelque classe et de quelque nature qu'ils soient, qui auront été ou seraient signés par le roi, tant qu'il se trouvera dans l'état d'oppression où il est aujourd'hui. Privé de liberté comme il est, peu importe que l'acte ait été signé en pays étranger ou sur territoire espagnol, tant que sa royale personne se trouvera entourée par les armées ennemies ou sous l'influence directe ou indirecte de l'usurpa-

teur de sa couronne, jamais la nation ne le considérera comme libre et ne lui prêtera obéissance, tant qu'il ne se trouvera pas au milieu de ses fidèles sujets, ou dans le sein du congrès national aujourd'hui réuni, ou de celui qui le serait postérieurement, ou du gouvernement formé par les Cortès.

Elles déclarent de même que toute contravention à ce décret sera considérée par la nation comme un acte hostile dirigé contre la patrie, et l'auteur de la contravention sera puni avec toute la rigueur des lois.

Les Cortès déclarent enfin que la généreuse nation qu'elles représentent ne déposera les armes et n'écoutera aucune proposition d'accommodement ou de concession de quelque nature qu'elle soit, qu'après l'entière évacuation de l'Espagne et du Portugal par les troupes qui ont effectué une invasion aussi inique.

Les Cortès sont résolues, d'accord avec la nation tout entière, à combattre sans paix ni trêve pour assurer, d'une manière définitive, la sainte religion de leurs ancêtres, la liberté de leur monarque adoré, l'indépendance absolue et l'intégrité de de la monarchie.

Avis est donné au conseil de régence, et pour que ce décret soit connu et observé ponctuellement dans toute l'étendue des domaines espagnols, qu'il soit imprimé, publié et promulgué.

ALONSO CAÑEDO, *président.*
JOSÉ MARTINEZ, JOSÉ ARNAEZ, *secrétaires.*

Fait à l'île de Leon, le 1er janvier 1811.

Au Conseil de régence.

NOTE B.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE FERDINAND VII ET LA RÉGENCE.

1° *Lettre de Ferdinand VII à la Régence, confiée au duc de San Carlos.*

« La divine Providence qui, dans ses décrets mystérieux, a permis que de mon palais de Madrid j'allasse habiter celui de Valençay, m'a accordé en même temps la santé et les forces

dont j'avais besoin, et la consolation de n'avoir pas été séparé un seul instant de mes très-aimés frère et oncle, les infants don Carlos et don Antonio.

« Nous avons trouvé dans ce palais une noble hospitalité; notre existence y a été aussi douce que les circonstances le permettaient, et à partir de cette époque j'ai employé mon temps de la manière qui convenait le mieux à mon nouvel état.

« Les seules nouvelles que j'aie pu avoir de mon Espagne aimée m'ont été fournies par les gazettes françaises. Ce sont elles qui m'ont informé des sacrifices qu'elle a effectués pour moi, de l'extrême et inaltérable constance de mes fidèles vassaux, de la persévérante assistance de l'Angleterre, de l'admirable conduite de son général en chef lord Wellington, et des généraux espagnols et alliés qui se sont distingués.

« Le ministère anglais, dans ses communications du 28 avril de l'année passée, m'a donné une preuve écrite que pour sa part il est disposé à accepter des propositions de paix ayant pour base la reconnaissance de ma personne. Néanmoins je voyais se perpétuer les maux de mon royaume.

« J'étais encore sous le coup de cette passive, mais vigilante observation, lorsque l'empereur des Français, roi d'Italie, par l'intermédiaire de son ambassadeur le comte de Laforest, m'a fait spontanément des propositions de paix, ayant pour bases la restitution de ma personne royale, l'intégrité et l'indépendance de mes domaines, sans aucune clause qui ne fût conforme à l'honneur, à la dignité ou à l'intérêt de la nation espagnole.

« Dans la persuasion que, même après la guerre la plus heureuse et la plus prolongée, l'Espagne ne pourrait faire de paix plus avantageuse, j'ai autorisé le duc de San Carlos à suivre cette importante négociation avec le comte de Laforest, plénipotentiaire choisi par l'empereur Napoléon. Il l'a heureusement menée à terme, et j'ai chargé le même duc d'en porter le résultat à la Régence, pour que, donnant un témoignage de la confiance que j'ai en elle, elle ratifie le traité dans les formes ordinaires et me le renvoie sans perte de temps revêtu de cette formalité.

« Quelle satisfaction pour moi de faire cesser l'effusion du sang, de voir la fin de tant de maux, et de revenir bientôt au milieu de mes vassaux qui ont donné à l'univers l'exemple de la plus parfaite loyauté et du caractère le plus noble et le plus généreux !

« FERDINAND. »

Valençay, 8 décembre 1813.

A la Régence d'Espagne.

2° *Réponse de la Régence à la lettre remise par le duc de San Carlos.*

« SIRE,

« La Régence des Espagnes, nommée par les Cortès générales et extraordinaires de la nation, a reçu avec le plus profond respect la lettre que Votre Majesté a daigné lui faire parvenir par le duc de San Carlos, ainsi que le traité de paix et les autres documents dont il était porteur.

« La Régence ne trouve pas d'expression suffisante pour témoigner à Votre Majesté la consolation et la joie qu'elle a éprouvées en voyant la signature de Votre Majesté, en acquérant la certitude qu'elle jouit d'une bonne santé en compagnie de ses bien-aimés frère et oncle les infants don Carlos et don Antonio, et en recevant un témoignage de ses nobles sentiments pour son Espagne aimée.

« La Régence aurait encore plus de peine à exprimer les sentiments du loyal et magnanime peuple qui a acclamé Votre Majesté pour son roi, ainsi que les sacrifices qu'il a faits, qu'il fait et fera jusqu'à la voir installée sur ce trône d'amour et de justice qu'il lui a préparé ; elle se borne à manifester à Votre Majesté qu'elle est toujours le monarque *aimé, désiré* de toute la nation.

« La Régence qui, au nom de Votre Majesté, gouverne l'Espagne se voit dans la nécessité de donner connaissance à Votre Majesté du décret rendu par les Cortès générales et extraordinaires le 1er janvier 1811, dont vous trouverez ci-joint une copie.

« En transmettant à Votre Majesté ce décret souverain, la

Régence s'excuse de n'avoir à ajouter aucune observation à propos du traité de paix ; elle y voit seulement la preuve la plus authentique que les sacrifices faits par la nation pour recouvrer la *royale personne de Votre Majesté* n'ont pas été inutiles ; elle se félicite de voir approcher le jour où il lui sera donné de pouvoir avec un bonheur inexprimable remettre aux mains de Votre Majesté l'autorité royale qu'elle garde fidèlement en dépôt, tant que durera sa captivité.

« Dieu conserve longues années la vie de Votre Majesté pour le bien de la monarchie.

« Aux pieds royaux de Votre Majesté,

« LOUIS DE BOURBON, cardinal, archevêque de Tolède,
« *président.*

« JOSÉ LUYANDO, *ministre d'État.* »

Madrid, 8 janvier 1814.

3° *Lettre de Sa Majesté à la Régence, confiée à don José Palafox.*

« Dans la persuasion que la Régence se sera bien pénétrée des circonstances qui m'ont déterminé à envoyer le duc de San Carlos, et que celui-ci reviendra sans perdre un instant suivant mon ardent désir avec la ratification du traité, pour donner de nouvelles preuves de ma confiance au zèle et à l'amour que la Régence témoigne à ma royale personne, je lui envoie l'approbation du traité tel que le comte de Laforest me l'a communiqué, par don José de Palafox et Melci, lieutenant général de mes armées royales, commandeur de Montanchuelos dans l'ordre de Calatrava, personne dont la fidélité et la prudence m'offrent toute espèce de sécurité. En même temps je lui ai fait remettre copie littérale du traité que j'ai remis au duc de San Carlos, afin que dans le cas où ce dernier pour quelque cause imprévue n'aurait pu parvenir jusqu'à la capitale et remplir auprès de la Régence la commission dont il était chargé, il puisse lui-même intervenir dans tout ce qui concerne ce traité, ses effets et ses conséquences ; afin de même qu'au cas où le duc de San Carlos après avoir exécuté sa commission serait déjà parti de la capitale ou devrait en partir,

Palafox puisse l'y remplacer, et que la Régence ait en lui un intermédiaire sûr au moyen duquel elle puisse me communiquer tout ce qui aurait trait à mon royal service.

« FERDINAND. »

Valençay, 23 décembre 1813.

A la Régence d'Espagne.

4° Réponse de la Régence à la lettre remise par don José de Palafox.

« SIRE,

« La lettre de Votre Majesté datée de Valençay, le 23 décembre dernier, et remise par le lieutenant général don José Palafox, a fourni une seconde fois à la Régence la douce consolation d'avoir des nouvelles de la santé de Votre Majesté. Ces communications, si longtemps interrompues, si longtemps désirées, sont le prélude le plus certain que voici enfin arrivé l'heureux moment où les Espagnols obtiendront la liberté de votre royale personne, liberté à laquelle ils n'ont jamais cessé de croire, et que confiants dans la Providence ils voyaient à l'avance inscrite dans le livre des décrets éternels.

« La Régence, dont le cœur s'exalte devant une semblable perspective, entend déjà l'accent de Votre Majesté ; elle la voit venir, elle lui remet l'autorité qui lui était confiée, et dont le poids est tel, qu'il convient exclusivement aux robustes épaules du monarque qui, après avoir rétabli nos Cortès du fond de sa captivité, a rendu libre un peuple esclave et a pour toujours chassé loin du trône des Espagnes le monstre féroce du despotisme. De très-grandes louanges sont dues à Votre Majesté pour un si noble exploit ; elles lui sont accordées avec empressement.

« La Régence s'en rapporte à tout ce qu'elle a dit à Votre Majesté dans la respectueuse lettre qu'elle lui a adressée par l'intermédiaire du duc de San Carlos ; elle ajoutera seulement pour l'instruction de Votre Majesté qu'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire a déjà été désigné pour un congrès dans lequel les puissances belligérantes alliées de Votre

Majesté se proposent de donner la paix à l'Europe, et de l'assurer d'une manière telle qu'elle ne puisse plus être troublée désormais.

« C'est dans ce congrès que sera confirmé le traité que devra dès lors ratifier non pas la Régence, mais Votre Majesté elle-même dans son palais de Madrid où elle sera installée avec la plus complète liberté, et où elle occupera un trône qui resplendira à la fois par l'éclat des héroïques services rendus par les Espagnols, et des sublimes vertus de Votre Majesté.

« Dieu conserve longues années la vie de Votre Majesté pour le bien de la monarchie.

« Aux pieds royaux de Votre Majesté,

« LOUIS DE BOURBON,
« Cardinal, archevêque de Tolède, *président.*
« LUYANDO,
« *Secrétaire d'État.* »

5° *Lettre de Ferdinand VII à la Régence, confiée au maréchal de camp don José de Zayas.*

« J'ai lu avec la plus grande satisfaction le contenu de la lettre que la Régence m'a adressée le 20 février dernier, et qui m'a été remise par don José Palafox. Par elle je vois combien mon retour est désiré par la nation. Je ne le désire pas moins pour mon compte, afin de pouvoir consacrer toutes mes veilles, dès mon arrivée sur le territoire espagnol, à assurer à mes bien-aimés vassaux un bonheur qu'ils méritent à tant de titres.

« J'ai la satisfaction d'annoncer à la Régence que ce retour ne tardera pas à s'effectuer, mon intention étant de partir d'ici le dimanche 13 courant, afin de pénétrer en Espagne par la Catalogne. La Régence voudra bien prendre toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires, après s'être mise d'accord pour tout ce qui aura trait à mon voyage avec le porteur de cette lettre, le maréchal de camp don José de Zayas.

« Quant au rétablissement des Cortès dont me parle la Régence, et à tout ce qui a pu se faire en mon absence d'utile au

royaume, mon approbation sera acquise en tant que conforme à mes royales intentions.

« FERDINAND. »

Valençay, 10 mars 1814.

A la Régence d'Espagne.

Le marquis de Miraflorès a publié également dans son *Recueil de documents* les instructions secrètes remises par le roi au duc de San Carlos et à don José de Palafox.

NOTE C.

DÉCRET DES CORTÈS DU 2 FÉVRIER 1814.

Voulant donner dans la crise actuelle que traverse l'Europe un témoignage public d'inaltérable persévérance contre nos ennemis, de franchise et de bonne foi à nos alliés, d'amour et de confiance à cette nation héroïque, voulant en même temps détruire d'un seul coup les piéges et les ruses que, dans la difficile situation où il se trouve, Napoléon voudrait dresser contre nous afin de faire pénétrer en Espagne sa pernicieuse influence, afin de mettre en péril notre indépendance, d'altérer nos relations avec les puissances alliées, de semer la discorde dans cette nation magnanime unie pour la défense de ses droits et de son légitime roi Ferdinand VII, les Cortès ont décrété et décrètent :

ART. 1. — Conformément à la teneur du décret rendu par les Cortès générales et extraordinaires le 1er janvier 1811, lequel sera de nouveau distribué aux généraux et autorités que désignera le gouvernement, le roi ne sera reconnu comme libre, et l'obéissance ne lui sera rendue qu'autant que dans le sein du congrès national il aura prêté le serment prescrit par l'article 173 de la constitution.

ART. 2. — Aussitôt que les généraux commandant les armées qui occupent les provinces frontières seront avisés de la prochaine arrivée du roi, ils devront en prévenir, sans perdre

un instant, le gouvernement et l'informer avec soin du nombre de personnes qui composent la suite du roi, des troupes nationales ou étrangères qui pourraient se diriger sur la frontière, ainsi que de toute autre circonstauce de quelque importance, et le gouvernement devra communiquer immédiatement ces nouvelles aux Cortès.

Art. 3. — La Régence donnera aux généraux les ordres et instructions convenables pour qu'à l'arrivée du roi à la frontière il reçoive une copie de ce décret, en même temps qu'une lettre de la Régence où il sera informé de l'état de la nation, des sacrifices héroïques qu'elle a faits, et des résolutions prises par les Cortès pour assurer l'indépendance nationale et la liberté du monarque.

Art. 4. — Aucune force armée ne pourra entrer avec le roi. Toutes celles qui voudraient pénétrer au delà de nos frontières et dépasser les lignes de nos armées devraient être repoussées par la force, suivant les lois de la guerre.

Art. 5. — Dans le cas où la force armée accompagnant le roi serait composée d'Espagnols, les généraux en chef devront suivre les instructions qui leur seront données par la Régence, lesquelles doivent tendre à concilier le juste soulagement dû à ceux qui ont eu à souffrir le triste sort de prisonniers avec l'ordre et la sécurité de l'État.

Art. 6. — Le général en chef de l'armée qui aura l'honneur de recevoir le roi, lui donnera de son propre corps une escorte proportionnée à sa haute dignité et lui rendra tous les honneurs dus à sa royale personne.

Art. 7. — Il ne sera permis à aucun étranger, même en qualité de domestique, d'accompagner le roi.

Art. 8. — Il ne sera permis d'accompagner le roi, ni de rester à son service, à aucun Espagnol qui aurait obtenu de Napoléon ou de son frère Joseph quelque emploi, pension ou décoration, ou qui aurait suivi l'armée française dans sa retraite.

Art. 9. — Il est confié à la Régence le soin de signaler la route que devra suivre le roi pour revenir dans cette capitale, afin que pour le cortége, la suite et les honneurs dont il devra être entouré dans son voyage et à son entrée dans Madrid, Sa

Majesté reçoive tous les témoignages de respect dus à sa dignité suprême et à l'amour que lui voue la nation.

Art. 10. — Le président de la Régence est autorisé par ce décret, aussitôt qu'il apprendra l'arrivée du roi sur le territoire espagnol, à sortir à sa rencontre, et à l'accompagner jusqu'à son entrée dans sa capitale.

Art. 11. — Le président de la Régence présentera à Sa Majesté un exemplaire de la constitution politique de la monarchie, afin que Sa Majesté puisse en parfaite connaissance de cause et avec une intention bien arrêtée prêter le serment prescrit par la constitution.

Art. 12. — Dès son arrivée à la capitale, le roi viendra en droite ligne au congrès prêter ce serment, et dans cette cérémonie devront être observés tous les usages et les solennités fixés par le règlement intérieur des Cortès.

Art. 13. — Aussitôt que le roi aura prêté le serment prescrit dans la constitution, trente membres du Congrès, dont deux secrétaires, accompagneront Sa Majesté au palais, où la Régence, préalablement assemblée en toute cérémonie, remettra le gouvernement aux mains de Sa Majesté, conformément à la constitution et à l'article 2 du décret du 4 septembre 1813. La députation reviendra au congrès pour y rendre compte de l'exécution de son mandat, et le procès-verbal en sera conservé dans les archives des Cortès.

Art. 14. — Le même jour les Cortès, avec toute la solennité voulue, rendront un décret ayant pour but de faire connaître à toute la nation l'acte solennel par lequel, en vertu du serment prêté, le roi a été placé constitutionnellement sur son trône. Une fois lu dans les Cortès, ce décret sera remis aux mains du roi par une seconde députation semblable à la précédente, pour être publié avec les mêmes formalités que tous les autres, conformément à l'article 14 du règlement intérieur des Cortès.

Madrid, 2 février 1814.

NOTE D.

MANIFESTE DES CORTÈS.

Voir *Decumentos á los que se hace referencia en los Apuntes historico-criticos sobre la Revolucion de España*, por el marques de Miraflorès, t. I, p. 23.

NOTE E.

ADRESSE PRÉSENTÉE AU ROI PAR LES DÉPUTÉS CONNUS SOUS LE NOM DE *Perses*.

Voici la traduction des premières phrases de cette adresse ; elles expliquent le nom spécial qu'elle a valu à tous les députés qui la signèrent :

« C'était un usage chez les anciens Perses de passer cinq « journées entières dans un état d'anarchie après la mort de « leur roi, pour que l'expérience des assassinats, vols et autres « malheurs qu'ils avaient alors à supporter les contraignît à « une fidélité plus grande envers le nouveau monarque. Pour « rester fidèle à Votre Majesté, l'Espagne n'avait pas besoin « de faire un essai semblable pendant les six années de votre « captivité. »

Voir Lafuente, *Historia de España*, edicion economica, t. XIII, p. 527.

NOTE F.

LISTE DES INDIVIDUS DEVANT ÊTRE ARRÊTÉS DANS LA NUIT DU 10 AU 11 MAI 1814, SUIVANT LES ORDRES ROYAUX TRANSMIS PAR DON PEDRO MAGANAZ AU CAPITAINE GÉNÉRAL DE LA NOUVELLE-CASTILLE, GOUVERNEUR CIVIL ET MILITAIRE DE MADRID, DON FRANCISCO BORJA.

Don Bartolomé Gallardo.

Don Manuel Quintana, ex-secrétaire de la junte de Séville.

Don Agustin Arguelles, ex-député aux Cortès constituantes.
Le comte de Toreno, id.
Isidoro Antillon, id.
Le comte de Noblejas et son frère.
Don José Maria Calatrava, ex-constituant.
Don Juan Corradi.
Don Juan Nicasio Gallego, poëte distingué.
Don Nicolas Garcia Page.
Don Manuel Lopez Cepero, député aux Cortès de 1813.
Don Francisco Martinez de la Rosa, id.
Don Antonio Larrazabal.
Don José Miguel Ramos Arispe.
Don Tomas Isturiz, député aux Cortès de 1813.
Don Ramon Feliú, ex-constituant.
Don Joaquim Lorenzo Villanueva, ex-constituant.
Don Antonio Oliveiros, id.
Don Diego Munoz Torrero, id.
Don Antonio Cano Manuel, id.
Don Manuel Garcia Herreros, id.
Don Juan Alvarez Guerra, id.
Don Juan O'Donoju.
Don José Canga Arguelles, ex-ministre des finances, ex-député aux Cortès de 1813.
Don Miguel Antonio Zumalacarreguy.
Don José Maria Gutierrez Teran.
Maiquez et Bernardo Gil, acteurs célèbres.
Don Dionisio Capaz.
F. Beltran et son frère.
Don Antonio Cuartero, député aux Cortès de 1813.
Don Santiago Aldama.
Don Manuel Pereira.
Don José Zorraquin, ex-constituant.
Don Joaquim Diaz Caneja.
Le boiteux de Malaga, spectateur assidu aux réunions des Cortès de Cadix.

NOTE G.

DÉCRET DU 4 MAI 1814, DATÉ DE VALENCE.

Voir Lafuente, *Historia de España* (edicion economica, t. XIII, p. 529 à 534); Miraflorès, *Documentos à los que se hace referencia en los apuntes*. (Londres, oficina de Ricardo Taylor, 1834.)

NOTE H.

DÉCRET ROYAL CONTRE LES JOSEPHINOS.

Ayant appris que plusieurs de ceux qui se sont ouvertement déclarés partisans et fauteurs du gouvernement intrus cherchent à revenir en Espagne, que quelques-uns se trouvent en ce moment à Madrid, et usent même en public de certains signes distinctifs que doivent seulement porter les personnes loyales et de mérite, le roi, pour éviter aux bons le juste chagrin qu'ils doivent éprouver, et pour les préserver des fatales conséquences que pourrait produire le retour dans ces domaines de ceux qui ont suivi les bannières de l'intrus qui se proclamait roi, a pris les résolutions suivantes :

ART. 1er. — Les capitaines généraux, commandants, gouverneurs et juges des villes frontières ne laisseront pénétrer en Espagne, sous aucun prétexte :

1° Quiconque aura servi le gouvernement intrus en qualité de conseiller ou de ministre;

2° Quiconque ayant été antérieurement employé par Sa Majesté en qualité d'ambassadeur ou de ministre, de secrétaire d'ambassade ou de ministère, ou de consul, aura depuis accepté de ce gouvernement un emploi ou aura continué en son nom d'occuper celui qui lui était confié;

3° Tout général et tout officier, à partir du grade de capitaine, qui aura été incorporé dans les troupes de ce gouvernemen tou aura servi contre la nation ;

4° Quiconque aura été employé par l'intrus soit à la police, soit dans les préfectures, sous-préfectures ou à la junte criminelle ;

5° Tout noble titré, tout prélat, ou toute personne ayant obtenu dudit gouvernement une dignité ecclésiastique, ou ayant été confirmé par lui, ou ayant suivi son parti, ou s'étant expatrié à la suite de l'intrus.

Au cas où l'un quelconque de ces individus aurait déjà pénétré dans le royaume, on devrait l'en faire sortir, sans lui causer néanmoins d'autre vexation que celle nécessaire pour l'exécution de cette mesure.

Art. 2. — Ceux qui n'appartiennent pas à ces catégories peuvent rentrer dans le royaume ; mais il leur est défendu de venir à Madrid, et de s'établir dans une localité qui en soit distante de moins de 20 lieues.

Partout où ils fixeront leur résidence, ils devront se présenter au commandant, gouverneur, alcalde ou juge, qui en informera le gouverneur politique de la province ; celui-ci fera passer l'avis au ministère de la justice pour que note en soit gardée ; tous ces individus resteront sous la surveillance des chefs indiqués, ou à leur défaut des autorités municipales, qui devront surveiller leur conduite politique et en seront responsables.

Art. 3. — Aucun de ces individus ne pourra être proposé pour un emploi du gouvernement, pour une commission administrative ou judiciaire ; les officiers au-dessous du grade de capitaine et les cadets ne continueront point dans leur emploi et ne pourront point porter l'uniforme ; il en sera de même pour la milice. Tous ceux à qui il est permis de rentrer dans le royaume, dont la conduite ne donnera lieu à aucun recours, ne seront point gênés dans leur liberté ; ils jouiront comme les autres d'une entière sécurité réelle et personnelle.

Art. 4. — Ceux des catégories indiquées plus haut qui habitent déjà dans la capitale, et qui ne se sont pas expatriés, seront prévenus par les juges qu'ils aient à se rendre hors de la capitale, à la distance énoncée, aussitôt qu'il aura été établi qu'ils appartiennent à la classe soumise à cette condition.

Art. 5. — Ceux qui antérieurement avaient obtenu du roi une croix ou une autre distinction politique ne peuvent la porter ; cela est encore moins permis à ceux qui auraient reçu semblable distinction du gouvernement intrus, et voudraient reprendre celle qu'ils avaient antérieurement. Ce sont là des récompenses pour la loyauté et le patriotisme ; et ceux-là ont manqué à leurs obligations.

Art. 6. — Les femmes mariées qui se sont expatriées avec leur maris doivent suivre le sort de ces derniers ; pour les autres, et les mineurs âgés de moins de vingt ans, qui se sont expatriés à la suite du même gouvernement, le roi usant de bénignité avec eux leur permet de revenir à leurs maisons, au sein de leurs familles ; mais ces personnes seront soumises à la surveillance du chef politique de l'endroit où elles résideront.

Art. 7. — Pour les sergents, caporaux, soldats et marins qui ont servi sous les drapeaux de l'intrus, ou ont fait partie des corps qui ont fait la guerre contre la nation, considérant que de telles personnes ont été entraînées à commettre ce délit plutôt par séduction que par perversité, que quelques-unes ont pu y être contraintes par la force, Sa Majesté s'abandonnant aujourd'hui à sa naturelle clémence, en raison de son jour de fête, de son heureux rétablissement sur le trône de ses ancêtres, a déclaré qu'elle leur faisait grâce de la peine qu'ils avaient méritée, qu'elle leur accordait son pardon, si dans le délai d'un mois, pour ceux qui résident en Espagne, de quatre mois pour ceux qui résident au dehors, et pourvu qu'ils n'aient commis aucun de ces délits qui ont été exceptés dans les amnisties générales, ils se présentaient pour réclamer cette faveur royale devant un capitaine général, commandant, gouverneur ou juge du royaume. Il leur sera délivré un document pour certifier cette présentation, dans le délai voulu ; passé ce terme, on pourra procéder contre eux conformément aux ordonnances, s'ils viennent à être saisis sur le territoire espagnol.

Madrid, 30 mai 1814.

NOTE I.

DÉCRET ROYAL RÉTABLISSANT L'INQUISITION.

Le glorieux titre de *Catholiques*, qui distingue les rois d'Espagne entre tous les monarques chrétiens, parce qu'ils n'ont jamais supporté dans leur royaume d'autre religion que la catholique, apostolique et romaine, est pour moi un stimulant puissant qui me porte à employer, pour le mériter, tous les moyens que Dieu a mis dans mes mains.

Les derniers troubles, la guerre qui durant six années a affligé toutes les provinces de mon royaume, le séjour pendant tout ce temps de soldats étrangers appartenant à diverses sectes et presque tous ennemis acharnés de la religion catholique, le désordre que de semblables maux entraînent toujours avec eux, le peu de soin qu'on a eu pendant longtemps de pourvoir aux choses de la religion, toutes ces circonstances ont favorisé la licence des méchants, et leur ont permis de vivre à leur fantaisie; elles ont facilité l'introduction et la propagation d'opinions pernicieuses par les mêmes moyens qui ont aidé à leur développement dans d'autres pays.

Désirant donc remédier à un si grand mal et conserver en même temps dans mon royaume la sainte religion de Jésus-Christ, si chère à mes peuples qui l'aiment et par elle ont vécu et vivent heureux; voulant aussi remplir l'obligation que les lois fondamentales du royaume imposent au souverain et que j'ai juré d'exécuter fidèlement, et comprenant que le maintien de la religion est le meilleur moyen de préserver mes sujets de discussions intestines, de conserver la paix et la tranquillité, j'ai cru qu'il serait très-convenable dans les circonstances actuelles de rétablir le tribunal du saint office dans l'exercice de sa juridiction.

J'ai reçu de nombreuses représentations de prélats savants et vertueux, de corporations, de personnes haut placées par leur caractère soit dans l'ordre ecclésiastique, soit dans l'ordre séculier; et toutes s'accordent pour reconnaître que c'est à ce tribunal que l'Espagne doit l'avantage de n'avoir pas été

infestée dans le seizième siècle des maux qui ont causé tant d'affliction à d'autres royaumes ; que c'est à lui qu'elle doit sa prospérité dans les lettres, ses grands hommes, le juste éclat dont elle a brillé pour sa sainteté et sa vertu. Toutes reconnaissent qu'un des principaux moyens employés par l'oppresseur de l'Europe pour semer la corruption et le désordre, dont il devait retirer tant d'avantages, a été de le détruire sous le faux prétexte que les progrès des lumières ne permettaient pas à ce tribunal une plus longue existence ; et que c'est aussi dans ce même but qu'il fut annulé par les Cortès dites *générales et extraordinaires*, alors qu'elles procédèrent tumultueusement au grand regret de la nation au vote de la constitution. Aussi concluent-elles à me demander avec insistance le rétablissement de ce tribunal.

C'est donc pour accéder aux vœux et aux désirs de mon peuple, qui par amour pour la religion de ses pères a rétabli de lui-même quelques-uns des tribunaux subalternes, que j'ai résolu le rétablissement du conseil de l'inquisition et des autres tribunaux du saint office ; j'ai décidé qu'ils reprendraient l'exercice de leur juridiction, aussi bien de l'ecclésiastique qui, à la sollicitation de mes prédécesseurs, leur a été accordée par les souverains pontifes, que de l'ordinaire placée actuellement entre les mains des prélats locaux, et la royale qu'ils tiennent de la couronne ; pour toutes ils se régiront par les mêmes ordonnances qu'ils suivaient en 1808, par les lois et décrets que pour éviter certains abus et modérer certains priviléges il a fallu prendre à des époques distinctes.

De plus, comme en outre de ces mesures il peut y en avoir d'autres à prendre, comme mon intention est d'améliorer cette institution pour le plus grand bien de mes sujets, je veux qu'aussitôt après l'établissement du conseil de l'inquisition, deux de ses membres, d'accord avec deux membres de mon conseil royal, les uns et les autres choisis par moi, examinent avec soin le mode de procéder dans toutes les causes du saint office, et la méthode à suivre pour la censure et la prohibition des livres ; si dans cette méthode et le mode ils trouvent quelque chose qui soit contraire à la bonne administration de la justice, ou quelque variation qui se doive faire, qu'ils m'en

préviennent, qu'ils me soumettent leurs idées, et je prendrai une résolution.

Madrid, 21 juillet 1814.

NOTE J.

DÉCRET ROYAL RÉTABLISSANT LES JÉSUITES.

Depuis que, par l'infinie et spéciale miséricorde que Dieu, notre Seigneur, m'a témoignée à moi et à mes loyaux et aimés vassaux, je me suis trouvé au milieu d'eux rétabli sur le glorieux trône de mes ancêtres, des représentations fréquentes et ininterrompues m'ont été adressées par des provinces, des cités, des villes et des bourgs de mes royaumes, par des archevêques, des évêques, des ecclésiastiques, des laïques, toutes personnes qui m'ont donné les preuves les plus éclatantes de leur loyauté, de leur amour pour leur patrie et de l'intérêt véritable qu'elles ont pris et qu'elles prennent à la félicité temporelle et spirituelle de mes vassaux, pour me prier, avec les instances les plus vives, de rétablir dans mes domaines la compagnie de Jésus. On m'a manifesté les avantages qui résulteraient pour mes vassaux de leur rétablissement; on m'a excité à suivre l'exemple d'autres souverains de l'Europe qui ont déjà rappelé les jésuites, et particulièrement celui de Sa Sainteté, qui n'a pas hésité à révoquer le bref de Clément XIV, du 21 juillet 1773, qui a éteint l'ordre des réguliers de la compagnie de Jésus, en publiant la célèbre constitution du 24 août de l'année dernière *Sollicitudine omnium ecclesiarum*, etc...

Sous le coup d'instances aussi pressées, j'ai cherché à me faire rendre un compte plus exact des imputations criminelles qui ont été dirigées contre la compagnie de Jésus par ses émules et ses ennemis, qui sont non-seulement les siens, mais encore ceux de la sainte religion de Jésus-Christ, première loi fondamentale de la monarchie que mes ancêtres ont défendue avec tant d'opiniâtreté et de fermeté, en portant le titre de *Catholiques* que tous les souverains leur ont reconnu et leur reconnaissent; ancêtres dont je pense et désire suivre l'exem-

ple avec le secours que Dieu m'accordera ; par cet examen je suis arrivé à me convaincre de la fausseté de ces imputations. Ce sont les vrais ennemis de la religion et des trônes qui ont travaillé et miné pour discréditer par leurs calomnies, leurs attaques et leurs moqueries la compagnie de Jésus, pour en amener la dissolution et pour en poursuivre les membres innocents. L'expérience l'a prouvé ; car tandis que la compagnie était parvenue à vaincre l'impiété, nous avons vu de la même manière dans les derniers temps disparaître beaucoup de trônes, et ces maux n'auraient pu se réaliser du vivant de la compagnie, boulevard inexpugnable de la sainte religion de Jésus-Christ dont les dogmes, préceptes et conseils sont les seuls capables de façonner d'aussi dignes et d'aussi braves vassaux que l'ont été les miens en mon absence à l'admiration générale de l'univers. Les ennemis mêmes de la compagnie de Jésus qui l'ont attaquée le plus ouvertement, qui ont lancé le plus d'accusations sacriléges contre elle, contre son saint fondateur, contre son gouvernement intérieur et sa politique, ont été forcés d'avouer qu'il lui a fallu peu de temps pour faire admirer la prudence remarquable avec laquelle elle était gouvernée, qu'elle a rendu d'importants services par la bonne éducation de la jeunesse confiée à ses soins et par l'ardeur avec laquelle ses membres se sont livrés à l'étude de la littérature ancienne, puisqu'on doit en partie à ses efforts les progrès de la belle littérature. Ils ont produit des maîtres habiles dans différentes sciences et peuvent se vanter d'avoir fourni un plus grand nombre d'écrivains que toutes les autres communautés réunies ; dans le nouveau monde ils ont exercé leurs talents avec beaucoup d'éclat et de splendeur, et d'une manière très-utile et très-féconde pour l'humanité ; les crimes dont on les a accusés n'étaient l'œuvre que d'un petit nombre ; la plupart des jésuites se consacraient à l'étude des sciences, aux cérémonies de la religion et se dirigeaient selon les préceptes ordinaires qui éloignent les hommes du vice et les conduisent à l'honnêteté et à la vertu.

Malgré tout, comme mon auguste aïeul a réservé pour lui-même les justes et graves motifs qui l'obligèrent bien malgré lui à prendre la mesure d'éloigner les jésuites de tous ses

domaines et à signer les décrets contenus dans la pragmatique sanction du 2 avril 1767 qui forme la troisième loi du livre I, tit. XXVI, de la *Novisima recopilacion ;* comme je suis pénétré des sentiments religieux, de la sagesse, de l'expérience des jésuites dans le délicat et sublime art de régner, comme l'affaire par sa nature, ses moyens et sa transcendance doit être traitée et examinée dans mon conseil pour qu'avec son avis je puisse arriver à une résolution utile et sage, j'ai renvoyé à son examen, avec divers ordres, plusieurs des représentations qui m'ont été adressées, et je ne doute pas qu'il ne s'empressera de me soumettre les mesures les meilleures et les plus convenables pour ma royale personne, pour l'Etat, pour la félicité temporelle et spirituelle de mes vassaux.

D'autre part, il n'est pas à craindre que le conseil ne vienne à reconnaître la nécessité et l'utilité publique du rétablissement de la compagnie de Jésus ; aussi, les instances et les suppliques qui me sont adressées à l'effet de l'obtenir étant de jour en jour plus actives, j'ordonne que pour le moment on rétablisse les maisons des jésuites dans toutes les villes et villages qui les ont demandées, malgré les prescriptions contenues dans la royale pragmatique sanction du 2 avril 1767, malgré toutes les lois et ordres royaux promulgués postérieurement pour la faire exécuter. Je les déroge, les révoque et les annule en tout ce qui s'oppose au prompt et immédiat rétablissement des colléges, hospices, maisons professes et de noviciat, résidences et missions établies dans les villes et villages qui ont présenté leurs demandes, sans préjudice d'étendre le rétablissement à toutes les maisons qui ont existé dans mes domaines, et sous la condition qu'aussi bien ceux qui sont remis en possession par ce décret, que ceux qui seront réhabilités par la résolution qui suivra l'avis du conseil, seront soumis aux lois et aux règles que je fixerai conformément à cet avis ; car ces lois et ces règles seront établies pour la plus grande gloire et la prosperité de la monarchie, comme pour le meilleur régime et le plus parfait gouvernement de la compagnie de Jésus, en raison de la protection que je dois dispenser aux ordres religieux établis dans mes Etats, et de la suprême entente économique que le Tout-Puissant a déposée

entre mes mains pour le bien de mes vassaux et le respect de ma couronne.

Madrid, 29 mai 1815.

NOTE K.

LETTRE DE MORILLO, COMTE DE CARTHAGÈNE, A SON GOUVERNEMENT [1].

« Au Ministre de la guerre en Espagne,

« Monsieur, à mon arrivée à Venezuela je donne à Votre Excellence toutes les informations relatives à la tranquillité et à la sécurité de cette partie des domaines de Sa Majesté. De Carthagène je vous donnai de semblables détails et je vous fis connaître la situation générale de la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade. Je suis maintenant obligé de vous démontrer l'urgente nécessité de renforcer l'armée sous mes ordres et d'envoyer des troupes fraîches à Venezuela.

« Les maladies ont beaucoup diminué mes troupes; j'ai d'ailleurs été obligé d'en envoyer au Pérou et à Puerto Rico et d'en laisser d'autres dans les places que les rebelles ont prises dernièrement. Je peux dire, sans exagération, que mon armée, maintenant, véritable squelette, est très-insuffisante pour les devoirs qu'elle doit remplir, spécialement dans le territoire de Venezuela.

« Quand je pris l'île de Margarita, les rebelles émigrèrent à Carthagena, à Santa Fé de Bogota, où des troupes indisciplinées se disposaient à la résistance; d'autres se réfugièrent aux Antilles, espérant, ce qui est arrivé, que mes forces diminueraient et qu'ils pourraient effectuer une autre révolution à Cumana, Margarita et à Guyana. Ils sont soutenus dans ce projet par les mécontents de France et par quelques spéculateurs d'Angleterre.

« Quand je m'emparai de Carthagène, les insurgés se réu-

[1] Cette lettre faisait partie des papiers saisis sur le navire la *Leona*, pris par un corsaire de Buenos-Ayres. On la trouve tout entière dans l'ouvrage intitulé : *Révolutions de l'Amérique espagnole*, par un citoyen de l'Amérique espagnole (Paris, Mongie aîné, 1819, 2e édit.).

nirent aux Cayes, avec l'intention d'attaquer la partie de la côte la moins défendue, ou, dans le cas de non-succès, de piller et de se rembarquer aussitôt. Elles ont réussi dans ce dernier projet, et maintenant ils achètent des armes avec le produit des denrées coloniales qu'ils pillent. Je suis informé qu'ils ont à cette heure, au Port-au-Prince, un dépôt de douze mille fusils au moins, comme je l'ai déjà dit dans ma première communication.

« Par cet exposé, Votre Excellence sentira que les rebelles, en perdant du terrain, concentrent leurs forces, et par ce moyen deviendront supérieurs sur tous les points qu'ils voudront occuper.

« Je prie Votre Excellence de considérer que les troupes employées à Venezuela, lorsque le peuple reconnaissait l'autorité du roi, étaient deux fois plus nombreuses que celles qui sont chargées en ce moment de réduire les rebelles. Cependant mes soldats, malgré la diminution de leur nombre, malgré le dépérissement de leurs forces, sont obligés de livrer chaque jour de nouveaux combats. La même observation peut s'étendre à la Nouvelle-Grenade. Autant que j'ai pu l'observer dans ma marche, j'ai des raisons de croire la province de Carthagène loyale et sincère dans sa soumission; mais les autres provinces n'attendent que l'occasion pour reprendre les armes. Les curés sont particulièrement mécontents; pas un ne paraît attaché au gouvernement royal.

« J'ai déjà exprimé mon désir que Votre Excellence envoyât ici des missionnaires. J'ajoute maintenant qu'il est indispensable d'envoyer aussi des hommes de loi. Si le roi a toujours l'intention de subjuguer ces provinces, il faut prendre les mêmes mesures que lors de la première conquête.

« Dans ma première dépêche je faisais déjà observer à Votre Excellence que nous manquions de troupes pour maintenir dans la sujétion les vice-royautés; je répète que des secours sont indispensables; car, en supposant même le pays soumis, il n'est pas possible de se fier à la division commandée par Calzada ni à celle de l'avant-garde située sur la rive droite du Magdalena, parce qu'elles sont composées de créoles qui, probablement, au premier instant, déserteront et fuiront à

Venezuela, et augmenteront la force de l'ennemi. Les divisions sont néanmoins composées de braves gens susceptibles d'être disciplinés ; mais il vaudrait mieux les envoyer au Pérou, où ils rendraient les plus grands services. A présent ils sont suffisamment occupés dans Antioquia, Popayan et Chocó, toutes provinces rebelles.

« Je fais ces propositions en supposant que des renforts me seront envoyés immédiatement; car, si je n'en reçois pas sur-le-champ, je ne peux dire quel nombre de troupes il nous faudra plus tard pour maintenir notre pouvoir ici. Deux points de la plus haute importance, Margarita et la Guyane, sont en ce moment attaqués par les rebelles du Venezuela. A Margarita, bien commandés, bien approvisionnés, ils combattent en désespérés. Les troupes du roi sont obligées de s'en tenir à la défensive, et si Bolivar arrive avec l'expédition qu'il prépare aux Cayes, j'ignore quel sera le sort de Margarita et de Cumana.

« L'attaque des rebelles à Margarita est liée à celle de la Guyane, où ils sont nombreux; ils occupent toutes les positions qui environnent Angostura, capitale de cette province, et interceptent tous les convois d'approvisionnement. Probablement ils forceront la garnison d'Angostura à se rendre sans combattre, parce qu'il y a dans cette ville un parti pour les insurgés. La province de la Guyane me paraît si importante, que je renouvelle l'observation que j'osais faire une fois devant Sa Majesté à Madrid, c'est que, la Guyane une fois perdue, Caracas et Santa Fé de Bogota courent de grands dangers. J'engage Votre Excellence à vouloir bien prendre une carte de ces contrées, à observer les rivières Orénoque, Apure et Meta, qui sont beaucoup plus navigables que je ne me l'imaginais avant d'avoir quitté Madrid. La même observation peut s'étendre à plusieurs rivières en *los llanos*. Si les rebelles parviennent à s'emparer du cours de ces fleuves, ils coupent par le fait toutes nos communications, ils empêchent l'arrivage de toute espèce d'approvisionnement et réduisent à la dernière extrémité les villes situées dans les régions montagneuses. Les rebelles du Venezuela ont adopté le projet de soutenir la guerre avec des guérillas nombreuses, ils imitent en cela le plan suivi en Espagne à la dernière guerre; et si Bolivar, ou quelque autre

chef en crédit parmi eux prenait le commandement de ces guérillas, ils deviendraient bien dangereux.

« On pense, en Espagne, que l'esprit de révolte est ici concentré dans un petit espace ; il faut détromper Son Excellence sur ce point ; dans Venezuela spécialement l'esprit de révolte est général ; dans la vice-royauté que j'occupe je crois le germe de la rébellion étouffé ; néanmoins j'insiste sur l'article des renforts. La garnison de Carthagena éprouve journellement des pertes par les maladies ; il est nécessaire que la force militaire stationnée dans la Nouvelle-Grenade soit plus forte du double qu'au milieu du dernier siècle.

« Si nous perdons Margarita, les insurgés s'y fortifieront, et par leurs pirateries ils intercepteront notre commerce dans le golfe du Mexique. Il faudra alors nécessairement envoyer une expédition pour reconquérir Margarita ; et si la Guyane est prise, l'expédition sera plus difficile. Les rebelles de Casanare et de Tunja se joindraient à eux ; et si la péninsule de Paraguana était attaquée dans le département de Coro, il resterait peu d'espoir de succès pour les troupes du roi. Mais ces dangers n'existeront pas de longtemps si nous recevons des renforts qui pourraient, chemin faisant, reconquérir Margarita et cette partie de la côte maintenant au pouvoir des insurgés.

« Je n'ai point l'intention d'ajouter aux inquiétudes de Sa Majesté ; je veux seulement, en représentant un tableau fidèle, démontrer la nécessité de redoubler d'efforts pour assurer des conquêtes obtenues au prix de tant de sang et de fatigues. Grâce à la Providence, mes soldats ont courageusement supporté la faim et les privations de tout genre ; mais pouvons-nous espérer que le Ciel leur accordera toujours la même résignation ? De prompts secours d'hommes, d'armes et de munitions sont nécessaires pour que nous puissions porter les derniers coups et obtenir une sûre et entière possession. Il faut diriger nos principaux efforts contre Venezuela et les provinces adjacentes, qui sont défendues par les officiers les plus habiles et les plus entreprenants de l'Amérique. Il faut que les troupes destinées contre Venezuela soient nombreuses,

parce que la division de Bariñas irait, en cas de besoin, au secours de Santa Fé de Bogota.

« Que Dieu conserve Votre Excellence !

« PABLO MORILLO. »

Du quartier à Mompox, le 7 mars 1816.

NOTE L.

LETTRE DE CALLEJA, COMTE DE CALDERON, A SON GOUVERNEMENT [1].

« J'informai Votre Excellence dans ma première dépêche que les rebelles *cabecillas* échappés après la défaite de Morelos, le 5 du mois dernier, s'étaient réunis dans l'intendance de Puebla. Ils se sont depuis assemblés à Tehuacan, et y ont formé une autre junte ; mais Manuel Teran, doué de plus de talent que ses adversaires, et d'ailleurs soutenu par seize cents hommes qu'il commande, avait plus de chances que les autres pour occuper la place de Morelos.

« Les rebelles, quoique tremblants pour leur sort, m'ont envoyé, par l'intermédiaire de la municipalité de Mexico, des dépêches dans lesquelles Votre Excellence verra qu'ils demandent Morelos du ton le plus audacieux, alléguant à l'appui de leur réclamation les droits de la guerre et des nations, comme peuple indépendant.

« J'ai traité leurs réclamations avec un silencieux mépris ; et elles ne m'ont point empêché d'infliger au coupable Morelos la punition qu'il méritait. Je prie Votre Excellence de remarquer leurs expressions ; elles lui peindront le caractère de ces rebelles, la haute opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, la détermination avec laquelle ils agissent, et les espérances qu'ils nourrissent. Par la gazette que je joins à mes dépêches, Votre Excellence verra l'indulto que j'ai publié, ce que j'ai fait bien plus pour concilier l'opinion au gouvernement que par indulgence pour les rebelles.

[1] Cette lettre faisait également partie des papiers saisis sur la *Leona*. Voir *Révolutions de l'Amérique espagnole* (Paris, Mongie aîné, 1819).

« Votre Excellence peut être assurée que cette mesure ne sera pas dangereuse pour la sûreté publique : car, à bien peu d'exceptions près, personne ne voudra avoir recours au pardon offert ; et certainement les principaux chefs et leurs bandes ne poseront pas les armes, dont ils se servent beaucoup plus pour piller que pour obtenir leur indépendance. Si heureusement, contre mon attente, le nombre de ceux qui se soumettraient était plus considérable, cela prouverait qu'ils renoncent à tout espoir ; et alors nous n'aurions plus rien à craindre.

« Si le brigadier don J. Moreno Daoiz, gouverneur de Puebla, avait suivi mes instructions, il aurait empêché les rebelles de se réunir encore à Tehuacan ou bien il les aurait tellement harcelés, que leur plan eût été infructueux. Depuis, les rebelles ont mis fin à leurs dissensions civiles et ont établi un gouvernement pour agir de concert avec les troupes qui infestent les routes de Vera Cruz à Mexico et avec celles qui agissent sur les côtes de Barlovento. . . . .

. . . .

« Je dois informer Votre Excellence que j'ai des nouvelles du nord de l'Amérique, relatives à l'arrivée de Joseph Bonaparte à Washington, ainsi que de la conduite du gouvernement des États-Unis, qui paraît disposé à favoriser la révolution dans ces contrées. On me parle également des plaintes faites par le ministre D. L. de Onis et de la réponse satisfaisante du président. Votre Excellence verra aussi ma réponse à Onis sur le même sujet. On ne peut pas se fier beaucoup au gouvernement de Washington, désireux de voir dans ces provinces un gouvernement à l'instar du sien. Il ne doit pas être difficile d'obtenir de l'Angleterre ce qui est nécessaire. Il faut nous préparer aussi dans le cas où le nord de l'Amérique réaliserait l'invasion qu'il médite. . . . .

. . . .

« A moins que les frontières ou la côte ne soient attaquées ou que les Américains ne réalisent leur projet, je ne vois pas

qu'il y ait à craindre pour le moment que l'autorité du roi soit renversée; depuis l'emprisonnement de Morelos tout le pays jouit d'une certaine tranquillité; néanmoins nous sommes entourés de bandes de pillards qui arrêtent les travaux de l'agriculture, du commerce et des mines si nécessaires à la prospérité de ce pays. Ces bandes ne sont pas assez fortes pour battre la troupe régulière, prendre des villes, enlever des convois; néanmoins nous n'avons pas les forces nécessaires pour les détruire, quoiqu'elles soient souvent battues, harcelées et sévèrement punies lorsqu'elles tombent en notre pouvoir, comme Votre Excellence le verra par les gazettes ci-jointes.

« Que Dieu conserve Votre Excellence !

« FELIX CALLEJA. »

Mexico, 31 décembre 1815.

NOTE M.

RAPPORT DU MINISTRE GARAY SUR L'ÉTAT DES FINANCES EN 1817.

Voir *Diccionario de hacienda con aplicacion a España*, par don José Canga Arguelles, art. *Memorias*, t. II, p. 212.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE II. — LES PROSCRIPTIONS (mai 1814 à mars 1815).

CHAPITRE III. — PORLIER ET MORILLO (mars 1815 à décembre 1816).

CHAPITRE IV. — GARAY ET SAINT-MARTIN (décembre 1816 à septembre 1818).

CHAPITRE V. — L'ARMÉE D'ANDALOUSIE (septembre 1818 à décembre 1819).

NOTES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Paris. —Typ. HENNUYER ET FILS, rue du Boulevard, 7.

L'*Histoire contemporaine de l'Espagne* se divisera en trois séries de deux volumes chacune.

La première série comprendra tout le règne de Ferdinand VII (1814-1833), la deuxième les deux régences de Christine et d'Espartero (1833-1843), la troisième le règne d'Isabelle II (1843-1868).

Paris. — Typographie Hennuyer et fils, rue du Boulevard, 7.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Première Série

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

TOME SECOND

PARIS
CHEZ ARMAND ANGER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
48, RUE LAFFITTE, 48
MADRID
CHEZ M. CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE, PLACE TOPETE, 8
ET CHEZ M. DURAN, CARRERA SAN GERONIMO, 2
1869

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

DU MÊME AUTEUR:

DE L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE OU DE SECOURS MUTUELS et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°. 7 fr. 50.

L'Institut de France (Académie des sciences) a décerné à M. Hubbard une médaille d'encouragement pour cet ouvrage (concours de statistique de 1853).

SAINT-SIMON, SA VIE ET SES TRAVAUX, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1 vol. grand in-18. 3 fr.

Ces ouvrages se trouvent à la librairie GUILLAUMIN et Ce; 14, rue de Richelieu.

Paris. — Typ. HENNUYER ET FILS, rue du Boulevard, 7.

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Première Série

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

TOME SECOND

PARIS

CHEZ ARMAND ANGER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

48, RUE LAFFITTE, 48

MADRID

CHEZ M. CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE, PLACE TOPETE, 8

ET CHEZ M. DURAN, CARRERA SAN GERONIMO, 2

1869

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

LIVRE II

RÉGIME CONSTITUTIONNEL

1820-1823

CHAPITRE I

LA CONSTITUTION DE 1812.

(Janvier à juillet 1820.)

Pronunciamiento de Riego à las Cabezas. — Quiroga, général en chef des troupes insurgées, proclame la constitution de 1812. — Cadiz est maintenue dans l'obéissance. — Course de la colonne de Riego à travers l'Andalousie.— Pronunciamiento de la Corogne.— Le mouvement se propage dans la Galice, les Asturies et l'Aragon. — Le comte de l'Abisbal à Ocaña. — Premières concessions de Ferdinand VII. — Agitation à Madrid. — Ferdinand jure la constitution de 1812.—Pronunciamientos de Barcelone, Pampelune et Valence. — La journée du 10 mars à Cadiz. — Junte provisoire consultative. — Ministère Arguelles. — Les sociétés patriotiques commencent à s'organiser. — Attitude de la junte vis-à-vis de Ferdinand ; ses principales mesures. — Enthousiasme de la nation. — Confiance générale. — Chacun saura-t-il déposer ses haines et ses préventions pour entrer dans une pratique sincère du régime constitutionnel ? — Convocation des Cortès pour le 9 juillet. — Élections. — Tentatives des serviles pour empêcher la réunion des Cortès.

Le 1er janvier 1820 était le jour fixé par les libéraux de Cadiz pour entreprendre le grand projet de révolte, qui mû-

rissait depuis si longtemps, contre le système despotique de Ferdinand.

Ce jour-là, en effet, le signal fut donné à las Cabezas de San Juan par don Rafael de Riego, commandant du bataillon des Asturies. Avec une énergie et une décision qui rendirent pour toujours son nom populaire en Espagne, et manifestant du premier coup la portée politique de son action, ce vaillant militaire réunit ses soldats sur la place de la ville où il était campé, les harangua et proclama solennellement la constitution de 1812. Ses intentions ainsi connues, il se mit à leur tête à l'entrée de la nuit et les entraîna au quartier général d'Arcos où il surprit et fit prisonnier, à deux heures du matin, le vieux Calleja et tout son état-major; le bataillon qui gardait le général se joignit à lui le 2 janvier, et le lendemain il vit également se ranger sous ses ordres les deux bataillons de Séville et d'Aragon, qui s'étaient prononcés dans leurs campements respectifs.

Le plan avait réussi parfaitement de ce côté; avait-il eu partout la même issue? Une tâche non moins importante avait été confiée au colonel Quiroga, choisi d'avance pour être le général en chef de l'armée nationale. C'était un caractère moins ardent, moins enthousiaste que celui de Riego, mais il était plus capable de suivre un plan politique et de diriger toute une entreprise. Quiroga était prisonnier à Alcala de los Gazules; on perdit quelque temps à lui faire recouvrer sa liberté; il parvint cependant à entraîner les deux bataillons d'Espagne et de la Couronne, et se mettant aussitôt en route pour l'île de Leon, il arriva le 3 janvier après une marche pénible au pont de Zuaso, qui met cette île en communication avec la terre ferme. Le corps chargé de défendre le pont et la garnison ne lui opposent aucune résistance; il peut franchir ces deux obstacles et même arrêter le ministre de la marine, Cisneros, arrivé depuis peu.

Ce succès obtenu, il fallait sans perdre un moment marcher sur Cadiz et pénétrer dans cette place importante, dont l'occupation aurait donné le meilleur point d'appui au mouvement; mais il y eut quelques retards malheureux, et Quiroga ne se présenta devant la citadelle, qui ferme hermétiquement l'entrée de Cadiz du côté de l'île de Leon, que le 3 janvier vers minuit. Deux heures plus tôt, la Cortadura (nom donné à l'emplacement sur lequel est bâti cette citadelle) se trouvait tout à fait abandonnée; mais on eut le temps d'y envoyer quelques soldats, et à leur tête un jeune officier avide de se distinguer et d'attirer les regards, don Luis Fernandez de Cordoba. Quiroga, plein de confiance dans les rapports qui lui avaient été faits par les libéraux avec lesquels il était en relation directe, Galiano, Vallesa, Mendizabal, sur l'état de la place de Cadiz, s'imaginait être accueilli avec empressement au moment où il se présenterait devant cette ville avec un nombre de soldats suffisant; la résistance que lui opposa l'officier Cordoba le surprit au plus haut degré; il ne se crut pas en mesure de tenter l'assaut, qui eût offert en réalité les plus graves dangers, s'il y eût eu dans la citadelle une garnison assez nombreuse pour la défendre; et un peu déconcerté par ce fâcheux incident, il redescendit dans l'île de Leon, où il s'occupa de s'installer sérieusement.

C'était un grave échec pour les conjurés de n'avoir pu pénétrer dans Cadiz; mais en revanche ils avaient en trois jours obtenu de grands résultats : ils avaient six bataillons à leur disposition; l'armée d'Andalousie était toute désorganisée; le branle était donné à toute la machine gouvernementale; Cadiz pouvait d'un moment à l'autre se révolter et tomber entre leurs mains.

Sous cette impression, Quiroga s'établit dans l'île de Leon et s'occupa activement de la partie politique du plan d'insurrection en publiant des proclamations qui indiquaient

toutes le rétablissement de la constitution de 1812 comme l'unique but vers lequel tendaient les aspirations du pays.

Aux deux bataillons qui l'accompagnaient dans l'origine étaient venus successivement s'ajouter les quatre soulevés par Riego, le bataillon des Canaries et une batterie d'artillerie qui furent amenés par Lopez Baños. Plusieurs des chefs arrêtés au Palmar, et qui étaient enfermés à Cadiz, Arco Aguero, O'Daly, San Miguel, purent s'évader, traverser la baie et rejoindre au puerto Santa Maria les troupes de Riego qui étaient venues s'y établir.

Le nombre des insurgés campés autour de la ville de Cadiz atteignait déjà le 5 janvier 5 000 hommes; on avait lieu d'espérer qu'il irait s'augmentant tous les jours, car le pays tout entier aspirait à un changement; même ceux qui au nom de la discipline militaire croyaient de leur devoir de s'opposer au mouvement, en désiraient au fond du cœur le succès et le triomphe. Le même Cordoba, qui par sa défense de la Cortadura faillit dès l'origine condamner Riego et Quiroga au sort des Porlier et des Lacy, répondait à un officier rebelle qui parlait de faire sa soumission et de rentrer dans Cadiz : « Estimez-vous heureux de mourir pour une cause aussi belle et aussi noble, qu'à mon grand regret je me vois obligé de combattre[1]. » Avec ces moyens cependant les conjurés se virent bientôt bloqués par le général don Manuel Freire, nommé capitaine général d'Andalousie. Ils purent, il est vrai, s'emparer de l'arsenal de las Caracas, où ils trouvèrent des ressources pour alimenter leurs troupes pendant quelque temps; mais tous leurs efforts sur Cadiz furent repoussés. Ils avaient cru pouvoir compter dans cette ville sur le bataillon de Soria, et en effet le colonel Rotalde s'était déclaré en leur faveur le 24 janvier; un instant la ville

1 *Vindicacion del general Cordoba*, p. 483.

avait été en leur pouvoir. Cordoba, sans autre prestige que celui de son premier succès à la Cortadura, put au moment définitif reconquérir l'influence sur la troupe, et en la ramenant à l'obéissance, il força le colonel à la retraite.

Un mois presque entier allait s'être écoulé, et les deux armées, l'une révoltée, l'autre soumise, étaient encore en présence ; semblable situation n'était pas tenable. Il fallait en sortir par un nouveau coup d'audace. Ce fut alors que Riego, que son caractère impétueux rendait particulièrement propre à de semblables opérations, résolut à la tête d'une colonne de 1 500 hommes de parcourir toute l'Andalousie pour éveiller par sa présence l'ardeur des populations et prouver partout que le moment était bien venu de renverser l'odieux système qui opprimait la nation. Le 27 janvier il était déjà sous les murs d'Algesiras ; son intention était d'enlever les troupes qu'y commandait don José O'Donnell ; mais ce général se maintint sur la défensive ; il conserva la discipline parmi ses soldats et se sentit même assez fort pour poursuivre celui qui venait l'attaquer. Riego déconcerté, mais non découragé, fait volte-face et s'interne dans les montagnes avec l'intention de se diriger sur Malaga. Il y parvint en effet (20 février) ; mais lorsque déjà il se croyait maître de cette ville, il y fut atteint par le général José O'Donnell, qui engagea avec lui une lutte assez vive au milieu même des rues ; il avait perdu beaucoup de soldats pendant la longue course qu'il venait d'entreprendre ; aussi se voyant inférieur en nombre, il donna le signal de la retraite et se réfugia de nouveau dans les montagnes d'Antequera. On le jugeait perdu et tout à fait débandé, quand on le vit reparaître successivement à Ronda, à Moron, puis enfin à Cordoue. L'accueil qui lui fut fait dans cette dernière ville est trop de nature à bien faire comprendre l'impression sous laquelle se trouvait le pays pour qu'il soit permis de le passer

sous silence; dès qu'on apprit à Cordoue l'arrivée de la colonne, les soldats qui occupaient la ville se retirèrent tout de suite dans leurs cantonnements. La population, silencieuse, mais empressée, accorda aux expéditionnaires des vivres et des ressources; elle leur permit de se loger dans un couvent et d'y passer la nuit, elle les laissa se débander, répandre leurs proclamations dans la cité, puis repartir le lendemain pour la sierra Morena, sans songer à les inquiéter en aucune façon. La terreur inspirée par le système des six années antérieures pesait évidemment sur tous les esprits; on désirait et on n'osait pas; on éprouvait une admiration pour les malheureux soldats qui paraissaient se dévouer à une mort certaine, et on craignait de partager leur sort; il n'y avait pas de confiance dans l'issue du pronunciamiento de l'île de Leon. Riego cependant ne pouvait continuer cette course aventureuse si, tandis que la fatigue lui enlevait chaque jour quelques-uns de ses partisans, nul ne venait se ranger sous ses drapeaux. En quittant Cordoue le 7 mars, il se jeta dans la vallée du Guadiato, traversa les villages de Belmez et d'Espiel, et en arrivant en Estramadure, voyant sa colonne réduite à 45 hommes, après avoir parcouru 150 lieues en six semaines, il se décida à donner lui-même le signal de la dispersion (11 mars).

Que s'était-il passé tandis que la colonne de Riego exécutait cette marche à travers l'Andalousie? Qu'était-il advenu de Quiroga? La ville de Cadiz était-elle restée fidèle à l'autorité royale? Quelle impression avait produite dans toute l'Espagne la nouvelle de l'insurrection?

Quiroga s'était maintenu avec fermeté dans l'île de Leon et à las Caracas, quoiqu'il eût à lutter contre l'absence de ressources, car celles qu'il avait trouvées dans l'arsenal s'épuisaient rapidement; allégé un instant par le départ de Riego et de sa colonne, il n'en avait pas moins bientôt senti

l'habileté du système de blocus employé à son égard par le général Freire. Si le pays restait trop longtemps à se prononcer, il serait bientôt dans l'impossibilité de conserver la position qu'il avait prise; déjà la désertion commençait à se manifester dans ses troupes, et l'insurrection menaçait de mourir de consomption, à moins qu'un nouvel incident ne vînt lui rendre la vitalité, à moins que Cadiz, par exemple, ne se déclarât en sa faveur. Si dans cette ville la population eût été abandonnée à elle-même, nul doute qu'elle n'eût ouvert ses portes avec empressement à l'armée constitutionnelle; mais en présence des soldats et marins qui y étaient accumulés, tout le pouvoir appartenait au général Freire et à l'amiral Villavicencio; ils tenaient dans leurs mains les clefs de la ville, et se montraient au contraire disposés à rétablir l'autorité royale. On les voyait rechercher avec soin tous les moyens d'exciter parmi leurs officiers et les soldats une violente haine contre les troupes constitutionnelles; particulièrement, sous le titre de bataillon des guides et bataillon des volontaires de la Lealtad, ils avaient organisé deux corps tout à fait hostiles au principe de l'insurrection et animés de la passion monarchique la plus exaltée.

Ce n'est pas de ce côté que devait venir le salut de l'insurrection, mais bien de l'empressement avec lequel d'autres provinces répondirent à la proclamation de la constitution de l'an XII.

Le 21 février un pronunciamiento eut lieu à la Corogne. Le capitaine général Venegas fut arrêté par les colonels Acevedo[1] et Espinosa au nom de la garnison et du peuple réunis dans un parfait accord; une junte provinciale se forma im-

[1] Acevedo périt dans une des escarmouches qu'eut à livrer la colonne qu'il commandait contre celle du général San Roman; sa mort prématurée fut un événement très-regrettable, car ses hautes qualités le rendaient apte à jouer un très-grand rôle.

médiatement, sous la présidence d'un des anciens régents de 1814, don Pedro Agar; elle publia un manifeste auquel ne tardèrent pas à accéder le Ferrol (23 février), Vigo et d'autres populations de la Galice. Comme en 1815, lors de l'insurrection de Porlier, il y eut à redouter un instant l'hostilité de Santiago, la métropole ecclésiastique de la province; mais le chef militaire qui y commandait, San Roman, ne sut pas tirer profit des milices provinciales; il n'avait pas d'armes à leur donner, et quand on lui annonça l'approche d'une colonne commandée par Acevedo, il se retira devant elle d'abord à Orense, puis à Benavente, en dehors des frontières de la Galice; c'était abandonner toute cette province à l'insurrection.

Lorsque ces nouvelles parvinrent dans les Asturies, elles y produisirent la plus vive impression; Oviedo proclama la constitution de 1812, et Sarragosse suivit son exemple. L'attitude de cette cité fut particulièrement remarquable; le 5 mars, d'un accord unanime, toute la population se réunit sur la grande place de la ville; municipalité, capitaine général, officiers supérieurs, grands propriétaires, fonctionnaires publics, en dehors du clergé, personne ne manquait à l'appel. On dressa solennellement un acte public dans lequel il fut déclaré que la ville de Sarragosse adhérait à la constitution de 1812, et qu'il était formé une junte supérieure gouvernementale du royaume d'Aragon, sous la présidence du capitaine général, marquis de Lazan; on procéda ensuite à l'élection des membres qui composeraient cette junte, et elle compta dans son sein les principaux personnages de la province, entre autres don Martin Garay, le ministre des finances de 1817.

Deux jours auparavant le comte de l'Abisbal, chargé par le roi de réunir les troupes de la nouvelle Castille et de la Manche pour arrêter les progrès des rebelles d'Andalousie,

avait lui aussi proclamé la constitution de 1812, à la tête du régiment impérial Alexandre, que commandait son frère; et il s'était établi à Ocaña, d'où il dominait à la fois les deux grandes routes stratégiques d'Andalousie et de Valence.

Il n'en fallait pas davantage pour épouvanter la misérable cour de Ferdinand VII; déjà la première nouvelle du pronunciamiento de l'île de Leon avait jeté l'abattement et la consternation au milieu de ces lâches courtisans, exclusivement occupés depuis six ans d'asseoir leur propre fortune sur la misère de l'Espagne. Il ne s'était alors trouvé personne auprès du roi pour lui inspirer une seule détermination ; on avait laissé aller les événements, gardant sur toute chose le silence le plus absolu et aggravant par cette conduite les dangers d'une situation qu'il aurait mieux valu faire connaître en détail. On s'était contenté d'exagérer les succès obtenus sur Riego, mais cette même exagération avait tourné bientôt contre le gouvernement. Le peuple avait appris que la colonne errante de l'armée d'Andalousie avait apparu successivement en diverses cités importantes; et loin de la croire exposée à une prompte dispersion, la population de Madrid s'attendait à la voir apparaître d'un moment à l'autre. On conçoit facilement dans quel état d'agitation une semblable croyance devait tenir les esprits, qui ne pouvaient se mettre au courant des événements politiques que par des correspondances particulières. Les ministres, le duc de San Fernando, le marquis de Mataflorida, restèrent dans la plus profonde inaction; ils ne surent que renvoyer à Valence l'ardent Elio accouru pour offrir ses services.

Dans le mois de février la cour avait appris presque en même temps l'assassinat du duc de Berry à Paris et le soulèvement de la Galice. Ces deux nouvelles avaient accru son découragement. Elle s'adressa alors au comte de l'Abisbal et à Ballesteros pour leur demander conseil, ne s'en fiant plus

qu'à eux pour assurer la répression, si cette dernière était encore possible. Dès qu'il connut la disposition d'esprit de ces deux généraux, Ferdinand dans son for intérieur s'avoua vaincu; seulement il espéra pouvoir pactiser avec la rébellion, et il se décida à entrer dans le système des concessions. Il nomma d'abord une junte dictatoriale sous la présidence de son frère don Carlos, puis le 3 mars il chargea le conseil d'État de formuler des propositions au sujet des réformes à introduire dans le pays. Enfin le 6 mars, sous la nouvelle des événements d'Ocaña et de Sarragosse, il se décida à la plus cruelle pour lui de toutes les concessions : il publia un décret par lequel il ordonnait la réunion immédiate des Cortès; mais dans cet acte même qu'il exécutait spontanément apparaissaient encore au grand jour sa duplicité et son hypocrisie : il ne résolvait rien quant à la forme et à la date de réunion de cette assemblée (voir note A). Aussi ce décret ne produisit-il aucune impression, il contribua seulement à pénétrer la population de Madrid des graves embarras qui pesaient de tous côtés sur le monarque, et la décida à se mettre elle aussi en mouvement.

On savait que la garnison tout entière sympathisait avec le cri poussé à Sarragosse et à la Corogne, et le général Ballesteros, chargé par le roi de la pressentir sur ses intentions, avait répondu en parlant d'un projet de rébellion conçu dans le sein même de la garde royale pour s'emparer du Retiro et du palais : il n'y avait donc pas de probabilité d'une lutte intérieure. Les hommes les plus déterminés se réunirent à la puerta del Sol, et là en excitant le peuple ils parvinrent non sans effort à le conduire sur la place du palais, le 7 mars, dans l'intention de forcer le roi à jurer la constitution de 1812.

Sur la pente où il était placé, Ferdinand VII devait craindre la perte totale de sa couronne, et en apercevant le vide qui

instantanément s'était fait autour de lui, il ne pouvait douter un instant du danger qu'il courait. Les décrets ne lui coûtaient guère, l'essentiel pour lui était de garder l'autorité royale, contre laquelle jusqu'à présent nul ne s'était encore élevé ; il se décida donc à annoncer publiquement qu'il était disposé à jurer la constitution promulguée par les Cortès en 1812.

La nouvelle de cette concession, accordée le 7 même (voir note B), ne se répandit dans Madrid que dans la journée du 8 ; elle fut reçue avec des transports d'allégresse et d'enthousiasme par la masse de la population ; des bandes promenèrent dans les rues le livre de la constitution et forçaient les passants à s'agenouiller devant lui et à le baiser ; on replaça solennellement à la plaza Mayor la pierre qui, suivant les décrets des Cortès, devait être érigée dans toutes les communes comme symbole de cette loi.

Ce premier jour donné à l'effusion, il fallait obtenir du roi l'exécution formelle de son engagement et aviser aux mesures à prendre pour assurer la réalisation du nouvel ordre de choses. Toute la journée du 9 mars, que des écrivains ont injustement cherché à rabaisser en la considérant comme une simple scène de désordre, et qui était d'une nécessité absolue, étant donnés le caractère du monarque et ses tendances bien connues, fut consacrée à consolider l'œuvre à peine ébauchée.

Le peuple, réuni comme la veille à la puerta del Sol, se dirigea vers le palais pour entrer en contact direct avec le souverain en un moment aussi solennel ; il ne trouva aucune résistance dans la garde, et au lieu d'envahir les appartements intérieurs du roi, il se contenta de nommer six délégués pour lui présenter trois pétitions. Toutes les trois furent accueillies. L'une avait pour objet la continuation de l'ancienne municipalité de Madrid en 1814 et sa réorganisation

immédiate, pour que le roi pût prêter entre ses mains le serment de fidélité qu'il devait jurer à la constitution de 1812. La seconde réclamait la nomination d'une junte consultative provisoire chargée de surveiller tous les actes du gouvernement jusqu'à la réunion des Cortès. La troisième enfin sollicitait l'abolition définitive de l'odieux tribunal de l'inquisition (voir note C).

Au milieu de l'ardeur générale qui avait envahi toutes les classes de la société, ces mesures furent mises à exécution avec une rapidité étonnante. Du palais la foule se précipita à la municipalité; les alcaldes et régisseurs de 1814, à la tête desquels se trouvait un homme cher à la population pour les services qu'il avait rendus durant l'occupation française, don Pedro Sainz de Baranda, prirent aussitôt possession de leurs anciennes charges; puis ils se rendirent en corps au palais, toujours accompagnés des délégués du peuple, et reçurent le serment du roi dans le salon des Ambassadeurs.

Pendant ce temps on procédait à la nomination de la junte gouvernementale, et le choix tomba sur l'ancien président de la régence, le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, si bruyamment tombé en 1814; sur le général Ballesteros, sur l'évêque de Mechoacan, élevé durant un jour au ministère de grâce et justice et rejeté par la camarilla à cause des principes élevés qu'il avait manifestés dans un mémoire au roi sur les pays d'outre-mer; sur le savant Valdemoros; sur les magistrats Taboada et Lardizabal, et sur de simples citoyens à qui leur bonne réputation avait concilié l'estime de la population, Pezuela, Tarrius, Sancho, Tejada.

Enfin la nouvelle junte inaugura elle-même ses fonctions en conseillant au roi et en obtenant de lui l'abolition définitive du tribunal de l'inquisition et la mise en liberté immédiate de tous les malheureux détenus dans les prisons du

saint office pour leurs opinions politiques ou religieuses. Le peuple se chargea lui-même de l'exécution de ce dernier décret; se précipitant dans les sombres cachots qui causaient son horreur, il délivra tous les prisonniers qu'il y rencontra et dispersa tous les instruments de torture qui s'y trouvaient rassemblés, n'exerçant sa fureur que sur ces horribles inventions de la méchanceté humaine et dédaignant de punir les juges iniques qui en faisaient depuis six années un usage aussi infâme.

Grâce à cette attitude intelligente et hardie du peuple de Madrid, vraiment accompagnée de très-peu de désordres, si on a égard à l'extrême agitation dans laquelle devaient se trouver tous les esprits, dès le 10 mars la révolution était déjà victorieuse et avait atteint son but.

Ce même jour fut pourtant signalé à Cadiz par une des scènes les plus tristes et les plus lamentables que l'histoire puisse consigner : crime posthume de la camarilla de Ferdinand VII, qui doit être ajouté à la longue série des cruautés commises dans la fatale époque de 1814 à 1820.

On se souvient de la situation critique où se trouvait la ville de Cadiz, dominée d'un côté par les troupes de Freire, assaillie de l'autre par l'armée constitutionnelle, sous les ordres de Quiroga. La population frémissante, attachée de cœur à la constitution de 1812, faisait les plus grands efforts pour tendre la main aux chefs campés dans l'île de Leon. Elle se contint jusqu'à ce qu'elle eût appris la nouvelle de l'insurrection de la Galice. Mais quand elle fut informée avec une parfaite certitude de ce grave événement, il lui fut impossible de modérer davantage son enthousiasme. Le 9 mars une multitude nombreuse, ayant appris la présence à Cadiz des généraux Freire et Villavicencio, qui résidaient d'habitude sur le théâtre même des opérations mili-

taires, se rendit sur la place de Saint-Antoine, et là, en présence des deux officiers, les accueillit par un cri unanime de : *Vive la Constitution!* Nul ne s'opposant à ses démonstrations, elle rétablit la pierre de la constitution au lieu même qu'elle occupait en 1813, et se livra à toutes les démonstrations d'une joie sans bornes : la ville s'illumina et des envoyés partirent pour annoncer un si heureux revirement aux chefs de l'armée constitutionnelle. Le lendemain, 10 mars, devait être un jour de fête; Quiroga avait sur-le-champ envoyé trois parlementaires : Arco Aguero, Lopez Baños et Galiano; on allait traiter des mesures à prendre pour la réception de ses soldats dans Cadix, et sur la place Saint-Antoine on s'attendait à voir toutes les autorités venir prêter le serment à la constitution.

La multitude était répandue dans toute la ville, sans armes, tranquille et heureuse; tout à coup, sans la moindre provocation, les volontaires de la Lealtad, sur la place Saint-Antoine, commencent à tirer sur les groupes; leur exemple est suivi par le bataillon des guides dans un autre quartier; puis la cavalerie part elle-même au galop, et, sabre en main, renverse sur son passage tout ce qu'elle rencontre, hommes, femmes, enfants, vieillards[1]. Les malheureux habitants sont poursuivis jusque dans leurs foyers, où l'assaillant ne craint pas de pénétrer. En un instant la ville passa de la joie la plus folle à la tristesse la plus profonde; deux cent quarante-deux personnes, dont soixante et onze morts et le reste blessé,

[1] Galiano assistait à ce terrible drame, dont il a raconté tous les détails; et, par une de ces coïncidences qui semblent marquées du sceau de la fatalité, c'est le souvenir de cet épisode de sa jeunesse qui, exerçant sur son esprit une sinistre influence, détermina chez lui un épanchement cérébral et causa sa mort lorsque, ministre de la couronne, il vit sa propre responsabilité impliquée dans les scènes qui remplirent de deuil la population de Madrid le jour de la Saint-Daniel de 1865.

avaient été victimes de la fureur des soldats; ils avaient commis cet exécrable attentat sans être eux-mêmes attaqués, sans prévenir la population de leurs intentions, uniquement pour se venger des dispositions favorables qu'elle manifestait aux constitutionnels.

Cette journée du 10 mars, à Cadiz, vient détonner d'une manière lugubre au milieu de la satisfaction avec laquelle fut saluée dans toutes les provinces la proclamation de la constitution de 1812.

A Barcelone, sur la nouvelle du pronunciamiento de Saragosse, une vive agitation s'était manifestée; les officiers s'étaient réunis et étaient venus demander au général Castaños de se prononcer à l'exemple du marquis de Lazan. Castaños les avait mal reçus et s'était montré fort peu disposé à suivre cette conduite. Cependant la population devenant de plus en plus entreprenante et lui-même ne pouvant plus compter sur la troupe, dès le 10 mars, et avant de connaître les événements de Madrid, il comprit la nécessité d'abandonner le commandement et résigna ses fonctions en faveur du général Villacampa.

La ville de Valence s'était hâtée de profiter de l'occasion pour se délivrer de son terrible oppresseur. Elle ne s'était pas contentée de voir Elio transmettre son autorité au brigadier comte de Almodovar; elle avait exigé du nouveau capitaine général qu'il répondit de la personne de son prédécesseur et ne s'était calmée qu'après avoir acquis la certitude qu'il était gardé à vue dans la citadelle.

A Pampelune Mina n'avait eu qu'à se présenter, et grâce au prestige dont ses anciens succès l'avaient entouré, il avait été acclamé comme capitaine général; la ville s'était soumise avec empressement à son autorité, et la garnison s'était spontanément offerte à jurer la constitution.

Dans toutes les provinces la transformation politique

s'opéra avec la même facilité; partout les personnages marquants qui avaient le mieux représenté l'ancien système absolutiste durent faire place à des hommes qui avaient participé au gouvernement des Cortès, de 1812 à 1814, ou dont les opinions promettaient une rigoureuse application du nouveau régime constitutionnel.

Alors commença pour la nation espagnole une période de quatre mois de pur enthousiasme, d'allégresse et d'expansion, pendant laquelle oubliant toutes ses misères passées, toutes ses imperfections, toute son impuissance, elle crut arrivé sérieusement le jour de sa régénération immédiate. Pourquoi ne pas s'arrêter un instant, au milieu des sombres tableaux que l'historien a si souvent à retracer, sur ces courts moments d'ivresse où un peuple entier oublie ses souffrances pour s'abandonner aux plus douces joies de l'espérance et du bonheur? L'Espagne les trouva alors et s'y laissa aller avec la frénésie naturelle au tempérament de ses habitants.

Les inquiétudes, les soucis devaient revenir assez tôt, lorsque la réunion des Cortès obligerait tous les différents partis à formuler chacun leurs désirs et leurs aspirations; mais alors, le roi ayant spontanément juré la constitution, le peuple, dans sa naïve loyauté, n'eut pas même la pensée d'imaginer que son monarque pouvait avoir au fond du cœur l'intention sinistre de revenir au système qu'il venait de rejeter. Supposer que dans tous les villages où se célébrèrent avec une si étonnante unanimité des fêtes nationales en l'honneur de la constitution, on fût passionnément épris de cette œuvre philosophique des constituants de Cadiz, ce serait méconnaître le caractère du peuple espagnol. Son enthousiasme de 1820 a une tout autre portée. Il célébrait au fond du cœur la régénération de sa monarchie; ce roi qu'il avait tant désiré, pour lequel il avait tant combattu, il

l'avait vu avec le plus profond regret revenir à tous les anciens errements qui avaient amené la chute et la décadence du pays. Il ne se sentait pas la force de détruire lui-même son idole et, en se déjugeant, de diminuer pour ainsi dire le mérite de sa grande lutte nationale ; mais il ne voulait pas non plus persévérer dans le système où il était engagé, car le gouffre de la misère, de la banqueroute, de l'humiliation était béant devant lui, et il demandait d'abord à sortir de l'abîme. Il faut toujours aux peuples du Midi qu'ils expriment leurs pensées et leurs sentiments par un symbole; pour les paysans de l'Andalousie, de la Manche et de la Castille, la constitution de 1812 était une belle matrone ornée de tous les attributs de la Justice, c'est-à-dire la justice elle-même, et la révolution de 1820 c'était le mariage de leur Ferdinand avec cette divinité bienfaisante[1].

Combien cette situation cachait de profonds périls! Si le roi était parjure, si le peuple restait monarchique tout en arrivant à mépriser son souverain, que pouvaient faire les gouvernants? Ne se trouveraient-ils pas enfermés dans un labyrinthe sans issue? Détrôner Ferdinand et lui substituer un autre monarque, il n'y avait pas dix républicains qui osassent agiter une semblable pensée, quoiqu'elle fût la seule capable d'éviter à l'Espagne les maux incalculables qui allaient surgir de la duplicité du monarque combinée avec la naïveté du peuple et ses tendances monarchiques; et cependant si ce même roi, se servant du pouvoir même qui lui était octroyé par la nouvelle loi, employait tout son

[1] Dans tous les villages les principaux habitants du pays se firent un devoir de s'atteler eux-mêmes, en présence de leurs concitoyens, à un char sur lequel, comme aux processions de la semaine sainte, étaient dressés deux mannequins ; l'un figurait une belle matrone revêtue de tous les attributs de la Justice, c'était la constitution de 1812 ; l'autre représentait Ferdinand en personne lui donnant la main.

prestige et toute son autorité à la miner dans sa base pour rétablir sa prédominance, où trouver contre lui des amis et des auxiliaires? L'armée doit avant tout être soumise à la discipline, et c'était bien assez déjà qu'elle eût donné le signal de la désobéissance; les gouvernants, au lieu d'exciter chez elle les passions révolutionnaires, auraient à les calmer pour constituer un état de choses normal et régulier. Le clergé et la noblesse, loin d'aimer la justice, étaient trop habitués à profiter des abus et à en jouir, pour s'opposer à la réhabilitation du despotisme. Si le peuple se refusait à oublier son idolâtrie monarchique, il n'y avait d'appui à espérer que dans la bourgeoisie. Mais y avait-il là un élément assez puissant et assez énergique pour résister à toutes les attaques? Voilà l'épreuve qu'il y avait à faire et dont il était douteux qu'on sortît victorieux.

La nomination de la junte consultative chargée de surveiller les actes du gouvernement en l'absence des Cortès avait été faite avec un rare bonheur; les zélés citoyens qui la composaient surent diriger leur barque au milieu des récifs qui les entouraient de tous côtés. Sévères avec le roi, fermes avec l'armée, généreux envers les libéraux qui avaient tant souffert pendant les six dernières années, sans terreurs puériles à l'égard de la presse et des clubs, ils se mirent courageusement à l'œuvre pour rétablir les institutions détruites six années auparavant et reconstituer tout l'édifice de 1814.

Il s'agissait avant tout de savoir entre quelles mains allait être remise la direction des affaires, qui ne pouvait rester confiée au duc de San Fernando et au marquis de Mataflorida, ennemis connus et systématiques de la révolution. Le roi voulait appeler autour de lui des hommes médiocres, sans principes arrêtés, sous le couvert desquels il eût pu feindre une apparente soumission à la constitution, en en méconnaissant l'esprit et en en travestissant les principes.

Mais la junte s'y opposa; elle manifesta au roi son vif désir de le voir s'entourer des mêmes hommes contre lesquels il s'était si injustement acharné et qu'une amnistie générale venait de rendre à leurs familles. Ferdinand céda, quoiqu'à regret, et ses galériens (*presidiarios*), comme il osait les appeler, furent appelés par lui à occuper plusieurs portefeuilles: Arguelles, Porcel, Evaristo Perez de Castro, Garcia Herneros et Canga Arguelles devinrent ministres de l'intérieur, d'outre-mer, d'État, de grâce et justice et des finances. Les ministères de la guerre et de la marine furent seuls confiés à des hommes qui n'avaient pas été proscrits, au marquis de las Amarillas et à don Juan Jabat.

On a beaucoup critiqué l'insistance avec laquelle les membres de la junte imposèrent au roi ce ministère; nul acte pourtant n'était plus politique, si le roi, comme il l'avait annoncé dans son manifeste du 10 mars, pensait réellement à entrer dans la voie constitutionnelle, et si les ministres avaient la grandeur d'âme d'oublier les iniques persécutions dont ils avaient été victimes. L'important pour la tranquillité du pays était, en effet, de concilier les deux forces monarchique et libérale, sur lesquelles s'appuyait la constitution de 1812; comment tenir éloignés du pouvoir ceux qui avaient le plus contribué à la fonder, en un moment où elle devenait le pivot de toutes les institutions? Il y aurait eu injustice et maladresse à observer une semblable conduite, et il était bien plus raisonnable de rapprocher le roi des législateurs de 1812, au moment même où il acceptait leur œuvre, que de les laisser constituer dès l'origine contre lui un parti qui pouvait acquérir une très-grande importance. Seulement ce rapprochement exigeait de part et d'autre des vertus qui se rencontrent difficilement, même dans le cœur humain le mieux doué. Le roi le plus généreux écoutera toujours avec peine les conseils d'hommes qu'il a injuste-

ment persécutés et que les circonstances lui imposent; des victimes de la tyrannie ne peuvent jamais regarder sans méfiance le despote qui les a condamnées, de sa propre autorité et en transgressant toutes les lois, aux rigueurs de l'exil et de la captivité.

Ce qui eût été plus prudent de la part de la junte, c'eût été de ne pas exclusivement remettre le pouvoir aux mains des anciens constitutionnels de 1812, et de faire dès les premiers jours une part aux hommes jeunes et énergiques qui avaient été les initiateurs réels de la révolution; mais ceux-ci parurent trop ardents, et exclus du gouvernement, ils organisèrent des sociétés patriotiques à l'instar de nos clubs de 1789, par le moyen desquelles ils continuèrent à agiter l'opinion et à la maintenir dans un courant favorable à leurs tendances. Combien il eût été à désirer qu'il se trouvât parmi eux quelques têtes puissantes et fermes, capables de concevoir un plan politique qui pût convenir à leur pays, de le suivre et de le faire triompher! Malheureusement on aurait cherché en vain dans la société qui acquit le plus d'importance, celle du café Lorenzini, un seul politique vraiment sérieux; on n'y trouve que des orateurs violents et frénétiques, parlant toujours le langage de la passion sans jamais s'occuper des faits et sans jamais reconnaître l'autorité souveraine de la raison. Ils ne tiennent aucun compte ni de la situation de leur pays vis-à-vis de l'Europe, ni de l'ignorance des masses dans la Péninsule, ni des intérêts divers dont chaque classe est animée; ils sentent instinctivement qu'ils auront une grande lutte à soutenir contre le roi assisté du clergé et de la partie la moins éclairée de la population; mais comme si la violence des paroles était capable à elle seule de leur tenir lieu d'armées, ils ne songent pas à prendre un parti contre le monarque, soit en patronnant les idées républicaines, soit en préparant la candidature d'un autre souverain. Il faut en

politique des solutions radicales; tout parti qui n'a pas de plan bien arrêté se condamne, par ce seul fait, à l'impuissance; s'il triomphe, ce ne sera qu'un succès éphémère, et s'il est vaincu, il ne pourra se relever qu'en arborant un nouvel étendard.

Pendant les quatre mois qui s'écoulèrent entre la révolution du 9 mars 1820 et l'ouverture des Cortès au mois de juillet de la même année, la véritable direction des affaires se trouva entre les mains des personnages qui constituaient la junte gouvernementale.

Au moment où naquit dans les masses populaires l'idée de leur nomination, ils devaient partager l'autorité exécutive avec le monarque; mais le décret qui les installa avait perfidement limité leur intervention à un rôle purement consultatif. Cette réduction de pouvoir faillit d'abord amener de grandes difficultés avec l'armée d'Andalousie et avec les juntes provinciales qui, s'appuyant sur ce fait, manifestaient l'intention de se maintenir en un certain état d'indépendance vis-à-vis du gouvernement central; mais les membres de la junte, par leurs mesures décisives, parvinrent à persuader la nation de l'excellent esprit qui les animait, et leur patriotique prudence évita tout danger de fédéralisme jusqu'à la nomination du ministère Arguelles, qui mit fin à toute réserve.

Une fois le gouvernement remis à des hommes qui inspiraient toute confiance, leur rôle consista à maintenir en parfait équilibre les ministres et le roi, chacun dans leur sphère respective; en inclinant suivant les circonstances tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ils remplirent en ces difficiles moments la mission épineuse d'amortir toutes les querelles qui pouvaient surgir entre ces deux éléments foncièrement hostiles l'un à l'autre.

Pour l'extérieur, la junte se contenta d'obtenir du roi,

par une circulaire du 22 mars, la proclamation de sa parfaite spontanéité à jurer la constitution; et comme les dispositions générales des diverses cours tardèrent assez à se faire connaître, elle borna toute son intervention à constater le droit absolu de la nation espagnole à effectuer dans son sein les transformations qui pouvaient lui convenir.

Elle envoya dans les colonies la promesse d'un nouveau régime de paix, de modération et de liberté, espérant un peu trop naïvement obtenir par ce moyen la suspension des hostilités; elle aurait voulu ramener sous le giron de l'Espagne des concitoyens dont elle éveillait avec une touchante émotion le sentiment patriotique, déjà tout à fait amorti par le désir de l'indépendance.

Le clergé ne trouva pas en elle cette excessive protection dont il avait joui pendant les six dernières années; au lieu de prêter la main à l'organisation de nouvelles communautés, elle facilita aux ecclésiastiques réguliers tous les moyens de se séculariser; elle replaça la société des jésuites dans le même état où l'avait mise l'ancien décret de Charles III. Le soin était laissé aux Cortès d'étudier les moyens à employer pour rendre à l'industrie privée les immenses richesses qu'une piété mal entendue concentrait dans les mains du clergé.

Loin d'accroître les impôts, la junte chercha enfin à soulager un peu le contribuable des maux qu'il avait soufferts, et en manifestant le plus ardent désir de satisfaire les justes exigences des créanciers de l'État, elle rétablit assez la confiance pour faciliter au ministère l'émission d'un emprunt de 40 millions.

Vis-à-vis de Ferdinand, les efforts de la junte consultative tendaient à lui faire comprendre qu'il devait accepter franchement et loyalement la constitution; elle obtint de lui tant de manifestations publiques en ce sens, qu'on en vint

partout à se persuader de ce qu'on désirait ardemment, qu'il était animé du sincère désir de faciliter l'application de cette constitution.

Le roi avait dit dans son manifeste du 10 mars 1820 : *Marchons franchement, et moi tout le premier, dans la voie constitutionnelle* (voir note D), et son frère don Carlos, en jurant lui aussi la constitution, avait répété cette même pensée sous une autre forme. En le décidant à choisir pour ministres les fondateurs mêmes de la constitution de 1812, la junte exalta encore ce sentiment, et l'on faisait circuler dans toute l'Espagne des gravures où Ferdinand était représenté accueillant avec le plus grand empressement son nouveau ministre Arguelles et lui tendant la main avec effusion, comme pour lui demander l'oubli des torts passés.

Tandis que ces paroles et ces actes étaient accueillis avec avidité par toute la nation, la junte se hâtait de mettre les institutions du pays en relation avec la tendance révolutionnaire dans tout ce qu'elle pouvait établir sans froisser le pouvoir législatif des nouvelles Cortès qu'elle avait convoquées dès le 22 mars. C'est ainsi que la liberté fut rendue à la presse, et à l'instant on vit surgir une foule de publications[1], qui toutes étaient lues avec d'autant plus d'avidité, que depuis six ans la nation était privée de la lecture de tout écrit politique. La milice nationale, ce contre-poids nécessaire à l'influence de l'armée et ce soutien indispensable de la classe moyenne, fut aussi rétablie par un décret du 6 avril. Les anciens conseils, composés de magistrats hostiles à la constitution, furent remplacés par un conseil d'État dont furent appelés à faire partie des hommes sûrs et éprou-

[1] La plus célèbre de ces publications fut un recueil quotidien appelé *Miscellanea,* entièrement rédigé par Xavier de Burgos. Il parvint à un tirage de 8 à 10 000 exemplaires, ce qui, pour l'époque, était tout à fait extraordinaire.

vés, comme don Joaquim Blake, Agar et Ciscar. On vit également reparaître le tribunal suprême de justice, les députations provinciales et généralement toutes les institutions créées par les constituants.

La persécution dont les partisans de Joseph avaient été victimes avant et après 1814 eut enfin un terme; un décret bienfaisant, qui malheureusement ne fut pas exécuté avec loyauté par le roi et les ministres, leva la proscription qui pesait sur eux et ordonna que leurs biens leur fussent rendus.

Il y avait à craindre que des mesures générales de vengeance ne fussent prises contre les hommes qui avaient le plus contribué à inaugurer le régime de terreur dominant depuis 1814; l'unique disposition un peu sévère que se permit la junte fut dirigée contre les représentants si connus sous le nom de *Perses*, dont nous avons eu à signaler l'attitude. Ces coupables déserteurs du régime constitutionnel furent relégués dans des couvents pour ne pas les laisser exposés aux haines des partis, mais la junte ne voulut pas décider de leur sort et abandonna cette question intacte aux nouvelles Cortès. Elle décida, d'autre part, que tous les individus compromis dans les procès du maréchal de camp Espoz y Mina, de Porlier, de Lacy, de Richard, de Vidal seraient réintégrés dans leurs honneurs et emplois.

Elle crut devoir demander pour les initiateurs de la révolution de 1820 des récompenses purement militaires, et par son initiative les commandants Quiroga, Riego, Lopez Baños, Arco Aguero et O'Daly furent élevés au grade de maréchal de camp. Tous ces hommes, à nos yeux, avaient droit à une couronne civique, et le pays, en tant que société politique, devait se montrer d'autant plus reconnaissant à leur égard, que dans les circonstances où ils s'étaient soulevés ils avaient réellement fait le sacrifice de leur vie. Mais

il est difficile d'admettre que, pour prix d'une infraction à la discipline, ils eussent mérité, au détriment de tous leurs émules, un grade supérieur à celui qu'ils occupaient. Quelle leçon fatale ne donnait-on pas à tous les militaires en leur suggérant l'idée que le plus sûr moyen d'avancer dans leur carrière était de participer à une insurrection militaire triomphante !

Le marquis de las Amarillas, ministre de la guerre, comprenait bien les dangers que l'armée allait faire courir à la nation, s'il ne résistait pas à l'excessif enthousiasme avec lequel on voulait récompenser quelques-uns de ses chefs; aussi essaya-t-il de s'opposer aux efforts de la junte; mais ses tentatives, probablement inspirées par un motif louable, furent vues d'un très-mauvais œil par les sociétés patriotiques. On savait que le roi, à cause de l'origine et des manières aristocratiques du marquis, aimait à le distinguer au milieu de ses collègues de ministère, et on craignit de voir surgir tout à coup une alliance dangereuse entre lui et le monarque. Dominés par cette idée, les membres du café Lorenzini, après s'être concertés sur ce point, envoyèrent au palais une députation pour demander la destitution du marquis de las Amarillas. Les ministres n'accédèrent pas à cette prétention et renvoyèrent les pétitionnaires devant les tribunaux; mais cette décision eut le résultat de créer une lutte sourde entre les hommes de 1812 et ceux de 1820, dont l'union était si nécessaire à la cause de la liberté. Le marquis était parvenu déjà à licencier l'armée d'outre-mer, celle de Galice commandée par le général San Roman [1] et les milices provinciales; on en vint à craindre qu'il ne voulût s'attaquer aussi à l'armée constitutionnelle d'Andalousie,

[1] Seize mille hommes furent renvoyés dans leurs foyers. On les retenait indûment sous les drapeaux, quoiqu'ils appartinssent aux classes dont le temps de service était terminé dès 1817.

qui pour beaucoup était le rempart le plus solide de la révolution de 1820, et cette crainte devait bientôt devenir un fâcheux élément de discorde entre les partis.

Les élections devaient avoir lieu suivant les bases fixées dans les articles 104 et 108 de la constitution de 1812; elles étaient à trois degrés et nécessitaient la réunion de trois espèces de colléges, ceux de la paroisse, du district et de la province : aussi, remuant beaucoup d'ambitions, captivèrent-elles vivement l'attention publique et devinrent-elles jusqu'au 9 juillet, jour fixé pour la convocation des Cortès, l'objet principal de toutes les préoccupations. On avait établi pour les députés d'outre-mer le même système déjà adopté en 1810 : pour ne pas laisser ces pays sans représentation, les électeurs américains habitant la Péninsule devaient remettre leurs votes à une junte spéciale formée dans la capitale, et jusqu'à ce qu'une décision fût prise sur ce point par les nouvelles Cortès, trente députés ainsi nommés devaient entrer dans le congrès pour y défendre les intérêts de toutes les colonies, même de celles qui, déjà émancipées de fait, comme Buenos-Ayres, le Chili, Santa Fé, Venezuela, possédaient déjà leurs congrès indépendants.

Il était naturel que ces élections, faites sous la pression des événements et dans tout l'enthousiasme de la révolution, amenassent à la Chambre et les hommes qui avaient concouru aux Cortès de 1810 et de 1813 et ceux qui avaient coopéré au triomphe de l'insurrection. Ce fut en effet ce qui arriva : à l'appel qui lui était fait par la junte consultative, le peuple répondit en donnant son vote à tous les hommes qui lui inspiraient quelque confiance par leur passé libéral. Aussi Ferdinand, s'il avait conçu quelque espérance de voir la représentation nationale dominée par ses amis et ses courtisans, à l'instar de ce qui s'était passé en France dans les Chambres introuvables de 1816 et 1817, dut être

bientôt détrompé; dans un pays où, vu le petit nombre de personnes éclairées, on peut si facilement connaître les opinions et les idées de tous ceux qui se signalent quelque peu à l'attention publique, il est facile de deviner la physionomie générale d'une assemblée par la simple nomenclature des candidats que l'opinion accueille de préférence. Ferdinand, dès avant l'ouverture des Cortès, sut qu'il n'avait aucune espérance de voir rétablir par elles son ancienne suprématie, et qu'elles légitimeraient par leur attitude une grande partie des terreurs que leur nom seul lui avait toujours inspirées. Dès lors les choses prennent un autre aspect; on voit se former des conspirations dans l'unique but de rétablir la monarchie absolue; adieu la paix, la confiance, l'harmonie générale! Le tumulte et la discorde reparaissent, mais les libéraux n'en sont plus les fauteurs; ce sont eux, au contraire, qui doivent défendre l'ordre et la tranquillité publique.

Le signal de ces désordres fut donné par deux courtisans, Bazo et Erroz, l'un secrétaire, l'autre chapelain du roi, qui, d'accord avec un ancien guerillero, Echevarri, réputé pour les cruautés qu'il avait commises en Andalousie contre les josephinos, tentèrent d'enlever le roi de Madrid et de le conduire à Burgos pour y proclamer l'absolutisme. Le plan échoua; il avait été mal conçu, et des indiscrétions permirent au ministère de prendre ses précautions. On put s'emparer de Bazo et d'Erroz et les conduire à la Corogne; ils ne causèrent d'autre mal que de prévenir les libéraux du danger qu'ils couraient et de l'appui secret que le roi avait donné à la première tentative organisée contre eux.

Le 8 juillet, la veille du jour fixé pour l'ouverture des Cortès, il y eut un grand tumulte à Madrid dans la caserne des gardes du corps, dont on fomentait avec soin l'hostilité contre la milice nationale. Ces gardes avaient arboré un

emblème séditieux et se montraient disposés à sortir de leurs quartiers pour exciter un soulèvement ; l'attitude générale de la population leur imposa, et ils ne se sentirent pas en état de troubler la cérémonie qui se préparait pour le lendemain.

Pendant ce temps, les chaires des églises à Cacerès, à Burgos, à Séville retentissaient d'invectives contre les ennemis de la religion et du roi ; il fallut que le gouvernement chassât de Séville l'ancien ami de Ferdinand, le chanoine Ostolaza, dont l'inquisition elle-même avait dû châtier l'immorale conduite.

Ainsi, au moment où la réunion des Cortès allait donner une nouvelle sanction à la constitution de 1812, ses ennemis acharnés préparaient déjà toute sorte de complots afin d'en contrarier l'installation définitive.

CHAPITRE II

LES CORTÈS DE 1820.

(Juillet à novembre 1820.)

Ouverture des Cortès; leur composition.— Nouveau serment prêté par Ferdinand VII à la constitution. — Les hommes de 1812 et ceux de 1820.— Dissolution de la junte provisoire. — Politique intérieure des Cortès ; elles se décident à soutenir la constitution de 1812. — Projets de loi présentés sur les droits seigneuriaux, les majorats, la dîme et les ordres réguliers ; travaux des commissions. — Riego et les sociétés patriotiques. — Formation du parti dit *des exaltés*. — Mouvements suscités par la question de la dissolution de l'armée d'Andalousie. — Riego à Madrid. — Le ministère éloigne de la capitale les principaux chefs des exaltés et ferme la Fontana de Oro. — Vote des projets de loi présentés.— Loi sur les clubs.— Attitude du roi pendant la session ; ses rapports avec le ministère ; sa conduite vis-à-vis des exaltés. — Ferdinand est disposé à refuser sa sanction à la loi sur la suppression des ordres monastiques. — Le ministère, en vue de ces dispositions, se rapproche des exaltés. — Départ de Ferdinand pour l'Escorial. — Clôture de la première session des Cortès.

C'est le 9 juillet qu'eut lieu la cérémonie royale pour l'inauguration des sessions de la nouvelle assemblée ; cette cérémonie, qui se célébrait pour la première fois en Espagne, et où toutes les pompes de la vieille monarchie castillane venaient rendre hommage aux représentants de la souveraineté populaire, emprunta aux événements un caractère de grandeur qui fut comme accru par la solennité du serment que le roi Ferdinand dut renouveler en cette occasion entre les mains du président des Cortès.

Tout le personnel diplomatique réuni à Madrid rehaussa

de sa présence l'éclat de cette fête ; malgré le mauvais vouloir déjà connu et redouté de plusieurs des souverains qui constituaient la Sainte-Alliance, aucun ne s'était décidé à refuser sa reconnaissance au nouveau système que Ferdinand lui-même avait adopté ; l'enthousiasme national en faveur de la constitution de 1812 était en outre vivement surexcité par l'étonnant succès qu'elle venait d'obtenir dans le sud de l'Italie, où une révolution triomphante venait de l'imposer au roi de Naples au grand étonnement de l'Europe entière.

Quelles que fussent les dispositions intérieures de Ferdinand VII, après l'échec de ses partisans secrets dans la nuit du 8 juillet il avait compris la nécessité absolue où il se trouvait de réaliser les promesses faites dans les premiers jours du mois de mars. Il s'exécuta avec une certaine expansion, et grâce à cette hypocrite manifestation il réveilla en sa faveur le sentiment monarchique. La Chambre elle-même, bien que composée, comme nous allons le voir, de personnages qui ne pouvaient avoir la moindre confiance dans la franchise du monarque, voulut lui manifester dès ses premières réunions son sincère attachement par des témoignages de haute considération. Elle décida que son nom serait brodé en lettres d'or sur le dais du trône où il avait juré, que le surnom de *Grand* lui serait décerné, et que le traitement de Majesté lui serait exclusivement affecté à l'exclusion de toute autre corporation.

Il n'y avait dans les Cortès de 1820 presque aucun représentant du parti servile ; trois évêques s'y étaient glissés pour défendre les intérêts du clergé, ceux de Mayorque, de Madrid et de Siguënza. La grande masse des députés était formée par des libéraux sincères et intelligents ; mais elle se divisait en deux grands partis dont l'union aurait pu être le salut et la grandeur de l'Espagne, dont la rivalité devint

la cause de nouveaux malheurs, l'origine des plus grands désordres, le prétexte d'une fatale anarchie qui devait plus tard aboutir au retour de l'absolutisme.

L'un de ces partis était formé par les auteurs mêmes de la constitution de 1812, par ces mêmes hommes qui, à Cadiz, avaient montré, dix ans auparavant, une volonté si ferme et un esprit si éclairé, qui plus tard, à Madrid, s'étaient laissé si facilement dépouiller par le même monarque dont ils avaient eux-mêmes sauvé la couronne, qui avaient payé leur faute et leur faiblesse par six ans de persécution et de souffrances et se voyaient aujourd'hui relevés sur le pavois par le même peuple qui les avait vus tomber avec indifférence. Les grandes réformes qu'ils avaient déjà tentées, leur science des institutions politiques, les secousses de leur existence pendant les six années qui venaient de s'écouler, la fermeté avec laquelle ils avaient supporté, sans modifier en rien leur conviction, ceux-ci l'exil, ceux-là les galères ou la prison, jetaient sur eux une certaine auréole qui assurait leur prépondérance auprès de l'opinion publique. Parmi eux brillaient en première ligne Toreno, Garelly, Villanueva, Martinez de la Rosa, Muñoz Torrero. D'accord avec les ministres qui étaient avec eux en parfaite communion d'idées et de sentiments, ces hommes, autrefois révolutionnaires ardents, depuis que l'âge et la persécution avaient assoupi leur exaltation, étaient devenus calmes et tranquilles; ils voulaient tous en ce moment la constitution de l'an XII, et en dehors d'elle tout progrès leur semblait impossible, toute modification leur paraissait périlleuse.

L'autre parti était au contraire exclusivement composé des hommes qui avaient directement contribué au succès de la révolution de 1820; c'était un élément tout jeune, tout ardent, émanation directe de ces sociétés secrètes qui depuis 1814 avaient déclaré une guerre à outrance à la Sainte-

Alliance et minaient sourdement les terribles barrières que la coalition des souverains avait prétendu élever contre la liberté des peuples. Xavier Isturiz, frère de celui qui avait été exilé en 1814 et appelé plus tard à suivre une si longue carrière politique, Romero Alpuente et Moreno Guerra, tous deux rappelant par leur éloquence tribunitienne les personnages les plus violents de notre révolution, étaient les chefs principaux sur lesquels l'attention allait se porter.

Ces deux partis ne connaissaient encore au moment de l'ouverture des Cortès ni leurs penchants ni leurs antipathies; ils ignoraient entièrement, car ni dans les journaux ni dans les clubs ils n'avaient encore pu sonder leurs dispositions secrètes, sur quels points ils pourraient s'entendre, sur quels autres s'établirait la divergence ; mais dès les premières séances ils commencèrent à se trouver face à face, et s'ils se pénétrèrent de l'idée qu'ils avaient tous deux un même ennemi à combattre, ils restèrent entièrement convaincus, sans qu'il y eût entre eux opposition absolue de principes, qu'il n'y aurait jamais accord quant aux moyens de soutenir la lutte.

Tous deux voulaient le régime constitutionnel; mais tandis que les uns croyaient leur tâche finie depuis que Ferdinand avait proclamé la constitution et les avait appelés au ministère, les autres aspiraient à prendre toute sorte de précautions contre les velléités réactionnaires de Ferdinand VII et se souciaient peu d'empiéter sur le pouvoir royal pour assurer le triomphe de la révolution. Les uns aspiraient immédiatement à organiser un état de choses normal et régulier; les autres pensaient que le mouvement commencé à las Cabezas était le prélude d'une révolution politique et sociale appelée à modifier toute l'assiette de la vieille Espagne.

On commença d'abord, pour distinguer les deux partis, par les désigner sous le nom d'*hommes de* 1812 et *de* 1820; mais

quand la lutte politique fut mieux dessinée, chacun agissant avec ses passions et son tempérament, il arriva que plus d'un vieux constitutionnel de 1812 se rapprocha des ardents révolutionnaires de 1820, tandis que de jeunes ambitieux venaient tendre la main aux sages *doceañistes* [1]. Alors il fallut chercher des noms plus appropriés aux circonstances, et bientôt à la première classification vint se substituer celle de *moderados* et *exaltados*.

Il y eut dès l'origine accord parfait entre tous les libéraux sur un point de la plus haute importance, la conservation rigoureuse de la constitution de 1812. Bien que le gouvernement français, dans la note diplomatique par laquelle il avait reconnu le nouveau système inauguré en Espagne, eût insisté sur la nécessité de modifier en plusieurs points la charte de Cadiz et de l'assimiler à celle de Saint-Ouen, tout le monde aurait craint en touchant à cette arche sainte de diminuer le respect superstitieux qu'on voulait faire naître en sa faveur. Loin de la réviser, l'assemblée se montra plutôt disposée à accueillir le vœu d'un député qui demandait que les huit années pendant lesquelles toute modification de la constitution était interdite ne commençassent à courir que du jour où le roi Ferdinand l'avait solennellement jurée en sa présence.

Une fois l'entente établie sur ce point capital, tous les ministres furent successivement appelés à faire connaître l'état où ils avaient trouvé les divers services confiés à leur direction. Leur tâche avait été facilitée par la junte consultative provisoire, qui au moment de se dissoudre, le lendemain de la cérémonie d'inauguration, avait, dans un long document justement apprécié, examiné sous toutes ses faces

[1] C'était le nom qu'on donnait alors aux législateurs de l'an XII (el año doce).

la situation intérieure et extérieure de l'Espagne. La détresse du Trésor, l'insécurité des voies de communication, l'insuffisance de l'armée, l'anéantissement de la marine furent mis à nu avec une clarté qui devait désespérer les patriotes espagnols vraiment passionnés pour l'antique gloire de leur nation. Mais la question politique dominait tellement tous les esprits, que les Cortès ne songèrent pas tout d'abord à consacrer leur attention aux réformes qui auraient pu influer le plus directement sur la prospérité matérielle du pays. (Voir note E.)

La nécessité leur fit pourtant approuver l'emprunt de 40 millions dont la junte consultative avait autorisé l'émission pour faire face aux besoins les plus pressants du Trésor; et elles eurent ensuite le tact de maintenir les contributions indirectes, que les Cortès de 1813 avaient maladroitement supprimées, et d'ordonner que l'on procédât immédiatement à la vente des biens assignés avant 1814 à l'amortissement de la dette publique. Ces deux mesures, en rendant la confiance aux capitalistes, devaient produire plus tard les plus heureux résultats; elles permirent au ministre Canga Arguelles d'entrer en relation avec des banquiers libéraux de Paris pour se procurer les ressources dont il avait le plus pressant besoin.

Loin de se montrer parcimonieuses dans l'établissement de la liste civile de Ferdinand VII, les Cortès fixèrent à 40 millions sa dotation annuelle, en même temps qu'une pension de 300 000 duros était assignée à chacun des deux infants, don Carlos et don Francisco, et que des dots importantes étaient accordées à chacune des princesses de la famille royale.

Le ministère, vivement désireux d'attirer l'attention des députés sur les réformes politiques et sociales les plus capables de consolider le triomphe de la révolution, présenta

d'importants projets de loi sur les juridictions seigneuriales, la dîme, les majorats, les ordres réguliers. Toutes ces questions, qui devaient faire l'objet principal des travaux de la première législature, touchaient à tant d'intérêts, que leur examen semblait devoir absorber à lui seul toute l'attention des députés; mais ceux-ci n'entendaient point rester étrangers aux passions politiques qui s'agitaient autour d'eux, et sur l'initiative des sociétés patriotiques ou sur la proposition de quelques-uns de leurs membres ils abordèrent d'autres sujets qui remuaient davantage l'opinion. C'est ainsi qu'ils décidèrent la suppression des jésuites, qu'ils déclarèrent les Perses privés des honneurs et distinctions qu'ils avaient obtenus depuis 1814, en les relevant du jugement auquel ils étaient soumis, et qu'ils autorisèrent les josephinos à rentrer dans leur patrie, tout en les déclarant exclus des honneurs et emplois qu'ils occupaient au moment de leur expulsion.

Parmi les préoccupations du ministère, une des plus graves sans contredit était la conduite qu'il avait à tenir envers l'armée d'Andalousie, placée depuis le mois de mars sous la direction exclusive des chefs qui avaient pris l'initiative du mouvement en 1820. Nous avons vu que le ministre de la guerre, marquis de las Amarillas, insistait depuis longtemps pour sa dissolution, en se fondant sur les dépenses que son maintien occasionnait, sur l'inutilité de sa réunion, puisqu'on ne songeait point à de nouvelles expéditions en Amérique, et enfin sur l'injure qu'on faisait au reste de l'armée en considérant ce corps spécial comme seul disposé à défendre une constitution que le roi avait jurée et que tout militaire devait soutenir. Les membres des sociétés patriotiques s'opposèrent de tout leur pouvoir à cette dissolution; pour eux, Quiroga et Riego à la tête de leurs bataillons étaient les vrais défenseurs de la constitution de 1812;

licencier leurs troupes, c'était se livrer pieds et poings liés à la réaction.

Le marquis de las Amarillas triompha d'abord des membres de la société du café Lorenzini qui avaient demandé sa séparation du ministère de la guerre : cette société fut dissoute par une décision judiciaire, et le marquis put, d'accord avec ses collègues, exécuter le licenciement qu'il avait projeté. Mais les clameurs que souleva cette mesure, quand elle devint publique, furent telles qu'il ne se sentit pas assez fort pour les affronter; il abandonna le ministère de la guerre, et ses collègues restèrent aux prises avec les partisans de Riego, devenu, par le départ de Quiroga pour la capitale, où il avait été appelé à la vice-présidence des Cortès, le général en chef de l'armée d'Andalousie.

Si Riego eût été doté par la nature d'autant de tact, de savoir-faire et d'intelligence, qu'il avait de courage, de bravoure et d'abnégation, il eût été appelé à jouer dans son pays le rôle le plus beau et le plus noble qui jamais ait été dévolu à un grand citoyen ; sa belle conduite à las Cabezas, son expédition à travers l'Andalousie avaient justement attiré sur lui l'attention publique; on vantait partout ses exploits, et tout jeune encore il était devenu pour ses compatriotes un héros, une idole; nul doute que la révolution n'eût besoin contre les tendances d'un monarque comme Ferdinand VII d'une force armée dont elle pût toujours disposer; mais le chef appelé à exercer sur elle une haute influence devait être un citoyen éclairé, prudent, incapable de se laisser séduire par la faveur royale ou d'être le jouet de quelques tribuns de bas étage; n'ayant en vue que le bien de son pays, il devait se servir de son prestige avec modération sans chercher à en abuser dans son intérêt personnel ou au profit d'une coterie. Mais combien le malheureux Riego, prototype des patriotes espagnols, était loin

d'atteindre à ces hautes qualités qui distinguèrent à un si haut degré l'incomparable Washington !

Prédisposé par sa nature enthousiaste et exaltée à être le jouet de ses passions orgueilleuses, ce jeune commandant, devenu en quelques mois général en chef d'une armée, se crut tout d'un coup appelé à décider à lui seul des destinées de son pays; sous l'influence des flatteries ardentes et des panégyriques insensés dont il fut l'objet de la part d'une jeunesse convaincue et passionnée et de quelques intrigants adroits qui songèrent aussitôt à se faire de lui un instrument, on le vit réunir autour de lui un noyau d'hommes jeunes et ardents et prétendre obliger le gouvernement, qu'il devait seulement aider et soutenir, à compter avec lui. Il hésita quelque temps à exécuter l'ordre de dissolution qu'il avait reçu du ministère et voulut, avant de le publier, se rendre lui-même à Madrid, afin de soumettre au gouvernement des représentations tant en son propre nom qu'au nom de ses compagnons d'armes. Loin de s'opposer à son voyage, les ministres l'appelèrent eux-mêmes, car ils désiraient le séparer de l'armée; en lui annonçant que Ferdinand avait manifesté le désir de le connaître, ainsi que Quiroga et Arco Aguero, qui avaient déjà été admis en sa présence, et en lui offrant la capitainerie générale de la Galice, ils décidèrent complétement le jeune et ambitieux officier à abandonner le théâtre de sa gloire pour venir se perdre au milieu des factions qui nouaient leurs intrigues dans la capitale.

Le premier accueil fait à Riego par la population de Madrid était bien de nature à exalter son jeune orgueil, si violemment surexcité déjà par les récompenses dont il avait été l'objet; reçu comme un triomphateur par le peuple, il fut présenté au roi, et les ministres s'empressèrent d'entrer avec lui en conférence sur l'opportunité de la mesure qu'il

attaquait. A cette hauteur où le plaçait l'enthousiasme général, si Riego eût eu dans l'esprit une conception quelconque d'un plan politique, il devait se maintenir en position de parler seulement au pays tout entier, ou au moins aux grands corps de l'État; mais dans l'enivrement du triomphe, ce qu'il lui fallait c'était du bruit, rien que du bruit; et pendant quatre jours, du 31 août au 3 septembre, il ne fit que courir d'ovation en ovation, se prêtant ingénument à toutes les manifestations ridicules que préparaient pour lui les faux amis dont il était entouré. Présenté directement au peuple en diverses circonstances, il prouva par ses harangues que l'instruction lui manquait autant que le génie; et bientôt abandonné de tous les hommes qui se sentaient quelque valeur, il vit son cortége exclusivement réduit aux fanatiques qui l'adoraient et aux ambitieux qui cherchaient à l'exploiter.

L'homme qui se sent favorisé de l'enthousiasme populaire peut difficilement calculer jusqu'où va sa puissance et où elle s'arrête. Riego, tout à fait naïf et peu initié au va-et-vient des choses de ce monde, s'estimait tout-puissant à se voir applaudir avec frénésie dans tous les lieux publics où il se présentait. Un hymne devenu célèbre et encore aujourd'hui populaire sous le nom d'*hymne de Riego*, avait été composé par un de ses aides de camp, et devenait le chant national du patriote espagnol; partout où il se rendait, il l'entendait résonner à ses oreilles. Sur un ton moins sévère et plus agressif, une espèce de carmagnole insultante pour les serviles, et commençant par ces mots qui se rapportaient à la constitution de 1812 : *Tragala, perro* (avale-la, chien), attirait à ses côtés tous les caractères haineux qui dans les luttes politiques cherchent toujours un prétexte à railler et mépriser les vaincus. Sous cette double impression, l'une vraiment patriotique et sincère, l'autre triste et énervante,

la populace le suivait partout et s'attachait à ses pas ; ovations, banquets, réceptions triomphales au théâtre, acclamations, rien ne lui fut épargné. Pendant quatre jours Riego fut le véritable roi de Madrid. Nul plus que lui n'était intéressé à ce que ces témoignages d'admiration n'entraînassent aucun désordre public ; mais ses amis ne surent pas garder la mesure convenable ; au théâtre, le 3 septembre, ils chantèrent le *Tragala* en sa présence et insultèrent le chef politique qui au nom de la liberté réclamait le respect de toutes les opinions.

Lui-même, au lieu de garder sagement le secret des confidences politiques qui lui avaient été faites, s'empressa de divulguer partout le résultat des entrevues qu'il avait eues avec les ministres ; il se vanta d'avoir voulu imposer une transaction au gouvernement, et fit circuler une liste de nouveaux ministres pour lesquels il avait pu compter un instant, disait-il, sur l'assentiment du roi.

Le résultat de toute cette conduite fut de décider le ministère à prendre à son égard une attitude ferme et résolue. Le 5 septembre, Riego fut destitué du commandement militaire de la Galice et reçut l'ordre de se rendre immédiatement en Asturies ; plusieurs de ses adhérents, entre autres le gouverneur de Madrid, Velasco, furent également bannis de la capitale.

Dans l'état d'excitation où se trouvait la population madrilène, il était à craindre qu'une semblable décision n'amenât de grandes complications ; mais le ministère était disposé à la lutte et s'était à l'avance assuré des intentions de la troupe. Toute la journée du 5 se passa tranquillement. Le 6, une plus grande agitation régna dans toute la ville ; aux environs du palais il y eut quelques coups de sabre, mais de la part des mécontents tout se borna en définitive à l'envahissement des deux maisons du capitaine général et du chef

politique, dont ils furent facilement délogés. Le 7, tout rentra dans le calme en présence d'un grand déploiement de forces militaires; et le gouvernement fut assez fort pour fermer la Fontana de Oro, la société patriotique qui avait le plus suscité en faveur de Riego les acclamations populaires; celle qui, par la nature de ses membres, le mérite de ses orateurs et l'étendue de ses relations, pouvait le plus prétendre à la direction de l'opinion publique.

Les scènes populaires dont Madrid avait été le théâtre du 3 au 7 septembre eurent naturellement un grand retentissement au sein des Cortès; c'est là aussi qu'elles produisirent leur plus important résultat. Les amis du ministère, Toreno, Martinez de la Rosa, Moscoso, Garelly, déjà très-irrités contre les sociétés patriotiques à cause des tendances révolutionnaires qu'elles manifestaient, songèrent à profiter de la circonstance pour obtenir une loi qui s'opposât à leur existence. En présence de cette disposition, une fraction de leurs collègues se mit contre eux en opposition ouverte. Dès ce jour, les deux partis rivaux se trouvèrent réellement en présence, mais leur désunion ne devint tout à fait sérieuse que quand il s'agit d'apprécier la conduite de Riego.

Les modérés, tout en s'inclinant devant la juste considération que s'était acquise le jeune général, estimaient que le ministère n'était nullement sorti des attributions que la loi lui accordait en l'éloignant de la capitale. Au contraire, les exaltés, Moreno Guerra, Romero Alpuente, Isturiz, Florez Estrada accusèrent violemment les chefs du gouvernement d'avoir agi avec le plus grand arbitraire et encouru par cet acte une grave responsabilité. Les discussions furent très-animées tant que l'agitation continua à régner dans Madrid; mais après le 7 septembre le triomphe du ministère dans les rues assura d'une manière définitive son succès dans les

Cortès; aucune disposition spéciale ne fut prise par l'assemblée, et toute la conduite d'Arguelles, ministre de l'intérieur, se trouva ainsi sanctionnée par un silence calculé.

On doit comprendre que Ferdinand VII avait assisté avec la plus grande satisfaction à cette scission profonde des divers éléments du parti libéral; dès qu'il la vit consommée, il s'acharna à l'agrandir chaque jour, tandis que les dépositaires de sa pensée étaient occupés secrètement à organiser des complots tendant à lui rendre l'autorité absolue. Son ambassadeur à Rome, don Antonio Vargas y Laguna, s'était refusé à reconnaître la constitution de 1812; il ne se contenta point de cette manifestation publique, et songea le premier à organiser, sous le titre de *Junte apostolique*, une société politique dont le but était de soulever l'Espagne entière au nom de l'absolutisme.

Les évêques furent encouragés dans le système d'opposition qu'ils avaient inauguré en se refusant à faire défendre par le clergé, dans les chaires des églises, les principes de la constitution. Une grande publicité fut donnée à une lettre dans laquelle le pape Pie VII se plaignait au roi Ferdinand de la mesure prise contre l'ordre des jésuites. Une tentative fut essayée par un prêtre de la chapelle royale, un général de peu de moyens et quelques particuliers, pour enlever le roi de la capitale et l'entraîner dans des provinces restées inaccessibles au libéralisme. Enfin des soldats du régiment de cavalerie de Bourbon furent subornés dans les premiers jours d'octobre et s'échappèrent de Talavera pour aller augmenter dans les montagnes d'Avila une faction qui s'y était organisée sous les ordres du guerillero Moralès.

Un homme comme Arguelles, instruit en sa qualité de ministre de toutes les intrigues qui se tramaient sous ses yeux, ne pouvait rester impassible devant un semblable

danger, sans chercher à y porter remède. Aussi à peine eut-il assuré le maintien de l'ordre public par la fermeté qu'il avait manifestée, qu'on le vit changer de ton et s'efforcer de reconquérir la popularité qu'il sentait avoir perdue. C'est ainsi qu'il soutint auprès des Cortès le décret qui stipulait en faveur des soldats de Quiroga et de Riego l'accomplissement formel des promesses qui leur avaient été faites par ces deux chefs. Son but était de grouper à nouveau autour de lui tous les éléments libéraux, afin de résister à la tempête qu'annonçaient chaque jour d'une manière plus certaine les dispositions du roi. Par malheur, la haine et la passion ne raisonnent jamais; malgré les garanties qui leur étaient offertes dans les projets de loi soumis à l'examen des Cortès, les exaltés ne voulurent voir qu'un ennemi dans le ministre qui avait dissous l'armée d'Andalousie, et poussèrent l'inconséquence jusqu'à entamer, pour le renverser, des négociations secrètes avec la cour, plutôt que de suivre l'impulsion qu'il voulait leur imprimer. Ils attachaient une importance extrême à la conservation des loges maçonniques et des sociétés patriotiques; quand ils les virent dissoudre par un décret des Cortès, ils oublièrent en présence de cette disposition toutes les autres garanties qui leur étaient offertes, la liberté de la presse, le jury, la destruction des majorats, la suppression des ordres monastiques. (Voir note F.)

C'était avec la plus grande difficulté qu'on arrachait à Ferdinand VII sa signature pour toutes les lois qui portaient atteinte aux priviléges de la noblesse et du clergé; chaque jour il manifestait plus de répugnance à les approuver, et il tenta même, pour celle qui était relative à la suppression des ordres monastiques, d'user du droit de véto que lui accordait la constitution. Les ministres furent obligés, pour le décider à la signer, de lui faire comprendre qu'une émeute

dangereuse, peut-être une nouvelle révolution, serait la conséquence de son obstination. La peur le fit céder, le 25 octobre; mais humilié de son échec et de ses propres terreurs, il abandonna dès le lendemain la capitale et alla s'enfermer dans le monastère de l'Escorial, aux approches de l'hiver, refusant même de revenir le 10 novembre à Madrid, pour fermer en personne la première session des Cortès.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES.

(Novembre 1820 à juin 1821.)

Le roi essaye de reprendre l'autorité militaire ; il échoue dans sa tentative. — Réconciliation complète du ministère avec le parti exalté. — Retour du roi de l'Escorial ; la population lui fait un accueil sévère. — Les sociétés patriotiques reparaissent et fonctionnent avec une nouvelle ardeur ; leur fermeture. — Organisation des sociétés secrètes.— *Los masones et los communeros*.— Lutte sourde entre le roi et les ministres. — Agitation produite dans tout le pays par le clergé et les royalistes.— Désordres causés par les gardes du corps. — Tentative pour amener une lutte entre la milice nationale et la garde royale. — Ouverture de la deuxième session des Cortès. — Le roi dans son discours demande à la Chambre un appui contre son ministère.— Retraite d'Arguelles et de ses amis.— Composition du second ministère constitutionnel. — Attitude des Cortès à son égard.—Les nouvelles de l'extérieur donnent aux esprits une grande exaltation.— Préoccupations causées par les congrès de Troppau et de Laybach, par l'entrée des Autrichiens à Naples et par la révolution du Piémont. — Scènes tumultueuses à Madrid, à Barcelone et à la Corogne. — Mort de Vinuesa. — Conspiration formée par les royalistes à l'extérieur et dans l'intérieur du pays. — Fermeture de la deuxième session des Cortès ordinaires. — Travaux législatifs accomplis durant cette session.

A peine Ferdinand VII se vit-il délivré de la présence des Cortès, qu'il crut le moment venu de reprendre les rênes du pouvoir qui, depuis le 9 mars, lui avaient échappé. Pour atteindre ce résultat, il chercha d'abord à faire occuper par des hommes de sa confiance intime les postes les plus importants, et particulièrement ceux qui permettaient de disposer de la force militaire. La chose était difficile en pré-

sence d'un ministère clairvoyant, que la méfiance tenait sur ses gardes; mais avec un peu de vigueur, le coup avait quelques chances de réussite, et un changement radical pouvait être le résultat d'une heureuse tentative.

En conséquence, le 16 novembre, le capitaine général don Gaspar Vigodet, que ses antécédents libéraux rendaient cher à la population madrilène, reçut un ordre qui lui prescrivait de résigner ses fonctions entre les mains de don José Carvajal. Cet ordre émanait secrètement du roi lui-même; mais, contrairement à la lettre de la constitution, il n'était contre-signé par aucun ministre. Vigodet, s'appuyant avec raison sur ce fait, voulut en référer au ministre de la guerre, qui, surpris de cet incident, s'empressa de réunir ses collègues et de leur en faire part.

L'intention royale était facile à saisir; c'était une tentative de contre-révolution, et peut-être ne s'agissait-il point d'un acte isolé. Tous les ministres présents à Madrid décidèrent d'un avis unanime que Vigodet ne pouvait céder la capitainerie générale à Carvajal, et ils envoyèrent immédiatement un exprès à l'Escorial pour manifester au roi les inconvénients qui pouvaient résulter de la violation qu'il venait de commettre de l'article 225 de la constitution.

En même temps toute la ville de Madrid, rapidement informée de ce qui se passait, se mettait en émoi. L'agitation, d'abord concentrée parmi les anciens membres des sociétés patriotiques, s'étendait avec une rapidité inouïe à toute la population. Bientôt des groupes nombreux se formèrent, et le peuple se dirigea en masse vers la municipalité et la députation permanente chargée, d'après la constitution, de veiller sur les institutions en l'absence des Cortès; il demanda à ces deux corps constitués de prendre en main ses intérêts et de le protéger contre les tendances réactionnaires du monarque. La députation était présidée par Muñoz

Torrero, le même patriote à qui revenait l'honneur d'avoir le premier arboré le drapeau de la liberté et de la révolution dans les Cortès de 1810. Il ne faillit point à la nouvelle mission qui lui incombait et se hâta, au nom du corps qu'il représentait, d'écrire au roi pour le prier, afin de calmer l'effervescence qui régnait dans les esprits, de revenir au plus tôt dans sa capitale et de réunir des Cortès extraordinaires. Son exemple fut suivi par la municipalité qui dirigea à l'Escorial la même pétition.

Ferdinand, dès qu'il eut connaissance des dispositions du ministère, de l'attitude de la population et des vœux de la députation permanente et de la municipalité, eut bientôt compris que pour cette fois encore il fallait baisser la tête sous l'orage qu'il avait fait éclater. Il chercha donc à atténuer toute l'importance de l'ordre qu'il avait signé; il prétendit que la nomination extraconstitutionnelle de Carvajal était le résultat d'une imprévoyance et d'une mauvaise intelligence; il éloigna de sa personne son confesseur, don Victor Saez, auquel on attribuait la direction de tous les complots qui se tramaient dans le sein du palais. Il annonça son intention de revenir promptement à Madrid et consentit enfin à appeler des Cortès extraordinaires sitôt qu'on lui aurait communiqué le but spécial pour lequel elles devaient être réunies, aux termes mêmes de la constitution.

Il n'était pas possible à la députation permanente de ne pas accepter de semblables concessions, puisqu'elle voyait sanctionnées toutes les demandes qu'elle avait adressées elle-même; aussi, dès qu'elle les eut publiées, s'empressa-t-elle de se retirer du débat. Le peuple de Madrid montra plus de ténacité, et lorsque le 21 novembre, conformément à sa promesse, Ferdinand revint de l'Escorial pour fixer sa résidence dans la capitale, il reçut l'accueil le plus sévère. Une multitude fortement agitée se précipita autour de

sa voiture et l'accompagna jusqu'au palais en lui reprochant amèrement de violer les serments qu'il avait jurés au milieu de l'allégresse universelle. Plusieurs avaient à la main le livre de la constitution; ils le pressaient sur leur cœur et le portaient à leurs lèvres pour le baiser en sa présence. D'autres avaient amené avec eux le fils de Lacy, et ils le présentèrent au monarque comme destiné à venger un jour la mort de son père. Ferdinand, de son balcon, fut contraint d'assister à ces manifestations de la fureur populaire qu'il avait excitée; mais la crainte qu'elles lui causèrent ne le détourna point de son désir de recouvrer le pouvoir absolu, car, s'exagérant les dangers qu'il courait, il songea, pour y parvenir, à employer toutes les ressources dont il pouvait disposer, même à solliciter le concours de l'étranger, qui jusqu'alors ne lui avait point paru nécessaire.

Le ministère, de son côté, bien certain désormais d'avoir à combattre dans le palais un foyer toujours allumé d'ardentes conspirations, persista avec une nouvelle énergie dans la tendance qui l'avait déjà rapproché du parti exalté; il laissa à Madrid les sociétés patriotiques se réouvrir, malgré la loi qui avait décidé leur dissolution; il permit à la société secrète des maçons d'étendre ses ramifications dans tout le royaume; il laissa s'en former une autre, celle des communeros, qui s'adressait à la partie la plus active de la nation. Il confia enfin à Riego et à ses amis des fonctions de la plus haute importance, les capitaineries générales d'Aragon, d'Estramadure, de Navarre et de Malaga, comme s'il tenait à ce qu'ils eussent leur part de responsabilité dans la lutte qu'il fallait soutenir contre le trône. En même temps, il se compléta par l'adjonction de deux personnages importants, dont l'un, Cayetano Valdès, prit le portefeuille de la guerre, et l'autre, Gil de la Cuadra, celui d'outre-mer.

La plus grande partie des révolutionnaires sérieux qui

avaient le plus contribué au mouvement de 1820, en présence de la conduite des ministres, comprit que le moment était venu d'oublier toutes les rancunes, et elle se rallia franchement au ministère. Mais il y avait dans les sociétés patriotiques un élément fougueux, quelquefois seulement dominé par des vues ambitieuses ou l'exaltation de parti, d'autres fois perfidement excité par les menées souterraines de la cour. Le club de la Croix de Malte plus encore que celui de la Fontana de Oro, était le théâtre principal où s'agitait cet élément. Cette société voulant à la fois ruiner le prestige d'Arguelles à la cour et auprès du peuple, s'acharna à le représenter comme uniquement occupé à mettre la discorde entre ces deux forces, afin de les dominer chacune par la crainte que l'autre lui inspirait. Le ministère s'émut vivement de cette attaque, et détruisant lui-même une force qu'il avait tant d'intérêt à conserver, malgré l'obstacle passager qu'il y rencontrait, il se décida à appliquer la loi votée par les Cortès, et, le 30 décembre 1820, fit fermer par les troupes les deux locaux de la Croix de Malte et de la Fontana de Oro.

On peut juger par cette mesure combien était difficile, impossible même à suivre la ligne que se traçaient Arguelles et ses amis; prétendre avoir raison de la cour sans déchaîner les forces populaires, c'était s'exposer à être abandonné au moment décisif; c'était à la fois aspirer au triomphe et préparer sa défaite. Une telle conduite eût été pleine de prudence et de sagesse à une époque de paix et de tranquillité; mais alors que les absolutistes remuaient le pays de fond en comble, c'était une grande erreur de briser deux groupes capables d'organiser une forte résistance : il fallait les éclairer, les guider dans leurs égarements, mais non les supprimer.

Quelques faits permettront d'apprécier combien était dan-

gereuse la ligue formée contre ce qu'on appelait alors *le système*, par tous les mécontents du clergé et de la noblesse, appuyés secrètement par la couronne.

Le nonce apostolique ne cessait de remettre au ministère des notes contre les réformes ecclésiastiques et agitait toutes les consciences en invoquant le nom de l'Église. Les prélats de Valence, Barcelone, Pampelune et Orihuela excitaient hautement les membres de leur clergé à désobéir aux prescriptions des Cortès; il avait fallu bannir l'évêque d'Orihuela et l'archevêque de Valence. En Galice, un aventurier, sous le nom de *baron de San Joanni*, cherchait à recruter une petite armée au nom de la junte apostolique créée par l'ancien ambassadeur de Ferdinand à Rome. Des bandes armées commençaient à organiser la guerre civile dans les provinces de Tolède, Asturies, Alava et Burgos. Un chapelain du roi, don Matias Vinuesa, ancien curé de Tamajon, publiait sous le titre de *el Grito de un Español*, *la Papeleta de Leon*, *la Gaceta de Munich*, des appels à la sédition, dont chacun devinait la source et l'origine. Enfin on savait déjà que le général Quesada, établi à Bayonne, avait formé sur la frontière des Pyrénées un centre de conspiration que tolérait, s'il ne l'aidait pas, le gouvernement du roi Louis XVIII.

Tous ces faits réunis avaient une bien autre gravité que quelques désordres fomentés par les libéraux à Barcelone, à la Corogne et à Malaga; dans les deux premières villes, quelques jeunes gens s'étaient contentés de se promener dans les rues avec des rubans verts, en criant : *La Constitution ou la mort!* A Malaga, un patriote exalté avait publié des proclamations se terminant par le cri de : *Vive la République!* Et cependant à l'étranger on feignait de croire que les désordres de l'Espagne étaient exclusivement causés par les libéraux ; il était de mode d'ériger Ferdinand en victime, quand il était le véritable coupable.

La fin de janvier 1821 et le commencement du mois de février furent signalés à Madrid par des événements qui vinrent encore assombrir l'horizon déjà si chargé. Les libelles du chapelain Vinuesa étaient arrivés à un tel degré de violence, que la justice avait dû intervenir et que leur auteur avait été mis en prison; or, parmi les papiers qui furent trouvés en sa possession, il se rencontra un plan de contre-révolution préparé jusque dans ses plus minces détails, et qui eût été d'une facile exécution si les hommes qui entouraient Ferdinand eussent eu la criminelle énergie qui a rendu si célèbre en France le 2 décembre 1851 (voir note G). L'opinion publique rapporta directement au roi l'idée mère de ce plan, et tandis qu'elle réclamait du ministère la punition exemplaire du coupable qui l'avait rédigé, les mêmes bandes qui avaient accueilli de leurs murmures Ferdinand à son retour de l'Escorial vinrent de nouveau lui exprimer leur mécontentement sous les fenêtres de son palais.

Parmi les soldats qui faisaient partie de la troupe spécialement affectée à la garde du monarque et connue sous le nom de *gardes du corps*, quelques-uns, mus par un zèle exagéré, prétendirent sans ordre mettre un terme, de leur autorité privée, à ces manifestations publiques qui se traduisaient surtout par le cri de : *Vive le roi constitutionnel!* poussé avec une ironie persévérante. Le 8 février, revêtus de leurs larges manteaux au moyen desquels ils pouvaient dissimuler les épées qu'ils avaient emportées avec eux, ils s'insinuèrent au milieu de la foule qu'ils voulaient châtier, et tirant leur arme à un signal convenu, ils se précipitèrent sur ceux qui se faisaient le plus remarquer par leurs cris, jusqu'à ce que ne respectant plus personne au milieu de leur folle colère, ils en vinrent à blesser un milicien national et un membre de *l'ayuntamiento,* accouru aux premières indications pour mettre fin au désordre. Dans l'état d'exaltation

où se trouvaient les esprits, cet incident remua la population de fond en comble ; toute la milice nationale se mit en mouvement ; les troupes furent appelées sous les armes ; la municipalité, la députation permanente s'empressèrent de se réunir ; les gardes du corps eux-mêmes, comprenant le danger auquel les exposait la témérité de quelques-uns d'entre eux, se retirèrent dans leur caserne qui fut bientôt cernée. Il n'y avait qu'un moyen de satisfaire la fureur populaire, c'était de dissoudre le corps tout entier. Ce fut l'avis de la municipalité, de la députation, du ministère, du conseil d'État lui-même; mais Ferdinand répugnait à se priver des services d'une troupe privilégiée dont il entretenait avec soin l'enthousiasme monarchique et dont il pensait un jour où l'autre pouvoir utiliser les services. Il lui fallut pourtant céder à la fin, et le corps tout entier fut désarmé et dissous par un décret royal, lorsque déjà la plupart de ses membres, justement effrayés de l'attitude du peuple à leur égard, avaient jugé prudent d'abandonner leur uniforme et de s'éparpiller dans la campagne en s'échappant silencieusement de la caserne où ils étaient cernés.

Les royalistes furent naturellement très-courroucés de la nouvelle issue de cette échauffourée, et pour se venger ils travaillèrent avec acharnement à semer la discorde entre la milice nationale et la garnison ; mais le bon esprit de ces deux classes les empêcha de tomber dans le piége qui leur était tendu, et loin de se mettre en hostilité, elles s'occupèrent de se donner, dans des représentations publiques, des témoignages éclatants d'estime réciproque et de mutuelle sympathie.

Ferdinand, vaincu dans les moyens extra légaux qu'il avait cherché à employer, sentit croître en lui la haine violente que lui inspiraient déjà ses ministres; il ne songea plus qu'à s'en délivrer, et réunissant le conseil d'État, il les ac-

cusa directement devant lui d'autoriser les tumultes qui brisaient en sa personne le prestige de la monarchie. Arguelles et Garcia Herreros, directement interpellés, répondirent qu'ils avaient besoin de toute leur énergie pour faire respecter la constitution qu'ils avaient jurée; qu'ils étaient quelquefois obligés de se rendre désagréables au roi pour faire honneur à leur serment, mais qu'ils devaient avant tout remplir leurs devoirs et qu'ils n'avaient qu'une seule chose à cœur, exécuter fidèlement la mission qui leur avait été confiée. Le conseil d'État était trop au courant des menées du monarque pour ne pas comprendre toute la portée de la réponse des ministres; il ne se montra nullement disposé à entrer en lutte avec eux, et le roi, abandonné à lui-même, s'empressa de chercher au milieu de ses conseillers intimes un nouveau moyen de secouer une tutelle qui le gênait.

La deuxième session des Cortès devait s'ouvrir le 1er mars; ce fut là l'occasion qu'on l'encouragea à saisir. Il se décida à suivre ces conseils, et voici le moyen qu'il employa pour briser complétement aux yeux du pays le faible lien qui pouvait encore l'attacher au ministère.

Le jour même de l'inauguration de la session, après avoir lu devant les députés réunis le discours royal qui lui avait été remis par les ministres suivant l'usage des pays constitutionnels, il y ajouta de lui-même les paragraphes suivants :

« C'est avec intention que j'ai omis jusqu'à la fin de parler de ma propre personne, pour qu'on ne croie pas que je la préfère au bien-être des peuples que la divine Providence a confiés à mes soins. Il me faut cependant signaler à ce sage congrès que je pénètre facilement les idées de quelques malintentionnés qui s'efforcent de séduire les imprudents en leur persuadant que mon cœur nourrit des sentiments hos-

tiles au système qui nous régit, et en leur inspirant ainsi une grande défiance sur mes intentions et ma rectitude. J'ai juré la constitution et j'ai toujours cherché à l'observer religieusement en tout ce qui a dépendu de moi. Plût à Dieu que tout le monde eût agi de même!

« Contrairement à l'ordre et au respect qui m'est dû comme roi constitutionnel, des outrages et des insultes de toute sorte ont été dirigés contre ma personne. Je n'ai aucune crainte pour mon existence et ma sécurité; Dieu, qui voit mon cœur, saura protéger l'une et l'autre. La majorité de la nation, sa partie la plus saine, facilitera l'œuvre divine. Mais je ne saurais taire au Congrès, dont la principale mission est le maintien de l'inviolabilité que l'on doit garder à un roi constitutionnel, que ces outrages ne se seraient point répétés une seconde fois si le pouvoir exécutif avait déployé toute l'énergie et toute la vigueur que réclame la constitution et que les Cortès doivent désirer..... »

Par ces quelques mots, Ferdinand VII se mettait ouvertement en désaccord avec ses ministres devant la Chambre, devant le pays, en présence de l'Europe entière; toute réconciliation était devenue impossible; aussi tandis que ceux-ci s'apprêtaient à remettre leur démission entre ses mains, il allait lui-même au-devant de leurs vues en leur retirant leurs portefeuilles par un décret royal.

C'est avec le plus profond chagrin que les députés virent le pouvoir s'échapper des mains d'Arguelles et de ses amis. On avait confiance dans leur passé et dans leur loyauté; on ne craignait point de les voir transiger avec les confidents ordinaires du roi. On les jugeait capables de maintenir l'ordre sans porter atteinte aux grands principes consignés dans la constitution de 1812. Il y avait donc tout lieu de croire qu'une pression serait exercée sur Ferdinand pour le décider à reprendre des ministres qui avaient toute la sym-

pathie des représentants de la nation ; mais la tendance doctrinaire et la manie de constitutionnalisme dont les principaux chefs étaient imbus, exercèrent sur les esprits une fatale influence. Sous le prétexte de maintenir intacte la séparation complète des pouvoirs exécutif et législatif, les députés se contentèrent de manifester, par le vote d'une pension, leur communauté de sentiments avec ceux que Ferdinand avait publiquement traités de malintentionnés. Ils se refusèrent à désigner de nouveaux ministres au choix du monarque, quoique celui-ci les eût directement invités à lui faire connaître leurs préférences, et lui désignèrent le conseil d'État comme le corps spécialement chargé par la constitution de l'aider de ses lumières en semblable circonstance.

Certes, la conduite des Cortès fut alors parfaitement légale, mais on peut ajouter qu'elle ne fut point raisonnable. En ne soutenant pas avec énergie le ministère qui avait toutes leurs sympathies, elles abdiquèrent réellement le pouvoir que leur avait donné la révolution de 1820. Ayant en face d'elles, au lieu d'un monarque loyal et honnête, un vrai conspirateur, elles devaient le traiter comme tel, prendre contre lui toutes espèces de précautions et ne pas lui laisser le libre usage des prérogatives qu'il devait toujours exercer exclusivement contre les intérêts de la nation.

Quoi qu'il en soit, Ferdinand, trop heureux d'être délivré de ses galériens, affecta la plus grande prudence dans le choix de leurs remplaçants. Sur la proposition du conseil d'État, il appela aux affaires extérieures don Eusebio Bardaji y Azara, aux colonies don Ramon Feliu, et au ministère de grâce et justice don Vicente Cano Manuel ; et à ces trois personnages qui offraient certaines garanties au parti libéral et avaient déjà occupé de hautes positions à l'époque de la régence, il adjoignit quelques hommes spéciaux pour la guerre, les finances et la marine. La majorité des Cortès

ne pouvait se mettre en lutte directe avec un ministère ainsi constitué, car elle y trouvait à peu près l'expression exacte de ses tendances et de ses idées; mais elle ne devait pas non plus lui accorder un concours très-efficace, car elle gardait un ressentiment très-vif de la chute d'Arguelles.

La tâche des nouveaux ministres était bien difficile, car la situation générale se compliquait de jour en jour; il n'y avait pas seulement les embarras du dedans. Les événements politiques qui se passaient au dehors menaçaient aussi de réagir sur la péninsule espagnole; ce n'était pas seulement la liberté qui était en péril, on commençait à craindre de la part de la Sainte-Alliance une intervention portant atteinte à l'indépendance nationale.

On était déjà loin de l'enthousiasme qui avait poussé tous les esprits à acclamer la constitution de Cadiz, de 1812. Les Espagnols avaient alors éprouvé une joie profonde à voir l'œuvre de leurs législateurs successivement adoptée par les Napolitains (juillet 1820), par les Portugais (novembre 1820), et par les Piémontais (mars 1821). Mais tandis qu'ils s'abandonnaient à leur naïve satisfaction, les souverains de la Sainte-Alliance, alarmés de voir ainsi ébranler l'édifice qu'ils avaient si laborieusement construit en 1815, avaient entrepris de lutter directement contre l'esprit révolutionnaire. Dans un premier congrès, à Troppau, ils avaient d'abord décidé une intervention directe dans les affaires des Deux-Siciles; puis, dans un second qui avait eu lieu à Laybach, et auquel avait assisté le roi même des Deux-Siciles, ils avaient chargé l'Autriche du soin de renverser à main armée la constitution napolitaine.

Au moment même où le roi exécutait à Madrid son changement de ministère, on y attendait tous les jours avec la plus vive impatience des nouvelles d'Italie, et l'opinion publique, involontairement, était disposée à juger du sort qui

attendait la constitution sur le sol natal, par celui qu'elle allait éprouver dans le royaume des Deux-Siciles. L'anxiété générale s'était manifestée déjà par le pillage des maisons de quelques diplomates étrangers, le jour où l'on avait reçu la première nouvelle du congrès de Laybach ; et ce désordre, particulièrement suscité par un exalté qu'on accusa plus tard d'être secrètement vendu à la cour, n'était pas de nature à éloigner du territoire de la Péninsule les armées de la Sainte-Alliance. Dans une telle disposition, ce fut avec la plus vive émotion qu'on apprit en Espagne l'entrée des Autrichiens dans Naples (26 mars), et le rétablissement de l'ancien régime dans le Piémont sous l'autorité du nouveau roi Charles-Félix, en faveur de qui avait abdiqué Victor-Amédée.

Ces événements, compliqués d'une note dirigée par le ministre des affaires étrangères de Russie à l'ambassadeur espagnol à Saint-Pétersbourg, Cea Bermudez, note dans laquelle le czar indiquait les inquiétudes qu'avait dû exciter chez les souverains de la Sainte-Alliance la révolution de 1820, et ne craignait pas d'insinuer que le déchaînement des passions dans la Péninsule exigeait de leur part toute sorte de réserve et de précautions, produisirent naturellement un double effet : ils alarmèrent les patriotes et donnèrent aux royalistes de nouvelles espérances.

Dans certaines villes où dominait le parti exalté, il y eut des mouvements tumultueux contre les personnages qu'on jugeait partisans de l'invasion étrangère. Ainsi, à la Corogne, le peuple poursuivit avec acharnement tous ceux que de près ou de loin il accusait d'avoir favorisé les menées de la junte apostolique de Galice, et le chef politique, qui fut désapprouvé par le ministère et remplacé par le brigadier Latre, déporta, de son autorité privée, plus de cent personnes aux îles Canaries. A Barcelone, où la présence de nombreux réfugiés

piémontais et napolitains entretenait encore une agitation plus vive, il fallut, pour conserver l'ordre, expulser l'évêque, le baron d'Eroles, les généraux Saarsfield et Fournas, ainsi qu'une foule de chefs militaires dont l'opposition au système constitutionnel excitait l'indignation générale.

Ce n'était point dans les villes, mais dans les campagnes, que cherchait au contraire à assurer son ascendant le parti royaliste. Les succès de la Sainte-Alliance avaient surexcité ses espérances, et il ne doutait déjà plus d'un prochain triomphe. Aussi, tandis que les évêques tenaient tête aux Cortès, le bas clergé ne se contentant déjà plus de paroles, mettait lui-même les armes à la main de ceux de ses paroissiens qu'il parvenait à entraîner dans le secret du confessionnal. Les premières bandes dont nous avons signalé l'apparition dans les provinces de Tolède, Asturies, Alava et Burgos, s'étaient rapidement accrues grâce aux ressources qui d'en haut leur étaient distribuées par des voies secrètes. Il avait fallu diriger une colonne entière contre l'une d'elles commandée par le curé Merino, et on considéra comme une véritable victoire le succès qu'obtint contre lui à Salvatierra, le célèbre guerillero de la guerre de l'Indépendance, toujours fidèle à ses idées libérales, el Empecinado. Ce n'était pas non plus sans difficulté qu'on était parvenu à s'emparer d'un factieux redoutable, qui s'était établi dans les environs d'Aranjuez, et qui sous le nom d'*El Abuelo* jetait la terreur dans les montagnes de Tolède. Les troupes étaient tenues continuellement en haleine par les factions qui, interrompant les communications, préparaient pour le pays une nouvelle période de souffrances et de misère.

On conçoit combien la tâche de maintenir l'ordre était difficile à remplir au milieu d'éléments si hostiles et si acharnés les uns contre les autres; le ministère s'y dévouait avec empressement, mais il était en général, quoique plein

de bonne volonté, mou et impuissant. Sa faiblesse apparut d'une manière éclatante à Madrid même, le 4 mai, en une journée fatale dont les résultats furent cruellement exploités à l'étranger contre la révolution. Le juge de première instance auquel avait été confiée l'instruction du procès de Vinuesa, du chapelain auteur d'un vaste projet de contre-révolution dont nous avons déjà parlé, s'étant borné à le condamner à dix années de galères, cette nouvelle fut très-mal accueillie par la population ; un tribunal révolutionnaire s'organisa tout à coup à la puerta del Sol et décida que juge et accusé devaient être condamnés à mort et immédiatement exécutés. La sentence prononcée, les bras ne manquèrent point pour la mettre à exécution. Un flot d'hommes furieux se précipita sur la prison où était enfermé le chapelain et brisa les portes; on s'empara de sa personne et Vinuesa périt bientôt entre leurs mains, le crâne fracassé par un puissant marteau de fer et le corps mutilé par dix-sept blessures d'armes blanches. Le juge, plus heureux, eut le temps de s'échapper et ne put être rencontré à son domicile.

Ce jugement populaire, exécuté en plein jour dans une capitale comme Madrid, avec tant d'audace et de rapidité, plongea les esprits dans la stupeur. Le roi en profita pour mettre sous les armes toute la garde royale et pour réveiller en elle les sentiments monarchiques. Il s'adressa aussi aux Cortès pour éviter le retour de semblables attentats.

Le ministère, accusé d'avoir manqué d'énergie en cette circonstance, changea le capitaine général de Madrid et choisit pour ce poste important Morillo, comte de Carthagène, qui venait tout récemment de reparaître dans la Péninsule, de retour de son expédition à Venezuela. On lui adjoignit pour chef politique le général Copons, celui qui en 1814 avait reçu le premier, sur les bords du Fluvia, le roi Ferdinand, élargi de Valençay. L'intervention de ces deux

hommes habitués au commandement imposa aux sociétés secrètes qui avaient condamné Vinuesa, et assurés de leur protection les esprits se remirent rapidement de l'effroi général qu'avaient inspiré les hommes du coup de marteau.

Les Cortès, dont la réunion devait durer jusqu'au 30 juin, trouvèrent enfin un peu de répit pour se livrer à leurs travaux législatifs. Nous avons vu que dans la première session elles avaient étudié et voté des lois sur la presse, le jury, les majorats et les ordres monastiques; elles se consacrèrent dans celle-ci à la formation des lois organiques relatives à l'organisation de l'armée, à la réduction de la dîme, aux substitutions, aux juridictions seigneuriales, au crédit public, au budget, à l'instruction publique.

Leur opinion sur chacune de ces grandes questions mérite d'être examinée et appréciée, car avec le temps elle est devenue la base la plus solide de toutes les tentatives faites en Espagne pour la régénération du pays; et quoique sur certains points ces Cortès se soient trompées, il faut reconnaître qu'elles étaient animées du plus louable esprit de progrès et de perfectionnement, bien différentes en cela de nos Chambres françaises qui offraient alors un si triste exemple de réaction forcenée contre les grands principes de notre Révolution.

En fait d'armée permanente, les Cortès ne voulaient que le nombre de soldats absolument nécessaire pour la défense des frontières; un très-grand développement devait être donné à la milice nationale; le remplacement était interdit: nul ne pouvait, pour une somme d'argent, se racheter du service. Le *fuero* militaire (droit à une juridiction spéciale) disparaissait pour toutes les causes civiles et criminelles; il n'était conservé que pour les délits purement militaires. Tout emploi abusif de la force armée était considéré comme

trahison, et défense était faite aux militaires d'obéir à leurs supérieurs pour offenser le roi ou pour attaquer les Cortès.

La question de la dîme était en Espagne de la plus grande importance, car suivant les calculs les mieux fondés, on estimait à 408 millions de réaux le montant total des denrées que l'agriculture payait annuellement au clergé; les Cortès décidèrent que partout ce tribut serait réduit de la moitié, et qu'il serait perçu directement par l'Etat pour être affecté à la dotation du culte et du clergé. Seuls les établissements d'instruction publique et de bienfaisance devaient continuer jusqu'à nouvelle détermination à recevoir les rentes et bénéfices qui leur étaient particulièrement affectés. En échange de ce revenu qu'il acquérait, l'Etat faisait abandon de tous les anciens droits qu'il prélevait lui-même sur la dîme, sous le titre de *novenas*, *escusado*, *tercias*, *novales*. La loi qui décida cette grande innovation (29 juin 1821) posa également en principe la reprise par l'Etat de tous les immeubles et biens fonciers, *cens*, hypothèques, rentes et droits de toute espèce appartenant au clergé et aux fabriques des églises, à l'exception des presbytères et des palais épiscopaux; une indemnité était accordée aux *participes legos*[1] et aux membres du clergé régulier. La junte nationale du crédit public devait prendre possession de tous ces biens, et des commissions spéciales dans chaque diocèse étaient appelées à fixer la dotation du clergé; jusqu'à l'entière exécution de la loi, et tant que les évêques restaient en possession de leurs biens, la contribution de 30 millions de réaux indiquée dans le plan de Garay restait maintenue.

Ce simple résumé de la loi du 29 juin 1821 suffit pour montrer de quel esprit étaient animées les Cortès de 1820; si elles avaient eu pour assurer l'exécution de leurs réformes

[1] C'étaient les créanciers des congrégations.

la même énergie qu'elles manifestaient dans leur conception, que de troubles et de désordres n'auraient-elles pas épargné à leur malheureuse patrie ! L'histoire doit néanmoins leur savoir gré d'avoir donné une si puissante initiative, et indiqué non-seulement le but vers lequel il fallait tendre, mais encore les moyens d'y parvenir.

Tandis qu'elles fixaient ainsi la nouvelle forme qui devait être imposée au clergé, suivant les principes de notre révolution moderne, les Cortès continuèrent également dans cette session la lutte qu'elles avaient déjà entamée contre les priviléges de la noblesse. Dans leur désir d'assurer l'exécution de la loi déjà votée dans la session précédente sur les majorats, elles déterminèrent d'abord dans celle-ci la part de biens de mainmorte que le titulaire actuel pouvait déjà aliéner avec le consentement de son successeur, et toutes les formes avec lesquelles ce consentement devait se donner; mais elles ne se contentèrent point de cette simple modification : elles songèrent aussi à attaquer la question dans son essence même; et, dans de longs débats où se distinguèrent particulièrement par l'érudition, l'élégance de la forme et la netteté des principes Garelly, Martinez de la Rosa et Calatrava, elles abordèrent franchement la question des majorats respectée par les Cortès de 1810, et décidèrent par un décret que tous les titulaires seraient soumis à l'obligation de justifier de leurs titres. Cette décision leur attira l'inimitié de presque tous les membres de l'aristocratie, car il y en avait beaucoup qui se trouvaient hors d'état d'établir la propriété des droits dont jouissait leur famille; ils s'unirent tous pour faire retentir le pays de leurs plaintes et de leurs clameurs, et, intervenant auprès du roi, ils obtinrent de lui qu'il refusât sa sanction à ce dernier décret; si les paysans espagnols eussent eu à cette époque les idées et les sentiments qui agitaient les nôtres à la fin du siècle passé,

ce refus de Ferdinand aurait suffi pour assurer l'avenir de la révolution ; mais par malheur les habitants des campagnes étaient encore dans la Péninsule trop habitués à subir l'influence de leurs anciens seigneurs, et, loin de vouer aux Cortès une juste reconnaissance pour les efforts qu'elles tentaient en leur faveur, la plupart d'entre eux écoutèrent les suggestions de ceux qu'ils étaient habitués à respecter et crurent voir une spoliation inique de la propriété là où il n'y avait qu'une recherche féconde des droits de chacun et une sincère application des lois de la plus parfaite justice.

En matière de crédit, nous avons déjà vu avec quel empressement, dès leurs premières réunions, les Cortès s'étaient hâtées de manifester leur intention de consacrer des ressources considérables à l'amortissement de la dette publique; elles voulaient inspirer confiance aux capitalistes, et elles y parvinrent : c'est dans cet esprit qu'elles reconnurent la dette contractée en Hollande par Charles IV, et qu'elles mirent à la disposition de la junte du crédit public tous les biens du clergé; elles avaient donné leur approbation à un emprunt de 40 millions émis par la junte provisoire en 1820, et elles autorisèrent le gouvernement à en réaliser un autre qui ne pourrait excéder 200 millions.

Pour assurer d'une manière définitive les revenus du Trésor, elles conservèrent la contribution directe déjà installée par Garay, et en fixèrent le montant total à 180 millions; elles établirent l'impôt spécial des patentes, améliorèrent celui du papier timbré et maintinrent avec soin les contributions indirectes, qui produisaient 100 millions : elles sentaient vivement l'insuffisance de leurs ressources pour parer à un budget de dépenses de 750 millions dans lequel rien n'était affecté au service des intérêts de la dette. Mais que pouvaient-elles demander à une nation appauvrie, misérable, sans industrie, qui en perdant les colonies d'A-

mérique se voyait privée en un jour du débouché exclusif qu'elle s'était ménagé pour ses produits agricoles et son chétif commerce? Toute la triste réalité de cette malheureuse situation apparut au grand jour dans le plan magnifique qu'imaginèrent les Cortès pour le développement de l'instruction publique; rien ne manquait à leur bienfaisante combinaison : gratuité de l'enseignement public; liberté complète de l'enseignement privé; écoles primaires; universités pour l'instruction secondaire; écoles spéciales pour les sciences supérieures; facultés de médecine, de chirurgie, de pharmacie; académies; conseil supérieur de l'instruction publique, tous les éléments nécessaires pour assurer en Espagne le développement de l'instruction publique étaient là groupés avec le soin le plus admirable; mais aucune ressource n'était assignée pour mener à terme cette belle combinaison; c'était un beau plan; de longtemps il ne pouvait passer à l'état de réalité.

Par ce court résumé, on voit que les Cortès de 1820 cherchèrent sérieusement à continuer l'œuvre de 1812; mais une inquiétude secrète les dominait sans cesse; elles avaient comme un sentiment intime que leur œuvre n'était pas durable. Au moment où leur seconde session était sur le point de se terminer, leurs partisans entreprirent une campagne hardie pour arracher au roi la promesse d'une convocation de Cortès extraordinaires pour la fin de l'année. Il n'est pas besoin de dire combien Ferdinand y répugnait, mais il avait déjà donné une espérance lors de la nomination de Carvajal au poste de capitaine général, et quelques jours avant la fermeture de la deuxième session, au 30 juin, il s'obligea solennellement à réunir une session extraordinaire, obtenant par ce moyen que la séparation de ses adversaires s'accomplît sans exciter par trop la défiance générale.

CHAPITRE IV

LES ÉLECTIONS.

(Juin 1821 à mars 1822.)

La fièvre jaune à Barcelone; exaltation des esprits dans cette cité. — Conspiration de Georges Bessières. — Établissement d'un cordon sanitaire sur les frontières des Pyrénées. — Riego à Sarragosse; il est relevé de ses fonctions de capitaine général et relégué à Lerida. —Irritation du parti exalté; ses manifestations à Madrid.—Emeute connue sous le nom de *Bataille de las Platerias* (18 septembre). — Inauguration de la session extraordinaire (24 septembre). — Agitation dans les provinces contre le ministère Feliu. — Refus d'obéissance à Séville, Cadiz et la Corogne. — Message du roi aux Cortès, et réponse de celles-ci. — Vote de blâme contre le ministère. — Démission de Feliu et de trois de ses principaux collègues; ils sont provisoirement remplacés (8 janvier 1822). — Discussion sur la liberté de la presse; tentative d'assassinat sur Toreno et Martinez de la Rosa. — Fermeture définitive des Cortès extraordinaires; leurs derniers travaux législatifs. — Résultat des élections; elles sont favorables au parti exalté. — Composition de la Chambre de 1822. — Riego est élu président. — Nomination d'un nouveau ministère formé des principaux chefs du parti modéré (28 février).

Au milieu des agitations de tout genre produites par le choc des trois partis, apostolique, modéré et exalté, qui se disputaient la direction des affaires en Espagne, le travail s'était partout ralenti de la manière la plus inquiétante, la misère croissait dans les campagnes et les cités, et le moment allait venir où une grande partie de la population irait, comme en 1808, chercher dans la guerre civile les moyens de vivre que l'industrie et le commerce lui refusaient.

Parmi les provinces de l'Espagne qui ne vivent pas exclu-

sivement de la production agricole, il en est une qui s'est toujours distinguée par une activité toute spéciale, c'est la Catalogne. Une grande masse d'ouvriers y trouve toujours des éléments de subsistance, quand le développement des affaires met en mouvement les grands établissements industriels qui y sont installés ; mais là aussi, pour peu que l'interruption des relations commerciales vienne arrêter le développement de l'industrie et de la contrebande, une nécessité impérieuse entraîne aussitôt à la vie d'aventures une foule d'hommes ardents, courageux et énergiques, qui trouvent dans leur détresse une excuse qui leur paraît suffisante pour justifier les actes les plus violents, et souvent les plus criminels. Les Cortès auraient dû avec prévoyance diriger leur attention sur les moyens de préserver la Catalogne des tristes conséquences que pouvait causer la continuation trop prolongée de l'inaction industrielle ; mais les législateurs espagnols, toujours exclusivement préoccupés du point de vue politique, n'ont jamais su pratiquer ce qu'on pourrait appeler *l'hygiène sociale ;* ils songent toujours beaucoup plus à réprimer qu'à prévenir, et ces déplorables procédés accumulent les ruines sociales au lieu de les empêcher.

Or donc, tandis que le fléau de la misère pesait déjà en 1821 sur la Catalogne, une peste plus épouvantable encore vint affliger cette malheureuse province si digne d'un meilleur sort ; un brick venu de la Havane apporta vers les premiers jours du mois d'août dans les murs de Barcelone la terrible fièvre jaune, et bientôt la belle capitale de la capitainerie générale devint le théâtre des scènes les plus lugubres. Tous les magasins, ateliers, bureaux durent se fermer ; les relations commerciales cessèrent tout à fait, l'entrée dans les églises fut suspendue, les notaires et les médecins émigrèrent en masse pour ne pas être appelés au lit

des mourants; il n'y avait partout que des malades, chacun s'enfermait dans sa maison, et quand le mal avait atteint une victime, le cadavre était jeté par la fenêtre, pour être enlevé par un char public qui parcourait deux fois par jour toutes les rues de la ville. Il y aurait de quoi désespérer de la vie elle-même, si, dans cette époque de désolation, nous arrêtions nos regards sur tous les actes de lâcheté et de criminel abandon auxquels l'instinct de la conservation, si puissant chez l'homme, poussa les Barcelonais; il vaut mieux se consoler en rappelant qu'on eut aussi à citer de bien nobles dévouements, et en constatant spécialement le beau rôle que jouèrent en cette circonstance cinq médecins français que l'amour de la science attira sur le lieu même du péril (voir note H).

Le fléau pesa pendant plus de trois mois sur Barcelone; quand il eut disparu (novembre 1821), on constata que plus de 20 000 personnes avaient succombé; la ville était presque entièrement dépeuplée, et beaucoup de ses habitants qui avaient pu s'échapper avant la formation du blocus ordonné par le gouvernement erraient encore dans les montagnes, exposés aux plus rigoureuses privations. La province, les rives de l'Ebre n'avaient pas été non plus épargnées; sur 12 000 habitants, la ville de Tortose en avait perdu 6 000; toute la Catalogne se trouvait à la fin de l'année dans l'état le plus déplorable : ses habitants, trop abandonnés à eux-mêmes par le gouvernement, qui d'ailleurs n'avait point de ressources suffisantes pour faire face à une si grave calamité, commencèrent à s'agiter; elle offrait aux partis un vaste champ pour y semer la discorde et la guerre civile.

Lorsque le malheur des temps vient à former ces foyers de désordre et d'insurrection, l'étincelle ne se fait pas longtemps attendre, et les chefs appelés à la propager ne tardent point à paraître. Avant le fléau, la Catalogne avait été déjà

remuée par une tentative républicaine de Georges Bessières (juillet 1821), que nous verrons plus tard commander des bandes apostoliques; tentative que le parti exalté n'avait pas appuyée, mais pour laquelle il avait montré quelque sympathie, en soutenant de tous ses efforts une demande d'amnistie faite pour Bessières condamné à mort, et en manifestant sa joie lorsque ce partisan, déjà peut-être d'accord avec Ferdinand, s'échappa en France tandis qu'on le conduisait prisonnier au château de Figuières. Mais pendant que la fièvre jaune sévissait à Barcelone, et lorsqu'elle eut disparu, on ne vit plus apparaître que des partisans de l'absolutisme; là, comme à Caracas, les prêtres affectaient de voir dans la présence du fléau une preuve de la vengeance divine contre les nouvelles théories libérales, et suivant leur système accoutumé, ils enflammaient avec cette folle terreur les passions des crédules campagnards dont ils dominaient la conscience. Grâce à leurs prédications, il se forma dans les hautes montagnes de la province deux bandes qui, sous la conduite de Francisco Montaner et de Juan Costa, surnommé *Misas*, commencèrent à tenir la campagne. On envoya contre eux des soldats; mais protégés par une partie de la population, intimidant l'autre par leurs violences, ces deux chefs se dérobèrent à toutes les poursuites, et maintenaient tout le pays dans un état permanent de surexcitation.

L'existence de telles bandes, leur développement même, n'étaient point des événements d'une très-grande importance dans la situation générale où se trouvait l'Espagne; mais ils en prirent bientôt une très-grande, à cause de l'attitude du gouvernement français. Déjà, sous le prétexte de préserver la frontière de France contre l'invasion de la fièvre jaune, les ministres du roi Louis XVIII avaient envoyé dans les Pyrénées-Orientales un corps de troupes, que l'on

prétendait exclusivement chargé de former un cordon sanitaire; et les plus prévoyants Espagnols s'étaient à juste titre inquiétés du luxe militaire dont le gouvernement français avait accompagné ces précautions hygiéniques. Le fléau disparu, il semblait naturel de supprimer également le cordon et de rendre aux communications internationales toute leur ancienne liberté; M. de Villèle, successeur du duc de Richelieu, dans le ministère français, sous le prétexte que les frontières étaient perpétuellement menacées par des factions armées, n'en jugea point ainsi, et conserva avec soin sur le versant septentrional des Pyrénées les troupes qui s'y trouvaient déjà réunies, en leur donnant le titre menaçant de *corps d'observation*. M. de Villèle était loin encore d'avoir décidé dans son esprit la ligne de conduite qu'il se proposait de tenir à l'égard de la révolution espagnole; favorable au fond, comme son prédécesseur, M. de Richelieu, à la politique de non-intervention, il aurait bien voulu se tenir tout à fait en dehors de la lutte engagée à Madrid entre Ferdinand et les constitutionnels; mais poussé au pouvoir par un parti dont il avait à satisfaire toutes les passions et toutes les rancunes, en face de la Sainte-Alliance jalouse de continuer l'œuvre de réaction si heureusement commencée à Naples et à Turin, il prévoyait déjà que les exigences du dedans et du dehors pourraient lui forcer la main, et il craignait de donner à ses adversaires des armes contre lui en paraissant trop indifférent aux affaires espagnoles.

Pour se faire une idée exacte de la triste période que nous analysons, il faut toujours avoir sous les yeux la juste préoccupation de l'opinion publique qui, depuis les congrès de Troppau et de Laybach, vivait en Espagne sous le coup d'une prochaine intervention, redoutée par les uns, désirée par les autres. La conduite des partis est inexplicable. si l'on ne tient compte de ce terrible fantôme; avec lui tout se comprend,

l'attitude du roi, celle des modérés, et la fureur naturelle des exaltés, qui seuls représentaient en cette occasion le principe de l'indépendance nationale.

Ferdinand, depuis qu'il avait eu connaissance des dispositions des souverains d'Autriche, de Russie et de Prusse, depuis qu'il avait appris la facile soumission des Piémontais et des Napolitains, sentait déjà parfaitement que dans la situation actuelle de l'Europe son triomphe définitif sur la révolution était assuré; il ne doutait pas un instant que si par ses propres forces il ne parvenait pas à ressaisir l'autorité, il trouverait toujours chez les autres monarques un appui suffisant pour arriver à son but; aussi, loin de chercher à appliquer sérieusement la constitution, il ne songeait qu'à la renverser; les ministres qui l'entouraient n'étaient pas de son choix, quoique librement nommés par lui; il les fuyait volontiers,et allait s'enfermer loin de Madrid dans les résidences royales d'Aranjuez, de l'Escorial et de la Granja, où il pouvait en toute liberté nouer les intrigues sans nombre qui devaient priver l'Espagne de toute tranquillité. De là partaient des ressources pour toutes les bandes de Catalogne et de Castille; de là partaient des ordres pour Quesada et Eguia, qui avaient créé à Bayonne un centre d'organisation pour une future armée apostolique; de là partaient enfin des correspondances secrètes pour le marquis de Mataflorida, qui, installé à Toulouse, entretenait des agences à Paris, à Rome, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, soudoyait les journaux cléricaux de France et travaillait efficacement à une prochaine intervention. Néanmoins, malgré ces préparatifs extérieurs, Ferdinand, par amour-propre et par orgueil, désirait ardemment triompher de la révolution par ses seuls efforts; complétement éclipsé, tant que les Cortès étaient réunies par le prestige qu'elles avaient acquis, il reprenait soudain son arrogance dès qu'elles se séparaient. Immédiatement après la

fermeture du 30 juin, il essaya de renouveler l'aventure de Carvajal, en acceptant la démission du ministre de la guerre, don Tomas Moreno Daoiz, et en lui nommant un successeur sans prévenir le moins du monde ses collègues; mais les ministres, effrayés de la responsabilité qui pesait sur eux s'ils laissaient le roi agir ainsi, donnèrent tous leur démission, et Ferdinand dut se mettre d'accord avec eux pour la nomination de Sanchez Salvador, afin d'éviter une nouvelle commotion que l'annonce seule de sa tentative faillit produire à Madrid.

On a vraiment peine à concevoir comment, en présence de l'attitude constamment hostile, même à leur égard, de Ferdinand, les modérés eurent la prétention de maintenir le système constitutionnel contre sa propre volonté en respectant toutes ses prérogatives. Le résultat était impossible à atteindre; avec le caractère d'un tel monarque aucune transaction n'était possible, et l'on peut dire avec certitude que la modération était un non-sens. Le ministère, composé d'hommes honorables et dévoués à l'ordre, dirigé par Feliu qui des colonies avait passé à l'intérieur, placé au milieu de tous les partis, crut devoir ne se déclarer réellement pour aucun, et borna toute son ambition à assurer la conservation de l'ordre matériel. Cette tâche n'était pas seulement difficile, elle était insuffisante; lorsque le pays était en juste défiance contre son souverain, il avait plus à réclamer des ministres qu'une simple sécurité d'ordre public; il lui fallait la certitude que toutes les conjurations de la cour seraient scrupuleusement surveillées. Or, sous ce point de vue, le ministère Feliu n'offrait aucune garantie; il inclinait plutôt vers le monarque dans les occasions les plus graves, et il lui conseillait de refuser sa sanction à la loi sur les majorats. Dès lors on conçoit combien le parti exalté le voyait avec peine rester au pouvoir, et combien il devait attacher d'importance à le renverser.

De leur côté les modérés, également hostiles au monarque dont ils connaissaient la perfidie, et aux exaltés qu'ils accusaient de compromettre la révolution, se débattaient sans profit au milieu de ces deux forces qu'ils ne pouvaient diriger et qui étaient inconciliables. Utiles et brillants quand il s'agissait d'étudier les bases organiques du nouveau système constitutionnel sous lequel l'Espagne était appelée à vivre, ils devenaient incommodes et gênants par leur adoration monarchique quand il s'agissait de préserver le pays des complots d'un roi parjure. Si ces hommes importants, d'un mérite incontestable, comme Toreno, Martinez de la Rosa, avaient eu l'audace de tendre véritablement la main aux exaltés en leur sacrifiant non le principe monarchique puisqu'il était dans leurs idées, mais le représentant actuel de ce principe dont l'indignité était plus que démontrée, que de maux n'eussent-ils pas épargnés à leur nation ! Les modérés possédaient ce qui manquait à leurs adversaires, un noyau d'hommes politiques puissants par le talent et le caractère, capables de fixer à l'avance le but à atteindre, et de le poursuivre au milieu des grandes difficultés que causaient l'état général du pays et la situation extérieure ; par malheur, au lieu de guider la révolution dans les crises difficiles où elle devait faire usage de ses forces, ils ne cherchèrent qu'à l'entrayer, et contribuèrent ainsi très-efficacement à en arrêter la marche ascendante.

Les exaltés, d'autre part, ne savaient point séparer assez leur noble cause de celle du désordre et de l'anarchie avec laquelle la malignité s'efforçait toujours de la confondre ; leurs efforts, leurs mouvements étaient mal calculés : ils agitaient la nation sans produire aucun effet utile ; et chacune de leurs tentatives les éloignait du succès, loin de les en rapprocher.

C'était toujours sur Riego que la vue des patriotes était

principalement fixée; c'était de lui qu'on attendait le salut. Que faisait donc cet heureux officier au génie duquel était attaché le sort de la révolution? Nommé capitaine général d'Aragon par le ministère Arguelles, Riego vers le milieu de 1821 se trouvait à Sarragosse, occupé d'un côté à diriger les élections dans un sens favorable à ses amis, et ayant de l'autre les yeux fixés sur la France, dont il attendait à chaque instant une explosion révolutionnaire. C'était une bonne idée de la part du chef des exaltés que de pratiquer une alliance avec les ennemis de la Restauration; mais au lieu de s'adresser aux véritables chefs du parti libéral, aux La Fayette, Manuel, Foy, Benjamin Constant, qui pouvaient lui apporter des ressources et des conseils utiles, Riego se lia d'amitié avec des intrigants subalternes qui ne firent, en le nourrissant d'illusions et en flattant son orgueil, que le précipiter dans de nouveaux embarras. Deux officiers français, Uxon et Cugnet de Montarlot, comptaient, dit-on, sur son appui pour pénétrer sur le territoire français et y proclamer la république : leurs indiscrétions excitèrent les alarmes des gouvernements français et espagnol, et choisissant ce prétexte, le ministère se décida à enlever à Riego la capitainerie générale d'Aragon. C'était une grave détermination, susceptible d'amener de redoutables conséquences, surtout si, de retour à Sarragosse, le jeune exalté pouvait grouper autour de lui la milice nationale et la population; aussi le ministère choisit-il pour annoncer sa révocation à Riego un moment où il parcourait la province et se trouvait à quelque distance de Sarragosse; il lui ordonna d'avoir à se rendre immédiatement à Lerida, et voulut que le chef politique Moreda se saisit de toute l'autorité de capitaine général, jusqu'à la prochaine arrivée du nouveau titulaire don Miguel de Alava.

Tous ces ordres s'exécutèrent sans difficulté; la ville de

Sarragosse, alarmée par les plans qu'on attribuait à Montarlot, accueillit avec faveur le nouveau chef qui lui était envoyé. Moreda maintint l'ordre public dans toute la province avec fermeté, et Riego, quoiqu'il eût hésité un instant à obéir, se rendit à la nouvelle garnison qui lui était assignée.

Restait à savoir comment la mesure serait accueillie à Madrid et dans les autres cités où le parti exalté se trouvait en majorité. Elle ne pouvait y causer que de nouveaux désordres, car Riego ayant toujours été la personnification la plus exacte de la révolution de 1820, pour tous les patriotes ardents, s'attaquer à lui, c'était toucher à la révolution elle-même. Les orateurs de la Fontana de Oro s'empressèrent de présenter cet événement comme la preuve manifeste des intentions secrètes du ministère, qui commençait à faire cause commune avec le roi pour renverser le système constitutionnel : ils prétendirent que cette mesure allait être suivie de la destitution en masse de tous les autres capitaines généraux connus par leurs tendances libérales ; ils indiquèrent enfin que le gouvernement se proposait d'agir sur les élections, et firent grand bruit d'une circulaire secrète parvenue entre leurs mains par une indiscrétion du chef politique Copons. En vain le gouvernement essaya-t-il de les contenir en révoquant Copons et en nommant à sa place José Martinez de San Martin, fonctionnaire qui réunissait à une égale fermeté un plus grand tact politique ; en vain la *Gazette officielle* du 14 septembre fut-elle chargée de démentir officiellement les bruits de révocation en masse des fonctionnaires libéraux ; l'agitation commença à se répandre à Madrid vers la mi-septembre, et on se sentit bientôt à la veille d'un mouvement populaire.

C'était le club de la Fontana de Oro, centre principal du parti exalté, qui était naturellement appelé à donner le caractère au mouvement. Mais tout ce qu'imaginèrent les co-

ryphées de cette société patriotique; ce fut de promener triomphalement en public, le 18 septembre, un grand tableau représentant le général don Rafael de Riego, vêtu du même uniforme qu'il portait à son entrée à Séville, tenant d'une main le livre de la constitution, et enchaînant de l'autre les monstres de la tyrannie et de l'ignorance. Ce pouvait être d'un effet pittoresque pour les masses de la population madrilène, mais quelle utilité pouvait avoir semblable comédie pour l'avenir de la révolution?

Le gouvernement déclara qu'il s'opposerait à cette manifestation; et, en effet, le 18 septembre, quand la foule, après avoir promené son tableau à travers une partie de la ville, s'approcha de la municipalité pour l'y déposer solennellement; San Martin et Morillo, qui avaient disposé leurs troupes dans la Calle Mayor entre las Platerias et l'hôtel de ville, se présentèrent en force en face d'elle. Après les sommations légales, il y eut choc, et San Martin, à la tête de la milice nationale, se précipitant sur les membres des clubs, s'empara du tableau, dispersa tous les groupes et rétablit le calme et la tranquillité.

Vainqueur dans cette journée, connue sous le nom de bataille de *las Platerias*, le ministère se trouva un moment en état de reprendre l'avantage et d'influer sur les élections dans le sens modéré, qui paraît être celui vers lequel il inclinait de préférence; mais en fermant la réunion de la Fontana, en renvoyant le régiment de Sagonte, en laissant les royalistes célébrer cette répression d'un désordre comme un triomphe sur la révolution, il ne réussit en définitive qu'à accroître de plus en plus la défiance des exaltés et à creuser l'abîme au fond duquel il devait s'engloutir.

Son juge définitif devait être l'assemblée des Cortès, qu'un récent décret venait d'appeler à se réunir en session extraordinaire, et qui inaugura ses nouvelles séances le 24 sep-

tembre, six jours après l'échauffourée de las Platerias, au moment même où la fièvre jaune sévissait à Barcelone avec le plus de rigueur; où l'on se préoccupait déjà de la formation du cordon sanitaire dans les Pyrénées; et où, dans toutes les provinces, on s'apprêtait à répéter le 24 octobre, jour de la saint Rafael, la procession solennelle du buste de Riego. Les Cortès, qui suivant la constitution ne pouvaient être réunies extraordinairement que pour des objets spéciaux, avaient été convoquées pour s'occuper de la division du territoire, de la bienfaisance publique, des questions d'Amérique, du Code pénal et du Code de procédure, de la réforme des douanes, de la monnaie; de l'organisation de la milice nationale active et de la marine. Elles affectèrent dans l'origine de se consacrer à l'étude spéciale de ces grandes questions soumises à leur examen; mais elles avaient les regards fixés sur la politique générale du pays, et n'attendaient qu'une occasion pour exercer leur influence.

Le roi et les ministres reculèrent cette occasion autant qu'il fut en leur pouvoir; car ils redoutaient leur prestige, au lieu de chercher à s'en servir pour le maintien de l'ordre; mais la situation générale les força bientôt à y avoir recours, et le 26 novembre le ministère, par un message royal, leur demanda de prendre des mesures à propos de certains événements graves qui s'étaient passés dans les provinces.

Toutes les principales cités de la Péninsule, depuis la destitution de Riego, avaient été en proie à la plus grande fermentation; il y avait eu de l'agitation à Sarragosse, où le chef politique Moreda avait dû un instant se retirer devant une manifestation des officiers de la milice nationale; à Valence, où des groupes ne cessaient de se former autour de la boutique d'un libraire nommé Fauli; à Grenade, où le marquis de Campoverde avait pu tenir tête aux exaltés et s'op-

poser à la promenade triomphale du buste de leur héros; enfin à Madrid, où une émeute de peu d'importance avait signalé le jour de saint Rafael. Mais sur ces divers points le ministère avait fait triompher le principe d'autorité, et malgré les représentations qui se dirigeaient de toutes parts contre lui, il avait pu jusque-là se considérer comme maître de la situation.

Au contraire, les événements de Cadiz, bientôt compliqués de ceux de Séville, de Carthagène et de la Corogne, avaient mis non-seulement son existence en péril, mais encore avaient produit un ébranlement qui aurait pu, s'il eût été favorisé, devenir fatal au trône même de Ferdinand VII.

Malgré le démenti donné par la *Gazette officielle* le 14 septembre, les hommes du parti exalté chargés du commandement des diverses provinces avaient bien compris que leur destitution devait suivre celle de Riego; excités par les sociétés secrètes qui les tenaient au courant de tout ce qui se passait dans la capitale, plusieurs d'entre eux qu'encourageait d'ailleurs la perspective du résultat des prochaines élections qui promettaient d'être favorables à leur parti, songèrent à résister, et malgré les ordres émanés du ministère permirent dans les capitales qu'ils administraient la procession du buste de Riego. De ce nombre furent don Manuel Francisco de Jaureguy, capitaine général de Cadiz, don Manuel de Velasco, et Escobedo, commandant et chef politique de Séville, et Mina, capitaine général de Galice.

A la première nouvelle de sa désobéissance, le ministère avait révoqué Jaureguy et nommé à sa place Venegas, marquis de la Réunion; ce choix était malheureux, car l'ancien vice-roi du Mexique avait perdu toute popularité depuis qu'en 1820 il avait voulu s'opposer au pronunciamiento d'Acevedo; aussi la population de Cadiz, soulevée par Moreno Guerra, qui se trouvait alors au milieu d'elle,

déclara d'un accord unanime qu'elle n'acceptait pas son nouveau capitaine général, et envoya au roi une représentation très-vive contre le ministère. Informés de cette détermination, Velasco et Escobedo repoussèrent également à Séville les deux fonctionnaires qu'on envoyait à leur place; tandis qu'à la Corogne le général Espoz y Mina refusait, de son côté, de remettre l'autorité aux mains du brigadier Latre.

C'est en raison de ces circonstances que le ministère songea à consulter les Cortès sur les moyens de mettre un terme à une désobéissance qui mettait en péril le respect dû à la constitution. Les députés, par un premier message, promirent au roi leur coopération efficace pour assurer à la fois, disaient-ils, sa légitime autorité et le respect dû aux lois; puis ils nommèrent une commission chargée de leur faire un rapport sur l'état général du pays. Cette commission comptait dans son sein Muñoz Torrero, l'évêque de Mayorque, Moscoso, Golfin, Vicente Sancho et don José Maria Calatrava. Elle se mit immédiatement à l'œuvre, et, dès le 9 décembre, se trouva en mesure de déposer son rapport, que par une rare anomalie elle voulut diviser en deux parties, demandant à la Chambre de ne pas voter sur la seconde avant d'avoir pris un parti définitif sur la première. L'une, en effet, contenait la condamnation ferme et absolue des rebelles; l'autre impliquait un blâme au ministère.

Malgré les efforts de Romero Alpuente, de Florez Estrada et de Vadillo, qui arguaient exclusivement du discrédit des ministres pour légitimer les représentations de Cadiz et de Séville, les Cortès, par 130 voix contre 48, approuvèrent solennellement les conclusions de la commission qui taxait de désobéissance formelle ces représentations; puis cette même majorité, par 104 voix contre 49, après une discussion où les ministres ne surent pas garder l'attitude qui leur conve-

nait, vota (15 décembre 1821) un message au roi pour lui exprimer que les conseillers de la couronne avaient perdu la force morale nécessaire à la direction des affaires de l'Etat. N'était-ce pas approuver d'une part ce qu'on venait de blâmer de l'autre ?

Les autorités de Cadiz et de Séville, quand elles eurent connaissance d'une semblable solution, qu'un légiste seul comme Calatrava avait pu concevoir et mener à terme, persistèrent dans leurs représentations et s'affermirent dans leur résistance, en exposant que les députés proclamaient eux-mêmes le manque de confiance qu'on devait avoir dans le gouvernement. Ce nouvel acte de désobéissance irrita les Cortès, et, sous l'impression d'un violent discours du comte de Toreno, elles votèrent une proposition de Calatrava par laquelle tous les signataires de cette dernière exposition devaient être mis en cause.

Le ministère était condamné après le vote de blâme dont il avait été l'objet dans la représentation nationale ; le roi cependant ne se pressa point de le remplacer, et, pour gagner du temps, peut-être pour envenimer la rébellion andalouse, il voulut consulter le conseil d'Etat avant de prendre une détermination. La résolution de cette assemblée ne pouvait être douteuse; elle engagea le roi à céder aux désirs de la Chambre (29 décembre), et le 8 janvier 1822 le roi signa enfin le remplacement des quatre ministres qui supportaient tout le fardeau des affaires, affectant dans son décret d'exonération de manifester toute sa satisfaction pour leur loyauté à sa personne et leur adhésion au code constitutionnel.

Dès lors le calme se rétablit peu à peu dans toute la Péninsule ; déjà le brigadier Latre avait repris possession de la capitainerie générale de la Galice qu'Espoz y Mina lui abandonna sans difficulté pour témoigner de son respect à l'autorité légitime. Abadia dans la province de Murcie, Plasencia

à Valence rétablirent l'ordre momentanément troublé; les rebelles de Cadiz et de Séville se soumirent aux nouveaux fonctionnaires qui leur furent envoyés, et le marquis de Campoverde put entrer dans ces deux capitales à la tête d'un corps de troupes sans aucune collision (15 janvier).

Les hommes qui furent choisis par Ferdinand pour remplacer le ministère Feliu n'étaient pas destinés à garder leurs portefeuilles. En effet, l'approche des élections pour les Cortès de 1822-1823 donnait à la politique un caractère tout provisoire, car tant que le résultat de ces élections n'était pas connu on ne pouvait avoir que des doutes sur la composition des nouvelles Cortès. Cependant toutes les probabilités étaient d'accord pour faire supposer un triomphe complet du parti exalté, et l'arrivée prochaine d'une Chambre où Riego et ses amis constitueraient la grande majorité. Ferdinand, en vue de ce péril, commença à entamer des négociations avec les principaux chefs des modérés et songea à eux pour éviter les dangers qu'il prévoyait. Toreno, Martinez de la Rosa, Moscoso, Garelly accueillirent ces ouvertures, mais ils voulurent utiliser les derniers jours qui restaient encore à courir à ces Cortès extraordinaires pour obtenir trois lois répressives sur la liberté de la presse, les sociétés patriotiques et le droit de pétition, lois sans lesquelles ils jugeaient le gouvernement difficile. Les projets furent donc présentés en toute hâte, et la majorité, docile à ses initiateurs ordinaires, s'empressa d'ouvrir les débats sur leur texte.

Présentés dans de semblables conditions, les projets devaient amener des discussions violentes et animées. Calatrava les attaqua avec énergie, prévoyant l'usage que le trône se proposait d'en faire; mais ils furent défendus avec non moins d'ardeur par Martinez de la Rosa et Toreno, qui avaient devant eux la perspective de saisir prochainement

les rênes du pouvoir. Le public prenait part à ces débats avec la plus grande ardeur : par malheur, il y a toujours aux époques de révolution des forcenés qui compromettent les meilleures causes par des violences intempestives. Tandis que les Cortès discutaient la loi sur la liberté de la presse, des mécontents, furieux des attaques lancées par Toreno et Martinez de la Rosa contre les vils pamphlétaires qui par leurs déclamations souvent mercenaires jetaient la terreur dans les familles, tentèrent de les assassiner et pénétrèrent jusque dans l'intérieur de leurs foyers domestiques, au grand scandale de toute la population madrilène. Le capitaine général Morillo n'avait pu empêcher cette violence inattendue, mais les mesures les plus énergiques furent prises pour en éviter la reproduction, et peut-être le parti modéré dût-il à cet incident le vote définitif d'une loi qui établissait des peines assez sévères contre les écrivains et modifiait la constitution du jury précédemment établie par la loi d'octobre 1820.

La loi pour réglementer le droit de pétition fut également votée ; mais celle des sociétés patriotiques ne put l'être, et les Cortès déclarèrent terminée leur dernière session le 14 février 1822, avant d'avoir achevé la tâche que voulaient leur imposer les chefs du parti modéré.

Nous avons déjà indiqué les travaux législatifs auxquels les Cortès s'étaient livrées pendant cette session extraordinaire de cinq mois. Le plus notable de tous est, sans contredit, le Code pénal, œuvre du jurisconsulte Calatrava, très-estimé par Niebuhr, grandement approuvé par les Espagnols, mais où la sévère critique de Bentham a si justement relevé les articles qui punissaient de la peine de mort quiconque chercherait à introduire en Espagne une autre religion que la catholique.

Un autre travail également important fut la division du

territoire sous les deux points de vue administratif et militaire. La Péninsule et les îles adjacentes furent divisées en cinquante-deux provinces, réparties en quatre classes sur les bases de la population, évaluée à 11 661 980 habitants.

Les provinces de la première classe devaient nommer cinq députés sur un total de cent soixante et dix; celles de la deuxième, quatre ; celles de la troisième, trois; et celles de la quatrième, deux[1]. Quant à la division militaire, on forma treize districts, dont les limites furent régulièrement établies.

La loi de la milice nationale active organisa dans toutes les provinces une force composée de trois individus par chaque fraction de quatre cents habitants, corps appelé à servir de réserve à l'armée permanente, et pouvant sur un décret royal avec l'assentiment des Cortès être destiné à servir en dehors de la province.

Au sujet des colonies américaines, l'assemblée aurait consenti à quelques concessions, persuadée comme elle l'était de l'impuissance de ses ressources pour les soumettre; mais le roi ne voulut jamais accéder au moindre démembrement de territoire ; et pour respecter la lettre de la constitution, qui s'y opposait également, elle ne chercha point à imposer sa politique.

Le 27 décembre 1821 furent publiées deux lois intéres-

[1] *Provinces de la première classe :* Sarragosse, Oviedo, Barcelone, Cordoue, la Corogne, Grenade, Vigo, Séville, Valence.

Provinces de la deuxième classe : Orense, Alicante, Cadiz, Cuença, Badajoz, Jaen, Lugo, Madrid, Malaga, Ciudad Real, Murcie, Tolède.

Provinces de la troisième classe : Almeria, Baléares, Canaries, Castellon, Caceres, Gerona, Guadalajara, Huesca, Leon, Chinchilla (aujourd'hui Albacète), Pamplona, Logroño, Salamanca, Tarragona, Valladolid, Santander, Burgos.

Provinces de la quatrième classe : Avila, Calatayud, Saint-Sébastien, Huelva, Jativa, Lerida, Palencia, Segovia, Soria, Teruel, Villafranca, Bilbao, Vitoria, Zamora. (Jativa et Villafranca ont été supprimées.)

santes, étudiées par elle, sur l'organisation de la marine et la bienfaisance publique.

La première eut pour résultat principal de limiter le nombreux état-major qui surchargeait le trésor de l'Etat sans aucun profit, en raison de la pénurie de la marine ; elle établit que le nombre des officiers devait toujours être proportionné aux besoins du service, et détermina avec soin tous les moyens par lesquels le pays, en faisant quelques sacrifices, pouvait arriver bientôt à posséder un personnel instruit, des matelots expérimentés et un matériel réellement utile.

La seconde déterminait la création de juntes municipales de bienfaisance, de maisons de maternité, d'enfants trouvés, de secours, d'hôpitaux, d'hospices, de maisons de fous; et comme pour l'instruction, le plan était aussi vaste et bien entendu que possible, mais les ressources faisaient encore défaut.

Les Cortès complétèrent enfin leurs travaux par une série de lois sur la refonte des monnaies, l'achat des cens, la réforme des droits de douane, l'établissement de douanes maritimes et la classification des ports; on peut dire que, dans leur ardeur de transformer rapidement le pays, elles ne laissèrent presque aucune question sans l'aborder. Comme si elles doutaient de l'avenir, elles semblaient avoir hâte de signaler à l'attention du pays tous les problèmes sociaux qu'il avait à résoudre. Peut-être eût-il mieux valu ne pas embrasser tant de sujets différents, et concentrant ses efforts sur quelques points, assurer au moins l'exécution de quelques réformes essentielles ; on eût ainsi menacé moins d'intérêts, et on aurait diminué le nombre excessif de mécontents que toutes les nouvelles dispositions créèrent contre la révolution parmi toutes les classes de la société.

De toute manière les Cortès de 1820 se montrèrent les

dignes émules de celles de 1810; et jusqu'au dernier jour de leur existence elles méritèrent bien le juste prestige dont elles étaient entourées. Il était heureux qu'elles eussent pris sur leurs épaules la rude tâche de passer en revue toutes les grandes institutions sociales, car la Chambre appelée à les remplacer ne se présentait pas dans les mêmes conditions d'intelligence, de science et de travail assidu.

Les élections avaient été presque partout favorables au parti exalté, et dès les premières réunions préparatoires les députés manifestèrent leurs tendances en choisissant, malgré son âge, comme président, don Rafael de Riego.

Le roi Ferdinand, instruit de cette nomination, y répondit aussitôt en appelant au ministère Martinez de la Rosa et ses amis : il comprenait bien que sans l'appui des modérés toute lutte contre les exaltés deviendrait impossible, et il se décida enfin à remettre le pouvoir à ceux-là mêmes dont au fond il se défiait le plus.

Le comte de Toreno était naturellement désigné par sa haute position à jouer un rôle important dans ce ministère; mais il préféra être envoyé à Paris pour y paralyser les efforts des amis secrets du roi, et laissa le premier poste à son ami Martinez de la Rosa, dont l'énergie n'était pas à la hauteur du talent dans des circonstances aussi difficiles.

Martinez de la Rosa réunit autour de lui toutes les lumières du parti modéré; il appela Moscoso à l'intérieur, Clemencin aux colonies, Garelly à la justice, Pambley aux finances, Balanzat à la guerre et Romarate à la marine, et songea avec leur appui à faire face d'un côté aux turbulences du parti apostolique, et de l'autre aux prétentions des exaltés devenus les véritables maîtres du pouvoir législatif par la grande majorité dont ils disposaient dans les Cortès. Il comptait dans leur sein sur le concours d'Arguelles, qui, appuyé sur une minorité brillante et capable, composée

d'hommes comme Canga Arguelles, Valdès, Alava et Gil de la Cuadra, lui promettait un concours efficace; mais au lieu d'adversaires comme Alpuente et Guerra, il allait trouver en face de lui un orateur déjà célèbre, Alcala Galiano; un poëte brillant, don Angel Saavedra; un grand d'Espagne, le duc del Parque; et des hommes destinés à une longue carrière politique, qui faisaient alors leur éducation parlementaire, Xavier Isturitz, Infante, Bertran de Lis et Ruiz de la Vega, etc... La plupart de ces hommes arrivaient à la représentation nationale tout pleins de séve, d'énergie et de bonne volonté; mais en même temps tout remplis d'illusions sur la force des idées libérales en Espagne et sur la puissance de leur pays. L'extrême prudence, la circonspection de la part du ministère; la témérité, la présomption même de la part des nouveaux députés; la perfidie et l'astuce de la part des serviles : tels étaient les traits principaux de la nouvelle situation qui s'ouvrait au 1er mars 1822.

CHAPITRE V

LES CORTÈS DE 1822.

(Mars à septembre 1822.)

Attitude hostile des Cortès et du ministère.—Efforts des députés pour exciter dans toute la nation l'enthousiasme libéral. — Excursions en Catalogne de Misas, de Mosen Anton et du Trappense.—Factions en Navarre. — Emeutes à Pampelune, Valence et Aranjuez. — Le Trappense s'empare de la Seo d'Urgel. — Ce succès donne une base d'opérations aux factions de Catalogne.— Secours qu'elles reçoivent des royalistes réfugiés en France. — Clôture de la première session des Cortès (30 juin). — Meurtre de Landaburu. — Insurrection de la garde royale. — Le ministère donne sa démission; il est retenu au palais par le roi. — Evénements des 6 et 7 juillet. — Dispersion de la garde. — Protection dispensée à Ferdinand par le corps diplomatique. — Retraite de Martinez de la Rosa et de ses amis. — Le pouvoir aux mains des exaltés.—Nouveau ministère; dès sa naissance il est en butte aux attaques des modérés et des communeros. — Exécution de Goiffieu et d'Elio. — Installation de la régence d'Urgel. — Manœuvres des absolutistes espagnols auprès du gouvernement français. — Manifestes de la régence et du baron d'Eroles. — Mina, capitaine général de la Catalogne. — Convocation de Cortès extraordinaires.

Grâce au talent de quelques-uns de ses membres et à l'inexpérience de ses adversaires, tant qu'il ne s'agit que de discussions parlementaires, le ministère modéré conserva tout l'avantage. Les députés, pleins de fureur et de passions, avant de l'avoir laissé agir, cherchèrent dans une foule d'incidents les moyens de le mettre en cause et de le renverser; mais leur empressement, le peu de soin avec lequel ils présentaient leurs attaques, le sang-froid des ministres parve-

naient à les dérouter; et les séances les plus orageuses, roulant sur des sujets de peu d'importance, se terminaient généralement sans aucun résultat.

C'est ainsi qu'un temps précieux se perdit à discuter sur l'ordre dans lequel devaient se lire les rapports des titulaires des différents portefeuilles, et sur une foule d'irrégularités qui, à l'époque des élections, s'étaient passées dans les provinces, irrégularités à propos desquelles on ne pouvait exiger aucune responsabilité du ministère actuel.

Ces discussions ne servirent qu'à témoigner le peu de sympathie de la majorité pour les hommes qui lui avaient été opposés par la couronne avec une si coupable intention; de son côté le ministère, au lieu de chercher à conquérir la confiance en accordant une attention toute spéciale à la répression des bandes apostoliques soudoyées par le parti servile, ce qui eût été du plus excellent effet, répondit aux tendances déclarées des Cortès en rapportant la loi sur les majorats, non sanctionnée par le roi, et en présentant un nouveau projet sur la matière, dont il demandait la discussion immédiate.

Craignant de voir employer contre elles l'arme de la corruption, les Cortès décidèrent que leurs membres ne pourraient admettre aucun emploi nouveau qui ne fût un avancement légal et hiérarchique dans leur carrière spéciale, sinon après une année écoulée depuis le terme de leur mandat législatif; elles leur prohibaient également de se rendre personnellement sous aucun prétexte dans les divers ministères. Privées de toute action sur le pouvoir exécutif, elles s'appliquèrent ensuite par des manifestations nombreuses à exciter dans tout le pays l'enthousiasme libéral auquel elles comprenaient devoir être bientôt obligées de faire appel; une ovation brillante fut faite au bataillon des Asturies, qui en 1820 s'était soulevé sous les ordres de Riego à las

Cabezas de San Juan; de nouvelles récompenses furent accordées aux familles de ceux qui s'étaient sacrifiés pour la liberté; et à la grande satisfaction de la Société des communeros, qui disputait à celle des francs-maçons la direction de l'opinion publique, on décida que des monuments seraient érigés en faveur des chefs de l'ancienne lutte des communes de Castille et des défenseurs des libertés d'Aragon.

Le désaccord qui se manifestait d'une manière si éclatante entre les grands corps de l'État existait sur toute la surface du pays, et les esprits étaient à chaque instant surpris par de nouveaux désordres qui éclataient dans telle ou telle ville. En Catalogne, Misas et Mosen Anton avaient trouvé de nouveaux auxiliaires encore plus dangereux : sous les ordres de Mirallès, de Romagosa, de l'ancien républicain Georges Bessières, devenu apostolique, et enfin d'un moine destiné à une triste célébrité sous le nom de *el Trappense* (le Trappiste), de véritables colonnes militaires s'étaient formées, qui annonçaient l'inauguration de la guerre civile dans les montagnes de la Catalogne; on disait déjà que tous ces chefs se réunissaient dans le monastère du Poblet, et qu'ils obéissaient à l'inspiration d'un lieutenant général, le baron d'Eroles, qui donnait une certaine unité à tous leurs mouvements. Dans la Navarre était apparu le général Quesada, et les dispositions de la milice nationale de Pampelune, dévouée au parti servile, faisaient craindre que cette citadelle importante ne fût livrée un jour ou l'autre à l'absolutisme; les factions se montraient dans les provinces basques et dans l'Aragon; à Valence une mésintelligence très-grave s'était manifestée entre le second régiment d'artillerie et la population de cette ville; dans la province de Murcie, un factieux, Jaime el Barbudo parcourait les cités en renversant les pierres de la constitution; et dans la Manche même et

la Castille on signalait aussi la présence de divers chefs de bandes.

Le parti exalté comprenait bien que toutes ces alarmes et toutes ces conspirations partaient d'un seul centre, d'Aranjuez, où le roi s'était hâté de s'établir immédiatement après l'ouverture des Cortès, et d'où il continuait ses manœuvres ténébreuses avec ses principaux agents établis de l'autre côté des Pyrénées.

Les modérés, qui à cette époque manquèrent complétement de sens politique, qui devaient à tout prix se rattacher aux exaltés et les aider à mettre un terme aux complots du monarque, ont cherché avec effort dans tous leurs écrits à jeter un voile sur la conduite de Ferdinand ; mais les faits parlent avec une telle évidence, qu'il faut reconnaître ou que Martinez et ses amis préféraient au fond de leur cœur le despotisme à la constitution de 1812 appliquée par le parti exalté, ou qu'ils furent victimes de la perfidie du roi, qui feignait avec eux de prêter la main à une réforme de la constitution ardemment réclamée par Louis XVIII et M. de Villèle.

Les indiscrétions du général Eguia, établi à Bayonne même pour réunir une armée apostolique, les déclarations du marquis de Mataflorida, qui de Toulouse agissait à la fois sur le cabinet français, les cours étrangères et les factieux catalans, ne permettent pas de douter que la guerre civile en Espagne ne fût ordonnée par Ferdinand lui-même, dont ces deux personnages étaient les agents autorisés. Mais tandis qu'ils travaillaient avec ardeur dans le sens de l'absolutisme pur, d'autres agents, Morejon, Calderon, Fernand Nuñez s'agitaient également à Paris sous le nom du roi, et se présentaient à M. de Villèle comme les vrais interprètes de la pensée de Ferdinand ; ils affirmaient que ce prince n'était pas hostile à l'octroi d'une charte modelée sur celle

qui avait été jurée par Louis XVIII; qu'il était prêt à concéder à son peuple le système représentatif, avec deux Chambres, pourvu que le droit absolu de véto lui fût réservé; et qu'ainsi il était digne de tout l'appui du gouvernement français, puisque en voulant détruire l'élément démocratique de la constitution de 1812, contre lequel tous les souverains étaient d'accord, il était en même temps disposé à accorder les concessions exigées par le progrès des temps.

Le ministère agissait aussi de son côté. Tandis que le comte de Toreno correspondait directement à Paris avec M. de Villèle, Martinez de la Rosa à Madrid était en relations suivies avec le comte de Lagarde; tous seulement comptaient avec le roi, et tandis qu'ils cherchaient loyalement avec lui les moyens d'arriver à une solution féconde, celui-ci attisait la guerre civile, de laquelle seule il attendait le rétablissement de son autorité absolue, et ne parlait de la réforme de la constitution que pour décider le ministère à mettre à son service les baïonnettes françaises.

Le dernier jour du mois de mai 1822, un double mouvement éclata en même temps à Aranjuez et à Valence; dans la première de ces villes une multitude nombreuse, réunie comme par hasard, acclama le roi absolu au milieu des jardins de la résidence royale; on crut un instant que l'infant don Carlos allait se mettre lui-même à la tête de la sédition, mais le tumulte parvint à s'apaiser, grâce à l'attitude de la milice nationale et aux mesures prises par le général Zayas. A Valence, une partie de ce régiment d'artillerie qui s'était déclaré hostile à la population, et que le ministère n'avait pas changé de garnison, malgré les plus vives instances des députés, parvint à s'emparer de la citadelle, délivra le général Elio qui y était enfermé, et lui proposa de tenter une contre-révolution en se mettant à sa tête. Elio n'accepta point

les offres de ces soldats révoltés, et la citadelle ne tarda pas à être reprise par le reste de la garnison et la milice nationale.

La simultanéité de ces deux événements était bien de nature à frapper les esprits; elle décida certains députés, entre autres Bertran de Lis, de Valence, à accuser hautement les ministres d'avoir prêté la main à un plan général contre la constitution; mais comme on ne pouvait justifier d'aucune preuve, il ne fut pas donné suite à cette accusation.

Quoi qu'il en fût, pendant tout le mois de juin la guerre civile prit en Catalogne une animation extraordinaire; les factieux, poursuivis par les généraux Milans, Manso, Rotten et Torrijos, se dispersaient pour se reformer immédiatement, et tenaient en haleine toutes les troupes qu'on leur opposait; souvent ils étaient repoussés sur le territoire français, mais au lieu d'y être internés, ils y trouvaient de nouvelles ressources, et peu de temps après on les voyait reparaître mieux approvisionnés. Des comités avaient été formés par le parti de la droite, si puissant alors dans la Chambre française; et l'argent et les armes ne faisaient point défaut à cette faction qui avait déjà pris le nom d'*armée de la Foi*. Il ne lui manquait plus qu'une place forte pour devenir réellement dangereuse; elle parvint à en prendre une. Le 21 juin 1822, instruits de l'état d'isolement dans lequel se trouvait la faible garnison de la Seo d'Urgel, Romanillo, Romagosa et Mirallès, d'accord avec le Trappense, se donnèrent rendez-vous sous ses murs; aidés par les habitants, ils entourent de suite la citadelle; l'assaut est décidé, et le Trappense, donnant l'exemple à ses soldats, escalade le premier une tour; tenant un crucifix d'une main, et de l'autre un long fouet, insigne de commandement, il brave les balles qui sont dirigées contre lui, et ses soldats, persuadés qu'il est invulnérable, marchent à sa suite; la tour est prise, les

autres forts se rendent, et le lendemain toute la citadelle, avec soixante pièces d'artillerie et seize cents fusils, était aux mains des apostoliques. Ce premier succès était des plus importants, car les partis français avaient, en promettant des secours sérieux, mis pour condition formelle que l'armée de la Foi fût maîtresse d'une place forte.

Autant la nouvelle de la prise de la Seo d'Urgel jeta de consternation dans le parti des exaltés, autant, au contraire, elle émut vivement Ferdinand et excita le courage de tous ceux qui l'entouraient. Il fut question autour de lui de tenter prochainement un grand coup, et l'instrument dont on comptait se servir fut bientôt trouvé; c'était la garde royale, dans laquelle régnait le plus vif mécontentement, parce que les Cortès avaient manifesté l'intention de la réorganiser, et qui, se voyant exposée à perdre tous ses priviléges, était décidée à entrer en lutte avec la milice nationale, dont tous les principes lui étaient particulièrement odieux.

Cette garde comptait à elle seule à Madrid six bataillons tout entiers, c'est-à-dire un effectif plus considérable que le reste de la garnison; il y avait de plus une brigade de carabiniers, alors en garnison à Castro del Rio, près de Cordoue. Un jeune officier déjà célèbre par son dévouement royaliste à Cadiz, don Luis Fernandez de Cordoba, reçut du roi ou s'imposa lui-même la mission de mettre en branle toute cette force militaire et de la soulever contre le système établi[1]. Les projets de réforme des Cortès rendirent sa tâche aisée; et dès le 25 juin, les carabiniers de Castro del Rio levèrent en Andalousie l'étendard de la révolte. A Aranjuez, à Madrid les gardes royaux commençaient à engager avec

[1] Il se vante lui-même, dans ses *Mémoires*, d'avoir organisé cette malheureuse intrigue.

le peuple et la milice des luttes qui devenaient chaque jour plus vives. Le 27 juin la cour revint d'Aranjuez à la capitale, et cet événement fut marqué par de nouvelles rixes; le 30 eut lieu la cérémonie royale de la fermeture de la première session des Cortès. On laissa avec soin se terminer cet acte important, car Ferdinand ne se croyait sérieusement en mesure d'agir que lorsqu'il était délivré de ces importuns adversaires; mais au retour de la cérémonie, quand le roi avait déjà regagné son palais, une vive querelle éclata aux cris de *Vive le roi absolu!* prononcé par les uns, et de *Vive la constitution!* poussé par les autres. Les gardes étaient littéralement furieux; établis au palais sur la place d'Orient, ils se retournent tout à coup du côté de la multitude, la repoussent, chassent un piquet de la milice nationale qui était posté sur la place, et s'organisent militairement comme en une ville ennemie. Entre leurs officiers, quelques-uns appartenaient au parti exalté; l'un d'eux, Mamerto Landaburu, veut rappeler ses hommes au sentiment de la discipline; on l'insulte, il tire son sabre pour châtier lui-même les coupables; mais loin d'être écouté, il devient la première victime de ses propres soldats. Trois grenadiers l'ajustent par derrière, et il tombe baigné dans son sang aux portes mêmes du palais.

La population de Madrid depuis deux années était trop habituée aux scènes tumultueuses pour se mettre tout entière en mouvement à la simple nouvelle d'un acte isolé; mais quand elle apprit la mort de Landaburu et l'attitude prise par la garde, elle ne se méprit pas un seul instant sur la gravité des événements qui allaient se passer, et tout de suite on la vit se mettre en état de résister aux scènes de violence qu'elle attendait. La milice nationale prit incontinent les armes; et s'empara des deux places dites *de la Constitution* et *de la Villa*, tandis que la députation permanente des

Cortès, la députation provinciale, la municipalité et le conseil d'État se déclaraient en permanence.

Le ministère obtint du roi un décret d'après lequel les meurtriers de Landaburu devaient être mis en jugement. Mais que signifiait ce décret, tant que les six bataillons restaient campés contre sa volonté sur la place d'Orient? On transigea enfin : deux bataillons restèrent chargés de la garde du palais; les quatre autres se retirèrent à leurs casernes, et la milice se sépara pour regagner ses foyers.

Le lendemain 1er juillet, l'anxiété dominait tous les esprits ; cependant la journée tout entière se passa sans aucune démonstration d'hostilité. Morillo, capitaine général de Madrid, fut nommé colonel des gardes ; en mettant tous les corps sous le commandement d'un général aussi ferme et aussi respecté, on pensait éviter toute espèce de collision. Mais quand la nuit fut venue, les quatre bataillons de gardes renvoyés dans leurs quartiers, obéissant à une seule et même consigne, sortirent chacun de leur caserne respective et se réunirent sans l'autorisation de leur nouveau colonel au campo de Guardias. En vain Morillo s'empressa de les joindre, voulut les ramener à l'obéissance ; ses efforts furent inutiles, et quoique abandonnés de la plus grande partie de leurs officiers, les gardes se mirent en marche pour la résidence du Pardo, où ils s'installèrent, en attendant, disaient-ils, le roi qu'ils devaient accompagner dans les provinces. C'était un moment critique pour Ferdinand : appuyé par une force militaire qui ne voulait recevoir d'ordres que de lui, il pouvait trouver contre tous ses ennemis un concours sérieux dans le ministère, s'il consentait à l'octroi d'une charte, et s'il accordait les institutions représentatives pour lesquelles il manifestait tant d'empressement auprès de M. de Villèle. L'ambassadeur français ne manqua pas de lui faire comprendre que le moment était venu d'agir dans cette direc-

tion, et qu'un simple effort pourrait être couronné du plus éclatant succès. Mais le roi se croyait au moment de reconquérir l'autorité absolue; il n'entendait suivre ni les avis du cabinet français ni les conseils de ses ministres, il préfera attendre l'issue des événements. Il savait qu'un régiment de milice s'était uni aux carabiniers de Castro del Rio, et déjà il voyait ce corps de troupes insurgé en Andalousie venir donner la main à ses gardes aux portes mêmes de son palais.

Cependant il avait à compter avec la milice et la garnison de Madrid, et ces deux éléments se préparaient à la lutte avec une tranquillité et un courage qui présageaient le succès. Les régiments de l'infant don Carlos, d'Almansa et de la Princesse qui garnissaient la ville, et la milice nationale, sitôt qu'on avait appris le départ des gardes, avaient occupé les postes les plus importants; il s'était formé de suite sous le nom de *bataillon sacré*, et aux ordres de don Evaristo San Miguel un corps spécial composé des plus ardents patriotes. Les généraux les plus distingués, Ballesteros, Alava, Palarea, se montraient disposés à faire respecter les lois, et Morillo, malgré sa communauté d'idées avec le ministère, paraissait décidé à ne pas supporter cette coupable infraction à la discipline militaire.

Pendant plusieurs jours les deux partis restèrent face à face : les deux bataillons cantonnés dans le palais y étaient de la part du roi et de ses courtisans l'objet des plus viles séductions; l'argent était distribué aux gardes avec profusion, on les excitait à la lutte, et des promesses de tout genre leur étaient prodiguées; Cordoba au Pardo soutenait l'esprit des quatre bataillons qui y étaient établis. Dans l'intérieur de la ville on s'était contenté de fortifier plusieurs points importants : la plaza Mayor, la plaza Santo Domingo, la puerta del Sol. Du reste les boutiques se maintenaient ou-

vertes, et la plus grande partie des habitants se livraient à leurs occupations habituelles.

La municipalité, qui dès l'origine s'était constituée en état de session permanente, songea la première à définir la position du gouvernement dans ces difficiles circonstances; elle offrit le 2 juillet un asile aux ministres dans l'hôtel de la Panaderia; sa proposition ne fut pas acceptée.

La députation provinciale s'adressa le même jour directement au roi et le supplia de ne pas apparaître plus longtemps comme chef d'un complot; enfin quarante députés se dirigèrent à la députation permanente des Cortès et réclamèrent la nomination d'une régence au cas où le roi resterait à la tête des rebelles.

Ferdinand, de son côté, consultait le conseil d'État sur la question de savoir si, menacé comme il l'était dans son existence, le pacte social n'était pas déchiré, et s'il n'était pas rentré dans la plénitude des droits dont il jouissait avant le mois de mars 1820; le conseil répondit que si le pacte était brisé, il ne l'avait pas été par la nation, et il recommandait au roi de sortir au plus tôt de la fausse position dans laquelle il se trouvait engagé.

Le 3, on crut un instant que tout allait se terminer par une transaction amiable: deux gardes envoyés par le chef des bataillons du Pardo eurent une longue entrevue avec le roi et les ministres. Il y fut décidé que, malgré le décret des Cortès, la garde royale serait maintenue dans l'état où elle se trouvait, sous la seule condition que les bataillons iraient fixer leur résidence à Tolède et à Talavera. Un décret fut rendu dans ce sens, mais il ne devait pas être exécuté : soit par conviction, soit par ordre de Ferdinand, Cordoba engagea les gardes à n'y point obéir et les entraîna par son éloquence.

Les deux journées du 4 et du 5 se passèrent dans le palais

au sein de la plus vive agitation : les ministres avaient donné leur démission ; le roi s'était refusé à signer un décret pour faire venir des troupes de Valladolid ; entouré de nombreux courtisans dont les uns penchaient pour le système constitutionnel, et les autres flattaient sa manie de pouvoir absolu, il hésitait sans oser prendre aucun parti ; son frère don Carlos, sa belle-sœur doña Francisca gardèrent seuls une attitude ferme et décidée ; la reine Amélie, malade et épouvantée, laissait aller les événements ; le comte de Lagarde pressait toujours en faveur de la réforme conseillée par Louis XVIII.

Enfin le 6 on sentit autour du roi la nécessité de prendre une résolution définitive : toute la matinée on parut incliner vers le plan du comte de Lagarde ; mais des nouvelles favorables étant arrivées de l'insurrection de Castro del Rio, la scène changea tout à coup. Ordre fut donné de ne laisser sortir du palais ni les ministres, ni les conseillers d'État, ni le chef politique ; de graves événements devaient s'accomplir dans la nuit.

En effet, vers minuit, les quatre bataillons du Pardo se mirent en marche sur la capitale, dans l'espérance de la surprendre et de désarmer la milice nationale. Arrivés à une des portes principales, ils se divisent en trois colonnes, dont l'une se dirige sur le parc d'artillerie, l'autre à la puerta del Sol et la troisième à la place de la Constitution. Le hasard voulut que la première colonne rencontrât une patrouille du bataillon sacré, et cette circonstance décida l'issue de la lutte. Quelques coups de feu tirés à l'aventure éveillèrent la population ; en un instant tous les patriotes furent sur pied, chacun courut à son poste, et les gardes furent repoussés du parc d'artillerie et de la plaza Mayor. Ils se replièrent en assez bon ordre sur la colonne de la puerta del Sol, qui avait essayé de prendre la casa de Correos, mais

avait été arrêtée au moyen d'une forte barricade élevée derrière la porte; et se trouvant alors tous réunis, ils jugèrent la partie perdue et se décidèrent à regagner le palais, afin d'y rejoindre les deux bataillons chargés de la garde du roi.

Ballesteros commandait les troupes qui donnaient la chasse aux gardes rebelles et vaincus; il arriva avec elles jusqu'à la place du Palais. Là un parlementaire vint de la part du roi lui demander de faire cesser le feu; il y consentit, quoique avec répugnance, et envoya le parlementaire au général Morillo. Celui-ci craignit de prendre toute la responsabilité d'une transaction en semblable circonstance, et le renvoya à une junte de gouvernement qui s'était formée à l'hôtel de la Panaderia et se trouvait composée de représentants des principaux corps de l'Etat. La junte exigea que les quatre bataillons rebelles rendissent les armes et permit aux deux autres de sortir armés pour aller s'établir dans les villages de Vicalvaro et de Leganes, sous la seule condition de livrer les meurtriers de Landaburu.

Il semblait que cette capitulation dût terminer la lutte; mais il n'en fut rien. Les quatre bataillons qui devaient être désarmés se refusèrent à l'exécuter; ils sortirent du palais par une porte qui donne sur le campo del Moro et s'enfuirent dans la direction d'Alcorcon, après avoir fait une décharge de leurs armes contre la milice. Dès lors on cessa de garder envers eux aucun ménagement : trois colonnes commandées par Ballesteros, Copons et Palarea les poursuivirent l'épée dans les reins, en tuèrent un grand nombre, et ramenèrent beaucoup de prisonniers. S'il faut en croire quelques narrateurs, Ferdinand mit le comble à l'infamie de toute sa conduite pendant ces jours mémorables, en excitant de lui-même les vainqueurs à la poursuite. *A ellos! à ellos!* criait-il à Morillo du haut de son balcon, ordonnant l'extermination de ceux qui venaient de se dévouer pour lui.

Ainsi se termina la journée du 7 juillet, souvent représentée en France comme un 10 août, dirigé contre la monarchie espagnole, et dans lequel l'unique reproche qu'on puisse adresser au peuple madrilène est d'avoir gardé vis-à-vis de son monarque coupable et parjure une modération tout à fait inopportune. La coopération du monarque dans l'insurrection de la garde était un fait notoire et évident; nul ne pensa cependant à élever la responsabilité jusqu'au souverain, et les députés qui avaient réclamé la nomination d'une régence furent les premiers à s'agenouiller devant la monarchie après l'avoir vaincue.

Feignant de croire Ferdinand en danger, le corps diplomatique passa une note collective à Martinez de la Rosa pour lui déclarer que le sort de l'Espagne allait dépendre du traitement qui serait fait au souverain, et que tout outrage à la majesté royale serait immédiatement vengé par les armées de la Sainte-Alliance. C'était bien peu connaître le caractère espagnol : de telles menaces eussent pu produire le mal même qu'on cherchait à éviter. Au contraire, en raison des sentiments d'idolâtrie monarchique qu'aucun effort des libéraux n'avait pu encore faire disparaître, le roi vaincu se trouva aussi puissant qu'il l'était avant sa défaite; il fut seulement réduit à prendre un ministère exalté, et à représenter deux ou trois de ces scènes de comédie politique dans lesquelles il excellait.

Une d'entre elles fut d'appeler auprès de lui le général Riego, de lui manifester la haute estime qu'il avait pour son caractère et ses talents, de lui promettre qu'il éloignerait dorénavant tous les perfides conseillers qui l'entouraient, et de remettre enfin son sort entre ses mains. Le candide politique se laissa prendre à ces insinuations qui flattaient son orgueil; il s'empressa de courir à la municipalité pour lui peindre l'heureuse transformation qui s'était accomplie dans

les idées du monarque, et non content de cette démarche, il harangua le peuple et la milice pour les supplier de ne plus fatiguer les oreilles du roi par le *Tragala* et le cri de *Vive Riego !*

La démission du ministère, la séparation de certains conseillers, tels que les ducs de Montemar et de Castro Terreño, les marquis de Belgida, de Castelar et de Casa Sarria, des généraux Longa et Aymerich, le commencement d'une instruction judiciaire sur tous les événements relatifs à l'insurrection de la garde : telles furent les seules conséquences immédiates des événements de juillet 1822. Le parti exalté était tout à fait dépourvu d'hommes d'État capables de tirer parti des circonstances; il fut entraîné par elles, tandis qu'il aurait dû les diriger avec intelligence.

Le conseil d'État, le corps diplomatique, dès qu'ils se furent persuadés que la milice et le peuple de Madrid s'arrêteraient devant le trône sans chercher un instant à l'ébranler, auraient voulu que les ministres conservassent leurs portefeuilles. Mais un tel sacrifice était vraiment au-dessus des forces humaines ! Comment Ferdinand aurait-il pu supporter la vue de ces hommes qui avaient pu pénétrer à fond les plus secrètes de ses perfides manœuvres ? Comment Martinez et ses amis pouvaient-ils oublier que le 5 juillet, à la veille de donner son grand coup, Ferdinand, pour se réserver le droit de les envoyer le lendemain au supplice s'il était vainqueur, refusait leur démission sous le prétexte que le mouvement des gardes pouvait avoir pour origine les mesures prises par eux, et que leur responsabilité était spécialement mise en jeu. La pièce qui exprime ce refus, écrite tout entière de la main du roi, existe encore; et si l'on cherche à analyser les raisons qui l'ont fait écrire, en les rapprochant des événements au milieu desquels elle fut signée, on arrive à cette triste pensée que le roi et les

ministres étaient probablement d'accord sur la nécessité d'un coup d'État, mais qu'ils ne pouvaient s'entendre au sujet du nouveau système politique à inaugurer (voir note I).

Les exaltés seuls, ayant la majorité au sein des Cortès, devaient et pouvaient hériter du pouvoir; ce fut donc à eux, bon gré mal gré, que Ferdinand dut avoir recours. Il appela au ministère de la guerre Lopez Baños, capitaine général de Navarre, un des chefs de l'île de Leon, et le chargea de grouper autour de lui un noyau d'hommes capables de diriger le timon de l'État (9 août). Celui-ci donna au chef du bataillon sacré, don Evaristo San Miguel, le portefeuille des affaires étrangères; à Manuel Vadillo, celui des colonies; l'intérieur à Gasco, grâce et justice à Navarro, les finances à Egea et la marine à Capaz; presque tous ces personnages étaient d'anciens députés des Cortès de 1813 ou de 1821, jouissant d'une bonne réputation, mais n'ayant qu'un degré de notoriété bien inférieur à celui des précédents ministres; seulement ils appartenaient presque tous à la société secrète des francs-maçons, et pouvaient être considérés comme la vraie expression de l'assemblée de 1822. De plus ils inspiraient à l'opinion assez de confiance pour qu'on eût la certitude qu'ils ne se plieraient point aux manœuvres et aux intrigues royales, et c'était là la principale, l'indispensable condition réclamée alors de ceux qui devaient recueillir l'héritage de Martinez de la Rosa.

Les modérés, en face des prétentions de la Sainte-Alliance et des dispositions constitutionnelles de Louis XVIII et du gouvernement français, avaient cru pouvoir éviter l'intervention étrangère par une réforme de la constitution de 1812; semblable intention ne pouvait entrer dans l'esprit des exaltés, qui croyaient l'Espagne assez forte pour défendre son indépendance, même contre l'Europe entière, et qui pensaient, par le seul développement de l'esprit libéral, trouver

des ressources suffisantes pour renouveler une nouvelle lutte non moins brillante et glorieuse que celle de 1808. De telles pensées, de tels sentiments procédaient du plus pur patriotisme; et si l'état général de l'Europe eût été un peu plus favorable au parti libéral, nous sommes convaincu qu'en joignant certaine habileté diplomatique à la manifestation énergique de leur volonté, les exaltés auraient eu le bonheur de sauver leur pays d'une nouvelle violation de territoire. Mais le système créé par les événements de 1815, au lieu de substituer un régime vraiment libéral à l'arbitraire de l'empire, n'avait produit que la plus triste réaction, et partout les idées politiques représentées par les exaltés étaient vaincues et anéanties.

Dès que la nouvelle des événements de juillet 1822 se répandit au dehors, une clameur violente, propagée méchamment par les journaux du parti droit en France, s'éleva contre les révolutionnaires espagnols; nulle part il ne fut permis aux libéraux de faire connaître la conduite de Ferdinand sous son véritable jour; le montrer comme l'auteur de tous les maux qui désolaient la péninsule espagnole était partout un crime de lèse-majesté. Trompée, égarée, l'opinion publique sur tout le continent européen se retraça sous les plus sombres couleurs les événements de Madrid, et donnant tort injustement au parti exalté, lui refusa son puissant appui. Dès lors le nouveau ministère, qui avait déjà en face de lui les apostoliques, la cour et les modérés, se trouva, dès les premiers jours de son avénement, engagé dans les plus graves complications avec tout le corps diplomatique; sa mission principale devait être de défendre l'indépendance nationale contre les fureurs de la Sainte-Alliance.

Tandis qu'à Vienne, à Berlin, à Saint-Pétersbourg le roi d'Espagne était considéré comme subissant toutes les in-

fortunes de Louis XVI, l'unique violence que se permettait le ministère était de le retenir à Madrid, dans son palais, au milieu de son opulence accoutumée. On s'opposait seulement à son séjour dans les résidences, parce que loin de tout œil vigilant il avait l'usage d'y préparer ses complots; et on se contentait d'éloigner certaines personnes de son entourage, dont les perfides intentions étaient par trop connues. Voilà tout ce qui fut tenté contre lui après les événements que nous venons de raconter, lorsque chacun dans la capitale disait et répétait sur tous les tons qu'il était l'auteur et le fauteur de l'insurrection des gardes.

Quant aux violences, aux crimes dont on accusa à cette époque la révolution espagnole, jamais critiques ne furent moins justifiées; quand on réfléchit à l'impression générale sous laquelle Madrid fut condamnée à vivre pendant huit grandes journées, à l'état général d'exaspération où devaient se trouver les esprits après une si longue commotion, à la satisfaction que durent causer au peuple son succès et sa victoire, ce qui reste le plus étonnant et le plus digne de louange, c'est que le triomphe ne fut marqué par aucune scène de désordre et de violence. La justice ordinaire fut chargée de dresser une instruction sur la rébellion militaire, et de poursuivre les meurtriers de Landaburu. Elle prononça l'exécution d'un des meurtriers, et par malheur aussi celle d'un lieutenant de la garde, don Teodoro Goiffieu, dont la participation à la rébellion fut clairement démontrée; mais ce furent là les seules victimes qui expièrent ce criminel attentat aux lois du pays. Quant au général Elio, qui souffrit le 11 septembre à Valence la peine du *garrote*, il fut condamné par un conseil de guerre pour une participation au soulèvement des artilleurs qui avait eu lieu dans cette ville le 30 mai.

Une grande cérémonie funèbre en l'honneur des citoyens

qui avaient succombé le 7 juillet pour la défense de la liberté; une fête civique, consistant en un banquet de huit cents tables de douze couverts chacune, qui, organisé en plein air dans le salon du Prado, offrait le curieux spectacle d'une foule de sept à huit mille personnes assistant à un festin fraternel dans lequel toutes les classes étaient mêlées et toutes les distinctions sociales oubliées : telles furent les seules manifestations par lesquelles le peuple de Madrid célébra la défaite des gardes. Beaucoup de capitales en Europe pourraient-elles se flatter d'imiter semblable modération dans des circonstances analogues?

Dans la plupart des provinces, il y eut d'abord saisissement, une certaine stupeur à la première nouvelle des événements; une grande inquiétude agita ensuite les esprits; mais dès que le succès de la révolution fut bien avéré, un mouvement déclaré se décida en faveur des nouvelles institutions; on crut à un triomphe définitif de la liberté, et la majorité de la nation se montra disposée à faire de nouveaux sacrifices pour en assurer l'établissement sur la surface de la Péninsule.

De leur côté, les apostoliques furent très-peu découragés par la mauvaise issue de la rébellion; ils virent dans l'événement une scission définitive de la cour avec le parti modéré, et comprenant que désormais Ferdinand n'avait plus de ressources qu'en eux et dans une intervention du dehors, ils se décidèrent à placer dans la guerre civile leur principale espérance, et à chercher un appui efficace dans les baïonnettes étrangères; tous les agents qui jusqu'alors avaient travaillé pour une réforme de la constitution furent désormais désaccrédités, les seuls défenseurs du trône devenant les propagateurs de l'insurrection catalane, les amis du Trappense et de Romagosa, le marquis de Mataflorida et son représentant à Paris, Balmaseda.

Aussi la lutte prit-elle de nouvelles proportions dans le nord de l'Espagne ; le baron d'Eroles s'était déjà mis ouvertement à la tête des factions de Catalogne, et le prestige de son nom et de ses talents avait donné une consistance jusqu'alors inconnue à la guerre qu'elles avaient inaugurée. Un autre général, Quesada, qui avait pu pénétrer dans les provinces basques, se mit en communication avec Santos Ladron qui agitait la Navarre, et avec Capapé dont les bandes infestaient l'Aragon. Le gouvernement, en outre de la perte de la Seo d'Urgel, avait aussi à déplorer en Catalogne celle du château de Mequinenza ; la garnison de ce château avait été faite prisonnière et cruellement décimée par les habitants de la ville, qui avaient pénétré dans la citadelle par trahison, assassiné le gouverneur et organisé aussitôt une junte apostolique. Enfin une colonne constitutionnelle avait déjà été détruite, et son chef Tabuanca inhumainement sacrifié. Encouragé par ces scènes, le marquis de Mataflorida voulut frapper les imaginations par une démarche hardie, et après s'être entendu avec don Jaime Creux, archevêque de Tarragone, et avec le baron d'Eroles, il fit proclamer solennellement à la Seo d'Urgel une nouvelle régence dont ces deux personnages étaient membres, et dont il était lui-même président en vertu d'une autorisation royale. Ce triumvirat, connu sous le nom de *régence d'Urgel*, se déclara le 15 août 1822 solennellement constitué en gouvernement, et publia un manifeste dans lequel il était dit comme en 1814 que les institutions seraient toutes rétablies sur le pied qu'elles avaient avant le 9 mars 1820, et que tout ce qui avait été fait depuis lors serait déclaré nul et sans valeur. L'absolutisme pur était proclamé dans les faits, quoique, sur la question de principes, le baron, dissident de ses collègues, se déclarât partisan d'une constitution (voir note K). Non-seulement la création de cette régence eut pour effet d'accroître

la puissance des factions de Catalogne, mais encore elle donna un centre d'action à tous les royalistes, en même temps qu'elle offrit un point d'appui aux gouvernements étrangers. Les factieux de Navarre et d'Aragon, ceux de Mequinenza, la junte de Galice, tous les réfugiés qui depuis un an agitaient l'opinion en France et à l'étranger en faveur d'une intervention, les Eguia, Vargas, Carlos de España, l'inquisiteur général, les évêques et archevêques expatriés s'empressèrent d'envoyer leur adhésion, prouvant par leur concours qu'ils obéissaient tous à un ordre émané directement du seul roi qu'ils reconnaissaient.

Le ministère exalté répondit à la provocation de la régence d'Urgel par une excellente mesure, le choix d'Espoz y Mina comme capitaine général de la Catalogne; la faction, en effet, devenait chaque jour plus puissante et plus nombreuse; elle avait de l'argent, des hommes, des provisions, du matériel; il n'y avait déjà plus qu'un grand homme de guerre capable d'en venir à bout, et la nature des lieux, le caractère des habitants exigeaient également que cet homme fût un de ces guerilleros habitués pendant la lutte de l'Indépendance à soutenir contre les Français ce même genre de guerre que les Catalans venaient d'entreprendre contre les Cortès. Or nul militaire espagnol n'était plus capable que Mina d'être opposé au baron d'Eroles; mais ce n'est pas tout, il fallait aussi que le nouveau capitaine général de Catalogne eût donné des gages de son adhésion aux institutions libérales; car cette noble et laborieuse province, à côté de l'élément campagnard si cruellement favorable à l'absolutisme, comptait dans les villes un noyau considérable de patriotes, d'autant plus ardents qu'ils avaient plus à souffrir du fanatisme de leurs concitoyens. A Barcelone, quand ils avaient eu connaissance du manifeste de la régence, ils avaient demandé et obtenu qu'il fût brûlé publi-

quement par la main du bourreau (5 septembre) ; on n'y était donc guère disposé à accueillir favorablement ses prétentions, et on voulait entreprendre contre elle une lutte décisive et sanglante. Mais qui pouvait douter du libéralisme de Mina, le premier adversaire que Ferdinand eût rencontré après les événements de 1814, le généreux patriote disposé en toutes circonstances à donner sa vie pour l'indépendance et la liberté de son pays ?

Mina accepta aussitôt la difficile mission qui lui était offerte, bien qu'il connût à l'avance combien étaient bornées les ressources que le ministère pouvait mettre à sa disposition ; le 10 septembre, il annonce à Lerida son arrivée dans une proclamation énergique ; il forme sur-le-champ une première division dont il donne le commandement à Torrijos ; et le 13, ayant appris que la ville de Cervera était occupée par les factieux, tandis que la garnison enfermée dans l'édifice de l'Université se trouvait exposée aux plus graves périls, il accourt et sauve cette garnison par son arrivée opportune. Il forme ensuite trois autres colonnes dont il donne le commandement aux généraux Milans, Manso et Rotten, qui s'étaient déjà distingués, et commence à poursuivre sans paix ni trêve les factieux que leurs premiers succès avaient enivrés, et qui, maîtres de tout le pays depuis Balaguer jusqu'à San Lorenzo de Murya par Solsona, Berga et Ripoll, appuyés sur leur forteresse de la Seo d'Urgel, protégés par la complicité de presque tous les paysans, et enfin soutenus par le corps d'observation français établi de l'autre côté des Pyrénées, se jugeaient déjà inexpugnables au milieu de leurs montagnes.

Tandis que ces opérations militaires se poursuivaient avec une extrême vigueur, le ministère, désireux de se procurer en hommes et en argent les ressources qui lui manquaient, obtenait du roi la réunion de Cortès extraordinaires ; pendant

toute la session précédente, la majorité, hostile à ceux qui occupaient le pouvoir, n'avait cherché en aucune manière à rendre leur tâche facile; mais la communauté d'idées qui existait à présent entre les députés et les ministres permettait de croire que de l'accord des deux pouvoirs législatif et exécutif naîtrait une féconde impulsion à toute la machine gouvernementale.

Les Cortès de 1822 s'étaient beaucoup occupées des questions de finances; elles avaient fixé à 664 millions le budget des dépenses pour l'exercice 1822-1823[1], ordonné la répartition d'une contribution directe de 150 millions, approuvé le contrat passé avec la maison Ardoin, Hubbard et Cie pour un emprunt de 160 millions, et celui qui avait été passé avec une société nationale pour un autre emprunt de 103 millions. Tout cela seulement n'assurait point au gouvernement les moyens qui lui étaient nécessaires pour gouverner, car le chiffre des dépenses restait supérieur aux recettes probables; les contribuables se trouvaient hors d'état de payer leur contingent, et les emprunts se transformaient en une simple commission de négocier des titres de rente; aussi le gouvernement se trouvait-il absolument hors d'état de faire face aux dépenses de la guerre civile.

[1] BUDGET DE L'EXERCICE 1822-1823 (30 JUIN 1822 AU 30 JUIN 1823).

Maison royale..........	45 212 000	réaux.
Cortès.................	5 522 365	—
Etat...................	5 760 917	—
Intérieur..............	32 448 028	—
Outre-mer..............	941 465	—
Grâce et justice.......	16 897 899	—
Finances...............	148 894 075	—
Guerre.................	328 633 590	—
Marine.................	80 502 590	—
Total.........	664 813 324	réaux.

Relativement à la levée des soldats, le chiffre total de l'armée permanente avait été fixé à 62 043 hommes, et le contingent annuel à 7 983 ; même avec l'autorisation qui avait été accordée de mettre sous les armes 20 000 hommes de milice active, il n'y avait point là d'élément suffisant pour se présenter avec énergie en face de l'Europe.

CHAPITRE VI

LA RÉGENCE D'URGEL.

(Septembre 1822 à mars 1823.)

Congrès de Vérone. — Attitude spéciale de la France et de l'Angleterre. — Instances des envoyés de la régence d'Urgel. — Mesures défensives votées par les Cortès. — Guerre de Catalogne. — Succès et sévérité de Mina. — Prise de Castellfolit et de Balaguer. — Siége et prise de la Seo d'Urgel. — La régence est forcée de repasser la frontière. — Guerre de Navarre. — Expédition de Bessières. — Déroutes de Brihuega. — Ballesteros et le comte de l'Abisbal.— Notes diplomatiques présentées par les cabinets de Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg. — Note de M. Lagarde. — Réponses du ministre San Miguel. — Rapprochement qui s'opère entre certains membres du parti modéré et les exaltés. — Attitude des Cortès et décisions prises par elles. — Efforts de l'Angleterre pour offrir sa médiation ; elle n'est pas acceptée par le cabinet français. — Rivalité à Madrid des deux sociétés les communeros et les maçons. — Révocation des ministres. — Emeute du 19 février. — Le ministère est rétabli. — Suspension de la session extraordinaire des Cortès.

Le décret royal qui fut communiqué à la députation permanente pour autoriser la convocation des Cortès en séance extraordinaire annonçait que l'objet principal de leurs délibérations devait être de fournir des ressources au gouvernement en hommes et en argent, et de régler des questions intéressantes qui venaient de s'élever entre la nation espagnole et diverses puissances étrangères. Ce dernier point faisait allusion aux réunions préparatoires qui se célébraient alors à Vienne, et où les souverains de la Sainte-Alliance concertaient avec l'ambassadeur français, M. de Montmorency, une prochaine intervention en Espagne.

Tous les défenseurs européens de l'ancien régime avaient ressenti une trop grande joie de l'heureuse facilité avec laquelle l'Autriche, après les congrès de Troppau et de Laybach, avait étouffé les révolutions de Naples et de Turin, pour ne pas songer à ériger en système cette nouvelle manière brutale et commode d'étouffer partout les aspirations des peuples. Leur principal héros, leur chef né, le czar de toutes les Russies, s'était chargé de fixer l'époque où les souverains, en raison de l'état général des esprits, devaient être appelés à manifester l'expression de leurs volontés. L'insurrection de la Grèce, la continuation de la révolution espagnole étaient deux faits trop graves pour qu'une décision ne fût pas prise à leur égard. Alexandre avait donc fixé le mois de septembre 1822 pour la réunion à Vérone, sous les auspices de François II d'Autriche, d'un congrès de souverains dans lequel devait être particulièrement étudié le point de savoir si une intervention devait avoir lieu en Espagne au nom de la Sainte-Alliance.

Comme de toutes les grandes puissances européennes la France était la seule dont les frontières touchaient directement à la Péninsule, c'était à elle qu'il appartenait de prononcer le mot décisif dans cette question. Alexandre et ses deux complices le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche auraient en vain aspiré à étouffer avec leurs baïonnettes la révolution espagnole, si le gouvernement français avait opposé son véto : les monarques orientaux se seraient vus dans la nécessité de respecter l'existence des Cortès de 1822, et de laisser Ferdinand VII face à face avec ses compatriotes.

Quelle serait donc l'attitude de Louis XVIII et de son gouvernement? Voilà ce que les partis espagnols étaient intéressés au plus haut point à savoir, et ce qui devait être avant tout l'objet de leurs constantes préoccupations. Ils avaient d'autant plus de motifs d'avoir l'œil incessamment

fixé sur Paris, qu'il n'y avait pas là de parti pris dans un sens ou dans un autre, et que certaine conduite, d'habiles concessions, des transactions opportunes pouvaient à la fois préserver d'un puissant ennemi et assurer d'un appui solide. Il y avait à la tête du gouvernement français un politique intelligent, homme à idées justes, incapable d'agir par emportement ou passion, et disposé comme son souverain à suivre la ligne qui lui paraîtrait la mieux dictée par son intérêt bien entendu. L'accueil fait par M. de Villèle au comte de Toreno, lors de la formation du ministère Martinez de la Rosa, était une preuve que ce grand homme d'Etat n'était nullement possédé du désir d'intervenir en Espagne : bien plutôt préoccupé de résister aux exigences des cours du Nord, il aurait préféré à toute intervention armée une modification de la constitution de 1812 sur les bases de la charte française, soit que cette modification provînt d'une entente patriotique entre les deux partis modéré et exalté, soit qu'elle fût imposée par un coup d'État auquel auraient également participé le roi et les ministres modérés. Mais si telles étaient les intentions personnelles de M. de Villèle, il s'en fallait de beaucoup qu'il fût en mesure d'imposer autour de lui cette ligne de conduite ; à côté de lui se trouvaient la funeste congrégation et le côté droit tout entier non moins funeste par ses tendances réactionnaires ; et ces deux puissances, dans une parfaite communauté d'idées avec les apostoliques espagnols et les souverains de la Sainte-Alliance, appelaient de tous leurs vœux l'intervention armée et la guerre.

Le malheur voulut que le ministre des affaires étrangères de France fût à cette époque un de ces grands seigneurs inconséquents, qui en 89 appelèrent la révolution, et se déchaînèrent ensuite contre elle lorsqu'elle commença à mettre en application les principes qu'elle avait proclamés. M. de Mont-

morency, ancien libéral devenu dévot, dès qu'il fut question du congrès de Vérone, avait aspiré à y représenter la France, que Louis XVIII ne pouvait et ne voulait pas quitter ; il dut au retentissement de son grand nom l'honneur d'être chargé de ce rôle important. Mais tandis que le roi et M. de Villèle pensaient le lier par des instructions qui lui défendaient de prendre pour les affaires d'Espagne la situation que l'Autriche avait prise à Laybach pour celles d'Italie, M. de Montmorency se promettait, pour se faire applaudir de ses fanatiques coreligionnaires, d'utiliser le poste qui lui était confié de manière à lancer la politique de la France dans la voie qui conviendrait à la congrégation. En vain Louis XVIII et M. de Villèle, un peu disposés à la défiance par la connaissance qu'ils avaient du caractère personnel et entêté de M. de Montmorency, crurent-ils se préserver contre ses maladresses en lui adjoignant pour auxiliaire M. de Chateaubriand : il arriva que, par orgueil et par ambition, cet écrivain fameux, beaucoup trop vanté de son temps, loin de mettre un frein à l'ardeur de son collègue, vint l'exciter encore; tous deux d'ailleurs se laissèrent séduire par les flatteries et les grâces de l'empereur Alexandre, et l'intervention se trouva décidée réellement à Vienne d'abord et à Vérone ensuite par le fanatisme inconsidéré de M. de Montmorency et l'exaltation ambitieuse de M. de Chateaubriand, sans l'expresse volonté de Louis XVIII et du président de son conseil.

L'Angleterre ne pouvait voir sans un violent dépit une union étroite se former entre la France et les grandes puissances du nord de l'Europe ; il lui répugnait de voir les armées françaises rentrer de nouveau dans la Péninsule, après qu'elle avait tant travaillé à les en chasser de 1810 à 1814 ; puis elle commençait à comprendre, sous l'habile direction de Canning, qu'elle avait une nouvelle ligne politique à

suivre en se montrant favorable aux libertés des peuples, et que le rétablissement du pouvoir absolu de Ferdinand lui fournirait l'occasion tant souhaitée de reconnaître l'indépendance des colonies américaines. Son représentant officiel, lord Wellington, refusa de s'associer à la fatale idée d'intervention; mais il ne songea point à faire un *casus belli* de l'entrée des armées françaises dans la Péninsule.

Telle était la situation générale que le ministère exalté avait à dérouler devant les Cortès: coalition de la France, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse contre la nation espagnole; guerre déclarée par ces quatre puissances aux nouvelles institutions qu'elle s'était données; neutralité absolue de l'Angleterre; enfin menace d'une intervention prochaine d'une armée française pour dégager Ferdinand VII de la captivité à laquelle on le disait soumis. Il devait avouer qu'il n'avait pas été convoqué à prendre part à une délibération collective où son existence même devait être mise en jeu, tandis que l'empereur Alexandre affectait de recevoir avec de grands égards le représentant de la régence d'Urgel (voir note J), don Carlos España; et que tous les cabinets recevaient des notes de Mataflorida où l'absolutisme était peint comme la seule et unique aspiration des populations de la Péninsule.

Le ministère jugea que l'unique manière de répondre à ces fatales dispositions de l'Europe était de se préparer à la guerre; il ne lui vint pas à la pensée que, puisque la Sainte Alliance menaçait le pays, alors même qu'il maintenait sur le trône un prince parjure et hautement coupable, il n'y avait aucun danger à le renverser et à assurer au moins par cette mesure hardie et nécessaire l'unité de la résistance. Il parvint à persuader aux députés qu'une levée de 30 000 hommes, une remonte de 7 000 chevaux et un emprunt de 37 millions seraient suffisants pour permettre à l'Espagne de

conserver sa constitution contre la volonté de la Sainte-Alliance; et les Cortès se bornèrent à voter ce faible contingent et ce modeste emprunt, bien qu'elles fussent disposées à tous les sacrifices, dans l'état d'irritation excessive où les avait plongées le danger dont elles voyaient leur pays menacé. L'accord était parfait entre les députés et le ministère : aussi toutes les mesures d'exception qui furent proposées afin de donner au gouvernement une plus grande liberté d'action furent-elles acceptées sans difficulté. Les députés ne craignirent même pas d'aller au delà du vœu des ministres en suspendant les garanties de la constitution relatives à la liberté individuelle. Il y avait parmi eux un véritable patriotisme, et une indignation sincère s'était emparée de leurs âmes quand ils avaient eu connaissance du mépris avec lequel les membres du congrès de Vérone prétendaient disposer de leur sort. Mais il ne suffisait pas de sentir cette juste indignation ; il aurait fallu la communiquer en dehors du congrès à toute la nation, faire tressaillir toutes les âmes au nom sacré de l'indépendance, animer enfin d'un seul souffle les cités les plus vastes et les plus misérables hameaux. Or ce résultat ne fut pas obtenu, et la masse du pays, qui ne voyait pas encore le péril, ne répondit par aucun écho aux belliqueux appels que lui adressaient de la tribune nationale les Galiano, les Saavedra et les Arguelles. Les nations, comme les individus, ont pendant leur existence des époques de défaillance qu'elles ne sauraient s'expliquer à elles-mêmes; il suffit à l'historien de les constater pour remplir son devoir : il y aurait de la cruauté à s'appesantir sur ces faits avec trop de détails.

En présence du congrès de souverains réunis à Vérone, le maintien de la régence d'Urgel sur le territoire de la Péninsule était un si grand péril, que des ordres furent donnés au capitaine général de la Catalogne pour l'expulser à tout

prix. Tel était aussi le but que se proposait Mina; mais les ressources dont il disposait n'étaient pas assez grandes pour lui permettre de l'attaquer dès l'origine dans sa résidence. Il avait besoin de ménager le sang de ses soldats avec la plus soigneuse avarice, et il lui importait dès l'origine de frapper l'esprit des Catalans par des coups de vigueur qui fussent de nature à leur imposer. Il songea d'abord à s'emparer de Castellfolit, ville rebelle que les factieux avaient fortifiée avec beaucoup de soin; ses efforts furent couronnés de succès, et après sept jours de siége la forteresse lui fut cédée par la garnison, et la ville elle-même (24 octobre), abandonnée par tous ses habitants. Cette désertion complète était d'un mauvais augure et prouvait le fanatisme que le clergé avait allumé dans les cœurs. Mina, se souvenant sans doute du décret de notre Convention sur la commune affranchie, fit raser toutes les maisons de Castellfolit, et sur le seul mur qui resta debout au milieu des décombres générales, donna l'ordre qu'on gravât l'inscription suivante :

CI-GIT CASTELLFOLIT.

CITÉS, APPRENEZ PAR SON EXEMPLE A NE PAS ABRITER LES ENNEMIS DE LA PATRIE.

Dès que ce premier succès fut obtenu, Mina se présenta devant Balaguer et se rendit également maître de cette place, qui lui fut abandonnée par les habitants (3 novembre); il y mit garnison et se décida à pénétrer dans l'intérieur du pays révolté, au sein même des montagnes; le 11 novembre il était à Tremp, dont la population se montra plus hospitalière, et le 15, malgré le baron d'Eroles et tous ses lieutenants réunis, il franchissait les hauteurs de la pobla del Segur, qui ouvraient devant lui les plaines de la Cerdagne et lui donnaient accès jusqu'à la Seo d'Urgel. Toute la population de la

Cerdagne était favorable à la cause libérale et avait eu beaucoup à souffrir depuis plusieurs mois du joug que faisaient peser sur elle les bandes apostoliques. Il employa quelques jours à purger cette province de tous ses oppresseurs, et repoussa sur le territoire français un nombre considérable de factieux. Bientôt le signal de la retraite devint général, et la régence, qui fuyait déjà devant lui, qui l'avait précédé à Puycerda et avait voulu s'installer à Llivia, pour avoir le temps d'émettre un emprunt qu'elle était autorisée à réaliser en France, traversait enfin la frontière et se réfugiait sur le territoire français (28 novembre). Pour terminer dignement cette belle campagne, l'armée nationale avait à s'emparer de la Seo d'Urgel, où les factieux les plus déterminés s'étaient réunis, et où ils comptaient tenir facilement tête au faible détachement avec lequel le capitaine général de la Catalogne devait assiéger leur redoutable forteresse. Le siége dura soixante-quatorze jours et mit à l'épreuve la constance de la petite armée de Mina par les souffrances et les fatigues de tout genre qu'il occasionna dans un pays de montagnes, pendant un hiver très-rigoureux; et ce ne fut que le 6 février 1823 que les factieux découragés se décidèrent à abandonner leurs positions pour chercher un asile dans la petite république d'Andorre, située dans le voisinage. La nouvelle de ce succès se répandit dans tout le pays et fournit une légère compensation aux maux de tous genres sous lesquels la nation était en ce même moment accablée.

Le ministère avait envoyé en Catalogne toutes les faibles ressources dont il disposait; aussi partout ailleurs l'action de l'autorité était molle et sans énergie. Les factieux s'étaient promptement pénétrés de cette situation, et la guerre civile s'était répandue dans toutes les provinces, particulièrement dans celles du nord et de l'est, avec une grande violence.

En Navarre, le général Carlos O'Donnell avait succédé à Quesada dans le commandement des troupes royalistes, et avait longtemps tenu la campagne contre les généraux constitutionnels Espiñosa et Torrijos; il avait fallu les plus grands efforts pour le déloger de la forteresse d'Irati et le forcer à repasser la frontière.

En Castille, Merino poursuivait ses opérations et maintenait la terreur dans toutes les cités; Cuevillas et el Rojo de Valderas imitaient son exemple.

En Aragon, Bessières, à la tête d'une colonne de factieux de près de 4 000 hommes formée sous les auspices de la junte de Mequinenza sur les bords de l'Ebre, dans le district de Tortose, destiné à devenir l'un des centres les plus actifs du parti apostolique, s'était avancé jusqu'à Sarragosse et avait osé adresser une sommation à cette capitale. Le capitaine général Velasco, profitant habilement du passage de quelques troupes qui se rendaient en Catalogne, s'était mis à sa poursuite, et avait protégé la province confiée à son commandement; mais une fois ce résultat obtenu, il avait négligé la colonne factieuse et s'était empressé de renvoyer à Mina les renforts que celui-ci attendait avec la plus vive impatience. Alors Bessières, devenu libre de ses mouvements, avait pénétré dans la province de Guadalajara, et s'était avancé jusqu'à dix lieues de Madrid, jetant partout l'alarme. Quand on apprit dans la capitale l'approche de cet ennemi, il y eut un grand mouvement de confusion et de désordre : le gouvernement n'avait point de forces à opposer à ce chef de bandes; on eut la plus grande peine à organiser une colonne expéditionnaire, il fallut avoir recours à la milice nationale.

Enfin le général O'Daly put se mettre en mouvement pour protéger la ville de Madrid; ignorant les ressources de son adversaire, il crut pouvoir marcher immédiatement

contre lui ; et divisant ses troupes en deux corps, dont l'un devait marcher sous ses ordres, et l'autre sous la direction d'el Empecinado, il ne tarda pas à apprendre la présence de Bessières à Brihuega. Il l'attaqua sans prendre aucune des précautions nécessaires et fut mis en déroute (24 janvier 1823) ; le vainqueur s'empara de l'artillerie et fit un grand nombre de prisonniers ; pour comble de disgrâce, l'Empecinado, arrivant après la lutte, essaya également d'attaquer Bessières dans son retranchement et éprouva une seconde défaite. Quand ces tristes événements furent connus à Madrid, la terreur fut au comble, et le gouvernement se vit dans la nécessité de prendre les mesures les plus graves. Toute la milice fut réunie ; on arma tous les employés ; le général Ballesteros fut appelé au commandement général de la ville, et on se décida, sur la demande des communeros, à confier une nouvelle colonne au comte de l'Abisbal, dont les talents paraissaient indispensables dans une circonstance aussi grave, mais dont jusqu'alors on avait refusé d'employer les services en raison du peu de confiance qu'inspiraient les nombreuses évolutions politiques de sa longue carrière. L'Abisbal se hâta de quitter Madrid, en promettant non-seulement de reprendre l'artillerie, mais aussi d'exterminer les factieux ; il ne put ou ne voulut pas remplir sa promesse : Bessières eut le temps de se retirer à Huete, de fortifier ce point, et il y séjourna jusqu'au 10 février 1823. Se sentant alors menacé par des renforts qui arrivaient de Valence, il dispersa ses bandes, dont les unes sous son commandement se retirèrent en Aragon et s'unirent à la faction de Capapé, et les autres allèrent grossir les bandes de Sampère et de Chambo sur les bords du Turia, répandant le désordre sur des territoires que la guerre civile avait jusqu'alors épargnés.

Tel était à l'intérieur le misérable état auquel le gouver-

nement se trouvait réduit par les factions; de bien plus graves dangers le menaçaient du dehors, où l'orage s'était enfin amoncelé. Le ministre des affaires étrangères, don Evaristo San Miguel, animé des meilleures intentions, plein de droiture et de patriotisme, n'avait pas la maturité nécessaire pour le poste éminent qui lui avait été confié dans des circonstances aussi difficiles; élevé à l'école de Riego, dont il avait été un instant l'aide de camp, il s'illusionnait sur les ressources de son pays ainsi que sur ses forces révolutionnaires, et croyait l'Espagne capable à un moment donné de reproduire notre immortel mouvement de 1792. Au lieu de suivre avec un soin minutieux toutes les intrigues de Vérone, au lieu de profiter des dispositions de M. de Villèle, des tendances de Canning, il s'enfermait dans sa superbe, et dédaignait de disputer pied à pied aux émissaires de Ferdinand VII l'opinion publique de Paris, comme s'il devait lui suffire à un moment donné de mettre la population entière sur pied par un simple décret annonçant que la patrie était en danger. La plupart des députés, trompés par les louanges excessives qu'ils s'étaient habitués à répéter sur le mouvement de 1808, sur la force de l'Espagne, sur la valeur de ses armées, qui les premières, disaient-ils, avaient eu la gloire de vaincre le grand capitaine du siècle, croyaient à une sérieuse résistance au cas d'une invasion étrangère; au lieu d'envisager froidement les difficultés de la lutte qu'ils auraient à soutenir, ils se berçaient de vaines espérances et prenaient de pompeuses déclamations pour des actes généreux. Pendant ce temps Montmorency, malgré ses instructions, s'était fait au congrès le rapporteur des affaires d'Espagne; il avait soumis aux souverains alliés les trois questions suivantes :

1° Au cas où la France se verrait forcée de retirer de Madrid son ambassadeur et de rompre toute relation diplo-

matique avec l'Espagne, les puissances réunies seraient-elles disposées à prendre une mesure semblable et à retirer leurs propres légations ?

2° Si la guerre venait à éclater entre la France et l'Espagne, sous quelle forme et par quels actes les puissances prêteraient-elles à la France l'appui moral nécessaire pour inspirer une crainte salutaire aux révolutionnaires de tous les pays ?

3° Quelle était l'intention des puissances quant au fond et à la forme du secours matériel qu'elles seraient disposées à donner à la France au cas où sur sa demande leur intervention active viendrait à être reconnue nécessaire ?

La Prusse, l'Autriche et la Russie, répondant catégoriquement à ces trois questions, s'étaient engagées sur le premier point à imiter l'exemple de la France ; sur le second, elles avaient offert solennellement tout leur appui moral, et ne s'étaient divisées que sur le troisième : la Prusse avait promis tout le secours matériel compatible avec sa situation extérieure et intérieure ; l'Autriche avait demandé une nouvelle délibération des puissances alliées pour régler l'importance, la force et la durée de ce même secours ; seule la Russie avait promis tout l'appui nécessaire sans conditions ni restrictions d'aucun genre.

Quant à l'Angleterre, elle avait déclaré par l'organe de lord Wellington que les principes de son gouvernement ne lui permettaient pas d'imiter le langage de ses alliés, et qu'elle s'abstiendrait de faire au gouvernement espagnol aucune communication qui eût trait à ses relations avec la France.

Porteur de ces réponses, M. de Montmorency s'était hâté de les rapporter à Paris, où il avait à rendre compte de sa conduite au roi et à M. de Villèle (30 novembre). Ce dernier, loin d'apprendre avec satisfaction la décision prise par

les puissances de retirer leurs légations de Madrid, se refusait à donner le signal du rappel des ambassadeurs en faisant demander ses passe-ports par M. de Lagarde ; il consentit à ce que son collègue repoussât les tentatives de médiation du cabinet de Londres, mais pour le moment il s'opposait à faire un pas de plus en avant, en s'appuyant sur la probabilité d'une guerre avec l'Angleterre. Placé ainsi dans une fausse position entre les engagements qu'il avait pris à Vérone et l'attitude du président du conseil, que Louis XVIII appuyait fortement, M. de Montmorency avait donné sa démission, qui avait été immédiatement acceptée (25 décembre).

Tout n'était pas encore perdu pour l'Espagne ; en effet, tandis que la Prusse, l'Autriche et la Russie envoyaient les notes comminatoires rédigées à Vérone, M. de Villèle en adressait une moins dure et moins énergique, où, manifestant le désir de voir la nation espagnole porter elle-même un remède à ses maux, il signalait la nécessité d'une réforme dans la constitution de 1812. Ces quatre notes parvinrent à la fois à Madrid le 6 janvier 1823 ; elles furent présentées au ministre des affaires étrangères, qui, d'accord avec le cabinet, sans prendre le temps de la réflexion, y répondit immédiatement par des communications fermes et hautaines dans lesquelles, vis-à-vis de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, il se contentait de maintenir le droit absolu de la nation espagnole à choisir elle-même ses institutions, et vis-à-vis de la France, il défendait la révolution de 1820, comme n'étant pas issue d'un simple soulèvement militaire, en même temps qu'il récriminait contre l'appui donné par le gouvernement de Sa Majesté Très-Chrétienne à toutes les factions qui désolaient l'Espagne.

Ce langage n'était pas de nature à faciliter la tâche déjà si ingrate de M. de Villèle, qui, bien que les quatre ambassa-

deurs à Madrid eussent demandé et obtenu leurs passe-ports, voulait encore s'opposer à l'intervention ; il avait à lutter contre l'enthousiasme guerrier de M. de Chateaubriand, successeur de M. de Montmorency, contre les clameurs de la congrégation et contre les exigences du côté droit, qui venait de triompher dans de nouvelles élections. Il tenta un dernier effort en autorisant M. de Lagarde à se servir de l'intermédiaire du ministre anglais pour faire connaître à Madrid les conditions auquelles la guerre pouvait encore être évitée; mais au moment où la note portant ces conditions était soumise au cabinet de Londres, le côté droit, par l'organe de ses députés les plus influents, lui faisait sommation d'opter entre le portefeuille ou la guerre; et M. de Villèle, dont le caractère n'était pas à la hauteur du talent, cédait enfin au vœu de son parti.

Le 28 janvier 1823, à l'ouverture des Chambres, le roi Louis XVIII annonça solennellement que l'obstination avec laquelle ses propositions avaient été repoussées à Madrid ne laissait plus qu'une faible espérance de paix ; qu'il avait rappelé son ambassadeur, et que 100 000 Français, commandés par le duc d'Angoulême, étaient prêts à marcher en invoquant le Dieu de saint Louis pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV.

Après un tel engagement, en présence de la volonté bien clairement manifestée du côté droit alors tout-puissant, la guerre était inévitable.

On ne s'y trompa point à Madrid, et on songeait déjà à s'y préparer depuis que les notes des puissances avaient été lues aux Cortès par le ministre des affaires étrangères. L'assemblée, invitée par lui à porter un jugement sur la réponse hautaine qu'il leur avait adressée, l'avait sanctionnée par ses acclamations (voir note L).

Dans la séance du 11 janvier, tous les députés, voulant

manifester leur adhésion unanime à la politique du ministère, avaient voté d'abord un message au roi pour témoigner leur intention de décréter toute espèce de sacrifices afin de faire respecter l'indépendance nationale. Galiano au nom des exaltés, Arguelles au nom des modérés avaient déclaré que, dans une circonstance aussi grave pour le salut de la patrie, toutes les divisions de partis devaient disparaître; et ils s'étaient serré la main avec effusion, aux applaudissements de toute l'assemblée, comme pour témoigner qu'un même sentiment les réunissait désormais sous le même drapeau. Combien cette scène émouvante eût été plus belle, si derrière ces deux orateurs avait vibré l'âme d'une nation ardente et énergique; mais elle ne fut qu'une vaine représentation théâtrale, une de ces cérémonies qui caractérisent spécialement cette époque dans laquelle on jouait toutes les comédies de la liberté sans en appliquer sérieusement les principes, sans pratiquer aucune des vertus qu'elle exige. Il ne suffit pas d'écrire et de parler pour faire une révolution, il faut surtout agir. Immoler dans les occasions graves ses haines et ses rancunes de parti est le propre d'une nation vraiment libre et civilisée; il était beau de se montrer disposé à accomplir un semblable sacrifice, mais il eût été plus beau encore de l'accomplir réellement. D'autant plus que l'Espagne, sous ce rapport, a de bien grands progrès à faire : il n'y a presque pas de pays où les passions politiques sachent moins se dompter; en général, on s'y soucie d'habitude fort peu du bien-être du pays, pourvu que le parti auquel on appartient soit triomphant et dominateur.

Maîtres du gouvernement, les exaltés avaient alors la véritable responsabilité des événements, et il semblait qu'une seule et même pensée dût les guider : l'organisation sérieuse d'une résistance efficace. Loin de là, ils choisissent ce moment pour se diviser, et jamais la lutte entre les maçons

et les communeros ne fut plus vive que dans les trois mois qui suivirent la présentation des notes des ambassadeurs. Au lieu d'être des associations sérieuses ayant pour but de créer des faisceaux puissants en vue d'atteindre un grand but politique, les sociétés patriotiques étaient devenues des coteries privilégiées au moyen desquelles les plus intelligents et les plus adroits se créaient des relations et envahissaient les plus grandes fonctions de l'administration publique. Des rivalités intérieures ayant amené la circulation de listes où se trouvaient inscrits les noms des principaux chefs des sociétés, on vit que les employés y occupaient le premier rang, qu'ils y étaient en grande majorité, et qu'ils ne travaillaient réellement que dans leur intérêt privé en se couvrant du masque du bien public. Aussi, dans le moment même où leur intervention pouvait rendre quelques services, tombèrent-elles dans le plus complet discrédit (voir note M). Sous le titre de *sociedad landaburiana* et sous la présidence de Romero Alpuente, il se fonda à Madrid un club communero où les seuls orateurs applaudis étaient ceux qui répandaient les calomnies les plus injustes sur les plus sincères patriotes, où l'on attaquait les mesures les plus utiles sous des prétextes futiles, et où l'on travaillait énergiquement à renverser le ministère au moment où il était le seul centre autour duquel la nation pût se rallier. L'or des ambassades étrangères, les sourdes intrigues de Ferdinand jouèrent certainement un grand rôle dans les débordements de la sociedad landaburiana, ainsi que dans l'extravagance de certains journaux, comme *el Zurriago*, qui atteignirent alors une triste célébrité.

Le gouvernement, pour le moindre de ses choix, avait à lutter avec ces groupes hostiles, et chaque concession faite à l'un d'eux était considérée comme une iniquité par son rival. Le moment vint pour lui de choisir les différents chefs

destinés à commander les divers corps entre lesquels l'armée espagnole devait être divisée pour repousser l'invasion : il sortit avec honneur de ce pas difficile, et s'élevant au-dessus de toutes les jalousies et de toutes les ambitions mesquines, il se confia avec sagesse aux généraux les plus accrédités, sans tenir compte de leurs antécédents et de leurs idées personnelles. Mina, Ballesteros, l'Abisbal, Morillo et Villacampa furent les hommes à qui il remit la défense du territoire. Le premier devait opérer en Catalogne; le second devait fermer à l'ennemi l'entrée des provinces basques, de la Navarre et de l'Aragon; au troisième était réservée la garde de la capitale; Morillo devait se maintenir en Galice et Villacampa en Andalousie.

Une fois cette organisation décidée, il était sage de prévoir le cas où l'ennemi, s'avançant jusqu'à la capitale, viendrait à l'occuper. Où se transporterait le gouvernement, où se tiendrait l'assemblée, où résiderait le monarque? Les Cortès, dont la session était déjà très-avancée, décrétèrent que si les circonstances venaient à exiger la translation du gouvernement après leur séparation, le ministère pourrait choisir sa nouvelle résidence d'accord avec la députation permanente et une commission militaire. Rien n'était plus raisonnable qu'une semblable détermination; mais par cela même elle excita au plus haut degré la colère des royalistes et du roi lui-même, car elle reculait le moment où, par le fait des baïonnettes étrangères, il pourrait être rétabli dans son autorité absolue. Aussi, tandis que Ferdinand depuis les événements de juillet avait consenti avec une certaine résignation à toutes les mesures qui lui étaient demandées par les ministres, il manifesta avec énergie sa volonté de ne pas céder sur ce point spécial : il refusa d'assister à la séance de fermeture des Cortès, qui eut lieu le 19 février, et accepta le même jour la démission que lui offrirent les ministres.

La révolution ne pouvait sans danger laisser le pouvoir aux mains du roi pendant les quelques jours qui devaient s'écouler entre la séance extraordinaire qui venait de finir et la séance ordinaire qui devait s'ouvrir le 1er mars; mieux eût valu abdiquer tout d'un coup. Aussi, à peine la nouvelle de la retraite du ministère fut-elle répandue dans Madrid, que des groupes se formèrent aussitôt; et il se trouva enfin quelques hommes assez logiques et assez conséquents pour demander l'établissement d'une régence. Une requête fut adressée en ce sens à la députation permanente; dans les rues, sur les places publiques on dressa des tables pour recueillir les signatures de tous ceux qui adhéraient; une grande masse de population envahit la place du Palais aux cris de *Mort au roi! Mort au tyran!* Le moment semblait venu où le véritable obstacle aux progrès de la révolution allait être renversé. Ce fut encore une fausse alerte : sur la simple nouvelle que le ministère était conservé, tout rentra dans le calme; les groupes furent arrêtés par la milice nationale, les tables dressées pour recueillir les signatures furent retirées, et la requête fut oubliée. Ferdinand, que presque tous ses serviteurs avaient abandonné en cette occasion, en fut quitte encore une fois pour la peur; mais ce fut peut-être de toutes les scènes de la révolution celle qui l'impressionna le plus : il était lui-même directement en cause, et le peuple commençait à comprendre que tout effort pour maintenir la constitution serait inutile, tant qu'il resterait au pouvoir. Il eût fallu que dès 1820 les esprits se fussent pénétrés de cette vérité; bien du sang eût été épargné; et si on eût eu à subir dans l'origine une secousse plus violente, la question du moins eût été résolue plus vite, et le pays ne se serait pas trouvé engagé dans le labyrinthe sans issue où le roi l'abandonnait à l'invasion étrangère.

CHAPITRE VII

L'INTERVENTION FRANÇAISE.

(Mars à octobre 1823.)

Ouverture de la session ordinaire des Cortès. — Révocation du ministère Lopez Baños et San Miguel. — Nomination d'un nouveau ministère qui n'entre pas en fonctions. — La translation du gouvernement à Séville est décidée. — Voyage du roi. — Premières opérations de l'armée française. — Passage de la Bidassoa. — Junte de Bayonne reconnue par la proclamation d'Oyarzun. — Dispositions de l'Abisbal à Madrid; il est obligé de résigner le commandement. — Séances des Cortès à Séville. — Ministère Calatrava. — Marche du duc d'Angoulême sur Madrid par Vitoria, Aranda et Burgos. — Convention de Buytrago. — Bessières et Zayas. — Proclamation d'Alcobendas.— Nomination d'une régence provisoire à Madrid.— Commencement de la réaction absolutiste.—Les nègres et les blancs. — Les volontaires royalistes. — Les Cortès décident que le gouvernement se fixera à Cadiz.— Refus du roi de se rendre dans cette ville. — Sa déchéance provisoire. — Une régence. — Ferdinand à Cadiz.—Retraite de Ballesteros dans le royaume de Grenade; il est battu à Campillo de Arenas et capitule. — Morillo en Galice.—Siége de la Corogne. — Arrivée des troupes françaises à Cadiz. — Guerre de Catalogne entre Mina et Moncey. — Blocus de Barcelone. — Tentative de Riego. — Prise du Trocadero et du château de Sancti Petri. — Dernières mesures des Cortès. — Elles se séparent. — Décret du 30 septembre. — Départ du roi pour le puerto Santa Maria, quartier général du duc d'Angoulême. — Fin du régime constitutionnel.

Quoique rappelés par Ferdinand après l'émeute du 19 février, les ministres avaient compris que leur maintien au pouvoir n'était plus possible depuis que le roi avait ainsi manifesté sa volonté expresse; mais d'un autre côté les membres les plus influents des Cortès insistèrent avec énergie auprès d'eux pour qu'ils gardassent leurs portefeuilles

jusqu'au moment où elles seraient définitivement installées dans une autre capitale. Pour atteindre ce résultat, il fut convenu qu'ils présenteraient à nouveau leur démission au roi, mais que dans l'ampliation figurerait cette clause qu'ils ne devraient résigner leurs fonctions qu'après avoir présenté à l'assemblée législative le rapport annuel qui leur était imposé par la constitution à l'ouverture de chaque session ordinaire; de cette manière, en refusant d'écouter la lecture de ces rapports, les Cortès restaient en situation de fixer elles-mêmes le moment où les ministres pourraient céder leurs portefeuilles. Les choses se passèrent ainsi; la démission fut présentée; le roi l'accepta avec la clause convenue, choisit un nouveau ministère où figuraient les noms chers au parti libéral de Florez Estrada, Zorraquin, Calvo de Rozas et Torrijos. Les Cortès se réunirent en session ordinaire le 1er mars. Lopez Baños, San Miguel et leurs collègues, appelés immédiatement dans leur sein, se présentèrent avec leurs rapports; l'assemblée refusa de les entendre et souleva immédiatement la question de translation du siége du gouvernement à Séville, lieu qui avait été désigné par la commission mixte chargée d'étudier ce point spécial.

Ferdinand essaya de tous les moyens que pouvait lui suggérer son imagination si féconde en intrigues et duplicités de tous genres, pour attendre dans sa capitale les troupes françaises, dont il jugeait d'avance le triomphe assuré : il essaya d'une résistance ouverte, il se feignit malade, il agita les basses classes de Madrid pour qu'elles s'opposassent à son départ, il entama des négociations avec certains généraux pour remuer la troupe en sa faveur; puis, quand il se fut résigné à céder, il tenta d'ajourner son départ de jour en jour. Mais enfin le terme qu'il avait lui-même fixé arriva; il dut se mettre en marche, et le 20 mars au matin il prit à petites journées le chemin de Séville, escorté par

neuf bataillons de volontaires nationaux qui abandonnaient leurs foyers pour courir toutes les chances d'une nouvelle guerre de l'Indépendance. Les ministres, les députés, les principaux fonctionnaires suivirent son exemple ; et dès les premiers jours d'avril le gouvernement se trouva de nouveau complétement constitué sur les bords du Guadalquivir. Pendant tout le trajet, le roi avait été accueilli par les populations dans un morne silence, tandis que partout l'accueil le plus empressé avait été fait aux Cortès, en qui chacun voyait alors la véritable représentation de l'indépendance nationale.

Il était temps que cette translation fût accomplie, car l'armée française avait déjà franchi la Bidassoa, et le duc d'Angoulême, parti de Paris le 5 mars, après avoir longtemps résidé à Toulouse et à Bayonne, comme pour paraître présider lui-même à l'organisation de sa belle armée, qui se formait sous l'initiative du duc de Bellune, ministre de la guerre, et du comte Guilleminot, chef d'état-major, réunissait déjà autour de lui dans les provinces basques tous les partisans du régime absolutiste sur lesquels il comptait s'appuyer pour rétablir dans toute sa plénitude l'autorité de Ferdinand VII.

Ce qui dans cette guerre importait le plus au cabinet de Paris, c'était, en remportant quelques succès faciles, de rendre au drapeau blanc un peu de gloire et de prestige, et de faire oublier à la France les généreux souvenirs du drapeau tricolore. On voulait aussi prouver à l'Europe que l'armée avait assez oublié son ancien attachement à la dynastie napoléonienne, pour servir avec empressement sous le commandement d'un prince de la maison de Bourbon : de la part de M. de Chateaubriand, c'était là le but essentiel de l'expédition, et il faut reconnaître qu'il eut le bonheur de l'atteindre, quoiqu'au point de vue de la politique intérieure

et extérieure de la France, cette guerre, qui nous aliéna à la fois les libéraux espagnols et l'Angleterre, ait été pour notre pays une de ces fautes grossières qui, en empêchant les peuples étrangers de se faire une juste idée de nos sentiments et de nos tendances, détruisent en eux la foi et les espérances que leur a fait concevoir la grandeur de notre première Révolution. On peut donc comprendre que, faite par le côté droit alors dominant, dans un intérêt exclusif de dynastie et de parti, cette expédition avait du moins à sa disposition toutes les ressources de notre belle France, déjà remise de ses misères de 1815, si elle n'avait à aucun titre la sympathie de nos officiers et de nos soldats.

Il n'entre pas dans notre cadre de raconter les divers incidents qui signalèrent la réunion de l'armée française sur les bords des Pyrénées : les efforts des carbonari pour organiser dans son sein une grande conspiration; la destitution du général Guilleminot; l'arrestation de son premier aide de camp, M. de Lostende; l'arrivée du maréchal duc de Bellune à Bayonne; les contrats passés avec M. Ouvrard; le maintien du comte Guilleminot dans ses fonctions de major général, et enfin la décision prise de brusquer les événements et de passer la Bidassoa le 7 avril, avant que les libéraux eussent pu développer tous les efforts qu'ils s'étaient proposé de faire pour séduire les troupes. Il nous suffira de dire que le gouvernement espagnol comptait beaucoup sur les manœuvres des républicains et des bonapartistes pour arrêter la marche du duc d'Angoulême; mais le drapeau tricolore agité sur les bords de la Bidassoa par le colonel Fabvier et quelques-uns de ses héroïques amis ne fut pas respecté par les troupes de l'avant-garde. Le général Valin fit tirer sur le petit groupe d'officiers et de soldats qui osèrent en face de l'armée française déployer le drapeau tricolore sur les bords de la Bidassoa, et la dispersion immédiate de ce groupe

fut le présage des tristes lauriers que le duc d'Angoulême devait cueillir en Espagne.

L'armée française se divisait en cinq grands corps et présentait un effectif total de 95 000 fantassins et 21 000 cavaliers. Les trois premiers corps et la réserve, commandés en chef par le duc d'Angoulême, avaient été placés sous les ordres directs du maréchal Oudinot, du comte de Molitor, du prince de Hohenlohe et du général Bordesoulle ; le quatrième corps, ayant à sa tête le maréchal Moncey, prince de Conégliano, devait opérer isolément en Catalogne contre Mina. En plus de ces forces déjà si respectables, l'intervention comptait également sur les bandes apostoliques insurgées dans les diverses provinces : le baron d'Eroles pouvait apporter au maréchal Moncey le précieux secours d'un contingent de près de 9000 Catalans soudoyés par la régence d'Urgel; Eguia à Bayonne, qui depuis deux années avait dépensé une somme de près de 22 millions à fomenter la guerre civile en Navarre et dans les provinces basques, mit à la disposition du duc d'Angoulême toutes les divisions et toutes les bandes qui, sous les ordres de Carlos O'Donnell, de Quesada, de Guergué et de Longa faisaient depuis deux ans une si rude guerre aux généraux constitutionnels ; des meilleurs soldats qu'on put rencontrer parmi les réfugiés espagnols on forma une division spéciale qui fut placée sous les ordres du général conde de España et forma partie du troisième corps du prince de Hohenlohe ; enfin dans l'intérieur du pays des relations furent établies avec tous les chefs comme Bessières, Sampère, Merino, qui avaient acquis déjà certain prestige et certaine force. On ne doit pas estimer à moins de 35 000 hommes le nombre de soldats armés que les apostoliques étaient parvenus à recruter contre le système constitutionnel.

Avant de commencer les opérations, le duc d'Angoulême

avait un grand parti à prendre : deux gouvernements avaient été organisés en France par le parti absolutiste, la régence d'Urgel retirée à Toulouse depuis qu'elle avait été chassée par Mina du territoire espagnol, et une junte formée à Bayonne par le général Eguia, don Antonio Gomez Calderon et don J. B. Erro. Auquel de ces deux groupes, tous deux formellement autorisés par Ferdinand, fallait-il donner la préférence? La régence d'Urgel avait perdu tout prestige depuis sa défaite, et sous l'impulsion du marquis de Mataflorida avait toujours affecté avec une extrême outrecuidance d'exercer une pression sur le cabinet français en s'appuyant sur les cours du Nord. Le duc d'Angoulême préféra la junte de Bayonne, qui au moins avait toujours eu le soin de s'appuyer exclusivement sur l'intervention française. Mataflorida et l'archevêque Creux furent appelés de Toulouse à Paris pour donner leur renonciation officielle; ils refusèrent et furent confinés à Tours, tandis que le duc d'Angoulême, par une proclamation donnée à Oyarzun le 9 avril, reconnaissait formellement la junte de Bayonne. La différence n'était qu'illusoire entre les deux gouvernements, car l'un et l'autre avaient déclaré nul tout ce qui s'était passé depuis le 7 mars 1820.

L'armée française s'attendait à rencontrer une vigoureuse résistance dans les provinces basques, où la disposition du territoire se prête si admirablement à tous les efforts d'une stratégie intelligente; mais le général Ballesteros, à qui était confiée la tâche de défendre ces provinces, surpris peut-être par la rapidité d'une invasion qu'il ne s'attendait pas à voir si immédiate, ne se présenta point, et ordonna à ses troupes de se retirer devant l'avant-garde ennemie. San Sebastian reçut les Français à coups de canon et refusa d'ouvrir ses portes; mais Fuentarrabia et le Passage furent immédiatement occupés.

Le duc d'Angoulême chargea la division Bourke du premier corps de poursuivre le siége de San Sebastian; il détacha contre la place forte de Pamplona le corps du général Molitor, et lui-même se mit directement en marche avec le gros de l'armée pour Vitoria, par Vergara et le défilé de Salinas; partout les troupes françaises trouvaient sans la moindre difficulté les vivres et les provisions dont elles avaient besoin, grâce au génie commercial de l'entrepreneur Ouvrard, qui avait su allumer chez les Basques le goût de la spéculation, et qui, payant religieusement toutes les marchandises qui lui étaient apportées, répandait dans ces pays rongés par la misère un bien-être inattendu, au lieu de leur apporter la ruine et la désolation. On ne rencontra aucune difficulté à franchir les Pyrénées : Ballesteros s'était replié à Sarragosse sur la ligne de l'Ebre, abandonnant à Morillo et à l'Abisbal la défense des deux chemins qui conduisent à Madrid par Valladolid et Aranda. Le duc d'Angoulême, vainqueur sans combat, put donc établir son quartier général à Vitoria et attendre patiemment la concentration de toutes ses colonnes, avant de marcher directement sur la capitale.

Depuis le départ du gouvernement, l'autorité militaire se trouvait concentrée à Madrid entre les mains du général comte de l'Abisbal. On comptait sur une vigoureuse défense des défilés du Guadarrama; mais les voies tortueuses convenaient à ce personnage singulier, qui était arrivé au comble des honneurs en flattant successivement tous les partis; au lieu d'armer la population, d'occuper les points les plus importants, il entra en négociations secrètes avec l'état-major du duc d'Angoulême, qui avait reçu les instructions les plus formelles de ménager le sang du soldat en employant de préférence les moyens de corruption qui lui avaient été généreusement prodigués. Gagné à la cause contre laquelle il

s'était prononcé en 1820, l'Abisbal commença à proclamer au milieu de ses officiers l'impossibilité de résister à l'invasion ; puis, non content de ces manifestations, il publia en réponse à un écrit du comte de Montijo, qui l'avait excité à se poser en libérateur de la patrie en se déclarant l'ennemi d'une constitution impraticable, un manifeste où il fixait comme programme des vœux dont les vrais amis de leur pays devaient poursuivre la réalisation : le retour de Ferdinand à Madrid, la destitution des ministres, la dissolution de l'assemblée nationale, la convocation de nouvelles Cortès et une amnistie générale. C'était un programme modéré, combiné probablement entre Martinez de la Rosa et M. de Villèle. Loin de rencontrer un accueil sympathique, ce manifeste excita à la fois l'indignation des libéraux et des apostoliques ; les officiers de l'armée, dès qu'ils en eurent connaissance, en furent indignés, se présentèrent en masse à son domicile et lui intimèrent que le moment était venu de résigner le commandement. L'Abisbal, sentant la dangereuse situation où il était placé, s'empressa de déférer à leurs vœux, abandonna l'autorité militaire aux généraux Castel dos Ruis et Zayas, et prit toutes ses mesures pour gagner au plus vite la frontière des Pyrénées. Il arriva sans encombre jusqu'à Vergara; mais là, reconnu par des autorités municipales qui obéissaient déjà à la régence apostolique, il faillit être lapidé par le peuple indigné et ne dut son salut qu'à l'intervention active d'un officier français, qui l'arracha à la fureur des absolutistes et lui fournit les moyens de s'interner en France.

Une armée ainsi abandonnée par son chef au dernier moment se trouvait hors d'état d'arrêter la marche victorieuse du duc d'Angoulême ; des deux généraux qui avaient succédé à l'Abisbal, l'un d'eux, Castel dos Ruis, à la tête du gros des troupes se décida à pénétrer en Estramadure ; l'autre,

Zayas, fut laissé avec un faible corps de 1 200 à 1 500 hommes, pour obtenir une capitulation qui assurât au moins la vie et la propriété des habitants de Madrid. Cette dernière mesure était pleine de prévision, car tandis qu'on annonçait la prochaine arrivée de l'armée française, le même chef de bandes qui peu de temps auparavant avait déjà menacé Madrid, Bessières, avait pris les devants, et prétendait occuper cette cité, que ses partisans se flattaient de livrer au pillage. Zayas pressait de tout son pouvoir la venue des troupes françaises, qui de Vitoria s'avançaient divisées en trois fortes colonnes par Valladolid, Aranda et Alcala ; sitôt qu'elles furent en vue, il s'empressa de signer à Buytrago une convention qui assurait aux habitants de Madrid la conservation de tous leurs biens. Cette capitulation fut signée le 19 mai 1823 ; le 20, Bessières se présenta devant la porte d'Alcala à la tête d'un corps de 1 200 à 1 500 hommes et pénétra résolûment dans la ville aux cris de *Vive la religion! Vive le roi absolu! Mort à la constitution!* Mais Zayas, sans s'intimider, avec le secours de la garnison et de la milice nationale, lui barra hardiment le passage, le força à la retraite et le maintint en dehors des murs de la capitale jusqu'à l'arrivée des premières troupes françaises, malgré ses menaces réitérées, malgré l'acharnement de tous les mauvais sujets qu'avait alléchés l'espérance d'un butin facile. A peine le général Foissac-Latour fut-il entré dans Madrid avec sa cavalerie, que le général Zayas lui en abandonna tous les postes et se retira du côté de l'Estramadure avec son petit détachement.

La multitude dans les grandes capitales est toujours avide de spectacles, de fêtes et d'émotions. Madrid comptait de plus dans son sein une foule de partisans du principe absolutiste; tout ce qui dépendait du palais et du clergé, tous ceux que l'administration libérale avait dû renvoyer de leurs

emplois, tous les parents des réfugiés devaient accueillir avec empressement le vainqueur du système constitutionnel. Aussi le duc d'Angoulême, reçu à bras ouverts, au milieu d'acclamations, de chants et de danses populaires, put-il se méprendre sur les sentiments généraux de la population ; car tandis que les absolutistes apparaissaient au grand jour, la classe moyenne, qui seule voulait et soutenait la liberté, cachait son humiliation au fond de ses foyers; il eut à mettre un termo aux excès d'une populace furieuse qui s'était empressée de renverser les pierres de la constitution et qui voulait piller les maisons de tous les constitutionnels les plus connus. Les manolas parcoururent pendant trois jours les rues de Madrid en chantant la *Pitita* ; elles pénétrèrent dans les églises et y substituèrent solennellement sur les autels le portrait de Ferdinand aux tableaux des saints. Dans l'espoir de sortir de cette situation anarchique, le duc s'empressa de donner une forme définitive au nouveau gouvernement qui devait prendre définitivement en main la marche des affaires. Dans une proclamation datée d'Alcobendas (23 mai 1823), il annonça son intention formelle de laisser aux Espagnols le soin de se gouverner eux-mêmes et invita les anciens conseils de Castille et des Indes à se réunir et choisir eux-mêmes les membres de la régence qui devaient tenir le timon de l'Etat jusqu'à ce que Ferdinand eût recouvré son entière liberté. Les conseils se réunirent immédiatement et portèrent leurs choix sur les ducs d'Infantado et de Montemar, le baron d'Eroles, l'évêque d'Osma et sur un des membres de la junte de Bayonne, don Antonio Gomez Calderon. Le secrétaire de cette junte, don Tadeo Calomarde, devait aussi conserver auprès de la nouvelle régence ses mêmes fonctions. Le duc d'Angoulême commit l'énorme faute de sanctionner ces fatales nominations dont il devait sitôt se repentir; puis, quand il vit la régence commencer

ses opérations sous la présidence du duc d'Infantado, quand il vit se former un nouveau ministère dans lequel le chanoine Victor Saez était chargé du portefeuille des affaires étrangères et don J. B. Erro de celui des finances, il crut pouvoir s'endormir dans une parfaite sécurité et n'avoir plus qu'à poursuivre ses opérations militaires jusqu'à arracher Ferdinand des mains des Cortès.

Le malheureux prince ne savait pas qu'en confiant le gouvernement de l'Espagne aux personnages désignés par les anciens conseils, il condamnait pour dix années ce malheureux pays au plus horrible système de persécutions et de fanatisme religieux ; qu'il rendait le drapeau de la France responsable de l'organisation du plus odieux gouvernement que l'esprit humain puisse rêver ; et qu'il ternissait à jamais le drapeau blanc qu'il avait voulu relever, en en faisant le symbole de l'ignorance, du fanatisme et du plus honteux arbitraire.

A peine les hommes de la régence de 1823 furent-ils entrés en possession de leurs fonctions, qu'ils commencèrent par sanctionner le principe de la junte d'Oyarzun : que rien de ce qui s'était fait depuis le 7 mars 1820 n'était valable. Ils rétablirent dans leurs emplois tous les fonctionnaires révoqués durant le régime constitutionnel ; ils décrétèrent sous le nom de *volontaires royalistes* l'organisation régulière en armée de toutes les bandes sur lesquelles ils comptaient s'appuyer ; ils donnèrent à l'ancien persécuteur de 1814, à Eguia, la capitainerie générale de la Nouvelle-Castille ; ils supprimèrent de la liste de l'armée les deux régiments qui, sous les ordres de Zayas, avaient repoussé Bessières en dehors des murs de Madrid le 20 mars ; ils décrétèrent tous les miliciens nationaux indignes d'exercer aucune fonction sous le gouvernement royal ; ils suspendirent la vente des biens nationaux ; ils rétablirent la dîme et tous les anciens

droits; ils plaçèrent sous la surveillance de la police tous ceux qui s'étaient rendus suspects pendant le système d'opinions peu conformes avec le respect dû à la religion et au roi; ils manifestèrent enfin une telle rage de fanatisme et d'absolutisme, que d'un bout à l'autre de la Péninsule chacun dut être pénétré que les baïonnettes d'Angoulême n'apportaient même pas à l'Espagne l'ombre d'une institution représentative.

Une fois le signal donné à Madrid par cette fatale régence, les bandes de factieux, se parant du nouveau titre de volontaires royalistes et délivrées déjà dans plusieurs provinces, par la retraite des troupes constitutionnelles, de toute opposition, se chargèrent d'exécuter la réaction qui était ordonnée. Partout où elles dominaient, elles organisèrent la chasse aux *nègres :* c'était le nom qu'on donnait aux patriotes. Pour eux il n'y eut plus ni honneurs, ni fonctions, ni biens, ni propriétés. Les blancs étaient tout puissants, et le régime des lois avait disparu pour faire place à l'arbitraire de la régence et au sabre des volontaires royalistes.

La guerre pourtant n'était pas encore finie : si le duc d'Angoulême et la régence étaient installés à Madrid, les Cortès siégeaient encore à Séville, et les armées espagnoles étaient encore intactes; aucune n'avait été détruite; et quoique la désertion se fût mise dans leurs rangs dans une forte proportion, un effort, un succès auraient encore pu modifier la marche des choses et donner un nouveau cours aux événements. Mais il aurait fallu des hommes vraiment capables de faire face à des circonstances aussi difficiles; il ne s'en trouva nulle part.

A Séville, les séances étaient employées en récriminations contre la France, en invectives contre la Sainte-Alliance, en reproches contre la maison Bernales, qui avait refusé de payer les 40 millions de l'emprunt qu'elle avait souscrit; en

accusations contre les comtes de l'Abisbal et Montijo. Pendant ce temps, les portefeuilles passaient de main en main ; et quand une administration ferme, énergique et très-concentrée eût été plus que jamais nécessaire, l'autorité était faible et vacillante. Le roi, qui avait conservé le droit de choisir son ministère, se servait de son privilége pour nommer de grands patriotes absents, et pendant ce temps les affaires étaient exclusivement gérées par des chefs de service, sans ordre, sans unité. Les anciens ministres, après avoir lu leurs rapports, s'étaient empressés d'abandonner leurs difficiles fonctions. San Miguel avait été se placer en Catalogne sous les ordres du capitaine général Mina. Lopez Baños s'était uni au corps de Castel dos Ruis. Le ministère nommé après le 19 février n'entra point en fonctions ; à peine quelques membres prirent-ils possession de leurs portefeuilles. Il n'y eut véritablement de gouvernement organisé que quand Calatrava fut nommé au ministère de l'intérieur : alors, avec l'appui de Pando, Yandola, Sanchez Salvador, il parvint à rendre un peu de vitalité au pouvoir des Cortès, qui cependant allait chaque jour s'amoindrissant à mesure que celui de la régence de Madrid prenait de la force et de la consistance.

Après son entrée triomphale dans la capitale d'Espagne, le duc d'Angoulême avait détaché deux colonnes pour les diriger sur Séville (1er juin) : l'une par Baylen et la Caroline, aux ordres du général Bordesoulle ; l'autre par Talavera et Merida, sous le commandement du général Bourmont. Ces deux colonnes, marchant avec rapidité, s'étaient bientôt rapprochées de la sierra Morena, et les Cortès n'avaient pas tardé à apprendre qu'elles n'étaient plus en sécurité dans la cité de Séville. Elles décidèrent alors de se transporter à Cadiz, qui offrait de bien plus grandes ressources pour une défense militaire, et dont la population était animée du

meilleur esprit. Mais comment obtenir encore une fois du roi ce nouveau déplacement? Ferdinand se refusait positivement à abandonner Séville, et voulait attendre tranquillement les troupes françaises. Sur la proposition de Galiano, les Cortès votèrent que le refus du roi de se retirer en lieu sûr à l'approche de l'ennemi était une preuve qu'il se trouvait dans l'état d'empêchement moral prévu par l'article 187 de la constitution ; qu'en conséquence il devait être nommé une régence provisoire investie de la plénitude du pouvoir exécutif, mais seulement pendant la période de temps que pouvait nécessiter la translation du gouvernement à Cadiz (voir note N).

Le général don Cayetano Valdès, les conseillers d'Etat Ciscar et Vigodet furent les trois personnages chargés d'exercer cette régence de trois jours; ils présidèrent au départ du roi pour Cadiz (12 juin), surent déjouer un complot tramé par l'Écossais Downie et abdiquèrent entre les mains des Cortès, le jour où cette assemblée se trouva de nouveau réunie dans l'église de San Felipe Neri, qui douze ans auparavant avait déjà réuni sous ses arceaux les auteurs de la constitution de 1812 (15 juin).

Abandonnée par les constitutionnels, Séville se déclara immédiatement pour la régence de Madrid; tous les députés étaient à peine embarqués sur les navires qui devaient les conduire à Cadiz, que la populace des faubourgs envahissait déjà les quais aux cris de *Vive la religion! Vive le roi absolu!* Se croyant sûre de l'impunité, elle se mit à piller toutes les archives qui n'étaient pas encore en sûreté sur les bâtiments, et bientôt pénétra dans toutes les maisons que la rapacité lui peignait comme habitées par des défenseurs du système. La ville fut à sa merci durant deux jours entiers, et les déprédations eussent été bien plus grandes, sans l'explosion d'un magasin à poudre établi dans le palais de l'inquisition,

qui coûta la vie à plus de cent personnes. Cet événement exerça sur les esprits une forte impression. La municipalité provisoire en profita pour rétablir son autorité, et craignant de voir se renouveler les tristes scènes auxquelles elle venait d'échapper, elle voulut livrer la ville aux deux généraux français dont on annonçait l'arrivée. Mais tandis qu'elle comptait recevoir dans ses murs le général Bourmont, elle vit arriver Lopez Baños, successeur de Castel dos Ruis, à la tête des troupes qui avaient été auparavant confiées au comte de l'Abisbal. Celui-ci demanda à entrer dans la place, et sur le refus des autorités y pénétra de vive force, imposa une forte contribution de guerre, enleva tout l'or et tout l'argent des églises, et songea ensuite à conduire ses troupes au secours de Cadiz. Il ne put y atteindre par la rive gauche du Guadalquivir, car le général Bordesoulle avait pris directement les devants depuis Cordoue et se trouvait déjà dans les environs de Puerto Santa Maria. Mais il se jeta sur la rive droite, s'enfonça jusqu'à Huelva, d'où il lui devint facile de s'embarquer pour Cadiz, tandis que le général Bourmont entrait triomphalement à Séville au milieu des acclamations d'une populace frénétique.

Bordesoulle et Bourmont dès la fin du mois de juin se trouvèrent déjà réunis à Puerto Santa Maria, et à la tête des 17 000 hommes qu'ils commandaient, ils commencèrent tout de suite l'investissement et le blocus de Cadiz, en attendant l'arrivée du duc d'Angoulême, qui voudrait sans doute diriger lui-même les travaux du siége.

Qu'était-il advenu pendant ce temps aux quatre autres corps d'armée espagnols?

Nous avons laissé Ballesteros rétrogradant dès l'origine devant l'avant-garde française. De Vitoria, il s'était replié d'abord sur Sarragosse; puis, apprenant que le corps d'armée du comte Molitor, remplacé devant Pampelune par les

troupes du prince de Hohenlohe, était mis à sa poursuite, il avait abandonné l'Aragon pour se concentrer dans le royaume de Valence. Le comte Molitor, sans coup férir, était entré dans Sarragosse; il s'était mis ensuite en communication avec les troupes du maréchal Moncey, puis repassant l'Ebre du côté de Mequinenza, il avait pénétré à son tour d'abord dans la province de Teruel, puis dans celle de Valence. Ses soldats étonnés s'attendaient toujours à trouver quelque part une résistance acharnée; mais tous leurs travaux se bornaient à une longue promenade militaire au milieu de pays pauvres et dépeuplés. Lorsqu'ils débouchèrent dans les belles plaines de Valence, dont la fertilité et la richesse les compensèrent un peu des tristes régions qu'ils venaient de parcourir, Ballesteros, qui avait eu le temps de sauver cette ville d'une attaque terrible dirigée contre elle par les bandes de Sempère et de Capapé (el Royo), quoiqu'il n'eût pu les déloger du château de Murviedro où elles s'étaient installées, parut un instant vouloir défendre le passage du Jucar près d'Alcira; mais démoralisé sans doute par la désertion qui faisait chaque jour des progrès plus rapides dans son armée, il s'était replié sur Alicante et Carthagène. Le comte Molitor laissa au gouvernement de Madrid le soin de rétablir l'autorité royale dans la riche cité de Valence, et s'acharna de préférence à poursuivre le corps d'armée qui fuyait toujours devant lui; il s'empara en passant de Murcie et de Lorca, et parvint enfin à rencontrer son ennemi sur les confins des deux provinces de Grenade et de Jaen, à Campillo de Arenas. Il y eut là un engagement quelque peu sérieux entre les deux corps d'armée : les Espagnols perdirent 4 à 500 morts et 300 prisonniers; nous eûmes à peine 14 morts et 40 blessés. Le lendemain de cette rencontre on apprenait que le général en chef de l'armée française avait ratifié une convention par laquelle

Ballesteros reconnaissait la régence de Madrid, devait livrer toutes les places gouvernées par ses officiers et qui étaient sous ses ordres, et devait garder avec ses troupes les cantonnements qui lui seraient désignés par le comte Molitor. Sous ces conditions, tous les officiers de son corps de troupes devaient conserver leurs grades, emplois et distinctions; aucun d'eux ne pouvait être inquiété pour les opinions émises antérieurement à la convention; la solde des troupes devait leur être régulièrement payée; enfin tous les volontaires de la milice nationale devaient retourner en parfaite sécurité à leurs foyers respectifs (4 août).

Des événements d'un caractère à peu près analogue s'étaient accomplis du côté de la Galice. Le duc d'Angoulême avait opposé à Morillo le comte Bourke, un des généraux de division du premier corps; et ce général, après avoir obtenu la soumission de Bilbao et de Santander, avait pris possession le 31 mai de la cité de Leon, le 9 juin d'Oviedo, capitale des Asturies. Il y eut dans cette province quelque tentative de résistance; le général Palarea essaya, mais sans succès, de disputer aux troupes françaises la route royale de Leon à Oviedo, tandis que les bandes constitutionnelles et royalistes luttaient ensemble sur les bords de l'Océan. Quant à Morillo lui-même, il ne crut pas devoir tenter le sort des armes en faveur de l'indépendance de sa patrie : quand il apprit la déchéance provisoire du roi proclamée à Séville, il annonça à Lugo dans un manifeste à son armée l'intention de ne plus reconnaître le gouvernement des Cortès, puis il demanda solennellement un armistice. Le comte Bourke lui répondit qu'aucune suspension d'hostilités ne serait possible tant qu'il n'aurait pas fait sa soumission à la régence de Madrid; mais il offrit, en cas de soumission, complète sécurité pour les personnes et les propriétés. Morillo, abandonné de la plus grande partie de ses troupes, mécon-

tent de l'attitude prise à la Corogne contre sa volonté par le général Quiroga, se décida à capituler et reconnut la régence de Madrid ; il fit plus, il accompagna l'armée française dans les dernières opérations qu'elle avait à exécuter pour pacifier complétement la Galice. La principale de ces opérations était le siége de la Corogne, où se trouvaient réunis un certain nombre des plus chauds partisans du système constitutionnel : le général Quiroga, l'Anglais Wilson, qui se présentait comme chargé d'une mission officielle du gouvernement britannique, les émigrés français qui avaient fait leur malheureuse tentative sur les bords de la Bidassoa, le gouverneur Mendez Vigo et un grand nombre de libéraux, tous compromis dans les événements des dernières années. La résistance fut longue et énergique ; commencé dans les premiers jours de juillet, le siége ne se termina que le 21 août, et fut marqué par de sanglants épisodes, qui attestent la fureur dont les partis étaient animés en Espagne. Il y avait dans le château de Saint-Antoine de la Corogne un grand nombre de prisonniers politiques appartenant tous à l'opinion absolutiste ; les chefs qui dominaient dans la ville, cédant à la soif de vengeance dont ils étaient animés sous l'impression des horreurs que commettait dans toute l'Espagne le parti apostolique, se laissèrent aller à user de représailles envers ces malheureux prisonniers : cinquante d'entre eux au milieu de la nuit furent arrachés de leur prison, traînés sur un navire et conduits en pleine mer ; là ils furent massacrés par des soldats impitoyables ; leurs cadavres furent précipités au fond de l'eau, et le lendemain le navire disparaissait en vue de la Corogne, déchargé de ses malheureuses victimes. Avant la capitulation, Quiroga, Wilson, les émigrés français avaient pu s'échapper ; les Espagnols qui restèrent passèrent sous les ordres directs du comte de Carthagène, et la ville de la Corogne fut occupée

par les troupes françaises. Pour achever la pacification complète des pays sur lesquels son action devait s'exercer, le comte Bourke n'eut plus qu'à poursuivre la faible colonne de Rosello et Palarea ; il l'atteignit à Gallegos del Campo, la fit prisonnière de guerre, et suivant les conditions de la capitulation qu'il avait signée, l'envoya tout entière en France, la soustrayant ainsi aux rigueurs qu'elle aurait eues à subir de la part de la régence de Madrid et du parti apostolique.

Le corps de Villacampa n'existait guère que sur le papier : il se composait à peine de quelques centaines de soldats ; le général néanmoins crut devoir adresser aux Cortès une représentation énergique pour les engager à céder au torrent et à ne pas poursuivre plus longtemps une lutte impossible ; ses conseils furent mal reçus, il fut dépouillé de son commandement et remplacé par le général Zayas. Ce dernier, séparé de Ballesteros, avait été obligé de se retirer à Malaga. Là il conservait quelques forces qui pouvaient encore servir à la défense de la cause libérale, en s'unissant aux garnisons d'Alicante et de Carthagène, placées sous les ordres de deux chefs énergiques, le colonel de Pablo (Chapalangarra) et le général Torrijos.

Il nous reste à parler du seul général espagnol qui dans cette malheureuse époque ait su jusqu'au dernier moment défendre avec héroïsme l'étendard qui lui était confié, c'est-à-dire du capitaine général de la Catalogne, du vaillant Espoz y Mina. Les troupes françaises placées sous la direction du maréchal Moncey rencontrèrent dans cette partie de l'Espagne une résistance sérieuse, qui ne leur fut opposée nulle part ailleurs. Mina et ses lieutenants, encore tout animés par le succès qu'ils venaient de remporter contre la régence d'Urgel, avaient à leur disposition environ 20 000 hommes d'excellentes troupes ; ils étaient soutenus

par une poignée de réfugiés français et italiens, dont Armand Carrel, qui partagea leurs fatigues, nous a raconté le courage et le dévouement; mais dans l'état de délabrement général où se trouvait le pays, ils ne pouvaient compter que sur les ressources spéciales de la seule ville de Barcelone, et en outre des 20000 Français du maréchal Moncey, ils avaient aussi à lutter et contre tous les soldats de l'armée de la Foi et contre les paysans décidés en faveur du parti apostolique. Tenir la campagne dans ces conditions ne parut point possible au capitaine général, et il résolut de se maintenir sur la défensive; il installa des garnisons dans toutes les places un peu importantes, abandonna celles qu'il ne pouvait défendre, et se proposa d'inquiéter constamment nos troupes et les bandes apostoliques en tombant inopinément sur elles à la tête de détachements de 2000 et 3000 hommes. Par ce genre de guerre, il ne put, il est vrai, empêcher Moncey de s'avancer dans le pays, mais il le força de marcher avec la plus grande lenteur et la plus soigneuse circonspection; et constamment harcelé, le maréchal, sans pouvoir obtenir de succès décisif, dut se contenter de venir mettre le blocus devant Barcelone. Fortement défendue par la citadelle et le fort de Montjuich, cette ville, qui comptait dans son sein une population ardente et quelques bataillons de réfugiés politiques français et italiens, était en état de retenir longtemps l'armée envahissante; elle ne pouvait être prise que par la famine, le jour où, bloquée hermétiquement du côté de la terre et de la mer, elle aurait toutes ses communications interceptées. Jusque-là Mina, confiant le soin de la défense au général Rotten, put continuer son système d'opérations actives à la tête de ses petits détachements; les corps français avaient beau s'acharner à sa poursuite, il était insaisissable: on le croayit à Manresa et à Lerida, il apparaissait

tout à coup à Olot et à Vich. Mais toutes ces courses étaient sans résultat sérieux. Vers le milieu du mois de juin, il forma le projet d'envahir le territoire français, et traversant les Pyrénées au prix des plus grandes fatigues, il apparut tout à coup dans la Cerdagne française. Vu la faiblesse de son détachement, cette expédition n'eut d'autre résultat que de jeter quelque alarme dans quelques-uns de nos villages; quant à lui, il expia cruellement son audace, car surpris au retour dans les montagnes par une affreuse bourrasque, il perdit une grande partie de ses compagnons, fut séparé d'un de ses lieutenants, Gurrea, qui fut fait prisonnier, et arriva lui-même à Urgel tellement délabré par les fatigues, que l'état de sa santé ne lui permit point pendant quelque temps de suivre les opérations de la guerre. Elles furent continuées pendant sa maladie par Evaristo San Miguel, devenu chef d'état-major après la mort de Zorraquin, qui avait succombé dans une tentative malheureuse pour reprendre la ville de Vich, tombée au pouvoir de nos troupes. Deux de ses autres lieutenants, Milans, Llovera, se distinguèrent aussi par les attaques qu'ils dirigèrent de préférence contre les chefs des bandes apostoliques, Misas, le Baron et Saarsfield. Mais vers la fin de juillet une première défection, celle du général Manso, un de ceux qui avaient auparavant montré le plus d'énergie dans la lutte contre la régence d'Urgel, vint rendre la défense extrêmement difficile; le découragement s'empara de tous les esprits, et l'armée elle-même commença à désirer la fin d'une lutte dont les nouvelles venues de l'intérieur faisaient connaître la parfaite stérilité. Cependant, par la force de son caractère, par l'énergie de sa volonté, le capitaine général de la Catalogne, renfermé dans Barcelone où le blocus rendait chaque jour ses relations plus difficiles avec ceux de ses lieutenants qui luttaient au dehors, maintint la position pendant tout le mois d'août et

tout le mois de septembre, sans se laisser influencer par les fatales nouvelles qui lui arrivaient de Madrid, de Séville, de Grenade et de la Corogne. Il ne songea pas un instant à suivre l'exemple de Ballesteros et de Morillo, et ne voulut pas entendre parler de capitulation, tant que les Cortès réunies dans Cadiz n'auraient pas désespéré du salut de la patrie.

Ce n'était pas, en effet, à Barcelone, mais à Cadiz, devenu le siége du gouvernement, que le sort de l'Espagne devait se décider. Nous avons laissé les Cortès enfermées dans cette ville; elles y étaient déjà assiégées dès le commencement de juillet par les deux corps des généraux Bourmont et Bordesoulle; et malgré leurs efforts pour conserver des communications avec Gibraltar et le comté de Niebla, où s'agitaient quelques débris de la colonne de Lopez Baños, elles avaient vu peu à peu le blocus se resserrer du côté de la terre et du côté de la mer. Les généraux français attendaient évidemment l'arrivée du duc d'Angoulême pour donner une grande vigueur à leurs opérations; comme la prise de cette ville devait être le grand succès de la guerre, les ministres français voulaient en faire rejaillir toute la gloire sur le prince. Le duc d'Angoulême, laissant la régence pacifiquement installée à Madrid, partit le 28 juillet pour l'Andalousie, et à la tête d'un faible renfort de 3 000 hommes, il traversa sans difficulté la sierra Morena, s'arrêta un instant à Andujar (7 août), où il rendit un célèbre décret sur lequel nous aurons bientôt à revenir, et n'arriva à Puerto Santa Maria, en vue de Cadiz, que le 16 août, vingt jours après son départ de Madrid.

Le prince, dès son arrivée, envoya une lettre à Ferdinand pour lui manifester que les vœux du gouvernement français, en lui rendant la liberté, étaient de lui voir accorder une amnistie générale et procéder à une convocation de Cortès

suivant l'ancienne forme de la monarchie espagnole. Le gouvernement fit répondre par le roi qu'ayant accepté la médiation de l'Angleterre, c'était avec l'ambassadeur anglais, alors établi à Gibraltar, que les négociations devaient se suivre ; du reste, ni le duc ni sir William A'Court n'avaient la moindre intention d'entrer en pourparlers pacifiques ; la lettre était une sommation et non un prétexte de négociations. C'était la force des armes qui devait trancher la question, et avec les faibles ressources des Cortès, avec l'apathie générale de la nation, et sous l'impulsion de l'avantage qu'avaient recouvré les partis monarchiques, l'issue définitive ne pouvait plus se faire attendre longtemps.

Cependant, au dernier moment, l'initiateur de la révolution de 1820, Rafael de Riego, parvint à réchauffer l'enthousiasme des patriotes en leur soumettant un plan dont il attendait les plus heureuses conséquences. Il proposait de se rendre par mer de Cadiz à Malaga, de prendre le commandement des troupes de Zayas, de leur unir les garnisons des villes restées fidèles, de se rapprocher de l'armée de Ballesteros, de l'entraîner à la défense du drapeau national ; puis, le résultat obtenu, de s'incorporer les détachements qui tenaient encore en Estramadure et de venir avec tous ces éléments attaquer l'armée assiégeante sur ses derrières. On s'était laissé séduire par la grandeur de ce plan sans en avoir discuté la possibilité, et Riego était parti immédiatement pour le mettre à exécution. Il franchit avec bonheur les lignes de navires français qui maintenaient le blocus du côté de la mer, et arriva sans difficulté d'abord à Gibraltar, puis à Malaga. Là il enleva le commandement au général Zayas, s'empressa de réunir toute l'argenterie des églises, prépara un grand convoi qu'il expédia aussitôt à Cadiz, et apprenant l'arrivée prochaine d'une colonne française, quitta Malaga à la tête d'un petit corps de 2 000 hommes pour se diriger à

travers les Alpujarras vers le quartier général de Ballesteros, qu'il atteignit à Priego (10 septembre). Ballesteros avait été prévenu de son arrivée et connaissait ses intentions; il entendait avant tout rester fidèle à la capitulation qu'il avait signée, et ne voulait en aucune manière se laisser compromettre vis-à-vis des armées françaises et la régence de Madrid par l'enthousiasme chevaleresque de son compatriote. Les premiers soldats constitutionnels que son avant-garde aperçut furent donc reçus à coups de fusil; mais lorsque Riego, au lieu de commander le feu à sa troupe, lui eut ordonné de poser les armes et de s'élancer au-devant de ceux qui la repoussaient en criant : « Nous sommes frères; vive l'union! vive la nation! vive la constitution! » la lutte s'arrêta instantanément. Les soldats espagnols s'embrassèrent, et les deux généraux Ballesteros et Riego durent affecter, pour un moment au moins, une cordiale entente.

Ils entrèrent en conférence, et chacun, mû par un sentiment opposé et comprenant d'une manière différente les devoirs à remplir envers la commune patrie, chercha à ramener son interlocuteur à sa ligne de conduite. Ballesteros déclara qu'il entendait rester fidèle à la capitulation qu'il avait signée. Riego voulut l'entraîner à un dernier effort pour sauver l'indépendance nationale. L'accord ne put s'établir; changeant alors d'attitude et profitant d'une circonstance qui mettait en son pouvoir Ballesteros et la plus grande partie de ses officiers supérieurs, Riego leur déclara qu'ils étaient ses prisonniers et voulut prendre le commandement en chef des troupes. Mais celles-ci se refusèrent à suivre ses ordres; elles délivrèrent leur général, et obligèrent le malheureux Riego à poursuivre tout seul avec son faible corps l'expédition aventureuse qu'il avait entreprise; plusieurs officiers mêmes et deux escadrons profitèrent

de la circonstance pour abandonner son drapeau et jouir du bénéfice de la capitulation en s'unissant à Ballesteros.

Le comte Molitor avait eu soin d'établir autour de l'armée espagnole dont le chef avait capitulé un cordon de postes et de détachements, afin qu'elle ne pût sortir des cantonnements qui lui avaient été assignés. A peine Riego se fut-il éloigné de quelques lieues, qu'il se trouva en face d'un corps de troupes français dirigé par le général Bonnemain; il essaya de lui échapper, mais fut atteint à Jaen (13 septembre) et perdit 500 hommes dans cette première déroute. Un second échec à Mancha Real réduisit sa troupe à 1 200 hommes; 700 d'entre eux surpris à Jodar par un corps de cavalerie française, furent faits prisonniers; les autres l'abandonnèrent, et il se vit réduit à chercher un asile dans les montagnes de la sierra Morena, où bientôt il fut arrêté par les autorités royalistes. Conduit à la Caroline, il devait, en supportant à la fois les douleurs de la captivité, les outrages d'une population cruelle et les rigueurs d'un supplice immérité, causer une joie profonde aux ennemis de la liberté, et pénétrer d'une douleur amère ceux de ses défenseurs qui avaient basé sur lui des espérances excessives.

Tandis que Riego renouvelait avec une issue si différente l'expédition hardie qu'il avait déjà tentée en 1820, le siége de Cadiz avait été poussé du côté des Français avec la plus grande vigueur depuis l'arrivée du duc d'Angoulême. Leurs efforts s'étaient portés d'abord sur le Trocadero, fort situé à l'extrémité d'une petite presqu'île qui s'avance dans la rade de Cadiz, du côté opposé à celui sur lequel la ville est située, et d'où l'on domine toute la partie intérieure de la rade. Sans déterminer précisément la reddition de Cadiz, la perte de ce fort devait être un coup très-sensible pour les assiégés ; aussi avaient-ils accumulé là une grande partie de leurs moyens de défense. Un canal de 70 mètres de long,

dans lequel pénétraient les eaux de la mer, convertissait la forteresse en un îlot fortifié; les bastions étaient armés de cinquante canons, et une bonne garnison de 1 700 hommes d'élite, sous les ordres du colonel Grases, défendait les remparts. Tous ces moyens furent insuffisants contre le courage de nos soldats et l'intelligente direction de leurs chefs. Après une journée de canonnade, l'assaut fut ordonné, nos troupes franchirent tous les obstacles qui leur étaient opposés, entrèrent dans les bastions à la baïonnette et forcèrent la garnison à se déclarer prisonnière de guerre (31 août). Ce premier succès fut bientôt suivi de la capitulation du château de Santi Petri, situé en face du Trocadero, de l'autre côté de la rade, et dont la possession donnait accès dans l'île de Léon (20 septembre): il se rendit après un court bombardement de quatre heures effectué par notre escadre. Dès ce moment la ville se considéra comme perdue, et le gouvernement chercha à entamer des négociations directes avec le duc d'Angoulême; tous ceux qui de près ou de loin avaient participé aux événements de ces quatre dernières années n'eurent plus d'autre pensée que d'assurer au moins la conservation de leur vie. Les Cortès avaient été en vain réunies de nouveau en session extraordinaire le 6 septembre; elles n'avaient pu dans leur impuissance s'arrêter à aucune mesure sérieuse et s'étaient séparées en abandonnant le soin de diriger les événements à Calatrava comme ministre de l'intérieur, et à don Cayetano Valdès comme chef politique de Cadiz. Pour comble d'embarras, ce dernier eut à réprimer, au sein de l'armée même, une rébellion tentée par le bataillon de Saint-Martial en faveur du roi absolu, tandis que la population commençait à souffrir cruellement des bombes et des grenades qui étaient dirigées contre elle. Les Cortès furent convoquées pour la dernière fois le 28 septembre en séance secrète, et après avoir décidé

que toute résistance était désormais impossible, elles envoyèrent au roi une députation pour lui faire savoir qu'il pouvait sortir librement de Cadiz et se diriger au quartier général français.

Dès le lendemain 29, Ferdinand comptait donc se rendre auprès de son cousin le duc d'Angoulême et reprendre en traversant la rade de Cadiz l'autorité absolue dont il souffrait si impatiemment de se voir privé; mais une nouvelle émeute l'obligea encore à une nouvelle perfidie. La population de Cadiz refusait de le laisser partir sans qu'il donnât au moins quelques garanties de sécurité à tous ceux qui s'étaient compromis pour la cause constitutionnelle. Appuyée par les volontaires nationaux, elle s'opposait à ce départ tant souhaité, malgré les menaces du duc d'Angoulême de mettre la ville à feu et à sang si elle persistait plus longtemps dans ses prétentions. Ferdinand se montra aussitôt disposé à donner toutes les garanties souhaitées, et améliorant lui-même un projet qui lui était présenté par Calatrava, il signa le décret du 30 septembre, par lequel il s'engageait à accorder une amnistie, à reconnaître toutes les dettes contractées par la nation pendant le régime constitutionnel, à conserver à tous les militaires leurs grades et emplois, et enfin à protéger contre toute violence les miliciens nationaux qui de Cadiz voudraient regagner leurs foyers. Son intention, à peine arrivé à Puerto Santa Maria, était de renier tous les actes exécutés depuis le 7 mars 1820. Que lui importait donc un décret de plus ou de moins?

Enfin, le 1er octobre 1823, après avoir accepté la démission des ministres constitutionnels, Ferdinand s'embarqua à Cadiz sur une chaloupe richement pavoisée que commandait le même Valdès qui avait dirigé toute la défense de la ville, et traversant la rade, fut conduit à Puerto Santa Maria, où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie

et d'allégresse par le duc d'Angoulême et tout son état-major.

De ce jour solennel date une nouvelle période historique; car à peine Ferdinand se trouva-t-il entouré des troupes françaises, que, jetant le masque, il commença aussitôt à pratiquer dans toute sa franchise le système d'absolutisme inauguré par la régence de Madrid, sans vouloir entendre même parler des idées d'amnistie et de convocation de Cortès que le prince français dans toutes ses communications avait cherché à lui suggérer. L'édit du 30 septembre était encore affiché sur les murs de Cadiz, que de l'autre côté de la rade on se passait de main en main un nouveau décret, dit *du Puerto Santa Maria*, inaugurant la nouvelle ère qui allait affliger l'Espagne durant dix mortelles années.

La période constitutionnelle était finie; l'absolutisme et l'ignorance avaient repris possession de la malheureuse Péninsule. L'affreuse réaction de 1814 allait recommencer; mais cette fois du moins les libéraux étaient prévenus et devaient se mettre sur leurs gardes; il ne leur était point permis de douter qu'ils n'eussent affaire à un tyran cruel et perfide, et tous ceux qui l'avaient offensé devaient redouter sa rancune et son ressentiment. Un simple épisode fera juger de la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait le monarque espagnol au moment de débarquer au Puerto; Valdès et Alava l'avaient accompagné avec respect et déférence dans la chaloupe qui avait fait la traversée de la rade. Pendant tout le trajet Ferdinand s'entretint avec eux avec un laisser-aller plein d'abandon, leur assurant que jamais il ne lui serait donné de rencontrer de meilleurs conseillers, plus dignes de son estime et de sa confiance; mais quand vint le moment de débarquer, inquiet de savoir s'ils le suivaient ou non à terre, il ne put s'empêcher de tourner la tête du côté de la chaloupe, et ces deux hommes d'État eurent le temps de

saisir à la dérobée un regard si haineux et si terrible, qu'ils comprirent immédiatement que leur arrêt de mort était prononcé dans le cœur du monarque ; aussi, loin de s'approcher davantage, s'empressèrent-ils de donner des ordres pour que la chaloupe s'éloignât à force de rames. Le roi fut très-long à se consoler, quand il vit lui échapper une proie qu'il croyait s'être assurée par ses mielleuses flatteries. C'est sous cette impression qu'il marcha à la rencontre du duc d'Angoulême.

Quant à l'intervention française, bien qu'il restât en Espagne quelques places encore insoumises, le succès, au point de vue militaire, en était complétement assuré par la soumission de Cadiz. La reddition de Pampelune avait déjà eu lieu le 17 septembre, après cinq mois de blocus et sept jours de brèche ouverte; elle fut suivie de celles de Saint-Sébastien, Tarifa et Ciudad Rodrigo. Badajoz résista jusqu'au 28 octobre; à Carthagène, le général Torrijos tint jusqu'au 5 novembre : il stipula à cette date avec les généraux français une capitulation assez avantageuse, dont profitèrent également les garnisons d'Alicante et de Peniscola. Mina dut également céder. Après avoir vainement tenté de débloquer Figuières que le gouverneur Santos San Miguel avait été obligé de livrer après une belle résistance; après avoir dégarni Barcelone des compagnies de volontaires et de réfugiés qui auraient cherché à s'opposer à une soumission devenue nécessaire; après avoir appris la perte de Lerida, la captivité d'Evaristo San Miguel, fait prisonnier aux environs de cette dernière ville, la reddition de la Seo d'Urgel, vaillamment défendue par Tristan Mendez Vigo, il comprit que toute effusion de sang n'avait désormais aucune utilité, et signa un traité des plus honorables, par lequel, en livrant les places de Barcelone, Hostalrich et Tarragone, il assurait à tous ses officiers la conservation de leurs grades et emplois

et aux particuliers les garanties les plus complètes pour leur sécurité personnelle et la conservation de tous leurs biens. Le navire sur lequel il s'embarqua le 7 novembre pour gagner l'Angleterre emmenait le plus noble défenseur de la cause des Cortès et de la constitution de 1812.

LIVRE III

AFFRANCHISSEMENT DÉFINITIF DU CONTINENT AMÉRICAIN

(1820-1829).

CHAPITRE I

BOLIVAR ET YTURBIDE

(1820-1823).

Influence exercée sur les colonies de l'Amérique espagnole par la révolution de 1820. — Les craintes qu'avait fait concevoir l'expédition préparée en Andalousie à la fin de 1819 sont complétement dissipées. — L'Amérique tout entière se décide pour l'indépendance. — *Buenos-Ayres* rassurée laisse de côté tous ses plans de monarchie.— Après une courte période d'anarchie, elle s'organise fortement sur la base républicaine. — Administration de Rivadavia. — Le *Chili* consolide son indépendance et se sent assez fort pour consacrer d'importantes ressources à la délivrance du Pérou.—Lord Cochrane. — Gouvernement de O'Higgins. — Résistance de quelques troupes espagnoles dans l'Araucanie et les îles Chiloé.— Succès définitif des patriotes dans la *Nouvelle-Grenade* et le *Venezuela.* — Armistice de Trujillo signé par Morillo et Bolivar. — Départ de Morillo pour la Péninsule. — Maracaïbo se livre aux indépendants. — L'armistice est dénoncé. — Bataille de Carabobo. — Organisation de la république dite *de Colombie*; sa force et son extension. — Constitution. — Congrès de Cucuta. — Panama, le Popayan, Pasto, le Quito, Guayaquil sont successivement incorporés à la Colombie. — Derniers efforts de Moralès pour relever la cause de l'Espagne; il capitule à Maracaïbo. — Puerto Cabello résiste jusqu'en novembre 1823. — Le *Pérou* reste dans l'Amérique du Sud le dernier centre de la domination espagnole.—Expédition de Saint-Martin et de lord Cochrane.— La Serna remplace Pezuela dans la vice-royauté de Lima. — Ten-

tatives de négociations. — Saint-Martin entre à Lima et l'indépendance y est proclamée. — Protectorat de Saint-Martin ; son administration ; ses démêlés avec lord Cochrane, et ses relations avec Bolivar. — L'armée espagnole se concentre au delà des Andes. — Belles campagnes des généraux Canterac et Valdès contre les armées péruvienne, chilienne, colombienne et buenos-ayrienne coalisées. — Le Pérou, se sentant incapable de s'organiser par lui-même, mécontent de Saint-Martin, se jette dans les bras de Bolivar. — Au *Mexique*, le vice-roi Apodaca, suivant les ordres secrets de Ferdinand VII, tarde longtemps à proclamer la constitution de 1812. — Yturbide est nommé général en chef. — Plan d'Yguala. — Arrivée de O'Donoju. — Traité de Cordoba. — Yturbide empereur sous le nom d'*Augustin Ier*. — Ses luttes avec le congrès. — Proclamation de la république des Etats unis du Mexique.

Politique suivie à l'égard de l'Amérique par les Cortès de 1820 et de 1822. — Refus d'établir la liberté du commerce. — Prétention de poursuivre les hostilités ; impuissance absolue. — Ambassade de Revenga et Echevarria en vertu de la convention de Trujillo. — Comité nommé le 3 mai 1821 sur la proposition du comte de Toreno. — Requête présentée le 24 juin par quarante-cinq députés américains. — Exclusion des suppléants représentant les districts où on ne voulait pas faire les élections. — Le congrès se décide à envoyer des commissaires en Amérique (24 janvier 1822). — Rejet du traité de Cordoba (13 février). — Convention signée à Buenos-Ayres le 4 juillet 1823. — Proposition présentée aux Cortès de 1822 par la commission d'outre-mer ; elle est repoussée.

Tandis que la Péninsule épuisait toutes ses ressources intérieures dans les tristes scènes que nous venons de raconter, le vieil édifice colonial construit en Amérique achevait de s'écrouler. Abandonnées à elles-mêmes en face de nombreuses populations dont l'esprit leur était chaque jour plus hostile, les quelques troupes chargées de défendre de l'autre côté de l'Atlantique l'étendard de Castille ne pouvaient, malgré leur vaillance désespérée, longtemps soutenir la cause d'une métropole qui abdiquait réellement, sans vouloir confesser son impuissance.

Le mouvement d'émancipation commencé à Buenos-Ayres en 1808 avait déjà pris en 1820 de telles proportions, que pour qui connaissait bien les ressources réelles de

l'Espagne, l'issue ne pouvait plus se faire attendre longtemps. Peu confiantes d'abord dans le triomphe des colonies, les puissances étrangères particulièrement intéressées à leur indépendance, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, s'étaient peu à peu convaincues de l'impuissance radicale où se trouvait l'Espagne de les soumettre; et bien qu'elles ne leur eussent pas ouvertement accordé leur appui officiel, elles laissaient sur leur territoire émettre des emprunts et recruter des armées; et ce concours dissimulé, mais efficace, avait permis à l'Etat de Buenos-Ayres et au Chili de se transformer en deux nationalités déjà capables de se faire respecter. La question pour elles était résolue; la Nouvelle-Grenade et le Venezuela avaient dans leur lutte contre Morillo remporté tant de succès et s'étaient relevés de tant de désastres, que l'on s'attendait aussi à voir bientôt triompher leurs efforts; la couronne d'Espagne ne pouvait plus garder d'espérances qu'au sujet des deux anciens empires du Mexique et du Pérou.

Une politique autrement habile que celle de Ferdinand et de ses ineptes conseillers aurait songé depuis longtemps à faire, sur cet immense territoire des Amériques, la part du feu et à choisir les provinces les plus riches, les plus sûres, celles où l'opinion était le plus favorable à l'ancienne domination espagnole, pour concentrer sur elles toute l'énergie de la répression. Mais l'orgueil et la cupidité ne savent jamais raisonner : on avait voulu tout conserver, et l'on s'exposa ainsi à tout perdre.

Si l'armée organisée en 1819 aux environs de Cadiz avait pu mettre à la voile et avait été dirigée spécialement vers l'océan Pacifique pour être mise à la disposition du vice-roi de Lima, peut-être l'Espagne aurait-elle pu conserver dans l'Amérique du Sud tous les vastes territoires du Haut et du Bas-Pérou; mais nous venons de voir que cette

armée, qui aurait pu en Espagne, dirigée par des chefs plus intelligents et plus clairvoyants dans leur patriotisme, fonder au moins dans la Péninsule le régime de la liberté, ne sut pas même, quand vint le moment fatal, résister à une armée étrangère qui venait imposer le despotisme. Elle ne remplit ainsi ni la mission nationale qui lui avait été primitivement donnée, ni le rôle patriotique qu'elle s'était imposé à elle-même. Les officiers et soldats qui la composaient, en refusant d'aller partager de l'autre côté de l'Océan le sort de leurs compagnons d'armes, décidèrent réellement le triomphe définitif des colonies américaines.

La seule annonce du départ prochain de cette grande expédition avait en 1819, comme en 1815 lors du départ de Morillo, causé une certaine alarme dans toute l'Amérique. Le cabinet de Madrid dissimulait avec soin le but de ses préparatifs, et comme toutes les colonies se croyaient également menacées, elles redoutaient toutes de voir fondre sur elles l'orage. Cette communauté de périls contribua beaucoup à resserrer les liens qui s'étaient déjà formés entre elles, et elles songèrent plus que jamais à se fortifier en se prêtant un mutuel appui. Le rétablissement de Ferdinand VII après 1814, le retour aux idées monarchiques et l'appui d'un clergé fanatique, l'alliance des souverains d'Europe qu'on savait coalisés contre toutes les tendances révolutionnaires avaient beaucoup modifié en 1819 le caractère libéral et même républicain des premières révoltes américaines ; l'ancienne tradition de l'omnipotence des monarques castillans avait repris de l'empire sur ces populations généralement ignorantes et fanatisées ; ce préjugé, appuyé par une escadre imposante et une armée nombreuse et bien équipée, aurait doublé les forces de l'expédition projetée. Aussi les hommes intelligents qui, à Buenos-Ayres, Santiago, Caracas, Santa Fé, Quito et Mexico, dirigeaient la lutte contre le gouvernement espa-

gnol avaient-ils vu avec une inquiétude, même disproportionnée aux éléments de résistance dont ils disposaient, le grand effort du cabinet de Madrid pour relever en Amérique les armes de Castille. Ce qu'ils avaient le plus à redouter, c'était moins la force matérielle dirigée contre l'Amérique, que l'influence morale qu'elle allait donner dans toutes les colonies aux défenseurs du parti péninsulaire.

Aussi plus grandes avaient été les alarmes, plus décisive fut l'émotion produite par la nouvelle du mouvement de l'île de Leon et de la proclamation de la constitution de 1812. Quand les Américains apprirent que l'armée dirigée contre eux avait refusé de s'embarquer, qu'elle voulait pour son propre pays un régime constitutionnel et libéral, et que, désirant la liberté pour l'Espagne, elle ne voulait pas être dans les colonies l'instrument d'une domination tyrannique, il y eut chez eux comme une révélation de la conduite qu'ils avaient à tenir : les hommes déjà résolus à poursuivre la cause de leur indépendance s'affermirent dans leur résolution; ceux qui étaient encore indécis abandonnèrent toute hésitation; les défenseurs de la métropole se sentirent vaincus et commencèrent eux-mêmes à perdre de leur assurance. Tous ceux qui, pour la conservation de leurs biens, craignaient avant tout le désordre et l'anarchie, commencèrent à se préoccuper des moyens d'assurer la sécurité des personnes et des biens en dehors de la tutelle de l'Espagne. Le prestige que la couronne de Castille avait eu tant de peine à recouvrer dans les six dernières années s'évanouit tout d'un coup; on songea tout à la fois en Amérique à assurer l'indépendance et à constituer la liberté.

Ce mouvement fut général dans toutes les colonies; aucune n'y échappa, et en les passant successivement en revue, nous n'aurons qu'à mettre en relief les différences capitales résultant pour chacune d'elles des efforts qu'elle avait déjà

tentés, des forces spéciales qu'elle possédait dans son sein, et du degré de lumières et d'énergie de la population.

Buenos-Ayres.

Il y aurait eu de la part du cabinet de Madrid, en l'absence de tout point d'appui, une véritable folie à diriger son expédition sur les bords du rio de la Plata; l'opinion publique cependant, pendant toute l'année 1819, resta, dans les provinces voisines de ce fleuve, sous le coup d'une grande émotion, croyant que le pays aurait à renouveler la lutte qu'il avait déjà soutenue pour son indépendance. La riche aristocratie de Buenos-Ayres avait trop vivement senti déjà les avantages d'une nationalité séparée, pour consentir à retomber sous le joug de l'Espagne; aussi était-elle prête à sacrifier, même la forme républicaine, pourvu qu'elle arrivât à faire reconnaître son indépendance nationale par les grands cabinets de l'Europe. Le directeur de l'Etat de Buenos-Ayres, Puyredon, doué d'un esprit sagace et d'un coup d'œil clairvoyant, chercha à s'appuyer sur la France afin de détourner l'orage dont il se croyait menacé du côté de l'Espagne; on a la preuve que ses agents se mirent d'accord avec les ministres français pour constituer sur les bords de la Plata une monarchie soit au profit de Louis-Philippe d'Orléans, soit en faveur de Charles-Louis de Lucques, fils d'une sœur de Ferdinand VII; connaissant la répulsion que les formes républicaines inspiraient aux souverains de la Sainte-Alliance, il espérait, par la perspective de la fondation de nouvelles monarchies en Amérique, les amener à refuser tout appui à Ferdinand pour rétablir son autorité absolue; déjà avant lui le dictateur Alvear avait fait des démarches à Rio Janeiro pour que le Brésil employât toute son influence afin de réunir la Banda, Montevideo et Buenos-Ayres sous le sceptre de

l'infant don Miguel. Loin de s'opposer aux manœuvres de Puyredon, le congrès de Buenos-Ayres, tant qu'on fut sous la menace de l'expédition préparée à Cadiz, écouta avec une certaine faveur toutes les indications qui lui furent faites sur les négociations entamées à Paris et à Lucques; mais aussitôt qu'on eut connaissance du mouvement de l'île de Leon, la scène changea tout à coup. On demanda compte à Puyredon et au congrès de leurs tendances monarchiques; le premier dut abandonner le pouvoir, le second fut obligé de se dissoudre; les deux partis, unitaire et fédéraliste, qui en présence du danger avaient oublié leurs vieilles querelles, entrèrent de nouveau en lutte, et pendant six mois l'État tout entier fut en proie à une déplorable anarchie.

A la grande satisfaction des amis de la métropole, qui arguaient de cet état de choses pour démontrer la nécessité du gouvernement espagnol, la ville de Buenos-Ayres, menacée à la fois par les Portugais et les Orientaux, paraissait sous le coup d'un grand péril; son union avec les provinces était complétement brisée; aucun des chefs qui avaient été appelés au pouvoir n'avait su se faire respecter; les anciens amis de Puyredon, Rondeau et Balcarce, avaient inutilement cédé la place aux défenseurs du fédéralisme; les passions étaient arrivées à un tel degré d'exaltation, que le lien social semblait brisé.

Mais il ne faut jamais désespérer de la liberté; sa main bienfaisante sait toujours réparer tous les maux qu'elle cause. L'élection ayant appelé à prendre les rênes du pouvoir un militaire du nom de Martin Rodriguez (28 septembre 1820), ce dernier eut l'heureuse idée d'appeler auprès de lui, pour l'aider à gouverner, un homme éminent, don Bernardin Rivadavia, qui déjà avait servi son pays dans des missions diplomatiques à l'étranger, et qui, ayant beaucoup voyagé, se trouvait en état, grâce à ses lumières et à son jugement,

d'appliquer avec profit à Buenos-Ayres les meilleures institutions du continent européen. Aussitôt un commun accord s'établit entre le chef et les gouvernés : l'un se met à l'œuvre pour formuler avec le concours d'un Corps législatif toutes les lois, décrets, règlements que réclamait le pays ; les autres obéissent avec empressement à l'impulsion qui leur est donnée ; et en peu de temps l'Etat de Buenos-Ayres, parfaitement organisé sous la forme républicaine, offrit aux autres colonies un excellent modèle à suivre.

Les nouveaux progrès qui s'accomplirent à Buenos-Ayres de 1820 à 1823 ont avec juste raison frappé l'attention de tous les hommes éclairés. Rivadavia n'eut pas la prétention de constituer une république sur un type spécial et abstrait ; il borna son ambition à choisir les institutions qui convenaient le mieux au pays qu'il était appelé à administrer, et il y réussit en effet. Craignant avant tout de voir se renouveler les anciens débats des unitaires et des fédéralistes, il reconnut l'autonomie des provinces, et ne prétendit nullement étendre la juridiction du Corps législatif de Buenos-Ayres au delà des frontières mêmes de l'Etat. Il ratifia par un traité les droits des provinces d'Entre Rios, de Santa Fé et de Cordoba, sans exiger d'elles autre chose que la sanction des avantages spéciaux résultant de la situation géographique de la ville de Buenos-Ayres. Mais tandis qu'il relâchait le lien qui rattachait auparavant à cette cité les vastes et incultes contrées en avant desquelles elle est située, une administration puissante et éclairée développait avec énergie sur son territoire ainsi réduit toutes les ressources et toutes les forces vitales.

Depuis douze ans, l'Etat avait vécu sans posséder une notion exacte des obligations pesant sur lui et de ses ressources disponibles ; une excellente comptabilité, un budget bien classé mirent en parfaite lumière la situation écono-

mique. A l'intérieur, cette sécurité et cette franchise développèrent la confiance générale à un tel point, qu'une banque publique put être organisée, et que des capitalistes anglais offrirent de se charger d'un emprunt de 25 millions de francs en 6 pour 100 à 70 francs; les droits d'importation s'accrurent dans une telle proportion, qu'on put, sans nuire aux avances du Trésor, les réduire à 15 et même 10 pour 100, de manière à décourager la contrebande; on diminua les jours fériés pour accroître le travail; on abolit les couvents, dont le nombre avait déjà été réduit en 1810; de nouvelles écoles publiques, de nouveaux établissements de bienfaisance furent créés. Bientôt la fortune publique s'accrut au point de donner chaque année un excédant de revenus considérable; sur un budget de recettes de 3 196 000 duros, les dépenses ne figuraient que pour 2 698 000; la population de Buenos-Ayres, qui n'était en 1808 que de 40 000 âmes, en comptait 80 000 en 1822; enfin le nombre de bâtiments entrant annuellement dans son port monta immédiatement de deux cents à trois cents.

Avec ce système, l'Etat de Buenos-Ayres, ne disposant que de ses seules ressources et ne pouvant plus comme autrefois diriger à son gré les contingents de toutes les provinces, était moins puissamment organisé pour la guerre; mais sa prospérité naturelle devint un argument plus puissant que la force des armes en faveur de l'émancipation. Toutes les colonies encore soumises au joug, sans tenir compte des conditions spéciales de Buenos-Ayres, du mérite, des qualités et de l'éducation des Porteños, se persuadèrent que leur détachement de la métropole devait avoir pour elles le même résultat; bien des gens que le désir de l'indépendance et l'amour de la liberté laissaient froids et insensibles, s'animèrent à la lutte quand ils furent excités par la soif du bien-être et de la richesse.

Pendant tout le temps que dura en Espagne le régime constitutionnel, le gouvernement de Buenos-Ayres se montra disposé à entrer en négociations avec le cabinet de Madrid; ses demandes se bornaient toujours à la reconnaissance de son indépendance; sur tous les autres points, il était disposé à accorder les conditions les plus avantageuses à son ancienne métropole; quand il eut connaissance de l'intervention française en 1823, il offrit de s'entendre avec les autres colonies déjà indépendantes pour réunir un emprunt de 100 millions de francs qui serait remis aux Cortès de Cadiz, sous la seule condition que l'indépendance de l'Amérique serait reconnue. L'aveuglement des Espagnols empêcha toujours ces négociations d'aboutir. Considérés comme des ennemis, les Buenos-Ayriens se crurent obligés de favoriser de tout leur pouvoir les patriotes du Pérou et de la Colombie, afin d'assurer leur propre existence et de se préserver d'attaques directes contre leurs propres territoires; ils entretenaient avec soin sur les confins du Haut-Pérou une petite armée qui, tenant en échec d'une manière permanente les troupes du vice-roi de Lima, contribua puissamment à ébranler son autorité. Nous aurons occasion de revenir sur les quelques luttes qu'eut à supporter cette armée, sur la convention signée à Buenos-Ayres le 4 juillet 1823, ainsi que sur des négociations qui, à la suite de cette convention, furent suivies en 1823 par le général las Heras au nom de Buenos-Ayres, et par le brigadier Espartero, au nom du vice-roi de Lima. Il s'en fallut de peu qu'un succès complet ne couronnât les efforts des Buenos-Ayriens; mais au moment de conclure, on apprit le triomphe de l'intervention française en Espagne, et il ne fut plus possible de s'arrêter à aucune détermination avant de connaître le nouveau point de vue politique sous lequel Ferdinand, rentré en possession du pouvoir absolu, comptait envisager les affaires d'Amérique.

Chili.

La bonne direction que l'Etat de Buenos-Ayres trouva enfin, après une longue période d'anarchie, grâce au talent de Rivadavia, le Chili eut le bonheur de la posséder dès le lendemain de la victoire de Maypu. Acceptée avec reconnaissance par le pays entier, l'autorité du dictateur O'Higgins put s'exercer sans aucun obstacle pendant les premières années qui suivirent ce triomphe décisif. Les hautes qualités et le talent de ce grand homme étaient universellement appréciés; on le savait complétement dévoué à la cause de l'indépendance, et animé du zèle le plus ardent pour affranchir l'Amérique du joug espagnol; il avait pu, en se servant des troupes du gouvernement de Mendoza, rendre au Chili sa liberté, sans la lui faire acheter trop cher et sans le subordonner aux autorités de Buenos-Ayres, qui cherchaient naturellement à acquérir une certaine suprématie pour prix du service rendu; il ne cessait de poursuivre les opérations militaires contre les Espagnols relégués dans les provinces méridionales; il avait su tirer du néant une flotte importante, et en la mettant sous les ordres de lord Cochrane, il avait donné un prestige extrordinaire au pavillon chilien; il préparait, d'accord avec son ami Saint-Martin, une expédition destinée au Pérou et dont on se promettait les plus heureux résultats. Aussi, bien qu'ils eussent à se plaindre des formes autocratiques avec lesquelles il exerçait le pouvoir, les Chiliens se soumirent dès l'abord de plein gré à toutes ses décisions, satisfaits du but élevé auquel il tendait et de ses efforts constants pour l'atteindre.

Un éclatant succès marqua pour eux le commencement de l'année 1820. Après un brillant fait d'armes où

il déploya toute la vigueur de son caractère et toute la sérénité de sa haute intelligence, lord Cochrane, aidé par le bouillant courage des marins étrangers qu'il avait réunis autour de lui, et entre autres du major Miller, s'empara du port de Valdivia, position importante que les Espagnols conservaient au sud du Chili. En perdant cette place, les lieutenants de Ferdinand VII non-seulement furent privés d'un moyen de communication avec le Pérou et les îles de Chiloé, d'où ils attendaient leurs renforts, mais comme leur quartier général était établi à Arauco, ils se trouvèrent pris entre deux feux et obligés de songer nécessairement à leur propre défense sans pouvoir s'aventurer dans des expéditions de quelque importance.

Enhardi par ce succès, lord Cochrane songea quelque temps après à le compléter en s'emparant des îles de Chiloé, que leur situation géographique permet de considérer comme la clef de l'océan Pacifique; mais ses ressources étaient encore insuffisantes pour une semblable tentative. Bien défendue par le gouverneur Quintanilla, la ville de San Carlos lui opposa une vigoureuse résistance, et après un débarquement inutile il se vit dans la nécessité de reprendre le chemin de Valparaiso; comme pour le consoler de cet échec, une heureuse circonstance fit tomber entre ses mains un brigantin de la marine espagnole, le *Potrillo*, de 16 canons, avec un subside de 20 000 duros et un important matériel de guerre que le vice-roi du Pérou envoyait aux deux chefs des armées royales d'Arauco et de Chiloé.

Si O'Higgins n'avait obéi qu'à des sentiments d'étroit égoïsme et de mesquine politique, il eût consacré toutes les ressources de l'Etat à la soumission immédiate de ces deux territoires où flottait encore le pavillon espagnol; mais de plus vastes idées le préoccupaient, et il crut avec raison que, pour la nouvelle république qu'il gouvernait, l'ennemi réel à

combattre était le vice-roi du Pérou lui-même. Aussi, dès qu'il eut connaissance du pronunciamiento de l'île de Leon, il acquiesça à l'idée qui lui avait été suggérée par Saint-Martin, de tenter au Pérou la même expédition qui avait si bien réussi au Chili, et il n'hésita pas à engager toutes les ressources de l'État pour mettre la flotte chilienne en état de disputer aux Espagnols la domination de l'océan Pacifique; il put organiser une armée de 4500 hommes destinée, sous le commandement du général Saint-Martin, à affranchir le Pérou. En analysant l'histoire de cette dernière province pendant les trois années du gouvernement libéral en Espagne, nous aurons à raconter les détails de cette expédition, dont les résultats, sans être immédiats et décisifs, ne laissèrent pas de contribuer grandement au triomphe de la cause de l'émancipation américaine; ici il nous suffira de dire que O'Higgins, en coopérant de tout son pouvoir et de toute son influence aux plans de Saint-Martin, agit en patriote intelligent et en politique clairvoyant; il complétait l'étroite solidarité que les circonstances imposaient aux colonies américaines, et assura mieux la tranquillité et l'indépendance du Chili qu'il n'aurait pu le faire en se maintenant dans un isolement égoïste et infructueux.

Toutefois l'état complet d'abandon dans lequel restait le pays, après le départ des troupes disponibles, faillit un instant lui devenir fatal (août 1820). Quand il eut appris que Saint-Martin avait mis à la voile pour les côtes du Pérou, le gouverneur d'Arauco, Benavides, crut le moment arrivé de reprendre l'offensive; il s'avança en effet jusqu'aux environs de la Concepcion et s'empara de cette ville, qui, comme nous l'avons vu, était déjà à cette époque la seconde cité du Chili; un général envoyé contre lui fut enveloppé dans l'île de Tarpellanca et se vit obligé de signer une capitulation qui fut indignement violée. Le général Freire, un des émules

du dictateur, put enfin arrêter devant Talcahuana les progrès de Benavides; il l'obligea à s'éloigner de la Concepcion, à abandonner toutes les provinces qu'il avait envahies, et à se concentrer dans la ville d'Arauco; bientôt même ce dernier asile lui fut enlevé, et les royalistes, privés de tout appui, sans communication avec la métropole et les autres colonies, au lieu de soutenir une véritable guerre, se virent contraints à entreprendre une série de courses aventureuses dont le résultat fut d'exciter contre eux l'animadversion des tribus indiennes. Parmi celles-ci, un certain nombre s'étaient jusqu'alors montrées fidèles à la cause de la métropole; mais en présence des exactions de tout genre dont elles devinrent les premières victimes de la part d'une bande de soldats complétement abandonnés par le gouvernement au nom duquel ils prétendaient combattre, elles changèrent bientôt de conduite et elles joignirent leurs efforts pour rétablir enfin la paix et la tranquillité dans les provinces méridionales situées à l'est de la Concepcion, d'Arauco et de Valdivia. O'Higgins, de son côté, s'occupait de suborner les principaux chefs espagnols et de les rattacher à la cause de la nationalité chilienne, tandis qu'il poursuivait avec acharnement ceux qui refusaient de cesser la lutte et se montrait impitoyable envers ceux qui tombaient en son pouvoir les armes à la main. Deux chefs royalistes, Bocardo et Carrera s'étant ralliés, plus de quatre mille familles consentirent enfin à rompre tous les liens qui les rattachaient à la métropole. Benavides ayant été fait prisonnier fut condamné au dernier supplice, et expia sur l'échafaud les terreurs qu'il avait un moment causées; son origine américaine excitait la haine de ses compatriotes, et la fureur déchaînée contre lui était telle, qu'après son exécution une ignoble distribution de ses membres fut faite entre les diverses cités qui avaient été témoins de ses exploits, la Concepcion, Arauco, Tarpellanca, etc. (fin de 1821).

Quelques hommes énergiques tentèrent encore, en 1822, en s'appuyant sur l'élément indien, de maintenir au Chili l'étendard de Ferdinand VII, mais ce ne furent que des efforts isolés, sans aucune portée, et dont l'unique résultat fut de faire ressortir d'une manière assez brillante le courage et la force de caractère de certaines individualités qui se soumirent pendant de longs mois au genre de vie des Indiens, pour maintenir au milieu d'eux dans toute sa force la haine violente que le gouvernement espagnol cherchait à leur inspirer contre les créoles devenus indépendants. Le curé Farrabu, le colonel Pico, un autre officier nommé Seniosain renouvelèrent les aventures des premiers conquérants espagnols en parcourant avec quelques soldats les plaines de l'Araucanie, pour y exciter un ardent fanatisme et allumer l'esprit de discorde au milieu de leurs belliqueuses peuplades. Ni l'exécution du curé Farrabu, qui mourut en véritable martyr de sa foi politique, ni la mort de Pico, tué sur le champ de bataille dans une des nombreuses rencontres qui ne cessaient d'avoir lieu au pied des Andes entre les troupes chiliennes et les Indiens groupés sous l'étendard royaliste, ne purent mettre un terme à la lutte ; à la fin de 1823, le lieutenant-colonel Seniosain essayait encore, à la tête d'une centaine d'hommes et avec le concours des Peguenches, tribus établies à l'est de la cordillère des Andes, de susciter des embarras à la nouvelle république.

Les derniers représentants de la cause espagnole au sud du Chili auraient pu causer de plus graves embarras à leurs adversaires, s'ils avaient pu se mettre en communication avec l'île de Chiloé, où flottait encore le drapeau de Castille ; mais l'escadre chilienne la tenait bloquée avec le plus grand soin, et pendant les six mois de l'année, printemps et automne, où la navigation est possible dans ces parages, deux navires de guerre postés aux deux extrémités empêchaient toute es-

pèce de bâtiment d'y aborder. O'Higgins avait compté par ce moyen réduire à une capitulation forcée les derniers Espagnols qui s'étaient concentrés dans cette île, mais il n'avait pu vaincre leur obstination énergique : plutôt que de se rendre, le colonel Quintanilla, réduit à la dernière extrémité, livré à lui-même par le vice-roi du Pérou, qui en deux années n'avait pu qu'avec la plus grande peine lui faire parvenir un subside de 12 000 duros pour toute sa garnison, avait cherché à subvenir à ses besoins en armant en course une goëlette chilienne qu'une honteuse cupidité et une lâche trahison avaient fait tomber entre ses mains. Tous ses efforts tendaient exclusivement à assurer sa subsistance par des actes de piraterie; mais ce qui eût été possible au dix-septième siècle était déjà hors de saison à notre époque. Les escadres française, anglaise et américaine des Etats-Unis s'unirent pour donner la chasse au corsaire Maineri, qui s'abritait sous la patente du colonel Quintanilla. Le commandant de la frégate française *la Diligente* parvint à le faire prisonnier, s'empara de son navire et purgea les mers du Pacifique du redoutable fléau qui les infestait.

Ainsi, pendant les trois années du système libéral dans la Péninsule, tous les efforts tentés pour anéantir l'indépendance du Chili n'avaient servi qu'à la fortifier et à l'assurer; l'Espagne était désormais impuissante contre cette ancienne colonie devenue une nation respectable; et si elle crut pouvoir compter un instant sur les fatales conséquences d'une anarchie que pourraient produire l'esprit autocratique de O'Higgins, les exigences de lord Cochrane et l'ambition de Saint-Martin, la sagesse avec laquelle les divers congrès réunis à Santiago surent manœuvrer au milieu de ces difficultés vint démontrer que la république du Chili renfermait en son sein des éléments suffisants pour constituer un Etat sain, robuste et durable. O'Higgins, malgré son talent,

malgré lès services qu'il avait rendus, malgré le prestige qu'il exerçait, vit s'élever contre lui une opposition formidable le jour où la nation se sentit assez affermie pour n'avoir plus à se soumettre à l'autorité d'un seul; mais au lieu de se maintenir en soulevant la guerre civile, il fit acte de bon citoyen en cédant à l'orage et en abandonnant volontairement le pouvoir (janvier 1823). Un peu moins d'obstination de sa part, un peu plus de dévouement à la cause commune de la part de ses adversaires, moins d'animosité dans les partis, et le Chili aurait donné au monde un de ces exemples trop rares, que pourtant la civilisation doit rendre chaque jour plus fréquents, celui de dictateurs qui, après avoir dirigé longtemps les destinées de leur pays, savent et peuvent reprendre avec une noble grandeur d'âme le rôle de simples citoyens. Du moins, quand le général Freire traduisit O'Higgins devant un tribunal pour rendre compte de son administration antérieure, la reconnaissance générale imposa aux magistrats un acquittement forcé. C'est volontairement que cet homme d'Etat distingué abandonna un pays où le prestige attaché à son nom aurait pu devenir la source de nouvelles discordes.

Quant à lord Cochrane et à Saint-Martin, les deux auxiliaires de O'Higgins, tous deux furent aussi entraînés dans la chute de leur protecteur. Le premier n'avait jamais aspiré à jouer un rôle politique direct dans le grand drame de l'émancipation des colonies américaines. Fier des succès qu'il avait obtenus comme marin ; justement enorgueilli d'avoir conquis au Chili toute une escadre en enlevant aux Espagnols 5 frégates, 2 brigantins, 3 goëlettes ; enrichi par les prises nombreuses qu'il avait effectuées sur les côtes du Pérou et de la Colombie; satisfait en qualité d'Anglais d'avoir assuré à sa nation le libre commerce avec tout le continent de l'Amérique du Sud, lord Cochrane ne demandait qu'à jouir

de sa gloire et de ses richesses. Dès qu'il eut compris, par la disposition des esprits, que l'influence de O'Higgins avait cessé de dominer, il réclama le payement des sommes considérables qui lui étaient dues pour l'entretien de sa flotte, les reçut effectivement du gouvernement chilien, qui tint à faire respecter son crédit en remplissant fidèlement tous ses engagements, et accepta l'offre que lui fit l'empereur du Brésil de prendre le commandement de la marine de ce vaste empire.

Saint-Martin avait rêvé un plus grand avenir : doué d'une imagination très-active, d'une persévérance à toute épreuve, aussi hardi dans ses plans que circonspect dans leur exécution, il avait songé à créer à son profit une monarchie. Sa conduite dans la campagne du Pérou avait laissé deviner à tous que, loin d'être dirigé par des pensées généreuses et par un patriotisme sincère, il obéissait simplement à des vues d'élévation personnelle. Aussi, à son retour de Lima au Chili, tout l'enthousiasme qu'il avait autrefois excité avait-il disparu ; ses services furent complétement oubliés, et c'est à peine si l'opinion publique songea à s'occuper de lui quand il abandonna le pays pour retourner dans l'Etat de Buenos-Ayres, à cette cité de Mendoza où il avait organisé l'expédition à laquelle le Chili dut son indépendance et sa liberté.

Colombie.

Nous avons laissé à la fin de 1819 tout le Venezuela et la Nouvelle-Grenade sous l'impression de la victoire de Boyaca, dont nous avons fait connaître les principaux résultats, savoir : l'expulsion des Espagnols de Santa Fé de Bogota, le soulèvement des provinces, la retraite du colonel Calzada dans le Popayan, le départ du vice-roi Samaño pour Carthagène, et surtout la réunion, votée par les congrès néo-

grenadin et venezolain, de tous les pays qui s'étendent depuis Guiria jusqu'à Guayaquil, en un seul Etat sous le titre de *république une et indivisible de Colombie.*

Par son fameux passage des Andes, par l'immense succès qu'il venait d'obtenir d'une manière si inattendue, le prestige de Bolivar avait pris dans toutes ces contrées un ascendant extraordinaire ; tandis que celui de Morillo s'était diminué de tout ce qu'avait gagné son brillant et fortuné rival.

Il ne fallait rien moins que l'arrivée de la grande expédition préparée à Cadiz pour rendre une certaine prépondérance aux armes de l'Espagne ; aussi peut-on calculer avec quelle anxiété on attendait dans ces parages, au commencement de 1820, les nouvelles de la Péninsule. Qu'on juge alors de l'impression que durent causer l'insurrection de l'île de Leon, le refus de l'armée de s'embarquer et la proclamation de la constitution de 1812 ! L'œuvre douteuse de Bolivar, arrachée avec peine au consentement de ses concitoyens, prit tout à coup des proportions de durée et de fondement qui brisèrent les espérances des péninsulaires et enlevèrent à Morillo toute foi dans un triomphe possible.

La lutte dès ce moment ne fut plus douteuse, et nous n'avons plus à raconter que la longue série d'échecs à la suite desquels les Espagnols furent expulsés de cette partie du continent américain.

A peine Bolivar se vit-il maître de la majeure partie du territoire de la Nouvelle-Grenade, qu'il songea à s'établir fortement sur la côte afin de tendre la main à son chef d'escadre Brion, qui avait déjà rendu tant de services avec sa flottille dans les parages de la Guyane. Maîtres de Carthagène et de Santa Marta, appuyés dans cette dernière cité par le dévouement des habitants à la cause royale, les Espagnols occupaient encore une très-forte position, car ils pouvaient

empêcher toute communication maritime entre la Nouvelle-Grenade et le Venezuela, et rendre par ce moyen très-difficiles les opérations de guerre; il fallait à tout prix les déloger de ces deux villes; ce fut l'opération principale à laquelle se dévoua le chef des indépendants. On chercha à susciter un mouvement à Carthagène; des corsaires postés entre cette dernière ville et Santa Marta arrêtèrent tout mouvement commercial; enfin un corps de troupes débarqué par l'amiral Brion à Sabanilla se dirigea sur les deux places de Santa Marta et de Carthagène et tenta de s'en emparer.

Morillo pendant ce temps était maintenu en échec sur le territoire du Venezuela par les troupes de Paez et de Bermudez, et de nombreuses insurrections suscitées dans cette contrée sur tous les points un peu importants l'empêchaient de se dégarnir pour porter un secours efficace dans la Nouvelle-Grenade; assailli de tous les côtés, obligé de proclamer la constitution, forcé par les ordres reçus de Madrid d'ouvrir des négociations pacifiques avec les indépendants, convaincu qu'il n'avait plus de ressources à espérer de la Péninsule pour suivre son système de répression à outrance, il s'abandonna au découragement le plus profond et ne songea plus qu'à quitter le commandement afin de conserver au moins intacte la renommée qu'il s'était acquise.

Ce n'était pas une semblable attitude que réclamait l'intérêt de l'Espagne; il fallait poursuivre avec acharnement les opérations militaires, tout en entamant les ouvertures de paix avec les indépendants : car si un armistice venait à se conclure, il était de la plus haute importance de conserver à l'époque de la signature les points du pays qui seraient alors occupés. Bolivar et ses auxiliaires, Paez, Bermudez, Zaraza, Cedeño, se gardèrent bien d'agir de la même manière; ils poussèrent les hostilités avec la plus grande vigueur, afin

d'avoir en leur possession les villes qui leur tenaient le plus à cœur, et de pouvoir exploiter tout armistice à leur profit.

L'actif Bermudez s'était interné dans la province de Carupano, un autre chef opérait dans celles de Barcelona et de Cumana, et tous deux menaçaient la capitale Caracas; pendant ce temps, Paez se rendait maître de presque tout le Barinas. Bolivar s'emparait de Merida et de Trujillo. Santa Marta cédait (10 novembre) aux attaques dirigées contre elle; le siége de Carthagène était commencé; Guayaquil se déclarait indépendante, et la ville de Popayan, enlevée au colonel Calzada, assurait dorénavant la frontière de la Nouvelle-Grenade contre toutes les tentatives du président de Quito.

Une fois ces résultats obtenus, il n'y avait aucun inconvénient pour les indépendants à accepter un armistice, car, maîtres des provinces les plus riches et des points les plus importants, ils pouvaient profiter du répit qui leur serait accordé pour réunir de nouvelles ressources, fortifier les lieux déjà occupés et recommencer la lutte avec de nouveaux avantages.

C'est pourquoi Bolivar, cédant aux ouvertures qui lui avaient été faites par Morillo suivant les ordres reçus de la junte formée à Madrid après les événements du 9 mars 1820, signa enfin avec lui à Trujillo, le 19 novembre de la même année, un armistice de six mois. Il était convenu que les deux armées belligérantes resteraient dans les mêmes positions occupées par elles le jour même de la signature, que les limites de leurs campements respectifs seraient déterminées pour éviter toute difficulté, que des commissaires seraient nommés de part et d'autre pour négocier la paix, que l'armistice devrait être dénoncé quarante jours avant la reprise des hostilités, que tout préparatif militaire contre l'un quelconque des contractants serait considéré comme

un acte d'hostilité, et enfin que les navires de guerre partis d'Espagne en destination de la Costa Firme devraient se borner à relever l'escadre stationnant dans ces parages, sans débarquer aucune troupe.

Les deux chefs signataires de l'armistice, voulant donner une preuve de leurs sentiments philanthropiques après s'être livré une guerre d'extermination pendant plusieurs années, ajoutèrent à ces conventions un traité pour régler suivant les lois des peuples civilisés les règles futures de la guerre, au cas où elle viendrait à éclater de nouveau ; puis, dans une entrevue restée célèbre, ils scellèrent par une accolade faussement fraternelle, la feinte réconciliation dont ils avaient posé les préliminaires (voir note A).

Pour Morillo, la signature de l'armistice était un moyen de se dégager de la triste position dans laquelle il se trouvait engagé ; il ne l'eut pas plutôt signé, qu'il se dirigea sur la côte, et malgré les sollicitations les plus vives de tous les partisans de la Péninsule, s'embarqua pour Cadiz (17 décembre), laissant le commandement en chef au général don Miguel de Latorre. Peut-être croyait-il que la révolution de 1820 l'appelait à jouer un grand rôle politique dans sa patrie, et que la réputation qu'il avait acquise sur le continent américain le destinait à une haute mission au milieu de ses concitoyens. Quoi qu'il en soit, son attitude, son découragement, son départ précipité abattirent les espérances des partisans les plus dévoués de la cause espagnole, et contribuèrent sans nul doute à en précipiter la chute.

Don Miguel de Latorre, bon officier, soldat plein de vaillance et d'énergie, ne possédait pas au même degré que son prédécesseur les talents du général; bien plus que Morillo il était au-dessous de la situation ; ses lieutenants et ses soldats en furent bientôt pénétrés, et les rivalités, les scissions qui avaient déjà régné dans l'armée espagnole avant l'arrivée

de Morillo reparurent bientôt de tous côtés. On ne sut tirer aucun parti de la trêve; sous l'impulsion des commissaires venus d'Espagne avec l'escadre chargée de ravitailler les divisions de la Costa Firme, une grande importance fut donnée aux négociations pacifiques qui avaient été commencées par Morillo lui-même; la guerre fut négligée, et cependant la question devait exclusivement se décider par les armes.

En effet, dans le gouvernement espagnol, une influence, celle du roi, était directement hostile à tout accord amical, et ceux mêmes des députés qui montraient les meilleures dispositions envers les colonies, loin d'obéir à une inspiration généreuse à leur égard, n'étaient dominés que par le sentiment profond de leur impuissance à les soumettre. Bolivar et ses amis, de leur côté, connaissaient fort bien cet état de choses, et chaque jour plus persuadés que la guerre devait tourner à leur profit, ils n'étaient nullement disposés à sacrifier par la voie diplomatique des avantages qu'ils pouvaient attendre exclusivement de succès militaires. La trêve leur servit à se procurer des ressources, à nouer des intrigues dans les cités où ils ne dominaient pas encore, à réorganiser leurs armées; et quand ils se crurent suffisamment en mesure, l'armistice fut dénoncé, le 10 mars 1821, pour que les hostilités pussent reprendre le 28 avril.

Un événement très-favorable pour eux s'était accompli dans le courant du mois de janvier de cette même année; la ville de Maracaïbo, jusqu'alors plutôt favorable à la cause espagnole et placée entre les deux districts de Santa Marta et de Coro, tous les deux dévoués à cette même cause, avait ouvert ses portes à un lieutenant de Bolivar, et malgré la trêve s'était rangée sous son drapeau; cet événement rendait bien plus difficile pour le général Latorre la défense de Carthagène, et faisait supposer que cette place

forte serait obligée, comme Santa Marta, de s'adjoindre à la Colombie.

Dès que les hostilités furent reprises, l'effort de la guerre se porta de trois côtés à la fois; Bermudez attaqua avec ardeur la ville de Caracas; Bolivar et Paez faisaient face au général Latorre lui-même; et le blocus de Carthagène, qui n'avait pas été interrompu durant la trêve, fut resserré avec une nouvelle vivacité.

Du côté de Caracas, les succès et les revers se compensèrent pour les Espagnols avec une égalité presque parfaite : ils perdirent un instant cette cité importante, mais ils la reprirent bientôt après sous le commandement du général Moralès, que Latorre appela tout à coup auprès de lui pour faire face à deux adversaires plus redoutables. Paez et Bolivar s'étaient, en effet, réunis, et à la tête d'un corps de troupes de 6 000 hommes, ils manifestaient l'intention de livrer une bataille décisive. Latorre se décida à l'accepter, et dans les plaines de Carabobo la fortune fut appelée à se prononcer sur le sort définitif du Venezuela. Le nombre des combattants était à peu près égal de part et d'autre; mais tandis que les indépendants étaient animés des plus vives espérances, un grand découragement, un abattement profond dominaient dans les troupes espagnoles, que divisaient en outre de tristes rivalités.

Le général Latorre avait rangé son armée en bataille dans la plaine en plaçant la cavalerie sur les deux flancs de l'infanterie; il dominait avec son artillerie une hauteur boisée d'où il pensait arrêter les patriotes au moment où ils chercheraient à déboucher. Mais ces dispositions furent rendues complétement inutiles par une ruse de Paez, qui, sur l'indication d'un guide indien, en suivant un sentier peu battu, parvint à pénétrer avec quelques cavaliers au milieu de l'aile droite espagnole.

Ce simple mouvement déconcerta toute l'armée de Latorre : dès qu'à la suite des cavaliers de Paez elle vit apparaître le bataillon anglais de Mackentosk, toute la cavalerie se débanda, et jetant le désordre parmi les fantassins donna le signal d'une complète dispersion ; des bataillons entiers se rendirent, d'autres s'éparpillèrent dans les forêts ; à peine quelques centaines d'hommes guidés par le général en chef purent-ils faire une retraite honorable, et ils ne se crurent en sûreté qu'à Puerto Cabello, abandonnant ainsi tout le pays au vainqueur.

Comme les batailles de Maypu et de Boyaca pour le Chili et la Nouvelle-Grenade, celle de Carabobo (24 juin) marque l'époque réelle de la fin de la domination espagnole dans le Venezuela. Les conséquences en furent immédiates : il fallut que les troupes du général Latorre abandonnassent Caracas et vinssent toutes se concentrer sur les bords de la mer, afin de trouver un refuge assuré sur les vaisseaux de la marine espagnole. Plusieurs détachements, ceux de la Guayra, de Cumana, furent réduits à capituler et obtinrent d'être transportés à Puerto Rico. Latorre borna tous ses efforts à se maintenir dans la province de Coro, à organiser dans Puerto Cabello un lieu de retraite pour tous les partisans de la cause péninsulaire, et à mettre cette ville en état de soutenir un siége qu'il prévoyait devoir être prochain.

Le sort de Carthagène, après la bataille de Carabobo, n'était plus douteux : les hostilités avaient recommencé sous ses murailles le lendemain même du 28 avril. Après trois mois de siége, les défenseurs de la place n'attendaient plus de secours que de la marine espagnole ; mais bientôt cette espérance même fut détruite : le chef d'escadre Padilla, successeur de Brion, parvint à faire pénétrer ses navires dans l'intérieur du port et s'empara de toutes les chaloupes canonnières qui avaient été préparées pour la défense, et un des

châteaux qui défendaient la ville fut livré aux assiégeants par la garnison; dès lors, la capitulation devint nécessaire, et le 22 septembre 1821 les patriotes reprirent possession de cette place, dont la conquête avait valu au général Morillo le titre de comte de Carthagène.

A mesure que la fortune couronnait les belles entreprises de Bolivar, l'ardeur et l'ambition de ce chef hardi prenaient de plus grandes proportions; le Venezuela et la Nouvelle-Grenade ne suffisaient déjà plus à son ardeur inquiète. Nous l'avons vu dès le lendemain de Boyaca proclamer la constitution de la république de Colombie, et lui donner pour extension depuis Guiria jusqu'à Guayaquil; après Carabobo, il travaille à mettre à exécution ce projet, et son activité se porte principalement vers les régions situées au sud de Santa Fé; il songe surtout à briser le centre administratif que les Espagnols avaient établi à Quito.

Deux bases d'opérations s'offraient à lui pour cette importante entreprise : d'une part, au sud, la cité de Guayaquil, après avoir proclamé son indépendance, avait réclamé son appui; de l'autre, au nord, Popayan demandait à être soutenu contre les royalistes du Pasto et les troupes de la présidence. Dès les premiers jours de 1821, un de ses auxiliaires les plus efficaces, le général Sucre, dont le nom aura souvent à revenir sous notre plume, s'était déjà rendu à Guayaquil avec une troupe colombienne, et là il avait commencé non-seulement à inquiéter sur ses derrières le président de Quito, mais encore à intervenir dans les questions du Pérou et à peser sur ses destinées. Mais la première campagne, commencée avec succès par le général Sucre, s'était terminée pour lui par un désastre, lorsque, déjà assez près de Quito, il se flattait d'envahir cette capitale et d'y arborer son drapeau. Du côté de Popayan, la lutte s'était bornée à quelques escarmouches, tant que les Colombiens n'avaient eu à leur tête

que des lieutenants de second ordre ; mais elle prit immédiatement un caractère plus sérieux, lorsque Bolivar, désormais tranquille depuis la victoire de Carabobo sur le sort du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, vint se mettre lui-même à la tête des troupes et entreprit de diriger en personne les hostilités contre la présidence (janvier 1822).

Un faible renfort était arrivé dans l'intervalle aux Espagnols. Le général Cruz Mourgeon, choisi par le gouvernement constitutionnel de Madrid pour exercer la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, aux lieu et place du général Samaño, avait pu avec les plus grandes difficultés se rendre à Panama ; là, grâce au généreux concours de quelques négociants, il avait pu armer une petite expédition, et le 23 novembre 1821 il avait débarqué à Atacames à la tête d'un corps de 800 hommes, après avoir heureusement échappé à l'escadre de lord Cochrane. Le général Aymerich, alors président du Quito, qui disposait à peine de 3 000 soldats pour défendre un territoire qui compte environ 220 lieues du nord au sud et 120 de l'est à l'ouest, avait accueilli avec empressement ce renfort inespéré, et en même temps il avait remis toutes les rênes de l'administration entre les mains du nouveau venu. Cruz Mourgeon arrivait en un moment critique, car en outre des attaques qu'il avait à redouter de Sucre et de Bolivar, les troupes du nouveau gouvernement péruvien, commandées par Santa Cruz, le menaçaient également du côté de Cuença. Il apprenait en outre que les commandants des deux frégates de guerre la *Prueba* et la *Venganza* avaient livré leurs bâtiments et la corvette *l'Alexandre* entre les mains du gouvernement péruvien, et que l'isthme de Panama, jusqu'alors fidèle à la cause royaliste, avait immédiatement après son départ arboré le drapeau de l'indépendance et s'était incorporé dans la Colombie. Malgré toutes ces contrariétés, il ne perdit point cou-

rage, et après avoir ordonné la centralisation de toutes ses troupes aux environs de la capitale, il se disposait à en prendre lui-même le commandement direct, quand une mort prématurée vint l'atteindre au milieu de ses travaux et remit de nouveau l'autorité entre les mains d'Aymerich (28 avril 1822). Celui-ci n'eut pas longtemps à attendre l'arrivée des ennemis; vers le commencement du mois de mai, le général Sucre se trouvait une seconde fois avec son corps d'armée aux environs de Quito.

Pendant quelques jours, les deux corps espagnol et colombien restèrent en présence et manœuvrèrent l'un en face de l'autre; tous ces mouvements stratégiques ne furent utiles qu'au général Sucre, qui, sur la crête du Pichincha, parvint à prendre une position inexpugnable. Un corps de troupes fut envoyé pour l'en déloger, mais il fut repoussé avec une perte considérable, et avec cet échec la démoralisation pénétra dans les troupes d'Aymerich. Elles ne songèrent plus qu'à la fuite; une partie alla chercher un refuge auprès des habitants du Pasto, une autre se dirigea vers le territoire des missions indiennes, pour de là gagner les domaines du Brésil; une très-petite quantité osa reprendre le chemin de la capitale pour y attendre les vainqueurs.

Sucre, victorieux presque sans combat, n'eut qu'à se présenter devant Quito; les portes de cette cité lui furent immédiatement ouvertes; il signa une capitulation avec le président lui-même, et entra en possession de toutes les ressources que l'administration espagnole y tenait réunies. Du jour de son entrée, 25 mai, la ville de Quito se déclara solennellement indépendante. Pendant ce temps, Bolivar parvenait enfin à détacher les habitants du Pasto de la cause espagnole, signait avec eux une convention par suite de laquelle leur cité entrait dans la confédération colombienne,

et, libre enfin de cette grave difficulté, venait rejoindre l'armée du général Sucre. Les habitants du Quito et du Guayaquil n'avaient rien à refuser à leur libérateur; ils auraient désiré former entre eux un État isolé; mais devant l'enthousiasme des troupes colombiennes, les principaux personnages du pays firent taire leurs sentiments les plus intimes et consentirent à leur incorporation à la Colombie, telle que l'avait voulue Bolivar. L'annexion de Quito, *la première née de l'indépendance,* fut solennellement proclamée le 22 mai 1822; celle de Guayaquil fut votée deux mois après, le 31 juillet, non sans quelques difficultés de la part des habitants, et sous une pression trop énergique de la part du libérateur et de ses soldats.

De si importants résultats exaltaient vivement l'enthousiasme des patriotes qui à Santa Fé et à Caracas avaient poussé les premiers le cri de l'indépendance; cependant, s'ils soignaient leur œuvre avec amour, ils ne voulaient pas, tout en se servant de l'unité d'action que leur assurait le prestige de Bolivar, sacrifier à cette nécessité momentanée de la guerre les bienfaits d'institutions libres et républicaines. Aussi, en même temps que les détails de la guerre, si nous écrivions l'histoire de l'Amérique, aurions-nous à raconter toutes les formes diverses qui furent mises en œuvre afin d'assurer à la fois l'unité d'action pour les grandes opérations militaires et diplomatiques, et la conservation des formes républicaines contre les dangers d'une centralisation excessive. Ce qui sauva la Colombie du danger de s'organiser en monarchie sous Bolivar, ce fut l'existence à côté de ce personnage célèbre de nombreux patriotes qui avaient dévoué comme lui leur existence à la patrie et n'entendaient sous aucun rapport se subordonner à ses instincts despotiques. Comme César, Bolivar cherchait de tous côtés des Antoine qui, sous le prétexte du bien public, le forças-

sent à prendre en main les rênes du gouvernement et à absorber en lui-même toute l'autorité; il ne cessait avec l'hypocrisie la plus raffinée de recommander à ses concitoyens de se tenir en garde contre lui-même, mais ce moyen lui servait en même temps à se désigner aux regards des ambitieux comme le futur dispensateur de toutes les faveurs et de tous les priviléges.

Lorsqu'en mai 1819 il présenta son projet de constitution au congrès d'Angostura, il aurait voulu constituer une autorité gouvernementale plus forte même que dans une monarchie, sous le prétexte que dans les pays libres tout conspire contre le pouvoir, et qu'il faut un centre très-énergiquement constitué là où manquent toutes les traditions monarchiques : il voulait un président nommé à vie, avec le droit de choisir le vice-président, qui devait être en même temps chef du ministère, et après la mort du président, *ipso facto*, son successeur; un sénat héréditaire, ne dépendant pas de l'élection du peuple, et enfin une espèce de censure, chargée de surveiller les mœurs et de diriger l'éducation du peuple. Ce plan rencontra une forte opposition; on admit les sénateurs nommés à vie, mais la durée de la présidence fut réduite à quatre années, et la censure fut repoussée comme une espèce d'inquisition.

Plus tard, dans la première assemblée constituante de la Colombie à Cucuta, de nouvelles précautions furent encore prises contre les tendances monarchiques du Libérateur. Tout en lui confiant la présidence, le congrès réduisit à huit années les fonctions des sénateurs, conserva aux députés seuls l'initiative des projets de loi, exclut les ministres des séances du congrès, et éleva à côté du président un fonctionnaire d'une très-haute importance sous le titre de vice-président.

Aucune de ces précautions n'était inutile, comme le

prouve la vie tout entière de Bolivar, qu'on a si faussement essayé de comparer à Washington; jusqu'à l'époque qui nous occupe, elles avaient suffi à maintenir le Libérateur dans les voies légales et à le forcer à continuer le beau rôle qu'il avait si glorieusement commencé. Mais déjà un œil prévoyant pouvait pressentir le fatal précipice où tendait à se précipiter ce grand esprit, que n'ornaient pas des qualités morales d'un ordre assez élevé. Sentant que les soupçons de ses compatriotes ne lui permettaient point de faire de sa simple volonté la loi de leurs destinées, il se fit donner (19 octobre 1822) la dangereuse autorisation d'organiser à son gré les pays qu'il affranchirait de la domination espagnole, s'il jugeait impossible ou inopportun d'y introduire immédiatement la constitution colombienne.

Là devait être l'écueil de cette grande existence, mais il ne s'était pas encore manifesté; et la gloire de Bolivar était véritablement, à la fin de 1822, arrivée à son apogée.

Loin de lui être contraire, l'année 1823 lui apporta encore de nouveaux lauriers, car en poussant activement la guerre contre les Espagnols, il parvint à les chasser définitivement de toute la Costa Firme, et c'était là véritablement le plus grand service que pouvaient attendre de lui les malheureuses populations qu'une longue période de guerre avait réduites aux plus tristes extrémités.

Le général Latorre, enfermé dans Puerto Cabello, après la bataille de Carabobo, dès qu'il eut réuni autour de lui un nombre suffisant de partisans et de soldats, avait songé à reprendre la campagne et s'était naturellement porté vers les districts de Coro et de Santa Marta, où la cause péninsulaire avait toujours compté le plus grand nombre de partisans.

Il était parvenu, vers la fin de 1821, à s'emparer de la ville de Coro et à rétablir dans une partie de son territoire l'au-

torité royale qu'il avait confiée au général Moralès; puis il était revenu à Puerto Cabello, dont il voulait faire le centre de ses opérations. Il s'y trouvait encore lorsqu'il reçut de son gouvernement l'ordre de se rendre dans l'île de Porto Rico, dont il était nommé capitaine général, et de déléguer tous ses pouvoirs à Moralès; on avait cru à Madrid que cet ancien lieutenant de Boves était le seul homme capable de renouveler les exploits du vaillant général, qui avait il y a quelques années relevé le drapeau espagnol, lorsqu'on le croyait définitivement abattu. Moralès, qui tout récemment, le 22 juin 1822, venait de triompher d'une manière assez éclatante d'un des principaux chefs venezolains, qui lui avait été opposé, accepta avec empressement la mission qui lui était confiée, et pendant quelque temps, à force d'activité et d'énergie, il rendit à la cause qu'il défendait, déjà presque désespérée, une certaine apparence de force et de vitalité.

Il feignit d'abord de vouloir attaquer la ville de Valencia, que protégeaient les bataillons de Paez; puis dissimulant avec habileté ses intentions, il tomba tout à coup sur la province de Maracaïbo, battit les troupes qui cherchaient à s'opposer à sa marche, et s'empara enfin de cette ville dont l'importance était bien connue de ses adversaires (8 septembre). Ce brillant succès, en une autre époque, aurait agité toute la contrée et décidé un grand mouvement dans l'opinion publique; mais la cause de l'indépendance était déjà tellement gagnée dans tous les esprits, qu'en dehors des deux districts où il pouvait compter quelques partisans, Moralès ne trouvait plus partout que des adversaires et des ennemis. Il s'en aperçut bien dans une course qu'il tenta jusqu'à Trujillo; à peine eut-il fait quelques lieues dans cette direction, qu'il se vit dans la nécessité de rebrousser chemin; la désertion se mit dans ses propres troupes, et il

revint à Maracaïbo comme un vaincu, sans cependant avoir rencontré l'ennemi (19 janvier 1823).

Un violent effort fut tenté à Santa Marta pour soulever les habitants de cette cité contre les autorités colombiennes, et pendant quelques jours, grâce à un habile complot savamment ourdi entre les Indiens de la campagne et les partisans de l'Espagne, Santa Marta vit flotter sur ses murs le drapeau de Castille; mais ce fut une joie de courte durée pour les péninsulaires. Montilla, le vainqueur de Carthagène, au premier bruit de ce grave événement, était accouru sur les lieux et avait rapidement rétabli l'autorité de la république, sans laisser à Moralès ni au capitaine général de la Havane le temps de venir au secours des conjurés.

Cet événement démontra aux chefs colombiens le danger auquel ils restaient exposés tant qu'il y aurait encore sur la Costa Firme une seule place aux mains des Espagnols; aussi, tandis qu'ils étaient restés jusqu'alors sur la défensive, ils commencèrent au mois d'avril 1823 l'attaque des deux dernières villes sur lesquelles Moralès s'appuyait encore; l'une était Maracaïbo, l'autre Puerto Cabello.

L'une et l'autre étaient protégées par les escadres espagnoles et ne pouvaient être prises sans le concours d'une force navale de quelque importance; aussi paraissait-il, en raison de la supériorité que les Espagnols avaient toujours gardée sur mer, que leur résistance serait encore de longue durée. Mais l'attention de Bolivar s'était portée déjà depuis longtemps sur l'accroissement de la marine colombienne, et on vit tout à coup apparaître sur la côte du Venezuela un beau navire de 64 canons, l'*Esperanza*, et un brigantin de 18 canons, le *Carlos*, achetés en Hollande et en Angleterre pour le compte de la Colombie.

Grâce à ce renfort, les patriotes purent organiser deux escadres pour établir le blocus des deux villes qu'ils avaient

à cœur de posséder; la fortune leur fut d'abord contraire à Puerto Cabello; don Angel Laborde, commandant de la flotte espagnole, leur prit deux navires, et, dispersant les autres, rompit la ligne du blocus. Mais ce désastre fut bientôt compensé par les avantages éclatants qu'ils obtinrent à Maracaïbo : là, en effet, tandis que deux corps de troupes pressaient avec activité le général Moralès qui s'était renfermé dans cette ville avec le gros de ses soldats et le resserrant de plus en plus, le privaient de toute espèce de ressources et le réduisaient à une situation désespérée, la flottille du capitaine Laborde était complétement détruite par l'escadre colombienne sous les ordres de Padilla (24 mai 1822). Après cet échec, dont il ne pouvait rejeter la faute que sur lui-même, Moralès se vit dans la nécessité de capituler; il abandonna Maracaïbo aux Colombiens et obtint, sous la promesse de ne plus combattre contre eux, d'être transporté, avec ceux de ses soldats qui voudraient l'accompagner, à Santiago de Cuba (25 mai).

Restait encore Puerto Cabello, où commandait le brigadier Calzada avec les défenseurs les plus déterminés de la cause espagnole. Les patriotes avaient tardé quelque temps à faire leurs préparatifs; mais enfin, dans le mois de septembre 1823, Paez, à la tête d'une force imposante, était venu sommer cette ville de se rendre. Ce siége durait encore au moment même où les Français, pénétrant à Cadiz sous la conduite du duc d'Angoulême, rendaient à Ferdinand VII l'exercice de l'autorité absolue, quoique les souffrances des insurgés permissent d'en prévoir l'issue prochaine. Calzada parvint pourtant, au prix des souffrances les plus cruelles, à résister jusqu'au 7 novembre. Mais à cette date, un traître ayant indiqué à Paez un côté de la ville qui était sans défense, ce chef hardi ordonna l'assaut, voulut diriger personnellement l'attaque, pénétra le premier dans la place par le point qui lui avait

été signalé et fit prisonnier Calzada lui-même (novembre 1823). Par ce dernier exploit, Paez achevait l'expulsion complète des Espagnols de tout le territoire de la république colombienne.

Pérou.

Tandis que, depuis le commencement de la lutte pour l'émancipation des colonies, le Haut-Pérou était resté exposé à toutes les horreurs de la guerre, avait été foulé aux pieds par les bandes d'Indiens, les armées espagnoles et les gauchos Buenos-Ayriens, le vaste territoire du Bas-Pérou avait jusqu'alors évité presque toute espèce de désordres. Sauf les déprédations commises en 1819 sur les côtes par lord Cochrane, on peut dire que jusqu'en 1820 il avait seul, dans toute l'Amérique méridionale, offert le spectacle d'un attachement presque sérieux à la cause espagnole, soit que cet attachement lui fût inspiré par un véritable sentiment, soit qu'il provînt de l'influence exercée sur les populations par la concentration à Lima de tous les principaux ressorts de l'administration.

Mais à partir de 1820 la scène change tout à coup : après avoir assuré le triomphe sur leur territoire, les patriotes de Buenos-Ayres, du Chili et de Colombie ont compris que leur tâche n'était pas achevée, tant qu'il resterait à l'Espagne un pouce de terre sur le continent ; Lima étant le point central où se trouvaient réunies ses principales ressources, c'est contre cette ville qu'ils vont diriger tous leurs efforts. La pression des autorités, les nombreux intérêts gravitant autour de la vice-royauté, l'habitude de l'obéissance, la mollesse des mœurs n'avaient point permis dans le Bas-Pérou la constitution d'un parti national, à l'exemple de ce qui s'était passé à Buenos-Ayres, à Santa Fé, à Santiago et à Caracas ; aussi la lutte prend-elle dans ce territoire un

caractère spécial; ce sont des forces étrangères qui viennent du dehors expulser les Espagnols. La nation péruvienne assiste aux débats avec une indifférence presque complète; elle semble n'avoir aucune conscience du grave problème qui s'agite pour elle, et s'abandonne à des influences extérieures et à des aventuriers plus préoccupés de leur propre grandeur que dévoués à sa prospérité.

Le vice-roi Pezuela voyait à chaque instant s'amonceler autour de lui les difficultés; il lui fallait pourvoir aux besoins de la marine dans toutes les mers du Pacifique; le commandant de l'île Chiloé, celui d'Arauco le suppliaient avec instance de leur envoyer des subsides; l'armée du Haut-Pérou, en raison même de son importance, imposait à l'Etat d'énormes sacrifices; le président du Quito, depuis que les indépendants étaient maîtres de Santa Fé, réclamait à grands cris des hommes, des vivres et de l'argent. Avec la prétention de tout conserver, les dépenses administratives étaient presque toutes maintenues sur l'ancien pied, et cependant il n'y avait plus à compter réellement que sur le Pérou lui-même.

Le temps n'était plus où l'Amérique envoyait annuellement à l'Espagne un subside annuel de 200 millions; déjà surchargée de dettes, la vice-royauté de Lima aurait eu elle-même besoin de recevoir de la métropole de sérieuses ressources, et c'est à peine si elle pouvait réunir annuellement les 2 millions de réaux qui lui étaient nécessaires pour couvrir ses dépenses ordinaires. Le commerce avait perdu toute son ancienne importance depuis que la mer était dominée par l'escadre de lord Cochrane; il n'y avait plus à compter sur les ressources du consulat et des riches potentats qui en d'autres occasions avaient soutenu le trésor public, tant que la marine espagnole ne serait point parvenue à rétablir la sécurité dans le Pacifique.

Ce ne fut donc pas avec moins de désespoir que Morillo, que Pezuela apprit les graves nouvelles de Cadiz et de Madrid et le triomphe définitif de la révolution en Espagne ; il comprit aussitôt qu'il allait être désormais abandonné à ses ressources. Partisan déterminé d'un système de répression, peu disposé à entrer dans les voies de la conciliation, il considérait comme des fautes très-graves les ordres qui lui étaient transmis de proclamer la constitution de 1812, et d'entrer en négociations avec les indépendants. Aussi la confiance dans le succès commença-t-elle à l'abandonner, et l'hésitation, la faiblesse, l'incertitude devinrent-elles désormais les caractères principaux de son gouvernement. Plus que jamais cependant il eût fallu une volonté énergique, une ferme décision et une main puissante pour tenir les rênes, car le Pérou se trouvait menacé, par l'expédition de Saint-Martin, du plus grand péril qu'il eût encore couru.

L'idée d'envahir le Pérou avec des troupes chiliennes et buenos-ayriennes non plus seulement du côté du Tucuman, où l'armée espagnole pouvait offrir une vigoureuse résistance, mais par la côte, même dans le voisinage de Lima, était née immédiatement après la bataille de Maypu, sous la première impression de l'éclatant succès qui avait assuré l'indépendance du Chili. La première ébauche du plan conçu par Saint-Martin avait été mûrie par ses deux protecteurs et amis Puyredon et O'Higgins, et nous avons vu que, sans la chute de Puyredon, il eût été déjà mis à exécution dès l'année 1819. Les révolutions intestines de Buenos-Ayres avaient obligé Saint-Martin à l'ajourner alors pour des temps meilleurs ; mais sitôt qu'ils eurent connaissance, à Santiago, des événements accomplis dans la Péninsule en mars 1820, Saint-Martin, O'Higgins et lord Cochrane décidèrent d'un commun accord que le moment d'agir était arrivé.

O'Higgins mit à la disposition de Saint-Martin un corps complet de 4500 hommes, formé de deux divisions, celle des Andes et celle du Chili. La division des Andes était composée de trois bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et deux compagnies d'artillerie ; celle du Chili, avec le même nombre de bataillons, ne possédait qu'une compagnie d'artilleurs. Pendant plus d'une année des agents nombreux avaient été envoyés dans le Pérou avec la mission de préparer partout des intelligences, et par suite des rapports de ces agents on comptait qu'un grand nombre d'auxiliaires viendraient se ranger autour de ce noyau aussitôt après son débarquement; sans cette espérance, l'expédition de Saint-Martin aurait mérité d'être considérée comme une folie, car Pezuela pouvait lui opposer jusqu'à 23000 hommes; il est vrai que toute cette force avait à protéger un territoire de plus de 600 lieues de long.

Partie de Valparaiso le 20 août 1820, l'expédition débarqua le 7 septembre à deux lieues au sud de Pisco. Ordre avait été donné aux habitants de se retirer dans l'intérieur des terres avec leurs esclaves ; aussi Saint-Martin put-il s'emparer de Pisco sans coup férir. Mais l'évacuation du pays le gênait dans son plan, qui consistait principalement à agir sur les Péruviens et à les entraîner à une lutte directe contre l'autorité du vice-roi. Sur l'ordre de son gouvernement, Pezuela entra avec lui en négociations et des commissaires nommés par les deux parties tinreut des conférences à Miraflores, deux lieues au sud de Lima; il n'y eut pas moyen de s'entendre, car tandis que les Espagnols insistaient sur la reconnaissance du gouvernement constitutionnel de Madrid, Saint-Martin voulait que l'indépendance des colonies fût admise en principe.

La guerre dut recommencer, mais l'unique avantage que retira le chef des troupes chiliennes de son débarquement à

Pisco fut l'organisation d'une colonne volante sous les ordres d'Arenales, qui se mit en route vers l'intérieur avec l'intention de traverser les Andes et de parcourir du sud au nord tous les plateaux qui s'étendent derrière cette cordillère. Aussitôt que fut partie cette colonne dont la mission était de soulever tout le pays et de répandre partout la grande nouvelle de la venue d'une armée libératrice, Saint-Martin, dégoûté des faibles ressources qu'il avait trouvées aux environs de Pisco, remit à la voile et se dirigea vers le nord. Lord Cochrane aurait voulu tenter immédiatement un coup de main sur la capitale ; mais Saint-Martin se proposait avant tout de mettre le pays en mouvement, et ne voulait pas agir comme un simple lieutenant du gouvernement chilien. Il songea un instant à débarquer dans les environs de Trujillo, où il savait pouvoir compter sur un certain nombre d'adhérents ; mais à une grande distance de la capitale il n'aurait pas exercé une action suffisante sur les Péruviens, et il se décida à opérer sa descente dans la baie d'Ancon, à 7 lieues au nord de Lima (30 octobre).

Les circonstances lui étaient tout à fait favorables ; Arenales poursuivait son mouvement au milieu des populations péruviennes et s'ouvrait partout passage, malgré la faiblesse de sa colonne ; Guayaquil, par où auraient pu venir des secours de Quito, s'était déclarée indépendante et le protégeait contre toute attaque de la part du général Aymerich (9 octobre) ; lord Cochrane, par un coup de main hardi, s'emparait, dans la rade même du Callao, de la frégate l'*Esmeralda*, armée de quarante canons et pourvue de munitions de toute espèce ; Pezuela attendait encore les renforts qu'il avait demandés à l'armée du Haut-Pérou ; c'eût été le moment ou jamais de faire un mouvement contre Lima. Mais il semble que les deux chefs s'étaient donné le mot pour ne point se compromettre dans une action décisive ; l'un et

l'autre restèrent dans l'inaction, et presque tout l'hiver de 1820-1821 se passa dans une expectative vraiment inconcevable.

Les seuls événements importants qui marquèrent cette campagne furent la désertion d'un bataillon tout entier dit *de Numantia*, composé de Venezolains, qui s'unit à l'armée chilienne; le soulèvement de la province de Trujillo, qui sous la direction de son gouverneur, le marquis de Torretagle, proclama l'indépendance; la soumission des provinces où Arenales avait soufflé le feu de l'insurrection, et qui furent réduites par les troupes royales; enfin l'avortement de nombreuses conspirations traînées dans les provinces du Haut-Pérou, au milieu même de l'armée de Ramirez, lesquelles furent étouffées non sans de grandes difficultés par les lieutenants de ce général.

Spécialement préoccupé de la conservation de la capitale, le vice-roi Pezuela craignait avant tout de se dégarnir au centre, et redoutait de poursuivre un ennemi qui, maître de la mer, pouvait facilement se transporter à une grande distance sur une côte d'une étendue de près de 600 lieues; sous l'empire de cette préoccupation, il laissa Saint-Martin prendre racine dans le pays, sans le jeter dans l'Océan, et cette première faute devait être, avec le temps, fatale à la domination espagnole.

Les principaux officiers de l'armée, parmi lesquels se distinguaient déjà au premier rang Canterac et Valdès, réclamaient avec insistance l'abandon de la capitale et un choc décisif contre les Chiliens réunis à Aznapuquio; Pezuela se refusant à obtempérer à ces deux réclamations, malgré l'avis favorable d'une junte militaire qui s'était formée à Lima, souleva contre lui un mécontentement presque général. Les amis de la constitution de 1812, et ils étaient nombreux dans l'armée du Pérou, avaient vu avec peine l'obstination

de Pezuela à ne point proclamer cette constitution et à en retarder jusqu'au mois de septembre la promulgation; beaucoup déclaraient qu'on ne pouvait plus avoir confiance en lui comme représentant du nouveau régime constitutionnel que l'Espagne s'était donné. A la fin, ils s'enhardirent tous jusqu'à demander au vice-roi de se retirer, se fondant sur ce que les périls dont sa propre famille était entourée l'empêchaient désormais de remplir les devoirs de simple général, auxquels il devait exclusivement se consacrer vu la difficulté des circonstances. Pezuela voulut d'abord résister à la sommation qui lui était faite; mais en présence de la volonté unanime des officiers, il se décida enfin à se démettre de son autorité, se prépara à quitter le Pérou et résigna le commandement entre les mains du successeur désigné dans le pli de prévoyance, qui était l'ancien général en chef de l'armée du Haut-Pérou, don José de La Serna (29 janvier 1821).

Il semblait que le nouveau vice-roi, appelé dans de semblables circonstances à ces hautes fonctions, n'aurait rien de plus pressé que de mettre en œuvre le plan soumis à la junte militaire; des mois cependant se passèrent encore avant qu'on pût le réaliser : il fallait purger d'ennemis les plateaux de l'intérieur où l'on pensait à s'établir, approvisionner le fort du Callao qu'il était dangereux d'abandonner, mettre en sûreté les nombreuses familles compromises à Lima pour la cause de l'Espagne, et tout cela ne pouvait être l'œuvre d'un jour. L'arrivée du commissaire envoyé par le gouvernement constitutionnel de Madrid permit aussi un moment d'espérer qu'une combinaison serait trouvée qui permît de mettre fin à la lutte par la voie des négociations. On signa un armistice; des conférences furent ouvertes à Punchauca; il y eut même une entrevue entre Saint-Martin et La Serna. Mais au moment où les deux par-

ties paraissaient le mieux se trouver d'accord, la divergence absolue du but auquel chacun tendait se dévoila dans toute son énergie ; et bien que Saint-Martin eût accepté pour le Pérou la nomination d'un prince de la famille royale d'Espagne, ses propositions furent rejetées par cela seul qu'elles impliquaient l'indépendance de cette contrée.

La situation à Lima n'était plus tenable pour La Serna et son armée; sous l'influence des proclamations de Saint-Martin, sous l'action incessante de ses agents, grâce aux efforts assidus d'un Péruvien distingué nommé Riva Aguero, le pays s'était peu à peu détaché partout de l'administration royale et avait tendu à se grouper autour de Saint-Martin; ce dernier était devenu le centre réel de toutes les affaires, et l'armée espagnole se trouvait déjà plus étrangère que la sienne au Pérou. Des guérillas interceptaient partout ses communications; elle ne pouvait ni se procurer des aliments ni s'assurer des recrues. Dans cet état, l'abandon de la capitale fut enfin décidé, et le 6 juillet 1821 les troupes espagnoles, après avoir laissé un détachement important dans les forts du Callao, entreprirent une longue marche à travers les Andes pour s'établir dans les provinces de Jauja et de Cuzco, que le colonel Valdès, vainqueur à Asaura, avait complétement pacifiées après avoir forcé Arenales et ses partisans à les évacuer.

Saint-Martin, qui depuis son débarquement avait toujours affecté une conduite généreuse et débonnaire envers l'élément espagnol, qu'il espérait grouper autour de lui, fit son entrée dans Lima le 9 juillet; son premier acte fut de faire proclamer solennellement l'indépendance du Pérou par une assemblée de notables; puis il se fit reconnaître par la municipalité de Lima en qualité de gouverneur politique et militaire, tout en faisant comprendre qu'il avait pris de lui-même l'autorité suprême et ne permettrait à aucune réunion

ou corporation de s'assembler sans son autorisation préalable ; il se déclara ensuite protecteur du Pérou, et s'empressa de se constituer un ministère. Ses efforts tendirent ensuite à corrompre les officiers de la flotte et de l'armée expéditionnaire; il fit distribuer entre ses principaux lieutenants 5 millions de réaux qu'il obtint du conseil municipal de Lima, et fit à lord Cochrane la demande formelle d'entrer avec sa flotte au service du Pérou et de vendre ses vaisseaux à cet État. Ce dernier, loin d'accéder à cette proposition, comprit dès lors toutes les intentions de Saint-Martin; il commença à se mettre sur ses gardes, cessa d'agir d'accord avec lui, et n'eut plus d'autre pensée que de se dégager lui-même de la situation compromettante dans laquelle il se trouvait engagé. Tous les hommes animés d'intentions vraiment patriotiques en arrivèrent également à oublier les anciens services que Saint-Martin avait rendus à la cause de l'indépendance ; et sur le point d'atteindre le but qui avait été le rêve des efforts de toute sa vie, ce triste ambitieux, quand il pouvait si facilement recueillir de la gloire et de la considération, n'obtint de toutes parts qu'un juste mépris et une ignominie bien méritée. Son chef d'état-major, Las Heras, officier buenos-ayrien d'une bonne réputation, s'empressa de l'abandonner pour ne pas rester dans une direction où les ressources de son pays étaient si malheureusement employées à l'élévation d'un seul homme. Les Péruviens, qui avaient compté un instant sur la convocation d'un congrès national, portèrent avec impatience le nouveau joug qu'on venait leur imposer sous le faux prétexte d'une vaine indépendance. Les marins de la flotte demandèrent avec instance le payement de leur solde et manifestèrent leur intention d'abandonner le protecteur du Pérou sitôt qu'ils auraient reçu le prix auquel ils avaient droit.

Saint-Martin, dont le caractère taciturne avait été jusqu'alors difficile à pénétrer, essaya en vain de faire tête à l'orage quand il eut déchiré le voile sous lequel il avait jusqu'alors caché ses intentions; son ambition s'était manifestée beaucoup trop tôt; il n'avait pas encore jeté dans le pays de racines suffisantes pour absorber tout en lui-même.

Peut-être si la guerre avec l'Espagne eût été terminée, le peu de libéralisme des Péruviens les aurait-il rendus facilement aptes à se soumettre au joug; mais lorsqu'il avait besoin de tous, il était souverainement ridicule à Saint-Martin de prétendre s'imposer dès l'origine.

Les Espagnols, en se retirant de l'autre côté de la cordillère des Andes, ne se considéraient pas comme vaincus; ils possédaient encore le Callao; le vice-roi et un corps important étaient installés sans entraves dans des provinces pleines de ressources; une armée fortement organisée dominait tout le Haut-Pérou, et des détachements de cette même armée occupaient sur la côte les provinces d'Arequipa, Tacna et Arica.

S'il eût été doué de la puissante énergie de Bolivar, Saint-Martin, sans se laisser endormir dans les délices de Lima, eût poursuivi avec la plus grande énergie toutes les opérations de la guerre ; mais toute son initiative était exclusivement consacrée à l'installation de son autorité personnelle, et il laissa les Espagnols reprendre en peu de temps des avantages auxquels ils étaient eux-mêmes bien loin de s'attendre.

Une expédition tentée par Miller contre les places d'Arequipa et Arica n'amena aucun résultat; les efforts de cet aventurier furent déjoués par les colonels La Hera et Espartero placés en observation dans ces deux postes, et il dut revenir à Lima sans avoir retiré d'autres bénéfices de ses courses hardies qu'un butin considérable qui enrichissait,

il est vrai, ses marins, mais les rendait en même temps odieux à toute la population sédentaire.

Le siége avait été mis par lord Cochrane et par Saint-Martin devant la ville du Callao, qui résistait à toutes leurs tentatives. Le vice-roi La Serna y avait concentré les caisses de l'Etat, des armes et des munitions de toute espèce ; toutes les familles dévouées à la cause royaliste y avaient en outre cherché un asile. Il semblait que tous les sacrifices devaient être faits pour que le blocus établi devant cette cité fût maintenu avec la plus excessive rigueur et qu'aucun secours ne pût y pénétrer. Et cependant le général Canterac, nommé général en chef de l'armée espagnole, à la place de Ramirez que le délabrement de sa santé obligeait à abandonner ces fonctions, et don Cayetano Valdès, promu au grade de chef d'état-major, parvinrent à s'introduire dans son enceinte après une expédition très-habilement dirigée. Ces deux officiers, après avoir fait traverser les Andes à leur petite colonne, composée de 3 000 soldats, surent manœuvrer avec assez d'audace et de talent au milieu d'un corps de 10 000 hommes pour traverser le Pérou dans toute sa largeur, et arriver sans rencontrer d'obstacles sérieux depuis Jauja jusqu'au Callao (10 septembre). Déjà réduits aux plus tristes extrémités, les défenseurs de cette place se croyaient obligés à une prochaine capitulation, quand l'arrivée des généraux Canterac et Valdès vint relever leur courage et leurs espérances. Cependant, s'ils avaient pu rompre le blocus, ces deux officiers n'étaient pas en état de fournir les provisions qui faisaient défaut à la ville assiégée ; à peine arrivés, ils durent songer à la retraite, et bien que le Callao fût obligé de capituler le 19 septembre et de se soumettre à Saint-Martin, leur heureux retour dans les vallons de Jauja contribua beaucoup à relever dans tout le Pérou le prestige de la cause espagnole (1er octobre 1821).

L'administration de Saint-Martin, ses essais de despotisme monarchique, ses démêlés avec lord Cochrane contribuèrent aussi à faire rapidement regretter à Lima l'ancien gouvernement des vice-rois.

Comme ils ne s'étaient pas ralliés avec assez d'empressement à sa propre cause, tous les Espagnols, d'abord traités avec assez de ménagement par le protecteur, lui étaient bientôt devenus suspects. Aussi ne purent-ils se montrer dans la rue ni en manteau ni après le coucher du soleil; les riches virent leurs biens confisqués, les pauvres furent éloignés; un ministre spécial, Monteagudo, eut pour mission de les persécuter. L'organisation de ce système commença à jeter le désarroi dans toutes les classes sociales au milieu desquelles les influences et les intérêts purement espagnols avaient les racines les plus profondes. Le désordre fut au comble quand on vit le protecteur fonder un ordre du Soleil, modifier les blasons de l'ancienne noblesse, convertir les titres de Castille en titres du Pérou, employer de violents artifices financiers pour se procurer des ressources, ruiner les propriétaires en enrôlant leurs esclaves, laisser circuler des proclamations en faveur de l'empereur Joseph, manifester enfin hautement, par des actes publics et une grande pompe extérieure, l'intention de ceindre la couronne impériale.

Dans le moment où Canterac et Valdès, à la tête de leur petite colonne, parvinrent à se rapprocher du Callao, Lima, quoique pourvue d'une garnison importante, resta pendant plusieurs jours sous le coup d'une forte panique. Saint-Martin lui-même craignit de se voir chassé de sa capitale, et, s'abandonnant à une vaine terreur, il se décida à envoyer à Ancon tous les trésors de l'Etat et tous les capitaux des familles compromises avec lui. Instruit de ce fait, lord Cochrane, qui désapprouvait hautement une semblable

faiblesse, songea à profiter de cette occasion pour obtenir le payement des sommes qui lui avaient été jusqu'alors refusées pour le maintien de son escadre. Sitôt qu'il fut informé de l'existence à Ancon du trésor de l'Etat sur un navire marchand, il se hâta d'accourir du Callao au port où ce navire était ancré, et s'empara des richesses de Saint-Martin, qu'il distribua à ses marins. Ce dernier essaya de tous les moyens pour obtenir la restitution de cet argent; ses efforts furent inutiles, et il se vit obligé de montrer contre mauvaise fortune bon cœur, tant que l'escadre de lord Cochrane lui fut indispensable pour la reddition du Callao. Mais dès que fut signée la capitulation de cette place, il communiqua à l'amiral anglais l'ordre d'abandonner les côtes du Pérou, le 6 octobre 1821. Celui-ci obéit avec empressement : il renvoya une partie de son escadre vers les eaux du Chili, tandis que l'autre faisait voile dans la direction de Guayaquil afin de poursuivre jusque sur les côtes du Mexique deux frégates espagnoles la *Prueba* et la *Venganza*, qu'on disait s'y être réfugiées.

Délivré désormais d'un auxiliaire importun qui lui rappelait trop vivement sa dépendance vis-à-vis le gouvernement chilien, Saint-Martin chercha de plus en plus à prendre racine dans le Pérou et consacra tous ses efforts à se faire accepter d'un côté par les populations de cette contrée, de l'autre par les hommes d'Etat qui dirigeaient dans les pays voisins la cause de l'indépendance. Son attention fut surtout attirée vers le nord, où il voyait poindre l'étonnante influence de Bolivar, dont il se considérait comme le rival, et qu'il espérait même éclipser. Il lui proposa une entrevue à Guayaquil, et se rendit lui-même dans cette cité avec l'espérance de l'y rencontrer vers la fin de janvier 1822; mais Bolivar était loin de voir avec satisfaction l'édifice monarchique dont on essayait si maladroitement la construction à

Lima; soit par jalousie, soit par une profonde intelligence des tendances de tout le continent américain, il avait recommandé au général Sucre, qui se trouvait déjà à Guayaquil, de conserver une attitude indépendante vis-à-vis tous les partis; lui-même refusa d'abandonner les environs de Popayan, où il organisait une expédition contre la présidence de Quito, et Saint-Martin dut revenir à Lima sans avoir pu réaliser l'entrevue à laquelle il attachait tant de prix.

Pendant son absence, la partie du Pérou déjà indépendante avait été administrée par l'ancien gouverneur de Trujillo, le marquis de Torretagle, qui avait exagéré encore les mesures violentes inaugurées contre les Espagnols. Saint-Martin lui abandonna à son retour l'autorité civile, et confia le commandement des troupes au général Alvarado; il ne voulait garder pour lui-même que le prestige de la couronne et l'éclat de l'autorité suprême. C'est à cette époque qu'il eut le bonheur d'acquérir, grâce à la lâcheté de leurs commandants, les deux frégates la *Prueba* et la *Venganza*, et la corvette l'*Alexandre*, qui formèrent la base de la marine péruvienne (fin février). Animé par ce succès, il se proposa de chasser les Espagnols de la partie sud du Pérou qu'ils occupaient toujours, et prépara, pour la diriger sur les deux vallées de Pisco et d'Ica, une expédition de 3000 hommes qu'il plaça sous les ordres de don Domingo Tristan.

La Serna, qui avait établi le centre de son administration à Cuzco; Valdès, qui dominait tout le Haut-Pérou et les territoires particulièrement menacés; et Canterac, qui maintenait son armée dans la vallée de Jauja, n'eurent pas plutôt connaissance de cette expédition projetée, qu'ils songèrent à envoyer un corps de troupes capable de s'aventurer dans les pays situés au sud de Lima, et de détruire le corps de Tristan après avoir coupé ses communications avec la capitale. L'ha-

bile général Canterac, dont l'éclatant mérite dans cette guerre a été justement apprécié aussi bien par les amis que par les ennemis de la cause qu'il représentait, quoiqu'il eût à traverser encore une fois la cordillère des Andes, voulut se charger lui-même de cette opération ; et il y réussit si bien, que le corps de Tristan fut complétement battu dans les environs d'Ica, que cette ville et celle de Pisco retombèrent aux mains des royalistes, et qu'une puissante réaction, à la suite de cette défaite, commença à se manifester en faveur de la cause espagnole dans tout ce pays, dont les esprits étaient si essentiellement changeants (7 avril 1822).

Le protecteur eut bientôt compris la difficile position dans laquelle le plaçait le revirement d'opinion produit par cet échec; il crut pouvoir y résister en autorisant son ministre Monteagudo à pousser jusqu'aux dernières limites le système de répression contre les Espagnols. C'est alors que furent commis les horribles attentats qui ont à jamais terni la réputation que Saint-Martin avait acquise par ses premiers exploits. Dans une seule nuit, celle du 4 mai 1822, tandis que les amis du protecteur étaient conviés à Lima à un bal splendide, Monteagudo faisait arrêter plus de six cents personnes appartenant aux classes les plus élevées, les obligeait à partir pour le Callao, imposait des rançons considérables à ceux qui sollicitaient avec instance de ne pas être arrachés aux larmes de leurs familles, et faisait ensuite embarquer sans pitié aussi bien ceux qui avaient consenti à l'expatriation que ceux qui avaient cru s'en épargner la douleur par un sacrifice pécuniaire. L'impression produite dans tous les esprits par cette nuit fatale ruina pour toujours l'influence de Saint-Martin, que d'éclatants succès sur les Espagnols auraient pu seuls maintenir. Mais déjà l'on n'attendait plus de lui aucun résultat favorable : la nouvelle de la victoire de Sucre sur le général Aymerich à Pichincha

venait de se répandre, et cet événement, qui garantissait contre toute hostilité la partie septentrionale du Pérou, fixait les yeux de toute la contrée sur le fondateur de la république colombienne (mai 1822).

Un dernier espoir restait à Saint-Martin, celui de captiver la faveur de Bolivar et d'obtenir de lui un concours sérieux; aussi s'empressa-t-il d'accourir une seconde fois à Guayaquil, sitôt qu'il eut appris la présence de Bolivar dans ce port, où il était acclamé par les populations, que la défaite du général Aymerich et la proclamation de l'indépendance du Quito avaient remplies de joie. Il serait curieux de connaître au juste les détails secrets de la conférence qui eut lieu à Guayaquil entre le libérateur du Chili et celui de la Colombie. En raison de leur caractère et de leurs tendances, on peut facilement se figurer ce qui s'y passa ; néanmoins les négociations qu'ils échangèrent sont toujours restées un mystère, et tout ce qu'on peut induire des faits qui leur succédèrent, c'est que Saint-Martin, dont le rôle était déjà complétement fini, ne tarda pas à se persuader que, tout en le recevant avec empressement, Bolivar entendait prendre à son égard le rôle d'un maître et non celui d'un auxiliaire : il se convainquit si bien de cette disposition, qu'il crut sa vie en danger et voulut retourner en toute hâte à Lima.

Mais déjà il était trop tard : les violences de Monteagudo avaient exaspéré la population ; ce ministre avait été arrêté et banni par le conseil municipal de Lima (juillet), et Saint-Martin, à son retour, pour se faire supporter, jugea nécessaire de convoquer pour le 20 septembre un congrès péruvien dont il avait jusqu'alors ajourné la réunion. Lorsque les élus inaugurèrent leurs travaux au jour désigné, il affecta d'ouvrir en personne la première session et de résigner toutes ses fonctions entre leurs mains, mais dans l'espérance qu'on le rappellerait immédiatement pour les

exercer. Ce fut en vain ; on lui offrit les pouvoirs de généralissime, mais rien de plus. Alors, désespéré, dégoûté, dit-il dans une proclamation, de l'injustice avec laquelle il avait été accusé d'aspirer au trône du Pérou, il s'embarqua définitivement pour le Chili, et abandonna pour toujours une terre ingrate qui refusait de se donner à lui pour prix de l'indépendance qu'il disait lui avoir apportée.

Les membres du congrès péruvien ne se montrèrent pas à la hauteur de la tâche difficile qu'ils avaient à remplir, celle de constituer une nation nouvelle : ils remirent le pouvoir exécutif aux mains d'un triumvirat à la présidence duquel ils appelèrent le général Lamar, ancien gouverneur du Callao, renégat de la cause espagnole ; et au lieu de presser vivement la lutte contre La Serna et ses troupes, ils consacrèrent leurs séances à de vains débats et à d'inutiles discussions. Toutes leurs espérances étaient fixées sur une nouvelle expédition déjà commencée par Saint-Martin avant sa chute et confiée à son lieutenant Alvarado, lequel devait débarquer dans les environs d'Arica et d'Yquique, prendre à dos le général Valdès établi à Arequipa, et pénétrer, si faire se pouvait, jusque dans les provinces du Haut-Pérou, où le général Olañeta avait à étouffer de nombreuses insurrections partielles en faveur de la cause de l'indépendance ; mais une cruelle déception leur était réservée de ce côté.

Au point fixé pour son débarquement, au port d'Arica, Alvarado (27 novembre) trouva en face de lui le général Valdès, bien disposé à le recevoir, instruit à l'avance de tous ses mouvements et confiant dans l'arrivée prochaine de don José Canterac, le vainqueur d'Ica, que n'arrêterait point la nécessité de traverser à nouveau les Andes. Valdès, par ses grandes qualités, son courage, sa constance dans les épreuves les plus difficiles, avait gagné l'estime et l'affection

des soldats ; il obtenait d'eux les efforts les plus pénibles. Dès qu'il eut connaissance du débarquement d'Alvarado, il essaya d'abord de l'arrêter lui-même à Tacna (1er janvier 1823); mais l'infériorité de ses ressources le condamnait à la défensive. Il se borna alors à entraîner à sa suite l'armée expéditionnaire sur la route de Moquehua, par où devait déboucher le général Canterac, en défendant le terrain pied à pied ; il n'engagea de lutte sérieuse avec ses adversaires que quand il se sentit appuyé sur ses derrières. Alvarado se laissa d'abord battre par lui dans une première journée à Torata (19 janvier), où les regards de l'armée commencèrent à se fixer sur le colonel Baldomero Espartero, qui, par une brusque attaque, mit en déroute, dès le commencement de la lutte, la légion péruvienne, et resta sur le champ de bataille pendant toute la durée de l'action, bien que son sang coulât en abondance de deux dangereuses blessures. Le lendemain 20, les troupes de Canterac étant unies à celles de Valdès, une seconde mêlée s'engagea dans les environs de Moquehua ; et cette fois la fortune se déclara en faveur des troupes espagnoles d'une manière tellement décisive, que toute l'armée d'Alvarado fut mise en complète déroute, que le général en chef lui-même ne songea plus qu'à se rembarquer pour la capitale, et que quelques débris de l'expédition purent à peine échapper en se réfugiant les uns à Ybo et les autres à Yquique.

A la nouvelle de ce désastre, la désolation s'empara des esprits à Lima ; on y rappela d'abord le général Arenales, qui aurait dû envahir la vallée de Jauja et empêcher Canterac de courir au secours de son collègue ; puis bientôt, mécontentes de la conduite du triumvirat, les troupes péruviennes firent savoir au congrès que l'administration organisée par lui ne leur inspirait aucune confiance ; elles demandèrent avec arrogance que le pouvoir fût remis aux mains de

l'homme qui paraissait le mieux défendre depuis quelques années les vrais intérêts du pays, le Péruvien don José de La Riva Aguero (26 février).

Celui-ci accepta le pouvoir qui lui fut offert, malgré l'opposition qu'il avait à attendre du congrès, et malgré les difficultés qui surgissaient de tous côtés autour de lui ; et à sa louange il faut dire que, si le Pérou eût été à même de conquérir par lui-même sa liberté, il y fût parvenu sous sa direction. Mais il n'y avait pas dans le pays d'éléments suffisants pour tenir tête aux énergiques défenseurs de la cause espagnole. Ce triomphe ne pouvait être obtenu que par un appui étranger, et l'opinion désignait déjà dans Bolivar l'homme prédestiné qui devait achever l'œuvre définitive de l'affranchissement du Pérou.

Les principales mesures prises par La Riva Aguero pour remédier aux conséquences du désastre de Moquehua furent les suivantes : appeler à son aide les Colombiens déjà établis à Guayaquil, pousser les gauchos du Tucuman à envahir le Haut-Pérou, réclamer du Chili l'envoi d'une nouvelle expédition à Arica, mettre en état de défense le fort du Callao, fomenter des insurrections dans les districts de la Paz et de Potosi, approvisionner la flotte péruvienne et la charger du blocus des ports occupés par les royalistes, mettre enfin sur pied toute une nouvelle armée, dont il confia le commandement au chef militaire à qui il devait son élévation, le général Santa Cruz.

Bolivar était trop vivement désireux de mettre enfin le pied sur le territoire péruvien pour ne pas accueillir avec empressement les ouvertures de Riva Aguero. Il dirigea tout de suite sur le Callao une division de 3 000 Colombiens et envoya à Lima le général Sucre, chargé de la double mission de représenter la Colombie auprès du congrès péruvien, et de diriger, s'il en était besoin, les opérations militaires.

Quoiqu'à peine âgé de trente ans, ce jeune général, issu d'une riche famille de négociants à Cumana, avait déjà acquis dans les guerres du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade une grande renommée; plein de courage, doué d'une rare intelligence, d'une physionomie agréable, à la fois guerrier, diplomate et homme d'Etat, il avait toutes les qualités requises pour bien remplir le rôle qui lui était confié, et qui exigeait une souplesse spéciale pour se captiver les hommes; Bolivar n'aurait pu faire un meilleur choix, d'autant plus qu'il savait pouvoir compter sur le dévouement de son jeune ambassadeur, et l'avait déjà mis à l'épreuve dans plus d'une grave circonstance.

Établi avec ses Colombiens au Callao, Sucre contribua à aire dégarnir la capitale de troupes et à conseiller le départ pour Arica du général Santa Cruz avec presque toute l'armée péruvienne; puis quand Lima fut dégarni (23 mai), il fit comprendre que ses soldats étaient l'unique force capable de résister au général Canterac dont on annonçait l'arrivée prochaine, et sans se déplacer, malgré l'hostilité qui régnait entre Riva Aguero et le congrès, il fut choisi par l'un et par l'autre comme chef suprême des armées péruviennes, cinq jours après l'entrée de Canterac dans la capitale, qui ne lui avait offert aucune résistance (23 juin). Après un tel désintéressement de leur part, les patriotes du Pérou croyaient pouvoir compter sur un effort vigoureux de la part du général Sucre, et espéraient de lui une bataille décisive sous les murs mêmes du Callao, que les Espagnols étaient venus assiéger; mais celui-ci avait intérêt à faire peser sur les Péruviens le principal fardeau de la guerre, et jugeant qu'il forcerait Canterac aussi sûrement à abandonner la capitale en se réunissant au général Santa Cruz, il s'embarqua pour le Sud, se dirigeant vers Quilca. Ce mouvement eut bien les résultats qu'il en attendait : à peine connut-il ce départ,

Canterac s'empressa de lever le blocus du Callao, reparut à Lima, enleva de cette cité toutes les machines de la monnaie, et détermina une nouvelle émigration de nombreuses familles dans les vallées de Jauja et de Cuzco. Il se hâta ensuite de se rendre au quartier général du vice-roi La Serna, afin de coopérer pour sa part à la longue et importante campagne contre les généraux Santa Cruz et Sucre, qui était déjà entamée dans les provinces méridionales du Pérou (23 juillet).

La fortune s'était montrée, dès l'origine, très-favorable à l'expédition de Santa Cruz ; le débarquement s'était opéré sans difficulté à Yquique; puis la garnison d'Arica s'étant laissé envelopper, les Péruviens avaient pénétré dans le port, s'y étaient installés, et avaient occupé la ville de Tacna à laquelle elle sert de port, comme le Callao à Lima, Yslay à Arequipa et Ylo à Moquehua. Bientôt toute la partie située à l'ouest des Andes avait été complétement détachée de l'autorité royale; et même le port de Quilca, où devait débarquer le général Sucre avec ses Colombiens, avait été occupé par un détachement d'indépendants. Une fois ces premiers succès obtenus, Santa Cruz avait décidé la traversée de la cordillère, et lui-même s'était avancé jusqu'au Desaguadero et avait occupé la ville de la Paz (7 août), tandis qu'un de ses lieutenants, le colonel Gamarra, marchait, dans la direction d'Oruro, contre les troupes du Haut-Pérou, commandées par Olañeta.

La situation était critique pour les troupes royales; car, tandis qu'elles étaient ainsi assaillies du côté de la mer, le commandant des troupes buenos-ayriennes envahissait le Haut-Pérou par Jujuy et Salta, Arenales levait dans le Tucuman un corps de gauchos, et on attendait une nouvelle armée chilienne dans les environs d'Arica.

Mais cette brave armée espagnole du Pérou, quoique

abandonnée à ses seules ressources par la métropole, ne désespérait jamais d'elle-même; elle trouva dans son dévouement une énergie suffisante pour faire face à tant de dangers, et ramena la fortune sous ses drapeaux, grâce surtout aux marches étonnantes que Canterac et Valdès ordonnèrent à leurs soldats, afin d'en décupler le nombre par la rapidité des mouvements [1]. Le vice-roi La Serna, dans ces circonstances, voulut se mettre lui-même à la tête de ses troupes ; il concentra ses forces à Puno, décidé à opposer une barrière invincible aux Péruviens déjà maîtres du Desaguadero, et, conservant seulement un petit corps de cavalerie dans la direction d'Arequipa, il appela auprès de lui à marches forcées et Canterac, et Valdès, et Olañeta. Valdès se présenta le premier et annonça sa présence dans un premier combat, livré à Zepita, dont l'issue fut indécise, mais qui était pour les Espagnols un véritable triomphe, vu l'infériorité de leur nombre (25 août). Une fois réunis, La Serna et Valdès remontèrent le Desaguadero pour tendre la main à Olañeta et couper les communications du colonel Gamarra avec son général en chef; ils ne purent réussir dans cette dernière tentative, et Gamarra rejoignit le corps de Santa Cruz ; mais, en revanche, l'armée du Haut-Pérou s'incorpora à celle du vice-roi, et les Espagnols se trouvèrent en forces pour opposer une résistance au général Santa Cruz. Dès lors celui-ci, trop aventuré dans l'intérieur des terres, privé de ressources, se jugea hors d'état de continuer sa marche aventureuse; il donna le signal de la retraite, qui, par le seul effet de la fatigue et du découragement, ne tarda pas à se convertir en une déroute complète; son armée se composait de 7000 hommes au moment de sa réunion avec Gamarra ; elle se débanda avec une rapidité ex-

[1] Pendant cinquante-sept jours, les soldats de Canterac et de Valdès firent, durant cette campagne, plus de 7 lieues par jour.

traordinaire, et à son retour à Moquehua, de l'autre côté de la cordillère, les Péruviens n'avaient pas sous les drapeaux un effectif de plus de 800 hommes (22 septembre).

Il semble que le général Sucre aurait pu apporter par sa seule présence un concours très-efficace à l'armée expéditionnaire; mais, bien observé par Canterac, il se contenta de quelques mouvements de peu d'importance dans les environs d'Arequipa, et il apprit la destruction de l'armée de Santa Cruz avant d'avoir pu signaler sa présence par la moindre tentative. Pour sauver l'honneur des armes, plutôt que dans une espérance de succès, il voulut avant de se rembarquer disputer aux Espagnols la possession d'Arequipa; mais il lui fallut se retirer et abandonner de nouveau à Canterac et à Valdès toutes les provinces du Pérou méridional, conquises par eux pour la troisième fois (15 octobre). Le vice-roi avait de nouveau triomphé de la dangereuse coalition organisée contre lui, et donné aux Américains une nouvelle preuve de la supériorité de ses soldats et de la discipline européenne.

Malheureux sur le champ de bataille, les Péruviens manifestaient également leur impuissance à s'organiser : ils avaient trouvé dans Riva Aguero un chef national, actif, intelligent, plein de ressources et d'initiative; au lieu de le seconder efficacement, ils ne songèrent qu'à miner son autorité et s'empressèrent de lui susciter toutes sortes d'obstacles et de difficultés. Le congrès, dont la majorité lui était hostile, essaya de le renverser, et il fallut que lui-même, pour se défendre, pendant son séjour à Trujillo, où le gouvernement péruvien s'était retiré durant l'occupation de Lima par Canterac, en prononçât la dissolution. Le congrès fut remplacé (17 juillet) par un sénat composé de dix membres, qui put fonctionner avec assez de régularité tant que la capitale se trouva aux mains des Espagnols; mais le jour

où ils l'abandonnèrent, l'autorité étant retombée aux mains du marquis de Torretagle, celui-ci réunit immédiatement les députés du congrès dissous à Trujillo, qui d'un commun accord destituèrent Riva Aguero et le déclarèrent coupable de haute trahison, sous prétexte de négociations entamées avec le vice-roi La Serna (19 août).

Dès lors le Pérou était pour Bolivar, suivant ses propres expressions, un *champ bien sarclé; il pouvait faire tout ce qu'il voulait* : aussi s'empressa-t-il d'accourir, autorisé du reste par le congrès colombien à user de toutes les ressources de la Colombie pour opérer l'affranchissement de cette contrée. Il fit son entrée à Lima le 1er septembre, fut accueilli avec enthousiasme par la multitude et obtint du congrès péruvien le pouvoir suprême dans les affaires politiques et militaires. Riva Aguero, retiré à Trujillo au milieu de quelques troupes qu'il croyait lui être dévouées, était le seul homme qui pût lui faire obstacle ; mais en présence des dangers causés par la défaite de Santa Cruz, l'opinion publique préférait se jeter dans les bras d'un sauveur, plutôt que de poursuivre plus longtemps le rude apprentissage de la liberté qu'on venait d'inaugurer. L'ancien président ne tarda pas à être abandonné par tous ceux qui l'entouraient ; il fut vendu par un des principaux officiers, et il eut de la peine à échapper à la peine de mort prononcée contre lui ; il dut, le 25 novembre, se réfugier à Guayaquil, d'où il s'embarqua pour l'Europe, laissant Bolivar seul maître des affaires et seul en mesure de poursuivre et de terminer la longue lutte que nous venons de raconter (25 novembre).

Ainsi, au moment où l'intervention française remettait en Espagne le pouvoir absolu aux mains de Ferdinand VII, le vice-roi du Pérou n'était plus un puissant monarque, riche en ressources de tout genre, maître du Pacifique, disposant de trésors considérables, d'une escadre imposante et

d'armées nombreuses ; c'était un simple général, obligé de vivre sur les provinces qu'il occupait, assailli de tous côtés, n'ayant à compter que sur le dévouement, le courage et l'énergie de ses soldats, qui jusqu'ici, il faut le dire, ne lui avaient fait défaut en aucune occasion.

Quel changement durant cette période de 1820 à 1823 ! Et combien Ferdinand devait avoir à se repentir de n'avoir pas concentré toutes ses forces dès l'origine sur ce seul pays ! Il pouvait, en reprenant le pouvoir, prolonger la lutte ; mais l'unique résultat auquel il fallait tendre désormais était de sauver au moins la belle armée qui avait combattu si vaillamment pour la cause de l'Espagne, et de la ramener saine et sauve dans la Péninsule avant que la misère et de continuelles souffrances, accrues encore par les jalousies et les rivalités des chefs, vinssent la condamner à des humiliations imméritées.

Quant au Pérou, il était déjà perdu pour l'Espagne ; en présence d'un nouvel adversaire qui allait prendre en main la direction des affaires et qui groupait autour de lui tout l'élément américain, la continuation de la lutte n'était qu'un acte de témérité et de vaine obstination.

Mexique.

Grâce au calme dont il jouissait sous l'administration du vice-roi Apodaca, le Mexique n'avait pas eu à redouter que l'expédition de l'île de Leon fût dirigée contre lui ; sur le vaste territoire qui composait cette vice-royauté, il y avait bien encore des chefs de bande qui soutenaient la lutte au nom de l'indépendance, comme Guerrero, Asensio et Montès de Oca ; mais leurs efforts, quoique soutenus avec vaillance et énergie, étaient beaucoup trop isolés pour exciter la

moindre crainte chez le représentant de Ferdinand VII, qui pouvait leur opposer jusqu'à trente-cinq régiments.

Les malheureux patriotes qui ne voulaient pas se soumettre à l'autorité de la métropole et refusaient le pardon qu'on leur offrait étaient partout traqués comme des bêtes fauves et obligés de se réfugier dans les recoins les plus éloignés des terres chaudes pour n'être pas atteints par les nombreux détachements lancés à leur poursuite.

Apodaca, étant parvenu à rallier à l'indulto plus de 30 000 rebelles, se flattait d'avoir rétabli par ce moyen la paix et la tranquillité dans le pays confié à son commandement. Le travail reprenait, les communications étaient redevenues plus faciles, et des convois d'argent avaient pu être dirigés presque sans escorte de Mexico à la Vera Cruz, comme aux époques normales (janvier et février 1820).

Mais tandis qu'à la surface l'autorité du représentant de la couronne espagnole paraissait s'être solidement raffermie, un travail latent s'était opéré dans toutes les classes de la population. L'élément créole, dont le vice-roi avait été obligé de se servir même dans l'armée afin de réprimer les factions, s'était persuadé de sa prépondérance ; en contribuant à rétablir l'ordre dans le pays, il ne prétendait nullement avoir abdiqué son plan d'indépendance ; il voulait seulement atteindre le but sans se compromettre dans une longue série de désordres qui peut-être ne profiteraient qu'à la race indienne. Une commune entente s'était établie à tous les degrés de l'échelle sociale entre les fonctionnaires et les administrés, les juges et les plaideurs, les prêtres et leurs paroissiens, les écrivains et leurs lecteurs, les jeunes gens et les vieillards, les soldats et leurs officiers, contre tous les Européens. Les Mexicains ne se révoltaient pas contre l'autorité du vice-roi, mais ils formaient bande à part ; il y avait entre eux comme une conspiration ouverte

et unanime en faveur de l'indépendance nationale ; et de même qu'une répression absolue avait été inefficace à cause du grand nombre des révoltés, de même la longanimité et la temporisation restaient impuissantes en présence d'une opposition universelle et systématique.

C'est sur ce terrain ainsi préparé qu'arrivèrent de la Péninsule les ordres de la junte constitutionnelle formée à Madrid le 9 mars 1820, et ordonnant au Mexique la proclamation de la constitution de 1812. L'Audience, le parti gothique, les fonctionnaires de la Péninsule avaient encore bien présente à l'esprit la recrudescence de libéralisme patriotique qu'avait produite, en 1812, l'application de cette même constitution ; aussi à peine connut-on à Mexico les événements de la Péninsule et les ordres reçus par Apodaca, qu'une grande agitation commença à s'emparer des esprits : les vrais amis de l'Espagne, sous aucun prétexte, ne voulaient entendre parler de la constitution ; ils en considéraient la promulgation comme l'arrêt de mort de la domination espagnole ; les Mexicains, au contraire, demandaient avec instance l'exécution immédiate des ordres venus de Madrid.

Apodaca avait des raisons spéciales pour ne pas mettre d'empressement à obéir aux ordres de la junte madrilène : le roi Ferdinand VII avait quelquefois songé à s'enfuir au Mexique, sous l'impression des premières craintes que lui causèrent les succès du parti constitutionnel ; et il avait recommandé au vice-roi de lui conserver avec soin cet asile pur de toute constitution.

Ainsi retenu par les désirs de Ferdinand, par la volonté bien arrêtée de l'Audience, par les passions de ses compatriotes, Apodaca employa tous les moyens possibles pour reculer l'époque de la promulgation; mais il échoua dans toutes ses tentatives : les Mexicains proclamèrent eux-mêmes

la constitution dans tous les principaux centres, et comme il recevait en même temps de Madrid l'ordre formel d'établir la liberté de la presse, de permettre les réunions électorales, de faire nommer les députations provinciales et de laisser élire les députés aux Cortès, le vice-roi se trouva bientôt obligé de la mettre lui-même à exécution, mais ce fut à son corps défendant.

Plus tard, après avoir fait cette concession, loin de travailler efficacement, suivant le désir des Cortès espagnoles, à prouver aux Américains par des institutions libérales l'intention bien arrêtée de les traiter désormais sur le même pied que les péninsulaires, Apodaca favorisa par-dessous main toutes les manœuvres tentées à Mexico contre la constitution par les ennemis du libéralisme. Ces ennemis étaient nombreux : d'une part, l'Audience, auxiliaire toujours dévouée de la monarchie absolue, et mécontente elle-même du vice-roi, parce qu'il n'avait pas osé se mettre en désaccord avec les ordres révolutionnaires venus de Madrid, et parce qu'il avait consenti à faire reconnaître la constitution; d'autre part, le clergé supérieur, uniquement occupé de la conservation de ses richesses et de son influence, qui avait défendu à outrance la cause de l'Espagne tant que celle-ci s'était montrée hostile aux idées révolutionnaires, mais qui songea aussitôt à s'en détacher quand il apprit les dispositions dont étaient animées les Cortès de 1820. Jusqu'alors cette partie du clergé avait été presque unanime à défendre les liens qui attachaient le Mexique à la métropole; mais alors un grand changement se manifesta chez elle : dans la crainte des mesures radicales que pouvaient tenter contre elle les Cortès de Madrid, elle commença à penser qu'elle trouverait peut-être plus de sécurité auprès d'un gouvernement indépendant sur lequel elle exercerait une influence directe; il se forma dans son

sein deux courants bien distincts, tous deux conservateurs, mais l'un tendant la main aux Espagnols et l'autre voulant se rapprocher des indépendants et les aider à constituer une nationalité distincte.

L'ardeur des réactionnaires à Mexico était si vive, qu'une association vigoureuse, assez semblable à notre congrégation de Paris sous la Restauration, put s'organiser, sous la direction de deux chanoines du couvent de la Profesa, avec la seule idée de renverser la constitution de 1812 ; digne pendant de ces malheureuses sociétés apostoliques qui partout en Europe faisaient alors une si rude guerre à la liberté. L'association de la Profesa parvint à étendre dans tout le Mexique un vaste réseau de conspiration; elle tenait la capitale entre ses mains; l'évêque de Puebla s'était placé hardiment à sa tête dans cette cité importante. Secondée par les prêtres sur tout le territoire, tandis qu'elle faisait miroiter devant les patriotes l'espoir d'une prochaine indépendance, elle groupait autour d'elle les Espagnols en se posant comme le plus ferme soutien de la monarchie absolue. Apodaca, dont elle favorisait les inclinations secrètes, n'avait garde de s'opposer à ses développements; rassuré, en voyant à sa tête les personnages les plus influents du clergé, il ne la considérait que comme le plus utile auxiliaire de son gouvernement. Elle était consultée dans tous les actes un peu importants, et elle était peu à peu devenue l'âme même de la vice-royauté ; car si elle avait quelques allures indépendantes, elle se montrait en même temps passionnée pour Ferdinand VII et pour le pouvoir absolu.

Lorsque cette association eut suffisamment étendu dans le pays ses ramifications, c'est-à-dire vers la fin de 1820, elle crut le moment arrivé de mettre enfin en jeu toutes ses batteries, et de déclarer solennellement l'abolition au Mexique de la constitution de 1812. Le vice-roi, on le sa-

vait d'avance, était favorable à ce coup d'État ; mais il y allait de sa vie et de son honneur qu'il parût avoir la main forcée : car les Cortès étaient encore puissantes à Madrid, et une désobéissance formelle à leurs décisions pouvait avoir les plus graves conséquences. Pour parer à cet inconvénient, on imagina, suivant le programme suivi dans l'île de Leon par Riego et Quiroga, de susciter un mouvement militaire et de faire proclamer tout d'abord par l'armée elle-même son refus d'obéir à la constitution.

Le vice-roi essayerait un instant de lutter contre le vœu général, puis il manifesterait au nom du bien public le regret profond avec lequel il donnait satisfaction aux désirs des populations, et la mère patrie ne pourrait jamais lui reprocher une mesure imposée par la nécessité. Mais qui chargerait-on de la mission difficile de faire entendre le premier cri d'opposition ? qui serait chargé de lever l'étendard de la réaction ? Serait-ce un officier péninsulaire ? serait-ce un créole ? Il y aurait eu évidemment peu de profit pour les partisans de la réaction à charger de ce soin un Espagnol ; car les Mexicains, qui avaient acclamé avec ardeur la constitution, n'auraient rien attendu d'un général péninsulaire se levant au nom de la monarchie absolue contre son représentant légitime. Mais une impression toute différente était produite si l'impulsion était donnée par un officier supérieur issu d'une famille mexicaine et exerçant un grand ascendant sur les troupes créoles. On chercha longtemps sur qui fixer les regards ; enfin on s'adressa au colonel Yturbide, et on crut avoir trouvé en lui l'instrument convenable pour frapper le grand coup.

Ce colonel avait depuis dix ans participé à toutes les luttes de l'armée royale contre les factions ; il était redouté par les patriotes, aimé par les troupes créoles déjà habituées à son commandement ; nul ne pouvait mettre en doute son cou-

rage, mis à l'épreuve en maintes circonstances ; sa moralité était douteuse, car un procès était pendant contre lui à cause des exactions et des concussions dont il s'était rendu coupable comme gouverneur militaire de la province de Guanajuato ; mais c'était là un péché véniel pour les royalistes, et l'assesseur Bataller, malgré les plaintes formulées contre le colonel, traînait facilement le procès en longueur. D'un autre côté, Yturbide affectait depuis quelque temps un zèle excessif pour tous les exercices religieux ; on savait qu'il communiait fréquemment, qu'il faisait dans les églises acte de présence assidue, enfin que journellement dans sa famille on débitait le rosaire avec ferveur. Rien ne pouvait convenir davantage aux chefs de la Profesa ; ils appelèrent auprès d'eux le colonel Yturbide et lui communiquèrent le grand plan dont l'exécution allait lui être confiée : on devait le nommer général en chef de l'armée située entre Mexico et Acapulco, et mettre en même temps à sa disposition un trésor de 700 000 pesos, destiné en apparence aux îles Philippines ; armé de ces ressources, il devait faire son pronunciamiento ; la Profesa et le vice-roi se chargeaient du soin de terminer le drame par l'abolition définitive de la constitution.

Sous le masque de la dévotion, Yturbide cachait un grand ambitieux ; déjà une fois il avait révélé son ardent désir d'attirer sur lui l'attention, en faisant fusiller (1814) un vendredi saint trois cents excommuniés, et en rendant publique la lettre officielle où il se vantait de cet infâme exploit. Quoique riche et indépendant par sa position, il poursuivait avec acharnement une carrière qui l'obligeait à tirer incessamment l'épée contre ses compatriotes. Jusqu'alors il avait évité de s'engager ouvertement avec les indépendants, mais il était en rapport avec leurs principaux chefs au moyen d'une dame distinguée de la haute société mexicaine, avec qui il entretenait d'étroites relations ; pleine d'ardeur et

d'enthousiasme, cette femme remarquable, quoique déjà assez avancée en âge, exerçait encore par ses attraits un charme irrésistible. Elle eut par son amant communication du plan qui lui était proposé, et elle lui conseilla de profiter de l'occasion pour jouer dans son pays le beau rôle de Bolivar en Colombie ; elle fit plus, elle prépara elle-même les voies, les moyens, et c'est par son initiative que le licencié don Juan José Espinosa de los Monteros prépara le fameux programme révolutionnaire connu sous le nom de *plan d'Yguala*, dont nous aurons bientôt à parler. Jamais occasion plus favorable ne pouvait se présenter : sur 35 régiments qui composaient la force armée de la vice-royauté tout entière, 11 étaient composés de soldats péninsulaires et 24 d'indigènes ; l'influence que les royalistes accordaient à Yturbide prouvait qu'il était jugé capable de grouper ces derniers autour de lui. Toute la difficulté consistait à savoir si les patriotes consentiraient à s'unir à lui contre les péninsulaires.

Dès les premiers jours de janvier 1821, Yturbide était déjà installé en qualité de commandant en chef de l'armée du Sud ; ses fonctions lui imposaient l'obligation de poursuivre avec acharnement l'un des chefs des patriotes, Guerrero, celui qui avait maintenu l'étendard national avec le plus d'opiniâtreté. Au lieu de s'acharner à sa poursuite, Yturbide s'arrangea de manière à entrer en négociations avec lui ; il accepta une entrevue et écouta avec bienveillance les propositions qui lui furent faites. Ce premier succès obtenu, il communiqua à ses troupes la mission qui lui avait été donnée, et leur manifesta son intention de se déclarer ouvertement pour la cause de l'indépendance. Ses insinuations ayant été accueillies avec empressement, il se rendit, le 24 février 1821, à la tête de son quartier général dans la ville d'Yguala, et il y publia son programme, dont les bases principales étaient

les suivantes : la Nouvelle-Espagne se déclarait indépendante et se transformait en monarchie limitée, dont la couronne impériale était offerte d'abord au roi Ferdinand et à ses frères, puis, au cas où ils la refuseraient, à quelque autre prince d'une des familles régnantes. Toute distinction entre Européens et Américains, entre blancs et gens de caste devait cesser ; tous ceux qui se déclaraient en faveur de l'indépendance devaient, sans distinction de nationalité, conserver leurs places et dignités ; la religion catholique devait être la religion d'État exclusive et les droits de l'Église seraient maintenus. L'armée devait s'engager à défendre les trois garanties, c'est-à-dire l'indépendance, la religion et l'union (note B). C'était un plan bien médité, très-habilement conçu, propre à rallier les esprits et ayant le grand avantage d'assurer une solution qui paraissait facile à l'état d'anarchie dont le pays se sentait menacé depuis la proclamation de la constitution de 1812.

Aussi arriva-t-il qu'il fut accueilli partout avec un enthousiasme indicible. Dès qu'il en eut connaissance, Guerrero, donnant un généreux exemple de conciliation, vint avec ses vieilles bandes s'unir au nouveau libérateur. Son exemple fut suivi par d'autres chefs ; on vit reparaître tout à coup, sortant du fond des déserts, où depuis longtemps on croyait qu'il avait désarmé, un des patriotes les plus obstinés, Guadalupe Victoria, et son premier acte fut de se ranger sous le nouveau drapeau. A ces ralliements inespérés, qui donnaient tout de suite une grande valeur à sa cause, Yturbide put joindre en peu de temps l'adhésion d'éléments essentiellement conservateurs ; partout dans les campagnes et les villes l'opinion publique se déclarait en sa faveur : dans l'armée, dans le clergé, dans l'administration, des hommes importants témoignèrent de leur volonté de s'attacher à son sort. La révolution, sans qu'une goutte de sang eût été ré-

pandue, se trouva effectuée d'un bout à l'autre de la Nouvelle-Espagne.

Tous ceux qui dans la société de la Profesa appartenaient au parti exclusivement gothique virent avec douleur la tournure qu'Yturbide avait donnée à leur coup d'État réactionnaire; mais les créoles conservateurs, le clergé lui-même, rassurés par les promesses qui leur étaient faites dans le plan d'Yguala, se remirent bientôt de leur première impression, et en présence de l'attitude générale du pays, au lieu de comprimer le mouvement, ils cherchèrent à l'exploiter à leur profit.

Le vice-roi avait été trompé : il s'était rendu par cette erreur à la fois suspect aux Espagnols libéraux qui connaissaient son antipathie pour la constitution, et au tiers parti absolutiste et gothique, qui l'accusait, pour ne pas les avoir devinées, d'avoir contribué aux menées d'Yturbide. Aussi n'inspirait-il plus aucune confiance aux Espagnols! ceux-ci, voulant dans une situation difficile un chef énergique à leur tête, le déposèrent violemment et nommèrent à sa place un officier d'artillerie, le général Novella, de qui ils attendaient des mesures efficaces (1er juillet).

Cette décision tardive devait être complétement inutile; le feu de la sédition s'était en effet propagé dans tout le Mexique avec une extrême rapidité: Acapulco s'était soulevée en faveur d'Yturbide; lui-même mettait le siége devant Puebla; Victoria s'était approché des murs mêmes de la capitale; les troupes espagnoles n'avaient pu rentrer dans Orizaba et Cordoba, après les avoir quittées pour se diriger sur la capitale; près de Vera Cruz, le capitaine Santa Anna avait organisé une colonne indépendante qui s'était jetée dans les montagnes de Perote non loin de Jalapa; enfin le colonel Bustamante avait dans le bajio de Guanajuato fait prisonnier le représentant du vice-roi, et toutes les troupes de

cette province avaient spontanément proclamé l'indépendance.

Quatre mois s'étaient à peine écoulés depuis la proclamation du plan d'Yguala, et à l'exception de Mexico et de Vera Cruz, toutes les villes du Mexique s'étaient prononcées en faveur d'Yturbide; elles étaient devenues trigarantes, c'est-à-dire qu'elles étaient complétement détachées de la métropole, sous la condition que le Mexique formerait une monarchie indépendante dans laquelle les Espagnols et les Américains seraient traités sur un pied parfaitement égal.

L'armée du Libérateur venait de s'emparer de la ville de Puebla après un siége assez long (1er août 1821), quand on apprit l'arrivée à la Vera Cruz d'un nouveau vice-roi nommé Juan O'Donoju, envoyé, disait-on, de la Péninsule avec une mission de paix et de conciliation. Aussitôt, sans lui laisser le temps de communiquer avec les autorités de Mexico, Yturbide voulut entrer en conférence avec lui; il lui demanda une entrevue, l'obtint à Cordoba, expliqua avec chaleur son plan d'Yguala, et se déclara tout prêt à signer un traité sur ces bases. O'Donoju, à son départ d'Espagne, avait été autorisé à faire des concessions; il trouvait à son arrivée le pays tout entier aux mains des indépendants; il crut faire une œuvre méritoire, et il le faisait sans aucun doute, en acceptant un état de choses auquel il se sentait impuissant à porter remède. Il accueillit donc les propositions d'Yturbide et signa avec lui le traité de Cordoba (27 août), confirmation définitive du plan d'Yguala.

Par ce traité, la Nouvelle-Espagne était considérée comme un empire souverain et indépendant; Ferdinand VII, et à son défaut l'un des infants espagnols, était appelé à en occuper le trône avec le titre d'empereur constitutionnel; une junte provisoire gouvernementale devait être formée; une régence de trois individus devait exercer provisoirement le

pouvoir exécutif; des Cortès seraient réunies pour former une constitution, la propriété était déclarée inviolable. Quiconque voudrait émigrer hors du pays était autorisé à le faire en emportant tous ses biens, sans autre entrave que de payer certains droits d'exportation; enfin les troupes espagnoles évacueraient la capitale moyennant une honorable capitulation (note C).

O'Donoju croyait, en signant une semblable convention, agir en homme d'État clairvoyant et sage; il ne réussit, vis-à-vis de ses compatriotes, qu'à s'attirer leur mépris et à se faire accuser de trahison; l'aveu de sa faiblesse a toujours été un des sacrifices les plus sensibles au peuple espagnol, trop habitué à être flatté et adulé par ses écrivains et ses gouvernants; au lieu de voir dans cette transaction la fin d'une guerre ruineuse, le terme d'un état de choses périlleux qui ne pouvait amener avec le temps que de plus tristes complications, il ne voulut y apercevoir qu'une surprise passagère, une trahison ou une maladresse de diplomate. Vaine colère de petits esprits.

Le traité de Cordoba était une nécessité. Ni Ferdinand VII ni le congrès espagnol ne lui donnèrent leur approbation; mais il ne s'exécuta pas moins réellement dans toutes les stipulations qui étaient contraires à l'Espagne, et leur refus de le ratifier ne servit qu'à accroître ce qu'il pouvait avoir pour leur nation de funeste, en la privant de toutes les compensations qui lui avaient été réservées.

Un mois après la signature de la paix, les troupes d'Yturbide firent leur entrée dans Mexico, et une junte provisoire dont faisait partie O'Donoju fut élue avec la mission de gouverner le pays (27 septembre). Novella avait hésité quelque temps à faire sa soumission; mais il lui était impossible de méconnaître l'autorité légitime du nouveau vice-roi, et il avait dû se retirer en faisant con-

naître à l'armée la nécessité où elle était d'évacuer la capitale.

Cette évacuation était déjà entièrement effectuée, quand une mort subite vint enlever O'Donoju à la difficile situation qu'il s'était créée (8 octobre), et fit passer le commandement aux mains d'un général très-recommandable, don Pascual Liñan, que son mauvais sort à la fin d'une carrière bien remplie condamnait au triste rôle de ramener en vaincu dans la Péninsule les derniers restes d'une brillante armée.

A peine eut-il fait son entrée à Mexico, Yturbide, appuyé sur une grande partie de l'armée et du clergé, et s'appliquant à capter la faveur de la populace, commença à jouer le rôle de maître absolu. Il nomma lui-même les trente-six membres de la junte consultative et s'attribua la présidence de la régence ; il se fit nommer généralissime et grand amiral et affecta de s'entourer de toute la pompe d'un monarque. Aussi dès l'origine une partie de la population se trouva-t-elle prévenue contre lui, et dès les premiers jours de l'indépendance une forte opposition commença à se manifester contre ses desseins dans le sein de la junte même qu'il avait nommée.

Ce n'était point pour servir de marchepied à un Yturbide que des hommes comme Guerrero, Victoria et Bravo avaient pendant des années lutté avec acharnement contre la domination coloniale de l'Espagne. Ces hommes exerçaient une grande influence sur l'opinion par l'énergie de caractère qu'ils avaient déployée et par les services qu'ils avaient rendus ; mais leurs tendances républicaines étaient odieuses à la grande masse des officiers et des fonctionnaires, habitués à jouir des faveurs et des priviléges d'une administration toute-puissante ; aussi ne purent-ils tout d'abord faire triompher leur manière de voir : le courant de l'opinion était

exclusivement favorable au promoteur du plan d'Yguala : c'est lui qui était réellement maître de la situation, et il songea à l'exploiter jusqu'aux dernières limites.

Une insurrection des troupes espagnoles qui avaient évacué Mexico et qui, en attendant le moment de s'embarquer, séjournaient encore dans les montagnes qui séparent cette capitale de la côte, eût été pour lui un incident précieux : en renouvelant les terreurs de la classe moyenne et de la populace, en faisant apprécier l'utilité de son intervention, elle eût servi à rehausser son prestige et fourni une excellente occasion de se faire acclamer empereur. Des efforts furent donc tentés afin de pousser à bout les débris de l'armée royale que Liñan entraînait avec difficulté vers les points d'embarquement; il fut question d'enlever leurs armes à tous les soldats qui n'avaient pas été vaincus. Liñan, par son attitude et sa décision, parvint à faire respecter la capitulation et facilita le départ d'une première division (21 mars) ; la seconde se laissa entraîner par des chefs maladroits et indiscrets et tenta, dans les premiers jours d'avril, de rétablir l'autorité royale dans toute sa plénitude. Yturbide envoya aussitôt des troupes contre elle, obligea les mutins de se rendre à discrétion, et sans qu'on pût l'accuser d'avoir violé la capitulation, put donner au peuple de Mexico le spectacle de ramener en prisonniers dans la capitale ces mêmes soldats qui pendant si longtemps avaient causé l'effroi et la terreur des leperos (6 avril 1822).

Après ce dernier incident, à l'exception de la forteresse de San Juan d'Ulloa, où s'était enfermé le général Davila, sans vouloir prêter l'oreille à aucune négociation, il ne restait plus dans toute la Nouvelle-Espagne un coin de terre occupé par les soldats espagnols : le Yucatan et le Guatemala avaient même suivi l'exemple de la vice-royauté : l'un avait renvoyé purement et simplement à la Havane son capitaine

général; dans l'autre, le représentant de la Péninsule, Gainza, avait fait cause commune avec les créoles, et d'accord avec l'archevêque avait déclaré lui-même l'indépendance du pays et son union avec la Nouvelle-Espagne.

Ainsi les partis, dès le lendemain du traité de Cordoba, étaient en état au Mexique, sans avoir à redouter aucune pression extérieure, de travailler solidement à l'établissement d'un bon gouvernement, et de choisir le système définitif qui convenait le mieux à la nouvelle nation. Par malheur, trop peu préparés à la liberté qui leur était soudainement octroyée, ils ne surent pas se faire les concessions nécessaires en vue du bien public ; ils restèrent tranquillement en présence pendant quelques mois sous le prétexte d'attendre des nouvelles de Madrid, qui devaient leur apprendre si le gouvernement espagnol accordait définitivement sa sanction au traité de Cordoba et si Ferdinand VII ou l'un de ses frères acceptait la couronne qui lui était offerte; quand ils surent la décision prise par les Cortès, le 13 février 1822, de déclarer ce traité nul et non avenu, et qu'ils voulurent travailler efficacement à leur organisation politique, il était déjà trop tard : pendant leur longue abstention, ils avaient laissé prendre à Yturbide une position supérieure, et celui-ci se trouva assez fort pour imposer sa loi.

Le 18 mai 1822, malgré l'opposition du congrès, qui, bien que composé d'éléments conservateurs, ne s'était point montré dès l'origine favorable à Yturbide, une bande de sous-officiers et de soldats, suivie d'une foule de leperos, l'acclama dans les rues de Mexico et le proclama empereur sous le nom d'Augustin Ier.

Il y eut le lendemain une séance extraordinaire des Cortès convoquée par le Libérateur : sur 162 députés, 94 seuls consentirent à voter sous la pression d'une multitude enivrée

et séduite ; et encore sur ces 94, une minorité de 15 voix déclara que les députés n'avaient pas pouvoir pour sanctionner une semblable élection. On passa outre, et élu empereur par 77 voix, Yturbide déclara qu'il agissait contraint et forcé, mais enfin qu'il se soumettait à la volonté du peuple.

Parvenu au pouvoir suprême contre la volonté calme et réfléchie des représentants de la nation, et à l'aide d'un coup d'État, l'usurpateur ne devait pas s'attendre à rencontrer un instrument docile dans le congrès dont il avait humilié la majesté. Aussi dès le lendemain de son installation le pouvoir législatif travailla-t-il par son attitude à recouvrer la prépondérance qui lui avait été enlevée : il opposa d'énergiques barrières aux dépenses inouïes que l'empereur réclamait pour son armée et au faste ridicule dont il voulait s'entourer ; et il chercha autant qu'il fut en lui à empêcher les exactions commises contre toutes les caisses publiques où se trouvaient les dépôts des particuliers. Ainsi privé des moyens d'organiser la corruption sur une grande échelle pour se procurer des partisans, l'usurpateur proposa d'abord au congrès de réduire le nombre de ses membres, puis sur son refus le déclara dissous (31 octobre), établissant à sa place une junte constituante spécialement chargée de préparer une nouvelle loi électorale et d'élaborer un projet de constitution.

La nation mexicaine supportait avec dégoût la triste situation où elle se voyait réduite, quand on apprit qu'un officier mécontent, Santa Anna, avait arboré à Vera Cruz le drapeau de la république, et qu'une partie des troupes employées au siége du château de San Juan d'Ulloa s'étaient rassemblées autour de lui. Aussitôt les patriotes se hâtent de profiter de cette circonstance. Victoria accourt auprès de Santa Anna et relève son moral trop facilement abattu par

un premier insuccès. Bravo et Guerrero abandonnent la capitale pour retourner dans les provinces du Sud afin d'y organiser un nouveau centre d'insurrection (janvier 1823). Cette prise de boucliers effraya les conservateurs, et ils se décidèrent à rétablir l'autorité du corps législatif. Trois généraux envoyés contre Santa Anna, à la tête de trois colonnes différentes, s'abouchèrent ensemble près de Casa Mata, décidèrent entre eux le rétablissement du congrès, et s'empressèrent de faire part de leur décision à l'empereur.

En apprenant cette nouvelle, Yturbide songea d'abord à une énergique résistance; puis, abandonnant cette ligne de conduite et se croyant nécessaire, il se décida à convoquer le congrès dissous et à présenter son abdication (19 mars).

Les députés surent habilement tirer parti de l'étrange situation qui leur était faite; au lieu d'accepter l'abdication, ils déclarèrent nulle et non avenue l'élection qui leur avait été arrachée par la force, prononcèrent l'exclusion du trône de la famille des Bourbons, et, une fois ces résolutions prises, attendirent avec calme les généraux qui avaient commencé le mouvement insurrectionnel, dans l'espérance de le faire tourner à leur profit.

Ceux-ci avaient été loin de s'attendre à un revirement aussi complet, qui dépassait leurs désirs, car ils étaient tous les trois partisans du système monarchique; cependant ils se soumirent aux décisions du congrès, qui chargea du pouvoir exécutif un triumvirat composé des trois personnages considérés comme l'expression la plus sincère des partis dominants : Bravo, Victoria et Negrete. Quant à Yturbide, après avoir présenté son abdication, il s'était embarqué pour l'Europe et avait été cacher dans la ville de Livourne le souvenir de son élévation éphémère et le regret de sa chute rapide. Dès lors le pays se trouva entraîné nécessairement dans la voie de la république; le malheureux essai

qu'on venait de faire avait justement degoûté de la monarchie ; on se décida au Mexique à suivre l'exemple des autres colonies de l'Amérique, et l'opinion, d'accord sur ce point capital, commença à se préoccuper exclusivement de la question de savoir si l'organisation du pays devait être fédérale ou unitaire.

C'est sur ce point de vue que les esprits se divisèrent : on se demandait s'il devait exister une forte administration centrale, ou si chaque province, à l'exemple des Etats-Unis, constituerait un Etat spécial avec ses corps législatifs et sa propre administration.

Le premier congrès, qui avait eu une existence si agitée, composé en grande partie de conservateurs était plutôt favorable à l'établissement d'un seul Etat, sur le modèle des gouvernements européens ; quoique rétabli dans la plénitude de ses droits après sa conférence de Casa Mata, il n'osa point cependant résoudre de lui-même cette grave question, et laissa ce soin à un second congrès, dont il facilita l'avénement en proposant la loi électorale au moyen de laquelle il fut élu.

Dans celui-ci, les fédéralistes se présentèrent avec une majorité imposante et voulurent signaler leur triomphe en proclamant la république fédérative.

Au moment où les Français pénétraient à Cadiz sous les ordres du duc d'Angoulême, le second congrès mexicain commençait à discuter l'acte constitutif dans lequel devait être proclamée à la face de l'Espagne et de l'Europe entière l'indépendance des provinces qui constituaient auparavant la Nouvelle-Espagne. Guatemala avait voulu se séparer d'elles, et à l'exception de la province de Carapus, qui à cause de ses relations commerciales maintint de plein gré ses relations avec le Mexique, il s'était constitué en Etat indépendant sous le nom d'Amérique centrale. Toutes les autres pro-

vinces, même le Yucatan, donnèrent leur adhésion à l'acte constitutif, et par leur commun accord se trouvèrent définitivement organisés les *Etats-Unis du Mexique*, appelés à une tout autre destinée que ces autres États-Unis leurs voisins, habités par la race anglo-saxonne, dont ils cherchaient en ce moment même à imiter les institutions.

Les troupes espagnoles occupaient toujours à cette époque le château de San Juan d'Ulloa et continuaient à gêner par cette occupation les transactions commerciales du port de la Vera Cruz.

Politique suivie à l'égard de l'Amérique par le gouvernement espagnol de 1820 à 1823.

Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur tous ces événements, il nous reste à rendre compte de l'attitude prise à l'égard des colonies par tous les différents pouvoirs qui se succédèrent à Madrid durant la période constitutionnelle.

Ferdinand, pour sa part, ne varia jamais dans sa ligne de conduite : la répression à outrance était à ses yeux le seul moyen de répondre aux tendances des colonies ; ajoutant tout l'orgueil castillan aux prétentions d'un descendant de Louis XIV, il s'indignait à la seule idée de ne plus pouvoir répéter cette phrase pompeuse par laquelle il se plaçait au-dessus de tous les monarques du monde : *le soleil ne se couche jamais dans mes Etats.*

Moins dominés par des vues ambitieuses et égoïstes, les bons citoyens qui depuis le 9 mars 1820 jusqu'à l'ouverture des Cortès dirigèrent le char de l'État sous le nom de junte gouvernementale, tombèrent dans un excès qui ne fut pas moins fatal à l'Espagne que la rigueur excessive de Ferdinand : ils se persuadèrent naïvement, comme les députés de 1810 et 1812, que la proclamation du régime constitutionnel

ferait immédiatement tomber les armes des mains des patriotes insurgés, et que la seule annonce des modifications politiques introduites dans la Péninsule amènerait la pacification des colonies.

On a peine à croire à un pareil enfantillage, mais cette pensée est mise au grand jour dans des documents d'une telle importance, et prouvée par des faits si nombreux, que la contester, ce serait se refuser à l'évidence. Dans le discours du roi à l'ouverture des Cortès en 1820, dans le mémoire où la junte a consigné tous les principes qui présidèrent à son administration, la même idée est développée sur tous les tons. « La constitution de 1812 est appelée l'Iris de paix de toute la race espagnole de l'ancien et du nouveau continent; soumises à ses lois justes et sages, les colonies auront à cœur elles-mêmes de faire partie d'une nation libre et généreuse; sous l'empire de la constitution, il n'y a plus de métropole et de colonies : c'est un seul et même peuple régi par les mêmes lois, et animé par les mêmes intérêts. »

Quelles que fussent leurs espérances intimes, des hommes d'État d'une véritable portée ne s'en seraient pas exclusivement rapporté à la haine des Américains pour le système absolu et au désir qui s'était répandu chez eux de jouir d'institutions libérales : ils auraient compris qu'en outre des questions intérieures, un intérêt bien entendu poussait les colonies à réclamer leur indépendance, et que par suite il n'y avait avec elles que deux partis à prendre : ou les vaincre par un grand déploiement de forces, ou s'assurer leur sympathie et de grands avantages commerciaux par des concessions opportunes.

Les hommes de la junte crurent avoir assez fait en envoyant en Amérique, à la place de la grande armée préparée à Cadiz, le décret qui annonçait la convocation des Cortès et l'ordre aux généraux qui soutenaient alors la guerre avec

le plus d'opiniâtreté, à Pezuela et à Morillo, d'arrêter autant que possible l'effusion du sang et d'entamer des négociations avec les rebelles.

Les avantages que pouvaient retirer les Américains de l'envoi de députés aux Cortès étaient tout à fait illusoires : le décret du 20 mars, tenant lieu de la distance, établissait que, jusqu'à l'arrivée des députés élus suivant les conditions du pacte constitutionnel, les pays d'outre-mer seraient tous représentés par trente suppléants ; or ces suppléants, élus par des originaires d'Amérique résidant pour la plupart depuis très-longtemps dans la Péninsule, ne pouvaient représenter sincèrement les vœux et les intérêts des habitants des colonies, et le nombre de voix qui leur était assuré leur paraissait aussi bien peu proportionné au chiffre de leur population.

Le décret convoquant les Cortès ne produisit donc pas toute l'impression qu'en attendait la junte ; quant aux ordres communiqués à Morillo et à Pezuela, ils ne servirent qu'à entraver les opérations militaires, sans produire aucun résultat sérieux. Ces deux fonctionnaires, nourris des idées de Ferdinand, systématiquement opposés à toute transaction avec les colons, n'obéirent aux ordres de la junte qu'avec une extrême répugnance ; malgré les résistances si énergiques qu'ils éprouvaient, ils mettaient leur gloire à ne pas s'avouer vaincus et considéraient comme mauvais Espagnol quiconque croyait possible l'émancipation des colonies ; les succès obtenus par Buenos-Ayres et par le Chili ne les avaient point convaincus : les colons étaient pour eux des rebelles, et il n'y avait point à entrer en pourparlers avec eux.

On conçoit que de semblables dispositions chez les représentants de l'autorité rendaient à l'avance impossibles ces élans de sympathie, cet amour, cette fraternité, au

moyen desquels la junte croyait possible le rétablissement de la concorde.

Il y eut, à la suite des ordres venus de Madrid, des négociations suivies entre Morillo et Bolivar en Colombie, et entre Pezuela et Saint-Martin au Pérou. Ces dernières n'aboutirent point d'abord et furent reprises postérieurement; les autres produisirent la convention de Trujillo, qui doit bien moins être considérée comme un armistice sérieux que comme une manœuvre habile employée par deux habiles généraux : par l'un, pour accroître ses forces par une trêve nécessaire, afin de recommencer plus tard la lutte dans de meilleures conditions; par l'autre, pour sortir honorablement d'une situation difficile dans laquelle il ne voulait pas rester plus longtemps compromis (septembre 1820).

Il avait été convenu dans le traité de Trujillo que des commissaires seraient envoyés de la Péninsule à la colonie, et que d'autres se rendraient de Caracas à Madrid pour traiter, chacun de leur côté, les grandes questions à résoudre; mais rien n'avait été préjugé sur le point essentiel : l'indépendance. Pendant longtemps, les deux chefs n'avaient même pu entrer en rapport, par suite de la volonté bien arrêtée chez l'un de ne pas reconnaître cette indépendance si désirée, chez l'autre de ne rien concéder avant qu'elle fût admise en principe.

Dans les Cortès de 1820, à l'exception de la phalange des suppléants américains, la plupart des députés partageaient sur ce point l'opinion de Morillo; ils avaient le 17 septembre voté une amnistie générale. Sur la liberté du commerce, bien qu'à propos du tarif des douanes ils eussent déclaré qu'il ne fallait pas y songer en Amérique, ils auraient accordé des concessions s'ils avaient pensé rallier par ce moyen les colonies; mais quant à l'indépendance en elle-même, ils refusaient d'en entendre parler; ils accueillirent fort mal

les deux commissaires colombiens Revenga et Echevarria, envoyés par le congrès d'Angostura pour s'entendre avec le gouvernement espagnol, parce qu'ils insistaient hautement sur la reconnaissance de leur patrie comme État indépendant.

Que pouvaient tenter d'utile les diplomates avec une semblable base de négociations? Rien, absolument rien. Aussi, tandis qu'en Colombie la convention de Trujillo, loin de conduire à une paix définitive, était dénoncée par Bolivar, et qu'à Madrid on remettait leurs passe-ports aux deux ambassadeurs colombiens, tous les efforts du négociateur don Manuel Abreu pour amener une réconciliation entre Saint-Martin et La Serna échouaient à Punchauca et ne servaient qu'à retarder de quelques jours l'évacuation de Lima par l'armée espagnole.

Les suppléants étant peu à peu remplacés par quelques députés propriétaires venus directement des colonies, l'opinion des Cortès de 1820, malgré la répugnance avec laquelle elles abordaient ce grave sujet, se trouva enfin appelée à se prononcer. Un membre nommé Magarino demanda la nomination d'un comité chargé d'indiquer les mesures propres à mettre un terme à la guerre, et sa proposition fut d'autant plus opportune qu'on reçut au même moment les nouvelles du soulèvement d'Yturbide, et que la crainte de perdre le Mexique, après avoir déjà perdu Buenos-Ayres, le Chili et la Colombie, produisit tout à coup sur les esprits une profonde impression (avril 1821).

Le comité fut effectivement nommé ; il fut composé d'Américains et d'Espagnols, et se mit à l'œuvre dans l'intention de formuler quelques propositions (mai et juin 1821). C'est pendant qu'il se livrait à ses travaux préparatoires que le gouvernement se décidait à envoyer de l'autre côté de l'Atlantique les deux généraux O'Donoju et Cruz Mourgeon,

en leur donnant des instructions moins sévères et moins répressives que toutes celles qui avaient été envoyées jusqu'alors à leurs prédécesseurs.

La deuxième session ordinaire des Cortès devait finir le 30 juin; les travaux du comité devaient donc être poussés avec vivacité si l'on voulait arriver à une solution; mais il semble que personne ne voulait assumer devant le pays la responsabilité d'aucun acte important sur ces matières. Le comité abandonna au gouvernement le soin de présenter des propositions à l'ouverture de la nouvelle session, sans même vouloir se prononcer sur un plan très-intéressant qui avait été présenté par quarante-cinq députés américains.

Fortement excités par les événements qui s'étaient accomplis au Mexique dans le commencement de 1821, ceux-ci avaient pris en effet une attitude bien dessinée : ils s'étaient groupés sous la direction de Molinos del Campo, de Navarrete et de Zabala, et ils demandaient pour les colonies une vie à part qui eût été une indépendance réelle et effective, sans briser néanmoins tous les anciens rapports qui existaient depuis si longtemps entre la métropole et les colonies. Ils soutenaient à juste titre que la constitution ne pouvait être appliquée en Amérique comme dans la Péninsule, que les lois faites à Madrid ne pouvaient être introduites dans les colonies, que celles-ci ne jouissaient d'aucun des bienfaits d'un peuple libre, que, par exemple, la responsabilité des fonctionnaires y était inconnue; ils proposaient de former en Amérique trois sections législatives : une pour le Mexique, une seconde pour la Colombie, une troisième pour le Pérou, Buenos-Ayres et le Chili; d'instituer, dans chacune de ces sections, une délégation choisie par le souverain, avec son ministère, son conseil d'État et son tribunal suprême spéciaux; les mêmes lois qui régis-

saient le commerce de l'Espagne avec ses colonies s'appliqueraient au commerce de celles-ci entre elles.

Ce plan était assez conforme aux bases du programme d'Yguala ; malgré son importance, il ne fut pas jugé digne d'un examen approfondi.

Dès que les Cortès se réunirent une troisième fois en session extraordinaire (24 septembre 1821), elles ne tardèrent pas à avoir connaissance du traité de Cordoba signé par O'Donoju et Yturbide; cette nouvelle, loin de les faire réfléchir, ne fit qu'accroître leur irritation. Un de leurs premiers actes fut d'exclure les suppléants qui représentaient les districts dans lesquels on ne pouvait pas ou on ne voulait pas faire les élections. Puis, sous le prétexte que la constitution s'opposait formellement à tout démembrement du territoire, elles feignirent, suivant l'avis de Toreno, de se considérer sans droit à reconnaître l'indépendance d'aucune colonie américaine : c'était le même prétexte sous lequel le roi cachait depuis deux ans son système de répression à outrance.

Quand le gouvernement se présenta pour formuler les propositions qu'il devait soumettre, les seules concessions qu'il fût disposé à faire étaient l'octroi de la liberté du commerce, l'abrogation de certains articles de la constitution, l'ajournement des résolutions relatives aux couvents et au régime ecclésiastique, et l'acceptation d'une médiation étrangère. Le comité ne jugea pas ces propositions dignes d'être discutées et conclut, pour sa part, à l'envoi de commissaires chargés de s'entendre directement avec les colonies.

Cette motion fut approuvée, et le gouvernement (c'était alors le ministère Martinez de la Rosa qui était au pouvoir) fut autorisé à envoyer des plénipotentiaires en Amérique ; mais en même temps, comme pour ôter d'avance tout caractère à ces négociateurs, le congrès, sur la proposition du comte de Toreno, décida que le traité de Cordoba serait

déclaré nul et non avenu, que le gouvernement devrait se maintenir avec vigueur dans tous les centres coloniaux restés fidèles, et qu'une note diplomatique serait adressée aux diverses puissances pour leur faire comprendre que toute reconnaissance partielle ou générale de l'indépendance des colonies serait considérée comme un acte de violation des traités (13 février 1822).

La note fut en effet adressée ; mais déjà le 8 mars 1822, avant de la recevoir, le président des États-Unis, Monroe, avait obtenu du congrès de Washington l'autorisation de reconnaître les colonies espagnoles ; il hésita quelque temps à s'en servir vis-à-vis du Mexique, parce qu'il ne voulait pas sanctionner le régime monarchique qu'Yturbide avait eu la prétention d'y introduire ; cependant l'année ne s'était pas écoulée qu'il avait solennellement reconnu l'État de Colombie; son exemple ne devait pas tarder à être suivi par l'Angleterre.

Parmi les commissaires que le gouvernement espagnol avait dû envoyer en Amérique en exécution du décret du 13 février, deux avaient été dirigés sur Buenos-Ayres : c'étaient le magistrat Pereira et le colonel Robles. Leur arrivée dans cette cité vers le commencement de 1823 coïncida avec la propagation en Amérique de la nouvelle de l'intervention française. Aussitôt, dans cette cité intelligente, surgit l'idée d'acheter à prix élevé cette indépendance que l'orgueil castillan se refusait à accorder, alors même qu'elle eut été déjà conquise les armes à la main. On fit offrir, par des voies détournées, aux Cortès espagnoles la même somme qui avait été votée par la Chambre des députés en France pour leur faire la guerre (100 millions de francs), à la seule condition de reconnaître solennellement tous les faits consommés. Ces préliminaires amenèrent entre Pereira et Robles d'un côté et le gouvernement buenos-ayrien de l'autre,

le 4 juillet 1823, la signature d'un armistice de dix-huit mois, pendant lequel une parfaite harmonie devait exister entre la métropole et ses colonies, le commerce devait être rétabli entre elles, et la bannière buenos-ayrienne reçue dans les ports espagnols comme la bannière de Castille sur les bords du rio de la Plata.

Semblable convention, si elle avait été ratifiée par les Cortès et surtout par la volonté générale du peuple espagnol, aurait pu avoir sur les événements la plus grande influence ; mais elle fut connue trop tard, quand déjà l'expédition du duc d'Angoulême avait obtenu ses premiers succès, et ni les Cortès réunies à Cadiz n'eurent assez de résolution pour l'accepter, ni le vice-roi La Serna ne consentit à y donner son adhésion et à l'appliquer au Pérou.

C'est pour traiter de l'approbation de ces bases préliminaires que les deux officiers supérieurs Las Heras, au nom de Buenos-Ayres, et Espartero, au nom de l'armée du Pérou, tinrent dans la ville frontière de Salta une conférence dont nous avons déjà parlé ; Espartero, de la part du vice-roi, mettait pour condition à son acceptation la retraite immédiate de la division des Andes, corps buenos-ayrien qui opérait depuis longtemps avec les troupes du Chili, et la reconnaissance de l'autorité royale dans le Pérou. Las Heras ne pouvait souscrire à ces conditions, mais il insistait pour se rendre au Cuzco afin de traiter directement avec La Serna, se disant autorisé à lui faire des offres réelles qui mettraient certainement fin à la guerre. Les nouvelles d'Europe, annonçant les succès de l'intervention française, le prochain rétablissement de la monarchie absolue, et par suite le retour au système de répression à outrance, empêchèrent qu'il ne fût donné suite à ces premières démarches, et les négociateurs se séparèrent sans avoir pris aucune décision utile (note D).

Quant aux deux commissaires espagnols envoyés à Buenos-Ayres, Pereira et Robles, ils eurent non-seulement la douleur de voir leur œuvre repoussée par les Cortès, mais encore des lettres de change qui leur avaient été envoyées de Cadiz par le gouvernement constitutionnel ayant été protestées, ils se trouvèrent privés des ressources les plus nécessaires à leur subsistance et perdirent bientôt tout crédit vis-à-vis des Buenos-Ayriens par le fait de la restauration du régime absolu qui annulait leurs pouvoirs.

C'est pendant leur réunion à Cadiz, au moment le plus critique de leur situation, que les Cortès de 1822 furent appelées à donner leur avis sur la question des colonies. Le 2 août 1823, quand déjà on pouvait connaître le traité signé à Buenos-Ayres, la commission chargée par elles d'examiner les affaires d'outre-mer déposa sur le bureau un rapport avec les conclusions suivantes :

« Les gouvernements de fait des provinces dissidentes seront invités à envoyer des plénipotentiaires à un point neutre d'Europe, que désignera le gouvernement espagnol, à moins qu'ils ne préfèrent les envoyer dans la Péninsule, et un armistice sera immédiatement signé avec ceux qui se décideront à envoyer ces plénipotentiaires.

« Le gouvernement espagnol, de son côté, nommera un ou plusieurs plénipotentiaires autorisés à stipuler toute espèce de traités sur les bases les plus convenables, sans exclure même, en cas nécessaire, celle de l'indépendance.

« Les traités n'auront d'effet et de valeur qu'après avoir reçu l'approbation des Cortès. »

Si le rapport eût été approuvé, on voit que les Cortès de 1822 auraient déjà fait un grand pas; et malgré l'impuissance à laquelle elles étaient déjà réduites, elles auraient produit une grande impression sur l'opinion publique et facilité toute espèce de transaction que voudraient consentir

les gouvernements postérieurs. Il n'y eut pas, malheureusement, dans l'assemblée de Cadiz assez de bon sens et de jugement pour apercevoir l'intérêt bien entendu de l'Espagne. Malgré les sages indications de la commission, malgré les bonnes raisons exposées par les députés Varela et Santos Suarez, malgré les efforts d'Isturiz et de Galiano, qui les premiers avaient compris la nécessité de mettre fin à une lutte fatale et de déclarer l'indépendance de l'Amérique, il suffit de quelques vaines paroles d'Arguelles et de quelques observations du ministre de la marine pour que le rapport de la commission fût repoussé par 54 voix contre 43 (note E).

Jusqu'au dernier moment, les Cortès ne voulaient pas se montrer plus raisonnables que le roi dans cette question des colonies espagnoles, où s'engouffraient impitoyablement depuis quinze ans toutes les ressources de la malheureuse Péninsule.

CHAPITRE II

AYACUCHO.

(1824 à 1826.)

La nouvelle du rétablissement de l'absolutisme en Espagne produit une grave scission dans l'armée espagnole du Pérou. — Bolivar essaye de rallier à la cause de l'émancipation des colonies espagnoles les principaux généraux de l'armée du Nord. — Conduite de La Serna et de ses officiers. — Les Espagnols s'emparent du Callao et de Lima. — Insurrection d'Olañeta contre le vice-roi dans le Haut-Pérou. — Le général Geronimo Valdès est envoyé par La Serna contre Olañeta ; il est arrêté au milieu de ses succès par la nouvelle que la cavalerie espagnole a été mise en déroute par Bolivar à Junin. — Concentration des troupes de Canterac et Valdès sous le commandement du vice-roi. — Bataille et capitulation d'Ayacucho. — Conséquences de ces graves événements. — Le Pérou s'affranchit définitivement de la domination espagnole. — Vaine tentative du dernier vice-roi Pio Tristan. — Expédition de Sucre contre Olañeta. — Mort de ce chef. — Siége du Callao. — Belle résistance de Rodil. — Capitulation (1826). — Les Chiliens s'emparent de l'île de Chiloé (1826). — Derniers efforts des bandes espagnoles de l'Araucanie. — Prise du château de San Juan d'Ulloa par les Mexicains. — Expédition du général Barradas en 1829 ; sa mauvaise issue. — Coup d'œil sur les diverses républiques formées dans les domaines américains de l'Espagne. — Le seul Brésil résiste dans l'Amérique du Sud à l'établissement du système républicain.

Au milieu des fatigues et des pénalités sans nombre qu'avait eu à supporter l'armée du Pérou, elle s'était conduite jusqu'alors avec un dévouement et un courage dignes des plus grands éloges. La retraite de Pezuela ayant remis l'autorité suprême entre les mains du vice-roi La Serna, et la direction effective des opérations militaires ayant été confiée à deux militaires aussi distingués que Canterac et Gero-

nimo Valdès, elle avait traversé avec un rare bonheur les difficiles années de 1820, 1821, 1822 et 1823. Ce n'était pas cependant que les éléments de décomposition et de désordre manquassent parmi ces braves soldats abandonnés par la métropole au milieu de populations ennemies : une sourde rivalité existait depuis l'origine entre les chefs qui avaient fait la guerre sous le commandement des Abascal, des Goyonèche et des Pezuela suivant les anciennes habitudes militaires de la monarchie espagnole, et ceux qui avaient été envoyés de la Péninsule lors de l'expédition de Morillo, après avoir lutté, sous les ordres de lord Wellington, contre les vétérans de Napoléon. Ces derniers, naturellement disposés à exalter leurs exploits, habitués à une discipline sévère, comprenant les grandes opérations stratégiques, s'étaient rendus odieux à beaucoup de leurs compatriotes en ridiculisant leur manière de combattre et le peu de portée de leurs plans de campagne. A cette première cause de division entre des Espagnols chez qui la plus noble rivalité se transforme si facilement en une odieuse envie, venaient s'ajouter les divisions politiques et religieuses; le système constitutionnel avait des partisans sincères au milieu de l'armée du Pérou, et il n'avait pas été possible à Pezuela, malgré son ardent désir d'empêcher la promulgation de la constitution, de mener ses projets à terme : les ordres des Cortès avaient été respectés, grâce à l'attitude prise par les officiers supérieurs, et La Serna, mis en possession de l'autorité royale, s'était montré plein de déférence quant aux instructions qu'il avait reçues des divers gouvernements qui s'étaient succédé dans la mère patrie ; mais au milieu de l'atmosphère qu'on respirait à Lima, à Cuzco, à Potosi, à Oruro, parmi tous les anciens fonctionnaires dont les familles s'étaient enrichies à l'ombre des faveurs de la vice-royauté, il s'était maintenu un noyau composé d'ardents

défenseurs de la monarchie absolue, qui communiquaient secrètement avec Ferdinand VII et avec ceux de ses agents chargés de poursuivre tant à l'intérieur de la Péninsule qu'au dehors le renversement du système constitutionnel. Le brigadier Ramirez, l'ancien commandant en chef de l'armée, avait été longtemps le chef de ce parti ; après lui, la direction suprême en était passée aux mains d'un ancien contrebandier, élevé rapidement par Pezuela aux premiers grades de l'armée, devenu riche par un système de pillage savamment organisé dans les districts du Haut-Pérou, continuant, dans les postes élevés qu'il occupait, de se livrer à de vastes opérations commerciales, ayant des correspondances établies à Buenos-Ayres et dans les divers ports du Pacifique, et conservant d'étroites relations avec la cour de Madrid. Ce personnage était le général Olañeta, chargé depuis plusieurs années déjà de maintenir l'obéissance dans le Haut-Pérou, ambitieux jaloux d'arriver à la vice-royauté et assuré d'avance de l'obtenir le jour où la monarchie absolue serait complétement rétablie dans la Péninsule.

Autour de lui s'étaient rangés tous les militaires jaloux du mérite et des talents déployés par La Serna, Canterac, Valdès et par les officiers qui s'étaient brillamment distingués sous leurs ordres, tels qu'Espartero, Rodil, Loriga, Carratala, Monet, Ferraz, la Hera. Tandis que dans la vallée du Jauja et de Cuzco, l'œil incessamment fixé sur les événements qui se passaient à Lima, au Callao et dans les pays colombiens, l'armée espagnole vouée à la rude tâche de reconquérir le Pérou s'épuisait en fatigues incessantes pour soutenir avec honneur le drapeau castillan, l'entourage d'Olañeta, moins préoccupé de la cause nationale que de la satisfaction de ses ambitions personnelles, s'acharnait à contrarier toutes les dispositions du vice-roi, blâmait sa conduite dans toutes les circonstances, l'accusait de vouloir

organiser un État indépendant, se mettait directement en communication avec les diverses autorités américaines, donnait une fausse couleur à toutes les négociations entamées à Buenos-Ayres et à Lima, se faisait passer enfin à Madrid pour l'unique centre vraiment dévoué à la cause espagnole, le seul sur lequel Ferdinand VII pût réellement compter pour assurer sa souveraineté.

Tant que la cause constitutionnelle se maintint en Espagne, malgré la protection dont Olañeta jouissait auprès du roi, La Serna put faire respecter son autorité ; il avait connaissance des plans tramés contre lui, et pour les déjouer, il avait même eu le soin dans les dernières campagnes du Bas-Pérou contre Tristan, Alvarado et Santa Cruz, de retirer à Olañeta une partie de ses forces pour organiser une armée dite *du Sud*, dont le commandement avait été confié à Valdès, tandis que Canterac conservait le commandement de celle du Nord.

Mais par une réaction naturelle, en raison de la situation politique qu'ils avaient prise l'un et l'autre, tous les événements qui se passaient dans la Péninsule, et dont la nouvelle arrivait au Pérou courrier par courrier, tendaient à accroître l'influence d'Olañeta, à diminuer celle de La Serna et de ses amis. Le jour arriva où la réaction blanche prétendit asseoir sa domination dans l'armée du Pérou et se superposer à tous les défenseurs du régime constitutionnel ; au milieu d'officiers tous désireux d'atteindre le plus haut degré de la fortune par un coup de main, habitués à toutes les émotions du jeu le plus effréné, avides de décorations, de dignités, de riches emplois, les événements de la Péninsule devaient forcément déterminer une violente secousse qui pût donner satisfaction à tous ceux qui depuis longtemps s'étaient déclarés adversaires de la constitution de 1812.

Il ne fallait pas un grand degré de sagesse et de lumière

pour se convaincre à l'avance que la moindre scission dans l'armée espagnole, le jour où elle se traduirait par un refus de concours à l'œuvre commune, serait le terme fatal de l'affranchissement définitif du Pérou ; mais il y a des partis toujours prêts à sacrifier le bien de la patrie à leurs mesquines passions. Dignes émules des bandes de la foi qui escortaient dans la Péninsule les bataillons de la Sainte-Alliance, les apostoliques du Pérou devaient s'insurger contre le vice-roi choisi pendant le régime constitutionnel, dût cette fatale insurrection enlever à l'Espagne le dernier pays qu'elle possédât encore sur le continent américain.

Bolivar, qui était doué d'un coup d'œil rapide, sagace et profond, et qui de plus avait une parfaite connaissance des questions politiques qui travaillaient l'Espagne, n'était pas homme à apercevoir une nouvelle chance de succès, et à ne pas chercher aussitôt à en tirer profit.

Manœuvrant avec perfidie au milieu des éléments péruviens réunis à Lima autour du congrès qui avait condamné à mort Riva Aguero et élevé à la présidence un certain marquis de Torretagle, espèce d'ivrogne débauché privé par lui-même de toute initiative, il avait bientôt réussi à faire accepter sa dictature. Une constitution avait bien été votée par ce congrès, mais on en avait d'avance suspendu tous les articles qui pouvaient gêner le dictateur dans l'exercice de ses fonctions. Tant qu'il eut à redouter Riva Aguero et le corps d'armée péruvien concentré à Trujillo, Bolivar affecta une grande sévérité vis-à-vis des Espagnols et ne craignit pas de considérer comme une trahison les communications diplomatiques échangées à la suite des conventions signées à Buenos-Ayres par Pereira et Robles. Mais lorsque la défection du colonel Lafuente eut laissé soumis à son influence le Pérou tout entier, il reprit pour son propre compte les négociations de Riva Aguero, par l'intermédiaire du mi-

nistre de la guerre Berindoaga, qui fut envoyé auprès du vice-roi La Serna. La mission de ce personnage était de faire comprendre aux principaux officiers espagnols, dont les opinions constitutionnelles étaient connues, le danger que leur faisait courir la réaction de 1823 ; il devait leur exposer que jamais Ferdinand VII ne leur pardonnerait la retraite de Pezuela, qu'une mission secrète avait probablement été confiée à Olañeta, appelé à prendre bientôt entre ses mains les rênes de la vice-royauté ; que non-seulement leurs biens étaient compromis, mais que leur vie même était exposée ; qu'au contraire un bel avenir s'ouvrait devant eux s'ils voulaient aider à l'affranchissement du Pérou ; que le nouveau président Torretagle, le libérateur Bolivar leur assuraient à l'avance les plus hautes positions sociales dans le nouvel État ; qu'ils avaient ainsi les meilleures raisons d'abandonner la cause d'une métropole ingrate pour donner la liberté à une colonie disposée à une vive gratitude.

Certes, ces insinuations étaient de nature à faire impression sur des hommes abandonnés depuis plusieurs années à leurs seules ressources en face d'une nation cherchant à affermir son indépendance ; elles furent cependant repoussées avec un noble désintéressement par tout l'entourage de La Serna, et sans s'illusionner sur le rôle difficile qu'ils avaient à remplir, les dignes généraux auxquels elles furent adressées, Canterac, Loriga, Monet, les rejetèrent avec dédain, décidés avant tout à accomplir leur devoir, quel que fût le prix qu'ils eussent à attendre d'un monarque comme Ferdinand VII, quels que fussent les obstacles que leur annonçassent les tendances d'Olañeta.

La fin de 1823 et le commencement de 1824 se passèrent au milieu de toutes ces intrigues et de ces pourparlers, sans aboutir à aucun résultat sérieux : Bolivar établi à Lima, occupé à réorganiser l'ancienne coalition intentée par Riva

Aguero ; Olañeta préparant déjà dans le Haut-Pérou les éléments d'une scission fatale ; La Serna, à Cuzco, groupant autour de lui toutes les forces de l'ancienne vice-royauté ; Canterac, à la tête de l'armée du Nord, disputant le passage des Andes aux forces colombienne et péruvienne qui menaçaient de le franchir sans avoir fait jusqu'alors aucune tentative sérieuse ; et Valdès avec l'armée du Sud surveillant toute la côte depuis Yquique jusqu'à Islay, et forçant au rembarquement une expédition chilienne de 2 500 hommes envoyés tardivement comme renfort au général Santa Cruz.

Au mois de février, un incident inattendu vint remettre le Callao et même Lima entre les mains des Espagnols : parmi les troupes auxquelles Bolivar avait confié la garde des châteaux forts du Callao il se trouvait un régiment de nègres buenos-ayriens, très-mécontents depuis longtemps d'être soumis à l'autorité du dictateur colombien ; sous le prétexte de réclamer l'arriéré de leur solde, ces nègres se mirent en état de rébellion ouverte, pillèrent la ville confiée à leur garde, et une fois libres de toute autorité, craignant les conséquences de leur conduite, se mirent en relations avec le brigadier Rodil, chef du corps de troupes espagnol le plus rapproché de leur résidence, et se décidèrent à lui livrer le Callao. Connaissant bien l'importance de cette place, Rodil, qui avait de l'énergie et de la détermination, prit sur lui-même d'envoyer auprès des insurgés son chef d'état-major Alaix avec toutes les ressources dont il pouvait disposer ; il demanda ensuite les ordres du vice-roi, et une fois autorisé par La Serna, qui sans hésiter dirigea aussitôt vers la capitale une brigade aux ordres du général Monet, il pénétra dans la forteresse, dont il reprit possession au nom de l'Espagne. La terreur et la confusion que cet incident produisit dans Lima sont faciles à concevoir ; Bolivar se hâta de courir au nord pour concentrer ses troupes à Trujillo, à

Cuença et à Guayaquil ; le président Torretagle, abandonné à lui-même par le congrès qui s'était dissous après avoir nommé Bolivar dictateur absolu, se rapprocha des Espagnols et leur facilita l'entrée dans Lima (29 février).

C'était un coup de fortune bien inattendu pour la cause de Ferdinand VII, et l'on comprendra sans peine l'émotion générale que cet événement dut produire dans tout le Pérou; il permit au vice-roi de tenter un recrutement considérable dans le pays, afin de réparer les pertes nombreuses que les dernières campagnes avaient faites parmi ses vieux soldats ; mais l'insurrection d'Olañeta, qui prit alors de très-vastes proportions, vint détruire toutes les espérances qu'on avait pu concevoir.

Jusqu'au 4 février, le général en chef du Haut-Pérou avait caché ses plans sous le fallacieux prétexte d'une simple mésintelligence avec les deux gouverneurs de Potosi et de Charcas, les généraux la Hera et Maroto ; mais à cette date, ayant appris le premier les événements accomplis à Cadiz le 1er octobre 1823, il change soudain d'attitude, et dans une proclamation adressée à son corps d'armée, sous l'invocation de Dieu et de la sainte religion, il refuse l'obéissance au vice-roi, et tend à se déclarer autorité souveraine dans tout le Haut-Pérou. Ses deux ennemis la Hera et Maroto s'échappent avec peine des deux cités qu'ils occupaient ; les autres gouverneurs, depuis longtemps déjà secrètement travaillés, se rangent autour de lui, et du jour au lendemain le vice-roi, déjà si épuisé, se trouve privé de toutes les ressources des provinces situées au sud du Desaguadero.

L'émotion fut grande dans l'armée du Pérou à cette triste nouvelle, qui atténua profondément la joie causée par la prise de possession du Callao. A l'instant, Valdès quitta les environs d'Arequipa pour faire rentrer dans l'obéissance le général rebelle ; il se fit précéder par une proclamation qui

reconnaissait l'autorité absolue de Ferdinand VII, afin d'ôter tout prétexte aux machinations ambitieuses d'Olañeta ; mais ce dernier s'était déjà trop avancé pour reculer : il persista à ne point vouloir reconnaître la vice-royauté de La Serna, et la guerre civile ne fut pour le moment évitée qu'au moyen d'une convention signée à Tarapaya, suivant laquelle Olañeta restait chef indépendant de tous les pays situés au sud du Desaguadero, le pouvoir de La Serna restant limité spécialement aux provinces du Pérou proprement dit.

Tandis que les deux partis, à l'ombre de cette convention, attendaient avec impatience les ordres de la Péninsule, on reçut à Cuzco la nouvelle que Ferdinand VII, rentré dans la plénitude du pouvoir absolu, avait confirmé les pouvoirs de La Serna ; dès lors tout l'échafaudage d'Olañeta était renversé ; des ordres lui furent adressés d'avoir à résigner son autorité entre les mains de Valdès, et sur son refus ce général fut chargé d'entreprendre contre lui des opérations militaires. Elles commencèrent le 29 juin, et ce dut être une satisfaction bien grande pour les Péruviens de voir s'entretuer avec le plus terrible acharnement ces mêmes soldats qui avaient pour mission de les réduire.

Olañeta avait à sa disposition 4 000 hommes de troupes péninsulaires et s'était capté en même temps l'affection d'une masse assez considérable de Péruviens ; la résistance fut donc énergique, et il y eut plusieurs mêlées sanglantes caractérisées autant par l'énergie déployée des deux côtés que par l'héroïsme du général Valdès : ce dernier s'exposait à tous les dangers afin d'épargner un peu de sang, et le lendemain d'une victoire obtenue au prix des plus grands sacrifices il offrait aux vaincus, les larmes aux yeux, une généreuse clémence pour conserver à la patrie quelques-uns de ses soldats dont elle allait avoir un si pressant besoin. Le succès se déclarait partout en faveur de l'autorité du vice-roi,

quand les troupes de Valdès furent tout à coup rappelées au Nord, et quand ce général reçut l'ordre d'abandonner tout le Haut-Pérou à Olañeta, sans s'acharner davantage à sa poursuite. Il se hâta d'obéir, et par une de ces marches rapides auxquelles ses soldats étaient habitués, il reparut tout à coup à Cuzco au moment où on le croyait plus engagé dans les environs de Potosi et d'Oruro.

Son concours était devenu absolument nécessaire à Canterac pour résister aux nombreux ennemis qui s'avançaient contre lui. En effet, Bolivar, immédiatement après l'entrée des Espagnols à Lima, avait réuni une armée assez importante dans le nord de cette capitale, et peu à peu faisant venir de nombreux renforts de Colombie, appelant à son aide tous les patriotes, s'aidant des contingents chilien et buenos-ayrien, il s'était senti assez fort pour prendre l'offensive. Il songeait cette fois à traverser lui-même le plateau des Andes et à venir chercher le vice-roi La Serna dans ses propres cantonnements. Canterac avait d'abord marché hardiment au-devant de lui, croyant avoir raison des llaneros de Venezuela avec la même facilité qu'il avait jusque-là triomphé des Chiliens et des Péruviens ; mais sa cavalerie, sur laquelle se fondaient ses principales espérances, avait été mise en déroute à Junin, et c'est alors que la vice-roi avait envoyé exprès sur exprès à Valdès afin de pouvoir opposer, en concentrant ses forces, une résistance énergique à ce terrible ennemi (fin août). On s'attendait dans le camp espagnol à voir Bolivar poursuivre avec acharnement les conséquences de son premier succès à Junin, lorsqu'on apprit tout à coup qu'il avait donné à son armée l'ordre de prendre ses quartiers d'hiver au sud-ouest de Cuzco, et que lui-même se dirigeait sur Lima, libre de toute occupation, afin d'y assurer son autorité et d'obtenir de nouveaux renforts de la Colombie. Ce départ, coïncidant bientôt avec l'arrivée

de Valdès, rendit quelques espérances au vice-roi La Serna, qui, ayant sous sa main toutes ses troupes disponibles, voulut prendre lui-même le commandement en chef de l'armée et prit la responsabilité des opérations militaires, en s'aidant des lumières des deux généraux qui jusqu'alors en avaient supporté tout le fardeau.

Il pouvait compter à peu près sur un effectif de 10000 hommes ; mais parmi eux le nombre des vieux soldats péninsulaires avait déjà considérablement diminué ; les rudes campagnes des années précédentes, celle qu'on venait d'exécuter dans le Haut-Pérou avaient créé dans tous les corps des vides nombreux qu'on avait remplis en enrégimentant des créoles et des Indiens, qui n'avaient aucune connaissance de la guerre, aucune force morale pour en supporter les dangers et les fatigues. Et tandis que la composition de ces vieilles troupes s'était ainsi modifiée d'une manière aussi triste, la qualité des adversaires avait subi des changements dans un sens tout opposé : les vieilles troupes colombiennes, habituées depuis tant d'années à la plus rude guerre contre les soldats de Morillo, avaient remplacé les bandes péruviennes de Saint-Martin dénuées de toute consistance.

Bolivar, en se retirant, avait laissé le commandement en chef des troupes au général Sucre. Il lui avait recommandé de ne pas quitter les lignes qu'il occupait ; mais ce dernier, ayant appris la marche de La Serna et de l'armée de Valdès (10 octobre), craignit d'être forcé dans ses positions, et d'accord avec ses principaux officiers, Lara, Cordoba, Miller, Necochea, il se mit en mouvement afin de ne pas être coupé de la grande route royale de Cuzco à Lima.

Pendant plus d'un mois les deux armées réunies manœuvrèrent à quelques lieues de distance l'une de l'autre au milieu d'un pays très-montagneux, soumises aux plus rudes privations, et paraissant hésiter à résoudre dans une action

décisive le grand problème de l'indépendance du Pérou. Mais enfin le 8 décembre, réduites toutes deux aux dernières extrémités, et l'impatience des soldats ne pouvant être contenue plus longtemps, les généraux se décidèrent à engager la lutte, et la plaine d'Ayacucho fut le théâtre choisi par eux pour vider ce noble débat. De l'aveu des écrivains espagnols eux-mêmes, Sucre ne commandait pas à plus de 7 000 hommes; ses adversaires pouvaient lui en opposer jusqu'à 9 000 et avaient en outre une artillerie bien supérieure.

Une noble rivalité dominait dans l'armée patriote entre les divers contingents américains, exceptionnellement réunis sous la bannière du grand Libérateur; chacun sentait instinctivement l'importance extraordinaire du combat qui allait s'engager, et le matin du jour solennel où la lutte s'engagea les âmes furent fortement émues par une détermination énergique du général Cordoba, qui poignarda son dernier cheval devant les lignes de l'armée, en témoignant par cet acte de son irrésistible détermination de vaincre ou de mourir. Dans l'armée royale dominait au contraire la tristesse : les derniers combats engagés contre Olañeta avaient rempli d'amertume les cœurs de tous les officiers, et un sombre pressentiment s'emparait de leur âme à la vue de ces nouveaux soldats américains qui leur rappelaient si tristement ces vieux soldats péninsulaires dont ils remplissaient si imparfaitement la place et qui avaient tous succombé loin de leur sol natal.

Un ravin profond séparait les deux armées dans la plaine d'Ayacucho; il avait été décidé dans l'état-major du vice-roi que la droite serait occupée par le général Valdès, que le général Monet tenterait au centre le passage du ravin, et que le général Villalobos opérerait à gauche, tandis que la cavalerie, descendant d'une hauteur, viendrait appuyer

le mouvement du général Monet, qui serait également soutenu par l'artillerie.

Telles étaient les dispositions prises ; mais dans l'action les ordres du vice-roi furent mal exécutés. Valdès engagea sa division avec son ardeur habituelle, mais en se pressant un peu trop; à la gauche un officier imprudent, prenant une mauvaise direction, tomba sur le centre ennemi et fut complétement battu par le général Cordoba. Désireux de réparer ce premier échec, le général Monet donna l'ordre à sa division de franchir le ravin, avant que la cavalerie eût eu le temps de descendre des hauteurs où elle était installée. Il en résulta que le général Cordoba, tournant contre lui toutes ses forces pour lui opposer une barrière infranchissable, se trouva même assez puissant, en s'aidant de l'avantage de sa position, pour obliger à une retraite difficile, qui se changea vite en dispersion, deux bataillons qui avaient pu traverser le ravin.

Sur ces entrefaites, deux escadrons de dragons et deux autres de grenadiers étaient enfin descendus des hauteurs ; le général Ferraz, qui les commandait, reçut ordre de charger avec ces forces, sans perdre un instant, les huit escadrons indépendants qui soutenaient le général Cordoba dans son attaque contre Monet. Ferraz obéit, et par une charge bien exécutée essaya d'enfoncer les masses de cavalerie qui se trouvaient en face de lui ; mais les llaneros de Venezuela, avides de se distinguer en présence des cavaliers du Pérou et des gauchos de Buenos-Ayres, opposèrent une résistance invincible, et les quatre escadrons du général Ferraz furent obligés de se retirer en désordre ; cet incident produisit la déroute complète du centre et de la gauche espagnols.

Une espérance restait encore : avec les bataillons de Gerona et de Ferdinand VII, Canterac pouvait disposer d'une réserve, et s'il ralliait tous les corps dispersés, s'il

pouvait attendre la mise en ligne de la cavalerie, en faisant jouer l'artillerie, en s'appuyant sur Valdès vainqueur à l'extrême droite, il avait encore des chances de rappeler la fortune sous ses drapeaux. Par malheur, ces bataillons étaient presque exclusivement composés de recrues ; Gerona, conduit par Canterac, abandonna son chef et se débanda avant d'être attaqué par l'ennemi ; Ferdinand VII, conduit par le vice-roi lui-même, fit à peine quelque résistance et ne chercha point à dégager La Serna qui tomba prisonnier aux mains du vainqueur. Quant à l'artillerie, elle fut prise tout entière avant d'avoir pu être mise en jeu.

Dès lors toute chance de succès avait disparu ; Valdès fut entouré par tous les corps ennemis, débarrassés des forces qui leur avaient été opposées ; en peu de temps son corps fut totalement écrasé ; la déroute devint alors générale et prit de telles proportions, qu'on put regarder l'armée royale comme anéantie. Nous avons signalé plusieurs fois la disposition d'esprit des Indiens, toujours prêts à embrasser le parti du vainqueur ; tous ceux qui étaient enrégimentés de force dans l'armée espagnole, et le nombre en était très-grand, profitèrent avidement de l'occasion qui leur était offerte pour se débander et retourner au sein de leurs familles.

Canterac et Valdès, réfugiés sur une hauteur à quelque distance du champ de bataille, employèrent toute leur autorité pour grouper autour d'eux les fuyards ; à peine purent-ils réunir 200 hommes ; tout le reste de l'armée, se condamnant aux plus rudes privations dans les plateaux solitaires, préféra chercher le salut dans la fuite. Les patriotes avaient perdu environ 1 000 soldats, et à ce prix ils achetaient une victoire complète et décisive, entraînant avec elle l'anéantissement de la seule armée qui fût en état de faire respecter le pavillon espagnol sur le continent américain.

Avide de confirmer son succès, en mettant un terme à la

lutte, le général Sucre se hâta de faire proposer une capitulation aux deux généraux, qui cherchaient à organiser un centre de résistance ; ses propositions furent admises, examinées et enfin signées, quoique avec douleur, par tous les officiers qui avaient échappé au désastre, mais sentaient déjà, après un si grand échec, l'impossibilité absolue de continuer la lutte.

Voici quelles furent les conditions de la capitulation : les vaincus avaient la vie sauve ; la conservation de leurs biens leur était garantie ; les indépendants s'obligeaient à payer le rapatriement à tout individu de l'armée espagnole qui demanderait à retourner dans la Péninsule ; ils accepteraient dans les rangs de l'armée péruvienne avec les mêmes grades tous ceux qui demanderaient à en faire partie ; nul ne pourrait être poursuivi pour opinions émises et faits accomplis avant la capitulation ; des subsides étaient promis pour la subsistance de ceux qui capitulaient, jusqu'au jour de leur embarquement. En revanche, tous les pays encore occupés par les troupes royales devaient être remis aux indépendants, leurs garnisons étant appelées à jouir de tous les avantages que nous venons d'indiquer.

Telle est la convention qui mit fin à la longue lutte des colonies de l'Amérique du Sud contre leur métropole. Comme elle sanctionnait pour les Espagnols l'abandon définitif d'un but qu'ils poursuivaient à outrance sans se résoudre à calculer s'ils avaient la force nécessaire pour l'atteindre, elle produisit le plus grand découragement dans la Péninsule. Tant que la lutte continuait, les divers gouvernements espagnols, profitant de la distance, avaient toujours laissé croire que l'armée du Pérou était en état de maintenir en toutes circonstances l'autorité royale dans l'ancienne vice-royauté de Lima et de Cuzco ; on avait consolé par ses succès la nation des pertes successives du Venezuela, de la

Nouvelle-Grenade et même du Mexique; mais il n'y avait plus de compensation à offrir après Ayacucho. Il fallait prendre son parti de la perte définitive de toutes les provinces du continent américain et accepter cette douleur avec résignation.

C'est dans les grandes crises qu'apparaît réellement la force morale des nations; si en 1825 le peuple espagnol, au lieu de subir encore la pression des événements de 1823, avait joui d'une certaine liberté, il se serait élevé dans son sein des voix consciencieuses pour lui faire comprendre que la bataille d'Ayacucho était le terme fatal d'une longue guerre qui l'épuisait depuis dix-huit ans sans aucun résultat; que cette armée vaincue s'était couverte de gloire pendant des années et devait être reçue avec enthousiasme loin d'être regardée avec dédain; que les vrais coupables de ses désastres étaient les hommes qui de Madrid fomentaient des désordres dans son sein et lui imposaient l'héroïsme, en la laissant dénuée de toute ressource; enfin qu'en perdant l'Amérique, l'Espagne se trouvait obligée d'exploiter son propre territoire et devait désormais demander au travail exclusivement les richesses qu'elle avait jusqu'alors tirées de ses colonies.

Telle eût été la voix d'une presse libre parlant à un peuple d'hommes; au lieu d'un semblable langage, Ferdinand VII donna l'ordre de ne considérer la bataille d'Ayacucho que comme une surprise malheureuse due à l'incapacité des généraux; c'était un échec fortuit que plus de peine et d'efforts auraient transformé en succès. L'armée vaincue avait compromis l'honneur des armes castillanes, et les officiers si fiers de leurs longs exploits devaient être accueillis avec froideur par la nation, comme des hommes qui n'ont pas rempli tous leurs devoirs. Ainsi, en sacrifiant ces malheureux débris d'une lutte impossible, la fierté espagnole

s'épargnait l'humiliation d'avouer son impuissance à garder ses colonies, et se réservait pour l'avenir l'espérance d'une nouvelle conquête. Aveuglement fatal qui, en rendant toute une nation ingrate envers ses plus valeureux soldats, en l'empêchant de bien juger les événements passés, l'exposait sans profit à de nouveaux sacrifices, la détournait d'un examen consciencieux de ses propres ressources et l'éloignait de la seule voie qui peut la conduire à la prospérité, la régénération par le travail intérieur.

Les conséquences de la capitulation d'Ayacucho furent immédiates, comme elles étaient nécessaires. Ce fut en vain que le gouverneur du Cuzco, instruit de la captivité de La Serna, essaya d'organiser un centre de résistance, en groupant autour de lui tous les fuyards et en réunissant tous les chefs civils et militaires de l'ancienne administration royale; ce fut en vain qu'on tomba d'accord sur le choix d'un nouveau vice-roi, et que le nouvel élu, le maréchal de camp Pio Tristan, essaya encore une fois de relever le prestige de l'ancienne autorité péninsulaire : tous ces efforts furent inutiles. Le dernier jour était arrivé.

Sucre pénétra dans Cuzco (14 décembre 1824) sans rencontrer la moindre résistance, et se conquit par la clémence l'affection de ces mêmes populations qui avaient pendant plusieurs années identifié leurs intérêts à ceux de la métropole; à Puno, le corps du général Maroto se révolta contre son chef et rendit de lui-même la liberté à tous les prisonniers indépendants qu'il gardait en ôtage. Pio Tristan comprit l'inutilité de toute nouvelle lutte à main armée, et se décida à traiter directement avec Bolivar afin d'obtenir des conditions favorables pour les derniers défenseurs de la cause royale; il y réussit malgré l'irritation que devait produire dans l'esprit du Libérateur le refus de Rodil d'accepter la capitulation en évacuant le Callao; et lui-même,

afin de conserver ses biens, se décida à prêter serment de fidélité au gouvernement péruvien.

La plupart des généraux et des officiers abandonnèrent le Pérou dès les premiers jours de janvier 1825, aux termes de la capitulation d'Ayacucho. Il ne resta bientôt plus en présence de Bolivar que les troupes d'Olañeta et la garnison du Callao.

Les principaux efforts du Libérateur se portèrent naturellement sur le Haut-Pérou, car si Olañeta, maintenant délivré de tout contradicteur, établissait fortement son autorité dans ces riches provinces, il pouvait encore offrir un noyau assez compacte à des renforts venant de la Péninsule. Après avoir occupé pendant quelque temps la ville de Cuzco, le général Sucre prit donc la direction du sud et ne tarda pas à pénétrer par Oruro dans les provinces soumises au général espagnol. Celui-ci chercha à résister au torrent en éparpillant ses forces et en évitant une action générale : la défection se glissa rapidement dans ses rangs ; aucun chef ne voulait rester plus longtemps sous les ordres d'un traître cause d'un si affreux désastre ; les soldats étaient indignés contre lui, et dans une petite mêlée qui s'engagea à Tumurla, le 1er avril 1825, un d'eux dirigea contre lui un coup de fusil qui le blessa mortellement, et vengea par cet attentat, qu'on pourrait appeler *châtiment mérité*, les maux sans nombre que ce misérable avait causés à ses concitoyens. Le général Sucre, après cet incident, fut accueilli dans tout le Haut-Pérou avec un enthousiasme frénétique ; le pays tout entier se déclara en sa faveur, et le nom de *Bolivie* qu'il prit dès cette époque témoigne encore aujourd'hui de la satisfaction générale avec laquelle fut accueillie son armée libératrice.

Restait encore la garnison du Callao ; là les forces espagnoles, concentrées dans un espace étroit, bien pourvues de

vivres, commandées par un général énergique, abritées derrière une forteresse en bon état, pouvaient offrir quelque temps une résistance sérieuse et donner le temps à la métropole de tenter un dernier effort, si elle en avait la puissance. Il faut rendre cette justice au brigadier Rodil chargé de la défense du Callao, il conserva cette dernière ressource à sa patrie plus longtemps même que ne l'exigeaient les lois les plus sévères de l'honneur militaire ; car tous ses efforts, les sacrifices mêmes qu'il imposa à une population affamée, les souffrances sans nombre qu'eut à supporter une garnison décimée par le typhus et le scorbut furent des actes de dévouement complétement inutiles. Le 11 janvier 1826, Rodil, qui n'avait pas voulu accéder à la convention d'Ayacucho malgré les ordres qui lui avaient été transmis de la part de Canterac par le commandant Gascon, dut signer lui-même une capitulation ; il sortit avec les honneurs de la guerre des murailles du Callao, et obtint pour tous ses officiers et soldats le rapatriement dans la Péninsule aux frais du gouvernement péruvien ; sa belle défense, les nombreuses sorties tentées avec succès par son chef d'état-major, le colonel Alaix, consolèrent un peu les militaires espagnols du revers d'Ayacucho ; mais il y avait là des forces vives qu'il eût été plus prudent de ménager pour la mère patrie.

La résistance de Rodil eût pu amener quelques résultats avantageux, si elle avait été favorisée par une escadre envoyée dès le commencement de 1824 par le gouvernement royaliste dans les eaux du Pacifique. Cette escadre, commandée par le capitaine de navire Guruceta, se composait du vaisseau *el Asia* et des deux brigantins l'*Aquiles* et la *Constante* ; mais des ressources insuffisantes avaient été mises à sa disposition et la laissaient hors d'état de rendre le moindre service. Déjà le gouverneur de Chiloé, pour la

ravitailler, avait dû se priver de toute espèce de provisions, et l'escadre était restée durant trois mois dans les eaux de cette île sans se hasarder à reprendre la mer. Rodil, au Callao, put lui fournir quelques ressources au moyen desquelles elle tint tête à la flotte péruvienne; mais sitôt qu'il apprit la défaite d'Ayacucho, le chef d'escadre Guruceta se sentit perdu, comprenant qu'il n'avait aucun appui à attendre des derniers représentants de la cause espagnole au Pérou; il ne songea plus qu'à mettre à la voile pour Manille, afin de trouver chez le gouverneur des Philippines les secours qui lui étaient refusés sur les côtes du Pacifique. Cette résolution était déjà tardive, car un esprit de mutinerie s'était emparé de tous ses équipages, et par la trahison de ses marins la malheureuse Espagne se vit encore condamnée à perdre ces trois derniers débris de sa puissance maritime. A la suite d'une dispute qui s'était engagée entre un contremaître et un officier de l'*Asia*, les marins de ce vaisseau se mirent en rébellion ouverte dans les environs des îles Mariannes; ils s'emparèrent de tous leurs officiers et les déposèrent à terre; puis ils obligèrent le capitaine de la *Constante* à les conduire sur les côtes de Mexico, où ils livrèrent l'un des brigantins et le vaisseau à la nouvelle république mexicaine. Les officiers de l'*Aquiles*, informés à temps de la révolte de l'*Asia*, s'étaient empressés de gagner le large; mais en pleine mer l'esprit de sédition ne put être plus longtemps contenu par eux; ils furent massacrés, et les insurgés livrèrent le brigantin au gouvernement du Chili. La perte de cette escadre, qui aurait pu favoriser d'une manière si puissante la défense de Rodil, permit à l'amiral Guise, commandant en chef des deux escadres péruvienne et chilienne, d'établir un blocus étroit autour du Callao, et fut sans nul doute la cause la plus efficace de la reddition définitive de cette forteresse.

En outre du Callao, les Espagnols occupaient encore en 1826, sur les côtes du Pacifique, un point important dans l'île de Chiloé. Avec cette persistance et cette opiniâtreté qui forment un des traits distinctifs de son caractère, Bolivar insista auprès du gouvernement chilien pour qu'ils fussent délogés de cette position; et accédant à ses vœux, le général Freire, à la tête d'une expédition chilienne, se présenta, le 8 janvier 1826, en face de San Carlos, le chef-lieu de l'île. Le gouverneur Quintanilla essaya encore de résister, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois avec succès; mais il fut abandonné de tous ses partisans et réduit, le 19 janvier 1826, à signer une capitulation qui rendit enfin les Chiliens maîtres de cette île qu'ils ambitionnaient depuis si longtemps.

Le colonel Seniosain, à la tête d'une faible colonne de vieux soldats espagnols, avait aussi continué à tenir la campagne dans l'Araucanie, en s'aidant du concours de quelques tribus indiennes, particulièrement des Peguenches; désireux d'en finir avec lui, les Chiliens lui donnèrent connaissance des événements d'Ayacucho, puis de la reddition du Callao, puis de la soumission de l'île Chiloé, espérant l'amener à mettre bas les armes; mais il fallut, pour le décider à prendre ce parti, l'intervention amicale de personnes étrangères qui lui manifestèrent l'impossibilité absolue d'être secouru; encore ne céda-t-il qu'après deux ans de lutte persistante; enfin, le 22 avril 1828, il sollicita et obtint du gouvernement chilien d'être ramené dans la Péninsule, avec quelques compagnons survivants de ses longs travaux, qui avaient partagé toute son existence d'aventures et de souffrances.

Au Mexique, le château de San Juan d'Ulloa resta entre les mains des Espagnols jusqu'en 1826; et grâce à la possession de cette place, ils contribuèrent à rendre plus dangereuses pour la république diverses tentatives du parti

monarchique afin de recouvrer le pouvoir, telles que le soulèvement de Bustamante à Guadalajara en 1824 et la descente d'Yturbide à Soto la Marina, descente qui se termina par l'exécution de ce malheureux général, qui ne pouvait se résigner à la perte de son éphémère couronne. Mais une fois établie la république fédérative sur le plan des Etats-Unis du Nord, et une fois investi de la présidence le plus persévérant des anciens chefs de guérillas, Guadalupe Victoria, le parti gothique de Mexico dut se résigner à la domination des patriotes. Son inertie ne dura pas plus de deux ans; il songea à profiter, au mois de décembre 1828, des désordres que causait l'élection du second président, en intervenant activement entre les prétentions des amis de Guerrero et de Gomez Pedraya, les deux concurrents à la présidence. Cette conduite excita contre lui l'animadversion publique et amena des mesures de rigueur contre ses principaux chefs ; les leperos de Mexico se soulevèrent contre les péninsulaires, pillèrent et ravagèrent leurs maisons, tandis qu'une loi sévère ordonnait l'expulsion définitive de tous les Espagnols résidant au Mexique.

En apprenant les nouvelles rigueurs dont étaient victimes les derniers défenseurs de la cause péninsulaire, le gouvernement de Ferdinand VII fit préparer à la Havane une petite expédition de 3 000 hommes dont il confia le commandement au général Barradas ; cette expédition mit à la voile de l'île de Cuba en juillet 1829 et débarqua au port de Tampico ; mais l'absence de vivres, les chaleurs de la saison, les maladies contagieuses qui se développèrent dans la petite troupe ne tardèrent pas à la démoraliser, et les généraux Teran et Santa Anna la forcèrent à se rembarquer.

Tels sont les derniers incidents qui ont marqué l'abandon définitif du continent américain par les Espagnols. Dès lors toutes les républiques à l'origine desquelles nous avons

assisté prenaient dans l'histoire du monde leur vie propre et leur allure indépendante; vues d'abord avec répugnance par la majeure partie des puissances qui constituaient la Sainte-Alliance, elles arrivent peu à peu et successivement, sous le couvert des Etats-Unis et de l'Angleterre, à se faire reconnaître. L'intérêt commercial de ces deux grandes nations les poussa d'abord à leur tendre la main, puis l'explosion d'idées libérales produite par la révolution de 1830 vint consacrer enfin aux yeux de l'Europe entière leur émancipation définitive.

Jusqu'à l'arrivée au ministère de sir George Canning, le gouvernement anglais, dirigé par lord Castlereagh, sans s'opposer au mouvement remarquable qui se produisit en Angleterre en faveur des colonies révoltées, s'abstint cependant de toute démarche directe qui pût les favoriser ; nous l'avons même vu mettre obstacle par un bill spécial aux enrôlements volontaires organisés par les agents de Bolivar. Mais aussitôt que le congrès de Vérone eut décidé l'intervention de 1823, les ministres anglais se vengèrent sur l'Espagne elle-même des perfides manœuvres de Ferdinand VII. Par l'organe du duc de Wellington, ils avaient manifesté leur opposition à l'expédition du duc d'Angoulême; vaincus à Vérone par la fatale entente de l'empereur Alexandre et de M. de Chateaubriand, ils jugèrent opportun de reprendre le drapeau de la liberté, et au moment où leur politique semblait un instant éclipsée par celle des souverains coalisés de l'Europe continentale, ils prirent soudain par cette attitude une position supérieure. Comme conséquence immédiate de ce revirement, leurs dispositions à l'égard des colonies devinrent plus affectueuses, plus empressées; ils entrèrent en négociation avec les États-Unis, qui déjà avaient reconnu la Colombie, ils manifestèrent qu'il devenait urgent de reconnaître l'existence des États du Sud parce qu'on ne

pouvait réprimer la piraterie dans ces parages qu'en recourant à l'assistance des autorités locales ; ils se déclarèrent formellement décidés à la proclamer au cas où la France, enivrée par le succès de son intervention dans la Péninsule, prétendrait l'étendre aux colonies ; ils refusèrent enfin d'adhérer à un projet de congrès imaginé par M. de Chateaubriand pour aplanir ce qu'il appelait *le différend américain*.

Cette dernière idée, agitée fortement dans toutes les cours d'Europe, qui voyaient avec chagrin l'élément libéral et républicain s'établir avec force et énergie sur d'immenses territoires, eut en Amérique un contre-coup d'une portée extraordinaire. Elle produisit d'une part une tentative de fédération générale connue plus tard sous le nom de *congrès de Panama* ; et d'un autre côté elle décida les États-Unis à déclarer solennellement leur intention de ne pas permettre à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures des continents américains, ceux-ci ne pouvant plus, disait le congrès, être considérés à l'avenir comme des territoires où une colonisation devait être entreprise par une puissance européenne quelconque.

Dès lors les souverains de la Sainte-Alliance, voyant se dresser en face d'eux l'opposition du grand peuple des États-Unis, appuyée par l'Angleterre, ne jugèrent pas prudent d'écouter les suggestions réitérées de Ferdinand afin qu'on soumît les colonies révoltées au même joug que les baïonnettes du duc d'Angoulême avaient imposé à la péninsule espagnole. Toutes les tentatives d'O'Falia pour obtenir à Paris la réunion d'une conférence qui étudierait cette question vinrent se briser contre le dégoût produit au dehors par la conduite du monarque espagnol et contre la crainte d'une lutte avec l'Angleterre et les États-Unis. Il ne se trouva aucune puissance pour appuyer l'Espagne dans ses protesta-

tions, le jour où Canning se décida à faire aux ambassadeurs étrangers la communication officielle (1er janvier 1825) que, sur la base de la reconnaissance des colonies comme États indépendants, des chargés d'affaires seraient envoyés de Londres en Colombie, au Mexique et à Buenos-Ayres.

Après cette manifestation du gouvernement anglais, la diplomatie dut considérer désormais l'indépendance des États de l'Amérique du Sud comme un fait accompli qui ne pouvait plus être mis en doute; triomphe décisif pour les amis de la liberté et du système républicain, qui n'ont pas encore su tirer de ces nouveaux alliés tout l'appui et tout le concours qu'ils peuvent en attendre.

On a essayé en France sous mille couleurs de nous présenter toutes les républiques de l'Amérique du Sud comme des nationalités impuissantes, condamnées à une anarchie permanente en raison de l'organisation qu'elles se sont donnée. Il y a même tendance à railler et à prendre en pitié leurs querelles intestines, leurs patientes recherches pour trouver la constitution qui leur convient.

La caricature s'acharnerait volontiers à ridiculiser l'esprit républicain qui les anime, comme si la vertu du patriote devait se calculer en raison de l'étendue de la patrie; mais ce sont là des points de vue étroits et mesquins qui proviennent le plus souvent soit d'une tendance injuste à nier la vitalité des races latines, soit d'une défiance excessive envers les institutions libérales et démocratiques. Bien autre eût été l'accueil fait par nos hommes d'État constitutionnels et doctrinaires à tout ce continent, si l'exemple du Brésil avait été suivi partout, et si la charte de Rio Janeiro avait été adoptée par tous les peuples d'origine espagnole ; mais ces politiques, habitués à ne voir sous la forme républicaine que le désordre et l'anarchie, sans y chercher ce qui y est réellement, le principe de toutes les vertus publiques, le germe de

toutes les grandeurs morales, ont voulu faire prendre en pitié ce qui donnait un démenti solennel à leurs fausses théories.

Aujourd'hui que nous sommes entrés dans des conceptions plus larges et plus élevées, et que sans nier les principes fondamentaux qui doivent présider au développement régulier des sociétés modernes nous aspirons à une organisation sérieuse et féconde du suffrage universel, soyons plus indulgents envers ces peuples pleins de jeunesse et d'ardeur, animés des meilleures intentions, et qui progressent depuis cinquante ans sous le drapeau de la république.

Que de leçons peut tirer la vieille Europe de leur histoire le jour où elle consentira à les étudier non plus sous l'empire de ses préjugés invétérés, mais en pénétrant jusqu'au fond dans les besoins, les tendances, les idées de leur organisation intime.

Il y a là une longue série d'études que nous jugeons de notre devoir de signaler à l'attention de nos lecteurs, car ces pays croissent et grandissent à vue d'œil, malgré les accusations de leurs détracteurs. Un mécompte récent prouve qu'il y a folie à prétendre les civiliser et les modifier à l'européenne : comme ils ont leur climat, leur population, leurs races, leurs traditions spéciales, ils peuvent avoir une organisation qui leur soit propre, sans s'écarter néanmoins des voies du progrès et de la civilisation.

Ils ont des tyrans, mais ils savent s'en défaire.

N'aimait-il pas la liberté de sa patrie, ce citoyen qui dans les rues de Santiago mourait de joie en apprenant la nouvelle de la victoire de Maypu?

Il y a toujours des ressources là où existent de semblables sentiments, et quand on voit l'état de décadence dans lequel la monarchie espagnole, même constitutionnelle, a maintenu sa malheureuse métropole, qui aurait le droit de blâmer les

agitations de la liberté en Amérique au milieu desquelles ne cessent de croître et de prospérer ses anciennes colonies?

Certes toutes ne marchent point d'un pas égal, et le coup d'œil est bien différent si l'on jette les yeux sur Buenos-Ayres, le Chili et Venezuela, ou si l'on fixe l'attention sur l'Équateur et la Bolivie ; mais avons-nous dans notre Europe deux contrées qui marchent d'un pas égal dans la voie du progrès? Et puis qu'est-ce qu'une période de quarante ans dans la vie des nations? Peut-on oublier que tous ces États sont nés d'hier, et serait-il juste de comparer leur organisation, là où ils ont encore tant de terres à défricher, avec celle de nos pays, où le terrain est entièrement réparti et où la population est si étroitement serrée?

L'émancipation des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud est en définitive un des plus grands faits du dix-neuvième siècle ; rien n'autorise à douter du grand avenir qui leur est réservé. En admettant dès l'origine les bases d'une large démocratie et d'une liberté sincère, elles ont fondé leur état social sur des principes solides et féconds. Qu'elles continuent à fuir le principe monarchique, car avec la tendance malheureuse des races qui les habitent à l'apathie et à l'indolence, la langueur et l'assoupissement ne tarderaient pas à remplacer les agitations un peu fébriles dont on se fait une arme si puissante contre la forme républicaine : ni la monarchie absolue ni la monarchie constitutionnelle n'excluent les troubles et les désordres ; l'histoire de l'Espagne dans le courant de ce siècle en fournit une bien triste preuve.

LIVRE IV

RÉGIME ABSOLUTISTE ET CLÉRICAL

(1823-1833).

CHAPITRE I

LES VOLONTAIRES ROYALISTES.

(1er octobre 1823 au 16 septembre 1824.)

Excès de la réaction royaliste avant la soumission de Cadiz. — Efforts du duc d'Angoulême et de l'armée française pour les empêcher. — Ordonnance d'Andujar. — Décret de Puerto Santa Maria. — Don Victor Saez, ministre universel. — Proscription des libéraux. — Supplice de Riego. — Voyage du roi de Jerez à Madrid. — Ses conférences dans la capitale avec les ambassadeurs des diverses puissances. — Ministère de Casa Irujo; sa mort prématurée. — Calomarde est chargé du portefeuille de grâce et justice. — Le roi se refuse à suivre le parti apostolique dans ses exagérations; il ne rétablit pas l'inquisition. — Purifications; décret d'amnistie. — Conspiration du royaliste Capapé. — Tentative des libéraux à Tarifa sous la conduite de Valdès. — Le ministre Cruz est emprisonné. — Les volontaires royalistes triomphants par la nomination du général Aymerich comme ministre de la guerre. — Mort de Louis XVIII.

Des deux expéditions françaises de 1808 et de 1823, laquelle a été la plus fatale à l'Espagne, laquelle a engendré contre nous dans ce pays le plus de haine profonde, le plus de rancune violente?

Ce fut sans nul doute l'expédition de 1823.

Loin d'être pour l'Espagne une date fatale, 1808 rappelle à l'esprit des Espagnols une époque d'abnégation, de dévouement et de fièvre patriotique ; ce fut le signal d'une régénération politique et sociale. La nation était endormie sous le sceptre d'un favori et sous les préjugés d'un clergé fanatique ; on la croyait pour toujours condamnée à l'ignorance ; elle se réveilla soudain, et fit comprendre qu'elle aussi avait tressailli aux principes de 89, et qu'elle voulait prendre sa place au milieu des sociétés modernes régénérées. Sans doute nos armées répandirent la désolation dans bien des provinces, et au fond des villages plus d'un ancêtre à cheveux blancs a eu longtemps à raconter à ses petits-enfants les luttes sanglantes qu'il avait fallu supporter contre des envahisseurs détestés. Mais en même temps il répétait qu'avec les armées françaises on avait tout à coup entendu retentir dans la Péninsule la nouvelle des réformes intérieures ; des Cortès s'étaient réunies spontanément à Cadiz, et s'emparant des institutions que voulait imposer un roi intrus, elles avaient elles-mêmes songé à appliquer à l'Espagne les principes de liberté et d'égalité ; grâce à elles une constitution avait protégé pour quelque temps la nation contre le vieux système arbitraire et fanatique dont elle avait eu si longtemps à supporter le joug. Quelque reconnaissance était due aux envahisseurs, sans qui aucun de ces biens précieux n'aurait jamais été conquis.

Mais les pères de 1823, qu'ont-ils pu raconter à leurs enfants ? Jamais récit plus triste n'a pu sortir d'une bouche sincère, amie de son pays ; pour le Castillan fier de son indépendance, ami d'une liberté régulière, dévoué aux institutions nationales, à la grandeur et à la prospérité de sa patrie, 1823 rappelle à la fois toutes les hontes de l'asservissement extérieur, toutes les misères de l'anarchie et du despotisme intérieur.

L'armée française descend des Pyrénées pour venir au secours d'un roi parjure et traître, qui depuis trois ans ne cesse de mettre l'Espagne à feu et à sang afin de renverser une constitution qu'il a lui-même solennellement jurée; elle parcourt triomphalement toute la Péninsule, achète les généraux et impose des capitulations à toutes les troupes nationales qui n'osent pas engager la lutte avec elle, et ne rencontre de résistance que dans les deux places de Barcelone et de Cadiz; rien ne s'oppose à la volonté de son chef depuis Figuières jusqu'à Gibraltar. Il peut tout, de sa volonté dépend le sort et l'avenir du pays tout entier; mais que fait-il alors? Il déchaîne contre la nation ce monarque altéré de rancunes et de passions violentes, fauteur de tous les désordres, créateur de l'anarchie, et remet entre ses mains le pouvoir suprême, sans lui imposer la moindre condition, sans mettre la moindre entrave à son autorité. Il prépare à l'Espagne la période la plus triste de son existence, une époque de dix années ou aucun citoyen ne pourra émettre librement sa pensée, où le délateur, l'hypocrite, l'intrigant auront seuls le droit de parler et d'agir, où vingt mille exilés, élite de la nation, iront promener dans l'Europe émue le spectacle de leur infortune, où cent mille prêtres[1] exploiteront à leur aise une population déjà décimée, insuffisante pour l'agriculture et l'industrie, et où s'organisera enfin ce terrible parti carliste, capable au nom d'une fausse religion de soutenir la guerre civile pendant sept autres mortelles années.

Telle a été la belle œuvre de M. de Chateaubriand, œuvre antifrançaise, conçue à Vérone sous l'inspiration des sou-

[1] Minaño, qui avait à sa disposition les documents officiels, fixe à 134 316 le nombre des ecclésiastiques existant en Espagne en 1826; sur ce nombre, il y avait 61 327 hommes appartenant au clergé régulier, et 31 400 religieuses; le reste constituait le clergé séculier.

verains de la Sainte-Alliance, et accomplie par le duc d'Angoulême, prince d'une insuffisance notoire, absolument incapable de comprendre la portée de l'expédition qu'il commandait. Que de fois l'image de Ferdinand VII poursuivant les libéraux avec la même rage que les empereurs romains déployaient contre les chrétiens a dû poursuivre dans ses rêveries l'auteur des *Martyrs* et du *Génie du christianisme* ! C'est peut-être à ce remords sanglant que nous devons la conversion de cet écrivain sur la fin de ses jours à la liberté et à la démocratie. Triste compensation, en présence des plaintes légitimes que peut adresser à notre chère France un peuple voisin qui a droit à toutes nos sympathies et a reçu de nous de si grandes blessures. Au moins si en 1830, lors de notre grand mouvement national, quand nous avons chassé la dynastie qui faisait de nous des séides de la Sainte-Alliance, nous avions su réparer l'énorme faute de 1823, nous aurions pu nous la faire pardonner ; mais à peine réveillé, le lion populaire fut endormi par le gardien peu scrupuleux à qui il avait confié ses destinées, et nous verrons Louis-Philippe consolider l'œuvre de Louis XVIII en retirant aux libéraux, pour prix d'une reconnaissance inutile, la protection qui avait dû leur être accordée le lendemain des journées de juillet en juste réparation des maux que nous leur avions causés nous-mêmes.

Les premiers actes de la régence organisée à Madrid après la proclamation d'Alcobendas n'avaient pas tardé à faire connaître la ligne politique qu'elle se proposait de suivre ; de même qu'en 1814 on avait refusé d'admettre rien de ce qui s'était fait pendant les six années écoulées à partir de 1808, de même en 1823 la régence répudiait tous les actes accomplis depuis le 7 mars 1820. De plus, remplie de ressentiment contre l'armée, à qui elle ne pouvait pardonner l'insurrection de l'île de Leon, elle ne tarda point à mani-

fester contre elle les plus injustes préventions ; elle réservait toutes ses faveurs pour les volontaires royalistes, à l'armement desquels furent principalement employées les premières ressources financières que lui accorda la générosité du gouvernement français.

Le duc d'Angoulême, le commissaire français M. de Martignac, dans leur ignorance des hommes et des choses d'Espagne, n'avaient pas compris dès l'origine la signification des noms qui composaient le conseil de régence; ils avaient accueilli, sans examiner leurs antécédents, les personnes qui leur avaient été désignées par les anciens conseils de Castille et des Indes, et que ceux-ci avaient eux-mêmes choisis sur un ordre secret émané du monarque. Ils ne reconnurent que trop tôt le piége dans lequel ils étaient tombés ; et lorsqu'ils pensaient avoir affaire à des citoyens éminents capables de représenter le pays en des circonstances difficiles, ils s'aperçurent qu'ils avaient remis le pouvoir aux mains d'un parti fanatique disposé à en abuser jusqu'à la dernière extrémité pour le triomphe de ses intérêts et la satisfaction de sa vengeance.

Nous avons déjà mentionné les premières mesures prises par la régence peu après sa nomination; ses actes subséquents ne firent que confirmer la ligne politique qu'elle avait annoncée. Au lieu de chercher à se faire accepter par Morillo et Ballesteros, qui représentaient dans le pays l'élément conservateur et modéré, en promettant certaines garanties, elle se déclara ouvertement contre eux et manifesta l'intention de ne pas laisser exécuter les capitulations qu'ils avaient signées avec les généraux français. Partout, dans toutes les cités où son pouvoir était reconnu, l'autorité était remise aux chefs des anciennes bandes de la Foi, et la populace était excitée contre les *nègres*. En vain les officiers français, jaloux de ne pas compromettre aux yeux de l'Europe le mérite de

leur triomphe, cherchaient à maintenir l'ordre, à assurer le respect des propriétés, la sécurité des familles, tous leurs avis étaient méprisés, leurs ordres même étaient désobéis; ces apostoliques qui avaient appelé l'étranger pour renverser la constitution prétendaient exploiter le sentiment national contre lui, afin de pouvoir à leur gré persécuter leurs ennemis et s'approprier leurs biens.

Le 23 juin 1823, la régence avait donné le signal des proscriptions par un décret condamnant à mort tous les députés qui avaient voté la déchéance du roi et sa translation à Cadiz; le 27 du même mois apparut un autre décret par lequel tous les fonctionnaires qui avaient exercé leurs emplois depuis 1820 étaient relevés de leurs fonctions; un tribunal inquisitorial, sous le nom de *junte de purification*, était installée avec la mission spéciale d'examiner la conduite suivie par chacun d'eux pendant le régime constitutionnel. Les causes étaient jugées sans appel et hors la présence du prévenu. Le 15 juillet, un nouveau décret avait supprimé aux militaires tous les grades obtenus depuis le mois de mars 1820; huit jours après, quiconque avait été milicien national ou avait appartenu à une société secrète était privé de ses pensions, solde, honneurs et emplois; enfin une allocution adressée à tous les volontaires royalistes leur promettait que leurs chefs ne failliraient pas dans la mission qu'ils s'étaient imposée de poursuivre jusqu'au dernier les ennemis dont ils venaient de triompher. Ainsi excités par la régence, les apostoliques se hâtèrent de mettre à exécution leurs projets : à Saragosse, en quelques jours, plus de 1 500 personnes furent traînées en prison; en Navarre, le Trapense s'érigeait en tribunal supérieur et faisait exécuter les sentences qu'il rendait lui-même contre les libéraux; dans la Castille et la Manche, des assassins parcouraient les villages, pillant les maisons, assassinant les agriculteurs,

violant les femmes, sous le prétexte de défendre la religion. A Manzanarès, à Cordoba, on enferma, après les avoir insultés, tous ceux qui, à tort ou à raison, passaient pour amis de la constitution. Un fonctionnaire nommé par la régence, à Zamora, ayant voulu s'opposer aux désordres de la multitude, fut frappé de dix-sept coups de couteau dans une émeute suscitée par l'évêque, et, enfermé dans un sombre cachot, il ne dut son salut qu'à l'intervention d'un général français.

Triste témoin de tant d'horreurs qui se répétaient successivement dans toutes les cités au moment où elles étaient abandonnées par les autorités constitutionnelles, l'armée française ne pouvait rester plus longtemps impassible ; nos soldats étaient désespérés d'avoir amené de semblables fléaux sur le pays qu'ils parcouraient. C'est pour leur donner satisfaction que, pendant son voyage de Madrid à Séville et à Cadiz, le duc d'Angoulême décréta, par une célèbre ordonnance datée d'Andujar, qu'à partir du 8 août 1823 les autorités espagnoles ne pourraient plus faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant en chef des troupes françaises du district où elles résideraient ; que tous les prisonniers détenus d'une manière arbitraire pour motif politique, et particulièrement les miliciens nationaux, seraient mis en liberté et restitués à leurs foyers ; enfin que tous les journaux et journalistes étaient placés sous l'inspection immédiate du commandant des troupes françaises (note A).

Le comte Guilleminot, en soumettant ce décret à la signature du duc d'Angoulême, accomplissait un acte politique d'une haute portée ; il pouvait encore à ce moment arrêter la réaction dans son élan désordonné ; mais, hélas ! il ne lui fut pas permis de le faire appliquer. Devant cet obstacle qui venait arrêter leur triomphe et leurs iniquités, les apostoliques éclatèrent en invectives ; la régence protesta solennel-

lement contre un décret qui brisait sa souveraineté ; elle ordonna à toutes les autorités qu'elle avait installées de n'en tenir aucun compte ; des dépêches furent adressées par elle aux souverains de la Sainte-Alliance, aux chefs du côté droit à Paris et aux directeurs de la congrégation ; enfin le comte d'Espagne et le Trapense déclarèrent que leurs troupes étaient disposées à appuyer la protestation.

Le duc d'Angoulême et le comte Guilleminot, mal conseillés par l'ambassadeur français M. de Talaru qui avait succédé à M. de Martignac, eurent la faiblesse de céder à la pression qu'on exerçait sur eux ; des explications publiques furent données dans des ordres du jour qui atténuaient toute la portée de l'ordonnance, et dès lors les apostoliques triomphants purent se livrer sans opposition à leur violence réactionnaire.

Après avoir ainsi manifesté sa faiblesse et son impuissance par cette fatale révocation de son décret d'Andujar, le duc d'Angoulême avait brisé lui-même le prestige que donnait à la France le triomphe de ses soldats. Aussi, lorsque sous les murs de Cadix il insista auprès de Ferdinand pour obtenir quelques garanties en faveur du peuple espagnol, il ne put obtenir de lui la moindre réponse à ses sollicitations même les plus pressantes. Ferdinand connaissait trop bien les sentiments intimes de celui qui allait bientôt porter la couronne de France sous le nom de *Charles X*, pour accorder une grande valeur aux démarches de son fils en faveur d'institutions plus ou moins libérales ; il attribuait ces démarches aux exigences politiques qu'inspirait à Louis XVIII la force du parti libéral en France, et ne se souciait point, pour sa part, de se replacer dans la triste situation qu'il avait eue à supporter pendant trois années et dont il apercevait enfin l'heureux dénoûment. Il entendait reprendre d'un seul coup son autorité tout entière et ne voulait par aucune

concession payer l'énorme service que venaient de lui rendre des troupes étrangères.

A peine eut-il débarqué à Puerto Santa Maria et se trouva-t-il en sûreté au milieu de l'état-major français, qu'il s'empressa d'indiquer la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre ; il signa le 1er octobre 1823 le fameux décret du Puerto Santa Maria, triste pendant de celui de Valence en 1814, dans lequel il déclarait nuls et sans valeur tous les actes du gouvernement constitutionnel depuis le 7 mars 1820 jusqu'au 1er octobre 1823, et approuvait au contraire tous ceux de la junte d'Oyarzun et de la régence de Madrid (note B).

A ce décret succédèrent une condamnation à la peine de mort contre les trois régents Valdès, Ciscar et Vigodet ; une autre contre le général Ballesteros ; un décret défendant que, pendant le voyage du roi de Madrid à Cadiz, aucun individu ayant exercé une fonction de quelque importance ou ayant servi comme milicien national pendant le régime constitutionnel, pût s'approcher de lui dans un rayon de 5 lieues, et bannissant à perpétuité toutes ces personnes (on pouvait en évaluer le nombre à 100 000) de la capitale et des résidences royales ; plus tard, une disposition ministérielle ordonna que dans toutes les églises une cérémonie solennelle aurait lieu en réparation des profanations commises contre le saint sacrement pendant les trois dernières années, que des missions seraient célébrées dans toutes les juridictions ecclésiastiques, enfin que tous les prêtres favorables à la cause qui venait d'être renversée devraient être soumis dans tous les monastères à la plus étroite réclusion. Tous ces décrets étaient contre-signés par le ministre d'Etat de la régence, don Victor Saez, ancien confesseur de Ferdinand, envoyé par les apostoliques de Madrid en compagnie du duc d'Infantado avec la mission d'écarter du roi tous

ceux qui pourraient lui conseiller l'indulgence et la modération.

Don Victor Saez avait été nommé ministre universel, et il devait exercer ces fonctions jusqu'au retour définitif de la cour à Madrid. C'était un prêtre intolérant et fanatique, ennemi des lumières, désireux d'établir dans toute l'Espagne un régime théocratique; aussi les Français ne purent-ils se méprendre longtemps sur le rôle qui leur était destiné : ils comprirent aussitôt qu'aucune concession n'était à espérer d'un souverain ainsi entouré, et leur attitude, qui aurait dû être celle d'un maître énergique, sachant commander, se borna à être celle d'un allié découragé et mécontent.

Le duc d'Angoulême, qui avait d'abord reçu Ferdinand avec toute effusion sur le quai du Puerto, quand il eut appris les décrets prononcés contre les régents, permit à ses officiers de leur fournir toutes les ressources nécessaires pour échapper au sort qui les attendait, et favorisa de même l'évasion de Ballesteros; mais là se borna toute son opposition. Dans son vain orgueil, il s'imaginait faire assez en se maintenant à distance de l'étrange cour à qui il venait de rendre le pouvoir; et Ferdinand, non moins fier, s'estimait pour satisfait de n'avoir pas à témoigner trop d'empressement à un vainqueur à qui il était redevable d'un service qui lui imposait une reconnaissance inconnue à son cœur. Les deux princes eurent néanmoins une longue entrevue à Séville, et le duc d'Angoulême y essaya pour la dernière fois d'obtenir une amnistie générale et certaines garanties que Louis XVIII désirait ardemment, car il les considérait comme l'unique moyen d'assurer quelque durée à la restauration que son neveu venait d'effectuer. Ferdinand montra la même obstination, ce qui décida le prince à prendre les devants et à regagner rapidement Madrid d'abord, puis la capitale de la France, afin de dissimuler rapidement sous un

arc de triomphe la honte que l'avenir lui ménageait, quand l'histoire aurait à énumérer les scènes cruelles dont le sol espagnol allait être le théâtre.

A défaut des régents de Cadiz sauvés par les troupes françaises, les apostoliques avaient en leur pouvoir l'homme qui représentait le mieux la révolution de 1820, le malheureux général Riego, celui qui, après la journée du 7 juillet 1822, avait couvert la monarchie de son extrême popularité. Plus ses services avaient été grands alors, plus violente était la haine accumulée sur sa tête ; le monarque absolu pouvait-il jamais se retrouver en présence d'un sujet devant qui il avait tremblé et qui s'était montré généreux à son égard ? La régence décida que le jugement et l'exécution du malheureux Riego précéderaient de quelques jours la rentrée de Sa Majesté Catholique dans sa capitale; à cet effet, le fiscal demanda contre lui l'exécution du décret du 23 juin, et la cour des alcaldes se hâta d'obtempérer à ses vœux en prononçant la peine de mort (5 novembre). Le duc d'Angoulême était de passage à Madrid au moment où cette sentence était prononcée; un effort de sa part aurait pu sauver cette illustre victime ; cet effort ne fut même pas tenté, et Riego, complétement à la merci de ses ennemis, dut s'apprêter à payer de sa vie le rôle extraordinaire qu'il avait joué dans son pays depuis le 1er janvier 1820.

Combien en ce moment douloureux nous aimerions pouvoir dire que Riego supporta avec une héroïque résignation les injures, les cruautés, les infamies de tout genre dont il fut alors la victime; mais il nous faut confesser que ces cruautés arrivèrent à un tel excès, que le jeune général n'eut pas la force et le courage de les supporter : bien différent de Lacy, de Porlier, de Vidal, du jeune Bertran de Lis, qui tous étaient morts en héros, il tomba devant l'échafaud dans un triste état de prostration et d'abattement, et signa, dit-on,

une rétractation de toute sa conduite, que les ennemis de la liberté s'empressèrent de publier à profusion. La même multitude qui autrefois s'était acharnée à le poursuivre de ses acclamations assista avec un farouche empressement à ses derniers moments, et peu respectueuse en face d'un profond découragement, elle insulta par des cris acharnés de *Vive le roi absolu!* l'infortunée victime que pendant plusieurs années elle avait poursuivie de ces cris incessamment répétés : *Vive Riego! vive la constitution de* 1812!

Sept jours après cette exécution, Ferdinand effectua son entrée triomphale dans Madrid : les volontaires royalistes avaient mis en œuvre tout ce qu'un zèle ardent pouvait leur suggérer pour donner à cette cérémonie un caractère de fête nationale, et malgré la terreur qui dominait une grande partie de la population, ils comptaient assez de partisans et furent assez secondés par la noblesse et le clergé pour paraître absorber en eux la représentation de tout le peuple espagnol.

Une fois rentré en possession de ses palais royaux, le premier soin du monarque fut de régulariser les proscriptions contre les libéraux et de systématiser la tâche que s'étaient jusqu'alors imposée spécialement les volontaires. A la place des assassins qui pénétraient de vive force dans les maisons des constitutionnels, la régence avait déja établi des commissions militaires exécutives, qui, sur une simple dénonciation, faisaient immédiatement arrêter les suspects. Déjà cent douze personnes avaient été arrêtées et fusillées par leur ordre; on ne se contenta point de ce résultat. Une junte secrète d'État fut établie sous la présidence d'un inquisiteur, et reçut la mission de former un *indice* ou *registre général*, dans lequel chaque individu devait être classé suivant les opinions qu'il avait manifestées durant le régime constitutionnel. Fort heureusement, les

libéraux avaient eu le temps de s'éloigner d'une patrie aussi ingrate, et la plus grande partie d'entre eux pouvaient mépriser sur le sol hospitalier de la France et de l'Angleterre la rage et l'impuissance de leurs ennemis. Martinez de la Rosa, Galiano, Arguelles, Saavedra, pour ne citer que les plus illustres, étaient à l'abri du sort de Riego ; comme les derniers défenseurs de la constitution, Mina, Torrijos, Chapalangarra, Valdès, ils pouvaient préparer loin du sol natal les moyens de rendre à l'Espagne un peu de cette liberté qui venait de lui être ravie.

Les souverains de la Sainte-Alliance, et particulièrement Louis XVIII, ne pouvaient cependant regarder avec indifférence un état de choses qui déshonorait le système monarchique aux yeux de l'Europe civilisée ; les représentations du duc d'Angoulême, une lettre autographe du monarque français ayant également échoué, ce fut l'ambassadeur de Russie, le comte Pozzo di Borgo, qu'on chargea du soin de faire comprendre à Ferdinand qu'il fallait mettre un terme à de semblables représailles. Quoiqu'à regret, ce dernier se rendit enfin à des sollicitations qui commençaient à prendre un caractère d'ordres péremptoires. Il avait déjà suspendu le système des purifications ; le 2 décembre 1823, don Victor Saez ayant été relevé de ses fonctions, un nouveau ministère d'hommes plus modérés fut installé sous la présidence du comte de Casa Irujo ; le ministère de grâce et justice était donné au comte d'O'Falia, celui de la guerre à don José de la Cruz, les finances à don Luis Lopez Ballesteros, et la marine à don Luis Maria Salazar.

Le comte Pozzo di Borgo, après avoir obtenu ces nominations, après avoir arraché du roi la promesse d'une amnistie, s'empressa de retourner à Paris (14 décembre), croyant avoir rempli avec succès la mission qui lui avait été confiée ; mais il se trompait dans ses calculs, Ferdinand l'avait induit

en erreur en feignant de se soumettre aux volontés de la Sainte-Alliance. Les faveurs de la couronne furent distribuées avec prodigalité à tous les hommes qui avaient soutenu les principes de la régence de Madrid : don Victor Saez fut fait évêque de Tortose ; San Carlos, Villamil, Vargas, Gomez Calderon, Erro furent nommés conseillers d'État ; les Eguia, les Echevarri, les Quesada, Grimarest, Carlos O'Donnell furent récompensés par des titres et des décorations. La cour entière dut comprendre que, si les nations étrangères imposaient une barrière à l'œuvre de la réaction, les hommes qui l'avaient accomplie seraient toujours considérés comme les vrais et uniques soutiens de la monarchie. Il faudra, pour persuader Ferdinand des dangers auxquels l'expose le fanatisme des apostoliques, qu'il voie ceux-ci méconnaître sa volonté, se grouper autour de son frère et chercher à miner sa propre autorité. Alors seulement il comprendra la sagesse des observations de Louis XVIII ; et sentant lui-même la nécessité de satisfaire l'élément modéré du parti monarchique, il organisera entre ces deux tendances un système d'équilibre qui donne le principal caractère à toute la période des dix années de 1823 à 1833.

L'opinion publique espérait beaucoup du nouveau ministère, choisi par l'accord unanime des ambassadeurs étrangers. Il paraissait devoir exercer sur le monarque une influence assez salutaire ; mais à peine avait-il pris en main le timon des affaires, que la mort vint de nouveau laisser une place vacante dans son sein, et le roi, habile à se dégager de la pression qu'on avait exercée sur lui, donna le portefeuille d'État au comte d'O'Falia, et nomma pour celui de grâce et justice un nouveau personnage, appelé à la plus triste célébrité, partisan des apostoliques, ex-secrétaire de la régence de Madrid, don Francisco Tadeo Calomarde (17 janvier 1824).

Avec ce nouveau ministre, l'influence apostolique, qui

avait fait un instant place à l'élément modéré, reprit toute son importance dans la marche générale des affaires ; on acheva le licenciement des armées de Ballesteros et de Morillo, sans concéder aucune pension aux officiers renvoyés dans leurs foyers ; les hommes les plus ardents du clergé furent placés sur des siéges épiscopaux ; de nouvelles caresses, de nouvelles flatteries furent adressées aux chefs des bandes de la Foi et aux volontaires royalistes, qui constituaient alors l'unique force armée dont disposât le gouvernement, toujours protégé d'ailleurs par les troupes françaises qu'avait laissées le duc d'Angoulême sous le commandement du comte de Bourmont.

Cependant le comte d'O'Falia, Cruz et Ballesteros faisaient des efforts sincères pour relever la machine administrative, si violemment désorganisée par les événements qui s'étaient accomplis. Le général Cruz osa publier un règlement pour soumettre les volontaires royalistes à une organisation régulière, et le maintint en vigueur malgré leurs protestations et l'opposition du colonel des volontaires madrilènes, le général Aymerich ; il se décida à donner de l'emploi à d'anciens officiers, qui devaient être choisis par les inspecteurs de milices provinciales, rendit une partie de la solde à une classe nombreuse d'officiers qui végétait dans la misère la plus grande, ordonna une nouvelle levée de 36 000 hommes, manifesta son intention de réorganiser une armée. Le comte d'O'Falia cherchait à soulager la misère publique en ordonnant quelques travaux d'utilité publique et en améliorant les hôpitaux. Don Luis Lopez Ballesteros, dont le long séjour au ministère des finances a été signalé par d'abondantes et utiles mesures, travaillait activement à réunir les ressources dont l'Etat avait un si grand besoin ; il cherchait à rendre un peu de confiance aux capitalistes par la création d'une caisse d'amortissement, et appliquait tous ses efforts à remplir les

coffres de l'Etat en réorganisant toutes les anciennes contributions. Le roi se souvenait que la ruine des finances publiques avait été la première cause de la révolution de 1820, et durant cette seconde période, au lieu de négliger cette branche importante de l'administration, il maintiendra avec vigueur l'homme intelligent qu'il avait eu enfin le bonheur de rencontrer, et sur qui il pouvait se reposer du soin de soutenir le crédit public.

Chacun des nobles efforts de ces trois ministres était considéré par le parti apostolique comme une menace et une atteinte à ses prérogatives; les volontaires et leurs chefs avaient tellement profité du désordre général, qu'ils espéraient le [illegible] durer. Une société célèbre, celle de l'Ange exterminat[illegible], avait étendu ses racines dans tout le pays sous la direction d'un ancien régent, l'évêque d'Osma, et animait d'un seul esprit tous les apostoliques de la Péninsule. Elle était en relations avec les principaux évêques, dont plusieurs lui devaient leur nomination; elle étendait ses ramifications dans tous les couvents de moines; et bien plus violente que la congrégation française, elle prêchait hautement l'extermination de tous les libéraux. Déjà on signalait dans ses principaux chefs une tendance spéciale à se rapprocher de l'héritier de la couronne, l'infant don Carlos, qu'on savait hostile aux tendances conciliatrices de la cour des Tuileries : c'est dans les salons de ce personnage, auprès de son épouse doña Francisca et de sa belle-sœur la princesse de Beira, mère de l'infant don Sébastien, qu'ils venaient chercher le mot d'ordre avant de poursuivre l'adoption de telle ou telle mesure. Ce manége n'échappait point à Ferdinand, et il eut pour résultat naturel de le pousser davantage vers l'élément modéré; il se décida même, malgré les nombreuses réclamations des évêques, malgré les sollicitations des ténébreux amis qui l'entouraient, mal-

gré l'initiative prise par les évêques de Tarragone, de Valence et d'Orihuela, à ne pas rétablir l'inquisition et à accorder l'amnistie, conformément aux incessantes réclamations des ministres de Louis XVIII.

Il est facile de se faire une idée de l'impatience avec laquelle était attendu ce décret d'amnistie qu'on savait exigé par le gouvernement français; il fut enfin promulgué (20 mai 1824); mais le talent de Calomarde avait déployé toutes ses ressources pour qu'il apparût avec une masse d'exceptions telle, que, loin d'être une œuvre de clémence, il devînt entre ses mains un nouveau moyen de persécutions. Les catégories de personnes non comprises dans l'amnistie étaient au nombre de quinze, et ét[illegible]nt constituées dans des termes tellement généraux, que [illegible] individu pouvait facilement y être inclus[1]. Le décret, déjà signé, resta

[1] Voici quelles étaient les quinze exceptions du décret d'amnistie :

1° Les auteurs des révoltes militaires de las Cabezas, de l'île de Leon, de la Corogne, Sarragosse, Oviedo et Barcelone;

2° Les auteurs de la conspiration tramée à Madrid pour obliger le roi à prêter serment à la constitution en mars 1820;

3° Les chefs militaires qui avaient coopéré à la sédition d'Ocaña, et particulièrement le lieutenant général Henri O'Donnell, comte de l'Abisbal;

4° Les auteurs du mouvement qui décida la formation de la junte provisoire gouvernementale, et les membres de cette même junte;

5° Les auteurs de toutes les pétitions ou requêtes qui avaient demandé la déchéance du roi durant l'époque constitutionnelle;

6° Les membres des sociétés qui, avant l'abolition du régime, avaient demandé dans leurs sociétés la déchéance du roi, et ceux qui, depuis cette abolition, avaient formé des sociétés secrètes;

7° Les écrivains et éditeurs de livres où étaient attaqués les dogmes de la religion catholique;

8° Les auteurs des rébellions du 16 novembre 1820 et du 19 février 1823;

9° Les juges d'Elio et de Goffieux;

pendant quinze jours entre les mains du ministre de grâce et justice, pour qu'il eût le temps de faire emprisonner tous ceux qui avaient encore échappé à ses poursuites, et tandis que le pays croyait fini enfin le règne de la terreur blanche, de nouvelles exécutions lui apprenaient que la destruction de toutes les victimes mettrait seule un terme à ses fureurs.

Calomarde avait découvert en Aragon une conjuration tramée contre le gouvernement dans le but de rétablir l'inquisition, par un ancien chef des bandes de la Foi, nommé Capapé, assisté du capitaine général de Saragosse, le général Grimarest. Ce dernier fut immédiatement révoqué de ses fonctions, son complice fut arrêté et mis en jugement; mais il put prouver que dans toutes ses démarches il avait obéi à des ordres directs émanés de l'infant don Carlos, et le tribunal prononça plus tard l'absolution devant une révélation aussi grave. La cause de ce soulèvement était dans les tendances du ministère, que des évêques, comme ceux de Leon, de Tortose, de Valence, traitaient audacieusement de maçon et de communero; on pensa alors à donner de nouvelles garanties aux apostoliques, qui jalousaient spécialement tous ceux qui entraient dans les fonctions publiques sans appar-

10° Les assassins de Vinuesa, de l'évêque de Vich; les auteurs des massacres de Grenade et de la Corogne;

11° Les chefs de guérillas qui avaient lutté contre les armées royalistes et les troupes françaises leurs alliées;

12° Les députés qui votèrent la déchéance du roi à Cadiz le 11 juin 1823, les régents et le général commandant la place de Cadiz;

13° Les Européens qui avaient eu une part directe ou indirecte au traité de Cordoba;

14° Les membres du gouvernement constitutionnel qui avaient passé en Amérique pour y appuyer l'insurrection;

15° Les membres du gouvernement constitutionnel qui, réfugiés à l'étranger, y tramaient des conspirations contre la souveraineté de Ferdinand VII.

tenir à leur secte ; le système des purifications fut rétabli sur la plus vaste échelle et fut appliqué à toutes les classes de la société. Les professeurs, les étudiants, les notaires, les avocats, les médecins, les chirurgiens, les femmes même pensionnaires de l'Etat furent soumises à cette indigne procédure, suivant laquelle toutes les ressources nécessaires à l'existence étaient enlevées à quiconque avait eu l'audace de désirer pour l'Espagne un régime constitutionnel.

Peu préoccupé d'une modification ministérielle qui avait substitué au comte d'O'Falia l'ambassadeur de Ferdinand à Londres, don Francisco Zea Bermudez (11 juillet), Calomarde inventa le 1er août un nouveau système pour continuer son œuvre de persécution. Un décret déclara que l'amnistie ne serait appliquée qu'aux membres des sociétés secrètes qui révéleraient la loge ou la société à laquelle ils avaient appartenu, de manière que pour chaque individu une infâme dénonciation devenait l'unique moyen de conserver l'existence et de résider au sein de sa famille ; et le gouvernement, en faisant grâce à un dénonciateur, avait la compensation de découvrir de nouvelles victimes.

De telles dispositions, seulement dignes des temps de Tibère et de Caligula, devaient exciter chez des âmes ardentes et enthousiastes un vif désir de changement et de modification ; mais quand les troupes françaises occupaient encore la Péninsule, quelle espérance pouvait-on concevoir d'une explosion quelconque sur un point isolé du territoire ? Quelques émigrés crurent pouvoir la tenter, et le 3 août 200 patriotes, sous les ordres du colonel Valdès, débarquèrent à Tarifa, surprirent la garnison de cette petite ville et proclamèrent la constitution de 1812. Ils produisirent quelque agitation à Marbella et dans la sierra de Ronda ; mais tandis que la terreur empêchait les populations de répondre à leur appel, les troupes espagnoles d'Algesiras,

les volontaires de Ronda, une brigade et une escadre françaises venaient mettre le siége devant Tarifa par mer et par terre. Valdès résista jusqu'à l'ouverture de la brèche et parvint à s'échapper avec la plupart des émigrés qui l'avaient accompagné ; l'unique résultat de cette malheureuse entreprise fut de donner aux apostoliques exaltés une nouvelle prépondérance et d'amener une recrudescence dans les proscriptions.

Le gouverneur d'Algesiras avait fait environ 200 prisonniers parmi ceux qui n'avaient pu accompagner Valdès dans sa fuite sur les côtes du Maroc; ils furent tous fusillés de trente en trente. Un décret condamna à mort quiconque débarquerait sur le territoire de la Péninsule avec l'intention d'y rétablir le système représentatif, et tout habitant du pays qui se dirigerait, même sans armes, au point de débarquement. Un effort pour organiser une insurrection dans la Castille amena de nouvelles exécutions à Madrid ; enfin le général Cruz fut emprisonné comme coupable d'avoir prêté la main à ces tentatives de rébellion ; son portefeuille fut donné (30 août 1824) au général Aymerich, à ce même colonel des volontaires madrilènes qui avait fortement critiqué les tentatives d'organisation essayées par son prédécesseur contre ce corps privilégié.

C'est au moment où les apostoliques, déjà irrités par la prison de Capapé, le refus de rétablir le saint-office et le décret d'amnistie, obtenaient enfin du roi la chute du ministre de la guerre, qui leur était spécialement odieux, et où l'action modératrice du gouvernement français allait de nouveau être plus nécessaire que jamais, que l'on apprit à Madrid la mort de Louis XVIII ; ce fut une nouvelle bien pénible pour tous ceux qui, à la suite de Zea Bermudez et d'O'Falia, cherchaient à faire rentrer la monarchie espagnole dans une voie de tranquille pacification et d'administration

régulière. On connaissait les tendances manifestées depuis longtemps par le comte d'Artois, qui devait monter sur le trône de France sous le titre de Charles X, et il était à craindre que la pression constante exercée jusqu'alors par les ministres français ne se modifiât dans un sens plutôt favorable aux idées de l'infant don Carlos, de Calomarde et d'Aymerich. Ferdinand, aveuglé par la passion, n'était pas à même d'apprécier la perte énorme que faisait la dynastie des Bourbons dans ce vieillard presque impotent, mais dénué de toute espèce de préjugés et qui savait faire au temps toutes les concessions qu'il réclame; il apprit avec une certaine satisfaction intérieure l'avénement d'un nouveau règne qui le délivrait d'un mentor trop sévère et trop puissant, et s'affermit davantage dans l'idée qu'il ne devait s'en fier qu'à sa propre sagesse pour conserver intacte son autorité (septembre 1824).

CHAPITR II

CALOMARE.

(Du 16 septembre 1824 au r janvier 1827.)

Les commissions militaires; époque dite *Chaperon*.— Horrible terreur sous laquelle gémit le pays tout tier pendant plusieurs mois entre les décrets de Calomarde et les donnances d'Aymerich. — Prohibition des cachuchas. — Les *apaldores*. — Supplice de Juan Martin, dit *el Empecinado*. — Décret sur s municipalités. — Efforts tentés auprès du roi par les royalistes modérés et les puissances continentales pour obtenir de lui un systèe de gouvernement moins tyrannique. — Ses résistances et ses cotradictions. — Absolution de Capapé. — Exil de Cruz. — Renvoi Aymerich. — Maintien de Calomarde au pouvoir; portrait de ce personnage. — Le marquis de Zambrano devient ministre de la guerre eLlauder est appelé à l'inspection générale de l'infanterie. — Missi donnée à ce général de réorganiser l'armée; cette mission est expiquée par les événements de Portugal et l'attitude des apostoliques leur mécontentement; leurs tendances. — Efforts pour rétablir l'inuisition. — Tentative de Bessières, et ramifications qu'elle avait en Catalogne.—Exécution de Bessières. — Junte consultative.—Chute de Zea Bermudez. — Nouveau conseil d'État.—Tentative des frères Bazan à Alicante.—Revue rétrospective sur l'histoire du Portugal depuis 1820 jusqu'à la mort de Juan VI. — Charte de don Pedro. — Premirs mouvements suscités par don Miguel. — Politique de Ferdinand vis-à-vis le Portugal. — Corps d'observation du général Saarsfield. —L'attitude de Canning, qui envoie des troupes en Portugal, déjoue tous les plans du gouvernement espagnol.

L'élévation du général Aymerich au ministère de la guerre vint confirmer aux yeux de tous les Espagnols le triomphe des volontaires royalistes; c'était lui qui, en sa qualité de colonel des volontaires madrilènes, avait protesté hautement contre les efforts de réorganisation du général Cruz ; puisque le pouvoir était remis entre ses mains, c'est que le souverain était décidé à confier exclusivement sa défense aux fanatiques partisans qui s'étaient enrégimentés sous l'éten-

dard de la monarchie absolue, c'est que la bride était de nouveau lâchée à toutes les représailles et au débordement de toutes les passions contre les constitutionnels et les libéraux.

Les commissions militaires se mirent à fonctionner avec une nouvelle activité ; aidées par une masse d'ordonnances dont le laconisme et l'hypocrisie égalent seuls la rigueur et la violence, elles avaient pouvoir de condamner à mort tous les coupables de lèse-majesté, c'est-à-dire tous ceux qui se déclareraient contre les droits du roi ou en faveur de la constitution. A l'aide de cette phrase ambiguë, on rendait coupables du crime de lèse-majesté tous les écrivains qui avaient publié quelque page où les droits de Ferdinand pouvaient être mis en doute ; tous ceux qui d'une manière quelconque avaient coopéré à la révolution de 1820 à 1823 ; tous ceux qui gardaient chez eux un exemplaire de la constitution, un portrait de Riego, un souvenir quelconque des illustres exilés qui vivaient sur la terre étrangère ; tous ceux qui, par un cri, une parole même prononcée en état d'ivresse, manifestaient leur haine contre la tyrannie. Un décret daté du 9 octobre 1824, qui par un dernier sentiment de pudeur ne fut pas inséré dans la *Gazette officielle*, mais fut appliqué avec soin, supprimait devant les commissions militaires toute espèce de fueros, et livrait à ces tribunaux la vie de tous les citoyens. Des primes étaient données à la délation, et une police innombrable pénétrait dans toutes les familles afin de deviner le secret des consciences et de purger l'Espagne de tout élément libéral.

Ni l'âge, ni le sexe, ni la vertu, ni la pauvreté ne protégeaient contre ces terribles commissions ; la richesse seule sauvait parfois de la mort. Celui qui avait quelque fortune achetait l'existence au prix de la plus grande partie de ses biens. Quelques-uns des jugements prononcés par ces com-

missions donneront une idée assez exacte de l'impression générale qui devait dominer dans le pays.

Juan Solana et Antonio Ferreti furent condamnés à mort à Murcie pour des expressions subversives ; Mariano et José Molina devaient subir la même peine parce qu'on avait trouvé chez eux une proclamation en faveur de la liberté. A Valence, Simon Alfaso subit la peine du *garrote* pour avoir crié *Vive la constitution !* en état d'ivresse, et Salvador Llorens la subit également pour avoir dit *Mort au roi !* La commission de Castille fit pendre Antonio Erraza parce qu'il avait été maçon. La commission de Madrid, dirigée par une bête féroce nommée Chaperon, qui acquit la triste gloire de donner son nom à toute cette époque, dépassait toutes ses rivales par le nombre de ses condamnations, la sévérité de ses arrêts. Elle envoyait au supplice tous ceux chez qui on trouvait les portraits de Riego, et aux galères les femmes et les enfants qui commettaient le crime de ne pas dénoncer leur mari ou leur père. Plus d'une dame, mêlée dans les infâmes prisons aux plus odieuses criminelles, mourut de désespoir au milieu de l'abjection injuste à laquelle elle se voyait réduite.

Chaperon, comme tous ces juges iniques qui consentent à se faire l'instrument dévoué d'une haine sociale, jouissait au milieu de la terreur que son nom inspirait, et sous la torpeur générale qu'elle avait créée. Il assistait aux exécutions en grand uniforme ; c'étaient pour lui des jours de fête, et, en une occasion, impatient d'activer le supplice d'un coupable (c'était un milicien national qui avait coopéré à la défense de Madrid, le 7 juillet, contre les gardes révoltés), il tira lui-même les jambes de la pauvre victime pendant déjà du gibet fatal, et, cet exploit terminé, se retira tout fier d'avoir accompli à la fois les fonctions de bourreau et celles de juge.

Il y avait autour de Ferdinand des hommes comme Ugarte, Aymerich, Calomarde pour vanter incessamment au souverain le mérite de Chaperon et de ses pareils; aussi ces montres se jugeaient-ils les maîtres suprêmes de la société; il fallait être un favori spécial du monarque pour entrer en lutte avec eux, et encore qui pouvait jamais compter sur l'affection de Ferdinand? Vouloir arracher une seule victime à ces tigres altérés de sang, c'était s'exposer soi-même à tous les dangers.

Il ne reste presque pas de mémoires sur cette période douloureuse, où nul n'osait confier au papier les incidents qui aujourd'hui caractériseraient le mieux l'état général du pays; voici cependant un trait qui permettra de juger de la vie de Madrid durant la triste époque de Chaperon.

La police de cette capitale avait emprisonné la femme d'un réfugié politique nommé Vittalba, sous le prétexte qu'elle avait chanté ou laissé chanter dans sa maison des chants patriotiques ; cette dame avait des enfants que sa captivité laissait plongés dans une profonde misère, et le récit de leurs souffrances, conté dans quelques salons, excita la sympathie de quelques cœurs généreux. On parvint à intéresser en leur faveur le jeune Fernandez de Cordoba, l'ancien défenseur de Cadiz en 1820 et le promoteur de la révolte des gardes du corps en 1822 ; c'était un personnage important, car tout en se défiant de la sympathie qu'il ressentait pour lui, Ferdinand, qui redoutait avant tout de tomber sous la tutelle d'un favori, écoutait cependant volontiers les plans du jeune Cordoba, souriait à ses exaltations un peu passionnées, et tolérait de lui, pour ses services rendus, une liberté d'allures que nul autre n'aurait osé se permettre. Cordoba savait que le président de la commission militaire s'était vanté publiquement de conduire au gibet la malheureuse mère qui gémissait déjà dans la prison loin de

ses enfants; il se hâta d'aller le trouver, et le basard l'ayant mis en sa présence au centre même de la ville, à la puerta del Sol, il lui exposa en ce lieu même l'objet de sa réclamation. Chaperon connaissait bien la faveur dont jouissait au palais le jeune Fernandez de Cordoba, ami de Grijalva et de Zea Bermudez; mais il était habitué avec ses acolytes à voir dans cette phalange de courtisans les ennemis les plus acharnés de la secte réactionnaire dont il favorisait les rancunes. Aux premières paroles de Cordoba, il répondit avec violence que, malgré toutes les recommandations de la terre et du ciel, la pauvre femme serait conduite au supplice. Son interlocuteur n'avait pas encore perdu toute la générosité des premières années de la jeunesse; les paroles de Chaperon excitèrent chez lui une grande colère et donnèrent naissance à une querelle publique, à la suite de laquelle un ordre d'arrestation fut lancé contre Cordoba par le président de la commission militaire; mais à peine connu par le ministre de la guerre, ce dernier ordre fut révoqué, et tout ce que les royalistes modérés gagnèrent à cette tentative de Cordoba fut de pouvoir adresser au roi une représentation dans laquelle il était dit que « la justice administrée par les commissions militaires prenait de plus en plus le caractère d'une vengeance horrible et furieuse qui tenait le pays consterné; et que l'honneur des insignes militaires que portait le roi lui-même exigeait une prompte suppression de ces odieux tribunaux. »

Cet incident permet d'apprécier la terreur générale sous laquelle vivait la société, le degré de bassesse auquel la délation était arrivée, la balance que le roi tenait entre ses divers conseillers et favoris, la lutte constante des royalistes modérés et des apostoliques furieux, enfin la sauvage violence des juges et leur barbare inhumanité [1].

[1] Sous l'impression de la révolution commencée par le soulèvement

Madrid n'était pas le seul théâtre où la réaction exerçât ainsi son empire : le même système dominait toute la Péninsule. Partout les volontaires royalistes, appuyés sur les commissions militaires, faisaient sentir aux *nègres* et aux *verts* le poids de l'oppression la plus tyrannique. Dans les villes où se trouvaient encore quelques détachements de troupes françaises, ils osaient quelquefois, quoique toujours avec une certaine réserve, attaquer nos soldats isolés, en leur reprochant leur modération vis-à-vis des libéraux ; lorsque

de Riego en 1820, une secousse avait enfin été donnée aux esprits, et, parmi les jeunes gens, une phalange d'élite se vouait avec ardeur au culte des lettres, sous la direction de don Alberto Lista. Une académie s'était fondée sous le titre d'*Académie du myrte*, et de jeunes poëtes, parmi lesquels nous citerons Ventura de la Vega, Espronceda, Patricio de la Escosura, dirigés par leur maître vénéré, s'essayaient à rendre à leur bel idiome un peu de son ancienne splendeur. Sous le gouvernement de Ferdinand VII, semblable tentative était un crime ; il y avait un danger social dans cette aspiration intellectuelle. Aussi trouva-t-on un moyen de dissoudre cette académie ; plusieurs de ses membres furent incarcérés comme faisant partie d'une société secrète dite *numantine*. Vega heureusement était parent du ministre Zea Bermudez, et cette circonstance sauva les jeunes gens : après six mois de captivité, ils furent seulement condamnés à trois mois de réclusion dans un couvent. Espronceda, l'auteur futur du *Diablo mundo*, cette œuvre intraduisible, inimitable et bizarre, qui le place à côté des Byron et des Alfred de Musset, après avoir subi la peine à laquelle il était condamné, put abandonner l'Espagne et se réfugier à Gibraltar, pour commencer cette vie aventureuse qui devait le conduire à Lisbonne, Londres et Paris, et lui permettre de promener dans ces trois capitales son imagination vagabonde, sa démarche gracieuse et élégante, sa foi républicaine et son scepticisme religieux. Escosura, plus heureux, s'était enfui avant d'être arrêté ; il vint à Paris et à Londres consolider une instruction jusqu'alors trop superficielle. Lista lui-même jugea prudent de laisser passer l'orage, et, bien qu'il se fût toujours tenu à l'écart du mouvement politique, il se réfugia à Paris, où d'ailleurs se trouvaient déjà réunies toutes les relations chères à son esprit et à son cœur.

dès le 1er janvier 1825 nos troupes se concentrèrent dans les places auxquelles leur occupation devait désormais se borner, telles que l'île de Leon, Barcelone, Saint-Sébastien, Pampelune, Jaca, la Seo d'Urgel et Figuières, ils affectèrent de considérer comme emblème séditieux une espèce de casquette dite *cachucha*, que nos officiers avaient l'habitude de porter, et que certains libéraux avaient adoptée comme témoignage de reconnaissance pour l'attitude prise à leur égard. A Santander, il y eut quelques désordres à ce sujet; des citoyens qui portèrent cette casquette se virent maltraités publiquement, et la ville fut parcourue en tous sens par des misérables armés de gros bâtons, qui firent expier à la population par de cruelles violences la prétendue manifestation qu'elle s'était permise. Le bruit de cette échauffourée retentit à l'instant dans toute la Péninsule; les *apaleadores* renouvelèrent partout les scènes de Santander; le gouvernement défendit par une ordonnance l'usage des cachuchas, et dans cette puérile agitation les commissions militaires trouvèrent moyen d'atteindre une nouvelle série de victimes.

L'irritation des réactionnaires furibonds était d'autant plus grande contre tous les pauvres libéraux forcés de rester sur le territoire espagnol, que la marche des événements et la présence des troupes françaises avaient, comme nous l'avons vu, favorisé la fuite de tous les hommes un peu importants du régime constitutionnel. Avec son caractère haineux et méchant, Ferdinand aurait volontiers consenti à faire grâce à vingt victimes de Chaperon pour faire tomber, s'il avait pu, la tête d'un seul de ces députés qui avaient voté sa déchéance; mais ils étaient tous en sûreté sur la terre d'exil. On ne pouvait cependant se borner à des coupables de peu d'importance, le prestige de l'échafaud avait besoin d'être relevé par le haut rang des victimes. Le célèbre don Juan Martin, surnommé *el Empecinado*, un de ces

rares guerilleros de la guerre de l'Indépendance chez qui l'amour de la patrie dominait tous les autres sentiments, fut le héros jeté en pâture aux vautours affamés qui demandaient avec tant d'ardeur l'effusion du sang. Son attitude après 1814, la précipitation avec laquelle il était accouru à Cadiz pour défendre la constitution de 1822 étaient des motifs suffisants pour déchaîner contre lui toutes les haines; il se trouvait garanti par les capitulations passées avec les généraux français et se croyait peut-être protégé par la gloire dont il s'était couvert de 1808 à 1814. Mais les satellites de l'absolutisme n'étaient pas hommes à s'arrêter devant de telles considérations. Tandis qu'il vivait paisiblement retiré dans une petite propriété, au fond de la Vieille-Castille, à Roa, il se vit tout à coup emprisonné par ordre du juge de cette ville, animé contre lui d'une haine toute personnelle; on l'accusa d'avoir voulu prendre les armes contre le roi depuis sa mise en liberté; et le fanatisme des Castillans une fois excité par cette fausse accusation, l'ancien héros de l'indépendance se trouva transformé aux yeux de ses concitoyens en un vil hérétique. Par un excès de zèle, le corrégidor de Roa ne se contenta point de tenir son ennemi en prison : il fit fabriquer une cage de fer, et tous les jours de marché le malheureux Juan Martin était exposé aux outrages des paysans fanatiques, qui venaient à la fois s'extasier sur sa force herculéenne, l'accabler d'outrages et d'injures, et le blesser sans crainte avec les bâtons et instruments de labour qu'ils pouvaient introduire dans sa cage. L'esprit recule épouvanté devant tant d'horreurs, mais elles seules donnent une idée juste du fanatisme des hordes catholiques qui pesaient alors sur l'Espagne [1].

[1] *Estudios sobre elocuencia, politica, jurisprudencia historia y moral,* por don Salustiano de Olozaga. Madrid, san Martin y Jubera.

Quand les Castillans eurent assez joui de cet odieux spectacle, le juge se décida à prononcer la condamnation à mort, qui fut confirmée par la salle des alcaldes, malgré la noble opposition de deux magistrats qui refusèrent de s'associer à cette horrible vengeance. Le sort de la victime dépendait de Ferdinand ; la mère d'el Empecinado se jeta à ses pieds; vaine humiliation. La France, dont l'honneur était intéressé au salut de ce guerillero, puisqu'elle le couvrait par une capitulation, intercéda aussi par l'entremise d'un de ses généraux ; tout fut inutile, et el Empecinado fut conduit au dernier supplice.

Il y marchait avec tout ce cortége hideux que l'inquisition a inventé, la robe noire, le grand bonnet, les chaînes de fer, monté sur un âne dont la marche patiente accroît toutes les angoisses du dernier moment, calme, résigné, après avoir dit adieu aux amis qui lui étaient restés fidèles, lorsque soudain la vue des hommes qui l'avaient tant fait souffrir réveilla chez lui ses anciennes habitudes de guerillero, son ardeur à la lutte et un violent désir de vendre chèrement sa vie. D'un seul mouvement, il parvint à briser les chaînes qui l'attachaient, et, s'en faisant une massue, il se précipita sur les volontaires qui avaient brigué l'honneur de le conduire à la potence. Tout le monde fuit devant lui, il va peut-être s'échapper, quand soudain le pied lui glisse : il tombe, et se retrouve de nouveau à la merci de ses ennemis. On l'attache, on se hâte de le conduire au pied du gibet; il continue de résister, et comme il refuse de gravir lui-même l'escalier fatal, on l'attache avec une corde, sur l'ordre du juge, et son corps ainsi suspendu est lancé dans l'espace.

Quelles impressions devaient produire de semblables scènes sur des populations naturellement passionnées! Les haines s'envenimèrent de plus en plus entre les familles;

et comme le sang appelle le sang, de nouvelles victimes s'exposaient à la mort, les juges et les bourreaux mettaient encore plus d'empressement à les sacrifier. Sept francs-maçons surpris à Grenade dans une loge au moment de recevoir un néophyte furent condamnés et exécutés dans l'espace de trois jours.

Malgré le despotisme des princes des deux maisons d'Autriche et de Bourbon, il était toujours resté dans l'organisation sociale de l'Espagne un élément libéral qui avait survécu à tous les envahissements de la monarchie : c'était la libre élection par le peuple des autorités municipales. Calomarde résolut de détruire ce dernier débris des anciennes libertés du pays ; dans un décret daté du 17 octobre 1824, avec le but signalé hautement dans le préambule « de faire disparaître pour toujours du sol espagnol jusqu'à la plus lointaine idée que la souveraineté puisse résider ailleurs que dans la personne royale, » il établit que les habitants de chaque commune n'auraient que le droit de proposition, et que les audiences éliraient et choisiraient directement les autorités municipales entre les triples listes qui seraient présentées à leur choix. Les représentants de l'autorité judiciaire se trouvèrent par ce procédé maîtres suprêmes de l'action municipale, toujours si puissante en Espagne, et le ministre de grâce et justice, déjà si puissant, acquit par ce moyen une véritable prépondérance sur tous ses collègues. Ainsi Ferdinand VII, tout en feignant de respecter les anciennes lois fondamentales de la monarchie sur lesquelles reposaient tous ses droits, ne craignait pas de les briser solennellement et enlevait aux citoyens espagnols, après 1808 et 1820, des institutions séculaires que tous ses ancêtres avaient respectées.

Un semblable état de choses était par trop violent pour durer indéfiniment : d'une part, les royalistes modérés ne

cessaient d'agir auprès du roi pour le convaincre des dangers auxquels il exposait sa couronne en s'opposant à toute réconciliation; et d'autre part, la France et les puissances étrangères, honteuses de tous ces crimes dont elles étaient les premiers auteurs, pesaient avec une énergie croissante sur la volonté de Ferdinand, lui manifestaient leur mécontentement, le maintenaient dans un isolement complet, et lui répétaient sous toutes les formes qu'il compromettait par ses excès la tranquillité publique de l'Europe. Il parut enfin vouloir écouter leurs conseils : le 17 mars 1825, un de ses conseillers les plus impitoyables, Ugarte, fut éloigné de la cour et nommé ambassadeur en Sardaigne.

Cette simple mesure commença à alarmer les apostoliques, et pour calmer leurs fureurs, Calomarde publia, le 19 avril, un décret dans lequel le roi se déclarait décidé à conserver dans toute leur plénitude tous les droits de sa souveraineté, et à ne jamais établir aucune institution, sous quelque nom que ce fût, qui apparût en contradiction avec les anciennes lois et les coutumes espagnoles, en même temps qu'il manifestait que les puissances alliées ne lui conseilleraient jamais ni directement ni indirectement aucune innovation dans la forme de gouvernement. Un enthousiasme simulé et de nouvelles acclamations frénétiques furent la réponse des apostoliques à ce décret; mais cela n'empêchait point que les événements ne commençassent à tourner en faveur des royalistes modérés; le roi vacillait incertain, faisant aujourd'hui un pas en avant, demain un pas en arrière. Le ministre de la guerre, don José de la Cruz, reconnu innocent par le conseil suprême de la guerre, dût être mis en liberté ; il fallut même récompenser sa conduite et l'élever au grade de lieutenant général; mais en même temps que cette justice lui était rendue, il fut banni du royaume à cause de son ancien règlement contre

les volontaires. Le conspirateur absolutiste Capapé, qui avait présenté au tribunal des lettres de don Carlos, fut, malgré sa culpabilité, déclaré innocent et renvoyé absous.

Ces deux actes prouvent quel prix attachait Ferdinand à ménager le parti réactionnaire furieux, car ils précédèrent de quelques jours seulement la détermination qu'il venait de prendre de mettre enfin un terme au système de proscription et de vengeance légale. Le public en fut informé le 13 juin 1825; il apprit que le terrible ministre de la guerre Aymerich était nommé gouverneur de la place de Cadiz, et que de grandes modifications étaient faites parmi les capitaines généraux dans le sens d'un royalisme plus modéré.

Ce fut un doux moment d'expansion pour la nation espagnole; elle apprit avec satisfaction la nomination du marquis de Zambrano comme ministre de la guerre, et respira un peu lorsque le 4 août une ordonnance déclara la suppression des commissions militaires et fit passer aux tribunaux ordinaires toutes les causes encore pendantes de leur décision.

Lorsqu'il céda par cette détermination aux sollicitations réitérées de Zea Bermudez et de Cordoba, Ferdinand aurait pu encore à cette époque recouvrer certain prestige aux yeux du pays s'il avait consenti à sacrifier son ministre de grâce et justice, don Tadeo Calomarde; mais, au contraire, plus ce dernier gagnait en impopularité et en exécration, plus il devenait cher au tyran, dont il avait deviné les plus étroites pensées.

Il est temps de nous arrêter un instant sur ce personnage; car c'est lui qui caractérise le mieux l'époque que nous traversons. Rien de plus modeste que ses origines; né d'une pauvre famille de laboureurs en Aragon, il était arrivé peu à peu, à force de volonté, avec les ressources de personnes charitables, et en se mettant lui-même au service

de familles plus riches, à terminer ses études universitaires. Dès ses plus jeunes ans, il s'était voué à la carrière de la magistrature, et suivant une anecdote assez plaisante, tandis qu'au sortir d'une réunion il accompagnait, une lanterne à la main, des amis de son maître, interrogé par eux sur le but auquel il tendait, il leur déclara qu'il serait ministre de grâce et de justice. Tous les moyens étaient bons pour un esprit comme le sien, qui de bonne heure avait entrevu dans l'affectation religieuse un élément important de succès; reçu avocat, il arrive à Madrid avec des lettres de recommandation pour un médecin ami de Godoy, et son premier pas est de se déclarer amoureux de la fille de ce médecin, malgré ses faibles attraits, afin d'entrer dans la secrétairerie des Indes à l'aide des protections qu'elle pouvait lui procurer. Le poste obtenu, il n'entendait pas épouser celle qui lui avait servi de marche-pied; mais Godoy l'y obligea avec la menace des galères, et ne lui facilita les premiers pas qu'au prix de cette union, qui, faite dans ces conditions, fut naturellement malheureuse. Au bout de très-peu de temps, les deux conjoints se séparèrent et restèrent toute leur vie isolés l'un de l'autre.

Pendant la guerre de l'Indépendance, Calomarde essaya d'arriver aux Cortès de Cadiz comme représentant de sa province, avec l'appui du ministre Sierra, dont il avait gagné la confiance, et qui l'avait graduellement élevé aux premiers emplois du ministère; il fut repoussé par ses concitoyens à cause de ses anciennes relations avec Godoy, et, dégoûté par cet échec de la souveraineté populaire, il se jeta avec ardeur au milieu des hommes qui à Cadiz défendaient l'autorité royale contre les tendances des constitutionnels. Il fut très-mêlé aux intrigues qui tendaient à donner la régence à l'infante doña Carlota, et lorsqu'en 1814 Lardizabal fut appelé aux affaires par le roi Ferdinand, Calomarde, en qualité de

secrétaire général du ministère de grâce et justice, fut son principal instrument. Pendant toute la période constitutionnelle, il s'était tenu soigneusement caché ; mais à peine les troupes françaises furent-elles arrivées à Madrid qu'on le vit reparaître comme secrétaire général de la régence, et c'est par ces importantes fonctions qu'il arriva peu à peu à se faire connaître du roi. Dès qu'il se trouva en contact avec lui, une étonnante harmonie s'établit entre eux : sceptiques au fond tous les deux, ils étaient bien décidés à se faire des passions religieuses un instrument actif pour le maintien de l'autorité royale ; chacun entendait tirer profit personnel à son avantage exclusif de leur étroite relation : Calomarde pour amasser de grands biens et s'assurer une opulence princière, le roi pour faire exécuter ses pensées les plus intimes sans avoir même à les dévoiler. Il fallait donner confiance aux apostoliques tout en restant en garde contre leurs velléités de soulèvements armés et contre leurs prétentions à mettre sur le trône l'infant don Carlos. Mais Calomarde avait su se faire passer pour un des leurs, et tant qu'il resterait au pouvoir, les apostoliques ne pouvaient craindre la destruction complète de leur influence. D'un autre côté, pour plaire aux puissances étrangères, il fallait offrir quelques concessions aux royalistes modérés ; on leur accordait donc quelques portefeuilles, mais en même temps le ministre de la justice était chargé de surveiller, avec toutes les ressources d'une police nombreuse, toutes les tendances de ces hommes suspects, et le glaive de la royauté frapperait immédiatement qui que ce fût d'entre eux qui tendrait réellement à diminuer le moins du monde l'autorité monarchique. Tel fut donc le rôle destiné à Calomarde ; il était dans le ministère l'appoint donné par Ferdinand au parti apostolique ; il avait de plus pour mission de surveiller tous les royalistes modérés, et maître du secret royal qui consistait à diviser pour ré-

gner, il était chargé de l'application la plus difficile de ce principe.

En même temps que le marquis de Zambrano avait été appelé au ministère de la guerre en juin 1825, l'inspection générale de l'infanterie avait été confiée à un général distingué, don Manuel Llauder[1]. Ce dernier reçut la mission d'organiser ce corps de manière à ne jamais être l'appui du désordre, mais en même temps de manière à être en état d'opposer une résistance vigoureuse aux volontaires royalistes ; c'était là un symptôme décisif et qui prouvait que Ferdinand commençait à comprendre qu'il y avait danger pour lui à s'en rapporter exclusivement aux anciens alliés de l'invasion étrangère. Llauder se mit à l'œuvre ; mais sa tâche était bien difficile, car il venait après Aymerich, et toutes les démarches de ce ministre avaient eu pour objet de réduire à néant les premières tentatives de don José de la Cruz. Presque tous les officiers de quelque mérite étaient dans une situation dite *indéfinie*, c'est-à-dire privés de toute ressource, sans emploi et soumis aux jugements de purification. Toutes les influences étaient mises en œuvre à Madrid pour faire consacrer les grades donnés de leur autorité privée par certains chefs de bandes, et faire préférer ces distinctions à celles qui avaient été noblement acquises dans le sein de l'armée durant une longue carrière. S'appuyant sur la nécessité, sur les dangers qui s'annonçaient du côté du Portugal, sur l'insolence des volontaires royalistes, Llauder parvint à modifier l'esprit des juntes de purification et à faire admettre le mérite et les services rendus comme des conditions raisonnables pour être réintégré dans son emploi. Cette détermination rendit à l'Espagne une armée ; mais en détruisant d'un coup les prétentions d'une foule de volontaires

[1] *Mémoires du lieutenant général Llauder*, p. 29.

royalistes, elle poussa ceux-ci à des démarches violentes. Les liens qui unissaient cette masse d'agitateurs aux plus violents partisans du fanatisme religieux se resserrèrent tout à coup, et le mois d'août 1825 vit éclater un mouvement qui pouvait avoir les plus graves conséquences. Rangés autour du maréchal de camp Bessières, qui osa publier une proclamation dans laquelle le ministère était accusé de franc-maçonnerie, les volontaires levèrent à Brihuega, le 15 août, l'étendard de la révolte; appuyés d'abord par trois compagnies du régiment de cavalerie de Santiago en garnison à Getafe, qui furent entraînées contre la volonté des soldats par quelques-uns de leurs chefs, ils jetèrent l'épouvante dans la capitale et dans la cour. Ils comptaient que don Carlos aurait assez d'influence sur son frère pour exercer sur lui une pression décisive et l'obliger à modifier sa nouvelle ligne de conduite; mais leur calcul fut déjoué. Ferdinand prit la résolution de réprimer avec vigueur cette prise d'armes; il déclara coupables de haute trahison Bessières et ses amis, chargea le comte d'Espagne de les poursuivre à outrance, et voyant Madrid accueillir avec satisfaction ces mesures énergiques, se décida à ramener enfin à l'obéissance un corps qui depuis deux ans n'avait cessé d'opprimer la nation.

Le comte d'Espagne ne rencontra aucune difficulté dans l'exécution de la mission qui lui était confiée : à Brihuega, Bessières était déjà venu se heurter contre la résistance de cinquante provinciaux de Cuença, qui avaient été désarmés et qui n'avaient pas voulu se joindre à sa colonne ; à Siguenza, la ville lui avait fermé ses portes et avait obstinément refusé de l'admettre dans ses murs. Dès qu'il eut connaissance des décrets rendus contre lui, il se jugea perdu et dispersa tous ses partisans, afin d'entreprendre la fuite avec plus de facilité; cette disposition ne l'empêcha point de

tomber entre les mains d'un des corps envoyés à sa poursuite, et dix jours après sa proclamation il se trouvait à Molina de Aragon entre les mains du chef qui lui avait été opposé.

Quelles relations avaient existé avant cette époque entre Bessières, don Carlos et le comte d'Espagne? Elles sont restées un mystère profond, et bien que tous trois appartinssent réellement au même parti, bien que la suite des événements ait montré que tous trois obéissaient aux mêmes inspirations, il est certain qu'en cette occasion le comte d'Espagne se montra avide de fusiller avec la plus grande célérité le prisonnier tombé entre ses mains, et d'empêcher par une exécution rapide toutes les procédures judiciaires qui auraient pu mettre en lumière les vrais initiateurs du complot.

Le mouvement était loin d'être isolé, car à Grenade trois officiers essayèrent aussi de soulever les troupes; à Sarragosse, le capitaine général eut à déployer la plus grande activité pour empêcher de graves désordres; et la ville de Tortose, surexcitée par son évêque don Victor Saez, faillit tomber entre les mains d'une bande de conjurés qui avaient tramé un complot pour s'emparer de la citadelle, et qui se décidèrent à la fuite après avoir échoué dans leur plan.

Ce qui rendait particulièrement dangereuse la tentative de Bessières, c'était la coopération secrète qu'il avait trouvée chez une partie du haut clergé, fanatique, mal disposé contre Ferdinand depuis l'avénement de Casa Irujo. En vain toutes sortes de flatteries lui avaient été adressées, en vain la grandesse avait été accordée au général d'un ordre mendiant, en vain l'évêque de Carthagène, connu pour ses penchants libéraux, avait été forcé de renoncer à sa mitre: les fougueux personnages placés à la tête des évêchés, l'ancien rédacteur du *Restaurador*, frère Martinez, devenu évêque de Malaga,

don Joaquim Abarca, consacré évêque de Leon, les archevêques de Tarragone et de Valence ne pardonnaient point au monarque vainqueur de se refuser à rétablir l'inquisition ; ils ne croyaient pas la victoire assurée tant que les bûchers n'étaient point rallumés : la société de l'Ange exterminateur, dans des réunions qui se célébraient en Catalogne, au monastère du Poblet, et auxquelles assistaient plusieurs centaines de prélats, fulminait l'anathème contre les tendances maçonniques du gouvernement. Leur audace était poussée à un point tel que, sans autorisation ministérielle, l'archevêque de Valence avait institué dans son diocèse un tribunal inquisitorial afin de recevoir *toutes les dénonciations de paroles et d'actes contre la foi.*

Après l'exécution de Bessières, le retour dans la capitale du comte d'Espagne et l'extinction des commissions militaires, le triomphe des royalistes modérés parut un instant assuré. Zea Bermudez obtint en septembre 1825 la création d'une junte consultative du gouvernement, composée de personnes animées des intentions les plus conciliatrices, et chargée de niveler le budget de l'État, d'améliorer le crédit de la nation et de rétablir l'ordre dans toutes les branches de l'administration. Mais cette éclaircie fut de très-courte durée : le 24 octobre 1825, un nouveau décret substituait à Zea Bermudez le duc d'Infantado, de triste mémoire, et rétablissait la prépondérance absolue de Calomarde et de ses adhérents ; puis, deux mois après, 28 décembre 1825, la junte consultative était supprimée et ses attributions remises à un nouveau conseil d'État, composé de tous les principaux partisans de l'absolutisme le plus réactionnaire, l'archevêque de Tolède, le père Cirilo, l'évêque de Leon, le duc de San Carlos, Juan Bautista Erro.

Ce fut alors le tour des libéraux de perdre la patience ; deux frères, Antonio et Juan Fernandez Bazan, crurent le

moment favorable pour tenter un mouvement ; et, dans la nuit du 18 au 19 février 1826, ils débarquaient sur la côte d'Alicante, près du village de Guardamar, à la tête d'une petite colonne de soixante émigrés. Le point était mal choisi, et les éléments de l'expédition n'avaient point été suffisamment préparés : à la première nouvelle de ce débarquement, tous les volontaires d'Alicante, d'Elche et des villages voisins se précipitèrent sur la *sierra* de Crevillente, où les frères Bazan s'étaient internés, et une lutte inégale ne tarda pas à s'engager. Le résultat ne pouvait être douteux ; la colonne fut bientôt dispersée, et les malheureux qui la constituaient obligés de se rendre prisonniers ou de chercher le salut dans la fuite. Les deux frères ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie, et l'un d'eux, Juan Bazan, ayant été mortellement blessé, son frère Antonio essaya avec ses pistolets d'abord de lui épargner l'angoisse des derniers instants, puis de se brûler la cervelle : la poudre, mouillée, ne produisit point l'explosion ordinaire, et les volontaires eurent l'insigne joie de ramener Antonio prisonnier à Orihuela, quoique dans l'état le plus lamentable, criblé de blessures et déjà sur le point d'expirer. Ses ennemis ne voulurent point cependant se priver de la joie de le conduire au supplice, et le 4 mars on le fusilla sur le même brancard où on l'avait conduit, sans que le malheureux eût la force physique de lever la tête pour faire face au plomb meurtrier, comme il en avait le courage moral. Aucun de ses compagnons qui avaient été faits prisonniers ne fut épargné : le sang de vingt-huit nouvelles victimes vint rougir la plage d'Alicante.

Il semble que ce facile succès ait donné une nouvelle force au parti apostolique : les purifications furent partout reprises avec une grande ardeur ; de nouvelles faveurs furent concédées aux volontaires; l'enseignement des univer-

sités et des séminaires fut abandonné aux moines; on confia aux jésuites les colléges supérieurs; les pratiques extérieures de dévotion prirent dans tout le pays une importance extraordinaire. L'année 1826 était exceptionnellement sainte, en raison du jubilé concédé par le pape à tous ceux qui visiteraient les églises; et à l'instar de ce qui se passait en France, mais avec plus de superstition et d'idolâtrie encore, les processions et les missions paraissaient constituer l'occupation capitale de toute la population espagnole.

A ne considérer que l'état de choses intérieur, toutes les espérances du parti libéral paraissaient donc pour jamais anéanties; mais, dans cette même année, il se passait au dehors et particulièrement dans un pays voisin des événements qui devaient bientôt les relever.

De même que la révolution de 1820 avait été saluée avec ardeur par les Portugais, de même qu'ils avaient avec empressement organisé tout un système d'institutions libérales, qu'ils avaient voté une constitution et cherché à faire un grand pas dans la voie de la révolution, de même les progrès de la réaction en Espagne pendant l'année 1822 avaient été scrupuleusement imités en Portugal. Là, tandis que le roi Jean VI, à son retour du Brésil, s'était facilement soumis aux exigences des Cortès, un parti considérable dirigé par la reine, sœur de Ferdinand VII, avait arboré hautement le drapeau de la monarchie absolue et, protégé par la marche générale des événements politiques dans l'Europe entière, s'était peu à peu mis en mesure de saper dans sa base la souveraineté nationale. Les fautes commises par les Cortès dans leurs rapports avec le Brésil, et qui avaient occasionné la déclaration d'indépendance de ce grand pays sous le sceptre de don Pedro, fils aîné de Jean VI, avaient produit la plus douloureuse impression parmi les patriotes qui comprenaient le coup fatal que ce démembrement causait

à leur nationalité. Un découragement profond s'était emparé des masses populaires, qui, le regard fixé sur l'Espagne, voyaient en même temps s'accomplir l'expédition du duc d'Angoulême.

Aussi, lorsqu'à l'exemple du baron d'Éroles en Catalogne, le comte Amarante, les Silveira, Teixeira et Souza levèrent dans la province de Tras os Montes le drapeau de la contre-révolution (dite *régénération*), leurs efforts un instant contrariés par un habile militaire, Luis da Rego, obtinrent ensuite un succès très-facile, quand ils eurent mis à leur tête le second fils du roi, l'infant don Miguel, poussé par la reine à détrôner son père, de la même manière qu'en 1808 Ferdinand à Aranjuez avait forcé Charles IV à l'abdication. Les Cortès ne surent pas se défendre contre ce parti puissant : ballottées entre les amis du roi qui ne se montrait point hostile à l'application de la constitution, et les patriotes qui auraient voulu organiser une étroite alliance avec les libéraux espagnols, elles éloignèrent systématiquement les seuls hommes qui auraient pu défendre leurs prérogatives et furent obligées de se dissoudre elles-mêmes, sans engager de lutte sérieuse. Jean VI, acclamé par les troupes, se retrouva en possession du pouvoir absolu, sans avoir fait aucun effort pour atteindre ce résultat, sans même le désirer ; car les passions violentes dont étaient animés la reine et l'infant don Miguel lui inspiraient une véritable terreur ; il avait conscience d'avoir plus à redouter sa propre famille que les patriotes les plus exaltés.

En effet, à peine toutes les garanties constitutionnelles eurent-elles disparu, qu'il se vit sous la pression de tous les héros de la régénération, avides d'exploiter à leur profit le mouvement réactionnaire. Il fut obligé d'accorder les positions les plus importantes à des hommes qu'il considérait comme ses ennemis mortels, et d'affecter une réconciliation

publique avec la reine, pour laquelle il éprouvait une grande répulsion. En vain le ministre Pamplona chercha-t-il à imposer une barrière puissante à ces apostoliques portugais, en s'appuyant sur les ambassades étrangères, particulièrement sur celles de France et d'Angleterre, qui auraient pu lui être de la plus grande utilité si elles avaient coopéré franchement à un but commun, mais ne lui apportèrent aucun appui, divisées comme elles l'étaient d'intérêt et de tendances. Don Miguel, se sentant chaque jour plus appuyé, put se juger assez fort pour pousser le cri d'extermination contre les francs-maçons, à l'instar de la société de l'Ange exterminateur du Poblet. Le 30 avril 1824, il lança une proclamation dans ce sens ; les troupes se mirent en mouvement à son appel ; tous les ministres furent arrêtés, le roi fut retenu prisonnier dans son palais, et le système de terreur se trouva définitivement institué par la nomination d'une commission chargée de punir tous les suspects.

L'ambassadeur anglais à Lisbonne était alors le général Beresford, qui jouissait d'une grande célébrité en raison de la part qu'il avait prise à la guerre de l'Indépendance et des hautes fonctions qu'il avait exercées pendant tout le temps de l'occupation du Portugal par l'armée anglaise. Grâce à ce prestige, on lui confia dans ce moment difficile le commandement suprême de l'armée (7 mai), et à peine s'en vit-il en possession, que, dégageant complétement le roi de l'influence française soutenue par M. Hyde de Neuville, il l'entraîna à bord du vaisseau de ligne anglais le *Windsor-Castle*. Jean VI, par cet appui énergique, recouvrant sa liberté d'action, défendit qu'on obéît aux ordres de l'infant don Miguel, le manda auprès de lui à bord du vaisseau et fit relâcher toutes les personnes qui avaient été arrêtées depuis le 30 avril. Devant les dispositions des troupes, devant l'enthousiasme de la population, l'infant comprit la nécessité

de céder; il se présenta devant son père, fit amende honorable, demanda et obtint la permission d'aller à l'étranger, et quitta le Portugal pour se rendre à Vienne.

Malgré sa déroute et l'absence de son chef, le parti apostolique continua, sous la direction de la reine, de causer les plus grands embarras aux ministres de Jean VI, pendant les deux dernières années de son règne (1824 à 1826); soutenu par les puissances orientales, il influait dans toutes les déterminations, et prévoyant le jour où la mort du roi laisserait le trône vacant, il préparait d'avance ses forces pour y faire monter le prince exilé, dans lequel il avait placé toutes ses espérances. Suivant les lois du pays, l'empereur don Pedro était l'héritier légal du roi Jean VI; mais comme d'une part il possédait déjà la couronne du Brésil, et que de l'autre la séparation effective des deux pays venait d'être signée dans un traité solennel conclu sous le patronage de l'Angleterre, cette situation anormale et difficile ouvrait une porte commode aux prétentions de don Miguel. On s'occupait avec ardeur à Lisbonne, à Rio de Janeiro, à Londres et à Vienne de fixer les bases d'un traité de succession, lorsque Jean VI mourut (10 mars 1826), après avoir mis à la tête de la régence sa troisième fille, l'infante Isabelle-Marie, qui était restée toujours complétement étrangère aux intrigues de sa mère et de son second frère.

Dès qu'il eut appris l'événement qui l'appelait à ceindre la couronne du Portugal, l'empereur du Brésil don Pedro prit instantanément sa résolution : il renonça au trône portugais, qu'il céda à sa fille aînée Maria da Gloria, âgée alors de sept ans, et destinée à épouser son oncle don Miguel; en même temps il publia, de son propre chef, une charte constitutive pour le Portugal, rédigée sur le modèle de celle qu'il avait octroyée au Brésil, en mettant pour condition expresse à la validité de sa renonciation l'obligation pour

don Miguel de prêter serment de fidélité à cette charte, de se fiancer à Maria da Gloria et de s'engager à contracter mariage avec elle.

La régente Isabelle, protégée par une escadre anglaise qui stationnait dans les eaux de Lisbonne, ne se laissa point intimider par l'exaltation des partisans de Miguel; elle publia toutes les décisions royales de don Pedro, fit jurer la constitution (31 juillet) et la présenta au peuple enthousiasmé comme la promesse d'un nouveau règne, le gage de réconciliation de tous les partis; deux lettres adressées par don Miguel toujours absent à Vienne laissèrent croire qu'il se soumettait de plein gré aux dernières volontés du roi et aux dispositions de son frère.

Dans l'origine, une certaine tranquillité se maintint dans tout le pays; mais peu à peu les apostoliques portugais, s'étant mis en relations avec le gouvernement espagnol et sachant que de ce côté aucun appui ne leur ferait défaut, commencèrent à refuser de prêter serment de fidélité à la nouvelle charte. A Chaves, dans les provinces de Tras os Montes et de l'Alentejo, des troupes se déclarèrent pour don Miguel, passèrent la frontière, et loin d'être internées par les ordres du cabinet de Madrid, furent ravitaillées, pourvues d'armes et de munitions, et mises en état de reparaître bientôt avec plus d'assurance sur le territoire du Portugal.

Avec le système de gouvernement qu'il avait adopté, c'était en effet un danger permanent pour Ferdinand que l'existence sur les rives du Tage d'une charte constitutionnelle; en créant à Lisbonne un courant d'idées tout distinct de celui qu'il cherchait à établir à Madrid, elle allait réveiller les espérances des libéraux espagnols et leur assurer un point d'appui constant. Aussi, n'écoutant que sa passion et sans attendre la décision des grandes puissances, Ferdinand prit-il la résolution de ne pas reconnaître la régence; il

écrivit à la cour de Vienne, dont le premier ministre Metternich était favorable à ses vues, qu'il fallait envoyer tout de suite don Miguel en Portugal ; il commença à faire des préparatifs pour une intervention armée, et dans un manifeste péremptoire annonça son immuable volonté de maintenir en Espagne la pureté du régime absolu, quelles que fussent les innovations accomplies au dehors (août 1826).

La régence de Portugal pouvait compter sur le concours de l'Angleterre. En effet, informé des dispositions de Ferdinand, Canning avait songé aussitôt à en tirer profit pour prendre sa revanche de l'expédition de 1823; il s'empressa de reconnaître la régence, chargea son ambassadeur à Madrid d'appuyer toutes les demandes de l'envoyé portugais, et fit comprendre que les troupes espagnoles trouveraient en face d'elles les canons de la Grande-Bretagne, si elles se hasardaient à passer la frontière. Entravé par cette résistance, Ferdinand n'osa plus prendre une attitude aussi hardie et feignit un instant de condescendre aux justes réclamations de la régence de Lisbonne; mais ce n'était qu'une fausse manœuvre, calculée d'avance avec don Miguel, qui avait prêté serment de fidélité à la charte et célébré ses fiançailles avec sa nièce; car au moment même où s'échangeaient des protestations diplomatiques qui paraissaient sincères, les fils d'une vaste conspiration s'étendaient de toutes parts, une étroite alliance s'établissait entre les apostoliques d'Espagne et ceux de Portugal, et Calomarde et Ferdinand suscitaient une prise d'armes dont le but avoué était de renverser la charte de don Pedro et de reconnaître don Miguel comme monarque absolu (octobre 1826).

La nouvelle de la promulgation d'une charte en Portugal avait naturellement ranimé un peu les libéraux espagnols ; aussi vit-on jaillir sur divers points de la Péninsule quelques étincelles du feu souterrain qui agitait le pays. A Oli-

venza, 111 cavaliers du 4me régiment de cavalerie légère arborèrent l'ancien drapeau de Riego ; mais leur tentative n'eut aucun résultat, ils furent rapidement réduits à la fuite et allèrent s'abriter derrière les murs de la place portugaise de Yelves. A Malaga, les cruautés du général Campana furent cause de quelques désordres bientôt étouffés, et l'on vit apparaître passagèrement à Sarineña une bande de constitutionnels aux ordres de don Miguel Nogueras. Ce n'étaient vraiment que des étincelles; Ferdinand s'en servit cependant comme d'un prétexte pour justifier aux yeux de l'Europe la création d'un corps d'observation de 24 000 hommes établi sur la ligne du Tage, et dont le commandement fut confié au général Saarsfield.

La régence de Lisbonne ne se méprit pas un seul instant sur l'intention qui avait présidé à la formation de ce corps d'armée; elle comprit qu'il était exclusivement dirigé contre elle, d'autant plus qu'elle voyait chaque jour apparaître sur les frontières du nord et du sud des colonnes toutes formées qui étaient organisées par les capitaines généraux de Badajoz et de la Galice. Dans ce danger pressant, elle invoqua l'appui de l'Angleterre et demanda à cette puissance un concours effectif. Ferdinand aurait voulu que la France, renouvelant la faute de 1823, opposât son véto à une intervention anglaise; mais M. de Villèle était trop mécontent de la conduite suivie depuis trois ans par le gouvernement espagnol pour se laisser entraîner dans de nouvelles aventures ; loin de se mettre en opposition avec le gouvernement anglais, il appuya ses réclamations à Madrid. Dès lors Canning, n'ayant plus en face de lui que l'Autriche, se disposa à envoyer des troupes à Lisbonne, et le 25 décembre 1826 on apprit tout à coup qu'une armée anglaise avait débarqué sur les rives du Tage.

Ce fut une terrible nouvelle pour Ferdinand, dont tous

les plans machiavéliques se trouvèrent en un instant renversés. L'arrivée des Anglais donna une force considérable au gouvernement de la régence; les généraux envoyés contre les apostoliques dispersèrent partout leurs bandes et les obligèrent à repasser la frontière; il ne fut plus question pour le moment de la proclamation de don Miguel; doña Maria da Gloria fut solennellement reconnue et jurée dans tout le Portugal, et le gouvernement espagnol se vit dans la nécessité de désarmer les mêmes rassemblements qu'il avait organisés et lancés sur le Portugal (janvier 1827).

En juste châtiment de l'indigne conduite qu'il avait tenue vis-à-vis de la France, le monarque espagnol fut abandonné par elle le jour où il réclama son assistance contre l'Angleterre. Quant aux souverains de la Sainte-Alliance, ils accablèrent d'injures le grand ministre qui posait enfin une digue à leurs prétentions surannées; mais Canning, qui comprenait la puissance énorme qu'il assurait à l'Angleterre en en faisant le centre des aspirations libérales de toute l'Europe, sentait trop bien la portée et la grandeur de sa politique pour ne pas mépriser la vaine et impuissante colère qu'il venait d'amasser contre lui; d'ailleurs l'enthousiasme qu'il excitait chez ses compatriotes et la gloire qui s'attachait à son nom étaient une brillante compensation aux reproches des cabinets de Vienne et de Madrid.

CHAPITRE III

LE COMTE D'ESPAGNE.

(Du 1er janvier 1827 au 11 décembre 1829.)

Exaspération des anciens chefs de bande de l'armée de la Foi. — Leurs relations avec l'infant don Carlos et avec Ferdinand. — Première explosion de la guerre dite des *Agraviados* au commencement de 1827. — Pardon octroyé par le roi. — Nomination du comte d'Espagne comme capitaine général de Catalogne. — Second soulèvement vers le mois d'août. — Création d'une junte provisoire de gouvernement à Manresa. — Soulèvement de Vich. — Tendances et projets des révoltés. — Voyage du roi en Catalogne. — Soumission de Manresa et de Vich. — Pacification de toute la province. — Ferdinand VII entre à Barcelone après le départ des troupes françaises; il laisse le commandement au comte d'Espagne (avril 1828). —Portrait de ce personnage; sa politique; son caractère; sa cruauté. — Ses violences contre les libéraux; il accorde indulgence et même protection aux apostoliques. — Souffrances inouïes de la Catalogne sous son administration.—A son retour de Barcelone à Madrid, Ferdinand parcourt avec la reine Amélie plusieurs provinces du nord de l'Espagne. — Accueil qui lui est fait. — Sa rentrée dans la capitale. — Mort d'Amélie (18 mai 1829). — Moment de prospérité passagère en 1828 et 1829 de toute la partie de la Péninsule placée en dehors de l'administration du comte d'Espagne, particulièrement dû aux sages mesures du ministre des finances. — Efforts de Ballesteros pour rétablir le crédit public. — Anciens impôts. — Budgets. — Bourse. — Banque de Saint-Ferdinand. — Exposition des produits de l'industrie. — Les emprunts Guebhard et Aguado. — Quatrième mariage de Ferdinand VII. — Il épouse Marie-Christine de Naples. — Arrivée de cette princesse à Madrid (11 décembre 1829). — Manœuvres du parti apostolique durant toute cette période.—Auto-da-fé du maître d'école Ripoll à Valence. — Réapparition momentanée des commissions militaires. — Triomphe de don Miguel en Portugal. — Impression causée en Espagne par la prépondérance que le côté gauche commence à prendre dans les Chambres françaises sur le côté droit.

Il importait beaucoup à la marche politique que voulait suivre Ferdinand de tenir en haleine les forces vives du

parti apostolique, c'est-à-dire tous les chefs de bandes qui avaient contribué à lui rendre le pouvoir absolu, et particulièrement les plus entreprenants d'entre eux, ceux qui sous la conduite du baron d'Éroles avaient soutenu la régence d'Urgel.

Au moment où il avait songé avec leur appui à envahir le Portugal, il avait envoyé des agents pour exciter leur ardeur martiale et leur faire comprendre qu'il comptait sur leur concours pour maintenir en Europe le triomphe de la religion catholique. Lorsque l'ambassadeur de France lui conseillait de modifier les tendances de son gouvernement, il lui répondait en disant qu'il obéissait à la volonté de son peuple en maintenant l'absolutisme dans toute sa rigueur, et qu'il ne résistait que trop aux exigences de l'opinion publique en refusant sa sanction au rétablissement de l'inquisition, qui lui était, disait-il, réclamé de tous côtés avec une insistance chaque jour plus vive.

Mais en jouant ainsi avec le fanatisme de partisans crédules et violents, Ferdinand courait un grand risque : celui de voir tourner contre lui les mêmes éléments qu'il avait excités, de les mécontenter en ne remplissant point toutes les promesses qu'il était obligé de leur faire, et de les voir se grouper autour d'une bannière spéciale.

Ce fut en effet ce qui arriva dans le courant de l'année 1827 : les réactionnaires de Catalogne, déjà irrités de l'exécution de Bessières, mécontents de l'issue des événements de Portugal, désespérés de la réorganisation de l'armée effectuée par don Manuel Llauder, inquiets des démarches réitérées des ambassadeurs étrangers pour faire modifier le système de politique intérieure, commencèrent à traiter publiquement Ferdinand d'ingrat, à l'accuser de tendre au régime constitutionnel, et se groupèrent tous autour de l'infant don Carlos, dont la dévotion excessive leur promettait

un absolutisme encore plus intolérant. Don Carlos prêtait-il l'oreille à ces suggestions et songeait-il à détrôner son frère? Il est permis d'en douter, malgré les lettres écrites à Capapé et les mystères de l'insurrection Bessières; l'affection qu'il portait à son frère, la rigidité de principes qu'il affectait, la sécurité avec laquelle il se considérait comme l'héritier légal de la couronne, son intérêt qui le poussait à respecter des droits qu'il comptait bientôt exercer en son propre nom, toutes ces considérations laissent supposer que lui-même ne dirigea jamais les conspirations dont le palais était le centre et qui tendaient à faire tomber le sceptre entre ses mains. Mais il est certain qu'il laissait accomplir autour de lui ce qu'il feignait de condamner ouvertement : son épouse, doña Francisca, était l'âme de tout un parti actif et remuant qui dépassait les tendances de Ferdinand VII et prêchait hautement le rétablissement même à main armée de l'inquisition.

Le roi, par ses espions, probablement par Calomarde lui-même, qui avait toujours affecté une extrême sympathie pour les amis de doña Francisca, était parfaitement au courant de ces menées; mais nous avons déjà expliqué comment il les exploitait au profit de sa politique personnelle, et s'en servait d'un côté pour remuer le Portugal, de l'autre pour s'opposer aux réclamations des ambassadeurs étrangers.

Les choses en étaient là, lorsqu'en décembre 1826 une fédération qui s'intitulait de *royalistes purs* osa répandre une proclamation ayant pour but de faire voir la nécessité d'élever au trône l'infant don Carlos. Ferdinand eut même le désagrément de voir dans l'enceinte de son propre palais un garde rendre en sa présence les honneurs royaux à son frère. On attribua naturellement aux libéraux émigrés le pamphlet émanant de la fédération des royalistes purs; mais

l'événement se chargea bientôt de démontrer que don Carlos avait déjà des partisans nombreux, prêts à lutter les armes à la main pour le placer sur le trône. Dès les premiers mois de 1827, des bandes commencèrent à se former dans les montagnes de Catalogne, et les chefs les plus connus, Ferricabras, Carnicer, Jeps dels Estangs, se parant du titre d'*agraviados* ou mécontents, proclamèrent que le jour était venu où le roi, se laissant dominer par les maçons, avait besoin d'être de nouveau rendu à la liberté par les vrais défenseurs de la religion catholique.

On envoya immédiatement des troupes pour étouffer ce premier mouvement ; il y eut des escarmouches dans les environs de Tortose, dans les plaines de Tarragone, dans l'Ampourdan, dans le voisinage de Manresa et de Vich ; mais les bandes ne tinrent nulle part, quelques chefs furent fusillés pour l'exemple, et Calomarde crut venir à bout de cette dangereuse insurrection en offrant une amnistie générale à tous ceux qui reconnaîtraient leurs erreurs et mettraient bas les armes.

Il y eut à la suite de cette amnistie certaine hésitation dans la Catalogne ; mais l'évêque de Vich, le clergé de Manresa ayant présenté cette disposition royale comme une concession arrachée à Ferdinand par les plus dévoués partisans de l'absolutisme, les esprits s'exaltèrent à nouveau, et dans le mois d'août 1827 on apprit tout à coup que la ville de Manresa était entre les mains des chefs de bande, et qu'ils y avaient établi une junte provisoire de gouvernement.

Les manifestes qui émanaient de ce nouveau pouvoir s'accordaient tous à reconnaître encore Ferdinand VII pour roi d'Espagne ; mais ils étaient unanimes dans leurs plaintes contre son système de gouverner ; il s'entourait de maçons, il acceptait pour les emplois des anciens sectaires non purifiés ; il éloignait de l'armée les vrais défenseurs de

la cause royale, il ne rétablissait point l'inquisition. Un tel système ne pouvait durer plus longtemps ; le sort du monde catholique était remis une fois de plus aux chances de la guerre : les Catalans étaient appelés de nouveau à l'extermination des francs-maçons; ils ne devaient déposer les armes qu'après en avoir fini avec tous les libéraux du sol espagnol. A côté des chefs de bande, se trouvaient à la tête du mouvement plusieurs prélats faisant partie du clergé supérieur : trois membres importants de l'Église régulière figuraient dans la junte de Manresa, et à Vich toutes les réunions des insurgés se tenaient dans le couvent des capucins, presque sous la direction immédiate de l'évêque.

L'émotion produite à la cour par ces nouvelles fut très-forte, car toutes les personnes influentes y avaient des relations avec les auteurs du soulèvement. Don Carlos, doña Francisca, Calomarde, fray Cirilo, le duc d'Infantado, Ferdinand lui-même avaient des correspondances plus ou moins suivies avec quelques-uns des personnages qui levaient alors l'étendard de la révolte : Jeps dels Estangs touchait une pension directe du roi ; Calomarde était l'idole du principal chef de Manresa, Sapères, dit *le Caragol*, et son nom était prononcé avec enthousiasme par les fauteurs de l'insurrection, comme celui de leur principal allié.

Le mouvement ne se bornait pas aux deux villes de Manresa et de Vich : toute la Catalogne était agitée ; on voyait affluer à Barcelone une foule de familles qui venaient y chercher un refuge contre l'excitation des campagnes ; l'audience de Saragosse annonçait que de grands efforts étaient tentés pour soulever tout le district d'Alcañiz ; le cri de rébellion avait été lancé à Vittoria et dans les plaines de la Castille; enfin dans la province de Valence on signalait déjà plusieurs bandes armées.

En face d'un tel danger, Ferdinand, qui avait appris à régner, résolut de prendre une attitude énergique. Il fit marcher aussitôt sur la Catalogne toutes les troupes dont il pouvait disposer, et en donna le commandement au comte d'Espagne. Et tandis que cet habile et ferme général marchait directement sur les points où l'insurrection était concentrée, lui-même dans une proclamation opportune annonçait son intention d'aller examiner en personne la cause des inquiétudes de la Catalogne, sans autre compagnie que celle du ministre de grâce et justice (18 septembre 1827). Par un décret antérieur, la dissolution des bataillons de volontaires de Vich et de Manresa avait été décidée, et des ordres avaient été donnés pour que tous les révoltés sans distinction qui seraient pris les armes à la main fussent immédiatement jugés par des conseils de guerre.

Ces mesures étaient habiles, car elles détruisaient dans sa base le mensonge sur lequel s'appuyaient les principaux promoteurs du mouvement; en se présentant lui-même, uniquement accompagné du personnage en qui se résumaient les principales aspirations des apostoliques, Ferdinand opposait un démenti formel à ceux qui voulaient le faire passer comme privé de sa liberté et soumis à Madrid à un entourage maçonnique. Aussi, dès que la première nouvelle de son arrivée se répandit en Catalogne, le découragement commença à se manifester au milieu des rebelles; les chefs seuls essayèrent de se maintenir avec une certaine énergie; l'insurrection fut réellement domptée, et le comte d'Espagne n'eut qu'à recueillir les fruits d'une victoire gagnée à l'avance.

Dès le 8 octobre 1827, les portes de Manresa lui furent ouvertes; il entra dans cette ville sans coup férir, désarma le bataillon de volontaires royalistes, fit prisonniers quelques membres de la junte provisoire qui n'avaient pas eu

l'habileté de se mettre en lieu sûr, et commença ensuite la poursuite de Jeps dels Estangs. Ce chef hardi, à la tête de 1 500 hommes, essaya de résister dans les montagnes de Berga ; mais, abandonné par ses gens, il dut bientôt se réfugier sur le territoire français. De Manresa, le comte se dirigea sur Vich, où il signala son entrée en ordonnant aux tambours, pour indiquer le mépris que lui inspirait la conduite de la population, de jouer sur leurs caisses un air alors très-populaire (*les Fèves vertes*), et en reprochant d'un ton plein de menaces à l'évêque, dont il baisa d'ailleurs l'anneau avec les témoignages du respect le plus fervent, sa conduite criminelle envers le représentant du pouvoir royal. Des colonnes parcourant en tous sens les montagnes achevèrent de disperser les derniers rassemblements, et le mois d'octobre n'était pas terminé que la pacification de la Catalogne pouvait se considérer comme entièrement assurée.

Quelle fut alors la conduite du roi et de Calomarde envers ces anciens amis devenus rebelles ? Beaucoup, découragés dès la première proclamation qui avait promis l'oubli à ceux qui déposeraient immédiatement les armes, s'étaient empressés de faire leur soumission. On pensait que ceux-là seraient épargnés et que la sévérité royale s'exercerait uniquement sur certains chefs qui s'étaient compromis par des manifestations trop agressives. Mais l'expérience avait déjà prouvé que la justice était tout à fait inconnue aux chefs du gouvernement espagnol; ce ne fut pas la conduite des vaincus qui détermina à leur égard les dispositions du ministre. Ce qui importait principalement à Calomarde, c'était de faire disparaître tous les personnages avec lesquels il avait pu avoir des relations trop compromettantes, et de conserver vis-à-vis du clergé la même attitude de soumission qu'il avait toujours gardée, sans l'irriter par l'exercice

d'une juste sévérité. Le glaive de la loi tomba donc d'un côté sur les chefs qui avaient entre leurs mains des pièces et documents dont ils pouvaient faire à l'étranger un dangereux emploi, et de l'autre sur tous les individus de l'ordre civil et militaire qui avaient coopéré à l'insurrection : une indulgence extrême vint protéger les principaux coupables que couvrait l'habit ecclésiastique.

C'est ainsi que, le 7 novembre, deux chefs qui avaient pris les armes dans les environs de Tarragone furent fusillés, bien qu'ils se fussent soumis en temps opportun. Quelques jours après, les membres civils et militaires de la junte provisoire de Manresa subirent également le dernier supplice; un des chefs les plus hardis, El Carnicer Pixola, succomba à son tour, et après lui cinq autres rebelles qui exerçaient une certaine influence sur leurs compatriotes. Ferricabras obtint son pardon ; quant à Jeps dels Estangs, il avait eu d'abord la précaution de se réfugier sur le territoire français ; mais sa mauvaise étoile, peut-être des promesses d'indulgence, peut-être aussi le désir de rallumer la guerre civile, l'ayant ramené plus tard (février 1828) dans les montagnes de Catalogne, il y fut fait prisonnier et fusillé immédiatement, sans autre forme de procès ; le chef chargé de cette exécution eut soin de s'emparer de tous ses papiers, qui compromettaient, paraît-il, bien des personnages de la cour, et il les envoya tout de suite au roi sans vouloir même en examiner le contenu.

Tandis que ces tristes exécutions répandaient l'intimidation dans les campagnes de Catalogne, Ferdinand, qui s'était d'abord transporté à Tarragone, dans le mois de septembre 1827, dans la seule compagnie de Calomarde, avait compris la nécessité pour lui de séjourner quelque temps au milieu des provinces catalanes. Il appela donc la reine Amélie, descendit à sa rencontre jusqu'à Valence, séjourna quelque

temps dans cette ville, qui devait lui rappeler si vivement les événements de 1814, et reparut à Tarragone immédiatement après que les chefs de la junte de Manresa eurent payé de leur tête l'effroi qu'ils lui avaient causé (24 novembre).

Ce n'était pas à Tarragone, mais à Barcelone qu'il se proposait de fixer momentanément sa résidence; seulement, comme les troupes françaises occupaient encore cette grande cité, il fut convenu que des pourparlers s'établiraient sur-le-champ avec le gouvernement de Charles X pour son évacuation immédiate, et que le roi n'y entrerait qu'après que le comte d'Espagne en aurait pris possession en son nom. Le gouvernement français accueillit les ouvertures qui lui furent faites dans ce sens, et le 28 novembre nos troupes abandonnaient la capitale de la Catalogne, qu'elles avaient jusqu'alors préservée de tout système de rigueurs et de persécutions. Six jours après, Ferdinand y fit son entrée et fut accueilli avec empressement par la population barcelonaise, heureuse alors de voir terminée une guerre qu'elle avait craint de voir durer plus longtemps, quoique préoccupée déjà de certaines mesures provisoires prises dès son entrée par le nouveau capitaine général, le comte d'Espagne.

Ferdinand résida durant quatre mois dans la capitale de la Catalogne (décembre 1827 à avril 1828), et son séjour ne fut point signalé par la continuation de mesures sévères à l'égard de ceux qui venaient de prendre les armes contre lui. Bien loin de là, il fut facile d'observer que, les principaux chefs ayant été sacrifiés et la tranquillité rétablie, le souverain mettait le plus grand soin à rallier autour de lui ses anciens partisans; tous les soldats de la dernière insurrection qui venaient offrir leurs services étaient immédiatement embrigadés dans les volontaires royalistes, dont l'or-

ganisation était suivie avec un soin tout minutieux. La municipalité, les principaux contribuables de Barcelone essayèrent par des fêtes de toute sorte de manifester à Ferdinand l'expression d'un culte monarchique très-fervent; mais ce monarque, affaibli par de fréquents accès de goutte, jouissait peu de ces représentations toujours uniformes qui exigent une constante mise en scène de la personnalité; il aurait fallu pour le bien du pays un homme éclairé et actif, disposé à visiter toutes les fabriques, à s'enquérir de tous les besoins de cette cité laborieuse et entreprenante; les goûts de la reine Amélie l'entraînaient bien plutôt dans les églises et les couvents. D'ailleurs, bien différente de ces campagnards qui avaient arboré dans la montagne l'étendard de l'absolutisme, la population de Barcelone, comme celle de toutes les principales cités voisines de la côte, était imbue de sentiments républicains; la plupart des familles y vivaient exclusivement du commerce et de l'industrie, et ce n'était point au milieu de semblables éléments que pouvait se complaire le génie despotique et méfiant de Ferdinand VII. Il lui fallait bien plutôt une ville comme Madrid, exclusivement composée de militaires, d'employés, de courtisans et de domestiques, où la richesse de presque toutes les familles dépend exclusivement des faveurs que le souverain peut leur prodiguer.

Il était dans les habitudes de l'ancienne cour espagnole de considérer Barcelone comme une ville conquise qu'il fallait toujours maintenir sous un régime de terreur salutaire; pour elle, il n'y avait qu'un moyen de domination, la force; et les troupes françaises ayant disparu, un général et une armée entière bien établie dans les forts qui dominent toute la cité, voilà les éléments sur lesquels Ferdinand se plut à compter pour faire respecter son autorité.

Le comte d'Espagne, depuis le triomphe qu'il avait rem-

porté sur Bessières, était devenu un personnage de la plus haute importance à la cour de Madrid ; son passé militaire était brillant, plein d'actions d'éclat ; lui et Morillo avaient été les généraux de division les plus distingués de la guerre de l'Indépendance, ceux sur qui Wellington se reposait le mieux de la parfaite exécution de ses plans. Plus tard, en 1823, il était entré avec les Français et avait coopéré efficacement à toutes les opérations en dirigeant le siége de Pampelune. Ferdinand pouvait donc se confier à lui pour maintenir son autorité ; en le nommant capitaine général de la Catalogne au moment le plus sérieux de la guerre des *agraviados*, il lui avait délégué un pouvoir absolu par son décret du 9 septembre 1827, puisqu'il l'autorisait à modifier les sentences, à pardonner aux rebelles, à destituer tous les généraux, chefs, autorités et employés qui ne déploieraient pas un zèle suffisant, et enfin à commander en chef toutes les troupes et tous les volontaires royalistes de la province.

Ferdinand, à son départ, satisfait de l'attitude soumise, du zèle religieux et des tendances absolutistes qu'avait déployés avec soin devant lui le comte d'Espagne pendant tout son séjour, ne songea pas à modifier les conditions de son décret du 9 septembre, et au mois d'avril 1828 le capitaine général se trouva seul maître à Barcelone, investi directement par le roi de la plénitude du pouvoir dans toute la Catalogne.

Pour ceux qui connaissaient à fond le caractère sombre et dominateur de ce personnage, Français d'origine, issu de l'ancienne famille des comtes de Foix et de Comminges, ancien soldat de l'armée de Condé, animé contre notre révolution du plus profond ressentiment, parce qu'elle l'avait dépouillé de la haute position que sa naissance lui faisait espérer à la cour de Louis XVI, et ayant le mauvais goût de conserver contre la France les rancunes qui s'étaient amassées

dans le fond de son cœur contre ce qu'il appelait l'*étable révolutionnaire*, la Catalogne ne pouvait tomber sous une pire domination ; et cependant, pendant les cinq années que le comte d'Espagne commanda en maître à Barcelone, la triste réalité dépassa tout ce que l'imagination la plus déréglée aurait pu rêver : l'exercice de l'autorité suprême développa chez lui un besoin de se faire craindre et obéir que les difficultés de sa vie avaient jusque-là comprimé; il aspira à devenir pour tous les Catalans l'objet d'une profonde terreur, et il y parvint si bien qu'aujourd'hui son nom n'est répété qu'avec effroi dans tout le pays où il exerça l'autorité la plus despotique ; il est un personnage légendaire, et ce sera longtemps encore le terrible Barbe-Bleue de toutes ces contrées.

Avait-il reçu mission spéciale du roi de mettre à exécution le programme du monastère du Poblet, en purgeant la Catalogne de tout élément libéral? On ne le sait; mais ce qui est certain, c'est qu'à peine abandonné à sa seule initiative, il se fixa ce programme et travailla à le mettre à exécution avec l'énergie la plus efficace. Tous les moyens furent mis en jeu ; on essaya de produire un soulèvement artificiel dans les bataillons de la milice nationale, des agents excitateurs furent disséminés dans les lieux publics pour provoquer au désordre; des arrestations arbitraires furent opérées dans toutes les familles qui jouissaient de quelque crédit, enfin on mit en œuvre tous les moyens possibles pour fournir un prétexte plausible à des proscriptions semblables à celles qui avaient eu lieu dans toute l'Espagne, et que la présence des troupes françaises avait jusqu'alors épargnées à la Catalogne. La sagesse des Catalans les mit en garde contre toutes les provocations, et ils se maintinrent dans une tranquillité parfaite ; mais le comte d'Espagne était bien décidé à organiser

un système de terreur quand même, et il se chargea d'inventer l'occasion qui lui manquait.

Un certain Simó, libéral exalté qui avait eu quelques relations avec la partie la plus active de l'émigration espagnole en Angleterre et en France, avait dressé pour elle la liste de toutes les personnes un peu notables de la Catalogne, sur le concours desquelles il était possible de compter. La police s'étant emparé de ce Simó, il fut mis en relations avec le comte d'Espagne; à l'aide des listes qu'il avait fabriquées, en le conservant avec soin pendant quelque temps dans les prisons qu'il faisait remplir lui-même de toutes les personnes connues par leurs idées libérales, il devint facile de dresser le plan d'une fausse conjuration qui avait failli éclater.

Dès lors le comte avait le devoir imprescriptible de préserver la société entière contre les dangers qui la menaçaient; tout lui était permis. Il en profita tout de suite pour organiser un tribunal militaire déjà disposé à l'avance et composé de dignes émules de Chaperon; il y ajouta un défenseur dont la mission spéciale était de tenir lieu d'avocat à la malheureuse victime, sans jamais en remplir les fonctions. Puis le gouvernement de la ville et la direction de la police ayant été remis aux mains de réactionnaires fanatiques tels que le comte de Vilemur et Oñate, le système commença à fonctionner dans toute sa rigueur.

Tous les jours des arrestations nombreuses étaient opérées, et par escouade de trente et de quarante personnes à la fois on conduisait à la citadelle de Montjuich, pour les enfermer dans d'horribles cachots, tous ceux qui avaient été désignés par une infâme délation à la persécution du capitaine général et de ses acolytes. Toutes les classes étaient également frappées : militaires, négociants, magistrats, artisans, employés, nul n'était épargné. Une fois arrêtés, ils étaient

confinés dans leurs prisons pendant des mois entiers, et quand les membres de la commission militaire se présentaient enfin pour écouter la déclaration, ils ajoutaient le sarcasme et la raillerie aux maux de tout genre qui accablaient le prisonnier, et décidaient de son sort plutôt en vue des avantages pécuniaires qu'ils pouvaient tirer de lui, qu'en raison des actes qu'il avait commis.

Le comte d'Espagne aspirait à laisser un nom plus redouté encore que celui de Marat et de Trestaillon ; aussi quand des exécutions avaient lieu, plusieurs victimes étaient immolées à la fois ; une seule n'aurait pas satisfait sa fureur ni produit une suffisante impression. Le 19 novembre 1828, treize malheureux, parmi lesquels on comptait un colonel, un lieutenant-colonel, un capitaine, un lieutenant, deux sergents, trois caporaux, un professeur, un peintre, un employé, un industriel, furent fusillés; les juges voulurent qu'après leur mort les troncs déjà mutilés de leurs cadavres fussent suspendus au gibet, comme si ce surcroît de cruauté pouvait augmenter encore l'effet de leur supplice. La même scène fut reproduite le 26 février 1829 sur onze victimes, et le 30 juillet de la même année sur neuf autres. Un certain intervalle était mis entre ces lugubres cérémonies, car ce qui importait, c'était de répandre la terreur, et l'on sait que l'attente crüelle d'une disgrâce qui vous est réservée est souvent plus difficile à supporter que la disgrâce elle-même.

Presque toutes les familles de Barcelone avaient dans les cachots de la citadelle quelqu'un de leurs membres ; lorsque le canon venait à retentir pour annoncer une de ces fatales exécutions, chacun tremblait, dans l'ignorance du sort qui était réservé à celui qu'il savait en danger ; les autres jours, la foule se pressait sur les quais de la ville, afin de voir les malheureux qu'on traînait aux galères et qui descendaient

de la forteresse les fers aux pieds, la tête rasée, accouplés à des malfaiteurs, pour être embarqués à fond de cale, sur des navires qui les emmenaient en Afrique sans leur laisser le temps de jeter un dernier adieu à leur famille.

La souffrance des prisonniers au fond de leurs cachots, où ils étaient privés d'air, exposés à toutes les injures du temps et à toutes les malpropretés, couverts de vermine, la plupart du temps privés de toute espèce de ration, devint telle que le suicide et la folie se développèrent parmi eux dans une proportion effrayante. On compta en peu de temps quinze tentatives de suicide, sur lesquelles sept réussirent, quoique menées à terme dans les conditions les plus difficiles : l'un s'était ouvert le crâne en se heurtant avec violence contre un clou qui se trouvait par hasard dans la prison; l'autre s'était fait une incision dans la gorge avec un morceau de verre, le troisième s'était étouffé avec un os, un quatrième s'était déchiré les chairs jusqu'à attaquer une artère et parvenir enfin à répandre tout son sang.

On ne saurait se faire une idée de l'impression générale qui dominait à Barcelone pendant cette époque de terreur; tous les lieux publics étaient déserts, car la moindre réunion était compromettante, et nul ne voulait s'exposer à arrêter les regards du tyran; malheur à qui ne fréquentait point les églises ou n'affectait pas dans les temples une piété excessive; c'était un crime de ne pas porter de rosaires; et deux amis qui se saluaient dans la rue étaient des conspirateurs qui se donnaient des signaux. Du reste, le comte d'Espagne n'était pas seulement d'une violence impitoyable envers la population, il était avec les soldats d'une sévérité sans exemple, et dans sa propre famille exerçait le plus odieux despotisme. Si sa femme oubliait de lui faire servir un mets de son goût, elle était mise aux arrêts et pendant plusieurs jours il lui était interdit de sortir; sa fille, quand

elle n'avait pas achevé la tâche qui lui incombait, devait faire sentinelle à la fenêtre de la chambre, un balai à la main; si son fils tardait trop le matin à se lever, des tambours introduits subrepticement le réveillaient en sursaut par une charge battue inopinément à coups redoublés. Telles étaient les habitudes de ce farouche soldat, dur envers lui-même et vis-à-vis de sa famille, à qui la haine des scènes de notre révolution a fait établir un régime qui, par sa longue durée, effraye bien plus encore l'imagination que notre Terreur de 93.

Pendant que la malheureuse Catalogne gémissait sous la domination de son digne lieutenant, Ferdinand VII avait parcouru avec pompe plusieurs des provinces septentrionales de la Péninsule, l'Aragon, la Navarre, les provinces basques et la Castille; partout il avait été reçu avec enthousiasme par les bataillons de volontaires, qui voulaient répudier toute solidarité avec les rebelles de Manresa et de Vich, et tenaient par de bruyantes démonstrations à se faire toujours considérer comme les seuls vrais défenseurs de la monarchie.

Au mois d'août 1828, le roi était définitivement de retour dans sa capitale, satisfait d'avoir par ses démarches personnelles consolidé le maintien de son autorité; un voile épais fut jeté sur toutes les relations qui avaient pu exister entre don Carlos et les agraviados, comme si les deux frères avaient agi dans cette circonstance avec l'accord le plus parfait; et la cour paraissait rentrée dans un calme inconnu, quand la mort de la reine Amélie en 1829, permettant au roi de songer à un nouvel hymen, vint tout à coup créer de nouvelles difficultés; chacun s'était habitué déjà à considérer don Carlos comme le futur successeur de Ferdinand, dont la santé était très-altérée; une nouvelle reine qui assurerait au monarque une descendance directe

pouvait éloigner du trône celui qu'un parti impatient réclamait avec insistance.

Il y avait dans ces probabilités l'annonce des graves événements qui pendant de longues années devaient condamner la malheureuse Espagne à la guerre civile ; mais à cette époque les hommes d'Etat seuls se préoccupaient de la future succession de Ferdinand ; quant au reste du pays, façonné déjà à la servitude, la Catalogne exceptée, il essayait de guérir les plaies nombreuses qui, depuis le commencement du siècle, avaient envahi le corps social, ruiné l'administration, détruit le crédit public.

Parmi les divers ministres qui, depuis 1824, dirigeaient le timon de l'Etat, celui des finances, don Luis Lopez Ballesteros, s'était, dès l'origine, distingué par le goût du travail, une vive intelligence, des dispositions assez modérées, un vif désir de rétablir l'ordre et de rendre à son pays une certaine prospérité matérielle. N'oubliant pas les maux sans nombre qui étaient résultés pour lui du désordre financier des premières années de son règne, Ferdinand eut le tact d'apprécier les qualités de Ballesteros, et, se reposant sur lui du soin de diriger la branche importante qu'il lui avait confiée, il le maintint avec résolution dans son poste, malgré le mécontentement des apostoliques. Le pays ne tarda pas à ressentir les heureux effets de cette louable décision ; en effet, les deux années 1828 et 1829 donnèrent quelques signes d'une prospérité matérielle qui commençait à reparaître en Espagne, et nous allons pouvoir enfin reposer notre attention des scènes de violence pour la diriger sur une suite d'efforts vraiment dirigés vers un but patriotique.

Ballesteros n'était pas un ministre de grande initiative ; il avait conservé le respect des anciennes théories économiques, et se trouvait forcé, par sa difficile position, de fermer l'oreille aux idées progressives qui circulaient déjà à

cette époque en France et en Angleterre sur ces matières; mais il avait une grande volonté de bien faire, beaucoup d'application, un soin extrême de bien exécuter ce qu'il avait conçu, de l'esprit d'ordre, beaucoup d'économie, et, dans la situation où se trouvait l'Espagne, c'étaient précisément les qualités les plus désirables pour un bon ministre des finances. Une des malheureuses nécessités à laquelle il était réduit, c'était de renverser tout ce que les Cortès avaient établi pour revenir aux anciennes règles administratives; mais comme il avait assez d'intelligence pour comprendre ce qu'il y avait de bon dans les réformes accomplies, il sut, en les parant d'autres noms, les ressusciter sous des formes nouvelles et les faire accepter par l'esprit routinier de ses collègues.

A peine la régence de Madrid s'était-elle installée, qu'elle avait rétabli par un décret toutes les antiques contributions abolies par les Cortès; elle avait fait reparaître tous les vieux impôts qui, poursuivant la richesse dans ses recoins les plus cachés, grossissaient le trésor public aux dépens des fortunes particulières. Ce rétablissement était un malheur public, car il aurait bien mieux valu continuer sur les bases posées par les Cortès et songer uniquement à leur amélioration; mais c'était trop que de demander semblable innovation au génie de Ferdinand, et Ballesteros ne put songer qu'à tirer le meilleur parti possible des anciens tributs.

Il y parvint avec la plus grande difficulté, et on jugera de l'extrême pauvreté à laquelle l'Espagne était déjà arrivée, si l'on songe que tous les produits du trésor pendant l'année 1824 n'atteignirent pas 100 millions de francs : les douanes ne produisirent que 74 millions de réaux, les rentes provinciales (impôts sur la consommation), 83; les octrois, 42; le sel, 43; le tabac, 41; le papier timbré, 12; les loteries, 11 millions de réaux. Les 74 millions restant pour

parfaire les 380 millions de réaux provenaient d'une quarantaine de tributs différents, inventés successivement par les administrations précédentes pour faire face à des besoins immédiats et pressants; c'était un système très-cher et très-compliqué, mais ayant l'avantage d'être pratiqué depuis longtemps; aussi le pays, ennemi de la novation, s'y résigna-t-il sans trop de difficulté.

Avec un budget aussi restreint, Ballesteros devait faire face aux dépenses suivantes, que jamais il ne put diminuer :

Famille royale...........	48	millions de réaux.
Ministère d'État..........	13	—
Grâce et justice...........	8	—
Outre-mer..............	2	—
Finances.................	55	—
Marine..................	38	—
Guerre...................	350	—
Total...........	514	millions de réaux.

Loin de là, nous le verrons obligé de consacrer à l'amortissement de la dette publique une somme qui atteignit jusqu'à 177 millions, de sorte qu'en ajoutant des frais supplémentaires de perception non compris dans le budget, c'est en chiffres ronds à 700 millions qu'on doit estimer la dépense annuelle de l'Etat pendant les dix dernières années du règne de Ferdinand VII.

L'exercice 1824 ne donna, comme nous l'avons vu, que 380 millions de recettes; 1825 fut à très-peu de chose près égal; mais à partir de 1826 on commença à noter une certaine amélioration, et le développement successif des rentes de l'Etat permet d'évaluer à 550 millions le revenu moyen du gouvernement espagnol pendant toute la période.

Rien n'était venu remplacer dans la péninsule espagnole la perte des anciennes remises d'Amérique, car Cuba et

Puerto Rico n'avaient point pris alors l'importance dont elles jouissent aujourd'hui, et ces deux colonies, sans rien coûter à la métropole, ne pouvaient rien faire de plus pour elle que d'alléger le budget de la marine en en prenant certaines charges sous leur responsabilité exclusive.

Il y avait donc un déficit constant dans le budget de l'Etat, déficit qui en dix ans devait s'élever à la somme de 1 500 000 000 de réaux; aussi fallut-il que le ministre des finances appelât sans cesse à la ressource des emprunts, et il est naturel que dans une semblable situation les capitalistes n'aient consenti à prêter qu'en stipulant pour leurs créances des avantages considérables. Ballesteros trouvait en face de lui d'autant plus de difficultés, qu'en ne reconnaissant pas les emprunts des Cortès, Ferdinand s'était aliéné sur les places de Paris et de Londres une foule de gens dont la fortune avait été compromise par cette inique détermination. Grâce à l'appui du gouvernement français, toutes les difficultés furent vaincues; dès son arrivée à Madrid, le duc d'Angoulême avança d'abord à la régence, au nom du trésor français, 43 millions de réaux; on laissa ensuite négocier à Paris un emprunt de 334 millions, approuvé par un décret du roi, en date du 8 octobre 1823; et cet emprunt, d'abord émis en partie par Guebhard, puis repris avec succès par Aguado, fit entrer 180 millions dans les coffres du trésor espagnol. Les négociations ne s'arrêtèrent point là, car les besoins étaient chaque année plus urgents, à mesure que la reprise des affaires faisait reparaître dans la Péninsule les réclamations pendantes contre le gouvernement espagnol, et que les juntes de purification rendaient aux militaires et aux employés leurs soldes et pensions. On émit donc sur la place de Paris jusqu'à 780 millions en 5 pour 100, et Aguado, profitant avec habileté du grand mouvement financier qui se produisit en France dans les

dernières années de la restauration, parvint à les placer sans trop de difficulté. Enfin, sous le prétexte de convertir des bons des Cortès de 1810, des crédits de Hollande et d'autres titres qui pesaient sur le marché, on obtint les ressources supplémentaires pour combler le déficit en émettant 62 autres millions en 5 pour 100, et 666 en 3 pour 100. Toutes ces émissions réunies représentent un total de 1 842 000 000, auxquels il reste encore à ajouter 60 millions reconnus à l'Angleterre comme dette nationale, et 278 millions reconnus également à la France avec le même caractère.

Par ces quelques chiffres, on voit que l'intervention française en 1823 n'a pas été seulement l'œuvre de nos soldats, et que l'Espagne eut aussi recours à nos capitaux. Du reste, Ballesteros s'efforça de justifier la confiance que mettaient en lui les capitalistes français; dès son entrée au ministère, il avait ordonné une séparation rigoureuse dans toute l'administration espagnole de la perception des recettes et de l'ordonnancement des dépenses; il avait obtenu, par la création des deux intendances de l'armée et de la marine, que la lumière se fît dans ces deux grands centres, où venaient depuis des siècles s'enfouir tous les revenus de l'État; plus tard, il imposa au clergé, malgré ses réclamations, un subside de 10 millions, qu'il aurait dû porter jusqu'à 30, puisqu'il avait pour cela l'autorisation du pape; il força à contribuer les provinces basques et la Navarre, qui s'abritaient derrière leurs fueros pour ne pas concourir aux charges de l'État; il établit une caisse d'amortissement, à laquelle furent affectés certains produits, et qu'il chargea du payement des intérêts de la dette; il ouvrit le grand livre de la dette publique; il obtint du roi qu'aucune fonction ne serait accordée dans les diverses carrières, tant que le trésor public aurait des *cesantes* [1]

[1] Employés inoccupés ayant droit à la demi-solde.

à sa charge, et que le gouvernement s'abstiendrait d'accorder aucune pension à titre gratuit; enfin il remplaça le vote du budget par un travail administratif, préparé à l'avance au ministère des finances, discuté au conseil des ministres, présenté ensuite à la sanction royale, et d'une exécution obligatoire pour tous les fonctionnaires de l'État.

Certes, il y avait là des garanties sérieuses, et elles eurent tout de suite l'important résultat d'éveiller dans tout le pays une certaine activité qui se traduisit aussitôt par l'accroissement du revenu. Elles furent consolidées par de sages décrets, qui décidèrent la création d'un Conservatoire des arts et métiers, celle d'une junte spéciale pour le développement de l'industrie, l'établissement d'une bourse à Madrid, l'ouverture d'une exposition des produits industriels, la déclaration de Barcelone comme port de dépôt, de Cadiz comme port franc, et l'établissement d'un Code de commerce qui commença à fonctionner dès le 1er janvier 1829.

Ce sont ces décrets qui doivent faire pardonner à Ballesteros plusieurs dispositions encore calquées sur les habitudes de l'ancien régime, par lesquelles il accordait à des négociants le droit de faire entrer en franchise une certaine quantité de cotonnades, et imposait dans un moment de disette un droit à l'entrée sur les céréales, afin de s'assurer quelques ressources pour les guerres d'Amérique. Tous les contrats de ce genre passés avec les traitants de l'époque sont marqués au coin du monopole le plus injuste, et ne peuvent s'expliquer que par les grandes nécessités auxquelles il fallait pourvoir.

On a également critiqué avec beaucoup d'amertume le traité passé avec l'ancienne banque San Carlos, par lequel une somme de 40 millions effectifs fut livrée aux actionnaires de cet établissement, moyennant la remise de 309 millions en titres contre l'État, de réalisation alors im-

possible, sous la condition que ces 40 millions formeraient le capital d'une nouvelle banque dite de *Saint-Ferdinand*. Pour nous, sans entrer dans les circonstances au milieu desquelles ce traité fut mis à exécution, et qui facilitèrent sans doute d'une manière extraordinaire l'enrichissement de certains individus, nous croyons que Ballesteros rendit un immense service à son pays en assurant l'existence d'un établissement financier qui, réduit à la plus déplorable situation, était devenu incapable de satisfaire à aucune des nécessités du crédit public. On a toujours très-mal compris en Espagne le rôle des banques; au lieu d'en faire un appui sérieux de l'industrie, on en fait une arme entre les mains du gouvernement pour pomper tout le numéraire des particuliers; c'est l'État qui avait été le principal auteur de la ruine de l'ancienne banque San Carlos. Or Ballesteros retirait de la circulation un nombre considérable de titres; il s'assurait un auxiliaire puissant en créant sous un nom nouveau une banque qui, délivrée de tout compromis, pouvait par son crédit, en un moment donné, lui être d'un grand secours; à tous ces points de vue, l'opération était excellente, et elle constitue à nos yeux l'un des meilleurs titres de ce ministre, bien que dans les statuts du nouvel établissement on n'ait pas su élever une digue contre les exigences de l'État, ni assurer le moindre appui à l'industrie et au commerce (note C).

Si l'on songe que tous les emprunts Aguado étaient émis entre 50 et 60 pour 100 et chargeaient pour l'avenir l'Espagne d'un poids excessif, il est évident que la prospérité de 1828 et de 1829 devait être passagère; néanmoins elle fut un fait positif. Toutes les classes de l'État se trouvant enfin payées, après avoir cessé de l'être, on vit se manifester partout un bien-être tout à fait inconnu, et le pays, malgré la politique de Calomarde, malgré les atrocités du

comte d'Espagne, reprit tout à coup un certain aplomb. Tant les véritables nations ont la vie dure, et tant il est vrai qu'il ne faut jamais désespérer, même des plus tristes situations (note D).

C'est au milieu de la joie générale que causait l'espérance de jours meilleurs qu'un décret royal (24 septembre 1829) vint annoncer que Ferdinand avait demandé en mariage Marie Christine de Naples, sa nièce, jeune princesse dont on vantait les charmes et l'esprit, sœur de la duchesse de Berry et de l'infante Charlotte, épouse de don Francisco. Les apostoliques avaient cherché par tous les moyens à détourner Ferdinand de cette union, car Christine passait pour libérale, et si elle avait une succession directe, ils voyaient s'écrouler en un instant tout l'échafaudage qu'ils avaient bâti sur l'arrivée de don Carlos au trône. Mais l'infante Charlotte avait triomphé de tous leurs efforts ; en vantant les charmes de sa sœur qu'elle condamnait à un hymen aussi disproportionné, en faisant venir un portrait séducteur, en exaltant devant le vieux monarque la grâce et le mérite de celle qu'elle lui destinait, elle avait irrité les désirs de Ferdinand, et ce monarque infirme, goutteux, ennuyé d'un veuvage qui ne comptait pas encore cinq mois, avait voulu contracter l'union au plus vite. Calomarde, promptement mis au courant de la situation d'esprit du roi, n'avait eu garde de contrarier sa volonté, et par cette conduite s'était aliéné une seconde fois l'esprit des apostoliques, déjà mécontents de lui à propos de la guerre des agraviados. Le conseiller d'État Labrador avait été aussitôt envoyé à Naples ; les contrats matrimoniaux avaient été rapidement signés entre les parties, et le 10 décembre 1829, la princesse Christine, appelée à jouer un si grand rôle dans l'histoire contemporaine, avait été acclamée à Madrid comme souveraine d'Espagne, au milieu de l'enthousiasme

le plus sincère. Elle était jeune et belle, et il n'est pas de plus beau titre à l'admiration de la race espagnole; puis on disait tout bas qu'elle était facilement accessible aux idées des temps modernes, qu'à son passage en France elle avait accueilli avec empressement les émigrés qui s'étaient présentés à elle, et avait promis spontanément de faire de nobles efforts pour leur faciliter la rentrée dans la patrie; ces propos, ces aspirations, une vague espérance qui dominait alors les esprits créèrent à Christine dès son arrivée sur le sol espagnol une grande popularité, et font une date importante du jour de son mariage et de son entrée dans la capitale de la Péninsule.

Il fallait bien que les libéraux cherchassent autour du trône un sérieux point d'appui, car tant que Calomarde conserverait le portefeuille de grâce et justice, ils n'avaient à attendre aucune espèce de pitié. A mesure que Ferdinand avançait en âge et que les infirmités commençaient à le dominer, ce ministre était de plus en plus le maître de la situation : les instances du gouvernement français ne lui avaient pas permis de rétablir l'inquisition, mais cependant il avait laissé brûler à Valence, par un tribunal inquisitorial que l'archevêque de cette ville avait créé de sa propre autorité, un maître d'école nommé Antonio Ripoll, dont l'austère vertu, les qualités éminentes, la profession de foi hautement philosophique et déiste font une des plus nobles victimes que le fanatisme ait jamais immolées (31 juillet 1826). Plus tard, au mois d'août 1827, Calomarde avait absorbé dans son ministère toutes les fonctions de la police; après la guerre des agraviados, il avait assimilé aux nobles les volontaires royalistes, en les exemptant de la honte de la potence; en juillet 1828, il avait obtenu un instant le rétablissement des commissions militaires, qui ne tardèrent pas à être suspendues; enfin il avait pu éloigner de Madrid

le comte O'Falia, ambassadeur à la cour de France, qui, prévoyant déjà les événements de juillet 1830, voulait que le roi se mît en garde contre un triomphe prochain du parti libéral de l'autre côté des Pyrénées. Le comte d'Espagne favorisait puissamment son système de politique en opprimant tous les esprits libres et indépendants de la Catalogne, et en rendant une nouvelle vigueur aux volontaires royalistes que l'insuccès de la guerre des agraviados avait un instant abattus. Jusqu'aux événements de Portugal avaient tourné complétement en sa faveur; l'infant don Miguel, appelé par une disposition de son frère à exercer la régence sitôt qu'il aurait accompli sa vingt-cinquième année, avait réclamé l'exercice de ses droits aussitôt que le terme fixé était arrivé; l'Angleterre l'avait laissé sans défiance prendre la régence; mais à peine les rênes du pouvoir étaient-elles entre ses mains, qu'il avait levé le masque, s'était déclaré monarque absolu et avait été reconnu immédiatement par Ferdinand, malgré l'opposition des cabinets de Londres et de Paris.

Il n'y avait que l'état de l'opinion publique en France qui pût vraiment alarmer Calomarde et ses partisans; chez nous, en effet, le parti libéral depuis l'avénement de Charles X avait pris peu à peu un ascendant remarquable.

Pendant la session législative de 1827, la discussion sur une loi restrictive de la liberté de la presse, l'insurrection de la Grèce, un projet de loi sur le jury, une revue de la garde nationale terminée par les cris : *A bas les ministres!* des désordres à Paris qui avaient nécessité l'intervention armée de la troupe avaient violemment agité les esprits. On avait beaucoup remarqué une lettre adressée au duc d'Orléans, dans laquelle on conseillait à ce prince de prendre en main la cause du parti libéral et de se faire le chef d'une révolution semblable à celle qui avait amené sur le trône

d'Angleterre la famille d'Orange. La chute du cabinet Villèle, la nomination du ministère Martignac, de nouvelles élections étaient venues encore accroître l'agitation; enfin la minorité du côté droit dans la Chambre de 1828 avait causé une véritable alarme dans toutes les cours de la Sainte-Alliance. Connaissant le caractère de Charles X, les souverains étrangers prévoyaient qu'il ne supporterait pas longtemps le système de concessions libérales au moyen duquel le ministère Martignac se maintenait en bonnes relations avec une Chambre dont les tendances étaient hostiles aux idées de la congrégation; ils virent leur prévision justifiée, quand ils apprirent, en novembre 1829, la formation d'un nouveau cabinet exclusivement composé d'hommes du côté droit, sous la présidence du prince de Polignac; mais en même temps, exactement informés de l'accueil fait par le pays tout entier à ces nouveaux gouvernants, ils frémissaient à l'idée de l'explosion révolutionnaire qui paraissait imminente, et des immenses conséquences qu'elle pouvait avoir sur la politique générale de l'Europe.

CHAPITRE IV

JUILLET 1830.

(Du 11 décembre 1829 au 11 décembre 1831.)

La nouvelle des événements de juillet à Paris vient surprendre Ferdinand VII au moment le plus calme de son règne. — Création d'une école de tauromachie. — Fondation du Conservatoire de musique. — Attitude prise par Ferdinand VII vis-à-vis le roi Louis-Philippe, et politique de ce monarque pour l'obliger à une reconnaissance immédiate. — Tentative des émigrés. — Ils se divisent en deux corps, dont l'un doit opérer dans les Pyrénées et l'autre en Andalousie. — Appui qu'ils trouvent à l'étranger, en France et en Angleterre. — Les banquiers libéraux. — Mendizabal. — Une junte provisoire est formée à Bayonne. — Appui du gouvernement français. — Les principaux chefs : Mina, Torrijos, Chapalangarra, Valdès. — Entrée de diverses colonnes d'émigrés dans les provinces septentrionales. — Prise du fort de Vera. — Tentative de Mina sur Irun. — Dispersion de toutes ces colonnes. — Ferdinand effrayé reconnaît Louis-Philippe, qui change immédiatement d'attitude. — Les émigrés sont internés dans l'intérieur de la France. — Expédition de Torrijos sur Algesiras; elle est repoussée. — Manzanarès pénètre dans la sierra de Ronda. — Mouvement à Cadiz. — La brigade de marine de San Fernando. — Le gouvernement parvient à réprimer toutes ces tentatives. — A la suite de cette agitation, il recommence à nouveau son ancien système de rigueurs et de persécutions. — Fermeture des Universités. — Torrijos est attiré à Malaga par le capitaine général Gonzalez Moreno. — Il tombe dans le piége qui lui est tendu. — Sa mort et celle de ses cinquante-deux compagnons. — Tristesse profonde causée par cette hécatombe.

Nous touchons enfin à l'année 1830, à cette date mémorable où la France se réveille de son triste désastre de 1815 et reprend aux yeux de l'Europe étonnée la noble et digne attitude que lui avait fait perdre la désolante invasion des alliés sur son saint territoire. Attristée par les sanglantes

persécutions que nous avons eu à raconter, par l'odieux triomphe du fanatisme et du régime absolu, notre âme commence à s'épanouir quand les journées de juillet viennent enfin déchirer d'une manière solennelle les traités de 1815 et briser définitivement le pacte signé sur les ruines de notre patrie par les souverains de la Sainte-Alliance.

Trois journées suffisent au peuple de Paris pour apprendre à l'Europe que le dogme de la souveraineté populaire n'a pas disparu de la conscience des nations, et que le dix-neuvième siècle, loin d'abjurer l'héritage de la Révolution française, songe avant tout au contraire à le consolider et à le développer sur des bases plus larges et plus durables.

Le mieux ne doit pas être l'ennemi du bien. Et quoique les conséquences de la révolution de 1830 ne puissent satisfaire un esprit vraiment libéral ; bien que Louis-Philippe, dans un ardent désir de paix, auquel d'ailleurs nous devons notre prospérité industrielle et commerciale, n'ait pas su toujours tenir avec assez de vigueur le drapeau de la France ; bien que son principal ministre, M. Guizot, n'ait jamais su correspondre au sentiment national, et par sa fiction du pays légal ait renfermé la voix du pays dans des parlements étroits, à vues mesquines et égoïstes, dont les membres n'avaient qu'un instinct : s'enrichir ; qu'un but : résister follement au fantôme de l'anarchie ; malgré l'atmosphère de corruption qui pèse sur toutes les dix-huit années du gouvernement de juillet ; malgré tout cela néanmoins, cette époque, comparée à celles qui précédent et qui suivent, restera toujours dans l'histoire de notre pays comme une intéressante période, véritable exorde des destinées futures qui nous attendent.

Ce qui à nos yeux lui donne un si grand relief, c'est l'effort unanime de la génération pour constituer dans notre France un corps complet d'institutions libérales, qui, en sa-

tisfaisant à la fois le sentiment national, fût susceptible d'ouvrir devant nous une marche régulière et pacifique vers un progrès normal. Le nom de république n'est rien, si la chose n'existe pas; et toute organisation politique où la souveraineté nationale pourra s'élever du peuple jusqu'aux sphères élevées du pouvoir sera toujours préférable à une organisation monstrueuse dans laquelle l'action violente du pouvoir central sera dissimulée sous des formes vicieuses qui masquent le despotisme en ayant l'air de concéder aux citoyens une grande somme de droits politiques.

Le mouvement de juillet, au lieu de faire participer aux affaires de la France, qui sont aujourd'hui les affaires de l'Europe entière, la masse du pays, eut le grand tort de concentrer le pouvoir dans une certaine fraction, dans une seule classe, la classe moyenne; tout le reste n'existait point pour le parti doctrinaire, et bien étudié, le système représentatif tel qu'il nous le présentait n'était encore réellement qu'un jeu de bascule au moyen duquel le roi et ses ministres, en exploitant à leur profit toutes les forces de la centralisation, pouvaient maintenir leur pleine autorité sous la condition de faire participer aux avantages de la position un nombre très-restreint de personnages influents dans chaque localité.

Il y avait pour les paysans, pour les ouvriers, une injustice notoire à faire de la seule richesse la base de tous les droits politiques; en donnant à tous le conseil de s'enrichir, on produisait dans les esprits une fièvre fatale qui devait amener une corruption déplorable, et avec elle le dégoût de la liberté et la disposition à la servitude. Sans doute les conditions de l'état social moderne facilitent beaucoup à chacun les moyens d'améliorer sa position; mais l'homme simple, probe, loyal, ami de la patrie, content d'une position modeste et sachant s'y maintenir avec tranquillité d'âme,

est un citoyen tout aussi digne de respect que le fou et le pétulant qui exposent facilement leur honneur pour courir après la fortune, et ont le bonheur de triompher à ce jeu périlleux.

La révolution de 1848, qui vint plus tard, n'est pas une simple catastrophe, un accident fortuit, comme se sont plu à la baptiser ceux qu'elle avait surpris au faîte des grandeurs : proclamée au cri de *vive la réforme!* elle fut la protestation éclatante de la France contre le cercle étroit dans lequel le parti doctrinaire voulait resserrer la vie politique du peuple français; elle fut la déclaration solennelle de la capacité politique des classes ouvrières, et la preuve positive pour les hommes d'Etat qu'ils doivent désormais faire participer le peuple entier aux grandes scènes de la vie nationale, et ne pas considérer la bourgeoisie comme son unique représentant.

Les événements qui se sont passés après cette révolution semblent donner raison à ceux qui jugeaient à cette époque que la France n'était pas encore assez avancée pour un régime républicain; mais le maintien du suffrage universel, qui a résisté à toutes les commotions, qui est entré dans les mœurs, qui s'est consacré par une longue application, est un fait solennel qui établit aux yeux du penseur et la nécessité suprême de la révolution de 1848 et la ruine définitive du système doctrinaire.

Il faut à un pays, pour qu'il vive tranquille et avec une confiance suffisante dans l'avenir qui lui est réservé, une organisation politique fondée sur des principes rationnels dont il puisse se justifier à lui-même l'excellence et l'utilité. Le talent des doctrinaires, leur remarquable confiance en eux-mêmes, le ton absolu et dogmatique de leurs écrits avaient presque persuadé à l'opinion que le système de monarchie représentative imaginé par eux était le seul vraiment ra-

tionnel dont l'application pût être proposée à la nation française. Ils avaient fait un lit commode à tous les esprits paresseux qui songent plutôt à exploiter la politique qu'à en résoudre les difficiles problèmes; sur toute question venant à surgir, le mot du chef d'école était aussitôt prononcé, et l'exclusivisme d'une secte ne permettait pas aux idées démocratiques et républicaines de prendre dans la sphère du pouvoir l'importance qu'elles acquéraient chaque jour dans la société.

Les doctrinaires commirent toujours envers les républicains la mauvaise action de considérer leurs théories comme exclusivement anarchiques, comme si dans le domaine de la pensée il y avait une alliance indissoluble entre le désordre et le principe de la république. Injustice fatale qui a poussé plus tard la France à chercher l'ordre tout à fait en dehors de la liberté, et à remplir d'amertume par cette tendance déplorable aussi bien les partisans de la monarchie représentative appuyée sur des institutions libérales, que les républicains préoccupés de la difficile tâche d'assurer à la fois et le régime des lois et l'application des grands principes proclamés par la Révolution. Ces deux fractions, placées aujourd'hui à côté l'une de l'autre, et qui ont reçu toutes deux de si fortes leçons des événements, ont à reprendre la tâche interrompue en 1851; puissions-nous de leur concours réciproque voir enfin sortir le système politique national vraiment propre à notre chère France, et vraiment digne d'être présenté comme type à toutes les nations voisines qui attendent de nous le modèle à suivre!

Toutes les fâcheuses tendances des doctrinaires ne se dévoilèrent que peu à peu, et dans les premiers mois qui succédèrent aux journées de juillet 1830, un touchant accord, trop peu durable, exista entre La Fayette et Louis-Philippe. Ce fut un moment d'enthousiasme, de prosélytisme, de foi

dans la révolution; tous les peuples avaient les yeux fixés sur Paris et attendaient merveilles des héros de juillet. La Pologne, la Belgique, l'Italie s'agitèrent dans leurs chaînes; que feraient l'Espagne et le Portugal, contrées encore indépendantes, mais toutes deux misérables victimes du parti apostolique? Parviendraient-elles à secouer le joug l'une de son vieux monarque goutteux, l'autre de son jeune tyran, despotes raffinés qui se jouaient de la vie de leurs sujets, et trouvaient auprès d'eux un clergé hypocrite et cruel pour les lancer dans la voie des persécutions?

Ferdinand VII fut surpris par la révolution de juillet dans le moment le plus calme et le plus prospère peut-être de tout son règne; il était parvenu à chasser du territoire espagnol tout l'ancien parti libéral militant, et la tâche accomplie par lui-même à Madrid avait été perfectionnée à Barcelone par son digne acolyte, le comte d'Espagne. Grâce au développement du crédit public, au goût banal des capitalistes français pour les emprunts publics, aux soins du ministre Ballesteros, toutes les classes de l'Etat se trouvaient payées, et un bien-être général se ressentait dans toute la nation. La mauvaise issue de la guerre des agraviados avait tempéré les violences du parti apostolique; le moment semblait venu où l'on pouvait songer à ces améliorations matérielles et progressives dont le pays avait particulièrement besoin. Il eût fallu alors un Charles III pour profiter de ce rayon de lumière, afin de déterminer en Espagne un mouvement régénérateur; mais, en fait d'institutions nouvelles, la seule qui vînt à l'esprit de Ferdinand et de Calomarde fut la création d'une école de tauromachie. Au moment où l'ignorance, la paresse, le fanatisme, l'absence de toute industrie avaient besoin d'être partout vaincus, le pouvoir central ne trouvait d'encouragements à donner et de mérite à récompenser que pour les courses de taureaux et le célè-

bre espada Pedro Romero. Ferdinand consacra à cette innovation un soin tout particulier; tout le reste l'intéressait peu, et ce fut avec peine qu'il consentit, sur la prière de sa nouvelle compagne, la reine Christine, à fonder un conservatoire de musique, destiné à populariser dans la péninsule espagnole toutes ces magnifiques partitions musicales qui sont une des grandeurs et une des joies de la civilisation du dix-neuvième siècle.

Ce n'était pas que les avertissements eussent manqué à Ferdinand sur les dispositions d'esprit qui se manifestaient en France. Son ambassadeur à Paris, le comte O'Falia, avait pressenti la tempête et aurait voulu qu'on s'en préservât par des concessions opportunes; mais Calomarde avait traité ces sages avis de vision chimérique, et l'ambassadeur avait dû retourner à son poste sans qu'aucune confiance eût été donnée à ses sinistres prédictions, que partageaient avec plus d'intelligence les autres souverains de l'Europe.

Ce fut donc un coup de foudre pour la cour de Madrid que la nouvelle des événements accomplis à Paris les 26, 27 et 28 juillet. Quand on y apprit le triomphe du peuple et bientôt après la fuite de Charles X et la nomination de Louis-Philippe Ier comme roi des Français, il y eut un moment de stupeur. On comprit aussitôt que l'absolutisme avait perdu en Europe son plus solide appui, et que désormais, au lieu de trouver au dehors une coopération efficace contre le libéralisme intérieur, une pression extérieure très-forte allait être exercée au profit des idées modernes.

La première impression fut de tenter une résistance sérieuse; Ferdinand conserva avec soin auprès de lui M. de Saint-Priest, l'ambassadeur de Charles X, promit un accueil bienveillant aux émigrés qui songeraient à fuir le territoire français et à soulever nos départements du Midi; il appela en Espagne le maréchal Bourmont et la duchesse de

Berry, il manifesta l'intention de ne pas reconnaître Louis-Philippe, et se mit en communication en ce sens avec les souverains étrangers.

Mais la reconnaissance de l'Angleterre, celle de l'Autriche, celle de la Prusse vinrent successivement refroidir ses premières inspirations : Ferdinand dut s'avouer à lui-même que le nouveau pouvoir constitué à Paris avait dès son avénement une puissance bien supérieure à toute celle dont il disposait ; ce n'était pas en menaçant, c'était en le flattant et en s'adressant à son intérêt dynastique et égoïste qu'il fallait se le rendre sympathique. A la politique de menace on ne tarda donc point à substituer celle des concessions, et ce revirement intelligent parvint à sauver le trône de Ferdinand VII des secousses de la révolution de juillet.

Dès la première nouvelle de la victoire du peuple parisien, les vingt mille Espagnols qui fuyaient à l'étranger les rigueurs de Calomarde avaient tous tressailli d'espérance ; l'enthousiasme général qui les dominait les avait bientôt portés à se réunir, à s'entendre, à se grouper. En Angleterre et en France, deux comités se formèrent pour prendre en main l'initiative d'un mouvement armé ; on pensa que les libéraux français considéreraient comme un devoir de briser en Espagne l'œuvre factice du duc d'Angoulême, et l'on songea tout de suite à organiser des centres d'action qui pussent leur donner un concours efficace.

En Angleterre, le général Torrijos, le brigadier Palarea, l'ancien député aux Cortès Flores Calderon se chargèrent de préparer une expédition destinée à l'Andalousie et réunirent des fonds dans ce but spécial.

En France, Calatrava, Isturitz, Galiano, Vadillo, Vicente Sancho, quoique partagés entre eux par de grandes différences d'opinions, formèrent à Bayonne une junte spéciale, qui prit le nom de *junte pour le soulèvement de l'Espagne*

contre la tyrannie. Ces personnages furent mis en contact, par l'intermédiaire de l'actif patriote Mendizabal, avec les mêmes banquiers libéraux qui avaient déjà émis les emprunts des Cortès de 1820 à 1823 ; les uns et les autres avaient également intérêt à réparer la faute commise par Ferdinand VII le jour où il avait refusé de reconnaître ces mêmes emprunts. MM. Ardoin, banquiers de Paris, crurent au succès de l'entreprise et avancèrent généreusement quelques fonds pour les premières dépenses. Grâce à eux, le général Espoz y Mina, qui était accouru aussitôt en France du fond de sa retraite, et qui à Paris avait reçu du maréchal Gérard, de La Fayette, de Laffitte la promesse de secours réguliers, commença à équiper une petite colonne, et bientôt il se trouva à la tête de cinq à six cents hommes, avec lesquels il menaça la frontière des provinces basques.

La troupe de Mina n'était pas la seule qui se fût formée sous l'impression des journées de juillet ; plusieurs autres avaient été organisées par des chefs distingués, tels que Chapalangarra, Mendez Vigo et le colonel Valdès. Le simple bon sens indiquait la nécessité d'une action commune, et Espoz y Mina avait donné assez de gages à la cause de la liberté pour que son commandement pût être accepté avec pleine confiance ; mais l'indiscipline est un des caractères les plus saillants du génie espagnol ; chaque chef voulut agir seul, au risque même de nuire au but commun.

La junte de Bayonne s'attendait à chaque instant à recevoir les secours que le maréchal Gérard, La Fayette, Laffitte avaient promis ; mais ces secours n'arrivaient point. Chaque jour qui s'écoulait venait amortir la force du premier élan communiqué aux esprits dans le mois de juillet ; les ministres de Louis-Philippe, reconnus par une partie de l'Europe et se sentant trop redoutés, songeaient déjà plus à se

faire supporter qu'à se faire craindre; ils avaient tendu la main aux émigrés quand la propagande révolutionnaire leur paraissait la seule force sur laquelle ils pussent compter; mais à présent qu'ils entraient dans le concert des gouvernements européens, ils songeaient plutôt à répudier tout pacte avec les révolutionnaires étrangers.

Le 25 septembre 1830, Ferdinand, bien au courant de la situation, signait déjà les lettres qui accréditaient le comte d'O'Falia comme ambassadeur auprès de Louis-Philippe; mais il lui recommandait expressément de ne les présenter que le jour où il aurait obtenu la promesse formelle que, loin de favoriser tout mouvement en Espagne, le gouvernement français y apporterait au contraire tous les obstacles en son pouvoir.

Entre les mains du nouveau cabinet français, les émigrés espagnols, défenseurs de la liberté de leur pays, n'étaient qu'un instrument politique à l'aide duquel devaient être vaincues les velléités de Ferdinand en faveur de la branche aînée des Bourbons; dans l'origine, argent, secours, appui, tout leur était promis; bientôt on se contenta de permettre des réunions, des approvisionnements d'armes et de munitions, de donner des passe-ports, d'accorder des feuilles de route. Cela dura jusqu'au jour où l'on connut la reconnaissance effective de Louis-Philippe par le monarque espagnol. Dès que ce résultat fut obtenu, loin d'être dirigés sur la frontière, on interna les émigrés et l'on donna au cabinet de Madrid la sécurité qu'il ne serait plus attaqué de ce côté.

Que pouvait désirer de plus Ferdinand? Disposant de toutes les ressources de l'Etat, il n'avait guère à redouter quelques colonnes de 400 à 500 hommes, auxquelles il pouvait opposer tout un corps d'armée; ce qu'il devait craindre, c'était la volonté du peuple français de réparer l'attentat commis en 1823 contre la liberté de l'Espagne. Il ne se

trouva pas en 1830, dans les conseils de la France, une voix éclairée pour signaler ce devoir, et le calcul des nouveaux ministres, joint à l'égoïsme de Louis-Philippe, abandonna les malheureux émigrés à la haine de leur persécuteur.

Tandis qu'ils attendaient avec impatience des secours et des renforts qui ne venaient point, le cabinet de Madrid était mis au courant, par une publicité anticipée, des efforts dirigés contre lui. Aussi put-il à son aise prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face au péril. Don Manuel Llauder fut envoyé en Navarre et Fournas en Aragon, afin de prendre le commandement des troupes. Dans un décret, daté du 1er octobre, Ferdinand remit ensuite en vigueur toutes les mesures les plus sévères de 1824 ; quiconque fournirait aux rebelles des armes, des munitions, des vivres ou de l'argent, ou se mettrait par correspondance en communication avec eux, serait condamné à mort.

Le premier chef de colonne qui entra sur le territoire espagnol fut le colonel de Pablo, surnommé Chapalangarra, l'ancien défenseur d'Alicante en 1823. A peine eut-il passé la frontière qu'un corps de royalistes se présenta en face de lui à Valcarlos ; confiant dans l'auréole qui s'attachait à son nom, il se présenta sans défense au-devant d'eux, voulut les haranguer et les attirer sous ses drapeaux. Les royalistes répondirent par une décharge à son allocution patriotique ; il tomba sous leurs coups, et, laissant entre leurs mains ce triste trophée, ses compagnons disparurent aussitôt et ne songèrent plus qu'à repasser la frontière pour s'unir à d'autres colonnes[1]...

[1] Parmi les Espagnols qui accompagnèrent Chapalangarra se trouvait le poëte Espronceda ; il eut la douleur d'assister aux derniers instants de son ami. A l'inspiration qu'ils excitèrent en lui, on doit les vers touchants et sublimes dans lesquels il a raconté cet héroïque et inutile dévouement.

Quelques jours après, 13 octobre, le colonel Valdès entrait en Navarre à la tête de 800 hommes, et son exemple était immédiatement suivi par la colonne principale, qui se présentait sous les ordres de Mina lui-même en face de Vera. La garnison de ce fort, composée principalement de douaniers, s'était retirée sur la seule nouvelle de son arrivée. Mina prit possession de Vera, chercha à s'y fortifier, y appela pour le défendre les débris de la petite troupe de Valdès, qui, mal reçue par la population de Navarre, s'était rapidement dispersée ; puis, après s'être créé ce faible refuge, il s'aventura avec quelques-uns de ses compagnons du côté d'Irun, pour se mettre au courant des dispositions du pays. A peine s'était-il éloigné de Vera, que le général Llauder s'était présenté devant ce fort et en avait commencé l'attaque ; à la suite d'une défense très-vive, les émigrés durent reconnaître leur infériorité ; quelques-uns parvinrent à regagner la frontière, un grand nombre furent faits prisonniers : c'étaient autant de victimes destinées à l'échafaud, grâce au décret du 1er octobre et aux ordres péremptoires transmis à Llauder (27 octobre 1830).

Mina fut rapidement prévenu du désastre, et courut les plus graves dangers avant de pouvoir se réfugier sur le territoire français ; il fut poursuivi dans les montagnes, traqué au moyen de chiens de chasse dont il entendait les hurlements au fond d'une caverne où, mourant de faim, il avait cherché un refuge ; enfin il eut le bonheur d'échapper à cette active persécution dirigée contre lui par un chef royaliste des plus passionnés, don Santos Ladron ; et à peine rentré en France, il se trouva exposé à toutes les rigueurs de l'administration française, qui voulait l'éloigner de la frontière et l'obligea même de force à remonter jusqu'à Bordeaux.

Les autres chefs qui opérèrent en Aragon et en Catalogne,

Plasencia, Mendez Vigo, San Miguel, Milans, n'obtinrent pas de résultats plus brillants. Leurs exploits se bornèrent à de vaines incursions sans aucun profit; les provinces par où ils avaient pénétré étaient particulièrement dominées par le parti apostolique, et ce n'était point là qu'ils pouvaient trouver quelque coopération. Un chef de bande, nommé Bordas, essaya aussi en Galice de susciter un soulèvement; il réunit sous ses ordres jusqu'à 70 hommes, mais se laissa mettre en déroute, et cet insuccès amena la dispersion de la troupe; lui-même put s'échapper, et il évita ainsi l'échafaud sur lequel montèrent plusieurs de ses compagnons.

Il semble qu'un insuccès aussi complet était de nature à paralyser toutes les entreprises des émigrés et à jeter parmi eux le découragement; il n'en fut rien cependant. Leurs efforts, à partir de novembre 1830, se portèrent de préférence sur le midi de l'Espagne, et les amis de Torrijos furent ceux qui poursuivirent avec le plus d'acharnement la lutte contre Ferdinand VII. Dès le mois de janvier 1831, le général Torrijos s'était transporté à Gibraltar; de là, il envoya à Algesiras quelques émissaires qui furent fusillés; lui-même débarqua sur la côte avec 200 hommes, mais faute de point d'appui dut remettre promptement à la voile pour Gibraltar (29 janvier 1831). Peu après, dans le village de los Barrios, ses agents proclamaient ouvertement la constitution, tandis que l'ex-ministre Manzanarès pénétrait dans les montagnes de Ronda avec un corps de 300 hommes, qu'un mouvement était tenté à Cadiz, et qu'à San Fernando un bataillon de marine entraînant avec lui deux compagnies de la garnison de Cadiz arborait l'étendard de la constitution (3 mars 1831). Le mouvement paraissait assez bien conçu, et pendant les quelques instants qui suivirent la mort du gouverneur de Cadiz, nommé Hierro, on put croire à

un certain succès ; mais la population gaditane avait trop souffert depuis longues années pour être capable d'un nouvel élan. Elle se soumit sans difficulté aux nouvelles autorités qui furent envoyées pour remplacer le gouverneur ; dès lors, le bataillon de marine qui s'était révolté dans l'île dut abandonner ses cantonnements et chercher à se réunir à la colonne de Manzanarès. Il fut poursuivi par le général Quesada et obligé de mettre bas les armes ; ses chefs gagnèrent la côte et allèrent chercher un asile au Maroc. Pendant ce temps, la colonne de Manzanarès, par les fatigues et des rencontres successives avec les volontaires de Ronda, se trouvait réduite à une vingtaine d'hommes ; lui-même donna le signal de la dispersion et entreprit de chercher un refuge à Gibraltar. Trahi par deux misérables chevriers, qui avaient abusé de sa confiance et voulaient le livrer à ses ennemis, il put châtier lui-même un de ces deux criminels dénonciateurs, mais fut assassiné par l'autre, et sa mort contribua sans doute à éviter celle de ses compagnons d'infortune qui avaient partagé tous ses périls ; ils furent sauvés de l'échafaud grâce à la générosité du général Quesada (fin mars 1831). Malgré cet insuccès, Torrijos, réfugié à Gibraltar, ne se découragea point, et il continua à ourdir des trames secrètes dans toute l'Andalousie pour s'y créer des partisans et préparer une nouvelle insurrection.

D'après le caractère bien connu de Ferdinand et de Calomarde, la rigueur et la persécution pouvaient seules avoir raison d'adversaires aussi actifs et aussi persévérants ; elles avaient donc été de nouveau pratiquées avec tout leur appareil de police, de commissions militaires, de délations et de supplices imaginé dès 1823. C'est à cette période que se rattachent le triste supplice du libraire Miyar à Madrid ; l'exécution à Grenade d'une jeune dame

appartenant aux classes les plus élevées de la société, et particulièrement appréciable par ses belles qualités morales, doña Mariana de Pineda[1], coupable d'avoir brodé un drapeau de soie verte; celle de Torre de la Chica, celle de Torrecilla, accusés d'entretenir des correspondances avec les émigrés. Comme toujours, plus la persécution était violente, plus l'ardeur des libéraux enflammés par le succès de juillet devenait irrésistible. Une nouvelle génération se déclarait en leur faveur, et dans le procès de Miyar nous voyons déjà impliqué un jeune avocat, don Salustiano de Olozaga, appelé à jouer un rôle important dans l'histoire politique de son pays. La jeunesse était franchement et ouvertement favorable aux idées libérales; et telle était sa détermination, que Calomarde jugea nécessaire de fermer les Universités et de renvoyer dans leurs familles tous ceux qui aspiraient à suivre l'enseignement public; aux yeux du ministre, il valait mieux que la jeunesse restât complétement ignorante, si elle devait apprendre dans les écoles à aimer la tolérance et à détester le fanatisme.

L'ardeur de la police allait si loin dans sa lutte contre les libéraux, qu'elle ne se bornait point à prévenir les conspirations; elle allait jusqu'à les exciter, afin de trouver une occasion de sacrifier de nouvelles victimes. Nous avons laissé Torrijos en observation à Gibraltar. Tant que ce patriote

[1] Ce douloureux événement, rehaussé par l'éclatant courage de doña Mariana à ses derniers instants, est devenu légendaire en Espagne et fait le sujet de nombreuses complaintes que chantent souvent les aveugles dans les bas quartiers des grandes cités espagnoles. L'imagination des poëtes, l'art des peintres se sont efforcés de le dramatiser. Le catholicisme eût fait une sainte de doña Mariana : que la révolution sache en conserver le noble souvenir pour maintenir les âmes dans cette trempe sacrée qui seule peut nous garantir de la superstition et du despotisme.

énergique et constant resterait en sûreté dans cette enceinte, le gouvernement de Madrid ne se jugeait pas en possession tranquille de l'autorité ; des plans furent donc imaginés pour l'attirer sur le territoire espagnol, et des émissaires furent envoyés avec la mission expresse de faire luire à ses yeux l'espoir d'un soulèvement prochain dans la province de Malaga. Le capitaine général résidant dans cette cité, don Vicente Gonzalez Moreno, s'était chargé de tenter l'intrigue ; il devait, par de faux intermédiaires, promettre au chef des libéraux l'appui d'une partie de l'armée, et après l'avoir attiré ainsi par ces moyens odieux, envoyer immédiatement à la mort cet ennemi obstiné.

Gonzalez Moreno remplit sa mission avec la plus noire perfidie et obtint un succès complet : croyant enfin avoir atteint le but de ses nobles fatigues, Torrijos mit à la voile de Gibraltar pour les environs de Malaga dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 1831, à la tête de cinquante-deux compagnons fidèles, parmi lesquels on comptait l'ex-député don Manuel Flores Calderon, l'ancien ministre Fernandez Golfin, un colonel d'artillerie, Lopez Pinto, et un jeune Anglais qui avait consacré sa fortune au triomphe de cette noble cause, Robert Boyd. Le débarquement eut lieu à quelque distance de Malaga; mais à peine les patriotes avaient-ils mis le pied sur ce sol ingrat, qu'ils comprirent qu'ils avaient été victimes d'une horrible manœuvre. Moreno avait réuni des forces considérables; il entoura les émigrés dans l'édifice où ils s'étaient établis et les obligea à se rendre à discrétion (5 décembre 1831). Six jours après, sur un ordre arrivé de Madrid avec une vitesse étonnante, ces cinquante-deux victimes étaient fusillées et venaient accroître la liste déjà si longue des martyrs de la liberté espagnole (11 décembre 1831).

La trahison de Moreno, le nombre des condamnés, leur

mérite, leur courage aux derniers moments, la lâcheté de l'évêque de Malaga qui osa féliciter le roi de sa clémence au moment où il refusait de faire usage de son droit de pardon, causèrent dans toute la Péninsule une tristesse profonde ; comme l'attitude de la reine Christine, dont nous aurons bientôt à parler, avait commencé à éveiller dans tout le pays de nouvelles aspirations, nul ne put comprendre comment l'effusion d'un sang si précieux avait pu même paraître nécessaire.

La municipalité de Malaga a aujourd'hui élevé sur une des places publiques de cette ville un monument aux mânes du général Torrijos ; elle a bien fait de manifester ainsi par ce témoignage public l'horreur que doit causer à tout bon citoyen la mort de cette illustre victime. Trois hommes furent les vrais auteurs de cet assassinat : Ferdinand, Calomarde et Moreno ; et comme ils furent complices dans le crime, ils doivent être associés dans l'exécration qu'il inspire. On ne nomma plus dès lors le capitaine général Gonzalez Moreno que *le bourreau de Malaga*[1]. Mais ce surnom

[1] Voici la dernière lettre écrite par le général Torrijos à sa femme, la veille de son exécution :

« Ma Louise bien-aimée,

« Je vais mourir, mais je vais mourir comme les braves. Tu sais mes principes, tu sais comme je leur suis toujours resté fidèle ; au moment de périr, je place mon sort dans la miséricorde divine, et je ne fais que peu de cas de l'opinion du vulgaire. Cependant avec cette lettre tu recevras tous les papiers relatifs à notre capitulation, pour que tu voies combien j'ai toujours été loyal dans la carrière que les circonstances m'ont tracée, et que j'ai voulu être victime pour sauver mes compagnons.

« Je crains de n'avoir pu y parvenir, mais pour cela je ne me repens pas. De la vie à la mort il n'y a qu'un pas ; et ce pas je vais le franchir tranquille de corps et d'esprit.

« J'ai demandé de commander moi-même le feu de l'escorte ; je

ne lui appartient pas légitimement à lui seul, il doit aussi être étendu à Calomarde et Ferdinand, qui, du fond des résidences royales, ordonnaient l'effusion du sang humain avec une tranquillité et un calme qui aujourd'hui encore font frissonner.

serais content d'obtenir cette faveur. Si on me la refuse, je me soumets d'avance à tout, et que la volonté de Dieu s'accomplisse.

« Sois sûre que jusqu'à mon dernier souffle je t'ai aimée de tout mon cœur. Songe que cette vie est misérable et passagère, et que, pour longtemps que tu me survives, nous nous retrouverons dans le séjour des justes, où bientôt j'espère aller, et où sans doute tu reverras un jour celui qui te reste dévoué jusqu'à la mort.

« J.-M. DE TORRIJOS. »

CHAPITRE V

CHRISTINE ET DON CARLOS A LA GRANJA.

(Décembre 1831 à octobre 1832.)

De la succession au trône suivant les lois espagnoles. — La loi salique de 1713. — Pragmatique sanction de 1789. — Dispositions prises par Ferdinand durant la première grossesse de la reine Christine. — Naissance de la princesse Isabelle et de l'infante Marie-Louise. — Testament de Ferdinand. — Conduite de don Carlos. — Intrigues dirigées par doña Francisca et par la princesse de Beira. — Rôle de Calomarde. — Efforts de Christine pour se faire des partisans. — L'influence du parti apostolique est prédominante dans le palais. — Grave maladie de Ferdinand. — Situation respective de Christine et de don Carlos à la Granja. — Le ministre de Naples, Calomarde et le comte d'Alcudia. — Abattement de Christine. — Un codicille abrogeant la pragmatique sanction est arraché à Ferdinand en un moment où on le croit moribond.—Rétablissement du roi et arrivée à la Granja de l'infante Charlotte. — Formation d'un parti dit *christino*. — Chute de Calomarde. — Nomination d'un nouveau ministère (octobre 1832). — La reine Christine est nommée gouvernante générale du royaume pendant la maladie du roi (6 octobre). — Expédition en Portugal de don Pedro contre Miguel.— Les banquiers français et les émigrés espagnols, en présence des événements futurs qu'annonce la mort prochaine de Ferdinand VII, se lancent dans cette entreprise. — Concours donné à don Pedro par Mendizabal et Mina. — Prise d'Oporto.

De temps immémorial les femmes étaient appelées en Espagne à occuper le trône, quand venait à manquer la succession mâle directe, de préférence à tous les collatéraux. Isabelle la Catholique, Jeanne la Folle, qui régnèrent par leur propre droit et exercèrent le pouvoir en qualité de reines, non en qualité de régentes, attestent la perpétuité de

cet usage jusqu'à et pendant l'époque de la maison d'Autriche.

Lorsque Philippe V, sous la protection de Louis XIV, inaugura le règne de la dynastie des Bourbons, dominé par le désir d'assurer pour toujours à cette famille la conservation de la couronne et d'empêcher qu'un mariage ne la fît passer entre les mains d'une race rivale ou ennemie, il songea à détruire cet usage et à introduire dans la Péninsule la loi salique établie en France. Par un décret du 10 mai 1713, soumis à l'approbation du conseil d'Etat et du conseil de Castille, et approuvé par eux, quoique non sans difficulté, transformé ensuite en loi fondamentale du royaume par sa présentation aux Cortès, il fixa de la manière suivante les titres de ses descendants :

« Le prince des Asturies, Louis, mon très-aimé fils, est appelé à me succéder ; à sa mort, son fils aîné, mâle légitime, puis ses fils et descendants mâles, issus de mâles légitimes et par ligne droite, tous nés de mariage légitime, suivant l'ordre de primogéniture et le droit de représentation, conformément à la loi de Toro ; à défaut de fils aîné du prince et de tous ses descendants mâles, issus de mâles, qui doivent succéder dans l'ordre indiqué, la succession appartiendra au second fils mâle légitime et à ses descendants mâles issus de mâles légitimes. Au cas où viendraient à manquer intégralement toutes les lignes masculines du prince, de son enfant et de mes autres fils et descendants légitimes mâles, issus de mâles ; si, par conséquent, il n'y a plus de mâle légitime de ma descendance entre les mains de qui la couronne puisse tomber en raison des appels antérieurs, alors seront appelées à la succession la fille et les filles du dernier mâle régnant, de celui en qui vient finir la descendance mâle et dont la mort détermine la vacance du trône, pourvu qu'elles soient nées en légitime mariage, l'aînée étant tou-

jours préférée à la cadette, et les droits de chacune passant à leurs enfants » (note E).

Ce n'était pas la loi salique dans toute sa simplicité, excluant formellement les femmes du trône; Philippe V n'aurait pu faire admettre cette exclusion dans le pays d'Isabelle la Catholique. Mais c'était un état qui donnait tant d'avantages à la descendance mâle, qu'il était presque permis de supposer que jamais une descendante de Philippe V ne pourrait transmettre comme un fief la couronne d'Espagne à une autre famille; et tel était le but auquel tendaient Louis XIV et Philippe V, peu préoccupés d'ailleurs des préventions favorables qui pouvaient exister en Espagne touchant la succession féminine.

La plus grande partie du dix-huitième siècle se passa sous le règne de la maison de Bourbon, sans que personne songeât à modifier en quoi que ce soit l'acte décisif de Philippe V, qui avait fixé l'ordre de succession au trône d'Espagne; mais à l'avénement de Charles IV, deux circonstances importantes poussèrent à obtenir sur ce point spécial une nouvelle décision des Cortès. Contrairement à une des clauses de l'acte de 1713, Charles IV n'était pas né et n'avait pas été élevé en Espagne : cette circonstance pouvait être invoquée contre lui, et les habiles ministres qui tenaient alors les rênes de l'Etat, Campomanes et Florida Blanca, étaient jaloux d'effacer autant qu'il dépendait d'eux cette tache originelle. Puis la famille royale, par deux de ses rejetons, l'infante doña Carlota, mariée au prince du Brésil don Juan, et l'infant don Gabriel, marié à doña Mariana de Portugal, avait jeté de profondes racines à Lisbonne, et les hommes d'Etat prévoyants apercevaient dans le lointain une éventualité possible qui permettrait l'union de toute la Péninsule sous le même sceptre. Ces dispositions, combinées avec les préventions en faveur de la succession féminine, qui jusqu'alors

avaient toujours existé en Espagne, déterminèrent en 1789 un acte important, qui avait pour but de modifier complétement l'acte de Philippe V.

Les Cortès, réunies à Madrid le 30 septembre 1789, sur la proposition du comte de Campomanes, adressèrent au roi la demande suivante :

« Sire, la loi 2 du titre V de la partida II dispose tout ce qui s'est observé de temps immémorial et doit s'observer en ce qui concerne la succession de ces royaumes... Les Cortès demandent à Votre Majesté que, malgré la nouveauté contenue dans l'acte de Philippe V, vous ordonniez qu'on observe et qu'on garde perpétuellement dans la succession de la monarchie cette coutume immémoriale ; qu'elle soit publiée comme loi et pragmatique faite et signée au milieu des Cortès, et que procès-verbal soit dressé de cette résolution, aussi bien que de la dérogation de l'acte de Philippe V.

« La loi 2 du titre V de la partida II établissait que le droit à l'héritage appartenait d'abord aux descendants en ligne directe ; qu'à défaut de postérité mâle la fille aînée était appelée à la succession ; que si le fils aîné venait à mourir, laissant une postérité mâle ou féminine, ses enfants, fils ou fille, étaient appelés à la succession ; qu'à défaut de tous ces héritiers, la succession passait au plus proche parent » (note F).

Comme cette détermination des Cortès avait été prise à la requête des ministres de la couronne, et comme il y avait accord unanime entre le gouvernement et les députés de la nation, le roi répondit à la sollicitation des Cortès par la promesse de publier la pragmatique sanction dans les formes requises ; mais la crainte de susciter à sa politique quelques embarras avec la famille royale de France le détermina à ne pas la promulguer immédiatement, et cette pragmatique non publiée resta entre les mains du pouvoir royal

comme un de ces instruments légaux qu'une habile prévoyance garde à sa disposition pour un cas d'extrême nécessité.

Nous avons vu, à propos de la constitution de 1812, que les Cortès de Cadiz, fidèle écho de leurs devancières de 1789, avaient maintenu les droits de la succession féminine, donnant ainsi une preuve éclatante du fidèle attachement que gardait la nation à ses anciens usages.

Pendant le long règne de Ferdinand, la question de succession s'était déjà présentée à ses yeux, en 1817, quand la reine Isabelle de Bragance mit au monde la princesse Marie-Isabelle-Louise. Mais les médecins ayant annoncé que cette enfant ne vivrait pas, et la mort l'ayant enlevée à l'âge de six mois, on jugea plus prudent de ne prendre aucune décision sur ce point délicat; la même politique fut suivie avec une certaine apparence de fondement pendant la seconde grossesse de la jeune reine; on prévoyait déjà que la nation avait fondé en vain sur elle de grandes espérances, et qu'elle succomberait avant d'avoir atteint le terme prescrit par la nature. Plus tard, la stérilité de la reine Amélie vint donner une consistance chaque jour plus grande aux droits que l'acte de Philippe V et la pragmatique de 1789 attribuaient également à l'infant don Carlos; mais le jour où fut signalée la grossesse de la reine Christine, la question prit à l'instant une gravité extraordinaire; si cette princesse mettait au monde un fils, aucun doute ne pouvait exister : il était l'héritier direct de la couronne. Mais si c'était une fille, quel serait l'ordre de succession? Suivrait-on l'acte de Philippe V ou la pragmatique non promulguée de 1789? Les amis de don Carlos prétendaient que la question même ne pouvait pas être posée; les Cortès de 1789 n'avaient pas le pouvoir, suivant eux, de lui contester un droit qu'il avait acquis par le fait même de sa naissance antérieure à la prag-

matique (29 mars 1788). Aux termes des lois fondamentales de l'Espagne, il était l'unique héritier de la couronne si la reine Christine mettait au monde une fille, de même que la naissance d'un fils le dépouillait de son privilége.

On ne saurait nier, tant que la pragmatique n'était pas publiée, que la prétention de don Carlos ne fût conforme à la législation même du pays; mais ses droits disparaissaient le jour même où la volonté royale, ajoutant la promulgation à la décision déjà prise par les Cortès de 1789, viendrait donner force de loi à cette dernière.

Aussitôt donc qu'apparurent les premiers symptômes pouvant faire présager à Ferdinand une succession directe, les droits de don Carlos à la couronne d'Espagne devinrent dans le palais et parmi toute la nation l'objet de l'attention générale; les apostoliques, qui fondaient sur son avénement de grandes espérances, se mirent à surveiller avec le plus grand soin tous les actes de la couronne qui pouvaient porter préjudice à l'objet de leur prédilection; et par une réaction naturelle tous ceux qui aspiraient à une modification de la politique dans un sens plus modéré et plus libéral se trouvèrent d'accord pour éloigner l'éventualité fâcheuse dont ils se sentaient menacés. Il ne fallut pas à la reine Christine un long séjour à Madrid pour comprendre qu'elle n'avait à attendre pour elle et pour ses enfants qu'une hostilité systématique de la part des royalistes apostoliques, tandis qu'au contraire tous les modérés et tous les libéraux avaient intérêt à lui tendre la main, à la servir et à l'aider.

Profitant de sa jeunesse et de sa beauté, de l'ascendant que son mérite lui donnait sur Ferdinand, de la présence du roi et de la reine de Naples, ses père et mère, Christine obtint de son époux, quatre mois après la célébration de son mariage, le 29 mars 1830, la promulgation de la pragmatique sanction de 1789, et par cette habile mesure, à laquelle

Calomarde lui-même donna sa signature au grand chagrin des apostoliques, toutes les incertitudes furent levées. La succession légalement devait passer à la descendance directe de Christine, qu'elle mît au monde indifféremment un fils ou une fille.

Pour mieux manifester sa volonté, et afin de ne laisser aucun doute sur ses intentions royales, qui dans une monarchie absolue comme la sienne devaient avoir un si grand poids, Ferdinand, tourmenté d'ailleurs par de fréquents accès de goutte, et croyant déjà sa fin prochaine, voulut consigner dans un testament solennel ses dernières dispositions. Le 12 juin 1830, en présence du ministre de grâce et justice, de plusieurs de ses collègues et des témoins imposés par la loi, il consigna ainsi l'expression de ses derniers vœux. La reine Christine était nommée tutrice et curatrice de ses enfants; elle devait, en qualité de régente et de gouvernante, administrer le royaume jusqu'à ce que l'aîné d'entre eux eût atteint l'âge de dix-huit ans; un conseil de régence devait l'aider à prendre les graves déterminations; ce conseil était composé des personnages suivants : le cardinal Marco, le marquis de Santa Cruz, le duc de Medina Cœli, Castaños, le marquis de las Amarillas; le doyen du conseil de Castille, don José Maria Puig; et le ministre du conseil des Indes, don Francisco Javier Caro. En cas d'absence, de maladie ou de mort, leurs fonctions devaient être remplies par les autres personnages choisis à titre de suppléants suivant l'ordre dans lequel ils étaient nommés : don Tomas Arias, le duc d'Infantado, le comte d'Espagne, don José de la Cruz, Nicolas Garelly, et don José Maria Hevia y Noriega; le comte d'O'Falia, et à son défaut Zea Bermudez, devait exercer les fonctions de secrétaire de ce conseil de régence, appelé à administrer directement le royaume en cas de décès de la reine Christine. En même temps qu'il désignait ainsi comme hé-

ritier direct du royaume le fils ou la fille issue de son mariage légitime, Ferdinand lui léguait également l'intégralité de ses biens, parmi lesquels il signalait un dépôt de 500 millions de réaux[1] fait à la banque de Londres, dont il distrayait seulement le cinquième en faveur de sa veuve.

Il y a lieu de s'étonner, en parcourant la liste des membres choisis par Ferdinand pour constituer le conseil de régence, de l'importance qu'il accordait déjà à cette époque à l'élément modéré; Castaños, le marquis de las Amarillas, don José Maria Puig, Caro étaient des Espagnols indépendants qui, tout en respectant les traditions de leur pays, avaient prouvé par toute leur existence qu'ils ne sympathisaient pas avec les excès d'une réaction violente; ils étaient membres titulaires du conseil de régence; Ferdinand reléguait, au contraire, parmi les suppléants les personnages les plus marquants du parti apostolique, et il donnait le maniement des affaires, c'est-à-dire le secrétariat du conseil, aux deux représentants les plus marquants du royalisme modéré : le comte d'O 'Falia et Zea Bermudez.

De telles nominations prouvent combien son esprit était déjà préoccupé des prétentions dangereuses de don Carlos et des efforts de son parti. Lorsque vint au monde la princesse Marie-Isabelle (10 octobre 1830), conformément à ces déterminations, Ferdinand ordonna que les honneurs consacrés par l'étiquette en faveur du prince des Asturies lui fussent immédiatement rendus; il aurait voulu par ces témoignages irrécusables assurer ainsi à sa descendance le trône qu'il occupait, mais il avait contribué lui-même à donner en Espagne une force extraordinaire aux apostoliques, et il ne dépendait plus de lui de diriger à son gré toute

[1] D'où provenait ce capital, que l'historien ne peut s'empêcher de comparer avec la détresse du trésor espagnol ?

la force de ce parti : son frère s'en était emparé et l'exploitait déjà à son profit personnel.

Don Carlos, en présence de la conduite du roi à son égard, manifestait aux yeux de ses partisans la ferme intention de ne contrarier en rien la volonté de Ferdinand VII de son vivant; mais en même temps il maintenait avec conviction morale tous ses droits, et soutenait que son père lui-même n'aurait pu lui enlever les avantages qui lui incombaient par le fait seul de sa naissance. Telle était la ferme attitude dans laquelle il se maintenait; moins prudentes dans leurs démarches et dans leurs actions, sa femme doña Francisca et sa belle-sœur la princesse de Beira transmettaient avec énergie à tous leurs fidèles partisans la passion dont elles. étaient animées. Elles échauffaient les imaginations, excitaient les dévouements et promettaient des récompenses à quiconque les aiderait à atteindre l'objet de leurs vœux, en même temps qu'elles affectaient toujours une profonde sympathie pour les zélés défenseurs de la religion catholique et du régime absolu.

En face de ces deux princesses énergiques et altières, la situation de la reine Christine au palais était très-difficile, quoiqu'elle y fût appuyée par sa sœur la princesse Charlotte, femme de l'infant don François de Paule; elle chercha à se faire des partisans, soit au sein de l'armée, soit parmi les volontaires royalistes eux-mêmes. Ses premières démarches dans cette direction ne furent pas couronnées de succès; elle dut s'avouer à elle-même que l'influence de don Carlos était très-puissante dans tout le palais, et qu'il exerçait une action prédominante sur tous les principaux personnages de l'Etat.

En vain elle essaya par une flatterie adroite de se concilier par un serment secret les chefs des principaux régiments en leur offrant des bannières brodées par elle-même;

en vain la naissance d'une seconde fille, Marie-Louise (30 janvier 1832), vint-elle assurer par un nouveau gage la succession directe de Ferdinand; en vain avait-elle obtenu la suppression de l'ignoble potence et son remplacement par un genre de supplice plus rapide et causant moins de souffrances, tout annonçait autour d'elle que don Carlos était considéré comme le futur maître des destinées de la nation espagnole. Comme jusqu'à ce jour elle n'avait donné aux libéraux aucun gage, comme par aucune disposition elle n'avait encore manifesté son intention de s'appuyer sur eux, elle ne pouvait guère compter que sur quelques courtisans adroits, habiles à prévoir les vicissitudes de la politique et ménageant en elle une force vive qui pouvait, suivant les circonstances, être appelée à disposer un jour du pouvoir. Si elle avait pu empêcher les exécutions de Pampelune après le désastre de Vera et la terrible fusillade de Malaga, peut-être l'alliance déjà pressentie entre elle et l'élément libéral se serait-elle cimentée; mais tout se bornait encore à des espérances, à des aspirations, et au moment même où ils espéraient par la force, avec les ressources du dehors, triompher du système de Ferdinand, les libéraux se souciaient peu d'un lien qui les aurait compromis avec sa famille; ils furent plus accessibles à la transaction, quand l'abandon du gouvernement français, la dispersion des émigrés, les triomphes de Llauder et de Gonzalez Moreno, l'attitude des populations les eurent persuadés que le succès de la révolution de juillet en France n'avait pas modifié leur propre situation, et qu'il leur fallait vaincre avec leurs seules ressources.

Calomarde pendant ce temps cherchait au palais à se faire l'arbitre de la situation; confident du roi, mais au fond favorable au parti apostolique, qui seul pouvait le maintenir au pouvoir, il aspirait, sans froisser directement la volonté

de son maître, à se faire pardonner la conduite qu'il avait tenue à l'époque de la guerre des agraviados et au moment de la promulgation de la pragmatique sanction. En attendant que les circonstances lui fournissent une occasion favorable de se faire bien venir de don Carlos, il avait soin de faire confier les principaux postes de l'État à des hommes qui lui fussent entièrement dévoués : le ministre d'Etat, Gonzalez Salmon, bien disposé en faveur de la reine, étant venu à mourir, il avait conseillé au roi de lui donner pour successeur un personnage tout à fait soumis à son influence, le comte d'Alcudia (janvier 1832). L'arrivée de cet homme d'Etat dans le ministère, combinée avec les craintes que l'expédition de Torrijos avait fait concevoir à Ferdinand, avaient complétement détourné le monarque de la voie de modération dans laquelle il était entré avant juillet 1830; les commissions militaires fonctionnaient avec une nouvelle activité, et le nombre des victimes excitant l'esprit de spéculation, un décret était venu régler les droits dont les moines pouvaient jouir sur les suaires des condamnés.

Calomarde était d'autant plus puissant que les facultés intellectuelles de Ferdinand déclinaient chaque jour davantage sous l'influence de la maladie : les attaques de goutte devenaient de plus en plus fréquentes ; le roi changeait en vain de résidence pour trouver la santé ; il traînait son mal avec lui. Quoiqu'il ne fût âgé que de quarante-huit ans, on s'attendait à chaque instant à le voir s'éteindre dans l'un quelconque des violents accès de son mal, et cette incertitude au milieu des violentes passions qui s'agitaient autour de lui maintenait toute la cour dans un état de surexcitation continue.

Dans les premiers jours de juillet 1832, les médecins annoncèrent que la maladie avait pris un caractère alarmant, et que la vie du roi était vraiment menacée ; la cour était

alors réunie à la Granja; gravement préoccupée de voir arriver sitôt le moment fatal, la reine ne quittait pas le chevet du lit de son époux, et surveillait elle-même tous les soins que nécessitait la gravité de son état. Don Carlos, doña Francisca et la princesse de Beira avaient accompagné leur frère et beau-frère ; l'infant Sébastian, nouvellement marié à la princesse Amélie, se trouvait également auprès d'eux avec sa jeune épouse.

Peu à peu, pendant les mois de juillet, d'août et les premiers jours de septembre, l'état du monarque empirant, on vit se dessiner à la Granja l'influence croissante des amis de don Carlos. Tandis que la partie du palais où ce prince était installé se trouvait assaillie par une foule de courtisans empressés à rendre leurs hommages à ceux qu'elle considérait comme les futurs dépositaires de l'autorité; que doña Francisca se donnait déjà publiquement des airs de reine; que ses principaux conseillers, l'évêque de Leon, le jésuite Carranza, disposaient déjà des plus hautes fonctions de l'Etat, Christine, presque abandonnée auprès du malade, se voyait réduite à l'isolement. Enervée par les soins qu'elle avait elle-même prodigués à son époux, effrayée de la responsabilité qui pesait sur elle, privée des conseils énergiques qui auraient pu relever son moral dans ces tristes circonstances, elle se laissait aller au découragement et se sentait impuissante à vaincre les obstacles qui paraissaient devoir empêcher l'avénement de sa fille au trône d'Espagne.

Elle en vint bientôt jusqu'à supposer que ses jours et ceux de ses enfants étaient en danger au cas où le roi viendrait à exhaler le dernier soupir ; et, dans le désir de faciliter au moins sa libre sortie pour une terre étrangère, elle supplia le roi de faire prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de sa dernière volonté. Exauçant sa prière, Ferdinand fit appeler le 17 septembre au chevet de son lit le

ministre de grâce et justice et lui demanda quelles mesures il comptait prendre à ses derniers moments. C'était une difficile situation pour ce ministre, qui déjà dans ses combinaisons égoïstes avait fait pencher la balance en faveur de don Carlos devant l'unanimité des courtisans. Calomarde déclara qu'à son avis le royaume entier se déclarerait immédiatement pour don Carlos, qu'il serait acclamé par les volontaires royalistes et par l'armée, et que la succession directe ne pourrait être soutenue que de l'aveu et du consentement de l'infant lui-même, si une part lui était faite dans la direction de l'Etat. Ses raisons furent appuyées par l'évêque de Leon, et le roi confia au comte d'Alcudia le soin de préparer un décret qui, durant sa maladie, assurait le maniement des affaires à la reine Christine, en lui donnant pour conseiller l'infant don Carlos.

De la chambre royale le comte d'Alcudia passa aussitôt dans les appartements de ce prince et lui communiqua le projet de décret : don Carlos, par quelques mots très-brefs, refusa la position qui lui était faite.

En présence de ce refus, Calomarde conseilla au roi d'élever l'infant à la dignité de corégent de la reine Christine, sous la condition qu'il s'engagerait formellement à soutenir les droits d'Isabelle. Ferdinand et son épouse accueillent cette combinaison; le comte d'Alcudia rédige alors un nouveau décret dans ce sens et le porte à l'infant, dont la réponse nette et catégorique fut que sa conscience et son honneur ne lui permettaient pas d'abandonner les droits que Dieu lui-même lui avait concédés.

Devant une semblable attitude de son beau-frère, Christine ne pouvait plus mettre en doute l'opposition absolue que rencontrerait l'exécution des dispositions testamentaires de Ferdinand. Un dernier espoir lui restait : le corps diplomatique; elle s'adressa à l'ambassadeur de Naples An-

tonini, en qui elle croyait pouvoir placer sa confiance en sa qualité d'envoyé de sa propre famille; mais là encore, loin de trouver le moindre appui moral, elle ne rencontra qu'un nouveau motif de découragement. La cour de Naples, de même que le cabinet de Paris, était hostile à la pragmatique sanction, et l'ambassadeur avait ordre de mettre tout en œuvre pour la faire annuler : l'intérêt dynastique des Bourbons dominait, pour ces hommes d'Etat, toute autre considération politique.

On était arrivé au 18 septembre et l'état du roi annonçait un dénoûment prochain. Calomarde, l'évêque de Leon et le comte d'Alcudia, sous le prétexte du bien public, conspirent ensemble pour obtenir du roi un codicille par lequel il abrogeait la pragmatique sanction de 1789. Ferdinand, sur le lit de mort, affaibli par la maladie, se retourne auprès de Christine et cherche dans ses yeux l'explication de la mesure qu'on veut lui arracher; la reine ne s'y oppose pas; affaiblie et découragée, elle donne foi aux allégations de ses plus mortels ennemis, et laisse enfin signer par son époux le document fatal, puis reprend auprès de lui son triste office de garde-malade, croyant par cette abnégation, qui pouvait priver sa fille du trône, avoir conquis au moins la paix et la tranquillité de l'âme.

Par cette habile manœuvre, Calomarde espérait se réhabiliter aux yeux du parti apostolique et recouvrer la confiance de don Carlos. Cet acte cependant n'était pas légal, car le roi seul ne pouvait abroger une pragmatique dont la principale vertu résidait dans le vote des Cortès. Aussi, quand le codicille fut adressé à Madrid aux personnages qui devaient concourir à sa promulgation, et qui se trouvaient en dehors de l'atmosphère de la Granja, il fut accueilli avec la plus grande réserve. Le doyen du conseil de Castille, don José Maria Puig, le ministre de la guerre marquis de Zam-

brano refusèrent de lui donner cours jusqu'à la mort du roi, et s'opposèrent autant qu'il fut en leur pouvoir à la publicité anticipée que s'efforcèrent de lui donner les carlistes.

Après la signature du codicille, Ferdinand resta quelque temps dans un sommeil léthargique qui pouvait presque se confondre avec la mort; les médecins ne désespéraient pas encore, mais employaient des remèdes de plus en plus énergiques qui brisaient toutes les forces du malade. On était convaincu au palais que sa dernière heure était arrivée; et tandis que les serviteurs de Christine préparaient silencieusement les bagages de leur maîtresse, qui avait résolu de fuir à l'étranger, les courtisans saluaient publiquement don Carlos du titre de Majesté, lui décernaient à l'avance le surnom de *Pieux*, s'empressaient auprès de doña Francisca et de la princesse de Beïra qui ne cherchaient point à dissimuler leur extrême allégresse, et saluaient enfin dans l'évêque de Leon et le père Carranza les prochains ministres du nouveau règne théocratique.

Sur ces entrefaites, et tandis que le roi résistait à la maladie avec une énergie qui permettait déjà de compter sur un rétablissement au moins temporaire, se présente à la Granja l'infante Charlotte, la femme de l'infant don François de Paule, princesse d'un esprit décidé et très-passionnée pour sa sœur, dont elle avait préparé le mariage; instruite de la tournure qu'avaient prise les événements, elle comprend aussitôt que Christine a été victime des menaces d'intimidation dirigées contre elle, et sans même réfléchir à la portée de ses actes, entraînée par un noble sentiment, elle entreprend par sa seule énergie de sauver la succession directe. Elle commence à rendre à sa sœur toute la force morale qu'elle avait perdue, puis elle appelle dans la chambre royale le ministre Calomarde, lui reproche avec véhémence son indigne conduite, et va même, dit-on, jusqu'à lui appli-

quer un soufflet, que le ministre reçut avec une certaine humilité, en répétant ce mot resté célèbre : « Des mains blanches ne déshonorent pas[1]. » Le comte d'Alcudia est également blâmé des fausses terreurs qu'il a répandues. On attaque avec véhémence la peinture de l'Espagne, telle qu'elle avait été faite par ces deux personnages, assistés de l'évêque de Leon, et sitôt que Ferdinand peut sortir de son état léthargique, il est prévenu des manœuvres frauduleuses au moyen desquelles le codicille a été arraché à sa signature.

La décision de la princesse Charlotte changea comme un coup de théâtre la disposition générale des esprits; quand on apprit à Madrid le délaissement dans lequel était restée à la Granja la reine Christine, il y eut dans les classes élevées une explosion de sentiments chevaleresques en sa faveur; les jeunes gens appartenant aux plus grandes familles allèrent lui offrir leurs services à la Granja, et il se forma aussitôt autour de sa personne le noyau d'un parti qui, de son nom, s'intitula hautement *christino*. Calomarde se sentit perdu et comprit que désormais sa fausse situation n'était plus tenable. A peine reprit-il l'usage de la parole, le roi s'enquit immédiatement de l'impression qu'avait causée dans le pays la nouvelle de son mal, et en apprenant qu'aucun soulèvement n'avait eu lieu en faveur de don Carlos, il prit la décision de maintenir le trône à sa descendance directe.

Une véritable révolution s'était accomplie au chevet du monarque, et les résultats commencèrent à s'en faire sentir aussitôt qu'il y eut certitude que la santé de Ferdinand se raffermirait au moins pendant quelque temps. On songea à

[1] Suivant les christinos, l'infante Charlotte arracha des mains de Calomarde l'original même du codicille et le déchira en petits morceaux; suivant les carlistes, Calomarde put le soustraire à sa fureur, et jusqu'à ses derniers moments, même en exil, le garda en son pouvoir sans jamais vouloir s'en dessaisir.

éliminer successivement de tous les hauts postes de l'Etat les partisans avoués ou secrets de l'infant don Carlos, et les ministres coupables furent, comme de raison, les premiers sacrifiés. Le 1er octobre 1832, un décret signé par Ferdinand déchargea de leurs portefeuilles Calomarde et le comte de Alcudia, Salazar, et Ballesteros lui-même, qui s'était tenu sagement à l'écart; et il appela don Francisco Zea Bermudez au ministère d'Etat, don José Cafranga à celui de grâce et justice, don Angel Laborde à la marine, et don Victoriano de Encina y Piedra aux finances. Le ministre de la guerre, marquis de Zambrano, qui avait manifesté son opposition à la promulgation du codicille, était remplacé aussi à la guerre par don Juan Antonio Monet; mais loin de tomber en disgrâce, on lui confiait dans ces difficiles circonstances le poste important de capitaine général de la Nouvelle-Castille.

Cinq jours après, quand le nouveau ministère se trouva définitivement constitué, un nouveau décret, plus explicite encore que le précédent, accordait à la reine seule la signature pour tout le temps de la maladie du roi. Christine tenait entre ses mains l'autorité suprême, avec le droit de l'exercer dans le but avoué d'assurer à sa fille le trône d'Espagne.

On se fera facilement une idée de l'impression douloureuse avec laquelle les carlistes, tout à l'heure si assurés du succès, durent assister à ce revirement inattendu; la retraite de Calomarde fut surtout pour eux un coup fatal, car ce ministre, tout en paraissant rester fidèle à Ferdinand, préparait avec la plus dangereuse sagacité tous les éléments nécessaires pour que don Carlos fût reconnu sans difficulté. A la tête des capitaineries générales les plus importantes se trouvaient des hommes comme Eguia, le comte d'Espagne, Gonzalez Moreno, José O'Donnell, amis dévoués

du parti apostolique; les places les plus fortes étaient occupées par d'anciens chefs de bande, comme Sampère, Romagosa, Santos Ladron; et la police entière du royaume fonctionnait exclusivement en haine des libéraux, en faveur des carlistes. Tout cet échafaudage si habilement construit allait être renversé d'un coup, et peut-être Ferdinand vivrait-il assez pour donner aux christinos tout le temps d'organiser pour eux-mêmes le pouvoir central.

Calomarde, déchargé du ministère, avait été d'abord relégué par le roi dans son village natal, à Olva d'Aragon; il s'y rendit et y vécut quelque temps d'une manière ostensible; mais ses manœuvres secrètes, ses relations avec tout le clergé espagnol faisaient de lui un personnage trop dangereux. Le ministère décida qu'il serait enfermé dans la citadelle de Minorque et privé de toute communication avec le dehors; un silence complet aurait dû précéder l'exécution de cette mesure, mais elle fut divulguée. Calomarde fut prévenu à temps par de hauts prélats; il s'enfuit d'Olva, resta caché pendant quelque temps dans le couvent des franciscains de Hijar, puis parvint enfin, sous un costume de moine et à force de corruption, à se réfugier sur le territoire français. L'ex-ministre établit sa résidence à Toulouse, où il vécut jusqu'en 1842, triste, affecté, mécontent de lui-même, également odieux aux deux partis qui allaient se disputer le triomphe en Espagne, et n'ayant su conquérir pendant sa longue traversée au pouvoir que la haine de ses concitoyens et le mépris de la postérité.

Aucune agitation vraiment sérieuse n'avait eu lieu dans les provinces pendant les graves moments où Ferdinand VII avait passé pour mort. La Castille avait été remuée par des circulaires du capitaine général José O'Donnell, ostensiblement favorables à don Carlos; en Catalogne, le comte d'Espagne avait chargé le colonel Segarra de parcourir tous les

villages pour leur annoncer prématurément la grande nouvelle; à Carthagène, un régiment tout entier avait été harangué ouvertement contre la succession directe par son chapelain. Mais là s'étaient bornés tous les témoignages de l'effervescence publique.

Des événements non moins graves s'étaient accomplis en Portugal, et par l'action immédiate qu'ils exerçaient sur les destinées de l'Espagne ils méritent de fixer notre attention. Depuis 1828, l'infant don Miguel était revêtu dans ce pays de l'autorité suprême; d'abord investi des fonctions de régent, aux termes de la charte octroyée par son frère don Pedro, il avait abusé de son autorité pour miner peu à peu le terrain; et dès que le moment lui avait paru opportun, il s'était approprié l'exercice complet de la souveraineté et avait forcé sa nièce, doña Maria da Gloria, à se réfugier en Angleterre, où ses droits avaient été pleinement reconnus par le gouvernement anglais. Les provinces de terre ferme s'étaient soumises à don Miguel, mais dans les îles Açores l'autorité de la jeune reine s'était maintenue, et de là les chartistes, ou partisans de don Pedro, continuaient à inquiéter leur adversaire. Ferdinand s'était empressé de reconnaître officiellement celui qui lui rendait le service de détruire à Lisbonne le régime constitutionnel, et quoique son exemple n'eût pas trouvé d'imitateurs en Europe, où don Miguel était généralement considéré comme un usurpateur, le cabinet de Madrid persistait dans cette voie, qui seule lui semblait conforme à ses véritables intérêts.

Tous les diplomates espagnols accrédités auprès des puissances étrangères, O'Falia à Paris, Zea Bermudez à Londres, Cordoba à Berlin, avaient pour mission de faire accepter le nouveau souverain par toutes ces cours, et de le faire peu à peu admettre dans le concert européen; mais, pour faciliter ce résultat, il eût fallu que don Miguel se résignât à suivre

un système politique régulier et modéré; loin de là, sans aucun ménagement pour les personnes et les propriétés, furieux de l'opposition qu'il rencontrait de toutes parts, il remplissait les prisons, traînait aux galères une partie de la population, et suivait à Lisbonne le triste exemple que lui donnait le comte d'Espagne en Catalogne. Aussi la terreur était-elle l'unique base de son autorité, et pouvait-on justement supposer que le moindre effort parviendrait à le renverser.

Déjà deux fois l'usurpateur avait eu à subir une rude humiliation; d'abord il lui avait fallu céder aux exigences de l'Angleterre ordonnant la mise en liberté de quelques-uns de ses nationaux. Plus tard, sur son refus d'accorder à M. Casimir Périer les justes réclamations qu'il lui adressait au nom de la France, l'amiral Roussin avait forcé l'entrée du Tage, avait fait prisonnière dans ses propres eaux toute l'escadre portugaise, avait éteint le feu des forts qui la protégeaient, et devant les quais de Lisbonne avait contraint les ministres de don Miguel à venir signer sur son vaisseau une convention qui assurait à la France la réparation de tous les torts dont elle se plaignait légitimement.

Les malheureux Portugais, qui n'avaient point à leurs dispositions les canons de la France et de l'Angleterre, attendaient avec impatience un sauveur; mais ils étaient tellement démoralisés par les persécutions, qu'ils se sentaient eux-mêmes incapables du moindre effort. Un événement inespéré ayant décidé l'empereur don Pedro à abdiquer en faveur de son fils, la couronne du Brésil vint cependant les tirer tout à coup de leur torpeur.

Ce prince, naturellement disposé pour les entreprises aventureuses, avait gardé au fond de son cœur un profond ressentiment contre son frère don Miguel pour avoir expulsé du Portugal sa fille doña Maria et renversé la charte qu'il

avait établie. Sous cette impression, à peine eut-il assuré la couronne du Brésil sur la tête du successeur qu'il avait choisi, qu'il s'embarqua pour l'Europe, décidé à tenter la force des armes pour rétablir doña Maria à Lisbonne.

Don Pedro se rendit d'abord à Paris, où il fut favorablement accueilli par le gouvernement français et par les émigrés espagnols et portugais. Les mêmes hommes qui, après 1830, avaient fait de si vains efforts pour envahir l'Espagne septentrionale jugèrent facilement exécutable le projet de don Pedro et lui offrirent leur concours pour mener à bien son entreprise, dans la pensée que le triomphe de la liberté en Portugal rejaillirait forcément sur l'Espagne. Le général Espoz y Mina offrit généreusement l'appui de son ardent courage, de son active persévérance et de sa vieille expérience ; Mendizabal mit en œuvre sa dévorante activité et le don spécial que la nature lui avait donné pour trouver des ressources de tout genre. Grâce au prestige qui en peu de temps à Londres et à Paris vint entourer l'entreprise de don Pedro, sous la seule garantie de la régence installée dans les îles Açores, un emprunt de 100000 livres sterling fut souscrit par la maison Ardoin ; des navires furent achetés, une petite escadre fut bientôt en état de mettre à la voile ; quelques régiments furent équipés, et une expédition, organisée d'abord à Plymouth, puis à Belle-Isle, se dirigea sur les Açores, d'où, au mois de juillet 1832, elle se transporta enfin sur les côtes du Portugal.

Don Pedro commandait lui-même l'expédition ; il comptait beaucoup de partisans dans la cité d'Oporto, et entretenait des relations avec le chef qui la gouvernait. Il n'eut qu'à se présenter (8 juillet), et la ville fut immédiatement et sans défense remise entre ses mains. L'importance d'Oporto, la seconde cité du royaume, donnait une grande valeur à ce premier succès ; mais son exemple ne fut pas suivi par le

reste du pays : l'armée resta fidèle à don Miguel, et celui-ci se trouva bientôt assez fort pour enfermer son frère dans les murs d'Oporto et le bloquer par terre et par mer. En outre de ses ressources personnelles, il croyait pouvoir compter sur un corps d'armée que le gouvernement espagnol avait mis en observation à la première nouvelle du débarquement des constitutionnels, et dont il avait de nouveau confié le commandement au général Saarsfield ; mais les événements de la Granja contribuèrent à éloigner ce corps de la frontière, et une des principales divisions qui le composaient, celle du général Pastor, fut instantanément rappelée dans les environs de Madrid : elle était chargée d'assurer l'exécution des décrets qui remettaient le pouvoir aux mains de Christine.

Pendant près d'une année, les deux frères devaient rester face à face l'un de l'autre à la tête de leurs partisans respectifs : l'un maître nominal du royaume entier et cherchant à subjuguer la ville rebelle autour de laquelle il avait établi un blocus rigoureux ; l'autre appuyé sur la seule cité d'Oporto, à la tête d'une petite armée d'environ 6 000 hommes, décidé à sortir triomphant de la difficile entreprise dans laquelle il s'était engagé.

Les partisans de don Pedro avaient compris que le seul moyen de triompher était d'attirer de divers côtés à la fois l'attention de l'adversaire, afin de faciliter à leurs propres partisans, disséminés dans tout le territoire, les moyens de s'unir et de s'entendre ; aussi, tandis que le père de doña Maria se maintenait dans Oporto, on préparait soigneusement en Angleterre une nouvelle expédition destinée aux Algarves et à l'Alentejo ; les préparatifs ne devaient en être achevés que dans la seconde moitié de l'année suivante. D'ici là les esprits restaient en suspens en Portugal entre don Miguel et doña Maria, comme ils commençaient déjà à l'être en Espagne entre don Carlos et Christine.

CHAPITRE VI

LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ DE ZEA BERMUDEZ.

(Du 16 octobre 1832 au 29 septembre 1833.)

Christine sent la nécessité de s'appuyer sur le parti libéral pour triompher des prétentions de don Carlos. — Décret d'amnistie. — Ouverture des Universités. — L'évêque de Leon est renvoyé dans son diocèse. — Llauder en Catalogne remplace le comte d'Espagne. — Séditions diverses par lesquelles le parti apostolique manifeste son mécontentement : au Ferrol, à Santiago, à Valence, à Madrid, à Leon. — Organisation d'une régence secrète. — Le roi reprend la signature et donne sa sanction à tous les actes de la reine Christine. — Il modifie le ministère dans un sens moins libéral, mais il prend certaines précautions contre les menées de don Carlos. — Ligne politique suivie par Zea Bermudez ; son despotisme éclairé. — Envoi en Portugal de Luis Fernandez de Cordoba ; rôle difficile que ce diplomate a à remplir.— Protection constante accordée à don Miguel par le gouvernement espagnol. — Ferdinand lui demande de rappeler à Lisbonne la princesse de Beira.— Il y consent.— Don Carlos manifeste le désir d'accompagner sa belle-sœur. — Son départ en Portugal. — Correspondance échangée entre les deux frères. — Proclamation de l'infante Isabelle comme princesse des Asturies. — Protestation officielle de don Carlos. — Alliance de don Miguel et de don Carlos. — Ils identifient leur cause à celle des apostoliques. — Succès obtenus par don Pedro et triomphe définitif de son expédition. — Ses troupes entrent victorieuses à Lisbonne. — Efforts des partisans de don Carlos en Catalogne, dans les provinces basques, à Madrid. — Les libéraux se maintiennent dans un état d'observation. — Mort de Ferdinand VII. — Sa longue administration n'aboutit qu'à l'organisation de tous les éléments d'une guerre civile de sept années.

La chute de Calomarde avait été le signal d'une modification complète non-seulement dans la marche du gouvernement, mais encore dans les tendances générales de l'opinion publique en Espagne.

En effet, tandis que Ferdinand, éclairé sur les intentions de son frère et sur les dispositions du parti apostolique, avait compris que sa descendance directe aurait à subir de leur part une terrible attaque, un généreux mouvement avait entraîné à la Granja, auprès de Christine, les principaux représentants de la haute aristocratie qui aspiraient à un système politique plus éclairé, plus conforme aux progrès des sociétés modernes. Ce premier symptôme annonçait que le parti libéral tout entier consentirait à prendre sous sa protection la fille de Ferdinand VII, pour peu que certaines concessions lui fussent accordées.

Il ne manqua point de conseillers intelligents auprès de la reine Christine pour lui faire comprendre cette situation, et leurs avis donnèrent naissance à deux décrets qui reçurent dans la Péninsule deux accueils bien différents. Ils excitèrent la plus extrême allégresse chez tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachaient au grand parti libéral, et ils soulevèrent au contraire la fureur de tous les apostoliques, comme annonçant enfin la dernière heure de leur longue domination.

L'un de ces décrets ordonnait la réouverture des Universités, fermées depuis le mois d'octobre 1830; l'autre accordait une amnistie générale, sans autre exception que celle des députés qui avaient voté la déchéance du roi à Séville et de ceux qui avaient commandé une force armée contre la souveraineté royale. Et encore la régente, dans son décret, avait-elle manifesté que cette exception n'était faite qu'à son plus grand regret : on pouvait induire de ses paroles que, si la volonté de Ferdinand restait hostile à la rentrée de ces quelques émigrés, la sienne à l'avance leur était déjà complétement favorable (note G).

Ces deux actes furent les gages de l'alliance qu'offrait aux libéraux la descendance directe de Ferdinand; ils détermi-

nèrent immédiatement dans les esprits un mouvement irrésistible et vinrent donner un nouveau caractère aux événements.

L'armée se déclara presque tout entière en faveur de Christine, et de tous côtés cette princesse reçut des protestations de dévouement, la plupart sincères ; la plus notable fut celle de l'inspecteur général d'infanterie, vice-roi de Navarre, don Manuel Llauder, le vainqueur de Vera, qui, placé depuis huit ans à la tête de la plus nombreuse partie de l'armée, contribua beaucoup par son empressement à décider tous les colonels de régiment à suivre l'impulsion qu'il leur donnait. Quant aux vingt mille émigrés qui sur la terre étrangère supportaient avec peine les douleurs de l'exil, ce fut avec des transports de joie qu'ils accueillirent une décision aussi inespérée ; avides de retourner pour la plupart au sein de leurs familles, et pressentant la gravité des événements qu'allait occasionner la mort de Ferdinand VII, ils se hâtèrent de repasser la frontière, et leur seule présence devait relever l'état général de l'opinion publique, si abattue par neuf ans d'un despotisme ininterrompu.

Non contente de prendre des dispositions légales, Christine s'occupa également des mesures administratives au moyen desquelles elle pouvait briser les chaînes dont l'avait enveloppée le génie astucieux et prévoyant de Calomarde. Elle se hâta d'éloigner du palais l'évêque de Leon, dont l'énergie et la décision étaient à redouter ; la capitainerie générale de la Galice fut enlevée à Eguia et donnée à don Pablo Morillo, comte de Carthagène ; celle de la Vieille-Castille fut retirée à José O'Donnell, dont les manœuvres à Valladolid avaient été remarquées pendant tout le mois de septembre ; Gonzalez Moreno fut remplacé à Grenade et Malaga par l'ancien ministre de la guerre de 1820, le marquis de las

Amarillas. La superintendance de la police fut donnée au brigadier constitutionnel San Martin, l'ancien vainqueur de las Platerias ; on enleva aux chefs de bande les forteresses dont la garde leur avait été si malicieusement confiée ; on supprima l'inspection générale des volontaires royalistes ; enfin on résolut d'enlever au comte d'Espagne et à ses deux compagnons Villemur et Oñate le gouvernement de la Catalogne.

Cette dernière opération était la plus importante, la plus grave et la plus difficile à exécuter ; pendant ses cinq années de domination, le comte d'Espagne avait eu le temps de grouper autour de lui tous les éléments de ce même parti carliste qu'il avait dompté en 1827 ; en déployant ses instincts sanguinaires contre les libéraux, il avait bientôt rallié autour de lui le clergé fanatique, les campagnes intolérantes, les anciens chefs de bande et tous les volontaires royalistes : ces éléments étaient tous entre ses mains. Songerait-il à résister et oserait-il le premier arborer la bannière de don Carlos ?

Après avoir longtemps cherché à qui elle pourrait confier la difficile mission de remplacer le comte d'Espagne et de diriger désormais la Catalogne dans une voie administrative favorable à ses vues, Christine fixa les yeux sur don Manuel Llauder, Catalan d'origine, et déjà compromis en sa faveur par une énergique proclamation, en lui recommandant de ne pas perdre un seul instant avant de prendre possession de son nouveau poste. Llauder comprit toute l'importance de la mission qui lui était confiée, se rendit en poste de Pampelune, où il résidait, à Madrid, puis de Madrid à Barcelone, évita avec bonheur une embuscade qui lui était tendue, et se présenta dans la capitale de la Catalogne avant que le comte d'Espagne, incertain, troublé, se fût encore arrêté à aucune détermination (18 décembre 1832). Déjà

Llauder s'était fait reconnaître par ses nouveaux administrés, et déjà la ville commençait à se persuader qu'elle était enfin délivrée du tyran qui l'avait tant fait souffrir, lorsque le comte entreprit par une démarche hardie de décider ses partisans à un mouvement. Mais au lieu des acclamations qu'il attendait, ce fut une tempête d'imprécations qu'il déchaîna contre lui; Llauder eut les plus grandes peines à l'arracher à la haine générale dont il était l'objet; il fallut lui donner asile dans la citadelle, puis sur un navire de guerre, et l'expédier ensuite à la citadelle de Mayorque, d'où il eut plus tard le bonheur de s'échapper. Ce fut un beau moment pour Barcelone de se sentir enfin délivré du monstre qui l'avait opprimée si longtemps; et Llauder, en administrateur habile, profita avec talent de cette allégresse enthousiaste pour transformer radicalement toute l'organisation du pays, enlever les armes aux apostoliques, organiser des milices urbaines, et, ce qu'on commit la faute de ne faire nulle part ailleurs, supprimer les bataillons de volontaires royalistes.

Nulle part les apostoliques n'eussent été en meilleure situation qu'en Catalogne pour commencer les hostilités; et on ne peut comprendre que par l'absence de toute direction l'abandon qu'ils firent en cette circonstance des ressources de toute cette province, qu'ils avaient réellement entre leurs mains. Ailleurs ils se montrèrent plus hardis, quoique sans aboutir à aucun résultat : au Ferrol, à Santiago, à Valence, particulièrement à Leon, où, sous la direction de l'évêque, les bataillons de volontaires royalistes se mirent en rébellion ouverte, et durent prendre la direction de la frontière après avoir vu leur tentative déjouée par l'énergie des autorités et l'hostilité des populations. Dans la capitale, ils pouvaient compter sur la coopération des mêmes gardes, à qui était confiée la protection de la famille royale; et afin de pouvoir

garantir sa propre personne contre leurs machinations, Christine dut consentir à ce que de nombreuses éliminations fussent faites dans ce corps privilégié. Cette mesure avait un dangereux résultat, celui de former immédiatement le noyau d'une faction ennemie; mais, en somme, il valait mieux avoir ces ennemis devant soi que de s'abandonner à leur douteuse fidélité.

Don Carlos persistant à ne vouloir donner lui-même aucune direction à ses partisans tant que son frère vivrait, tous ces mouvements étaient le fruit unique de l'exaltation de certains personnages trop pressés de se mettre en avant; ils eussent été prématurés s'ils n'avaient été nécessaires pour la bonne issue de sa cause; mais il est évident qu'en perdant toutes les positions qu'ils occupaient, les apostoliques se privaient de tous les avantages dans la lutte prochaine. Beaucoup d'amis de don Carlos pensaient d'une tout autre manière que lui; aussi, tandis qu'il affectait une extrême fidélité à son frère, sous l'initiative de doña Francisca et de la princesse de Beira, une régence secrète, composée du général José O'Donnell, de l'évêque de Leon et du général des jésuites, prenait en main la direction générale du parti apostolique et commençait la lutte; et une autre junte, dont faisaient partie les comtes de Negri et de Prado, les généraux Grimarest et Maroto, et l'intendant Marco del Pont, préparait à la fois un mouvement dans les montagnes de Tolède et une insurrection dans l'enceinte même de la capitale.

Toutes ces agitations n'auraient eu aucune gravité réelle, si, persistant avec conviction dans la ligne qui avait été inaugurée, le gouvernement avait continué à rallier autour de lui tous les amis des institutions libérales; mais pouvait-on attendre de Ferdinand une sérieuse et ferme résolution de persister dans cette voie? Les deux décrets des

Universités et de l'amnistie avaient même dépassé à ses yeux la mesure des concessions qu'il songeait à faire ; à peine eurent-ils été promulgués et eurent-ils produit leur effet, que des circulaires et des mutations inopportunes vinrent arrêter l'exaltation des esprits, contenir l'enthousiasme et refroidir l'ardeur générale en faveur de la succession directe.

Ce fut d'abord, le 15 novembre 1832, un manifeste dans lequel la reine elle-même menaçait du glaive de la loi tous ceux qui acclameraient une autre forme de gouvernement que la monarchie *seule et pure*, telle que Ferdinand l'avait héritée de ses ancêtres. Ce fut ensuite le remplacement des deux ministres qui accusaient les aspirations les plus libérales, Cafranga et Monet, par deux personnages rattachés plus intimement à l'ancienne politique du souverain, Francisco Fernandez del Pino, et l'ancien ministre de la guerre, don José de la Cruz.

L'inspirateur de ce manifeste et la cause réelle de ces modifications ministérielles était le principal personnage de la nouvelle situation, l'ancien ambassadeur à Londres, Zea Bermudez. Nous avons vu qu'il fut mis en possession du principal portefeuille et appelé à devenir le véritable chef de l'Etat, dès que le roi eut repris la signature des mains de la reine Christine, dont il avait au reste approuvé tous les actes, et à qui il s'était plu à donner des témoignages publics de sa satisfaction pour la manière dont elle avait administré pendant sa maladie (4 janvier 1833). Cet homme d'Etat, dont les théories plaisaient vivement à Ferdinand, avait inventé un mot pour caractériser le nouveau système par lequel on voulait décider la nation à accepter la succession directe. *Despotisme éclairé*, telle était pour le monarque la formule du nouvel ordre de choses qui devait remplacer le système de Calomarde ; c'était, chose curieuse, un retour complet aux anciennes théories de ce favori détesté, de ce

prince de la Paix auquel le fils de Charles IV avait voué une haine mortelle. Zea Bermudez plaçait l'autorité monarchique au-dessus de tout, se déclarait disposé à la soutenir avec la plus grande énergie aussi bien contre les apostoliques furieux que contre les libéraux, et ne craignait pas d'annoncer une opposition irréconciliable à toute innovation politique et religieuse; mais sur le terrain des réformes administratives, il reconnaissait que l'Espagne avait besoin d'une direction plus éclairée, plus conforme au progrès des lumières. S'emparant d'une idée qui avait été répandue avec succès par un publiciste distingué, Javier de Burgos, dans un mémoire qui avait acquis une grande notoriété en 1825, il proposa au roi la création d'un ministère spécial du progrès (fomento), qui fut confié au comte d'O'Falia, et dont les attributions excessivement étendues devaient comprendre à la fois tout ce qui avait rapport à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, aux travaux publics, à l'instruction, à la presse, aux postes, aux établissements de bienfaisance, à l'administration des municipalités, à leur gestion financière, aux théâtres, etc...

Il n'y avait dans le système de Zea Bermudez que des approbations à donner à ses tendances de réforme administrative; jamais pays n'avait eu plus besoin de ministres spécialement occupés de développer son bien-être sous tous les aspects, moral, intellectuel et matériel; mais autant ce système eût été habile et adroit en 1815 et 1824, au commencement des deux grandes périodes de la domination absolue de Ferdinand, autant il devait être impuissant et inefficace quand tout annonçait une nouvelle crise politique, une lutte sérieuse entre les deux grands principes de la monarchie absolue et de la révolution.

Comment les apostoliques pourraient-ils accueillir un ministre qu'ils accusaient de travailler contre eux dans l'avenir,

alors même qu'il paraissait dans le présent décidé à soutenir le *statu quo?* Comment les libéraux pourraient-ils appuyer un homme d'Etat qui se déclarait solennellement hostile à toute innovation politique, alors que les institutions qui régissaient le pays étaient partout dirigées contre la liberté?

Ferdinand et Zea Bermudez se condamnaient, par la ligne qu'ils avaient choisie, à rester tout seuls au milieu d'un pays divisé en deux grandes factions, à se faire également haïr de l'une et de l'autre, et à préparer une terrible guerre civile en excitant jusqu'au dernier degré leurs désirs et leurs passions.

Nulle part l'inconvenance de ce système n'apparaît d'une manière plus évidente que dans les relations extérieures avec le Portugal, où les deux partis se trouvaient déjà en présence les armes à la main. Zea Bermudez prétendait se maintenir ouvertement favorable à la cause de don Miguel, dont le despotisme n'avait certes rien d'éclairé; il se séparait, en agissant ainsi, de tout l'élément libéral et constitutionnel, qui faisait ouvertement des vœux pour don Pedro, qu'aidaient de toutes leurs forces Mina et Mendizabal, deux des principaux représentants de l'émigration. Zea avait senti la nécessité d'avoir à la cour de Lisbonne un représentant très-actif et très-intelligent, qui pût le tenir au courant de tous les événements dont le Portugal était alors le théâtre, et ses yeux s'étaient fixés sur don Luis Fernandez de Cordoba, dont nous avons eu souvent occasion de rappeler la faveur auprès de Ferdinand. Le rôle de cet ancien militaire devenu diplomate était difficile : il devait modérer autant qu'il serait en son pouvoir les instincts fanatiques et cruels de don Miguel; continuer les efforts du gouvernement de Ferdinand VII pour amener à le réconcilier avec les cours de Paris et de Londres, toujours mal disposées contre lui;

détacher autant que possible ce monarque du parti apostolique, sur lequel se fondaient toutes ses espérances, et empêcher qu'une alliance trop intime, qu'on apercevait déjà, ne s'établît entre lui et l'infant don Carlos. Cordoba, doué d'un esprit souple et adroit, parvint dans l'origine à persuader le souverain auprès duquel il était accrédité de la nécessité d'un système plus modéré et de quelques concessions aux exigences des cabinets étrangers. Mais au moment où il croyait l'avoir détaché déjà avec quelque succès de son alliance intime avec les apostoliques, une circonstance que les exigences de sa propre cour vinrent à produire rejeta complétement don Miguel entre leurs mains et détermina l'alliance intime entre lui et don Carlos, qu'il avait cherché si justement à empêcher. C'est que la force des choses était très-supérieure à la mission impossible qui lui avait été confiée.

Justement mécontent de la conduite tenue pendant les événements de la Granja par la princesse de Beira, Ferdinand ordonna à son ambassadeur à Lisbonne d'insister auprès de don Miguel pour qu'il rappelât auprès de lui cette infante portugaise. Cordoba dut obéir à cet ordre et obtint en effet le rappel sollicité ; mais le caractère et les relations de la princesse étant connus, l'unique fruit que l'on devait retirer de cet acte impolitique était de faire dominer l'influence des amis de don Carlos dans la cour de Lisbonne et de donner au prétendant espagnol une action très-puissante sur la marche des événements en Portugal. La princesse de Beira devait annuler immédiatement tous les efforts de Cordoba.

Si mal combiné déjà par le monarque espagnol, cet événement vint encore se compliquer par le fait d'une résolution prise par don Carlos ; l'ancienne intimité des deux fils de Charles IV avait subi, comme il est facile de le conce-

voir, une forte atteinte depuis le mariage de Christine et la naissance de la princesse Isabelle. Les deux frères gardaient bien encore dans tous les détails de la vie privée la même apparence de tendresse et de bonne harmonie qu'ils avaient su conserver jusque-là au milieu de toutes les péripéties de leur existence, mais au fond il y avait entre eux une hostilité qui rendait déjà la vie commune insupportable. La révocation officielle du codicille par lequel le 18 septembre avait été abrogée la pragmatique sanction de 1830, révocation effectuée le 21 décembre 1832 dans un acte public auquel le roi s'était efforcé de donner la plus grande solennité, en consolidant les droits d'Isabelle, avait exaspéré l'irritation contenue de son adversaire (note H).

Aussi, désireux de rompre enfin la situation compromettante où il se trouvait au palais, ne pouvant plus influer sur la marche politique, depuis que le roi lui-même avait repris la signature et que Christine assistait à tous les conseils, sachant qu'il était l'objet spécial de l'attention de Ferdinand, ne voulant pas en outre assister à une cérémonie qu'on annonçait comme prochaine : la proclamation d'Isabelle comme princesse des Asturies et future reine d'Espagne au sein des Cortès, et aussi calculant qu'en dehors de la cour il lui serait plus facile de rallier tous ses partisans et d'organiser un centre d'action, don Carlos songea à accompagner la princesse de Beira en Portugal et demanda à son frère l'autorisation de la reconduire lui-même à Lisbonne avec toute sa famille. Cette autorisation lui fut accordée, et Cordoba se trouva avoir en face de lui (mars 1833) tous les membres de la famille royale espagnole et portugaise qui avaient fait de leur cause celle de tout le parti apostolique dans la péninsule ibérique. Il n'était pas douteux que don Miguel, entraîné déjà par ses propres instincts, céderait immédiatement à une pression énergique qui paraissait lui apporter en

même temps un concours très-précieux pour l'avenir, et qu'il se détacherait peu à peu des faibles liens par lesquels Zea Bermudez cherchait à le rattacher à sa politique. Ce fut en effet ce qui arriva : à peine installé à Ramalhao, lieu qu'il avait choisi pour sa résidence, don Carlos entra en communications suivies avec don Miguel, qui était à la fois son neveu et son beau-frère, obtint de lui une coopération efficace, active et puissante pour préparer la revendication de ses droits, et contracta avec lui des engagements très-étroits, malgré les efforts de Cordoba, qui recevait l'ordre contradictoire de maintenir à la fois les meilleures relations avec don Miguel et de s'opposer à une alliance trop intime entre ce prince et l'infant espagnol. Des menaces suivies d'exécution auraient pu seules permettre à Cordoba de faire respecter ses conseils; comme, loin de menacer, il affectait toujours les meilleures intentions, don Miguel le laissait dire, passait outre et persévérait avec soin dans la ligne de conduite qui lui paraissait la seule vraiment avantageuse, en vue de la mort prochaine de Ferdinand et de l'avénement probable de don Carlos au trône d'Espagne.

Cependant, par une conséquence naturelle, le même changement de résidence qui venait accroître les forces du parti apostolique en Portugal contribua beaucoup à les débiliter à Madrid, au sein même du gouvernement espagnol. Le décret d'amnistie reçut une nouvelle amélioration par de nouvelles prescriptions qui facilitèrent aux émigrés et aux non-purifiés les moyens de rentrer en possession de leurs biens, soldes, pensions, décorations et honneurs (22 mars 1833). Le nom de Cortès, jusque-là presque interdit, fut de nouveau répété avec empressement sitôt qu'on vit apparaître (4 avril 1833) une ordonnance royale qui, pour la proclamation de l'infante Isabelle, convoquait pour le 20 juin prochain, dans l'église de San Geronimo de Madrid, tous les prélats, grands,

nobles titrés et les députés des cités et des villes ayant droit de vote aux Cortès. Cette convocation n'était nullement une satisfaction aux besoins modernes : le gouvernement ne se préoccupait point d'assurer la représentation exacte du pays et ne voulait pas appeler les vrais députés de la nation pour lui en faire connaître les doléances; il ne songea qu'à appeler à une cérémonie publique tous ceux qui, suivant les anciennes lois de la monarchie, suivant celles, par exemple, qui avaient présidé à la convocation de 1789, avaient droit et mission d'assister aux anciennes Cortès; les représentants convoqués ne devaient pas se réunir pour délibérer, présenter des cahiers, faire des pétitions et observations : ils devaient proclamer et jurer; rien de plus. Malgré tout, néanmoins, le décret fut accueilli avec enthousiasme, et la nation, comme jalouse de se cacher à elle-même les maux qui la menaçaient, songea à manifester par de grandes réjouissances publiques la part qu'elle prenait à un événement qui avait pour but de fixer son avenir et qui le fixait positivement, quels que fussent les embarras que les régences entraînent avec elles.

La cérémonie solennelle eut lieu le 20 juin 1833; on avait invité nominativement tous les prélats, grands et nobles titrés sur la sympathie desquels on savait pouvoir compter, et le nombre en était suffisant pour faire supposer qu'ils étaient la représentation de leur classe. De la famille royale, l'infant don Francisco et l'infant don Sebastian n'hésitèrent pas à prononcer le serment qui leur fut demandé; don Carlos n'avait garde de quitter sa résidence de Ramalhao pour assister à un acte semblable : lui et ses amis n'y voyaient qu'une occasion de compter leurs véritables adhérents, et un mot d'ordre de rigoureuse abstention avait été donné à tous leurs partisans. De grandes fêtes auxquelles le public s'associa avec empressement, non-seulement à Madrid, mais

dans toutes les capitales de province, rehaussèrent aux yeux du peuple l'importance de cette cérémonie et entourèrent dès son berceau la jeune héritière de tout le prestige de la vieille monarchie.

A mesure que Ferdinand accumulait les actes légaux en faveur de la descendance directe, il attachait une importance de plus en plus grande à obtenir l'acquiescement de son frère à sa volonté souveraine ; quoique déjà prévenu par les événements de la Granja, il lui adressa par l'intermédiaire de l'ambassadeur Cordoba un ordre royal pour lui demander quand il comptait reconnaître lui-même l'héritière déjà proclamée. Don Carlos, mis en demeure, profita de l'occasion pour prendre aux yeux du public l'attitude définitive de prétendant.

Il écrivit directement à son frère une lettre qu'il s'empressa de rendre publique et où se trouvaient ces quelques lignes :

« Tu désires savoir si j'ai ou non l'intention de reconnaître ta fille comme princesse des Asturies. Que je souhaiterais pouvoir le faire ! Ma conscience et mon honneur ne me le permettent pas. J'ai des droits si légitimes à la couronne, du moment où je te survis et où tu ne laisses pas de postérité mâle, que je ne saurais ne pas en tenir compte : ces droits, Dieu me les a donnés quand il a voulu que je naquisse, et Dieu seul peut me les enlever en t'accordant un enfant mâle, ce que je voudrais autant et peut-être plus que toi-même ; en outre, je défends les droits de tous ceux qui sont appelés après moi. Je me vois donc obligé de t'envoyer la déclaration ci-jointe, que je te fais en toute formalité à toi et aux autres souverains, à qui j'espère que tu la communiqueras. Adieu, mon très-cher frère de mon cœur ; je suis toujours à toi, je t'aime toujours, tu es toujours présent dans les prières de ton très-aimant frère.

« CARLOS. »

La déclaration était ainsi conçue :

« Sire,

« Moi, Carlos-Marie-Isidore de Bourbon, infant d'Espagne, intimement convaincu de mes légitimes droits à la couronne d'Espagne, dans le cas où je vous survivrais sans que vous laissiez de fils mâle, je dis que ma conscience et mon honneur ne me permettent pas de jurer et de reconnaître d'autres droits, et je le déclare ainsi.

« Votre affectionné et fidèle vassal,

« L'infant don CARLOS. »

Ramalhao, 29 avril 1833.

En réponse à cette déclaration, Ferdinand écrivit à son frère que, sans songer à violenter sa conscience, il lui défendait nonobstant de revenir en Espagne, *pour des raisons de la plus haute politique, en considération des lois du royaume*, qui, disait-il, le disposaient ainsi *expressément, et pour sa propre tranquillité, qu'il désirait autant que le bien de ses peuples*. Il lui accordait une autorisation pour entreprendre de suite un voyage aux Etats pontificaux, le priant de l'informer des points qu'il aurait choisis pour s'embarquer et pour y fixer sa résidence, et mettait à sa disposition un navire de guerre pour l'y conduire. Se basant sur le principe que les gouvernements étrangers ne doivent pas intervenir dans le régime intérieur de l'Etat, il manifestait en outre ne pouvoir communiquer sa déclaration aux souverains étrangers. Les formules de salutation étaient toujours pleines de tendresse et respiraient une affection qui faisait un curieux contraste avec le fond même de l'écrit. Don Carlos se soumit au bannissement qui lui était imposé, mais il n'entrait pas dans ses plans d'abandonner le Portugal ; aussi à peine eut-il reçu l'ordre de se rendre en Italie, qu'il se préoccupa des moyens de ne pas l'exécuter. Il ne voulait pas refuser ouvertement

à son frère une obéissance qu'il avait toujours affecté lui devoir, mais il inventa une foule de prétextes pour ne pas se rendre à son désir. La correspondance qui s'établit entre les deux frères à cette occasion, et qui a été publiée, n'est, de la part de l'infant, qu'une série d'inventions successives pour excuser son séjour en Portugal, et de la part du roi qu'une réfutation des vains prétextes mis en avant et un effort constant pour éloigner tous les obstacles qui s'opposaient au départ.

Don Carlos prétextait d'abord le manque d'argent, puis l'impossibilité de se transporter à la côte à cause du choléra, puis la nécessité d'assister aux fêtes du corpus à Mafra, puis le besoin de se rendre à Coïmbre auprès de don Miguel ; cette dernière raison mit le comble au mécontentement de Ferdinand, qui commença à laisser le ton de l'amitié fraternelle pour prendre celui du roi mécontent ; il voulut que son frère décidât positivement s'il entendait oui ou non obéir ; mais tout ce qu'il obtint, ce fut une réponse fière et dédaigneuse de don Carlos, que, s'il abandonnait le Portugal, il aurait l'air d'un fugitif ayant commis une mauvaise action ; qu'il ne pouvait pas accepter cette honteuse situation, et que s'il était coupable il demandait à être jugé suivant les lois du royaume (juillet 1833) (note I).

A partir de cette époque, don Carlos est un chef de parti, tout à fait en opposition avec son souverain ; et bien qu'il se donne encore l'apparence de ne point vouloir susciter la guerre civile avant la mort de son frère, dans sa petite cour de Ramalhao, puis à Mafra, puis à Coïmbre commencent à affluer autour de lui tous les personnages qui ont refusé leur serment à la princesse Isabelle. Des brochures incendiaires partent de là dans toutes les directions pour répandre le doute dans les esprits sur la légalité des dispositions testamentaires de Ferdinand; quelques hommes actifs s'occu-

pent déjà de l'organisation de corps armés ; le baron de los Valles est envoyé en France et en Angleterre afin de persuader leurs deux gouvernements de la justice des prétentions de l'infant espagnol.

Le succès définitif de don Miguel en Portugal eût été pour les apostoliques le présage d'un facile triomphe en Espagne, et ils y comptaient d'une manière presque absolue, quand l'événement vint donner un heureux démenti à leurs espérances. Nous avons laissé l'ancien empereur du Brésil, devenu simple duc de Bragance, don Pedro, soutenant avec énergie dans les murs d'Oporto la cause de sa fille doña Maria (20 juin 1833) ; il résistait depuis une année déjà, quand lui arrivèrent enfin les secours attendus depuis si longtemps, que l'activité de ses partisans, l'habileté de Mendizabal et le concours des libéraux étrangers étaient parvenus à réunir en Angleterre. Don Miguel avait cru, en voyant le pays ne répondre par aucune démonstration aux premiers efforts de son frère, qu'il lui serait aisé de triompher, surtout si l'armée d'observation commandée par le général Saarsfield et organisée par le gouvernement espagnol venait à son secours. Toutefois dans l'origine il se crut assez fort pour réduire lui-même la ville d'Oporto, et il n'insista pas avec trop d'énergie auprès de Ferdinand pour obtenir une intervention armée qui aurait suscité les plus graves difficultés avec la France et l'Angleterre. Il continuait donc avec ses seules ressources le blocus d'Oporto, quand arrivèrent à don Pedro les renforts si impatiemment attendus ; dès ce moment la fortune sembla se déclarer ouvertement contre don Miguel, et une série de désastres vinrent mettre les ressources du Portugal au service de la cause constitutionnelle.

Oporto fut d'abord convenablement ravitaillé, se trouva en mesure de résister à toutes les attaques et devint bientôt

au nord du royaume un foyer d'agitations, d'où s'élancèrent dans toutes les directions des agents et des émissaires dont la libre sortie ne pouvait déjà plus être empêchée.

L'escadre venue d'Angleterre au secours de cette cité remporta ensuite un avantage considérable et inespéré sur la flotte portugaise. Composée de 1 vaisseau de ligne, de 2 frégates, de 2 corvettes, de 2 brigantins et de 5 avisos à vapeur, et commandée par le capitaine anglais sir Charles Napier, elle rencontra en pleine mer, à la hauteur du cap Saint-Vincent, les navires que don Miguel avait envoyés contre elle; la situation du marin anglais était des plus désavantageuses, et tout semblait conspirer contre lui : l'infériorité relative de son escadre, le peu d'aptitude de ses gens à la vie de mer, l'insuffisance de ses ressources de tout genre; mais son audace et sa ténacité suppléèrent à tous ces inconvénients. Il osa attaquer la flotte portugaise, et celle-ci non-seulement se laissa mettre en déroute, mais encore elle fut capturée par son heureux vainqueur (5 juillet 1833).

Tandis que sir Charles Napier, par ce coup d'éclat, attirait sur lui l'attention publique, les amis de don Pedro mettaient enfin à exécution le plan sagement médité qu'ils avaient conçu de soulever le sud du royaume en lançant un petit corps d'armée dans les Algarves; jusque-là les opérations militaires avaient été concentrées aux environs d'Oporto; l'arrivée de 2000 hommes dans les Algarves, et bientôt après dans l'Alentejo, força don Miguel à diviser son armée déjà bien diminuée par suite de nombreuses désertions, et étendit dans tout le Portugal le feu de la guerre civile. Le général Villaflor, qui commandait les troupes libérales, vit bientôt se ranger sous son drapeau presque tous les corps qui étaient envoyés contre lui; il marcha alors directement sur Lisbonne, renversa le 23 juillet, dans les environs de Setubal, une colonne de 6000 hommes qui es-

sayait quelque résistance, et bientôt appelé dans la capitale par les partisans de don Pedro, il y put déclarer d'une manière solennelle le rétablissement de la charte sous le sceptre de doña Maria da Gloria.

Rapidement informé de ce succès, don Pedro s'empressa d'accourir à Lisbonne, et, prévenant l'arrivée de sa flotte, qui ne put se présenter que le 22 septembre, il recevait déjà le 15 août, dans le palais d'Ayuda, l'ambassadeur d'Angleterre chargé au nom de son gouvernement de remplir auprès de la nouvelle régence les fonctions de ministre plénipotentiaire.

Ainsi, tandis que don Carlos, pour contracter une alliance offensive avec don Miguel, prenait vis-à-vis de son frère Ferdinand la situation d'un infant rebelle, son mauvais sort enlevait à ce même moment la couronne des mains de son allié et rendait inefficace l'appui auquel il avait manifesté attacher tant de prix; de Coïmbre, où ils étaient installés, les deux infants chefs du parti apostolique de la Péninsule, appuyés par le général Bourmont, aidés par les légitimistes français, devaient songer à la fois à reprendre Lisbonne et Oporto sur les troupes libérales, en attendant le moment décisif où la mort de Ferdinand, qui s'annonçait comme très-imminente depuis la fin de juillet, permettrait de susciter la guerre civile en Espagne (septembre 1833).

Du reste, dans beaucoup de provinces déjà s'annonçaient les symptômes précurseurs de vives agitations.

En Catalogne, un chef de bandes nommé Tey avait hautement arboré la bannière de don Carlos; appuyé sur une force de volontaires royalistes, il essaya de soulever toute la principauté contre la domination de Llauder; on le fit prisonnier et il fut exécuté, mais ses partisans n'en continuèrent pas moins la propagande qu'ils avaient entreprise. Le pays était inondé de brochures carlistes qui passaient la

frontière en trompant la surveillance de la police ; tous les anciens chefs de 1827, profitant de l'amnistie de 1832, étaient revenus dans le pays et l'agitaient à nouveau dans le même esprit qui leur avait déjà mis une fois les armes à la main.

Dans les provinces basques et dans la Navarre, les agents de don Carlos exploitaient, avec la plus grande habileté, l'idée que seul il pouvait être favorable aux anciens fueros de ces contrées, et qu'obligée de s'appuyer sur les amis de la constitution, la reine Isabelle serait forcée tôt ou tard d'en décréter l'abolition pour les satisfaire. Alarmée par ces rumeurs, l'opinion publique se montrait favorable aux prétentions de l'infant, et quoique la députation générale de Biscaye, au pied de l'arbre de Guernica, eût reconnu solennellement la princesse des Asturies, un observateur attentif aurait facilement deviné que l'influence de son rival y était prépondérante.

A Madrid, un mouvement avait été sur le point d'éclater, lorsque la police prévenue put faire arrêter à temps les principaux membres de la junte carliste, trahis par le chef qui avait été chargé de soulever la province de Tolède. Les comtes de Negri et de Prado, le général Grimarest, le maréchal de camp Maroto, l'intendant del Pont avaient été traduits devant un tribunal ; ils furent bannis de la cour et envoyés dans des places fortes. Leur condamnation n'empêcha point une sédition militaire d'éclater le 30 juillet, mais elle en arrêta les conséquences. Les soldats de la garde royale qui avaient achevé leur engagement demandèrent à être renvoyés dans leurs foyers : le gouvernement accéda à leur demande et la sédition s'apaisa immédiatement.

Pendant ce temps, les libéraux cherchaient aussi de leur côté à s'organiser de manière à pouvoir agir au moment décisif. Quelques jeunes gens de la haute aristocratie avaient

tenté de former, sous le nom de *christinos*, une association armée ; ils avaient été d'abord autorisés au lendemain des événements de la Granja, puis Zea Bermudez avait ordonné leur désarmement; cette mesure les avait mécontentés, et depuis ils cherchaient à se réunir à la Fontana de Oro, comme les patriotes de 1821 et de 1822, pour discuter ouvertement la conduite qu'ils avaient à tenir afin de résister aux tentatives du parti apostolique.

Tel était l'état des esprits quand, le 29 septembre 1833, un numéro extraordinaire de la *Gazette officielle* vint apprendre que Ferdinand VII avait rendu le dernier soupir.

Sa mort, impatiemment attendue par tous ceux qui appartenaient à l'un quelconque des deux grands partis espagnols, devait être le signal d'une longue guerre civile; Ferdinand lui-même, avant de mourir, en avait le pressentiment : il se comparait volontiers au bouchon d'une bouteille de champagne, et disait que le jour où il viendrait à sauter une explosion violente remplirait à l'instant la Péninsule de violence et de sang. Triste métaphore, qui montre à la fois et un certain coup d'œil dans cet esprit bizarre dont toutes les facultés se dirigeaient vers les moyens d'assurer la conservation de sa tyrannie, et en même temps une parfaite conscience de son incapacité ; n'ayant jamais eu l'intention de diriger dans un but déterminé la nation qu'il gouvernait despotiquement, et ne s'étant jamais inquiété que de maintenir son pouvoir contre les ennemis qui cherchaient à l'assaillir, il laissait la monarchie sans prestige, la nation sans boussole, le peuple entier sans confiance dans l'avenir.

Jamais prince n'avait eu une plus belle mission : idole du peuple sur lequel il était appelé à régner, la moindre de ses réformes, le moindre de ses encouragements eussent été accueillis avec des transports de joie et d'enthousiasme. Il ne se servit de sa popularité que pour commettre impuné-

ment les mêmes crimes qui, dans l'histoire de Rome, restent attachés aux noms de Tibère et de Caligula.

La religion et le fanatisme furent toute sa vie pour lui un instrument pur et simple de domination, car au fond il était sceptique et ne se souciait du concours des prêtres qu'autant qu'ils prêchaient aux masses les grandeurs et les bienfaits du régime absolu.

Désireux des flatteries, mais toujours en garde en même temps contre ceux qui voulaient lui imposer une tendance quelconque, il éloignait avec soin de sa personne tous ceux qui, soit par leur caractère, soit par leurs lumières, auraient pu acquérir sur lui une trop grande influence.

Sans aptitude pour les récréations de l'esprit, il recherchait de préférence la société d'êtres vils et vulgaires ; une certaine répulsion le tenait toujours à distance des personnes distinguées et éminentes qui auraient pu le faire rougir des points de vue étroits et mesquins dans lesquels il aimait à se complaire.

C'est sous son règne que s'accomplit le grand acte de l'émancipation des colonies américaines; un autre monarque eût à l'instant cherché pour son peuple les moyens de réparer une perte aussi capitale. Pour lui, il ne vit dans cet événement si important que le chagrin mortel d'être privé de grandes ressources financières, et de ne pouvoir plus répéter qu'il était le seul souverain du monde dans les Etats duquel le soleil ne se couchait point.

Être méchant, intelligence médiocre, âme basse et rampante, caractère haineux et vindicatif, incapable d'affections sincères, pieux par politique et immoral par habitude et par goût, considérant la justice sous le même pied que la religion, disposé à se soumettre immédiatement à un monarque plus puissant que lui, mais au moment de traiter avec lui cherchant déjà les moyens de se venger de son infériorité, sans

loyauté sous une certaine apparence de franchise, sans bonté tout en aspirant à la bonhomie, tel était Ferdinand VII, personnage odieux à tous les titres, et dont par malheur les vices et les instincts ne sont pas tous morts avec lui.

Si nous le considérons dans son intérieur, nous trouvons un personnage tout matériel, tout brutal, exclusivement dominé par les sens, toujours ennuyé et doué de l'égoïsme le plus raffiné. Il ne pense jamais qu'à lui-même : père, mère, épouse, frères, rien n'existe à ses yeux quand son propre intérêt se trouve en jeu. Par des conspirations réitérées, par de honteux pamphlets, il abreuve de dégoût les jours de son père, il salit lui-même l'honneur de sa mère. Nouvel époux d'une princesse charmante, il ne sait pas même dans les premiers mois de son mariage lui faire le sacrifice de viles relations dans les bas quartiers de Madrid, et, par le désespoir qu'il fait naître dans une organisation délicate, mérite d'être considéré comme la véritable cause de la mort d'Isabelle de Bragance. Son amour pour Christine n'est que la satisfaction de l'homme blasé et déjà complétement usé, auquel viennent rendre hommage la jeunesse et la beauté ; ce vieillard anticipé, complétement flétri à quarante-trois ans, pouvait bien s'estimer heureux de partager sa couronne avec une jeune fille de la même race que lui, qui lui apportait en partage toutes les qualités du corps et de l'esprit, et avait le courage de se prêter à un hymen aussi disproportionné. L'affection paternelle ne fut peut-être chez lui qu'un raffinement d'orgueil et d'amour-propre. L'intimité qui régna pendant presque toute sa vie entre lui et don Carlos est peut-être dans toute son existence le seul côté par lequel il mérite d'être loué. Et encore, les discordes des dernières années tendent-elles à démontrer qu'il y eut toujours entre eux plutôt le commun accord de deux complices poursuivant la même politique

que l'intimité complète de deux frères s'aimant tendrement.

Quant à la vie politique de Ferdinand, nous chercherons en vain un point de vue sous lequel elle puisse être défendue : le conspirateur de l'Escorial, l'émeutier d'Aranjuez qui détache la couronne du front de son père, le souverain qui va s'humilier à Bayonne aux pieds de son ennemi, le captif de Valençay qui demande des décorations à Napoléon au moment où le peuple espagnol poursuit une guerre acharnée pour lui rendre sa couronne, le monarque qui emprisonne tous les hommes d'Etat auxquels il doit le retour sur son trône, et conduit le pays à sa ruine par l'administration la plus déplorable pendant une période de six années, le parjure qui spontanément s'engage à être fidèle à la constitution de 1812 et ne songe qu'à la renverser dès le lendemain du jour où il a prêté serment, le fauteur des désordres et de l'anarchie pendant les trois années du régime constitutionnel, l'invocateur de la Sainte-Alliance et de l'intervention française, le promoteur du parti apostolique qui, après l'avoir lancé en avant, l'abandonne en 1827 et 1828, le complice des Chaperon, des Aymerich, des Calomarde et des comte d'Espagne, l'auteur de ces innombrables exécutions et de ces terribles proscriptions que nous avons énumérées n'est et ne peut être aux yeux de tout historien qu'un monstre exécrable digne du plus profond mépris.

Où en est le progrès au dix-neuvième siècle si aux portes de la France, et par les baïonnettes de la France, un tel personnage a pu subsister dix-neuf ans sur le trône d'Espagne ?

FIN DU TOME SECOND.

NOTES.

LIVRE II.

NOTE A.

DÉCRET DU 6 MARS 1820, PROMETTANT LA RÉUNION DES CORTÈS SUIVANT LES ANCIENNES LOIS DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE.

S. Exc. le marquis de Mataflorida, secrétaire d'Etat chargé du département de grâce et justice, a communiqué à S. Exc. le duc de l'Infantado, président du conseil suprême de Castille, l'ordre royal suivant :

« Excellence,

« Le roi notre seigneur a daigné ce même jour m'adresser le décret suivant :

« Consulté par mon conseil royal et d'Etat sur les avantages « que pourrait procurer à la monarchie la réunion des Cortès, « et d'accord avec sa proposition que j'ai jugée conforme aux « lois fondamentales jurées par moi, j'entends que des Cortès « soient immédiatement réunies. A cette fin, le conseil pren« dra toutes les mesures opportunes pour arriver à la réa« lisation de mes désirs ; il faut que les légitimes repré« sentants de mes peuples, armés de toutes les facultés qui « leur sont nécessaires, soient entendus ; ainsi pourra être dé« cidé tout ce qui intéresse le bien général. Je serai pour ma « part toujours prêt à faire tout ce qu'exigeront et le bien de « l'Etat et la félicité d'un peuple qui m'a donné tant de « preuves de sa loyauté.

« Le conseil devra me consulter sur tous les points douteux « qui pourraient l'arrêter, afin que dans l'exécution il n'y ait « ni la moindre difficulté ni le moindre retard. »

« Je transmets le décret à Votre Excellence par l'ordre exprès de Sa Majesté pour l'intelligence du conseil et afin que sans le moindre délai il prenne toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation des bienveillantes intentions de Sa Majesté.

« Dieu vous garde de longues années. »

Au palais, 6 mars 1820.

NOTE B.

DÉCRET DU 7 MARS 1820, PAR LEQUEL LE ROI PRÊTE SERMENT A LA CONSTITUTION DE 1812.

Le roi notre seigneur a daigné envoyer à tous ses secrétaires d'Etat le décret suivant :

« Afin d'éviter tous les délais que pourraient susciter les doutes du conseil pour l'exécution de mon décret d'hier, relatif à la convocation immédiate des Cortès, et d'accord avec la volonté générale du peuple, je me suis décidé à jurer la constitution promulguée par les Cortès générales et extraordinaires en 1812. Tenez-vous pour avertis et assurez-en la prompte publication.

« *Signé* : LE ROI. »

Au palais, 7 mars 1820.

NOTE C.

DÉCRETS DES 8 ET 9 MARS 1820, RELATIFS A UNE AMNISTIE GÉNÉRALE, A L'ABOLITION DE L'INQUISITION ET A LA FORMATION D'UNE JUNTE PROVISOIRE GOUVERNEMENTALE.

1° *Décret d'amnistie.*

Le ministre de la guerre a communiqué ce qui suit par l'ordre du roi à tous les capitaines généraux des provinces :

« Le secrétaire d'Etat, en date de ce jour, me dit ce qui suit :

« Sa Majesté a daigné ordonner qu'on mette immédiatement « en liberté toutes les personnes arrêtées et emprisonnées en « quelque partie du royaume que ce soit pour opinions poli- « tiques ; ces personnes peuvent immédiatement revenir à « leur premier domicile, aussi bien que celles qui, pour les « mêmes causes, habitent en dehors du royaume. C'est la vo- « lonté de Sa Majesté que cette détermination soit immédiate- « ment transmise par un courrier spécial à tous les capitaines « généraux. Je la transmets à Votre Excellence, pour qu'elle « soit informée de cette décision et s'empresse de la mettre à « exécution. »

« Dieu vous garde de longues années. »

2° *Décret relatif à l'abolition de l'inquisition.*

« Considérant que le tribunal de l'inquisition est incompatible avec la constitution de la monarchie espagnole, promulguée à Cadiz en 1812, et que par cette raison il fut supprimé après une longue et mûre discussion par les Cortès générales et extraordinaires, suivant un décret du 22 février 1813 ;

« En vue de l'avis exprimé par la junte qu'a établie mon décret de ce jour, et de conformité avec cet avis :

« Je viens ordonner que dès ce jour ledit tribunal reste supprimé dans toute la monarchie, et avec lui le conseil de l'inquisition suprême ; que l'on mette immédiatement en liberté tous les prisonniers retenus dans ses cachots pour leurs opinions politiques et religieuses ; que toutes les causes relatives à la religion passent à la juridiction des révérends évêques dans leurs diocèses respectifs, et soient résolues et jugées par eux suivant les prescriptions du même décret des Cortès extraordinaires.

« Tenez-vous pour avertis, et prenez les dispositions nécessaires pour l'exécution de ce décret. »

3° *Formation de la junte provisoire.*

Ferdinand VII, roi par la grâce de Dieu et par la constitution de la monarchie espagnole, a promulgué le décret suivant :

« Ayant décidé par mon décret du 7 courant que je jurerais la constitution publiée à Cadix par les Cortès générales et extraordinaires en 1812, j'ai, dès à présent, prononcé mon serment entre les mains d'une junte provisoire composée de personnes qui ont la confiance du peuple ; jusqu'à ce qu'il me soit possible de le prononcer solennellement, aux termes mêmes de la constitution, entre les mains des Cortès dont j'ai ordonné la convocation conformément à cette constitution. Les personnes choisies pour faire partie de cette junte sont : le révérend père cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, président ; le lieutenant général Francisco Ballesteros, vice-président ; le révérend évêque de Valladolid de Mechoacan, Manuel Abad y Queipo ; Manuel Lardizabal, Mateo Valdemoros, don Vicente Sancho, colonel du génie ; comte de Taboada, Francisco Crespo de Tejada, Bernardo Tarrius et Ignacio Pezuela.

« Toutes les mesures que prendra le gouvernement jusqu'à l'installation constitutionnelle des Cortès devront être soumises à l'examen de cette junte et se publieront avec son approbation.

« Ce décret sera promulgué par tout le royaume, tous les fonctionnaires devront lui donner une prompte et immédiate publication et s'empresser de l'exécuter. »

NOTE D.

MANIFESTE DU ROI DU 10 MARS 1820 A LA NATION ESPAGNOLE.

« Après que vos efforts héroïques furent parvenus à mettre un terme à la captivité dans laquelle me retenait la plus étroite perfidie, tout ce que je vis, tout ce que j'entendis dès qu'il me fut donné de toucher le sol de la patrie contribua à me persuader que la nation tout entière réclamait son ancienne forme de gouvernement. C'est cette persuasion qui m'a poussé à donner mon assentiment à tout ce qui paraissait être le vœu d'un peuple magnanime qui, vainqueur de l'ennemi étranger, ressentait les maux plus horribles encore de la discorde intestine.

« Il ne m'était pourtant pas échappé que le progrès rapide de la civilisation européenne, la propagation des lumières, même dans les classes les moins élevées, la rapidité des communications entre les différents pays du globe, les événements auxquels avait assisté la génération actuelle, avaient suscité des idées et des désirs inconnus à nos ancêtres, avaient jeté le germe de besoins nouveaux et impérieux; il ne m'était pas échappé non plus qu'il était indispensable de modifier les institutions politiques en vue de ces nouveaux éléments afin d'obtenir l'harmonie nécessaire qui doit exister entre les hommes et les lois pour la stabilité et le repos des sociétés.

« Mais, tandis que je méditais sérieusement, avec toute la sollicitude d'un cœur vraiment paternel, les variations qu'il convenait d'introduire à notre régime fondamental, celles qui pouvaient le mieux s'adapter à notre caractère national et à l'état présent des diverses parties de la monarchie espagnole, et qui avaient en même temps le plus d'analogie avec l'organisation des nations les plus éclairées, vous m'avez fait connaître votre ardent désir de voir rétablir cette constitution qui, au milieu du fracas de la guerre, fut promulguée à Cadiz en 1812, à cette même époque où, à l'étonnement du monde entier, vous combattiez pour la liberté de la patrie. J'ai entendu votre voix, et, comme un tendre père, j'ai accédé à ce que mes enfants considèrent comme le meilleur moyen d'assurer leur bonheur. J'ai juré cette constitution pour laquelle vous soupirez, et j'en serai toujours le plus ferme appui. J'ai déjà pris des mesures opportunes pour la convocation des Cortès. Sitôt qu'elles seront réunies, d'accord avec vos représentants, je m'empresserai de concourir à la grande œuvre de la prospérité nationale.

« Espagnols, votre gloire est la mienne; c'est la seule à laquelle mon cœur aspire. Mon âme n'éprouve qu'un désir, celui de vous voir autour de mon trône unis, paisibles et heureux. Ayez donc confiance en votre roi, qui vous parle avec toute l'effusion que lui inspirent les circonstances au milieu desquelles vous vous trouvez et le sentiment intime des devoirs que lui a imposés la Providence. Dès ce jour, c'est de vous-mêmes surtout que va dépendre votre bonheur. Ne vous laissez pas sé-

duire par la fausse apparence d'un bien idéal qui empêche souvent d'atteindre le bonheur réel. Evitez l'exaltation des passions, qui trop souvent transforme en ennemis ceux qui devraient seulement être frères, ceux qui parlent un même langage, pratiquent une même religion, observent les mêmes coutumes. Repoussez les perfides insinuations que vos rivaux et vos ennemis vous présenteront sous des formes flatteuses et mensongères. Marchons franchement, et moi tout le premier, dans la voie constitutionnelle; soyons pour l'Europe un modèle de sagesse, d'ordre et de modération parfaite dans une crise qui, chez les autres nations, a été accompagnée de disgrâces et de malheurs; faisons admirer et respecter le nom espagnol, en même temps que nous assurerons pour des siècles notre félicité et notre gloire.

« *Signé* : FERDINAND. »

Au palais de Madrid, 10 mars 1820.

NOTE E.

ADRESSE DE LA JUNTE PROVISOIRE AUX CORTÈS.

Ce long document a été inséré tout entier dans l'utile et intéressante collection du marquis de Miraflorès intitulée : *Documentos a los que se hace referencia en los apuntes historico-criticos sobre la revolucion de España*, t. I, p. 105 à 149.

Après un long exorde dans lequel sont indiquées les causes principales qui ont amené la révolution, et l'état du pays au moment où elle éclata, l'adresse passe en revue toutes les mesures prises par la junte durant les quatre mois de son administration et donne ensuite un tableau détaillé de la situation des affaires dans chaque ministère au moment de l'ouverture des Cortès.

Ferdinand y est représenté comme la victime d'un parti ambitieux, hypocrite, violent, qui s'est emparé de lui immédiatement après son retour en 1814.

« Monarque digne d'amour et de compassion ! Après une jeunesse opprimée, après une longue et inique captivité, il t'était réservé de devenir la proie d'une faction d'hypocrites

ineptes et méchants, destinés à faire plus de mal à la nation pendant six années que l'ennemi ne lui en avait fait pendant la guerre, destinés à t'aliéner l'amour de tes sujets, à te présenter aux yeux du monde comme un tyran et à t'exposer à toutes les horreurs d'une révolution. »

C'est sans doute la meilleure source à laquelle on doive puiser pour bien apprécier le mouvement de 1820. Les relations de la junte provisoire avec toutes les autres juntes établies dans les provinces, relations dans lesquelles se manifestent tous ces symptômes de fédéralisme qui menaçent à chaque révolution l'unité espagnole, y forment l'objet d'un examen tout spécial. Le mode de réunion des Cortès, l'organisation de la cour du monarque sous le régime constitutionnel, la situation de l'administration intérieure, de l'armée, de la marine, les relations étrangères, les affaires ecclésiastiques, les questions d'outre-mer, celles des finances sont successivement passés en revue ; c'est un tableau dans lequel la nation espagnole se retrace à elle-même consciencieusement toutes ses misères, sans en être trop effrayée, car elle a alors l'espérance que le régime constitutionnel pourra guérir toutes ses blessures.

NOTE F.

DÉCRET DU 21 OCTOBRE 1820 SUR LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES.

Les Cortès, après avoir observé toutes les formalités prescrites par la constitution, ont décrété ce qui suit :

« 1° Comme, pour l'exercice de la liberté de discuter les affaires publiques, on ne saurait considérer comme nécessaires les réunions d'individus constituées et réglementées par elles-mêmes, sous les noms de *sociétés patriotiques, confédérations, juntes patriotiques* ou sous un autre titre quelconque, sans l'intervention de l'autorité publique, ces réunions cesseront immédiatement conformément aux lois qui défendent ce genre de corporations.

« 2° Les individus qui à l'avenir voudront se réunir périodiquement dans un lieu public pour traiter des affaires politiques et s'éclairer réciproquement pourront le faire en aver-

tissant préalablement l'autorité supérieure locale, qui sera responsable des abus et prendra en conséquence toutes les mesures qu'elle jugera opportunes, sans en excepter celle de la suspension des réunions.

« 3° Les individus ainsi réunis ne pourront jamais se considérer comme corporations, ni faire des représentations sous cette qualité, ni s'attribuer le droit de parler au nom du peuple, ni entretenir des correspondances avec d'autres réunions du même genre. »

Ce décret est soumis par les Cortès à la sanction de Sa Majesté.

Madrid, 21 octobre 1820.

NOTE G.

DOCUMENTS RELATIFS AU PLAN DE CONSPIRATION DU PRÊTRE DON MATIAS VINUESA.

Plan pour obtenir notre liberté. Ce plan, écrivait Vinuesa, ne devait être connu que de quatre personnes, le roi, l'infant don Carlos, le duc de l'Infantado et le marquis de Castelar. Le secret et le silence sont l'âme des grandes entreprises. La nuit qui devait être choisie pour l'exécution du plan, Sa Majesté devait appeler auprès d'elle les ministres, le capitaine général et le conseil d'Etat; puis, tout à coup, une compagnie de gardes du corps, commandée par l'infant don Carlos, devait se présenter, faire sortir le roi de la pièce où tous ces fonctionnaires étaient réunis et les garder tous prisonniers. Immédiatement après, l'infant devait passer à la caserne des gardes du corps et y arrêter tous ceux qui seraient réputés n'être pas chauds partisans du roi.

Le même soir, le duc de l'Infantado partirait pour Leganès, pour se mettre à la tête du bataillon de gardes qui y est installé; il emmènerait avec lui un des chefs de ce corps. A minuit, le bataillon devrait se mettre en route pour entrer dans Madrid à deux heures au plus tard.

Le régiment du Prince, dont le colonel devrait être gagné à l'avance, devait obéir aux ordres du duc de l'Infantado, et,

sur les trois heures du matin, ses détachements pourraient occuper toutes les principales rues de la capitale.

Alors, à cinq heures et demie, des masses de soldats et de peuple commenceraient à crier : *Vive la religion! Vive le roi et la patrie! Meure la constitution!* Tout de suite il faudrait s'occuper de détacher la pierre symbolique et de placer une garde nombreuse à l'entour, afin d'éviter tout désordre au moment de la renverser à terre et de la traîner dans la boue. La municipalité constitutionnelle et la députation provinciale seront obligées de sortir en procession pour voir brûler la constitution par les mains du bourreau.

Toutes les portes de Madrid, excepté celles de Fuencarral et d'Atocha, devraient être fermées; nul ne pourrait sortir; on laisserait entrer tout le monde.

On tiendrait toute prête une liste des individus qui devraient être emprisonnés; les propriétaires des maisons où habiteraient les suspects seraient responsables de leurs locataires.

Tout cela terminé, les troupes seraient dirigées sur les provinces, et s'y rendraient immédiatement, précédées d'un manifeste, où le changement de gouvernement serait expliqué.

Les individus de la milice nationale devraient déposer leurs armes à la municipalité.

Les rassemblements seraient interdits.

Des autorités seraient nommées pour agir immédiatement, et les prisonniers de considération seraient sans retard conduits au château de Villaviciosa avec une escorte imposante.

NOTE H.

M. de Vaulabelle, dans son *Histoire de la Restauration*, donne les noms de ces cinq médecins; il s'exprime ainsi : « MM. Pariset, François, Bally, Maret et Audouard, chargés de mission par le gouvernement, vinrent courageusement étudier le fléau au sein même de son foyer et lorsqu'il y exerçait les plus terribles ravages. Trois d'entre eux, MM. Pariset, Bally et Maret furent atteints; le dernier succomba. »

(M. de Vaulabelle, *Histoire des deux restaurations*, 3e édit., t. VI, p. 1821.

NOTE I.

RÉPONSE DE FERDINAND VII A LA LETTRE COLLECTIVE PAR LAQUELLE MARTINEZ DE LA ROSA ET SES SIX COLLÈGUES OFFRAIENT A NOUVEAU AU ROI LEUR DÉMISSION, LE 5 JUILLET 1822.

« Considérant que les circonstances actuelles, si critiques, de l'Etat ont pu avoir pour origine les mesures prises par les ministres actuels, mesures dont ils sont responsables, suivant la constitution, jusqu'à ce que les graves événements du jour se soient modifiés, je n'accepte pas la démission que chacun de vous me fait de ses divers ministères ; et chacun de vous, sous la plus stricte responsabilité, reste chargé des affaires de la secrétairerie. »

Cette lettre, adressée à Martinez de la Rosa, est écrite tout entière de la main royale et est signée par le roi.

L'enveloppe seule est d'une écriture distincte.

NOTE J.

Le marquis de Miraflorès a publié, dans ses *Documents relatifs à la révolution d'Espagne*, toutes les principales pièces de la correspondance échangée entre la régence d'Urgel et ses agents à l'étranger. Il n'y a qu'à parcourir ces pièces pour se pénétrer immédiatement des manœuvres vraiment révolutionnaires qui furent pratiquées par Ferdinand et les souverains de la Sainte-Alliance contre le système constitutionnel espagnol.

Don Carlos Espana, appelé désormais comte d'Espagne, fut l'agent actif de la régence auprès des cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne.

(Voir Miraflorès, *Documentos concernientes a la revolucion de Espana*, t. II, p. 32 à 97.)

NOTE K.

PROCLAMATIONS DE LA RÉGENCE D'URGEL ET DU BARON D'ÉROLES PUBLIÉES LE 15 AOUT 1822.

Nous donnerons seulement quelques extraits de ces deux proclamations, trop longues pour être insérées en entier.

La proclamation de la régence se compose d'un exposé de motifs et d'un décret en douze articles. Après avoir énoncé l'idée que, depuis le 9 août 1820, le roi Ferdinand VII ne peut être considéré comme agissant librement, que les décrets qu'il expédie sont l'œuvre exclusive de ceux qui le maintiennent en captivité, les trois régents accusent la révolution d'avoir causé la perte des Amériques et accru les contributions. Tous les maux de l'Etat viennent de l'abandon du pouvoir absolu.

« Ils sont la conséquence de la chute de ce gouvernement monarchique qui assura la paix de vos pères, et auquel sont revenus les peuples, comme au meilleur qu'on puisse imaginer, lorsqu'ils ont été fatigués de lutter contre des illusions ; celles qu'on emploie aujourd'hui pour vous séduire, Espagnols, sont les mêmes qu'on met toujours en usage pour produire de semblables mouvements ; ils n'ont jamais produit que la destruction de l'Etat... Vos anciennes lois sont le fruit de la sagesse et de l'expérience ; vous avez raison de demander qu'elles soient observées. Les réformes que dicte le temps devront être très-mesurées ; c'est à cette condition qu'elles vous seront accordées. »

Le décret a pour but de faire connaître d'abord la constitution de la nouvelle régence, de déclarer nuls et de nulle valeur tous les ordres communiqués au nom du roi depuis le 9 mars 1820, de mettre en accusation tous ceux qui contribuent à maintenir le roi en état de captivité, de méconnaître les droits des Cortès à s'arroger la représentation, d'offrir de grands avantages à tous ceux qui abandonneront l'armée nationale pour se ranger sous l'étendard du roi absolu, de promettre le respect des fueros provinciaux, de garder enfin aux

NOTE M.

Dans le deuxième volume de ses *Documents concernant la révolution espagnole*, le marquis de Miraflorès a publié :

1° Le manifeste de l'assemblée générale de la confédération des communeros espagnols à tous les confédérés du royaume, daté du mois de mars 1823 ;

2° Le procès-verbal des séances préparatoires de cette assemblée générale des 22 et 23 février 1828 ;

3° Une circulaire dirigée par l'assemblée constituante des communeros espagnols constitutionnels, datée du 28 février 1823 ;

4° Le manifeste de cette même assemblée constituante, également daté du 28 février 1823.

Il suffit de lire ces documents pour juger des rivalités qui s'étaient glissées dans l'intérieur de la société des communeros, du peu d'importance qu'on donnait dans son sein aux questions de principes et de l'influence excessive qu'on y accordait aux luttes personnelles. L'impuissance de la révolution est en germe dans l'incapacité notoire de ces sociétés patriotiques à suivre un but politique bien déterminé.

NOTE N.

DÉCRET DES CORTÈS, DONNÉ A SÉVILLE LE 11 JUIN 1823, POUR LA NOMINATION D'UNE RÉGENCE.

Les Cortès, usant de la faculté qui leur est accordée par la constitution, ont décrété ce qui suit :

« En présence du refus de Sa Majesté de mettre à couvert sa propre personne et tous les membres de sa royale famille de l'invasion étrangère qui menace cette cité, elles déclarent provisoirement intervenu le cas d'empêchement moral signalé dans l'article 187 de la constitution ; et, en raison des circonstances actuelles, elles ont décidé la nomination d'une régence provisoire, qui sera composée du député aux Cortès don Caye-

tano Valdès, président; de Gabriel Ciscar, conseiller d'Etat; et de Gaspar Vigodet, également conseiller d'Etat : cette Régence, pendant la durée de la translation des Cortès et du gouvernement à Cadiz, résumera en elle toutes les facultés qui correspondent au pouvoir exécutif. »

Séville, 11 juin 1823.

LIVRE III.

NOTE A.

Voir dans Torrente, *Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 114, le jugement que portent sur l'armistice de Trujillo les défenseurs de la cause espagnole.

NOTE B.

PLAN D'YGUALA.

En outre des trois principes : conservation de la religion catholique, apostolique et romaine, indépendance et intime union des Américains et Européens, qui constituent ce qu'on appela dès lors la *triple garantie*, le plan d'Yguala comprenait un certain nombre d'articles d'application immédiate.

Il établissait en même temps une nouvelle junte gouvernementale; mais les noms proposés n'ayant pas été agréés par les indépendants, cette junte ne parvint pas à se réunir.

NOTE C.

Voir dans Torrente, *Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 291, l'accueil qui fut fait en Espagne au traité de Cordoba. On voit se renouveler la même impression déjà produite par l'armistice de Trujillo.

Tout Espagnol qui reconnaît l'impuissance de son pays à

soumettre les colonies révoltées est au fond considéré comme un traître.

NOTE D.

Torrente (*Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 408), en rendant compte de cette convention, la juge de la même manière que l'armistice de Trujillo et le traité de Cordoba; il n'a que des paroles sévères pour les négociateurs et les accuse de s'être laissé tout à fait influencer par la promesse verbale d'un subside de 20 millions de duros, qu'il suppose que les colonies n'auraient jamais pu payer.

NOTE E.

Voir dans le *Journal des séances des Cortès de Séville et de Cadiz en* 1823, publié à Madrid en 1858 par don Francisco Arguelles (p. 402, 407, 411, 412 et 415), le rapport de la commission nommée pour examiner la question des colonies et les débats auxquels il donne lieu.

LIVRE IV.

NOTE A.

ORDONNANCE D'ANDUJAR DU 8 AOUT 1823.

Art. 1. Les autorités espagnoles ne peuvent effectuer aucune arrestation sans y être autorisées par le commandant de nos troupes dans le district où elles résident.

Art. 2. Les commandants en chef de notre armée mettront en liberté toutes les personnes qui auront été emprisonnées arbitrairement et pour opinions politiques, et spécialement les miliciens qui retournaient à leurs foyers. Sont exceptés de cette mesure ceux qui, de retour dans leur domicile, auraient donné contre eux de justes motifs de plainte.

Art. 3. Les commandants en chef de notre armée sont autorisés à arrêter quiconque contreviendra aux prescriptions du présent décret.

Art. 4. Tous les journaux et journalistes sont placés sous l'inspection des commandants de nos troupes.

Art. 5. Le présent décret sera imprimé et publié dans toute l'Espagne.

Signé : Louis-Antoine, duc d'Angoulême.

Le major général : comte Guilleminot.

NOTE B.

DÉCRET DU PUERTO SANTA-MARIA, DATÉ DU 1er OCTOBRE 1823.

Art. 1. — Sont nuls et de nulle valeur tous les actes quelconques du gouvernement constitutionnel qui a dominé mes peuples depuis le 7 mars 1820 jusqu'à ce jour 1er octobre 1823; car je déclare que dans toute cette période j'ai manqué de liberté, j'ai été obligé de sanctionner des lois et de promulguer des ordres, décrets et règlements qui avaient été médités contre ma volonté, et qui avaient été proposés par le gouvernement lui-même.

Art. 2. J'approuve tout ce qui a été décrété et ordonné par la junte provisoire de gouvernement et par la régence du royaume, créées l'une à Oyarzum le 9 avril, et l'autre à Madrid le 26 mai de la présente année; bien entendu que cette approbation est seulement provisoire, jusqu'à ce que, suffisamment éclairé sur les nécessités de mes peuples, je puisse donner les lois et dicter les mesures les plus opportunes pour assurer leur véritable prospérité et leur bonheur, objet constant de tous mes désirs.

Signé : le Roi.

NOTE C.

La banque de Saint-Ferdinand fut autorisée par ses statuts à faire avec le trésor royal, avec la Banque d'émission des traites et la Caisse royale d'amortissement toutes les négocia-

tions sur lesquelles tomberaient d'accord les agents de l'Etat et les administrateurs de la banque.

Dans l'origine, le privilége d'émettre des billets payables à vue et au porteur était concédé à la banque sans la moindre restriction; on n'avait fixé de limites que pour le maximum et le minimum de chaque billet. Plus tard, cette faculté fut restreinte : aucune émission ne devait avoir lieu sans avoir été spécialement autorisée par un décret royal.

Il était bien dit que la banque devait faire l'escompte des traites et effets de commerce; mais aucun obstacle n'étant mis à l'emploi des fonds en négociations avec l'Etat, il devait en résulter qu'au bout de peu de temps tout le capital serait retiré des mains du commerce, qui l'aurait rendu reproductif, pour être dépensé par l'Etat d'une manière improductive.

C'est encore aujourd'hui la situation de la banque d'Espagne. (Santillan, *Memoria historica sobre los bancos*, t. I, p. 144 et 147.)

NOTE D.

Le gouvernement espagnol fut plus d'une fois obligé de soutenir son crédit contre des opérations à la baisse tentées contre lui sur une assez vaste échelle. Voici ce que nous trouvons à ce sujet dans un mémoire écrit sur les emprunts Guebhard et Aguado par le représentant à Paris du ministre des finances d'Espagne, don Xavier de Burgos :

« En une occasion, une faible somme employée d'une manière opportune pour le compte de la Caisse d'amortissement d'Espagne, et par l'entremise de son banquier, au rachat de quelques obligations, eut une heureuse influence sur les prix et assura de grands bénéfices. Mais la Caisse ne pouvait agir ainsi toutes les fois que des opérations à la baisse étaient essayées, car elle manquait pour cela de ressources; ce fut donc un grand bonheur que quelques particuliers se soient chargés de faire face à ces combinaisons, et de favoriser par certaines mesures habiles et patriotiques la hausse de nos valeurs; ils ont ainsi empêché la dépréciation progressive qui, en l'absence d'un fonds permanent d'amortissement, devait forcément peser sur elles. Ces particuliers ont rendu, par ces opé-

rations, un immense service à l'Espagne et aux détenteurs de son papier; s'ils y ont acquis quelques bénéfices, c'est une honnête et loyale récompense de leurs généreux efforts en faveur du crédit espagnol. »

(*Observations sur l'emprunt Guebhard* par Xavier de Burgos, en tête de ses *Annales du règne d'Isabelle II*, t. I, p. 121.)

NOTE E.

LOI SALIQUE DE 1713.

On trouve cette pragmatique dans la *Novisima Recopilacion*, liv. III, tit. I, loi 5.

NOTE F.

PRAGMATIQUE SANCTION DE 1789.

Le marquis de Miraflorès, dans ses *Mémoires* pour servir à l'histoire contemporaine des sept premières années du règne d'Isabelle II, t. I, p. 435 à 469, a publié tous les documents relatifs à cette pragmatique sanction.

NOTE G.

DÉCRET D'AMNISTIE.

Il n'est rien de plus agréable à un prince magnanime et religieux, ami de ses peuples, sincèrement reconnaissant aux vœux fervents avec lesquels ils n'ont cessé d'implorer la miséricorde divine pour l'amélioration de sa santé, que l'oubli des faiblesses de ceux qui, par esprit d'imitation plutôt que par méchanceté et perversité, ont abandonné les chemins de la loyauté, de la soumission et du respect auxquels ils étaient obligés et dans lesquels ils s'étaient toujours distingués.

Quand donc le monarque consent à oublier; quand, se laissant aller à tous ses sentiments de bonté innée, il couvre du glorieux manteau de sa bienveillance tous ses enfants;

quand il veut tous les faire participer à ses faveurs et à ses libéralités ; quand il cherche à les rendre au sein de leurs familles ; quand il les délivre du joug terrible auquel les soumettaient les rudes privations imposées par la terre d'exil ; quand en outre il ne se souvient plus que d'une chose, de leur qualité d'Espagnols, comment ne s'abandonneraient-ils pas à une gratitude profonde, cordiale, sincère, pour tant de grandeur et d'amabilité ? comment n'accueilleraient-ils pas avec bonheur la glorieuse tendresse avec laquelle je me plais à publier ces généreuses bontés, et par suite l'immense joie qu'elles me causent.

C'est sous l'empire de ces impressions, de ces espérances si flatteuses, qu'usant des facultés que m'a transmises mon cher et bien-aimé époux, d'accord avec sa volonté expresse, j'accorde l'amnistie la plus complète, la plus générale de toutes celles que les rois ont dispensées jusqu'ici à tous ceux qui ont été poursuivis comme criminels d'État, quelle que soit l'accusation qui ait pesé sur eux. De cette bienveillante disposition restent seulement exceptés, *à mon très-grand regret*, ceux qui ont eu le malheur de voter la destitution du roi à Séville et ceux qui ont commandé une force armée contre sa souveraineté.

Signé : CHRISTINE.

Saint-Ildefonse, 15 octobre 1832.

NOTE H.

DÉCRET ANNULANT LE CODICILLE QUI ABROGEAIT LA PRAGMATIQUE SANCTION.

« Surpris dans les moments mêmes d'agonie que j'eus à passer durant la grave maladie dont m'a prodigieusement sauvé la divine Providence, j'ai signé un décret dérogeant la pragmatique sanction du 29 mars 1830, décrétée par mon auguste père à la demande des Cortès de 1789, et rétablissant la succession régulière à la couronne d'Espagne.

« Le trouble, l'angoisse de ces moments critiques où la vie m'abandonnait indiquent suffisamment par eux-mêmes que

cet acte n'a pas été mûrement délibéré; en examinant sa nature même et ses effets, on arrive à la même conviction.

« Comme roi, je ne pouvais détruire les lois fondamentales du royaume dont j'avais publié le rétablissement; comme père, je ne pouvais librement dépouiller mes descendants de droits aussi augustes et aussi légitimes. Des hommes déloyaux ou égarés ont entouré mon lit de douleur, et, abusant de l'affection que j'ai toujours eue pour le peuple espagnol, de celle qui anime également ma chère épouse, ils ont augmenté son affliction et la tristesse de ce fatal moment en assurant que le royaume tout entier était opposé à l'observation de la pragmatique, en exagérant les torrents de sang qui allaient être répandus et la révolution universelle dont le pays allait être le théâtre s'il n'y était pas dérogé.

« Un présage aussi horrible, dans les circonstances où la vérité était le premier des devoirs pour les personnes les plus obligées à la proclamer, alors qu'on n'avait ni le temps ni le moyen de la contrôler par l'examen des faits, a consterné mon esprit, abattu et absorbé tout ce qui me restait d'intelligence; je n'ai plus pensé qu'à la paix et au salut de mes peuples, et, comme je le dis dans mon décret lui-même, j'ai fait à la tranquillité de la nation espagnole le plus grand sacrifice qui dépendît de moi. La perfidie consomma alors l'affreuse trame que la sédition avait commencée, et ce même jour on s'occupa immédiatement de donner promulgation à mon décret en rompant traîtreusement le silence que de vive voix et dans mon décret j'avais ordonné de garder jusques après mon décès. Informé aujourd'hui de la fausseté avec laquelle on avait calomnié la loyauté de mes Espagnols bien-aimés, toujours fidèles à la descendance de leurs rois; bien persuadé ensuite qu'il ne dépend pas de moi, de mon désir, de déroger à la coutume établie depuis un temps immémorial pour la succession à la couronne, sanctionnée par la loi, justifiée par les illustres héroïnes qui m'ont précédé sur le trône, et sollicitée par le vote unanime de la nation; libre maintenant de l'influence et de la pression de ces funestes circonstances, je déclare solennellement de ma pleine volonté, de mon propre mouvement, que le *décret signé par moi dans la période critique*

de ma maladie m'a été arraché par surprise; qu'il fut un effet des fausses terreurs au moyen desquelles une pression violente a été exercée sur mon esprit; qu'il est nul et non avenu par le fait même d'être contraire aux lois fondamentales de la monarchie et aux obligations que, comme roi et comme père, j'ai à remplir envers mon auguste descendance. »

Fait au palais de Madrid, le 31 décembre 1832.

Ce décret, écrit tout entier de la main du roi, signé par lui, fut reçu par le secrétaire d'Etat, de grâce et de justice en présence de plusieurs grands fonctionnaires, des ministres, d'une députation du conseil d'Etat, de Sa Grandeur, de plusieurs représentants des provinces et des consuls du tribunal de commerce de Madrid.

NOTE I.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE FERDINAND VII ET SON FRÈRE DON CARLOS.

1° *Lettre de Ferdinand à son frère don. Carlos.*

« Mon très-cher frère de ma vie, mon Carlos de mon cœur,

« J'ai reçu ton estimable lettre du 29 du mois passé, et je me réjouis beaucoup de voir que vous êtes tous en bonne santé, toi, ta femme et tes enfants; ici, grâce à Dieu, rien de nouveau.

« J'ai toujours été persuadé de la grande affection que tu me portais. Je crois que toi aussi tu dois être convaincu de mon affection pour toi; mais je suis père et monarque, et je dois veiller à la défense de mes droits, de ceux de mes filles, et aussi de ceux de ma couronne.

« Je ne veux pas non plus violenter ta conscience, et je ne prétends pas arriver à te dissuader de tes prétendus droits, puisqu'alors même qu'ils sont fondés sur une détermination humaine, tu crois qu'il n'a été donné qu'à Dieu d'y déroger. Mais la tendresse fraternelle que j'ai toujours ressentie pour toi me détermine à éviter les désagréments auxquels tu serais

exposé en un pays où l'on ne reconnaît pas tes prétendus droits, et je suis obligé par mes devoirs de roi d'en tenir éloigné un infant qui, par ses prétentions, offrirait aux mécontents un prétexte d'agitation.

« Du moment donc où tu ne dois plus revenir en Espagne, pour des motifs de la plus haute importance, en raison des lois du royaume qui l'ont ainsi disposé d'une manière expresse, et pour ta propre tranquillité, que je désire autant que le bien de mes peuples, je t'accorde la permission d'entreprendre de suite un voyage dans les Etats pontificaux; tu me feras connaître le point sur lequel tu te dirigeras et celui où tu comptes fixer ta résidence. Il arrivera bientôt dans le port de Lisbonne un de mes navires de guerre exclusivement disposé pour te recevoir.

« L'Espagne est indépendante de toute action, de toute influence du dehors en ce qui concerne son régime intérieur; aussi agirais-je contre la libre et complète souveraineté de mon trône si, à ta honte, je violais le principe de non-intervention généralement adopté par les cabinets de l'Europe en leur faisant la communication que tu réclames dans ta lettre.

« Adieu, mon cher Carlos; crois bien que je t'ai toujours aimé, que je t'aime et t'aimerai toujours.

« Ton très-affectionné et invariable frère,

« FERDINAND. »

2° *Lettre de don Carlos à son frère Ferdinand.*

« Mon très-cher frère de mon cœur, mon Ferdinand de ma vie,

« Hier à trois heures du soir j'ai reçu ta lettre du 6, qui m'a été remise par Cordoba, et je me suis vivement réjoui de voir que, grâce à Dieu, il ne t'était rien arrivé de nouveau. Je te remercie beaucoup de toutes les expressions affectueuses que tu me prodigues, et crois bien que je sais apprécier tout ce qui sort de ton cœur.

« Me voici en même temps informé de la sentence par laquelle je suis condamné à ne pas revenir en Espagne, et par

laquelle tu me donnes ton autorisation royale d'aller faire un voyage dans les Etats pontificaux, en t'avertissant à la fois et de l'endroit vers lequel je compte me diriger et de celui où je fixerai ma résidence.

« Je réponds sur le premier point que je me soumets tranquillement à la volonté divine qui le veut ainsi. Sur le second, je ne puis m'empêcher de te faire observer que c'est déjà un assez grand sacrifice de ne pouvoir revenir dans sa patrie, sans l'accroître encore en ne permettant pas à un homme de vivre librement là où cela lui est le plus agréable, où cela convient le mieux à sa tranquillité, à sa santé, à ses intérêts. Ici nous avons été reçus avec les plus grands égards ; notre santé y est bonne, et nous pourrons y vivre parfaitement en paix et dans un calme complet. Tu peux être bien persuadé que, de même que dans des circonstances critiques j'ai su remplir mes devoirs au dedans du royaume, de même je saurai les remplir au dehors, dans quelque endroit que je m'établisse. C'est par une grâce spéciale de Dieu que j'ai toujours agi ainsi, elle ne peut donc jamais me faire défaut.

« Malgré toutes ces réflexions, néanmoins, je suis prêt à faire ta volonté et à jouir de la faveur que tu m'accordes de m'envoyer un navire de guerre en état de me conduire ; mais auparavant il me faut tout mettre en ordre, il me faut prendre des dispositions pour tous mes intérêts particuliers de Madrid, et me voici encore obligé de recourir à ta bonté pour que sur mes arriérés tu me fasses remettre quelques quantités. Je ne t'ai jamais rien demandé, je ne te demanderais rien pour un voyage que j'effectuerais par ma seule volonté ; mais celui-ci est d'une nature toute différente, et je ne pourrais faire un pas si tu ne me concédais ce que je te demande.

« Reste le dernier point, celui de notre embarquement à Lisbonne. Comment veux-tu que nous nous rendions dans une cité infectée par un pareil fléau, et dont l'épidémie nous a fait sortir? Dieu, dans sa miséricorde infinie, nous a épargnés quand nous y étions et nous a permis de la quitter sains et saufs ; ce serait le tenter que d'y retourner. Tu te convaincras, j'en suis certain : car ne serait-ce pas pour toi une profonde douleur si, pour nous rendre à ce point désigné par toi, le

fléau venait à nous attaquer, et si le navire étant atteint par la peste nous succombions tous?

« Adieu, mon cher Ferdinand; crois bien que je t'aime de tout cœur, que je t'ai toujours aimé et que je t'aimerai toujours.

« Ton frère très-aimant,

« CARLOS. »

Ces deux premières lettres furent suivies de quatorze autres, toutes écrites dans le même ton de part et d'autre. Ferdinand fait tous les efforts, tous les sacrifices, toutes les concessions imaginables pour que son frère effectue son voyage aux Etats pontificaux. Don Carlos, sans essayer d'abord une résistance ouverte, invente successivement divers prétextes pour différer son voyage. Le roi se décide à la fin à ne plus écrire, et le fait sommer par son ambassadeur à Lisbonne d'avoir à dire oui ou non s'il veut s'embarquer.

Voici quelle fut la réponse de don Carlos :

« Mon très-cher frère de mon cœur, mon Ferdinand de ma vie,

« J'ai le chagrin de me voir privé de tes lettres, comme tu me l'annonçais déjà dans ta dernière du 30 du mois passé; mais puisque je ne dois traiter mes affaires que directement avec toi, comme je te l'ai dit dans ma lettre du 29 avril, je prends la plume pour répondre à la question que m'a faite hier Campuzano sur ton ordre, en me montrant l'office adressé par Zea à Cordoba pour que je dise oui ou non si je voulais m'embarquer.

« Je réponds donc que mon départ dans ces circonstances ne serait pas honorable pour les raisons que je t'ai indiquées dans ma précédente lettre; j'insiste donc sur la demande que je t'ai adressée d'ordonner une enquête sur toutes mes démarches : si je suis coupable, je dois être puni; mais si je n'ai fait aucune machination ni contre le trône, ni contre ta personne, ni contre les lois de notre Espagne, comme j'ai la conscience bien tranquille, j'exige qu'il en soit fait une déclaration pu-

blique pour qu'en aucun temps on ne puisse m'accuser d'avoir fui de ce royaume comme un criminel qui échappe par la fuite aux rigueurs de la justice.

« Je me réjouirai de savoir que tous vous jouissez de la meilleure santé, toi, ta femme et tes filles; pour nous, notre santé est bonne, grâce à Dieu; nous te donnons nos félicitations pour l'anniversaire de Christine, et nous les lui envoyons aussi à elle-même; fais-moi le plaisir de le lui dire, et je t'assure que plus tu t'éloignes de moi, plus tu te crois obligé d'accroître la distance entre nous, plus je t'aime. Je suis toujours le même frère qui t'ai toujours accompagné en tout lieu pendant l'enfance, à Valençay, à Cadiz, partout enfin. Je t'aime toujours de tout cœur.

« CARLOS. »

Coïmbre, 21 juillet 1833.

Cette correspondance se termina par l'ordre royal suivant, adressé directement par le roi à don Carlos :

« Infant don Carlos, mon très-aimé frère,

« Le 6 mai je vous ai donné ma licence royale pour vous rendre dans les Etats pontificaux; des raisons de la plus haute politique rendaient ce voyage nécessaire. Vous vous dîtes alors résolu à exécuter ma volonté, et vous me l'avez répété depuis; mais, malgré toutes vos protestations de soumission, vous avez soulevé successivement diverses difficultés, et vous en alléguiez chaque fois de nouvelles à mesure que je donnais des ordres pour les surmonter. Vous évitiez ainsi, sous un prétexte ou sous un autre, d'exécuter mes ordres. J'ai cessé de vous écrire, comme je vous l'annonçai, pour mettre un terme à des discussions inconvenantes pour mon autorité souveraine, et que vous ne prolongiez que comme un moyen de l'éluder. Depuis lors, je vous ai fait connaître mes intentions sur les derniers obstacles par l'entremise de mon envoyé en Portugal. Mes ordres royaux réitérés, spécialement ceux du 15 juillet, des 11 et 18 du présent mois, ont aplani tous les obstacles qui s'opposaient à votre embarquement. Un navire quel qu'il fût, à quelque nation qu'il appartînt, un port dans un pays libre

ou occupé par les troupes du duc de Bragance, même celui de Vigo en Espagne, tout fut laissé à votre libre élection. Soins, préparatifs, argent, j'avais tout pris sous ma responsabilité. Ces franchises, ces manifestations réitérées de ma volonté n'ont produit que cette réponse : que vous étiez disposé à vous embarquer à Lisbonne (où vous pouvez le faire dès à présent) aussitôt que cette ville aurait été reconquise par les troupes du roi don Miguel. Je ne puis tolérer que l'on fasse ainsi dépendre l'exécution de mes volontés d'événements futurs étrangers aux causes qui les ont fait dicter; je ne puis permettre que mes ordres soient soumis à des conditions arbitraires par quiconque doit y obéir. Je vous ordonne donc que vous choisissiez immédiatement un des moyens d'embarquement qui vous ont été proposés par mon ordre. Pour éviter de nouveaux délais, vous communiquerez votre résolution à mon envoyé don Luis Fernandez de Cordoba, et en son absence à don Antonio Caballero; ils ont tous deux les instructions nécessaires pour en assurer l'exécution. Je considérerai toute excuse, toute difficulté à l'aide desquelles vous chercherez à retarder votre choix ou votre voyage comme parti pris de résister à ma volonté, et je vous montrerai, comme je le jugerai à propos, qu'un infant d'Espagne n'est pas libre de désobéir à son roi.

« Je prie Dieu de vous conserver en sa sainte garde.

« MOI, LE ROI. »

FIN DES NOTES DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE II.

RÉGIME CONSTITUTIONNEL.

(1820-1823.)

LIVRE III.

AFFRANCHISSEMENT DÉFINITIF DU CONTINENT AMÉRICAIN.

(1820-1829.)

CHAPITRE I. — BOLIVAR ET YTURBIDE (1820-1823).

Influence exercée sur les colonies de l'Amérique espagnole par la révolution de 1820. — Les craintes qu'avait fait concevoir l'expédition préparée en Andalousie à la fin de 1819 sont complétement dissipées. — L'Amérique tout entière se décide pour l'indépendance.—*Buenos-Ayres* rassurée laisse de côté tous ses plans de monarchie. — Après une courte période d'anarchie, elle s'organise fortement sur la base républicaine. — Administration de Rivadavia. — Le *Chili* consolide son indépendance et se sent assez fort pour consacrer d'importantes ressources à la délivrance du Pérou. — Lord Cochrane. — Gouvernement de O'Higgins. — Résistance de quelques troupes espagnoles dans l'Araucanie et les îles Chiloé. — Succès définitif des patriotes dans la *Nouvelle-Grenade* et le *Venezuela.* — Armistice de Trujillo signé par Morillo et Bolivar. — Départ de Morillo pour la Péninsule. — Maracaïbo se livre aux indépendants. — L'armistice est dénoncé. — Bataille de Carabobo. — Organisation de la république dite *de Colombie*; sa force et son extension. — Constitution. — Congrès de Cucuta. — Panama, le Popayan, Pasto, le Quito, Guayaquil sont successivement incorporés à la Colombie. — Derniers efforts de Moralès pour relever la cause de l'Espagne; il capitule à Maracaïbo. — Puerto Cabello résiste jusqu'en novembre 1823. — Le *Pérou* reste dans l'Amérique du Sud le dernier centre de la domination espagnole.— Expédition de Saint-Martin et de lord Cochrane. — La Serna remplace Pezuela dans la vice-royauté de Lima. — Tentatives de négociations. — Saint-Martin entre à Lima et l'indépendance y est proclamée. — Protectorat de Saint-Martin; son administration; ses démêlés avec lord Cochrane, et ses relations avec Bolivar. — L'armée espagnole se concentre au delà des Andes. — Belles campagnes des généraux Canterac et Valdès contre les armées péruvienne, chilienne, colombienne et buenos-ayrienne coalisées. —Le Pérou, se sentant incapable de s'organiser par lui-même, mécontent de Saint-Martin, se jette dans les bras de Bolivar. — Au *Mexique*, le vice-roi Apodaca, suivant les ordres secrets de Ferdinand VII, tarde longtemps à proclamer la constitution

LIVRE IV.

RÉGIME ABSOLUTISTE ET CLÉRICAL.

(1823-1833.)

CHAPITRE IV. — JUILLET 1830 (11 décembre 1829 au 11 décembre 1831).

CHAPITRE V. — CHRISTINE ET DON CARLOS A LA GRANJA (décembre 1831 à octobre 1832).

NOTES.

NOTES DU LIVRE II.

NOTES DU LIVRE III.

NOTES DU LIVRE IV.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA.

Page 19, lignes 7 et 8, *au lieu de :* Herneros, *lisez :* Herreros,
Page 146, ligne 33, *au lieu de :* le croayt, *lisez :* le croyait.
Page 169, ligne 18, *au lieu de :* complétait, *lisez :* comprenait.
Page 192, ligne 25, *au lieu de :* annuellement, *lisez :* mensuellement.
Page 240, lignes 21 et 32, *au lieu de :* Robles, *lisez :* de la Robla.
Page 248, ligne 30, *au lieu de :* Robles, *lisez :* de la Robla.
Page 370, ligne 24, *au lieu de :* ndes, *lisez :* Indes.

Paris. — Typographie HENNUYER et FILS, rue du Boulevard, 7.

L'*Histoire contemporaine de l'Espagne* se divisera en trois séries de deux volumes chacune.

La première série comprendra tout le règne de Ferdinand VII (1814-1833), la deuxième les deux régences de Christine et d'Espartero (1833-1843), la troisième le règne d'Isabelle II (1843-1868).

Paris. - Typographie HENNUYER ET FILS rue du Boulevard, 7.